



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06

Séances publiques
n°s 66, 67 et 68 p. 07-72

Questions au
Gouvernement p. 73-99

2023-2028

n° 27



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-05
Nouvelles lois	p. 06
Séances publiques	p. 07-72
66 ^e séance du mercredi 12 février 2025	p. 07-31
67 ^e séance du jeudi 13 février 2025	p. 32-44
68 ^e séance du jeudi 13 février 2025	p. 44-72
Questions au Gouvernement	p. 73-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
01/04/2025

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN LUXEMBOURG





Sommet des Présidents de Parlement de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe



Le Président de la Chambre a prononcé un discours exprimant son inquiétude face aux menaces croissantes qui pèsent sur la démocratie.

La « sauvegarde de la démocratie » était le fil rouge du Sommet des Présidents de Parlement de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui a eu lieu à Strasbourg les 20 et 21 mars 2025. Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, accompagné du Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, M. Gusty Graas, y ont représenté le Luxembourg.

Lors de son intervention, M. Wiseler, a souligné que « notre démocratie est sous pression, tant de l'extérieur que de l'intérieur ». Face à ce constat, il a déploré que ceux qui cherchent à remettre en question les démocraties de l'intérieur sont souvent très proches de ceux qui les menacent de l'extérieur. Selon lui, ces menaces convergent, ce qui « les rend encore plus dangereuses ». S'adressant à ses homologues venus des quatre coins du monde, le Président de la Chambre a mis en lumière une menace moins évoquée : l'épuisement démocratique et le détachement croissant des citoyens vis-à-vis de la politique. Il a notamment souligné que de nombreux citoyens ne se sentent plus concernés ni représentés par la démocratie représentative.

Dans son discours, il a également évoqué l'une des conclusions de l'étude « POLINDEX 2024 », révélant que 35 % des jeunes Luxembourgeois n'ont pas spontanément répondu par « oui » à la question de savoir si la démocratie est la meilleure forme de gouvernement, mais par « non » ou « je ne sais pas ». Il a précisé que parmi ceux ayant répondu par « non » ou « je ne sais pas », plusieurs tendances se dessinent : certains doutent de l'efficacité de la démocratie et réclament un leadership plus audacieux et dynamique, d'autres se sentent déconnectés de la classe politique et aspirent à une démocratie plus participative, tandis qu'une partie souhaite une démocratie plus directe, notamment par le biais de référendums, ou encore un contact plus étroit entre élus et électeurs. M. Wiseler a insisté sur le fait que l'exemplarité, l'efficacité démocratique, la proximité des parlementaires avec les citoyens et leur implication sur le terrain sont autant d'éléments essentiels pour renforcer la démocratie.

Un « stress test » pour mesurer la résilience démocratique

Face à ses homologues, il a également mis en évidence l'inquiétude grandissante des jeunes quant à la remise en cause du système démocratique. Dans ce contexte, il a annoncé que le Parlement luxembourgeois, inspiré par une initiative portée par de jeunes

citoyens engagés, a décidé de soumettre la démocratie luxembourgeoise à un véritable « stress test ». Cette évaluation vise à mesurer la résilience des institutions démocratiques face aux risques d'attaques, d'érosion ou d'abolition. L'anticipation permettra aux décideurs politiques d'identifier les points faibles du système et de déployer des mécanismes de protection dont « l'unique finalité est la sauvegarde de nos démocraties ».

« La démocratie repose sur de nombreux éléments indispensables à son bon fonctionnement. »

Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

M. Wiseler a conclu son intervention en affirmant que « la démocratie ne se résume pas aux élections ; elle repose sur de nombreux éléments indispensables à son bon fonctionnement. En supprimer l'un d'entre eux, c'est la remettre en question dans son ensemble ». Enfin, s'adressant aux 57 Présidents et Vice-Présidents de Parlement de l'APCE, il a rappelé que « préserver la démocratie est la responsabilité des parlementaires. C'est une tâche ardue, mais essentielle ».

« Le Luxembourg réaffirme son soutien absolu à l'Ukraine »

En marge du Sommet des Présidents de Parlement de l'APCE, le Président de la Chambre des Députés a eu l'occasion de s'entretenir avec plusieurs de ses homologues, dont le Président du Parlement du Canada et le Président du Parlement ukrainien, dans le cadre de réunions bilatérales.

Lors de sa rencontre avec M. Ruslan Stefanchuk, Président de la Verkhovna Rada, M. Wiseler a délivré un message clair : « Le Luxembourg reste fermement à vos côtés. » Un message qui a été apprécié par M. Stefanchuk, qui a exprimé son soulagement de savoir que « les Ukrainiens ne marchent pas seuls ».

À son tour, le Président du Parlement ukrainien a demandé la mise en place d'un tribunal spécial pour juger les crimes de guerre, afin que les responsables soient pleinement tenus de répondre de leurs actes. M. Wiseler a assuré face à son homologue ukrainien que la position du Luxembourg à ce sujet est également très claire et que tout sera fait pour que cela se concrétise.

Enfin, M. Wiseler a tenu à exprimer un message de soutien : « Les Ukrainiens sont en première ligne. Vous êtes en train de faire le travail en nous défendant et en défendant nos valeurs. »



De gauche à droite : M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de l'Administration parlementaire ; M. Ruslan Stefanchuk, Président de la Verkhovna Rada ; M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés ; M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

Réunions bilatérales avec le Canada et Monaco

Les relations entre le Canada et les États-Unis ainsi que la nécessité de forger de nouvelles alliances étaient au cœur des discussions entre le Président du Parlement canadien, M. Greg Fergus, et la délégation luxembourgeoise. M. Wiseler a appuyé les propos de son homologue, soulignant la volonté du Grand-Duché de renforcer ses relations diplomatiques avec des pays qui ne font pas partie des partenaires traditionnels, ce qui a conduit directement à l'ouverture d'une ambassade au Canada.

Enfin, le Président du Parlement canadien a insisté sur l'importance que son pays accorde à l'Union européenne, à savoir un engagement illustré par le choix du nouveau Premier ministre canadien d'effectuer son premier déplacement international en Europe.

En tant que Présidents de Parlement de deux petits États, M. Wiseler et M. Thomas Brezzo, Président du Parlement monégasque, ont affirmé, au cours d'une entrevue, que « les liens entre les petits pays doivent être renforcés ». Le Président de la Chambre a souligné que, bien que le Luxembourg fasse partie de l'Union européenne, l'influence des « grands pays » se fait parfois sentir, ce qui rend essentiel le fait de « chercher constamment des alliés ».

M. Brezzo a, quant à lui, exprimé son souhait d'apporter « une véritable plus-value » à la Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe, qui se réunit une fois par an, en prolongeant ses travaux. Monaco, à l'origine de cette initiative, propose d'intensifier les échanges administratifs et la concertation sur des enjeux communs, notamment l'Intelligence Artificielle.

L'APCE, la tour de contrôle des droits de l'homme et des valeurs démocratiques

Le Grand-Duché de Luxembourg assume à l'heure actuelle la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. La Chambre des Députés joue également un rôle crucial au sein de cette institution garante de l'État de droit et des droits de l'homme en Europe. La Délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE se rend quatre fois par an à Strasbourg pour discuter avec ses homologues issus de 46 pays européens de sujets liés au respects des droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit. Au total, cette Assemblée parlementaire – souvent décrite comme tour de contrôle des valeurs démocratiques et gardienne des droits de l'homme – compte 612 membres.



Nouvelles règles pour les pétitions



Le 15 mars 2025, un certain nombre de règles nouvelles concernant les pétitions sont entrées en vigueur. Le site des pétitions petitouen.lu s'est également offert un nouveau look en proposant davantage de flexibilité aux citoyens, notamment dans la gestion de leurs pétitions.

Quels sont les principaux changements ?

– Un nouveau seuil pour obtenir un débat sur une pétition : il faut désormais collecter 5.500 signatures au lieu des 4.500 signatures requises jusqu'à présent pour obtenir un débat public sur une pétition à la Chambre des Députés.

– Pour déposer une nouvelle pétition, il est nécessaire de s'authentifier via LuxTrust, GouvID ou eIDAS. Pour signer une pétition, les citoyens ont le choix entre :

- l'authentification électronique qui permet de signer une pétition plus rapidement et de manière sécurisée, car elle permet de réutiliser les données personnelles enregistrées, et
- la signature du formulaire électronique habituel sans authentification au préalable.

Le dépôt et la signature d'une pétition sont toujours possibles au format papier via un formulaire mis à disposition sur le site Internet.

– Un dépôt en plusieurs langues est possible, afin d'atteindre plus de personnes. Il est cependant nécessaire que la pétition soit déposée dans une des trois langues administratives (luxembourgeoise, française, allemande) ; une traduction en anglais est possible.

– Certaines procédures à la Chambre des Députés ont également été simplifiées pour rendre la gestion plus

efficace. Ainsi, la Commission des Pétitions pourra dorénavant statuer sur la recevabilité d'une nouvelle pétition sans devoir recourir à une validation par la Conférence des Présidents.

– Par souci de transparence, toutes les règles sont explicitement inscrites au Règlement de la Chambre des Députés. Cela concerne par exemple les critères pour décider de la recevabilité d'une pétition, le déroulement d'un débat public, un délai clair pour son organisation ainsi que les possibilités de recours contre une décision prise à la Chambre.

Les règles de base n'ont pas changé : il y a toujours deux types de pétitions, à savoir les pétitions publiques et les pétitions ordinaires. Seules les pétitions publiques peuvent donner lieu à un débat à la Chambre.

Toute personne ayant plus de 15 ans et disposant d'un numéro de matricule luxembourgeois peut déposer ou signer une pétition. Il n'est pas nécessaire de résider au Luxembourg ou d'avoir la nationalité luxembourgeoise pour ce faire.

Une modernisation basée sur l'expérience des dix dernières années

Le texte modernisé se base sur l'expérience des dix dernières années depuis la création des pétitions publiques. L'outil participatif des pétitions publiques a été introduit en mars 2014 et connaît un franc succès depuis avec quelque 3.000 pétitions publiques introduites et 84 débats organisés pour des pétitions ayant dépassé le seuil de signatures requises dans un délai de six semaines.

Quelles sont les priorités de la Commission européenne pour l'année 2025 ?

Stimuler la compétitivité, renforcer la sécurité et accroître la résilience économique : tels sont les trois axes majeurs de la Commission européenne pour l'année 2025. Mme Anne Calteux, Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, a présenté ces grandes orientations le 17 mars 2025 aux députés de la Sous-Commission des Affaires européennes de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Le programme de travail de la Commission européenne s'inscrit dans un « monde volatile, marqué par de nombreux défis », a-t-elle souligné. Face à ce contexte, il traduirait un « nouveau sentiment d'urgence ».

Pour 2025, la Commission européenne propose 51 nouvelles initiatives, dont 18 de nature législative et 11 dédiées à la simplification administrative. En effet, le programme met un accent particulier sur la simplification administrative avec une première série de mesures omnibus.

Les principales priorités du programme de travail sont les suivantes :

– Prospérité et compétitivité durables : simplification des procédures, soutien à l'innovation, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle, et élaboration d'un plan collaboratif pour la décarbonation.

– Défense et sécurité : un plan de 800 milliards d'euros pour renforcer les capacités de défense de l'Europe.

– Consolidation du modèle social européen : renforcement de l'équité sociale et préservation des acquis sociaux de l'Union.

– Préservation de la qualité de vie : présentation d'une vision pour l'agriculture et l'alimentation garantissant un cadre stable pour les agriculteurs et définissant une feuille de route pour les propositions clés.

– Protection de la démocratie et des valeurs européennes : lancement d'initiatives comme le « Bouclier pour la démocratie » pour lutter contre l'extrémisme et la désinformation.

– L'Europe dans le monde : renforcement des partenariats stratégiques avec, entre autres, un pacte pour la Méditerranée, une stratégie pour la mer Noire et un nouveau programme UE-Inde axé sur la

coopération régionale, les investissements économiques et la sécurité.

Débats autour de la compétitivité, le Green Deal et la taxonomie ainsi que le cadre financier pluriannuel

Lors des échanges, plusieurs députés ont abordé des sujets liés à la compétitivité, aux initiatives de simplification, à la place de l'énergie nucléaire dans la taxonomie européenne et à l'interdiction des moteurs thermiques.

Les députés ont encore demandé l'organisation d'une réunion dédiée au cadre financier pluriannuel (Multiannual financial framework ou MFF) qui couvrira la période post-2028. Ce budget à long terme déterminera les priorités financières de l'Union pour les années à venir.



Le Président de la Sous-Commission des Affaires européennes de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas, et la Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, Mme Anne Calteux



Le Vice-Premier ministre du Vietnam à la Chambre des Députés

Le Vice-Premier ministre de la République socialiste du Vietnam, M. Nguyen Hoa Binh, a été reçu le 21 mars 2025 à la Chambre des Députés dans le cadre d'un échange de vues avec des représentants du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Lors de son allocution de bienvenue, M. Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre, s'est félicité des bonnes relations qu'entretiennent les deux pays depuis l'établissement de relations diplomatiques en 1973.

Plusieurs valeurs communes ont été évoquées, dont l'importance accordée au multilatéralisme, à l'État de droit et à l'ouverture des économies. M. Nguyen Hoa Binh a déclaré partager l'analyse de son interlocuteur luxembourgeois quant aux valeurs qui unissent les deux pays. Il a également souhaité témoigner au Luxembourg sa reconnaissance pour le soutien fourni au Vietnam suite au typhon Yagi qui avait frappé le pays en 2024 et entraîné d'énormes dégâts.

Le Vice-Premier ministre a encore déclaré compter sur un renforcement de la coopération en place entre le Vietnam et le Luxembourg. Le développement d'un centre financier au Vietnam et l'expertise en matière de finance verte sont des enjeux de coopération sur

lesquels l'accent a été mis pendant la réunion. La co-opération scientifique et éducative a également été évoquée.

Une invitation à effectuer prochainement une visite au Vietnam a été transmise aux représentants luxembourgeois à cette occasion.



Le Vice-Premier ministre de la République socialiste du Vietnam, M. Nguyen Hoa Binh (au milieu), a été reçu par des représentants du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Visite des installations de la Maison retour

À la demande de la sensibilité politique déi gréng, des députés membres de la Commission des Affaires intérieures ont visité le 12 mars 2025 le site de la Maison retour à Luxembourg-Kirchberg. La délégation a été accompagnée par le Ministre des Affaires intérieures, M. Léon Gloden.

À l'occasion de la visite, les députés se sont notamment informés sur le fonctionnement de la Maison retour et l'encadrement des personnes qui y sont logées.

La Maison retour héberge des personnes qui déclinent sur base volontaire de suivre une procédure de retour ainsi que des personnes faisant l'objet d'une décision d'éloignement du territoire.

Il s'agit de demandeurs d'asile déboutés ou de personnes qui, selon le règlement Dublin III, doivent retourner dans le premier État membre de l'Union européenne qu'elles ont traversé. Des personnes dont la procédure d'asile est encore en cours, mais qui déclinent de retourner dans leur pays d'origine

peuvent également être accueillies à la Maison retour. Toutefois, l'accueil peut uniquement se faire sur base d'une assignation.

Les députés se sont également intéressés au conseil de retour proposé et aux aides au retour et à la réintroduction disponibles. Dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile, le programme national est toujours amené à évoluer, selon les explications fournies par les représentants du Ministère des Affaires intérieures.



Les députés étaient accompagnés par le Ministre des Affaires intérieures ainsi que par des représentants du Ministère des Affaires intérieures.

L'Administration parlementaire recrute :

un assistant au contrôleur financier (m/f/d) – tâche à temps partiel (75%)
poste à pourvoir par la voie du fonctionnaire stagiaire (lauréats de l'examen concours de l'État – EAG : épreuve d'aptitude générale) appartenant au groupe de traitement B1 ou C1

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : chd.lu/fr/offres_emploi





Contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement

8253 – Projet de loi relative aux fiches d'hébergement et portant modification de :

1^o la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

2^o la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

La loi en projet est vouée à remplacer la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement.

Ce texte ne vise pas à instaurer une nouvelle collecte de données à caractère personnel, mais à améliorer l'efficacité du système des fiches d'hébergement existant. L'obligation des exploitants d'établissements d'hébergement de tenir des registres de leurs clients et de les transmettre aux services de police existe depuis 1929.

La Convention d'application de l'Accord de Schengen oblige tous les États membres de l'Union européenne de prévoir des procédures afin de garantir que tous les étrangers, issus d'un État membre ou non, qui se logent dans un établissement d'hébergement touristique doivent remplir et signer une fiche de déclaration ainsi que prouver leur identité.

Selon le règlement européen n° 692/2011 portant sur les statistiques touristiques, l'État est également obligé de transmettre à Eurostat diverses données sur la fréquentation des établissements d'hébergement au Luxembourg.

La réforme résulte de critiques exprimées, tant par la Police grand-ducale, le Statec ainsi que des professionnels du secteur de l'hébergement, au système de collecte de ces données actuellement en vigueur. Le projet de loi se fonde ainsi sur les propositions d'amélioration formulées par un groupe de travail constitué par ces différents acteurs. Il prévoit notamment une digitalisation intégrale du système actuel.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre du Tourisme, le 22/06/2023

Rapportrice : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

16/07/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État, de la Chambre de Commerce et de la CNPD

12/12/2024 Examen des avis complémentaires du Conseil d'État, de la Chambre de Commerce et de la CNPD

30/01/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/02/2025

Loi du 28 février 2025

Mémorial A : 2025, n° 80, page 1

Le règlement à mettre en œuvre vise à garantir la sécurité des produits de consommation, qu'ils soient vendus en ligne ou hors ligne.

Afin de pouvoir appliquer ce règlement, la future loi désigne, d'une part, l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services comme point de contact national pour le dispositif « Safety Gate », prévu par ledit règlement, et lui confère des pouvoirs spécifiques, définis par le règlement (UE) 2023/988 ainsi que par le règlement (UE) 2019/1020 sur la surveillance du marché et la conformité des produits. Elle prévoit, d'autre part, des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives applicables en cas de non-respect de ces nouvelles obligations.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 22/04/2024

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

17/10/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État et de la Chambre de Commerce

30/01/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

05/02/2025 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique : 13/02/2025

Loi du 28 février 2025

Mémorial A : 2025, n° 76, page 1

UE : Gestion des frontières extérieures

8430 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2019 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 2016/1624

Le projet de loi n° 8430 a pour objet de mettre en œuvre certaines dispositions du règlement (UE) 2019/1896. Le projet de loi établit ainsi un cadre législatif aux interventions proposées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, communément appelée « Frontex », visant à aider les États membres à mettre en œuvre les aspects opérationnels de la gestion des frontières extérieures au moyen d'opérations conjointes et d'interventions rapides aux frontières.

Le projet de loi vise notamment à encadrer les tâches incombant aux membres des équipes de l'Agence qui sont déployées au Luxembourg auprès de l'Unité de la police de l'aéroport de la Police grand-ducale et de la Direction générale de l'immigration.

Ceci permettra au Grand-Duché de Luxembourg de contribuer à la qualité du bon fonctionnement de l'espace Schengen et d'assurer une capacité à réagir à tout moment, au niveau national, aux défis qui pourraient se poser à sa frontière extérieure.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 30/07/2024

Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

08/01/2025 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

05/02/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/02/2025

Loi du 11 mars 2025

Mémorial A : 2025, n° 101, page 1

Modification de la loi ILNAS

8376 – Projet de loi portant :

1^o modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ;

2^o abrogation de la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil

Ce projet de loi met en œuvre le règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 30/07/2024

Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

08/01/2025 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

05/02/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/02/2025

Loi du 11 mars 2025

Mémorial A : 2025, n° 101, page 1



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 07	Vote sur la motion 2 (rejetée) Motion 3 : M. Gusty Graas M. Franz Fayot M. Sven Clement M. Paul Galles M. David Wagner
2. Débat sur la politique de coopération au développement	p. 07	Vote sur la motion 3 (rejetée)
Débat : M. Paul Galles M. Gusty Graas M. Franz Fayot Mme Alexandra Schoos M. Meris Sehovic (dépôt des motions 1 et 2)		
3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Meris Sehovic	p. 17	
Exposé : M. Meris Sehovic		
4. Débat sur la politique de coopération au développement (suite)	p. 17	
Débat (suite) : M. Meris Sehovic M. Sven Clement M. David Wagner (dépôt de la motion 3) M. Marc Baum (parole pour fait personnel)		
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (intervention de M. Marc Baum) Mme Sam Tanson (parole après ministre) M. David Wagner (parole après ministre) M. le Ministre Xavier Bettel		
Motion 1 : M. Gusty Graas M. Franz Fayot M. Sven Clement M. Meris Sehovic		
Vote sur la motion 1 (rejetée)		
Motion 2 : M. Gusty Graas M. Franz Fayot M. Sven Clement M. David Wagner M. Meris Sehovic M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire M. Meris Sehovic		
		5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la relation avec les États-Unis d'Amérique p. 25
		Exposé : Mme Sam Tanson
		Débat : M. Laurent Zeimet M. Gusty Graas M. Yves Cruchten M. Fred Keup M. Sven Clement M. Marc Baum
		Prises de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur Mme Sam Tanson (parole après ministre) M. le Ministre Luc Frieden
		6. Ordre du jour p. 31
		M. Claude Wiseler, Président
		Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président
		Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Débat sur la politique de coopération au développement

Haut de Mëtte féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Entwicklungshëlf. D'Riedezaït ass nom Modell 2 festgeluecht an deemno follgendermoosser opgedeelt: D'CSV huet 31 Minuten, d'DP 24, d'LSAP 22, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10, d'Regierung 30 Minuten. Ageschriwwen si schonn: den Här Paul Galles, den Här Gusty Graas, den Här Franz Fayot, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Meris Sehovic, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An als eischte Riedner ...

(*Interruption par M. David Wagner*)

An den Här David Wagner. Dann ännere mer dat hei ëm. An als eischte Riedner ass elo den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Ech soen Iech villmools Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, Här Kooperationsminister, ech soen Iech Merci fir haut de Moien, well mir hunn nämlech dank Ärer haut de Moien en Tour d'horizon gemaach iwwert d'Kooperationspolitick. An dat war e ganz kompletten an e ganz interessanten Tour d'horizon, deen ech mat ganz vill Interessi nogelauscht hunn a fir deen ech och wëll einfach eis Ënnerstëtzung weisen, och als Fraktioun, an natierlech dann och déi eng oder aner Fro da weiderginn.

Dir hutt et nämlech fäerdegruecht, zwou Saachen, déi d'Kooperationspolitick ganz staark prägen, och an de Mëttelpunkt vun Ärer Ried ze stellen.

Dat eent ass, dass d'Kooperationspolitick enorm interessant ass. Si ass spannend a si ass staark, well si schafft mat ganz ville verschiddenen Acteuren zesummen. Et ass eng ganz komplex Politick. Mir schaffen als Staat mat internationalen Acteuren, mir

schaffe mat lokal en Acteuren, mat der Zivilgesellschaft. Et ass also eng ganz komplex Opstellung vun der Kooperationspolitick. Si ass eng ganz interessant Mëschung vun deelweis knallhaarder Politick – et muss een heiåndo ganz knallhaart Entscheidungen treffen –, vu Wärter a vun Humanitéit. An déi dote Mëschung ass eeben ëmmer erëm interessant, och wéi een d'Gewichtung leet a wéi ee sech dann och politesch domat uleet.

Et geet jo och drëms, wéi mer eis hei zu Länner verhalen, déi net onbedéngt mat eis zesummen a groussen internationale Bündnisse stinn, mee Länner, zu deene mer eng aner Aart a Weis vu Verhale wëlle weisen a wéi mer och da Bezüge zu deene Länner opbauen, an enger Welt an an enger Zäit, wou d'Blockbildung ëmmer méi staark gett. An déi Blockbildung vun deene leschte Joren, ugefaange mam Aggressiounskrich vu Russland an der Ukrain, dee ganz villes zesummebruecht huet, wat och schonn u Konflikter gegäert huet, wat elo derzou gefouert huet, dass déi Bléck sech erëm verfestegen, sech veränneren an dass erëm ganz aner Dynamiken entstinn, déi féiert natierlech och derzou, dass eng Kooperationspolitick ëmmer erëm méi schwierig gett an och énner Legitimatiunsrock geréit.

An dat ass deen zweete Punkt, deen ech wollt ervirhiewen, wat Der och de Moien an Ärer Ried, an Ärer Presentatioun gesot hutt, dass d'Kooperationspolitick insgesamt hautdesdaags, an déser Zäit vu Polykrisen, awer insgesamt e schwéiere Stand huet an dass se eeben énnert deem Drock vun der Legitimatioun de steeet.

De Problem, mengen ech, bei der Warneemung vun der Kooperationspolitick an och vun der humanitärer Hëlf an der Gesellschaft ass oft, dass et einfach kloer ass, dass se net dofir do sinn, net predestinéiert sinn, fir direkt eng finanziell oder eng wirtschaftlech Retombée ze hunn. An et ass dann eeben oft schwéier se legitiméieren, wat mer do eigentlech maachen, an dann och op déi Fro ze äntworten: „Wat bréngt et eis eigentlech, dass mer déi Kooperationspolitick maachen an dass mer och do humanitär hëlfelen, wou déi Hëlf néideg ass?“

De Legitimatiunsrock vun der Kooperationspolitick, esou ass mäin Androck op alle Fall, deen ass an deene leschte Joren no där ganzer Lawinn vu

Polykrisen ëmmer méi staark ginn. An ech hat de Moien elo zoufällegerweis nach d'Geleeënheet, déi däitsch Kooperationsministesch am „Morgenmagazin“ ze lauschteren, déi eeben och doropshi gefrot ginn ass – an ech wäert nach dorop zeréckkommen –, dass elo de President Trump eebe plangt, USAID ze stoppen an och dann doduerch natierlech ganz vill internationaalt Gläichgewicht erëm an d'Ongläichgewicht bréngt. Se ass doropshi gefrot ginn, wat dat dann elo fir si eigentlech géif bedeit an och wéi si dann elo d'Kooperationspolitick als däitsch Kooperationsministesch an deem Moment géif erliewen.

A si hat, mengen ech, an deem Interview och schonn déi Schwieregkeet, énner Legitimatiunsrock ze stoen, well si huet dunn zum Beispill och argumentéiert mat dem Zugang vun hirem Land zu de Seltenen Ärden, zu de Seltene Materialien. Dat heescht, si huet scho probéiert, och mat enger finanzieller a wirtschaftlecher Retombée vun der Kooperationspolitick ze argumentéieren. An et war, mengen ech, och fir si insgesamt net esou einfach, an deem Interview do eebé kloerzemaachen, wat Kooperationspolitick bedeit, wa mer net dervun ausginn, dass et muss nécessairement déi ganzen Zäit eng wirtschaftlech an eng finanziell Retombée hunn.

De Punkt bei der Kooperationspolitick ass, dass fir eis och als Fraktioun ganz kloer ass, dass et absolut legitim ass, Kooperationspolitick ëmmer och zesummen ze denke mat der Aussepolitik, mam Aussehandel, och mat enger Wirtschaftspolitick, déi weltwäit gefouert gett. Et ass absolut legitim an absolut normal, dass een dat mécht.

Mee zugläich ass et fir eis och kloer, dass Kooperationspolitick ni däerf dofir instrumentaliséiert ginn, mee dass Kooperationspolitick ëmmer bedeut, dass se en eegene Stand huet, eegé Reegelen, en eegene Optrag an en eegent Handelen an dofir och eng weltpolitesch Verantwortung iwwerhëlt fir d'Ausradéierung vun der schwéierer Aarmut an déser Welt. Jo, Zesummendenke mat anree Politickfelder. Nee, keng Instrumentaliséierung vun der Kooperationspolitick fir aner Ziler!

An dofir, Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, wëll och probéieren, haut de Mëttég e bëssen drop anzegoen, wéi mer mengen, dass d'Kooperationspolitick am Moment sech ka positionéieren a wat mer



mussen als Lëtzebuerger Staat an iwwerhaapt als Lëtzebuerger Gesellschaft och an der Kooperationspolitick maachen.

Kooperatioun ze maachen, bedeit, op dat hin, wat ech elo gesot hunn, dass mer Politick maachen en vue vun der Agenda 2030, vun den Nohaltegeketsziler, Politick maachen en vue vun deem sougenannten DDD, dat heescht nämlech den dräi zesummegeheurechte Beräicher vun der Defense, der Diplomacy an dem Development, an dass mer dofir och eebé grad de Pilier Developpement esou héich halen an deen 1 % vun eisem RNB weiderhin als Lëtzebuerg bewosst, staark an nohalteg doran investéieren. An dofir hutt Der eis ganz Énnerstëtzung, an dat wéll ech ausdrécklech och hei nach eng Kéier soen.

A Kooperationspolitick bedeut, dass mer och wäerte-baséiert als Grondapproche eeben net déi kolonialisches Approche hunn an – Dir hutt et de Moien och erwäint, Här Minister – dass mer eeben net higinn an deenen anere Leit a Länner vorschreiven, wéi dat an enger kolonialistescher Approche eebé war, wat mir gären hätten, dass do passéiert, mee dass mer eng Approche hu vun Zesummenaarbecht a Kooperatioun.

Dat heescht d'Partner froen, wat se brauchen, wat se wëllen, wéi hinnen am beschte gehollef ass, och déi Strukturen do verstoen, seriö huelen, wuel wëssend, dass mer et ni mat engem perfekte Staat ze dinn hunn, mat enger perfekter Gesellschaft, ni mat engem Staat, enger Gesellschaft, an deenen d'Wäarter esou developpéiert sinn, wéi mir se vläicht selwer net émmer developpéiert hunn oder wéi d'Standarde sinn, déi mer vläicht géifen erwaarden, wuel wëssend – an Här Minister, Dir hutt et och de Moien u konkrete Felder kloergemaach –, dass et och net émmer einfach ass, eebé mat Länner ze diskutéieren oder mat Vertrieder vu Länner ze diskutéieren, déi eis kloer ze verstoe ginn, dass déi Wäarter, déi mir wëllen transportéieren, deelen a matdeelen a vun deene mir eeben och dann an der Kooperatioun ausginn, net iwwerall akzeptéiert ginn.

Kooperationspolitick bedeut och fir eis als Land, als klenkt Land, dass mer kënne bewosst Akzenter setzen an dass een déi natierlech émmer erém politesch kann nei gewiichten. An ech denken – an ech wäert herno och nach eng Kéier e bëssen dorop agoen –, dass mir grad als Lëtzebuerg müssen e staarke Bléck riichten op déi Thematik vum Klimawandel, vum Demokratieopbau oder vun der Demokratiestärkung an den anere Gesellschaften a vun der Educatioun. Dat maachen ech grad och natierlech mat engem duebeln Hä Herz, d'Educatioun nach eng Kéier ze verstärke bezüigungsweis dat Argument vun der Educatioun nach eng Kéier ze énnersträichen.

An, Här President, l'éif Kolleginnen a Kolleegen, wat ee muss bedenken – an dat huet den Här Minister de Moien och kloer gesot –, ass, dass mer grad op Lëtzebuerger Säit awer eng dynamesch Zesummenaarbecht hunn, déi och traditionell gewuuss ass hei zu Lëtzebuerg, téschent dem Staat an téschent den Acteure vun der Zivilgesellschaft an deenen ONGen, déi och de Moien erwäint gi sinn a wou ech mech och mat eiser Fraktiou nach eng Kéier ausdrécklech all deene Mercië wéll uschléissen, déi de Moie gesot gi sinn, souwuel vis-à-vis vun der Zivilgesellschaft wéi och vu LuxDev, wéi och vum ganze Ministère, wéi och vun all deene Leit, déi iwwerhaapt an der Kooperationspolitick, an der Kooperatiounsaarbecht mat eis zesummeschaffen. Et ass eng grouss Stärkt vum Lëtzebuerger Modell, dass déi Synergie gutt funktionéieren, dass mer eis kennen, dass mer gutt zesummeschaffen an dass mer eis émmer erém nei openeen ofstëmmen.

Énnert deenen zwee Bléckwénkelen, Här President, also engersäits dem Staat – Wat ass ass déi staatlech Aufgab an der Kooperationspolitick? – an anersäits den ONGen – Wat ass d'Aufgab vun den ONGen? –, wéll ech kuerz eng Kéier duerch dat goen, wat de Moie gesot ginn ass a wéi ech mech och selwer an eisem Numm mat der Thematik vun der Kooperatioun ausenenergesat hunn.

Kommt, mir kucken awer fir d'éischt mol nach eng Kéier, wéi mir als Staat, als Lëtzebuerger Staat, Kooperationspolitick iwwerhaapt maachen. Am Rapport vun der Kooperatioun ass ganz gutt novezollzéien an nozeliesen, wéi LuxDev schafft, a wat fir enge Länner a ronderém wat fir Haapttheemen, wéi zum Beispill d'Educatioun, déi solidaresch Agrikultur, dat sozi-ökonomesch Developpement, Digitalisierung, Klima, Natur, Liewensmëttelsécherheet a Waasser, inklusiv Finanzen, Gesondheit an och Governance. Et ass eigentlech eng Kräizung vun eisen nohaltegen Entwicklungszieler, den aktuelle weltpolitesche Prioritéiten an och den Ziler, déi mir eis als Land heiheem ginn oder sollte ginn. An dofir och den Oprag un d'ONGen, d'Cohérence des politiques ze kucken, dass déi lénks Hand weess, wat déi riets mécht, an dass mer net an engem anere Land eppes erwaarden, wat mer selwer net heiheem émsetzen.

Mir hunn als Lëtzebuerg eppes ze ginn. Als klengt Land hu mer eppes Grousses ze ginn an der Kooperationspolitick, an zwar eeben net op eng neokolonialistesche Aart a Weis, mee op eng Aart a Weis vun Zesummenaarbecht a vu Kooperatioun. Ech gräifen aus deem dote Beräich vun eisem staatlechen Engagement an der Entwicklungzesummenaarbecht gären zwou Saachen, zwee Theemen eraus.

Dat eent ass dat, wat Der och de Moien thematiséiert hutt, déi Fro vun eise Partnerländer. Dass mer eis am Mali, am Niger an am Burkina Faso elo net méi kënnen esou engagéieren, wéi dat bis elo de Fall war, ass bedauerlech, awer gutt ze verstoen a gutt novezollzéien, well d'Situatioun esou ass, wéi se ass. Kooperatioun brauch Sécherheet a Stabilitéit. Mir musse kënnen do schaffen. Alles anescht huet eigentlech kee Wäert.

Déi Fro, déi sech awer do stellt, an ech wéll Iech déi och, Här Minister, da weiderginn, ass déi Fro: Do sinn awer eng Ganz Rei Leit, souwuel vu LuxDev wéi och vun den ONGen, déi eebé grad do engagéiert sinn. Wat passéiert mat all deene ville Leit, déi fir LuxDev an deene Länner am Moment oder bis elo do geschafft hunn? Wou kommen déi elo hin? Wou ginn déi attribuéiert?

An dann och déi Fro vun den ONGen, déi grouss Fro, nämlech: Déi ONGen, déi an deene Länner am Moment aktiv sinn, déi sinn eeben iwwert de Kofinanzement normalerweis op 80 % kofinanzéiert ginn. Wéi gi mer domat ém? Dir hutt de Moie gesot, do ginn, mengen ech, kreativ Léisunge gesicht, do gi Léisunge gesicht, fir dass déi ONGE kënne weiderschaffen. Den Logik no, der reng systemescher Logik no, misste se eigentlech am Kofinanzement elo von 80 op 60 % erofrutschen, wann et keng ausgewise Partnerländer méi sinn. Déi Fro stellen ech och am Numm vun deenen ONGen, déi sech natierlech och berechtegterweis do Sierge maachen, wéi et da mat hinne weidergeet.

Et bleiwen, wat d'Partnerländer ugeet, de Laos, de Senegal an d'Kapverden. Dir sidd de Moien och e bëssen op de Senegal agaangen – well dat och eng Fro ass, déi ech mer gestallt hunn –, wat et e Land ass, wat awer immens interessant ass als Entwicklungzesummenaarbechtspartner. De PIC V, Dir hutt die Moien dervu geschwat, do ass nämlech déi Fro: Kann énnerschriwwen ginn? Kann net énnerschriwwen ginn?

Dir hutt dat eeben och schonn an deem Senn e bëssen expliziert. Déi Fro, déi ech Iech nach eng Kéier wéll mat op de Wee ginn, ass, ob een do elo schonn eng Timetable weess, wéini een ongefíer Bescheid weess, wou mer mat deem Land dru sinn an natierlech, an deem Moment, wou mer wéissten, dass mer am Senegal net këinne weiderschaffen, wéi mer dann domat émginn.

An dann natierlech déi Fro, déi sech émmer gestallt gëtt, an och d'ONGen haten eis déi Fro matginn, wéi se an der Chamberskommission op Besuch waren: Wat fir eng nei Länner kommen dann iwwerhaapt als Partnerländer a Fro? Wat ass och de Krittär derhantern? Wat ass d'Konzept hannert der Fro, wat fir eng nei Länner mer eis an eis Kooperatiounspartnerländer mat eranhuelen? Och dorop sidd Dir de Moien agaangen.

An déi Fro, déi ech mer gestallt hunn, ass, ob déi Iddi vun engem Hub, also e Land ze wielen, wat en Hub ka sinn, also eng Kräizung fir aner Länner, vun deem aus een an anere Länner ka relativ gutt weiderschaffen, Nopeschlänner vun deene Länner, esou Hubländer, déi relativ stabill sinn, e Krittär oder en Usaz ass, e Konzept, wat ee kann notzen an désem Fall, wou een elo eeben no neie Partnerländer kuckt.

Wat kéim do a Fro? Zum Beispill a Latäinamerika si mer natierlech elo staark vertrueden am Costa Rica. Wär de Costa Rica esou e Land, wat een als Hub kéint notze fir déi Länner ronderém? A wa jo, wat sinn dann do fir Projete ronderém, déi ee kéint an deene Länner maachen?

A Südostasien ass de Laos natierlech e Land, wat eis am Moment ganz gutt zouschafft a wou mer ganz gutt Relatiounen hunn. An ech mengen, Dir, Här Minister, waart och schonn eng oder souguer zwou Kéieren do, am Laos, wou Der och gemierkt hutt oder och mierkt, wéi d'Zesummenaarbecht mam Laos ka funktionéieren. Déi Fro stellt sech: Kann de Laos en Hub sinn, vun deem aus mer an deene Länner a Südostasien – quite dass et schonn e Partnerland ass op alle Fall – këinne schaffen? Oder kéint do a Südostasien nach en anert Land als Partnerland derbäiken?

An da stellt sech natierlech d'Fro, déi och de Moien opgeworf ginn ass, vun engem afrikanesche Partnerland. Dir hutt de Ruanda de Moie genannt, den Togo, de Benin steet am Raum.

Ech mengen, beim Ruanda muss een och ganz kritisches déi Fro stellen. Et ass am Moment politesch gesinn e ganz, ganz schwierege Partner. Mir sinn zwar elo natierlech als Lëtzebuerg iwwert d'Ambassade do staark vertrueden, mee mir wéissen, dass eng ruandesch Arméi am Kongo steet, mir wéissen, dass et e Mann un der Muecht gëtt, dee ganz schwéier berechenbar ass.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Ass also de Ruanda e verlässleche Partner? Kann de Ruanda esou en Hub sinn? Oder musse mer do déi selwecht Kritick uwende wéi déi, déi mer och vis-à-vis vum Senegal ugewannt hunn? Nämlech an deem Moment, wou mer soen: „Eng Zesummenaarbecht ass op Dauer fir eis net virstellbar“, an dass mer eis dann doraus zréckzéien.

Den Togo ass interessant, well den Togo engersäits Sétz ass vu ganz villen afrikaneschen Institutionen oder panafrikaneschen Institutionen. Et war geschichtlich gesinn – dat kann een elo bedaueren – eng däitsch an eng franséisch Kolonie. Dat heescht, do gëtt et awer trotzdem och eng gewësse kulturell Viraarbecht, déi eis vläicht eeben als e Land téschent Däitschland a Frankräich kéint an d'Kaarte spiller. Dat



kéint zumindest en Argument sinn, fir ze soen, den Togo kéint fir eis interessant sinn. Dat ass déi Fro vun de Partnerlänner.

An déi aner Fro, déi ech elo nach eeben op nationalem Niveau – bezügweis dat ass da schonn internationalen Niveau – wollt stellen an dësem Kader, wéi mer als Staat dann eeben eis Kooperatiounsaarbecht maachen, ass eeben déi Fro vun der Zesummenaarbecht mat den Amerikaner bezügweis: Wat huet dat elo fir Auswirkungen, dass de President Trump ugekennegt huet, USAID ze stoppen an dann och d'Kooperatiounsprojeten anzefréieren. Dat si Milliardebetrag – ech mengen, 65 Milliarden Dollar, wann ech et net falsch an Erënnerung hunn –, déi do a Fro gestallt ginn an déi natierlech a ganz vill Zesummenaarbechten och erafléissen.

Ech hunn Är Reaktioun direkt à chaud dorop gelies, och d'Reaktioun vun den ONGen, dass Der dorop reagéiert hutt an och gesot hutt: „Am Moment gesäit et vläicht esou aus, wéi wa sech dat géif ausbezuelen, eeben déi Milliarden do anzespueren, mee op laang Dauer ass dat net de Fall.“ Awer déi Fro, déi ech mer natierlech stellen oder déi mir eis stellen an déi mer eis, mengen ech, alleguerter musse stellen, ass déi: Wat fir eng Auswirkungen huet dat do op eist Engagement als Staat an der Kooperatiounspolitick?

Erlaabt mer, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, och nach op deen anere Bléckwénkel vun eiser Lëtzebuerger Kooperatiounspolitick anzegoen, nämlech d'Engagement vun den ONGen. Se sinn en immens wichtige Partner, historesch gewuess zu Lëtzebuerg, eng staark Positioun, gutt organisiert. Hier Engagement ass och an hirem Rapport ganz gutt nozeliesen. Si engagéiere sech fir hir Mission an och fir d'Organisation vum Secteur. Si hunn dat am Bléck, och besonnesch an erger Transitionphas – Dir hutt et de Moie selwer esou genannt, eng Transitionphas – vun der Zesummenaarbecht vun den ONGen.

An eiser Entrevue als Chamberskommission mam Cercle des ONG si véier gréisser Theemeberäicher op d'Tapéit komm, op den Dësch komm. An ech huelen do eraus – an ech wäert mech aus verständleche Grénn net weider dozou äusseren –, dass awer trotzdem och an däri Reunioun gesot ginn ass, dass de Caritas-Skandal net derzou geféiert huet, gottseidank, dass d'Spenden agebrach wären, well, esou hunn d'ONGen eis et selwer zréckgemellt, si den Androck hunn, dass d'Leit, déi spenden, duerhaus legitimmerweis a richtigerweis den Énnerscheed kérne maachen téschent engem kriminellen Akt engersäits an eeben dem Engagement vun den ONGen anerersäits. Dat ass eng gutt Noriicht, well dat war nämlech eng grouss Angscht, dass do natierlech d'Spendefreedegkeet vun de Leit géif drënner leiden, well d'Vertraue verluer gaange wär.

Déi véier Theemen, déi de Cercle des ONG eis mat op den Dësch ginn huet, dat ass eeben déi Fro vun der Sensibilisierung, et ass déi europäesch Kooperatiounspolitick, et ass d'Fro vun de Partnerlänner – do wäert ech net méi drop agoen; si hunn natierlech och déi Fro gestallt: „Wat sinn dann eigentlech d'Krittären, fir déi Partnerlänner ze definéieren?“ – an et war och d'Fro vun der Digitalisierung, also vum sougenannten D4D, also Digital 4 Development, wou jo eigentlech d'Assisé vun der Kooperatioun d'lescht Joer genau ém dat Theema gedréint hunn.

An ech erlabe mer do, Iech, Här Minister, ze froen, ob Der do eppes mat eis ze deelen hutt, wat d'Lektiounen aus deenen Assisé sinn, ob et do Fortschrëter gëtt, dass aus deenen Assisé sech och Resultater erausgefiltiert hunn, déi mir als Lëtzebuerg kennen

notzen, eebe fir eis Kooperatiounsaarbecht méi digital opzebauen.

Ech gi kuerz op déi europäesch Dimensioun an, well do koum awer trotzdem eng grouss Suerg vun den ONGen op den Dësch. De Pendel fält hirer Siicht no émmer méi a Richtung Commerce, wirtschaftlech Engagement. Si hunn eeben déi Suerg, dass d'Kooperatiounspolitick do éischter instrumentaliséiert géif ginn, dass se, eebe well d'Kooperatiounspolitick als iewesch Zil hannen um Enn awer d'Bekämpfung vun der Armut huet an net déi wirtschaftlech Interessen ze vertrieben huet, Angscht hunn, dass dat eeben énnert den Dësch fält an dass dat net méi richtig consideriéert gëtt.

De Global Gateway ass jo eng ganz gutt ekonomesch Strategie fir d'Entreprisen an d'Industrie. An d'Suerg ass, dass d'Kooperatiounspolitick deem vis-à-vis dann eeben hannendru verschwénnt. An ech si frou, dass Dir de Moie gesot hutt, dass mir als Lëtzebuerg eeben awer trotzdem eis Stëmm wäerten erhiewen, fir d'PME an d'PMI an deem dote Kader vun dem Global Gateway mat ze plazéieren. Dofir awer déi Fro och no Ärer Aschätzung vis-à-vis vun der europäischer Kooperatiounspolitick, wéi se am Moment gemaach gëtt.

Iwwregens hunn d'ONGen eis och gesot, dass awer trotzdem méi a méi en Drock géif entstoen, dass eeben d'Zivilgesellschaft sech net ze vill an net méi esou staark soll äusseren zu de ganze Kooperatiounspolitiken. Dat ass natierlech och schonn e groussen Agréff an d'Fräiheit vun der Äusserung.

Ech erlabe mer, méi op déi aner Fro anzegoen, nämlech op déi Fro vun der Éducation au développement an op d'Sensibilisierung. An ech wéll et vun deenen zwou Säite betreuechten, well déi eng Säit ass eeben d'Éducation au développement, déi mer hei zu Lëtzebuerg maachen, also d'Educatioun als e Fach bezügweis als e Contenu an eise Schoulen, an déi aner Säit ass eeben d'Educatioun als en Haaptinstrument vun der Kooperatiounspolitick am sougenannte globale Süden.

Heiheem, mengen ech, ass et wichtig ... Also, ech huelen déi heiten Theemen net némmer, well se elo vill debattéiert gi sinn, mee well ech och fest iwwerzeugt si vun der zentraler Roll vun der Education, well mer eise Kanner an eise Jugendlechen hei, awer och dann an den anere Länner, mat deene mer zesummeschaffen, awer enorm wichtig Inhalter mat op de Wee ginn. Ech erlabe mer hei ze soen, dass et wichtig ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg e System hunn, deen transparent ass an deen d'Expertis an d'Kéenne vun den ONGen notzt an abaut.

An natierlech stellt sech déi Fro – an Dir wësst et besser wéi ech, déi Onsécherheet, déi sech do elo gestallt huet, och mat de ganze Froen: déi, déi en Accord-cadre hunn, déi dann ém e Joer verlängert goufen; déi, déi just Projets annuels haten, déi da gestopppt goufen –: Wéi geet et dann duerno eigentlech elo weider fir déi Period 2026–2030? Do stelle sech jo natierlech mega vill Froen.

An zum Beispill, wann do eng Kéier soll en neie Cours kommen oder en neie Contenu fir e scho besteeënde Cours, da stellt sech déi Fro, ob dat dann an de SCRIPT muss goen, iwwert den IFEN och als Formation muss weidervermëttelt ginn. Dat heescht, do kennt eng gréisser Fro op eis duer, déi awer hannen um Enn ausgeet eebe vun däri Fro: Wou ass d'Plaz vun den ONGen eeben an der Sensibilisierung an am edukative Beräich hei an de Schoulen zu Lëtzebuerg?

An ech fannen et immens wichtig, dass mer dat Theema vun der Kooperatioun an eise Schoulen waakreg halen, well hannen um Enn geet et ém näischt anescht wéi d'Bildung am Theema Weltbiergertum.

Mir sinn net némmer heiheem doheem, mir sinn an dëser ganzer Welt doheem. Mir hu Rechter a Flichten, heiheem an och am Ausland. Mir hunn och Verantwortung vis-à-vis vun eisen eegene Leit a vis-à-vis vun de Leit an anere Länner.

An et ass wouer, dass et och grad hei émmer schwierig ass fir d'Kooperatioun, well oft och gesot gëtt: „Jo, déi sougenannten Hard Returns, also finanziell an ekonomesch Returns, déi sinn net kloer. Wat bréngt Der dann eigentlech als Kooperatioun? Oder wat bréngt Dir als Message an d'Schoulen? Wat solle mir dann eigentlech dovu léieren? Wat bréngt iwwerhaapt déi Sensibilisierung?“

An engem Austausch mat den ONGen hu si eigentlech ganz interessant Saache gesot. Si hu vun de Soft Returns geschwat. Si soen: „Et gëtt duerchaus och Hard Returns, nämlech an deem Moment, wou Kooperatiounspolitick an de Länner geschitt, facilitéiert een oft doduerch wirtschaftlech Projeten.“ Dat ass en Hard Return. Wann eng Strooss gebaut gëtt, déi eppes bréngt, fir dann herno en Zugang zu engem Hafen ze hunn, wou ee ka wirtschaftlech Aktivitéit developpéieren, dann huet een iergendwou och e finanzielle a wirtschaftlechen Notzen.

Mee de Soft Return, dee se hunn, soen se, ass eeben, wa mer mat eise Kanner a Jugendlechen heiheem an de Schoulen doriwwer diskutéieren, wéi mer mat enger anerer Gesellschaft an engem anere Land a Kontakt trieden, wéi déi funktionéiert, wéi déi opgebaut ass, wou hir Stäerkte sinn, wat mer kenne léieren a wat hir Schwäche sinn, wou mer musse selwer och kucken, ob mer net eige Schwächen hunn. Da léiert een eppes iwwer eis eige Roll, d'Roll vun der Demokratie, d'Roll vun eise Strukturen, d'Funktionéiere vun der Wirtschaft, d'Funktionéiere vun der Gewaltentrennung, also alles dat, wat eigentlech eng staark Demokratie ausmécht.

D'Kanner an d'Jugendlech kréien also an deene Courses, an deenen Interventiounen mat, dass mer an dëser Welt eng Plaz hunn, wat an dëser Welt lass ass, dass mer eis eegen Demokratie émmer eréim nei musse stären. An ech mengen, dat ass en Theema, wat am Moment esou relevant ass wéi selte virdrun, dass déi demokratesch Strukture gestärkt sinn a gestärkt bleiwen an dass dat Theema vum Weltbiergertum ganz relevant bleibt an dass dat eng wichtig, eng ganz wichtig Dimensioun ass vun eisem Liewen an dass mer eeben dann och Theeme kënnen de Kanner an de Jugendlechen an der Schoul nobréngen, déi eeben an anere Länner souguer vläicht nach méi staark eng Roll spille wéi heiheem, mee och heiheem, wéi zum Beispill Klimajustiz, Klimaschutz, Agenda 2030, de Schutz vun de Menscherechter, de Schutz vun de Menscherechtsverdedeger, de Schutz vun de Kannerrechter a vill aneres méi.

Dofir nach eng Kéier eng Lanz gebrach eebe fir dat Engagement vun den ONGen an eise Schoulen, an eise Curriculumen, an och dee Wonsch dann eeben, dat esou ze organiséieren, dass si hir Expertis an hiert Wësse kenne wierklech och do erabréngen.

Et gëtt elo do déi Iddi, a Konsortien ze schaffen. Déi Konsortie gouf et schonn, mee elo gëtt et nei organiséiert. An déi Fro, déi sech do elo fir mech stellt oder fir eis stellt, ass eeben, wéi dat elo fir den Zäitraum 2026 bis 2030 soll opgebaut ginn, ob sech do an däri Opstellung vun de Konsortien, also wann ONGen zusammen als Konsortium sech en Theema ginn an dat eeben dann an den edukative Beräich erabréngen, eppes énnert vis-à-vis vun deenen Tatsachen, dass se scho virdrun och als Konsortie geschafft hunn.

An dann, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, loosst mech ofschléissend nach e klengt



Wuert soen zu der Wichtegkeet vun der Education an deene Länner, mat deene mer zesummeschaffen.

Education ass – dat ass elo e bësse romantesch, mee ech nennen et esou – de Schlëssel fir eng besser Welt. Ech si fest dervun iwwerzeugt, dass mer mat deem, wat mer de Kanner an de Jugendlechen mat op de Wee ginn, wann dat qualitativ wichteg ass a richteg ass a gutt ass, onheemlech vill bewirken. An et gëtt Etüden, déi weisen, dass d'Education am globale Süden – besonnesch am globale Süden – Auswirkungen huet, déi mer eeben net émmer direkt kenne moossen, zumindest net hei an eise Länner. Ech wéll dat a fënnef Punkte kuerz resüméieren.

Den éischte Punkt ass d'Aarmutsbekämpfung. Et ass nogewisen, dass qualitativ héichwäerteg Education an deene Länner, mat deene mer als Partnerländer zesummeschaffen, helleft, dass d'Akommes vun de Leit ém 70 % ka wuessen an d'Aarmut, déi extrem Aarmut, ém 40 % kann erofgoen eleng doduerch, dass d'Leit edeuquéiert sinn an dass se mat op de Wee kruten, wéi se sech selwer hiert Land, hir Gesellschaft kenne gestalten; dass deenen, déi fréi d'Schoul verloosse géifen, doduerch, dass awer elo d'Education héichwäerteg ass, eng nei Perspektiv gebuede gëtt, well se da méi laang an der Education drableiwen; an dass et hinnen um Enn eeben och zu wirtschaftlechem Wuessstem bäidréit – e Soft Return, deen herno awer zu engem Hard Return gëtt.

Den zweete Punkt ass, dass d'Education eeben déi Skills vum 21. Joerhonnert vermettelt. An och do si mer fest dervun iwwerzeugt, dass esou Skills wéi Diversitéit, Kreativitéit, Emotionalitéit, Wéssen, wéi ee mat sech selwer émgeet, digital Fitness, also och déi Fro vun der D4D, also wéi digital eis Entwicklungszesummenarbecht eigentleg ass, eeben och grad d'Kanner an d'Jugendlecher an eise Partnerländer verdéngt hunn.

An dann, en drëtte Punkt ass deen, dass déi Etüden, déi gemaach goufen iwwert d'Education an de Partnerländer, och weisen, dass eng gutt an héichwäerteg Education helleft, de Fridden ze erhalten, well den Engagement vun de Kanner an de Jonken an hirem Land an an hierer Regioun an d'Lucht geet. Si identifizéiere sech méi staark mat där Platz, wou se hierkommen. Si hunn dat geléiert, oder mir léieren an der Schoul a si léieren dat an der Schoul, wat een op Englesch „positive internal peace“ nennt, dat heesch, selwer mat senger eegener Situatioun besser eens ze ginn, sech domat méi ausenanerzeseten, doduerch Konflikter anescht ze léisen a se net op anerer ze iwwerdroen. An dass dat tatsächlech dozou féiert, dass Fridden an enger Regioun ka méi stabill ginn, doduerch dass d'Mënsche selwer insgesamt méi friddlech mateneen émginn, an dass dat och sozial a politesch Stabilitéit bréngt.

Véiertens stärkt et eis Demokratien, eis Participation, d'Toleranz, d'Inklusioun, d'Stäerkung vun de marginaliséierte Gruppen, d'Oppbaue vu sozialem Zusammenhalt an d'Ofbaue vu sozialen Differenzen.

A leschterns, fenneftens, ass se och wichteg, déi héichwäerteg Education, fir ze verstoen, dass de Klimawandel reell ass, dass ee muss dergéint virgoen, dass awer och d'Gesondheetsversuergung en héije Standard huet an dass d'Gendergerechtegkeit muss gewärleesch sinn, dat heesch, dass de System vun engem Land funktionéiert. An dat versteet een eeben virun allem dank enger héichwäerteger Education.

Ech hunn och de Klimawandel hei bewosst nach eng Kéier genannt, Här President, lénf Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, well op der leschter Weltklimakonferenz zu Baku nach eng Kéier kloer ginn ass, dass d'Net- oder d'Ennerentwicklung vun de Länner virun

allem op de Fraen an och op den Genderfroe laascht. An dofir ass et, mengen ech, émsou méi wichteg, dass mer eebe genau déi dote Fro vun der Klimapolitick a vum Klimawandel och an eiser Kooperatiounspolitik kloer virun Aen hunn.

Et ass och kloer – mir hunn dat am Cap Vert gesinn –, dass mer all Interesse drun hunn, Länner, Partnerländer, ze hellefen, sech wirtschaftlech am Séen vun enger Energieeffizienz a vun erneierbaren Energien ze entwéckelen. Mir müssen dervun ausgoen – dat sinn Etüden, déi elo viru Kuerzem erauskomm sinn –, dass mer an den nächsten zéng Joer mat ongefíer 220 Millioune Flüchtlinge wéinst dem Klimawandel musse rechnen. An do sinn e puer Iddien an d'Spill komm. En däitschen Expert – ech hat den Artikel am „Spiegel“ gelies, fir en net ze nennen – huet dräi Iddien an d'Spill bruecht, och eebe fir deene Flüchtlingen Zougangsweeër ze ginn, well eeben de Klimawandel am Moment net als Fluchtgrond an der Genfer Flüchtlingskonvention erwäant ass, dat heesch, als Grond oft ewechfällt. An deen huet eeben dräi Iddien an d'Spill bruecht.

Déi eng ass déi vun engem sougenannte Klimapass, fir Leit zum Beispill aus Tuvalu. Op der COP22 huet de President vun Tuvalu eng ganz intensiv Ried doriwver gehalen, dass säi Land amgaang ass énnerzogen. Déi Fro, déi sech fir d'Welt stellt, och aus enger Kooperatiounsperspektiv, ass: Wat maache mer mat deene Leit, wann déi berechtegterweis fir no enger neier Heemecht sichen? En huet d'Iddi an d'Spill bruecht vun enger Klimacard fir e befristeten Openhalt an engem Land fir de Fall, wou s de Flüchtlingsbass aus Klimawandelgrénn. An dann och nach déi drëtt Iddi vun engem Klimalarbeitsvismum.

Här President, lénf Kolleginnen a Kollegen, ech hu probéiert, elo einfach eng Kéier kuerz den Tour nozogoen, deen den Här Minister eis de Moie virgezeechent huet. An ech soen nach eng Kéier Merci fir alles dat, wat mer de Moie gewuer gi sinn. Kooperatiounspolitick ass en Asaz fir eng méi nohalteg Politick, a méi nohalteg Bléck op eist eegent Land an op eeben eis Welt mat deene Partnerländer, déi mer als Lëtzebuerg erausgesicht hunn a mat deene mer gutt wéllen zesummeschaffen. Mir hunn als Lëtzeburg immens vill ze ginn. An dat maache mer ganz vill iwwer Kooperatiounspolitick. An dëst Engagement, dat fénnt eis ganz Énnerstëtzung.

An ech soen Iech vilmools Merci fir d'Nolaschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci vilmools, Här Galles. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President.

(*Hilarité comme réaction à la voix rauque de M. Gusty Graas*)

Echhoffen, datt et elo gläich besser geet.

(*Interruption par M. Xavier Bettel*)

Helleft déi? Also, den Här Schockmel huet mer gesot, wéi ee soll schwätzen. An ech versichen, dat elo ze respektéieren. Wann et Iech awer ze vill op den Nerv geet, da sot mer Bescheid, dann halen ech op.

(*Hilarité*)

Bon, an der Reegel si jo d'Originne vun der Kooperatiounspolitick nom Enn vum Zweete Weltkrich festgeluecht ginn, wou de System Bretton Woods geschafe ginn ass. Am Laf vun de Joerzéngten huet sech dann och d'Kooperatiounspolitick ouni Zweifel stabiliséiert. Dat ass och gutt esou. Mir musse just oppassen, datt

mer natierlech keng Koloniséierung vun der Entwécklungspolitick maachen. Et soll een awer och realistesch sinn: Bedéngt duerch eis Finanzsystem besteht natierlech e gewéssent Gefäll zwéischen Norden a Süden – wat awer virun allem déi Länner, déi déi finanziell Moyenen hunn, net därf derzou verféieren, eng gewéssen Dominanz spiller ze loossen.

Énnert déser Regierung ass jo d'Kompetenz vun der Kooperatiounspolitick erém zréck an den Ausseministère komm. Dat ass och nozérvollzéien, well d'Kooperatiounspolitick ass ouni Zweifel och e wichtige Volet vun der Aussepolitick. D'escht Joer hate mer jo keen Debat hei iwwert d'Kooperatiounspolitick. Dat war och verständlech. Nom Regierungswiessel ass dat ze verstoen. Ech muss awer entre-temps soen, datt mam neie Minister Xavier Bettel allerdréngs elo e Mann un der Spëtz ass vun der Kooperatioun, dee sech mat ganz vill Energie, mat ganz vill Engagement fir d'Kooperatioun hiergëtt. An duerfir, Här Minister, eise Merci.

Fir eis als DP ass et och ganz kloer, datt mer un deem Zil 1 % vum RNB fir d'Kooperatiounspolitick wäerten an och musse festhalen. Dat gëtt mer u sech och d'Geleeënheet, fir hei ze soen, datt mer, vläicht bis op déi eng oder déi aner Ausnam, och doranner e Konsens hunn. An dat zeechent dëst Parlament och ouni Zweifel aus. Ufanks den 1980er-Joren, du louch zum Beispill d'APD bei 0,19 % vum RNB. Dat war nach ganz wäit ewech vun deenen 0,7 %, déi an enger UNO-Resolutioun 1970 festgehale gi waren.

Haut sti mir als Lëtzebuerger Land u sech ganz gutt do, nieft Norwegen op alle Fall eng vun deene viischte Plazen. 2023 hate mer bal 537 Milliounen Euro an d'APD investéiert. Dat waren 0,99 % vum RNB. Ronn 40 % ginn iwwer Lux-Development ofgewickelt. Vläicht nach ee klenge Verglach an Zuelen: 1990 hate mer Kreditter vu 46 Milliounen. Eise beschte Ratio APD/RNB louch bis elo 2009 bei 1,11 %. Dir gesitt also, wann een dat e bëssen zréckverfollegt, datt Lëtzeburg u sech émmer op engem ganz héijen Niveau Kooperatiounspolitick gemaach huet.

An ech mengen, grad mir, grad e Land wéi Lëtzebuerg, wou et eis – losse mer awer emol ganz éierlech sinn – u Wéinegem feelt, sollen dat egoistesch Denken an den Hannergrond setzen. Grad mir sollen e Bléck hu fir deen enorme Misär – deen enorme Misär! –, deen et op der Welt gëtt. A mir brauchen net wäit ze goen, fir deen ze gesinn. D'Zuel vu Kricher a bluddege Konflikter bréngt eis dat jo all Dag émmer erém méi no.

De Moment hu mer jo nach eng ronn sechs Zillänner. Ech mengen, bedéngt duerch déi politesch Situatioun hu mer an eenzelne Länner eis Entwécklungshélfel agestallt respektiv mol op Äis geluecht: de Burkina Faso, den Niger an de Mali. Dës Decisioun ass ouni Zweifel nozérvollzéien. An ech huellen dat op, wat de Minister de Moie gesot huet, an ech kann dat ganz gutt novollzéien: Et ass schwéier, Leit d'Hand ze reechen, et ass schwéier, Kontrakter ze énnerschreiwe mat Leit, jo, déi Blutt un den Hannen un. An dann, mengen ech, do muss eng gewësse Grenz gezu ginn. Do müssen och mir als Lëtzebuerger soen: „Do ass d'Limitt iwwerschratt ginn.“ An duerfir ass, wéi gesot, déi Decisioun – wat jo och politesch Courage awer erfuerert huet – nozérvollzéien.

D'Strategie 2030 gesäßt jo vir, datt mer eis Entwécklungspolitick an Zukunft och op e puer Länner limitéieren, mat enger Konzentration virun allem op de Sahel a Westafrika. Op d'mannst d'Hallschecht vun der bilateraler Entwécklungshélfel soll dése prioritaire Partneren zegutt kommen. Ech wéll op déser Plaz vläicht e puer Kommentarer maachen iwwert déi nach besteeénd Zillänner.



Ugefaangen natierlech mam Senegal, wou scho ganz vill de Moien driwwer geschwat ginn ass a wou jo 2023 de fënnette PIC énnerschriwwé ginn ass. A souwuel aus dem Mond vum Minister wéi op anere Plaze si mer gewuer ginn, datt déi Dialoge mat de se-negaleeschen Autoritéité sech de Moment net als einfach erausstellen. Wann natierlech de Wélle vun enger senegaleescher Autoritéité net do ass, fir weider mat eis Kooperatiounspolitick ze maachen – wat wérklech ze bedauere wier –, mee da musse mer dat och natierlech zur Kenntnis huelen. Den 20. August 1960 gouf an dësem Land d'Republik mat engem Méiparteiesystem ausgeruff. Dat ass net esou evident fir den afrikanesche Kontinent. Jiddefalls muss een awer trotzdem soen, datt de Senegal sech am Laf vun de Joerzéngten dach zu engem relativ gutt demo-kratesche Land entwéckelt huet.

Bal als Musterland kann een en anert Zilland gesinn. Dat ass de Cap Vert. De Cap Vert, deen effektiv fir eis e ganz gudde Partner duerstellt. Mir hunn do op enger Rei Niveaue gutt Projete lafen, sief dat Waasser, Energie, Klimaschutz. Et sinn och eng Rei ONGen, déi do aktiv sinn. An ech mengen, de Beetebuerg Buergermeeschter wäert dat och gär héieren: Et ass virun allem eng ONG, déi eis zwee jo gutt bekannt ass, „Beetebuerg héllelf“, déi jo do ganz aktiv ass, wat mer natierlech och gäre mat énnertézen. Den aktuelle PIC mam Cap Vert, dee leeft jo elo aus an deen dierft jo ouni Zweifel och weider bestoen.

Ech wéll op dëser Plaz och drun erënneren, datt mer eng Visitt gemaach haten als Chambersdelegatioun och um Cap Vert, wou mer d'Méiglechkeet haten, eis e Bild ze maachen iwwer eng Rei Projeten, déi do gemaach gi sinn. An ech wéll dat och hei énnertsträichen, Här Minister: Et ass mat Secherheet net déi schlechtesten Iddi, wann Der heiansdo eng Delegatioun vun der Chamber mathuelt, fir datt och d'Députéiert sech kennen op der Plaz e Bild maachen.

(*Interruption par M. Xavier Bettel*)

Mindestens eemol d'joer.

(*Hilarité*)

Ech wéll och drop hiweisen, datt ... An Dir hat eis jo matgeholl. Zesumme mam Sven Clement hat ech jo och d'Chance, an de Laos ze kommen. Mir zwee waren iwwregens scho fir d'zweet do. An da gesäit een och den Énnerscheed, wéi sech do am Fong geholl och dat Land zum Positiven entwéckelt – obwuel ee jo och beim Laos muss trotzdem virsichteg sinn an der Bewäertung, wat u sech de politesche System ubelaangt.

D'Fro ass natierlech ze stellen: Wou kenne mer an Zukunft elo nach zousätzlech APD leeschten? De Moien huet de Minister eng Rei Krittären opgezielt, déi een ouni Zweifel ka mat énnertsträichen, wat fir e Land am Fong geholl nach kann ausgewielt ginn, wou mer kennen aktiv ginn. Et ass och wichteg, datt d'Chamber natierlech och am Virfeld iwwert dee Choix do informéiert gëtt.

Et ass schued, wann ee bësse réckbléckend kuckt, datt eng Rei Länner, wou mer ganz aktiv waren ... Ech nennen zum Beispill Myanmar. Beim Myanmar ware mer op der Schwell, fir et am Fong geholl als Zilland auszesichen. Myanmar – mir wéissen all, wat de Februar 2021 do virgefall ass. Mir wéissen all, datt am Myanmar de Moment eng katastrophal Situations herrscht, wat de politesche System ubelaangt. An no dem Putsch vum Militär an der Arrestatioun vun der Madamm Aung San Suu Kyi huet sech jiddefalls d'Situatioun an deem Land dramatesch veränert. Datt mer de Myanmar de Moment net méi als éischt Prioritéit do stoen hunn, fir et als Zilland auszeweisen, ass op alle Fall novezollzéien?

Et ass awer gutt, datt do awer nach eng Rei ONGen aktiv sinn. An duerfir ass awer och d'Fro ze stellen, ob d'EU net awer muss vläicht iwwer en anere Kanal zousätzlechen Drock virun allem op de Myanmar maachen. An ech bedaueren och e bëssen, datt de Myanmar am Fong e Land ass, wat an der internatiounaler Opmiersksamkeet net dee Stellewäert huet, deen et vläicht misstunn – wat och novezollzéien ass; mir hunn de Moment eng Rei Krise queesch iwwert de Planiéit –, datt dann esou e Land éischter an de Vergiess kënnnt.

Et sinn eng Rei aner Länner. De Moien ass de Numm vun engem scho gefall: de Benin, wou mer amgaange sinn, och gutt Kontakter opzebauen. Mir hu jo am August 2023 do zu Cotonou eng Ambassade opgemaach. Am selwechte Joer huet jo och LuxDev véier nei Projeten ulafe gelooss. Sou investéiert Lëtzebuerg jo och zwéschent 2023 an 2026 émmerhi 17 Milliounen Euro an eng Hotel- a Restauratiounsschoul. Et sinn och sechs ONGen do aktiv.

Dat bréngt mech och direkt op en anert Land. Dat ass den Togo. Och den Togo ass schonn hei ernimmt ginn. An ech mengen, och dat ass ouni Zweifel e Land, wat mer weiderhi sollen um Radar behalen.

Dann de Ruanda. De Ruanda ass och scho vu mengem Virriedner hei ugeschwat ginn. Dir hutt och dervu geschwat. Jo, de Ruanda – an ech mengen, de fréiere Kooperatiounsmister weess dat vill besser – war am Fong geholl och e Land, wou mer geduechter hunn, mir kéinten eis do vill méi staark investéieren, haapsächlech wat d'Énnerstézte vum Kigali International Financial Centre ubelaangt. Iwwert déi belsch Agence Enabel an déi franséisch Agence AFD – dat ass net ze verwiessle mat enger Partei, dat ass „Agence française de développement“ – hu mir de Finanzement vu gewéssene Projeten erém do opgeholl, mee dat, wat elo, besonnesch elo erém an deene leschten Deeg, natierlech do virkomm ass an därf Regioun, dat muss eis awer och ze denke ginn.

Da musse mer och d'Fro stellen: Si mer awer bereet, weider mat deem Land intensiv Kontakter elo ze pfleegen? Wann een och bedenkt: Hiré President, de Paul Kagame, deen hat am leschte Juli d'Wal mat iwwer 99 % gewonnen. Et wieren der vill vrou heibannen, wa se deen Taux géingen erreechen.

(*Interruption*)

Wat den ... Nee, ech soen et elo léiwer net.

(*Hilarité*)

Op alle Fall, ech mengen, dat sinn awer Situationsen, iwwert déi een awer muss wérklech nodenken.

D'Menscherechtsorganisatioun Human Rights Watch schwätzt iwwert de Ruanda vun enger Kultur vun der Intoleranz vis-à-vis vun anere Meenungen. Wat den Index vun der Pressefreiheit vu Reporter ouni Grenzen ubelaangt, läit d'Land op Plaz 131 vun 180. An am „Freedom in the World“-Rapport kënnnt de Ruanda an der Kategorie „Politesch Rechter“ némmen op 8 vu 40 Punkten.

Da muss eis och hei nach eng Kéier erënneren un deen extreem dramatesche Genozid, deen 1994 stattfonnt huet, wou bannent 100 Deeg – dat muss ee sech awer emol virstellen: bannent 100 Deeg! – bal eng Millioun Leit émbruecht goufen am Konflikt zwéschent den Tutsi an den Hutu.

De Moment, wéi gesot, ass déi Situations eeben erém méi dramatesch ginn, well eeben am Nopeschland, der Demokratescher Republik Kongo, d'M23-Rebelien, déi jo vum Ruanda énnertstézt ginn, erém ganz aktiv sinn. Duerfir ass d'Fro eeben ze stellen: Erféilt de Ruanda zu dësem Zäitpunkt d'Krittären, fir kennen als neit Zilland ausgewisen ze ginn?

Dann hu mer, fir e klenge Sprong a Mëttelamerika ze maachen, jo eng Ambassade a Costa Rica opgemaach – e ganz interessant Land –, fir eeben och d'Kooperatiounspolitick a Mëttelamerika besser kennen ze koordinéieren. An eis bilateral Relatiounen mat deem Land si jo ganz gutt, soudatt ee sech iwwregens d'Fro ka stellen, ob net och Costa Rica sollt méi als Zilland an de Viséier geholl ginn. A Nicaragua ware mer ganz aktiv, mee och do huet de politesche System leider zu enger kompletter Destabiliséierung bâigedroen. De System oder Regimm Ortega huet derzou gefouert, datt mir op alle Fall och do eis Engagemerter agestallt hunn, wat och richteg ass. Natierlech gëtt et an deem Raum eng Rei aner Länner – ech denken un El Salvador, Guatemala, Honduras –, wou mer kennen nach zousätzlech Hëllef leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eppes ass kloer: Zwéschent dem Klimawiessel an der Migratiounspolitick respektiv Kooperatiounspolitick besteht en direkte Lien. De Klimawiessel, och wann eenzel Leit dat nach émmer net wélle gären héieren, ass déi gréissten Erausfuerderung vun eiser Gesellschaft! Mir énnerschätzten ze vill oft déi negativ Konsequenzen, déi an deenen nächste Jore wäerte ganz rapid op eis Gesellschaft duerkommen. An duerfir ass et émsou méi, jo, verwerflech, wann dann eng nei US-Administratioun einfach mir náischt, dir náischt vun haut op muer seet: „Mir klammen aus dem Paräisser Ofkommen eraus.“ Dat wäert jiddefalls fir eis alleguer nach vill Problemer mat sech bréngen.

Am Artikel 3.1. vun der UN-Kaderkonvention heescht et jo: „Il incombe aux Parties de préserver le système climatique [...] sur la base de l'équité“. Jo, wa mer d'Praxis kucken, ass déi eng ganz aner. Wa mer op d'COP29 zu Baku zréckkommen: Dat war mat Sécherheet net dee grousse Worf, och wann do émmer vun deenen 300 Milliarde geschwat gëtt, déi déi räich Länner elo an d'Fénster wäerte stellen.

A wat onverständlech ass – do kann een emol en Appell och vläicht maachen un eminent Ekonomisten –, ass, datt déi Schied, déi duerch de Klimawiessel entstinn, net méi an Iwwerleungen afléissen, wat eeben eng ekonomesch Strategie fir déi nächst Joren ubelaangt. Ech mengen, da géinge mer mat Sécherheet eng Rei aner Decisiounen huelen.

Duerch de Klimawiessel wäert mat Sécherheet och nach eng zousätzlech Migratiounswell ausgelést ginn, mat all deene Problemer, déi mer kennen. D'Weltbank schätzt zum Beispill, datt bis 2050 eng ronn 143 Millioune Flüchtlinge just aus klimatesche Grénn hir Heemecht wäerte verlossen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, weesentlech Acteure vun der Entwécklungspolitick si jo ouni Zweifel d'ONGen. De Kooperatiounsmister hat den 31. Januar 2024 aacht nei Accords-cadres de développement mat néng verschiedenen ONGen énnerschriwwen. Interventionsen am Kader vun deenen Accorde si fir 18 Länner geplant. Eppes muss ee ganz kloer hei och énnertsträichen: ONGen hu keen einfacht Liewen! An et gëtt Ursaache genuch, et gëtt Informatiounen genuch, wéi schwéier d'ONGen et oft um Terrain gemaach kreíen. An dowéinst musse mer émsou méi och hei zu Lëtzebuerg versichen, den ONGen e Maximum vun Hëllef ze ginn.

Jo, et kann een et net vun der Hand weisen: Natierlech sinn et gewéssen Tensiounen an deem leschte Joer ginn, virun allem iwwert dee Punkt, deen och schonn hei ernimmt ginn ass, an zwar wat d'Sensibiliséierung an d'Pedagogesch Aktivitéiten ubelaangt. Ech wéll awer nach eng Kéier hei énnertsträichen: All déi Kolleginnen a Kolleegen, déi an der aussepolitescher



Kommissioune sinn, waren Zeien, wéi de Minister Bettel ganz kloer gesot huet, datt op kee Fall – op kee Fall! – sain Zil wär, iergendwéi hei eppes ofzebauen. Au contraire, e wollt aner Iddien developpéieren, Id-dien, déi derwäert sinn, och iwverluecht ze ginn, wéi u sech d'Sensibiliséierung an d'pedagogesch Aktivitéiten an Zukunft kënnen iwvert d'Bün goen.

Eppes ass ganz kloer, an dat soen ech och am Numm vu menger Partei hei: Mir brauchen eng ganz geziilt Sensibiliséierungspolitick no baussen. Mir brauchen och an de Schoulen Opklärungscampagnen. Fir-wat? Mee fir datt de Bléck virun allem no baussen geschäerft gëtt. Mir liewe jo an engem extreeme Mini-Mikrokosmos hei. Ech mengen, dat ass zwar elo eng Duebel..., mee bon, et ass egal. Mee op alle Fall, et ass wichtig, datt mer eis all Dag émmer erëm bewosst ginn, datt mer de Bléck no bausse musse schäerfen, a virun allem vis-à-vis vun deene Jonken a vis-à-vis vun de Kanner. Duerfir ass d'Sensibiliséierungspolitik extreem wichtig. An ech sinn och iwverzeeght, datt dat an Zukunft wäert esou de Fall sinn.

Ech wëll och op dëser Platz am Numm vu menger Partei deenen Dausenden – deenen Dausenden! – Leit aus den ONGen e ganz groussen, e ganz éierlech Merci soe fir hiren Engagement, well si bréngen et fäerdegt, datt awer och d'Bewosstsi vun eis allegueren nach geschäerft gëtt, datt mer eis bewosst sinn: „Mir müssen helfen no baussen.“ An dat ass virun allem hirem Engagement ze verdanken. „Les ONG au Luxembourg constituent un partenaire crédible [...] et garant d'un esprit critique“, heescht et am „brennpunkt“ Nummer 325 vum leschten Dezember. Majo, dat kann een némme mat énnersträichen.

Da si mer natierlech och bei der Diskussioune iwwer eng Maison des ONG. An och do huet de Minister jo schonn duerchblécke gelooss, datt en dee Projet wëll onbedéngt weiderdreiwen.

International, ech hunn et scho gesot, hunn d'ONGen et mat Sécherheet net einfach, wann ech Länner huele wéi Nicaragua, Paraguay, Venezuela, Philippinen, Guatemala oder de Peru, wou souguer spezifesch Gesetzer gestëmmt gi sinn, fir am Fong de Wirkungskrees vun den ONGen anzeeken. Dat kann natierlech net sinn.

An deem Kontext wollt ech awer och op déi – jo, ech wëll net soen „ominéis“, mee déi speziell – Nott do komme vun der DG Budget vun der Europäischer Unioun, wou mir jo am Fong iwwert de Cercle des ONG dat matgedeelt kruten, wou am Fong en Opruff gemaach ginn ass, fir de Kontakt mat de Fonctionnaire respektiv verschid denen Aktivitéiten anzuschränken. Bon, et wier vläicht net schlecht, wa mer als Lëtzebuerg och eng Kéier géinge méi genee analyséieren, wat domadder wierklich gemengt ass.

Wa mer iwwert d'ONGe schwätzen, komme mer natierlech och net derlaanscht, e Wuert iwwert, jo, d'Af-fär Caritas ze verléieren. Ech wëll dat och net weider hei kommentéieren. Mir hunn eng Spezialkommisioun, déi hir Aarbecht mécht. Ech wëll just eppes nach eng Kéier hei rappéieren: Contrairement zu Eenzelnen, déi nach émmer der Meenung sinn, datt d'Regierung an deem Dossier do net richteg gehandelt hätt, si mer als Demokratesch Partei anerer Meenung. D'Regierung huet hei richteg gehandelt. D'Regierung huet hei ganz kloer zum richtegen Zäitpunkt déi néideg Decisioun geholl. Et war net de Feeler vun enger Regierung, et war net de Feeler vun Autoritéiten, wat do vir sech gaangen ass. Mee, wéi gesot, ech wëll net weider drop agoen. Loosse mer do engersäits eis Spezialkommisioun hir Aarbecht maache respektiv anersäits awer och kucken, wat nach weider duerch d'Enquêteen erauskomme wäert.

Jiddefalls, wat positiv ass, ass, datt jo awer elo schonn e bësselche méi Liicht an den Tunnel do erakomm ass.

Fir ofschléissend den ONGen awer hei nach en anere Merci auszesprechen: Dat ass iwwer hire véierte Baromeeter „Fair Politics“. 2012 war jo deen éischten erauskomm. Ech mengen, dat ass fir eis als Députéiert och e wichtige Fascicule, wou mer eis kënnen drop beraffen, wou mer eis och kënnen informéieren, fir ze kucken, wat de Stellewäert ass an den Engagement vun deenen eenzelnen ONGen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Les capacités et compétences du secteur privé luxembourgeois ainsi qu'une mise en réseau accrue entre l'économie et la coopération pourront être mis à profit des efforts de lutte contre la pauvreté extrême et de la réalisation des objectifs de développement durable.“ Dat ass en Auszuch aus dem Koalitionsaccord vun 2023–2028. Jo, an da musse mer eis déi Fro natierlech stellen, déi och schonn ugeschnidde ginn ass an der ganz gudden Ried vum Minister: Inwiefern kënnen mer de Privatsecteur nach verstärkt an d'APD intégréieren?

Ech mengen, extreem Positioune sinn hei falsch op der Platz. Falsch ass et ze soen: „De Privatsecteur huet keng Roll do ze spiller. Deen ass jo némmen op sain eegene Profitt aus!“ Falsch ass et awer op däär anerer Säit och, hei ouni Grenze gewëssene Kräfte fräie Laf ze loessen. Jiddefalls, de finanziellen Interessi vun de privaten Entreprise muss am Alignement si mat dem éffentlechen Interessi. E maximaalt Profittdenke kann net sinn. Mee op däär anerer Säit musse mer eng realistesch Approche hunn.

An deem Kontext kënnt een natierlech och net derlaanscht, eng Remark ze maachen iwwert de Global Gateway. Dës Strategie gëtt – an dat verwonnert ee jo net – net grad op alle Bänke positiv opgehol. An och do wëll ech awer dem Minister felicitière fir seng Kloer an däitlech Wieder, déi en de Moie gebraucht huet an déi am Fong geholl dat erëmginn, wat d'Lëtzebuerg Approche ass: Jo, mir sinn a priori natierlech net géint eng Strategie Global Gateway, mee mir mussen awer wëssen, datt dat hei net eng Strategie am Interêt vu Grousskonzerne ka sinn an datt mir ouni Zweifel och déi Kleng- a Mëttelbetribhei mat berücksichtge müssen. An dowéinst, wéi gesot, kënnen dat hei némme mat énnersträichen.

Mir hunn natierlech och den Avantage hei zu Lëtzebuerg, datt mir eng gutt strukturéiert Finanzplatz hunn. Déi gëtt eis och d'Méiglechkeet, um Niveau vun der Kooperatiounspolitick eng Virreiderroll ze spilleren. An do kommen ech och op déi sougenannte CAT Bonds ze schwätzen. Och dat ass en Instrument, wat ee vläicht an Zukunft nach méi gebrauche soll. An do sti mer och op alle Fall ganz derhannert.

Ongefíer 30 % vun eiser APD, wat jo och net näisch ass, fléissen iwwer multinational Organisatiounen, fir déi 17 UNO-Ziler fir d'Nohaltekleet bis 2030 émsetzen ze kënnen. Jo, dat ass och eng gutt Pist, déi mer an Zukunft nach weider ausnotze sollen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif da vläicht nach kuerz e Volet uschneiden, deen och d'Entwicklungspolitick ubelaangt. Dat ass déi humanitar Hëllef. Där däerfe keng Grenze gesat ginn! Dat ass evident. Do gi mer natierlech dagdeeglech gefuerdert. Do gëtt et dagdeeglech erëm nei Problemer, déi op eis duerkommen, Naturkatastrophen an esou weider. An dat, wat an dem leschte Joer virun allem geschitt ass – ech denken hei natierlech un de Konflikt am Noen Osten, ech denken natierlech un d'Ukrain –, dat muss eis einfach erausfuerderen, fir nach méi Hëllef ze leeschten.

Et ass elementar, datt e Staat awer och némme kann den elementaren Uspréch vu sengen Awunner ge-recht ginn, wa seng national Ekonomie fonctionéiert. Duerfir ass et fir eis als Demokratesch Partei jiddefalls och evident, datt eng gezillt Entwicklungshëllef muss virun allem doranner bestoen, de Leit um Terrain d'Méiglechkeeten ze ginn an d'Instrumenter zur Verfügung ze stellen, fir datt se sech selwer kënnen entwéckelen, dass se am Fong geholl fir sech selwer suerge kënnen.

An do denke mer natierlech an éischter Linn un de klengen Handel. An een, dee scho mol an esou Länner war, deen huet gemierkt, wat fir eng Krafft virun allem awer do ze spieren ass. An och de Mikro-kredit spillet do eng ganz grouss Roll. Ech wëll zum Beispill drun erënneren, datt 2,5 Milliarde Leit keen Accès zu Finanzprodukten oder enger Bank hunn. An duerfir begréisse mir als Demokratesch Partei och all Initiativ, déi an déi Richtung geet, fir, wéi gesot, d'Mikrofinanz nach méi kënnen ze énnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Koope-ratiounspolitick ass eppes, wat net onbedéngt iwwerall grouss Frénn huet – leider! An et muss een eng Tendenz feststellen, och hei zu Lëtzebuerg: datt et Partie gëtt, déi, wat se sech méi no riets bewe-gen, wat se manner Sensibilitéit hunn, fir am Fong geholl de Bléck op Länner ze hunn, mat deene mer net némmen deele sollen, mee müssen. Dat ass ze bedaueren. A grad do musse mer dann den Hiewel ochusetzen, grad do musse mer och der Éffentlech-keet soen – an och de politesche Courage hunn –, wéi wichteg esou eng Politick awer ass.

Ech mengen, wa mer elo den Duo Trump/Musk hue-llen, déi Decisioun, déi elo an deene leschten Deeg do gefall ass, fir d'USAID praktesch ze stoppen, dat ass eng Katastroph. Dat ass eng Katastroph fir d'Welt. Dat ass inakzeptabel! Do gesäit een, wouhinner et feiert, wann e Land nach just e Bléck op sech selwer huet. Da si mer géint d'Iddi vun enger Weltgemeinschaft. An eng Weltgemeinschaft kann némme funktionéieren, wa jiddweree bereet ass, och deem aneren a schlechte Situationsen ze hëlfen. Dat ass jiddefalls eng Situationsen, déi mir op kee Fall kënnen akzeptéieren.

Här President, ech gesinn, datt ech scho meng Zäit iwwerschratt hunn. Da kommen ech awer kuerz nach zum Schluss. Et soll ee sech jo am Liewen net onbedéngt selwer luewen, mee trotzdem mengen ech awer, datt mer sollen houfreg sinn op eis Kooperatiounspolitick, datt mer se och an Zukunft sollen op deem doten Niveau weiderféieren, datt mer och solle weisen, datt dat klengt Land de Bléck no baussen huet. Jiddefalls, d'Demokratesch Partei, Här Minister, steet hannert Ärer Politick. Mir wäerten dat och an Zukunft esou énnerstëtzen.

An an deem Senn soen ech Iech Merci, och wann d'Stëmm net alles hierginn huet, wat se sollt maachen. Merci fir Är Opmiersksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci vill-mools, Här Graas. An da wier et elo um honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, léif Kolleginnen, léif Kollegen, ech géif gär ufänke mat engem Merci un de Kooperatiounspolitier fir seng Deklaratioun haut de Moien. Ech si vrou iwwert déi grouss Kontinuitéit, déi et gëtt an eiser Kooperatiounspolitick par rapport zu deem, wat an deene leschten, ech géif soen, 10, 15, voire 20 Joer gemaach ginn ass. Ech mengen och, dass dat d'Stäerk vun eiser Politick ausmécht, dass mer eis do iwwert d'Bänken eraus am Fong am grousse Ganzen eens sinn, wat mer ze maachen hunn.



Här President, ech hat an enger Ried als Kooperationsminister vun engem vu mengen exzellente Kollaborateuren, déi émmer gutt Zitater fonnt hu fir meng Rieden, eng Kéier eent an eng Ried erageschriwwé krut. Ech mengen, et war e chineesesche Proverbe. Dee sot sénngeméiss: „Wann de Wand vun der Veränderung bléist, gëtt et därf, déi Mauere bauen, an et gëtt därf, déi Wandrieder opstellen.“ Abee, sáithier – ech mengen, dat ass zwee, dräi Joer hier – ass de Wand zum Stuerm ginn an e bléist éischter an de Réck vun deenen, déi d'Mauere bauen.

Déi international Kooperatioun, Dir hutt dat de Moie selwer gesot, Här Minister, ass an der Kris. D'Mëttel ginn erof. Op ville Plaze gëtt gekierzt. An ech si frou, dass dat, wat ech eng Kéier hei gesot hat virun zwee, dräi Joer a wou ech deemools hefteg kritizéiert gouf, an der Haaptsaach vun där Partei, un déi et adresséiert war, op der ganz rietser Säit vum politesche Spektrum, mëttlerweil och widderholl gëtt a gesot gëtt vum Spriecher vun der DP-Fraktioune, nämlech dass effektiv déi rietsextreem Parteien an déi Regierungen, déi vun hinnen influenzéiert ginn, oft déi sinn, déi natierlech als Éischt un d'Entwicklungshëllef schnëppele ginn.

Dat ass bei der Regierung Trump net ganz anesch. Do gëtt net geschnëppelt, do gëtt carrement mat der Motorsee drageschnidden. 70 Milliarden u Mëttelen un UNAIDS, déi suspendéiert ginn op dräi Méint, Leit, déi erausgeputcht ginn, de Website ass net méi accessibel, bref, do ass wierklech ganz staark dragefacht ginn. An dat huet natierlech direkt Follgen op déi Alleräermst vun deenen Äermsten um Terrain, awer och fir de Multilateralismus. D'OMS ass geschwäch, UNAIDS ass geschwäch, och de PAM a ganz vill aner Agencé wäerten heidränner durabel leiden.

Dat ass, wéi gesot, de Kader, an deem mer haut sinn, an deen ass dramatesch. De Kader vun der Entwicklungszesummenaabecht, dat ass natierlech och déi Weltuerdnung, déi effektiv nom Zweete Weltkrich opgesat ginn ass, de Multilateralismus, internationaalt Recht, Menscherechter, territorial Intégritéit. Och all déi Saache si ganz staark énnert Beschoss.

Här Minister, Dir hutt et de Moien och gesot: D'territorial Intégritéit, notamment vu Gaza, gëtt fir de Moment frontal attackéiert. Den absurdan an an allen Hisiichte falsche Virschlag vum Trump, aus Gaza eng Riviera ze maachen – dat muss ee sech wierklech mol eng Kéier representéieren! – ass déi lescht Iddi an deem Regéester, an an deem Kontext natierlech énnert dem Applaus vun Netanjahu, Ben-Gvir a Smotrich, rietsextreem Tendenzen, déi scho laang mat der Iddi gespillt hunn, Gaza ze botzen an do eng Massemigratioun eraus aus deem Territoire ze maachen a sech et dann natierlech kennen énnert den Nol ze rappen.

Här Minister, et éiert Iech, dass Der d'UNRWA weider énnertetzt, trotz der Knesset hirer ongeheierlecher Attack op des Institutioun, dat eelst Flüchtlingswierk vun der UNO, dat 1949 no deem massiven Exode vun de Palästinenser opgesat ginn ass. Wéi gesot, dat éiert Iech, an ech wéll Iech och dowéinst felicitéieren.

Esou eng Mesür wéi déi, déi d'Knesset geholl huet, ass allerdéngs némme méiglech, well Israel a seng Regierung gewäerde gelooss gi sinn iwwert déi lescht 15 Méint. An do gëtt et an eisen Aen eng ganz kloer Kontradiktion: Mir énnertetzt mat eiser Kooperatioun eng ganz Rei ONGen, och an de besaten Territoiren, wéi zum Beispill de West Bank Protection Consortium, dee Palästinenser juristesch bäisteet, wa Colone se expropriéieren, oder nach AMAN, eng ONG géint Korruption a fir Transparenz a Palästina, oder d'Palestinian Medical Relief Society vum Dokter

Mustafa Barghouti, déi medizinessch Hëllef an de besaten Territoire leescht. Zur gläicher Zäit, Här Minister, bréinge mer et awer net fäerdeg – mir net, an och eis europäesch Partner net –, eis kloer géint déi israeelesch Besatzungspolitick ze äusseren an och kloer fir eng Unerkennung vu Palästina. Do gëtt et an eisen Aen eng Kontradiktion, déi eis Kooperatiounspolitick och an deem Beräich schwächt, an déi bedauere mer.

Här Minister, Dir hutt et gesot: Och d'EU-Kooperatioun, de Global Gateway, ass souwuel manner ambitiéis, wat d'Mëttelen ugeet, wéi och méi transaktionell ginn, op Ressourcen axéiert, wéi och aner Länner an aner Kräften, notamment an Afrika, dat maachen. Och dat ass zu bedaueren als Ausrichtung vun der europäescher Politick.

An och mir maachen eis Suergen iwwert d'Tendenze bei der EU, d'ONGen u sech anzeengen an hirem Plaidoyer politique. Mir beruffen eis do effektiv op déi Nott vun der Kommissioun, déi u sech verbitt, verschidde Gelder ze benotzen, well et e sougenannte „reputationelle Risk“ géif ginn, fir Lobbying, fir Plaidoyer éthique ze maachen. Dat ass an eisen Aen eng ganz geféierlech Entwicklung, wann een och insbesonnesch bedenk, wat fir eng Feierkraft op där anerer Säit besteebt bei de Privaten, bei den Entreprisëlobbyen, déi sech net privéieren, hire Lobbying ze maache fir de Privatsektor. An ech wollt Iech do froen, Här Minister, ob Der Iech där Nott bewosst sidd, ob Der do och gedenkt, bei der Kommissioun ze intervenéieren, well, wéi gesot, dat ass eng ganz reell an, ech mengen, och eng ganz justifiéiert Suerg vun den ONGen.

Här President, ech hu mer elo duerno d'Saach einfach gemaach. Ech ginn elo op eng Partie Saachen an, déi de Minister de Moie gesot huet a senger Interventioun, amplaz elo hei eng Ried erofzetteren. Dat evitéiert mer och, Schwéiermamm ze spiller. Dat ass émmer eng Tentatioun, déi een huet, déi een awer absolutt sollt evitéieren.

(Hilarité)

Här President, de Minister huet de Moie vun eiser bilateraler Kooperatiounspolitick geschwat an ass op d'Sahel-Länner agaangen, op den Niger, de Burkina Faso, de Mali, effektiv alles Länner, déi scho sät längerer Zäit komplizéiert si wéinst hirem securitairen Ëmfeld, well et émmer méi schwéier gëtt, do ze schaffen. Dobái kommen effektiv déi multipel Putschene, déi do geschitt sinn, an de Fait, dass mer dat natierlech net wölle legitiméieren.

Dat ass keng ganz nei Entwicklung. Déi huet sech allerdéngs natierlech an der Lescht, sät Dir am Amt sidd, nach verschlëmmert. An dofir verstinn ech och, dass Der déi Decisioun geholl hutt, eis Aarbecht do ze suspendéieren. Dir sidd de Moien och agaangen op de Sort vun eise Cooperantéit sur place. Et ass natierlech och eng Realitéit, dass et émmer méi schwéier gëtt, Leit ze fannen, déi iwwerhaapt nach wëllen an esou Ambassadé goen, op esou Plaze goen, fir do ze schaffen. Au vu du contexte ass dat ze verstoën.

Allerdéngs ass et natierlech émmer e bësse schued, well een iwwer esou eng laang Zäit sech do implizéiert huet a well en natierlech och e risege Goodwill do opgebaut huet iwwert déi laang Zäit. An dofir wär et gutt – an ech mengen, och dat hutt Der de Moie jo a Perspektiv gesat –, awer weiderhin a Kontakt ze bleiwen, iwwer ONGen, iwwer multilateral Kooperatioun, fir weiderhin do e Fouss um Terrain ze behalen, wann et iergendwann eng Kéier méiglech wär, erém eng Kéier do unzefänken ze schaffen.

Dir hutt an dem Kontext vun eiser geografescher Konzentration op Westafrika och vum Senegal geschwat. De Senegal ass natierlech e Land, wou mer

en enorme PIC hunn, e ganz grousse Programm, deen och immens ambitiéis ass. Dir wësst dat, et ass wierklech do, wou mer am Fong Saache probéieren. De Senegal ass och e Land, wou mer scho ganz laang sinn. An et wär natierlech dramatesch, wann dee PIC eis géif ofbriechen, well et natierlech och do ass, wou LuxDev nach ganz engagéiert ass, wou mer kënnne vill Projeten émsetzen, och Projeten, déi extreem pertinéent sinn.

Ech hunn dat gutt nogelauschtert, wat Der de Moie gesot hutt iwwert déi Iddi, iwwer eng Menschenrechtsklausel an eise PICen ze probéieren, do eng Inflexioune ze kréie bei enger Partie Problemer, déi et gëtt mat de Menscherechter. Verstitt mech elo net falsch. Ech sinn natierlech ganz bei Iech, dass mer dat müssen ugoen, notamment de Problem vun der Homophobie am Senegal. Dat ass effektiv e reelle Problem, an do solle mer eis nach wie vor natierlech asetzen, wéi mer dat och an der Vergaangenheit scho gemaacht hunn. An der Vergaangenheit hu mer et allerdéngs éischt doduerch gemaach, dass mer d'Zivilgesellschaft gestärkt hunn, dass mer déi Leit énnertetzt hunn, déi sech um Terrain géint esou Saachen agesat hunn, wéi zum Beispill géint de Mariage forcé, géint d'Homophobie, fir den IVG.

Ech wéll just ze bedenke ginn, dass déi Clauses contractuelles an de PICe kennen en zweeschneidegt Schwäert sinn. An ech erkläre mech do. D'Homophobie am Senegal ass, an Dir wësst dat, e komplexe Phénomeneen. Se huet reliéis Grénn. Se huet och elektoral Grénn, well natierlech déi Marabouten, déi dat prêchéieren, och e ganz grousse Poids politique hunn. An dat muss een natierlech och alles um Radar hunn, wann een esou Saache mécht.

E fransésche Fuerscher, de Jean-Pierre Olivier de Sardan, deen am Niger lieft a fuerscht, deen och schonn zu Lëtzebuerg war, erénnert drun, dass dës Wärter, wéi gesot, an engem Land wéi Senegal kontestéiert sinn, an e seet och, dass, wa mer probéieren, se mat der Briechstaang duerchesetzen, wéi zum Beispill mat moralesche Konditiounen an de Kooperatiounspolitick, dat bal émmer kontraproduktiv ass. An ech géif do gären en Extrait aus engem Artikel vun him zitéieren, wou e seet: „Le fonctionnement actuel de l'aide occidentale“, also natierlech net némmen op Lëtzebuerg bezunn, „avec ses injonctions éthiques liées à toute allocation de fonds, a échoué. Il va à l'encontre de ces bonnes intentions, car ces leçons de morale exacerbant le rejet de l'Occident et par là même favorisent la perpétuation des pratiques locales qu'il s'agissait de modifier.“

Ech mengen, dat ass eppes, wat ee soll bedenken, wann een esou Saache mécht. Dat ass natierlech och eng Fro vum Timing, wéini een déi Clausen do an d'Kontrakter drasetzt. Op alle Fall géif ech Iech – an ech weess, dass Der dat maacht – drop sensibiliséieren, dass mer wierklech sollte probéieren, de Senegal net ze verléieren als Partnerland, och mat därf doter Saach am Bléck.

Här President, de Minister ass och agaangen op de Global Gateway. Ech begréissen och do Är Efforten, fir Lëtzebuerg PMEe mat an déi Programmer eranzekréien. Mir wéissen, dass dat émmer en Challenge ass bei europäesche Programmer. Dat ass am ekonomische Secteur net anesch. Och do hate mer émmer Problemer, déi grouss IPCEIen, déi paneuropäesch Programmen, esou ze maachen, dass Lëtzebuerg och seng Plaz do géif fannen. An ech mengen, dat ass am Global Gateway net anesch. Trotzdem hu mer eng ganz Rei PMEEen, notamment am Beräich vun den erneierbaren Energien, déi do duerchaus kennen eng Valeur ajoutée bréngen. An dofir begréissen ech och, dass Der probéiert, dat duerchesetzen.



Här President, de Kooperationsminister ass och op d'Roll vum Privatsekteur agaangen. Dir wësst, an ech weess, dass et natierlech hei eng Spannung gëtt: Mir hunn de Prinzip vun der Aide non liée, un dee mer, mengen ech, allegueren attachéiert sinn an dee mer und probéieren ze respektéieren. Dir wësst, dass d'ONGen an hirem leschte „Fair Politics“ do eng Kritick emettéiert hunn an de Risk pointéiert hunn, dass méiglecherweis un deem Prinzip géif geréckt ginn. Dat ass net just un Iech gericht. Do sinn ech och mat viséiert an därf Kritick, well ech och ugefaangen hunn, dat ze maachen, dat heescht, de Privatsekteur och méi eranzebréngen an eis Kooperationspolitick.

Allerdéngs muss een oppassen, wat een do mécht. Et kann een de Privatsekteur, Lëtzebuerger Betriber, abannen, wann et zum Beispill ém Innovatioun geet. An Dir maacht dat weider, wat ech ugefaangen hunn am Beräich vum humanitaire Beräich, all déi Innovatiounsefforten, sief et am Cyber, sief et am Space, sief et an anere Beräicher, fir am Humanitären. Natierlech ass emergency.lu do dat perfekt Beispill fir eng Successstory an därf Hisiicht. Och d'Finanzplaz kann ee mobiliséieren iwwert déi CAT Bonds oder aner ODD Bonds, och iwwer De-Risking, déi ee kann aseten, fir Projeten ze realiséieren a Partnerlännner. Wat een allerdéngs net sollt maachen a wierklech sollt probéieren ze evitéieren, dat ass, eise Betriber nei Marchéen ze erschléissen an deene Länner, wou mer énnerwee sinn. Et gëtt Partnerschaften, déi méiglech sinn, mee ech mengen, do misste mer wierklech oppassen, dass mer net higinn an an eise Partnerlännner probéieren, Entwicklungs'hëlfel fir eise Privatsekteur ze maachen.

Här President, de Minister ass och agaang op nei Partnerlännner. Ech mengen, dat ass och ok, dat hate mer ugefaangen. De Benin an den Togo, mengen ech, si Länner, déi vill Sënn maachen, well se och ganz no bei eis sinn an och an därf Regioun, wou mer souwisou schonn énnerwee waren.

Dir sidd och agaang op d'Stärkte vun eiser Kooperationspolitick, déi émmer am Beräich vun de Basisservicer waren. D'Lëtzebuerger Kooperationspolitick huet eng Tradition am Beräich vum Waasser, am Beräich vun der Agriculture, der Santé, och der Elektrifikatioun, der Energie, der Ernierung, an ech mengen, dat sinn alles Points forts, déi mer entwéckelt hunn iwwer vill Joren an déi nach wie vor eng immens héich Valeur ajoutée hunn. Ech géif Iech gären an deem Kontext froen, wat mat enger Rei Strategie geschitt ass, déi iwwert déi lescht Joren decidéiert goufen an déi op de Wee bruecht goufen an déi wierklech och, mengen ech, transversal Aspekte vun eise Kooperationspolitische concernéieren.

Et ass eng Strategie, déi mer gemaach hu fir den Gender, well mer einfach erkannt hunn, dass d'Roll vun der Fra an de Projeten, e Renforcement vum Rôle vun der Fra émmer en zentralen Aspekt ass, fir weiderzukommen a bal alle Beräicher vun der Kooperationspolitick. Wéi gesot, dat ass eng Politick, déi virun zwee, dräi Joer op de Wee bruecht gouf a wou ech Iech wollt froen, ob Der do e Bilan dozou hätt, wéi mer domadder weiderkomm sinn.

Änlech och eng Strategie iwwert den Environnement, well et natierlech och drëm geet, am Beräich vum Klimaschutz an am Beräich vun der Biodiversitéit, insbesonnesch a Länner, déi extreem do beträff sinn, dat émmer an all Aspekte vun eise Projete mat eranzebréngen.

An da finalment eng drëtt Strategie, dat ass déi vun de Mënscherechter, well och dat ass eppes, wat mer wollten op eng wierklech transversal Aart a Weis émmer an all eis Projeten erabréngen, an och do kucken, dass dat respektéiert gëtt.

Här President, de Minister ass och nach agaang op zwee aner Partneren. D'Ukrain, wou mer et effektiv och begréissen, dass mer do Fouss bei Mol behalen, dass mer och weiderhin eis an der Ukraine nach ganz staark assetzen. Mir hutt d'Regioun vu Krywyj Rih ugeschwat. Dat ass dem President Selenskyj seng Heemechtsregioun, wou ArcelorMittal e risegt Stolwierk stoen huet. Dat heesch, do ass och e Potenzial, fir eng industriell Rekonstruktioon kënnen ze maachen an därf Regioun. An, wéi gesot, mir begréissen, dass mer och do weiderhin nach ganz staark am humanitaire Beräich implizéiert bleiien.

An dann effektiv de Ruanda. Ech fannen et gutt, dass Der weider och do ganz staark op d'Mënscherechts-situatioun kuckt. Mir waren zesummen am Ruanda, wou mer deemoos och eng Entrevue hate mam President, dee sech och op gewisen huet, fir dat dote weider ze diskutéieren. An ech fannen et richteg, dass mer och elo am Kontext vun därf Kris mam Kongo, am Ostkongo, do eng Kloer Sprooch schwätzen an och do eis Entwicklungs'hëlfel dans une certaine mesure dorunner konditionéieren, wéi dat och weidergeet an deem Beräich.

Här President, ech géif och nach gäre kuerz op d'ONGen agoen. De Minister huet do zwee Aspekter vun den ONGen ugeschwat. Deen éischten, dee beträfft d'Caritas. Mir hu bei der Caritas e bëssen en anere Bléck wéi deen, dee vu menge Virriedner hei ugeschwat ginn ass. Et weist sech émmer méi, och an der Caritas-Spezialkommissioun, wat mer méi weiderkommen, dass do u sech relativ fréi eng Decisioun geholl ginn ass, vläicht scho souguer de 24. Juli an engem Conseil d'administration, wou och eng Presenz vun engem Regierungsmember war, wou decidéiert ginn ass, d'Caritas an därf Form, wéi se existéiert huet, net weider existéieren ze loessen. An dës dee Moment, aus verschidde Grénn, déi mat der finanzieller Situatioun ze dinn haten, déi mat deene Garantien ze dinn haten, déi en place waren, war déi international Kooperations, den internationale Volet vun hirer Aktivitéit condamnéiert.

Dat ass e politesche Choix gewiescht, dee mer bedaueren, well mer der Meenung sinn, dass dat och anesch gaange wär, dass een hätt këinne mat méi enger staarker politescher Implikatioun dee Volet vun der Aktivitéit un en aneren Acteur transfereieren an domat e Savoir-faire an och eng d'Capacité d'absorption vu Projeten hätt kënnen zu Lëtzebuerg preservéieren. Wéi gesot, dat bedauere mer. Dat ass keng Remise en cause vun Äre Servicer. Dir hutt, mengen ech, dat gutt gemaach, fir déi Projete weiderzeféiere mat aneren Träger, bis zu deem Punkt, wou se ausgeلاف sinn, mee, wéi gesot, um politeschen Niveau hätte mer eis do eng aner Léisung gewünscht.

Deen zweete Volet, dat ass dee vun der Sensibilisierung. Mir haten do scho much Diskussiounen driwwer, och an de Kommissionen. Mir hunn do e bëssen d'Gefill, dass elo awer dans une certaine mesure zéckgeruddert ginn ass, nodeem vill Opreegung do entstehen ass an deem Secteur, doduerch, dass decidéiert ginn ass, dass d'Fraisen, dass d'Finanzementen géife geschnidde ginn, dass keng nei Programmen a Projeten ausgeschriwwen ginn. Elo sot Der, dat wär dann dëst Joer eng Transitiounphas an dann en Neistart 2026. Wéi gesot, mir bedaueren dat, well mer der Meenung sinn, dass d'Sensibilisatioun, d'Éducation globale en extreem wichtige Volet sinn och vun der Kooperations, fir och heiheem ze sensibiliséieren op déi Aarbecht, déi do um Terrain gemaach gëtt.

Här President, domadder ... Voilà, dat ass émmer de Risk vun esou engem Exercice, wann e probéiert, op Saachen ze reagéieren, dass een op eemol keng Zäit méi huet, mee, ech mengen, ech hu grosso modo

alles ofgedeckt. Och am humanitaire Beräich, mengen ech, si mer wäitgeéend alignéiert. Ech begréissen och do, dass Der déi staark Implikatioun och multilateral bääbehaft. Dat ass och eppes, wat eis Kooperations émmer ausgemaach huet: dass mer e verlässleschen – och iwwer länger Zäit verlässleschen – Partner waren. An ech mengen, dat ass, wéi gesot, och e ganz wichtige Punkt, deen ech och wéll begréissen.

Voilà, dat gesot, géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauscheren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci vill-mools, Här Fayot. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här President, leíf Kolleginnen a Kollegen, Här Kooperationsminister, um Site vum Ausseministère kann ee liesen, dass säit 1980 d'Entwicklungshëlfel eng Sail vun der Lëtzebuerger Aussepolitic ass. 1 % Prozent vun eisem RNB gi mer dofir aus an domadder ziele mir zu den éiergäzigste Nationen, wat d'Entwicklungshëlfel betréfft. Beruffsbildung, Entrée op den Aarbeitsmarché, d'Gesondheetssystemer an éffentlech Gesondheet souwéi d'lókal Entwicklung vun de Länner, déi mir énnerstéitten, sinn eis am wichtigsten, wat mir als ADR begréissen. Wann ee wéll, dass d'Entwicklungshëlfel nohalte ass, da muss een de Fëscher léieren ze fëschen an em net de Fësch an d'Netz leeën. Natierlech kann ee sech wirtschaftlech d'Fro stellen, ob d'Chineesen net awer déi besser Entwicklungshëlfel maachen. Ob se nohalte ass, ass eng aner Fro. Op jiddwer Fall ass se mol nohalte fir déi chinesesch Wirtschaft.

Allerdéngs kënnne mir och net genee soen, wat eis Entwicklungshëlfel an eis Kooperationswierkerlech iwwer all déi Zäit bréngen. Géing ee sech net erwaarden, dass, wann ee scho sou laang an d'Entwicklungshëlfel investéiert an och émmer méi investéiert, haapsächlech an eis dräi Partnerlännner Cap Vert, Senegal a Laos, iergendwann et manner misst ginn an deene Länner, well ee sech jo erwaarde géing, datt een e Progrès gesäß? Wéi nohalte ass eis Entwicklungshëlfel? Wéi kënnne mer eis Entwicklungshëlfel bezéitungweis hire Fortschritt evaluéieren? Huet se eventuell och negativ Konsequenzen, duerch zum Beispill d'Verlueregoe vun der Eegeninitiativ oder doduerch, dass d'Hëlfel, déi mir ginn, net den entspriechenden Effekt huet – nom Motto „Gutt gemengt ass net émmer gutt gemaach“?

Als ADR stelle mir d'Entwicklungshëlfel net a Fro, mee et muss ee sech iwwerleeën dierfen, ob d'Upak nach émmer gutt ass oder een d'Stellschraue veränderre misst. Mir hannerfroen d'Form also. Hu mer e Léiereffekt an eise Partnerlännner? Well am Fong ass jo d'Entwicklungshëlfel dofir geduecht, dass een eng Énnerstézung gëtt, souzesoen e Startkick, an dass et sech dann iergendwa vum selwen dréit bezéitungweis entwickelt. Wéi wäit si mir do an eise Partnerlännner? Et ass bedauernswäert, dass de Rapport vun der OECD bezüglech der Kooperationsarbecht vu Lëtzebuerg eréischt Enn Februar erauskënn. E wier nützlech gewiescht fir d'Debatt hei an der Chamber an hätt sécher déi eng oder aner Fro scho beantwort oder vläicht och opgeworf. Schaffe mer also mat deem, wat mer zur Verfügung hinn.

Fänke mer mat Afrika un. Ech selwer hat d'Chance, lescht Joer an de Benin ze reesen, net am Kader vun der Kooperationshëlfel, mee am Kader vun der Assemblée parlementaire de la francophonie, an ech hat d'Geleeënheet, mer e Projet ukucken ze goen, an zwar de Projet „YES“, wou et ém d'Rechter vun der sexueller a reproduktiver Gesondheet vu Jugend-leche geet. Natierlech war et immens flott ze gesinn,



wéi motivéiert an éiergegäizéng déi Kanner a Jugendlech sinn a sech geéiert llen, an esou Projeten derbäi ze sinn. Mir war et awer immens schwéier ém d'Häerz, well ech hu mer geduecht: „Dat ass dach némmen eng Dërps op de waarme Steen“, bezéulingsweis: „Versti si wierkblech, ém wat et hei geet? Erreeche mer déi Richteg?“, zemoools wéi ech e puer Deeg duerno an der Maison du Soleil war, wou jonk Meedercher a Fraen, déi Affer vu sexueller Gewalt gi sinn, mat hire Puppelcher a Kanner waren. Grad an deene ländleche Beräicher ass et immens schwéier, déi entspriechend Entwécklungshélléf ze leeschten, a genau an deene Géigende gëtt se am meeschte gebraucht. Och begréissee mir, dass e Projet lanciéert gëtt zesumme mat der Lëtzebuerg Hotel- a Restaurantsschoul, fir de Jugendlechen eng Ausbildung am Beräich vum Tourismus ze ginn a soumat d'Méglechkeet op eng éierlech an éierbar Aarbecht.

Burkina Faso, Mali, Ruanda – e schwéiere politeschen Terrain, wat dacks d'Kooperatiounsaarbecht erschwéiert, virun allem och do an de ländleche Géigenden. Bezüglech dem Rwanda stelle mir eis allerdéngs d'Fro, duerch hir Énnerstëtzung vum Krich am Kongo: Wéi een Zeeche setze mir, andeem mir eis Relatiounen an deem Land verstärken? Am November ass zu Kigali d'Ambassade opgemaach ginn. Vlächt kann den Här Minister eis erklären, wat genau do d'Absichte sinn, déi derhannert sinn, a wéi een Zeechen hie setze wéll domadder. Wéi een Impakt hu mir?

Am Cap Vert hu mer duerch déi laangjärege Zesummaarbecht scho vill erreecht, virun allem am Beräich vun der Energie a vum Tourismus. Hei kéint ee sech d'Fro stellen, ob een net eventuell versicht, en neit Projektland ze acqueréieren. Hei wéll ech allgemeng d'Fro stellen, ob et Exitstrategi gëtt, a wa jo, wéi déi ausgesinn. Ab wéini kann ee soen: „Ok, elo ass dat Land autonom genuch, entwéckelt genuch, hei kenne mer eis lues a lues zeréckzéien“? Mir wéllen eis eise Kooperatiounslänner jo och net opdrängen an Neokolonialismus bedreiwen.

Mittelamerika: Hei leeschte mir haaptsächlech Entwécklungshélléf bezüglech Émwelt- a Klimaschutz. Fir d'ADR ass ganz kloer, dass de Fokus bei der Entwécklungshélléf op wirtschaftlechen, medezinneschen a schoulesche Projete soll leien. Well wa mer un den Émwelt- a Klimaschutz denken, da gëtt et, mengen ech, Länner, déi et vill méi néideg hätten. Et schéngt awer och laut dem leschte Rapport vu LuxDev Problemer ze gi bezüglech offizielle Kooperatiounskommessen an deene Länner. Wou si mer do drun? Wat ass hei genau de Problem? Wéi kenne mir an deene Fäll garantéieren, dass eis Héllefen effikass agesat ginn an d'Suen net verpolvert ginn?

Kucke mer eriwwer op den asiatesche Kontinent. Laos, Vietnam, Afghanistan – ganz énnerschiddlech Länner mat verschiddene Problemer. De Laos, eent vun eise Partnerländer, an et ass haut och schonn erwänt ginn. An deem Joer, wou ech elo an der Chamber sinn, krut ech scho mat, dass de Laos dacks op der Visittelësch stéet, mee iergendwéi schéngt net villes séier virunzegoen. Wat sinn do d'Pläng fir d'Zukunft, fir deem entgéintzwerker? Kénnen do bestëmmte Moosnamen ergraff ginn? Wéi können och déi allgemeng Infrastruktur, d'Ausbildung an de Schoulen an d'Ausbildung vun den Enseignanten effektiv verbessert ginn?

Komme mer zu gudder Lescht op eisen eegene Kontinent: Europa. Eis zwee grouss Suergekanner, wat d'Entwécklungshélléf bezéulingsweis d'Krisenhélléf betréfft: de Kosovo an d'Ukrain. De Kosovo: eng héich Jugendaarbechtslosegkeet a politesch d'Problematik mat Serbien. Den EU-Bäitritt réckelt erém méi wäit no hanner. Hei ganz kloer eng Fro, déi mer eis stelle

mussen: Wat hu mer falsch gemaach? Wat musse mir ännere fir d'Zukunft, fir dass mir de Kosovare geziilt héllefe kenne?

D'Entwécklungshélléf oder d'Krisenhélléf an der Ukraine betreffend huet d'ADR émmer déi humanitar Hélléf énnerstëtzzt. Laut Trump misst de Krich jo scho laang eriwwer sinn. Hoffe mer, dass 2025 d'Joer vum Wandel gëtt an aus dem Krich endlech Friddensverhandlungen entstinn. D'ADR plädéiert weiderhi fir humanitar Hélléfen an dësem Krisengebitt souwéi d'Énnerstëtzung fir den Asyl vun de Flüchtlingen.

Wat sinn also ganz kloer d'Stäerkte vun eiser Kooperatiounshélléf? Als Lëtzebuerg engagéiere mir eis immens an der Kooperatiounshélléf. Natierlech kann een nach émmer méi. Mee 1992 gouf zu Rio ganz kloer en Zil festgeluecht an et muss een och mam gesonde Mënscheverstand derbäi sinn an och aner OECD-Länner motivéieren, sech ze engagéieren. Vlächt genausou émgekéiert, wéi mir „e bëssen“ eisem 2 %-NATO-Zil hannendrulafen?

Mir engagéieren eis a laangjärege Partnerschafte wéi am Laos, am Cap Vert an am Senegal, ouni eis méi „kleng“ Projetslänner aus den Aen ze verléieren, andeems mir diplomatesch Presenz a Länner wéi dem Benin oder Costa Rica weisen.

Lëtzebuerg huet eng schnell a reaktiv humanitar Hélléf am Fall vu Krisen un den Dag geluecht. Am Fall vun der Ukraine hu mir 208 Milliounen Euro ausginn, wéi an enger Antwort vun der parlamentarescher Fro vum Kolleg André Bauler viru Kuerzem ze liese war.

Mee mir hunn och ganz kloer eis Schwaachstellen, wou mir awer leider net émmer Afloss drop hunn. Politesch Onsécherheeten a verschiddene Länner wéi virdru schonn ernimmt maachen Entwécklungshélléf immens schwéier um Terrain, bezéulingsweis muss se deelweis komplett agestallt ginn.

Och si mir ofhängeg vu multilateralen Organisatiounen, well eng ronn 30 % vun eiser Entwécklungshélléf dorriwwer lafen a mir just eng ageschränkte Kontroll hunn iwwert d'Verwendung vun dése Suen. Här Minister, wéi gedenkt Dir, do an Zukunft méi Transparenz eranzibréngé bezéulingsweis eng besser Kontroll oder Garantie ze hunn?

An en allgemengen a gutt bekannte Problem, vun deem och eis Kooperatiounshélléf net verschount bleift, schéngt eis verwaltungstechnesch Schweifer-fälegkeet – Stéchwuert „Bürokratie“ – ze sinn. Et gëtt dacks vill Personal gebraucht fir de ganze Verwaltungsopwand. Mee mat e bësse Chance gëtt jo och de Volet Kooperatioun am Kader vun der Simplification administrative berücksichtegt.

Ech hu grad d'Ofhängegekeet vu Partneren erwänt, wou mir keng genau Kontroll driwwer hunn, wat mat de Sue geschitt. Här Minister – et ass haut och schonn ugeschwat ginn –, kéint Dir eis awer vlächt e bësse soen, wou mir dru si mat all den internationale Projeten, déi d'Caritas Lëtzebuerg betreffen? Dir hutt eis an der Kommission d'lescht Joer gesot, wéi eng Projete warscheinlech weidergeleet kenne ginn, duerch d'Énnerstëtzung vun zum Beispill Caritas aus anere Länner. Gëtt et an deem Beräich schonn epes Neies oder en aktualiséierte Plang, wat déi verschidde Projete betréfft?

Wéi de Cercle des ONGD elo bei eis an der Kommissionssitzung war, war eent vun hiren Uleiessen, dass mer méi an d'Sensibilitéit bezüglech Entwécklungshélléf och selwer hei zu Lëtzebuerg stieche müssen. Do dréit natierlech sou ee Caritas-Skandal net positiv derzou bai. Zousätzlech kenne déi awer méi schwierig wirtschaftlech Lag. Émmer méi Leit hunn eidel Täschen oder wëssen net, wéi si déi zwee

Enner um Enn vum Mount beinee solle kréien, mee och d'Ängsche vun de Leit, wéi d'Zukunft ausgesäit. Do ass et natierlech schwierig, der Bevölkerung ze erklären, si misst an international Projeten investéieren. Wéi gesitt Dir dat? Wéi ass wierklech d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg? Énnerstëtzte mir privat sou wéineg international Kooperatiounsaarbecht? Perséinlech géing ech net soen, dass mir eis hei zu Lëtzebuerg schumme missten, sief et staatech oder privat, fir den Asaz betreffend eiser Kooperatioun an Entwécklungshélléf.

Als ADR denke mir nämlech, dass mir a Wierklechkeet däitlech iwwer 1 % leien, wat d'Entwécklungshélléf betréfft, an do fuardere mer och, dass mir endlech all déi éffentlech Gelder kontabiliséieren, déi an d'Entwécklungshélléf fléissen, reell, fir de Prozentsaz ze rechnen, dëst no de Krittäre vum Comité d'aide au développement a vun der OECD. Et ass wichteg, dass ganz transparent d'Zuelen duergeluecht ginn an och wat mat deene Sue genau geschitt. Dëst muss duerch onfhängeg Auditeure gepréift an evaluéiert ginn. Wa mir weiderhi wëllen, dass d'Leit sech fir Kooperatioun an Entwécklungshélléf asetzen, kenne mir eis keng Skandaler erlaben. D'Vetraue muss gestärkt ginn.

En anere Problem, deem mir eventuell hautzudaags an deem Beräich méi wéi soss müssen an d'A kucken, ass e gesamtgesellschaftliche Problem: Steiere mer net émmer méi dohinner, dass mer eis all selwer am nooste sinn? Net onbedéngt, well mer egoistesch sinn, mee well mer vlächt d'Veutrauen an anerer verluer henn, well mer allgemeng an onsécheren Zäite liewen an déi gesamt geopolitesch Situationsécher net zu engem positive Gefill bäßidréit, seng Suen a Kooperatiounspjekten ze investéieren.

Eng Propos vun der ADR war nach émmer, eng richteg Kooperatioun ze henn, wat och deen een oder aneren hei am Land begréissee géing. Mir musse versichen, e wirtschaftleche Retour an eis Lëtzebuerger Entrepriseen ze kréien. Dëst awer net iwwer Ausbeuten, mee iwwer effektiv Handelsrelatiounen. D'Relationen muss sou gerecht an oppe wéi méiglech sinn, keng onfair Konkurrenz, mee eng effikass Hélléf, fir et deene Länner ze erlaben, e richtegen Zugang zu de Mäert ze kréien – am Fong eng Win-win-Situatioun. Mir müssen deene Länner Perspektive bidden an iwwert déi eigentlech Entwécklung erausgoen a wirtschaftlech Pisten opweisen, fir souzesoen e Plang, eng Strategie ze hu fir „no der Entwécklung“. Dat ass laangfristeg e bessere Wee wéi déi traditionell Entwécklungshélléf.

Eng richteg Kooperatioun ass fir d'ADR eng Kooperatioun op Aenhéicht mat deene Partner, mat deene mir zesummeschaffen, eebe genausou wéi mir dat mat anere Länner maachen. Ganz wichteg ass heibai d'Eegeverantwortung an, ech widderhuele mech, eng Perspektiv ze ginn. An deem Zesummenhang ass eis awer och wichteg, dass d'Entwécklungshélléf gekoppelt misst ginn un de Retour vun irreguläre Migranten an un eng gutt konsularesch Kooperatioun.

Bei all där Entwécklungshélléf ass eiser Meenung no d'Quintessenz, deenen nächste Generatiounen déi beschtméiglech Chancen ze bidden. D'Jugend soll d'Zilobjekt vun all Entwécklungshélléf sinn. Ganz kloer muss hei de Fokus op der schoulescher Entwécklungshélléf sinn. An den Här Galles huet et virdru genannt: D'Educatioun ass de Schlüssel. Mir müssen hinnen déi besch Ausbildungsméiglechkeete ginn. Do dierf natierlech d'Digitalisatioun net ze kuerz kommen. Et dierf awer op kee Fall zu engem Braindrain-Effekt kommen. De Jugendlechen an zukünftegen Aarbechter muss kloer si bezéulingsweis kloergemaach ginn, dass si d'Zukunft vun



hirem eegene Land sinn an net vun engem anere Land. Duerch d'Jugend kënne mir eventuell e Schnéiballeffekt an deene verschiddene Länner erreechen. Allgemeng mussen d'Länner et awer selwer émsetze wëllen, sech entwéckele wëllen, ouni dass mir hinnen eis Wälderter, eis Iddien oder eis Gedanken opdrängen.

Mir sollen eis Hëlfel op déi schoulesch, medezinnesch a wirtschaftlech Sujete fokusséieren. An egal wéi enger Kultur oder Zivilisatioun musse mir eis émmer fir d'Méenscherechter an d'Méenschewürd asetzen. Mir dierfen net opginn, mussen allerdéngs éierlech mat eis selwer sinn an do prioritär hëllefen, wou mer gesinn, dass e Wëllen do ass, fir gehollef ze kreien, bezüungsweis wou Ënnerstëtzung erwënscht ass a wou ee gesäit, dass e gewëssent Ëmdenke kënn bezüungsweis e Wëllen an Éergäiz do ass, fir eppes ze verändernen, fir sech ze entwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci vill-mools, Madamm Schoos. Den nächste Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, leif Kolleginnen a Kollegen, dës Kooperationsdebatte kënn zu engem entscheidende Moment. Mir erliewen eng Zäit vu globalen Onrouen, net némmen duerch Konflikter a Klimakatastrophen, mee och duerch déi radikal Ännerrungen an der internationaler Politick.

Zénter dem 20. Januar, mat der Inauguratioun vum neien US-President, gesi mer, wéi sech d'USA graduell oder op d'mannst zum Deel aus der Weltgemeinschaft zréckzéien: Se dréinen der Weltgesondheetsorganisatioun de Réck zou, sabotéieren d'Weltklimakonferenz an d'USAID ass ofgeschaft. An dat huet Konsequenzen, net just fir d'USA, mee fir eis allegueren.

Den argentinaiseche President Milei wëll mat sengem Land och aus der WHO austrieden, an och hei an Europa héiere mer Stëmmen, déi am leíste matzéie géifen. An alles, wat mat internationaler Kooperationsen ze dinn huet, gëtt op eemol vu Rietsen an extreem Rietsen zum Feindbild deklaréiert.

Hir Strategie ass kloer: Strukture futti maachen, Instabilität provozéieren an da politesch Kapital doraus schloen. Et geet net ém d'Léisung vun deene groussen Erafuerderungen – Klima, Gesundheet, global Entwécklung –, nee, et geet ém de politeschen an och émmer méi oft den ekonomesche Profit fir si a fir hir Billionaire Friends.

Wa grouss Natiounen sech zréckzéien, dann dierfe mer net nokucken. Wann d'Amerikaner manner maachen, mussen anerer asprangen. An et ass genee hei, wou Europa an och Lëtzebuerg Verantwortung iwwerhuelen mussen.

An dofir fuerdere mer, dass d'Regierung sech op europäeschem Plang dofir asetzt, d'Tendenz a Richtung Aides liées op europäeschem Niveau ze stoppen. A mir fuerderen och, dass Lëtzebuerg sech op europäeschem Plang dofir staarkmécht, dass d'EU Verantwortung iwwerall do iwwerhëlt, wou d'Amerikaner elo e Lach hannerolossen.

An an deem Kader géing ech haut eng éischt Motioun gären deposéiere mat der Ënnerstëtzung vun de Kollegen a Kolleginne vun der LSAP, vun déi Lénk a vun de Piraten, wou mer eeben d'Regierung opfuerden, sech op europäeschem Plang dofir anzeseten, dass d'Europäesch Unioun e Step-up mécht an do eebe méi Verantwortung iwwerhëlt, wou anerer sech zréckzéien. Här President.

Motion 1

«Gestion gouvernementale des politiques sur la coopération au développement et l'action humanitaire»

La Chambre des Députés,

considérant

– que la décision de l'administration Trump de réduire drastiquement les financements de l'USAID a démontré combien une réorientation politique soudaine peut fragiliser des décennies de coopération internationale, laissant un vide financier qui affecte directement des initiatives essentielles en matière de développement et d'aide humanitaire ;

– que l'Union européenne et ses États membres doivent réaffirmer leur rôle de leaders en coopération internationale, en veillant à ce que les coupes budgétaires d'autres puissances ne compromettent pas les programmes essentiels dans les pays en développement ;

– que des tendances récentes au niveau européen montrent une évolution vers des aides dites «liées», conditionnant le soutien au développement à des intérêts économiques, au détriment de l'autonomie des pays bénéficiaires ;

– que l'approche du Luxembourg en matière de coopération au développement repose sur des principes fondamentaux de transparence, d'efficacité et de partenariat équilibré, principes qui pourraient être affaiblis par une généralisation des aides liées dans le cadre des politiques européennes de coopération,

invite le Gouvernement à

– soutenir une réponse européenne coordonnée pour compenser la réduction des financements de l'USAID et assurer la continuité des projets de coopération internationale dans les pays les plus touchés ;

– défendre, dans les forums internationaux et européens, la nécessité d'un financement stable et prévisible, en mettant en avant le modèle luxembourgeois d'engagement à 1 % du RNB pour l'APD comme une référence à suivre ;

– s'opposer activement, au sein des instances européennes, à toute évolution vers une généralisation des aides liées, afin de préserver l'intégrité et l'efficacité des programmes d'aide au développement.

(s.) Meris Sehovic, Sven Clement, Franz Fayot, Sam Tanson, David Wagner.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | An dofir – an dat wëll ech hei betounen – begréisse mir Gréng et ausdrécklech, dass Lëtzebuerg weiderhin um 1 %-Zil fir d'APD festhält a sech weiderhin an der Welt engagéiert. Dat ass net just eng Zuel, et ass e Kloert Engagement fir dat Gutt an der Welt. An ech wëll och dann dovunner profitéieren, fir all de Leit am Secteur Merci ze soe fir hiert jorelaangt an oft benevollt Engagement.

Wa mer eis d'Politick vun déser neier Regierung an der Kooperationsukcken, Här Minister, da gesi mir virun allem eppes, an dat ass ze bedaueren, nämlech dass d'lescht Joer virun allem vill Zäit an Energie domat verbruecht ginn ass, sech mat sech selwer ze beschäftegen an hei no bannen ze kucken a mat – erlaabt mer d'Remark – relativ wéineg Succès Affären ze geréieren. Et ass net genuch Zäit domadder verbruecht ginn, déi richteg Antwerte fir déi global Veränderungen ze fannen, déi mer haut erliewen.

Ech verstinn, dass den Här Minister haut net vill wollt agoen op d'Affär Caritas, well d'Regierung huet sech net mat Rum bekleckert. Et bleift nach villes ze klären, dat ass richteg, mee haut scho stéet fest: D'Regierung

an och de Kooperationsminister hunn d'Caritas sech selwer iwwerlooss am Endeffekt a virun allem passiv nogekuckt.

An ee ganz batteren Nogoût bleibt. D'Regierung huet émmer betount, dass d'Mëttelen net zweemol dierfe genotzt ginn, obwuel de brutalen Ofbau vun der Hëllef vun der Caritas am Südsudan fatal Konsequenze fir déi vulnerabelst Ménschen hat. Well dës Region weider op extern Hëllef ugewise bleibt, war et sécher kee responsabelen Ëmgang mat Steiersuen, d'Strukturen, déi sur place waren, als Éischt ofzebauen, fir se spéider nees opzebauen. Eréischt op Drock vum Secteur a vun der Oppositoun gouf spéit am Hierscht eng Léisung mat der hollännescher Caritas fonnt.

Här President, leif Kolleginnen a Kollegen, de Minister huet sech besonnesch afreg gewise bei der Reorganisatioun vun de Sensibilisierungscampagnen. Déi sollen elo dann zentraliséiert beim Cercle ausgeschafft ginn an net méi bei den eenzelnen ONGen. Hei – an dat wëll ech kloer soen – gouf ouni Nout e ganze Secteur an Opreegung bruecht. Well d'Jobsécherheet vu verschiddene Posten net méi garantéiert war, hu vill Leit sech eng nei Aarbecht gesicht, mat der Konsequenz, dass dem Secteur en Deel vu senger joerzéngtelaangt ausgebauter Kompetenz verluer gaangen ass. Dat – erlaabt mer d'Remark – steet an enger gewësser liberaler Tradition, Här Minister, an erénnert dach staark un d'Aart a Weis, wéi eng fréier DP-Kulturministesch deemoools am Kultursektor mat enger änlecher Strategie alles op d'Kopp gestallt huet. D'Resultat dovunner ass ons haut nach bekannt.

D'Iddi, dése Volet an de Schoulprogramm opzehullen, mat enger Responsabilitéit beim Educationsmistère, bleift och haut nach no séllege Reuniounen, no séllegen Diskussiouen an der Kommissiou vag. Mir hu keng Informatiounen dorriwwer, wéi dat alles soll oppgestallt ginn. Dat globaalt Léiere vun den Zesummenhang téscht de Länner aus dem globale Süden an dem globalen Norde mam Zil vun enger méi grousser Gerechtegkeit ass eng komplex an eng ganz wichteg Aufgab. Dëst awer op de Schoulprogramm ze reduzéieren, gëtt dem Theema net gerecht.

No laange Méint vun Onsécherheet huet de Secteur elo aus eegener Krafft e Restrukturéierungsprozess definéiert. Bravo fir désen Effort! De Minister hätt dëst vun Ufank u mat méi Verantwortungsgefill, mat méi Respekt a mat Transparenz kënnen ugoen. En huet séier geschoss an ass duerno gradesou séier zréckgeruddert, mam Resultat ... An ech mengen, do iwwerhuelen ech eigentlech déi Froen, déi de Kolleg Paul Galles gestallt huet. E war certes ganz virsichteg a senge Formulatiounen, dat versti mer, mee en huet awer och higewisen op déi Onkloerheet, déi haut émmer nach besteet.

An ech géif dofir gären eng zweet Motioun haut deposéieren, well wann ee sech de Budget ukuckt a virun allem och de pluriannuelle Budget, da stellt ee fest, dass d'Regierung fir d'Joer 2026 d'Budgetsmëttèle fir d'Sensibilisierung bei den ONGe grosso modo ém d'Hallschent wëllt kierzen. An an deem Sënn deposéieren ech nach eng Kéier mat der Ënnerstëtzung vun der LSAP, déi Lénk an de Piraten eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, d'Budgeten, déi d'ONGe fir d'Sensibilisierungsaarbecht kréien, och iwwer 2025 eraus, also ab dem Joer 2026, op d'mannst um Niveau ze hale vum Joer 2025. Wannechgelift, Här President.

Motion 2

«Budget alloué aux campagnes de sensibilisation des ONG»

La Chambre des Députés,
considérant



- que la sensibilisation du public sur les enjeux de la coopération au développement et de la solidarité internationale constitue un pilier essentiel de l'engagement luxembourgeois, et que la réduction des financements risque d'affaiblir l'impact des actions des ONG dans ce domaine ;

- que le budget alloué à la sensibilisation des ONG dans le budget pluriannuel subit une réduction ;

- que malgré la reconnaissance, lors de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région du 25 octobre 2024, du caractère provisoire des montants inscrits au budget, aucune garantie claire n'a été donnée quant à un réajustement permettant de maintenir le financement à un niveau stable,

invite le Gouvernement à

- garantir qu'en 2026 et au-delà, le budget alloué aux campagnes de sensibilisation reste stable, avec un niveau au moins équivalent à celui de 2025.

(s.) Meris Sehovic, Sven Clement, Franz Fayot, Sam Tanson, David Wagner.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déri gréng) | Här President, et ass sécher vun zentraler Wichtegkeet, dass d'Vertreiderinnen an d'Vertreider vum Secteur bei strateegischen Decisiounen fréizäiteg matagebonne ginn. Et gëtt awer e groussen Énnerscheed téschent abannen an delegéieren. Am Fall vun der neier Opstellung vum Secteur vun de Sensibilisations-ONGe gëtt een d'Ge-fill net lass, dass de Kooperationsministère wichtig, jo quasi hoheitlich Aufgabe wéi d'Definitioun vun enger neier Gouvernance, d'Setze vu politesche Prioritéiten oder d'Verdeele vu Projetsgelder komplett auslageren oder delegéiere wollt. Wann dat esou ass, wourunner läit dat?

Eng weider Onkloerheet besteet bei de Krittäre fir nei Partnerlännner. Mir wëssen zwar, dass de Ministère momentan op der Sich no neie Partnerlännner ass, d'Auswielkrittäre sinn allerdéngs onbekannt. Do hätte mer eis haut méi Prezisiounen erwart, déi leider net komm sinn.

Fir eng politesch Kohärenz, déi fir d'Erreeche vun den SDGs essentiel ass, fuerdere mer méi Transparenz an eng Opstellung vun de strateegesche Krittäre fir d'Wiel vun neie Partnerlännner. Well eng Kooperationsouni Zil, Här Minister, ass eng ineffizient Kooperationsouni.

Mir froen eis och, wéi et weidergeet, a kucke gespaant, wéi der Regierung hir Strategie ausgebaut gëtt, well déi meesch PICe lafen demnächst bei zwee vun den dräi Partnerlännner aus.

Här Minister, Dir hutt eis de Moie gesot, dass d'Verhandlunge mam Senegal schwierig wieren. Dir hutt vu „Réckschrëtt“ geschwatt. Ëm wat fir eng Réckschrëtt handelt et sech, géing ech Iech gäre froen. A wat ass den Impakt dovunner haut um Terrain? Hunn elo schonn zum Beispill Leit aus dem Secteur hir Aarbecht verluer?

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Meris Sehovic

Exposé

An dann, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, nach eppes, wat eis Gréngens elo an dësem Moment besonnesch wichtig erschéngt. Den Émgang vum President Trump mat der Agence USAID weist, wéi séier eng joren- a joerzéngelaang opgebaute Kooperationspolitick duerch falsch Prioritéite futti

gemaach ka ginn. Fir ze verhënneren, datt Lëtzebuerg an Zukunft dem politesche Wiessel oder wirtschaftlechen Interessen zum Affer kéint falen, ass et essentiel, dass den 1 %-Engagement fir d'APD geneewéi och de Prinzip vun der Additionalitéit gesetzlech verankert ginn.

An deem Senn deposéieren ech dann haut – dat ass dann dee leschten Depot fir haut – eng Proposition de loi, déi ech zesumme mat der Kollegin Joëlle Welfring ausgeschafft hunn, wou mer da proposéieren, d'1 %-Zil gesetzlech ze verankeren.

8499 – Proposition de loi portant modification du Titre I. de la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déri gréng), coauteur | Wann-echgelift, Här President.

4. Débat sur la politique de coopération au développement (suite)

Débat (suite)

Grad wéinst der Onstabilitéit musse mir als europäesch Partner fir Stabilitéit a Kontinuitéit an eise Partenariater suergen – elo méi wéi jee! D'Kooperationspolitick ass ze wichtig, fir se zur Businessplattform ze degradéieren. Si muss en effikasst Instrument vun internationaler Solidaritéit an nohalteger Entwicklung bleiben. A Lëtzebuerg muss hei en Zeeche setzen, fir déi international Solidaritéit ze férderen.

Dofir hu mer haut déi Proposition de loi deposéiert. Mir sinn iwwerzeugt, dass dës gesetzlech Verankerung derzou bäsiderit, eis Kooperationspolitick ze stabiliséieren, Transparenz ze erhéijen an d'Kohärenz mat de Prinzipie vun der internationaler Solidaritéit ze verstärken. A gläichzäiteg schécke mer e Kloster Zeechen a Richtung EU: Lëtzebuerg steet zu sengen Engagemerter a weist, dass mer bereet sinn, eis Verantwortung an der internationaler Kooperationsouni voll a ganz ze droen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir müssen eis zu Lëtzebuerg an an Europa Entwicklungen entgéintstellen, déi d'Kooperationspolitick zu enger Businessplattform degradéieren. Si muss e staarkt an effikasst Instrument vun internationaler Solidaritéit bleiben. A Lëtzebuerg muss hei Virreider bleiben. Lëtzebuerg kann et sech net leeschten ewechzucken, wa Lännner wéi d'USA sech aus der globaler Verantwortung zréckzéien. Wa mir elo net handelen, wéini dann? Wa mir elo net fir staark a konsequent international Solidaritéit plädéieren, wien da soss? Déi, déi gären d'Kooperationsouni zum Business degradéieren, sollte sech bewosst sinn: Solidaritéit ass keen Deal – si ass eng Moralesch Verpflichtung!

(*M. Claude Wiseler reprend la présidence.*)

Ech soen Iech Merci d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmoors merci, Här Sehovic. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech muss soen, ech war de Moien, wéi ech dem Kooperationsminister senger Ried nogelauschtet hunn, dach e bëssen enttäuscht. Ech hu seelen eng Ried zur Lëtzebuerg Kooperationspolitick héieren, déi esou wéineg politesch Substanz hat. En Tour du monde ouni e klöre politesche Message.

Fänke mer awer um Schluss vum Minister senger Ried un. Ech zitiéieren: „Do bleiwen, wou mer sinn, do bleiwen, wou et Senn mécht, an dohi goen, wou mer wéllkomm sinn.“ Wat bedeut dat konkreet? Stelle mer alles an der Kooperationspolitick a Fro oder stelle mer näisch a Fro? Ech weess et net.

„Bleiwen, wou et Senn mécht.“ Wou ass dat? Och do keng Äntwert. Wat ass mat „Senn maachen“ gemengt? Keng Äntwert. „Dohin ze goen, wou mer wéllkomm sinn.“ Wou si mer da wéllkomm? Jo, déi gutt Zesummenaarbecht mam Cap Vert gëtt kuerz erwänt. Mee soss? Keng Äntwert. Wat ass mat „wéllkomm sinn“ konkreet gemengt? Lännner, déi eis bei sech alueden? Wou ass eng grouss, jo, eng iwwergräifend Strategie, a wat fir enge Lännner mir eis wëllen engagéieren? Keng do – oder zumindest keng presentéiert.

Da gouf vun der Éducation au développement geschwatt. Net ernimmt goufen dobäi déi grouss Problemer, déi hei an de leschte Méint entstane sinn, fir déi keen anere wéi eise Kooperationsminister verantwortlech ass. D'Strategie vum Ministère war wuel: „Kommt, mir annoncéieren eppes an da kucke mer mol, wat vum Secteur erëmkënn.“

Eng kloer Strategie fir d'Zukunft, déi läit nach net vir an et sinn nach émmer ONGen an der Ongewëssheet, well d'Kommunikatioun mam Ministère dach ze wünschen iwwreg léiss. Amplaz e politesche Message, eng Strategie – jo/nee – héiere mer, datt de Secteur sech elo soll selwer organiséieren. E Secteur, deen dat esou gutt et geet an engem Klima vun Ongewëssheet mécht. Mee hei hätt ee sech e klöre Message gewünscht.

Zénter Joerzéngten ass Lëtzebuerg nämlech dobaussen en zouverlässege Partner an der internationaler Entwicklungszesummenaarbecht. Et hätt ee sech gewünscht, datt dat och no banne vläicht heiansdo besser transportéiert gëtt, well – an dodrop solle mer houfreg sinn, an ech ginn dem Kooperationsminister absolut Recht – mir sollen houfreg drop sinn, datt mir 1 % vun eisem RNB investéieren, wäit iwwert de Mindestziler a méi wéi den internationale Standard. Dorop kënne mer houfreg sinn an dat sollte mer och nach vill méi aggressiv dobausse kommunizéieren.

Et geet awer net just ém Zuelen. Et geet ém eng nohalteg Zukunft, eng nohalteg Zukunft fir eis allegueren op dësem Planiéit, dee mer deelen. D'Kris vun de leschte Joren huet nämlech gewisen, wéi wichtig international Solidaritéit ass.

Eis Kooperationspolitick muss sech dofir och deem, wat an deene leschte Jore geschitt ass, upassen, och deem, wat an deene leschte Wochen, Deeg, mëttlerweil muss ee bal soen an deene leschte Stonne geschitt ass, well dee Moment, wou mer hei vun der Tribün erofginn, hu mer warscheinlech schonn nees Neiegkeeten, vun deene mer nach virdun, wéi mer ugefaangen hu mat diskutéieren, guer net wosstten, datt se haut géifen op eis zukommen. Mee mir müssen eis permanent dësen Erausforderungen upassen.

Sou kënne mer, wa mer dat da clever uginn, iwwer eis Kooperationspolitick nei Alliéiert fannen. Alliéiert, mat deene mer gutt Relatione keínten opbauen, vun deene bëid Säite géife profitéieren.

Zréck also zur Fro, mat wéi engem Land Kooperationspolitick Senn mécht. E Kooperationspartner vun eis, an dat gouf haut scho gesot, ass de Ruanda. De Ruanda, deem seng Truppen an d'Nopeschland Kongo agefall sinn. Domat verletzt de Ruanda d'Vélkerrecht, d'UN-Charta an d'territorial Intégritéit vum Kongo.

Zanter Enn Januar – dat ass nach net laang hier – sinn iwwer 2.900 Mënschen ém d'Liewe komm. De



President vum Ruanda erkläret an der Press salopp, hie wéist näischt vun dése sougenannte Milizien am Ostkongo. Si finanzéieren déi awer noweislech selwer. A mir sinn erém e bëssen an däri Situation, wéi déi keng gréng Männer op der Krim opgetaucht sinn, vun deenen den Här Putin och näischt wësste wollt. Ma genausou mécht de President vum Ruanda dat elo grad och. E seet: „O, déi do kenne mer net. Déi finanzéiere mir net.“ Mee dat ass en Hon!

A wat maache mir? Wouriwwer schwätz de Kooperationsminister virdrun? „Jo, mir mussen awer weiderhi mat hinne schwätzten.“ Nee, mir maachen näischt!

Et betréfft awer net just eis lëtzebuergesch Kooperationspolitick, well ... An do kommen ech da bei de Global Gateway, deen de Kooperationsminister de Moien ernimmt huet, mat deem sech d'EU énner anerem géint eng Konkurrenz vu China positionéiere wëllt. An am Kader vun désem Projet kritt de Ruanda nach eng Kéier 900 Milliounen Euro, fir énner anerem seng Infrastruktur auszubauen. Ech froe mech: fir d'Infrastruktur auszubauen, fir seng Panzer méi séier Richtung Westen ze verleeën, fir nach méi séier an de Kongo anzafelen? An dofir kritt d'EU dann Accès zu wichtge Ressourcen.

De Kongo geheit da Bréissel – mengen ech, net ganz zu Onrecht – vir, si mat dësem Oftkommes auszubeuten. D'EU hätt nämlech gewosst, datt d'Mineralien aus dem Kongo geklaut ginn an net aus dem Ruanda kommen. Hei kann een also souwuel der EU wéi och Lëtzeburg eng gewësse Schäinhellekeet virwerfen. A wann de Kooperationsminister seet: „Kooperationspolitick ass och Aussepolitick“, ma da vermëssen ech hei d'Kohärenz zwéischen engter Aussepolitick, déi ganz kloer op der Sät vun deenen, déi attackéiert ginn, steet, an engter Kooperationspolitick, déi sech hei am Moment kloer op d'Sät vun engem Aggressor stellt!

Wéinst dem Krich an der Ukrain gëtt Russland vun eis mat Sanktiounen beluecht. Richteg! Énnerstëtze mer! Mam Ruanda, dee momentan genau dat nämlech mécht – just net op eisem Kontinent, muss een dozou soen –, maache mer weiderhi Geschäftter. Sinn d'Menscherechter an d'Intégritéit vun engem Land also just wichtig, wann et ém en europäesch Land geet?

De Fall vum Ruanda weist fir eis ganz kloer, datt eis den eegene Profitt anscheinend méi wichtig ass. Fir eis ass also kloer: Lëtzeburg dierf keng Kooperationspolitick mat Länner maachen, déi esou géint aner Länner virginn. Mir solle mat der Kooperationsnet a Länner aktiv ginn, fir eppes opzebauen, wat déi Länner mat Krich direkt nees riskéieren, futti ze maachen. Eis Kooperationspolitick muss mat den elemintaarste Mënscherechter verknüpft sinn.

An da kommen ech op e Land, den Här Graas huet et scho gesot, wat ech och perséinlech scho kennen, nämlech de Laos, ze schwätzten, an dat ass e quokelegt Theema. Déi éischte Kéier, wou mer do waren – Här Graas, Dir erénnert Iech –, war et, well Lëtzeburg den neie Code pénal am Laos mat finanzéiert huet, de Code pénal, deen énner anerem nach émmer d'Doudesstrof virgesäit.

De Laos ass nun emol keen immens demokratescht Land. Däers si mer eis alleguerete bewosst. A mir hatten u sech gehofft, datt een duerch Kooperationszesummenaarbecht awer e gewëssenen Afloss op déi Regierungen – oder déi Regierung, well et ass en Eeparteistaat – kóint huelen.

Resultat: Trotz gemeinsamem Drock vun der EU, allen anere westleche Bailleuren, geléngt eis dat net. An och do musse mer eis d'Fro stellen, virun allem wa mer gesinn, wéi de Laos émmer méi ofhängig vu China gëtt, an och dat hu mer kennen um Terrain

gesinn, datt se einfach d'Kontroll iwwer wichteg Infrastrukturen iwwerhuelen an de Westen deem och näischt entgéintzeseten huet. Et muss ee sech also och do d'Fro vun der Kohärenz stellen.

Ech wéll dann awer op déser Plaz nach ganz kuerz op eppes aneres agoen, wat de Kooperationsminister de Moien erwäänt huet, an dat ass d'Plaz vun de privaten Investisseuren. Mir gesi schonn haut Länner, wou Lëtzeburg dee gréissten Donateur fir Projeten ass, während gläichzäiteg dann och China do aktiv ass – do si mer erém beim Laos – an och zum Beispill do eeben Autobunnen oder Zuchstrecke baut.

Mir mussen awer oppassen, datt privat Investisseuren net dozou féieren, datt grouss Konzerner sech heimatduerch eng Hannerdier Länner indirekt uneegnen nom Virbild vu China. Si solle mat involvéiert ginn, deem verschléisse mer eis net, mee et muss koordinéiert sinn an an engem festen internationale Kader verankert ginn. Mir wölle keng eenzel Drëpsen op de glidde Steen, mee déi eenzel Drëpsen an engem groussen Eemer sammelen, fir domat d'Feier endlech auszemaachen.

Esou eng Strategie gouf de Moien awer net präsentéiert. Och kee Wuert zu enger verstärkter Zesummenaarbecht oder zum Rôle vun eise multilateralen Organisatiounen, déi aus den Ásche vum Zweete Weltkrich entstane sinn, Bretton-Woods-Institutiounen wéi Weltbank, FMI, d'UN, respektiv dann och wéi d'EU sech an Zukunft soll positionéieren.

Dofir da vläicht e leschte Punkt, an dat ass eriwwer bei d'USA. Mir wäerten herno nach kuerz dorriwwer schwätzten, mee Honnerte Plaze goufe gestrach bei USAID. An ech mengen, dat gouf schonn erwäänt, mir mussen dat Lach iergendwéi probéieren opzefänken, e bëssen zouzemaachen. Ganz wäerte mer et net zoukréien. Dat ass einfach net ze stemmen an deem Mooss. Mee wat een awer kloer muss soen, ass, wien d'Gewënnern vun däri kuerziichteger amerikanescher Politick wäerte sinn. Dat si Russland a China, déi sech elo wierklech d'Hänn reiwen a sech freeën, datt d'Amerikaner zeréckfueren, d'Europäer net séier genuch kennen noliwweren a si domadder vill méi Efforte kennen an deene Länner maachen.

Fir meng lescht Sekonnen hei effikass ze notzen, wéll ech awer nach véier Saache proposéieren, déi eis wichtig sinn, op déi d'Kooperationspolitick wierklech en Accent misst leeën an déi a mengen Ae fir d'Zukunft wichtig sinn. Dat Éischt, dat ass de Klimaschutz, dat Zweet, dat ass d'Bildung, dat Drëtt d'Gesondheet a schlussendlech, fir dat Ganzt ze englobeéieren, den digitale Fortschritt an de Länner, deene mer hëllefen. Dat ass an eisen Aen de Schlüssel fir eng nohalteg Kooperationspolitick.

An da kommen ech op den Ufank vu menger Ried zeréck. „Do bleiwen, wou mer sinn, do bleiwen, wou et Senn mécht, an dohi goen, wou mer wéllkomm sinn.“ Eng schéi Floskel, awer méi eeben net. Kee klore politesch Message, kee kloert Rezept a virun allem keng kloer Strategie. An déi hätt ech mer de Moien erwënscht. An dofir sinn ech awer e bëssen op mengem Honger sëtze bliwwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass als leschten ageschriwwene Riedner den Här David Wagner un der Rei. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir si vrou driwwer, datt hei zu Lëtzeburg nach émmer e breede Konsens besteet iwwert d'Wichtegkeet vun der Kooperationsnet an iwwert den 1 %. An ech wéll och op déser Plaz alle Leit Merci soen, déi sech

an den ONGen oder an eiser bilateraler Kooperatioun Dag fir Dag dofir assetzen. D'Qualitéit vun eiser Kooperationspolitick ass international unerkannt, an dat ass an éischter Linn hire Verdéngscht.

(*Interruption par M. Xavier Bettel*)

Den internationalen Trend ...

O, ech sinn nach net fäerdeleg, Här Bettel.

Den internationalen Trend an der Kooperatiounshélf ass awer besuernserregeend, a meng Virriedner si schonn drop agaangen. Dat alles schreift sech an an eng international Entwécklung, déi komplett an déi falsch Richtung geet. D'Kooperatioun ass wichtig, mee dat aleng geet natierlech net duer. No enger Phas, wou se sech e bësser stabiliséiert haten, sinn déi äermste Länner op der Welt haut nees amgaangen, komplett ofgehaangen ze ginn.

Virun allem den internationale Finanzsystem an den internationalen Handelssystem si weiderhin op d'Exploitatioun vum globale Süden ausgeriicht an nach émmer fléisst vill méi Geld vum globale Süden an de räichen Norde wéi émgekiert, Tendenz steigend. Gläichzäiteg sinn déi äermste Länner an enger Aart Scholdefal gefaangen. Dái international Entwécklungsbanke verginn haut praktesch just nach Prétensien un déi äermste Länner, fir datt se ZéNSE bezuelt kréien op der Schold, déi se bei Banken an Hedgefonden am räichen Norden hunn.

All déi doten Theeme wäerten och am Summer dëst Joer um Ordre du jour vun der vérieur Konferenz zur internationaler Entwécklungsfinanzéierung stoen. Erwaart gëtt sech alt nees eng Konfrontatioun tësch den OECD-Länner an dem globale Süden. An et kann ee gespaant sinn, wéi Europa, a méi speziell och Lëtzeburg, sech bei deenen Diskussioune wäert positionéieren, zemoools well jo d'Steierflucht an d'Steieroptimiséierung ee vun den zentralen Theeme wäerte sinn. Iwwert d'Fro vun der Cohérence des politiques hunn ech d'ailleurs de Moien iwwregens net vill héieren, an dat léisst déif blécken.

Här President, ech kommen net derlaanscht, och e puer Wieder iwwer eis Kollaboratioun mam Ruanda za soen. Den Här Minister ass de Moien drop agaangen, mee ech muss soen, datt ech immens verwonnt sinn iwwert déi Aart a Weis, wéi den Här Bettel probéiert huet, d'Situatioun ze relativiséieren, an och iwwert déi Konklusiounen, déi en dorauer zitt.

Den Här Minister huet virun allem vun der Offensiv vun der Rebellegrupp M23 geschwat a bällefeg vun der Énnerstëtzung vum Ruanda fir den M23. Mee wat hei awer bewosst probéiert ginn ass ze verstoppen, ass, datt d'Arméi vum Ruanda, also déi offiziell national Arméi vum Ruanda, massiv mat Truppen an d'Nopeschland amarschéiert ass. All d'Berichter vun der UNO soen dat ganz däitlech, an dat ass jo och de Grond, firwat d'EU de Ruanda schaarf verurteilt huet. Dat ass en eklatante Broch vun den elementare Regele vum Vélkerrecht an aus juristescher Perspektiv genau dat selwecht wéi dat, wat de Putin an der Ukrain gemaach huet. Dat heesch, de russeschen Amarsch an der Ukrain och domadder ze justifizéieren, datt Kiew déi russesch Communautéit am Oste vun der Ukrain bombardéiert hätt.

Dir sot de Moien, Dir wéilt am Sahel net méi de Putschisten d'Hand ginn. Kann ee verstoen! Mee ech froen Iech: Wéllt Dir an Zukunft nach engem d'Hand ginn, deen oppen d'Vélkerrecht mat Féiss tréppelt?

D'Lëtzebuerg Kooperatioun hat sech sät 2013 komplett zréckgezunn aus dem Ruanda, an émsou méi iwweraschend war et, wéi mer eis ab 2021 op eemol nees verstärkt do engagéiert hunn. Meng Virgängerin Nathalie Oberweis hat schonn deemools



66^e séance

de Verdacht geäussert, datt d'Grénn dofir ausserhalb vun der Kooperatioun ze siche sinn, notamment bei der Tatsaach, datt de Ruanda amgaangen ass, zu Kigali eng gréisser Finanzplaz opzebauen. D'Ausriichtung vun där Finanzplaz erénnert un dat, wat mir hei zu Létzebuerg maachen: Et geet dréms, d'Proffitter vun de Multinationalen um afrikanesche Kontinent mat enger favorabeler Fiskalitéit op Kigali ze lackelen, fir se vun do aus an déi global Finanzzentren ze exportéieren, mat alle Konsequenzen, déi dat wäert op déi aner afrikanesch Staaten hunn.

Bezeichnenderweis stoung och deen éische Projet, deen d'Létzebuerg Kooperatioun do ab 2022 finanziéiert huet, am Zesummenhang mat der Finanzplaz. Datt et sech beim Ruanda ém e problematesche Partner – fir et euphemistesch ze soen – handelt, dat war awer schonn deemoos gewosst! Berichter vun Amnesty schwätze vun enger systematescher Verfolgung vun der Oppositoun, schwéieren Aschränkunge bei der Meenungs- a Pressefräheit a vu Folter an de Prisonge vum Diktator Paul Kagame.

Dofir war et och kee Geheimnis, datt de Ruanda massiv am Konflikt interveniéiert, dee säit Joerzéngten am Oste vun der Demokratescher Republik Kongo stattfénn an dee sech virun allem ém d'Ausbeutung vu Rostoffer dréit. Dovunner huet déi deemoleg Regierung sech awer net ohfale gelooss a se war jo och net eleng. D'Europäesch Unioun huet de President Kagame jorelaang hoféiert, fir en zu engem zentralen Alliéierten an der Regioun ze maachen.

Engersäits ass et dréms gaangen, déi militäresch Capacitéit vum Land fir déi europäesch Interéten ze notzen. Zum Beispill kritt de Ruanda eng zolid Miltärhelfel vun der EU, fir am Mosambik d'Extraktioune Äerdgas duerch déi franséisch Multinationale Total ze beschützen.

Op der anerer Säit ass de Ruanda fir d'EU e wichtige Rostofflieferant, zemoools wann et ém seele Metaller geet, woubái de Ruanda jo d'Konschtwierk fäerdeg-bréngt, vill méi Rostoffer ze exportéieren, wéi en der selwer huet, well e se eebe justement illegal am Kongo klaue geet.

D'EU huet am Februar 2024 e Rostoffokommes mam Ruanda ofgeschloss. An zwee Méint drop huet den M23 mat der massiver Ênnerstëtzung vun der ruandescher Arméi seng Offensiv gestart, a geneé deene Géigenden, wou déi meeschte Minne leien. Zoufall?

D'Europäer hunn de Kagame déi lescht Jore massiv legitiméiert, och d'Létzebuerg. An dofir kann hie sech mëttlerweil alles erlaben. An dat ass u sech déi ganz cruel Komplizenschaft. D'ailleurs, den Här Charel Goerens am Europaparlament, deen Der kennt, deen huet dozou opgeruff, haut oder gëschter, dat Rostoffokommes ze annuléieren.

No deem, wat dann an de leschte Woche geschitt ass, misste mer eis eigentlech alleguerten eens sinn, datt de Regimm vum Paul Kagame kee Partner méi ka si fir d'Létzebuerg Kooperatioun. Einfach just déi politesch Kontakter e bëssen afréieren, bis sech d'Situatioun berouegt huet, dat geet net duer!

D'Oprechterhale vum Vélkerrecht ass eng existenziell Fro fir Létzebuerg. Dat sinn net just Floskelen. Dat sinn net just Parolen, déi een op Sonndesrieden hale soll. An et ass dofir och eng Fro vun eiser internationale Kredibilitéit, wa mer dann nach eng hunn, datt mer dat net kënnen akzeptéieren.

Dofir, Här President, deposéieren ech och eng Motioune, déi d'Regierung opfuerdert, d'Létzebuerg Kooperatioun progressiv nees aus dem Ruanda zréckzezéien. Ech mengen, c'est la moindre des choses. Dat heesch, datt se déi bestoend Projeten nach soll

zu Enn féieren, mee datt keng nei Accorde méi énner-schriwwen ginn.

Motion 3

« relative au retrait de la coopération luxembourgeoise du Rwanda »

La Chambre des Députés,

considérant

– qu'en 2021 une reprise de la coopération entre le Luxembourg et la République du Rwanda fut initiée avec la signature d'une lettre d'entente (MoU) sur le soutien du Luxembourg au développement du Kigali International Financial Centre (KIFC) ;

– que depuis lors, la coopération luxembourgeoise s'est progressivement réengagée au Rwanda dans divers domaines avec une enveloppe qui se situe entre 10 et 12 millions d'euros par an selon le rapport annuel 2023 de la coopération luxembourgeoise ;

– qu'en juin 2024, le Luxembourg et le Rwanda ont signé un Memorandum of Understanding (MoU), prévoyant le renforcement du partenariat entre le Luxembourg et le Rwanda dans le domaine de la coopération au développement ;

– que le conflit dans l'Est de la République démocratique du Congo a considérablement augmenté en intensité depuis le lancement d'une offensive généralisée du groupe rebelle M23 au printemps 2024 ;

– que les rapports successifs du Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo font état d'un engagement direct et décisif de l'armée rwandaise au côté du mouvement rebelle M23 sur le territoire de la République démocratique du Congo ;

– que le secrétaire général de l'ONU a appelé le 26 janvier 2025 « les forces rwandaises de défense à cesser de soutenir le M23 et à se retirer du territoire de la RDC » ;

– que le 25 janvier 2025, une déclaration de la haute représentante publiée au nom de l'Union européenne a affirmé que : « l'UE condamne fermement la présence militaire du Rwanda en RDC, qui constitue une violation manifeste du droit international, de la Charte des Nations Unies et de l'intégrité territoriale de la RDC »,

invite le Gouvernement

– à résilier le Memorandum of Understanding (MoU), prévoyant le renforcement du partenariat entre le Luxembourg et le Rwanda dans le domaine de la coopération au développement ;

– à ne plus conclure de nouvel accord de coopération bilatérale avec le Gouvernement du Rwanda, amorçant par ceci une sortie progressive de la coopération bilatérale luxembourgeoise du Rwanda.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déli Lénk) | Da musse mer kucken, ob mer hei och Tacheles schwätzen an handelen.

(Exclamations)

Här President, am ...

(Interruption)

Jo, jo, Respekt ass och e bëssen eng rar Wuer hei bei der Kooperatiounsdebatt.

Am Géigesaz zum Här Minister kommen ech net derlaantscht, e puer Wieder zu deem ze soen, wat am Secteur vun der Éducation au développement geschitt. Ech fannen dat iwwregens immens bedenklech, datt Dir dat de Moie praktesch ewechge-looss hutt. Natierlech muss ee stänneg dru schaffen, d'Qualitéit vun der Opklärungs- a Bildungsaarbecht ze erhéijen, an d'ONGe selwer sinn déi Lescht, déi

mercredi 12 février 2025 27 | 19

soen, et wär alles perfekt an et däerft een näischt änneren. Mee déi Aart a Weis, wéi den Här Minister hei virgaangen ass, huet extreem vill Schued am ONGs-Milieu verursaacht.

„D'ONGen hunn et net einfach“, sot den Här Graas virdrun. En huet Recht, mee da soll wéinstens net och nach d'Regierung derfir suergen, datt se et nach méi schwéier gemaach kréien, well dat war jo bis elo dëst Joer de Fall. Fir d'éischt goufen einfach mol pauschal Behaaptungen a Virurteeler an de Raum geheit, zum Beispill d'ONGe géifen d'Subside virun allem dofir benotzen, fir hir euge Kommunikatioun a Récolte de fonds ze maachen. Duerno gouf oppe mat engem Stopp vun de Finanzementer gedrot, fir Drock ze maachen, an all nei Demandé goufen op Äis ge-luecht. Et goufe rout Linnen an de Sand gezeechent an Exigencé formuléiert, déi konfus a realitéitsfriem sinn, fir dann duerno einfach de Ball bei d'ONGen ze spiller, nom Motto: „Elo kuckt, datt Dir eens gitt, fir Proposéen ze maachen!“

Dat ass eng Aart a Weis virzegoen, déi méch e bëssen – pardon fir de Verglach – un den Här Trump erénnert. Entwicklungspolitik mécht een net wéi en Trampeldéier!

M. Marc Baum (déli Lénk) | Très bien!

M. David Wagner (déli Lénk) | Ganz vill Porzelain ass zerschloe ginn. Et huet praktesch ee Joer gedauert, bis d'ONGen iwwerhaapt verstan hunn, wat den Här Minister gären hätt, an esou richteg hu se et nach émmer net verstanen. D'Aarbecht um Terrain huet gelidden a Leit hunn hir Aarbecht verluer, dat duerch d'Inkompetenz vum Kooperatiounsmister. Dat muss ee ganz kloer soen. D'Vetrauensverhältnes téscht dem Ministère an den ONGen huet en déiwe Rass kritt a generell herrscht ganz vill Onsécher-heet am Secteur, well kee sou richteg weess, wéi et weidergeet. Déi befreaffen ONGen hu bis haut keng Previsibilitéit fir dat, wat nom Dezember 2025 soll geschéien. Dat ass e Skandal!

Schlussendlech hunn d'ONGe sech mat vill guddem Wällen drop agelooss, ...

(Interruption)

... well se soß näischt kenne maachen, an hunn eng ganz Rei Proposéen ausgeschafft. Zumindes krute se sech elo am Januar mam Ministère op eng Note de cadrage gëegeent, déi zumindest déi weider Vir-gangsweis am Laf vun désem Joer soll guidéieren.

Wou dat Ganzt soll hiféieren, ass zwar nach émmer net wierklech kloer, mee zumindes schéngt elo den Dialog besser ze funktionéieren. Ech well dofir och deene Responsabele vun den ONGe Merci soen, déi ganz vill Energie an Aarbecht dragestach hunn, déi se besser an eng aner Aarbecht hätte kenne stiechen.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

De Secteur vun der Éducation au développement ass iwwer 30 Joer opgebaut gi vun deene sukzessive Regierungen, mee virun allem duerch den Asaz vun de Kompetenze vun den ONGen. Et handelt sech ém eng ganz wichteg Aarbecht, déi énner anerem och an der Bevölkerung fir eng méi héich Akzeptanz vun eiser Kooperatioun suergt.

Ech hoffen, datt d'Regierung alles wäert druseten, déi Aarbecht ze erhalen an ze énnerstézen. Mir wäerten op alle Fall – a mir wäerten net déi Eenzeg sinn – dée weidere Prozess vun no suivéieren, vu ganz no suivéieren.

An nach e klengt Wuert schlussendlech, wat déi nei Partnerländer ugeet: Ech wier vrou ... Mir hätte gären och dozou eng Motioune gemaach, mee de Problem ass, et huet een awer net vill Zäit, wa mir am



Nomötten direkt mussen op eng Deklaratioun reagéieren, déi moies gehale gëtt. Dat ass net dem Här Minister seng Schold, mee ech mengen, mir mussen eis dat iwwerleeën. Dat ass suboptimal, mee egal.

Déi nei Partnerlännner – ech mengen, mir sinn eis all do eens –, wa mer dorriwwer diskutéieren, do muss d'Chamber matagebonne ginn. Ech mengen, mir kommen net derlaanscht, fir datt dat awer och seriö diskutéiert gëtt. Mee ech mengen, do gëtt et och kee Problem.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Éier de Kooperatiounsmister d'Wuert kritt, hunn ech nach eng Meldung wéinst Fait personnel vum Här Baum. Ganz kuerz, Här Baum.

M. Marc Baum (déri Lénk) | Jo, kuerz, Här President. De Kooperatiounsmister huet de Moien a senger Ried gesot, ech hätt d'lescht Woch falsch Behauptungen iwwert de Plaidoyer politique vun der Caritas gemach. Am Wuertlaut vun haut de Moien huet den Här Minister gesot, hie wéilt dorobber „agoen, wat d'lescht Woch behaupt ginn ass vun engem Députéierten iwwert de Plaidoyer politique vun der Caritas“. Deen Députéierte sinn ech. „Den Ausseministère“, Zitat nach émmer vum Minister, „ass just implizéiert bei „Rethink your Clothes“ – méi net! An d'Kooperatioun huet also mam Weiderbestoou oder net vun deem Service vum Plaidoyer politique näischt ze dinn.“

Här President, dés Ausso ass duebel falsch. Éischtens hunn ech keng Behauptunge via d'Press an d'Welt gesat, mee ech hunn de Journaliste rapportéiert, wat den Här Christian Billon, aktuelle President vun HUT an eeémolege President vum Krisekommittee vun der Caritas, den Députéierten an der Caritas-Kommissonsion sot, an ech hunn dat gemaach énnert dem Contrôle vum President vun där Kommissiou.

An ech war de Moien och nach eng Kéier nolauschteren, wat den Här Billon dann do gesot huet, an ech kann Iech bestätigen, datt dem Här Billon seng Antwort op meng Fro, wien dann decidéiert hätt, de Plaidoyer politique net ze iwwerhuelen, eendeiteg war: D'Konventioun, mat där de Plaidoyer politique vun der Caritas kofinanzéiert gouf, gouf gekéennegt a gläichzäiteg gouf vum Ausseministère refuséiert, eng nei entspreechend Konventioun mat HUT ze maachen. Dëst war dann den Aus fir de Plaidoyer.

Also hunn ech mer déi Aussoen net aus de Fangere gesuckelt, mee dat sot den Här Billon. Wann Dir, Här Minister, dat also contestéiert, da contestéiert Der d'Ausso vum Här Billon, net meng. An och dem Här Billon seng Ausso ze contestéieren, géif ech awer a Fro stellen, well et waren d'Beamte vun Ärem Ministère, déi eis dëesen Tablo ginn hunn ...

(M. Marc Baum montre une documentation.)

... wou ganz kloer war, datt nieft „Rethink your Clothes“ den Ausseministère och nach eng zweet Konventioun an deem Beräich hat, nämlech den Accord-cadre, deen dee ganze Service „Plaidons responsable“ bei der Caritas kofinanzéiert huet. An et ass deen Accord, deen de Minister net wollt op HUT iwwerdroen. An dat wollt ech richtegstellen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dái Richtegstellung gemach, ass elo d'Lësch vun eisen ageschriwwene Riedner an och vun all deenen, déi d'Wuert gefrot hunn, ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Kooperatiounsmister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen deene meeschte Riedner Merci ... (Hilarité)

... fir hir konstruktiv Kontributiounen, fir hir konstruktiv Propositionen. An ech mengen, dat ass och esou, wéi een d'Politick vun der Kooperatioun sollt gesinn an evitéieren, Politique politique domadder ze maachen.

(Interruption)

Här President, d'ONG, déi éischt, déi ech gefrot kritt hunn am Sahel och vum Här Galles, do si CDDen, déi lafe mam Projet och aus. Do ass fixt Personal, dat reaffectéiert ginn ass, och hei vu Lëtzebuerg. Et ass lokaalt Personal, dat, och wa scho länger näischt méi geschitt ass, weiderbezelt ginn ass am Ufank, mee dat kënne mer net méi weidermaachen. Do sinn och Kontrakter gekéennegt ginn.

Iwwert de Senegal hunn eng Rëtsch Kollege Fro gestallt. An de Franz Fayot huet ganz Recht mat deem, wat e seet, dass ee ganz kontraproduktiv Resultater ka kreéieren, wann een hinnen d'Gefill géift, dass een eppes do géif imposéieren oder dass ee sang Valeuren, sang Relioun, sang Prinzipien, sang Traditionen am Fong géif do imposéieren. An et ass dofir, dass mer jo express net gefrot hunn, dass se Saache solle musse maachen. Mir hu wierklech gekuckt, wéi mer kënne den Istzustand zesumme maachen. Den Istzustand, dat ass e Constat commun, dee mer maachen. An et ass esou, dass am Fong bei Réckstänn, dat heescht, wann elo Reculé géife gemaach ginn, eng Clause de rendez-vous ass, fir zesummen driwwer ze diskutéieren. Si soe just, et wier net un eis, fir hinnen ze soen, wat se ze maachen hunn. Dat hu mir och ganz verstan. Dat wéll ech och net imposéieren. Mee ech hunn Iech virdrun d'Beispiel gi vun ... Den Här Mehovic huet och gefrot, wat et scho vu konkreeter ...

M. Marc Baum (déri Lénk) | Sehovic.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | ... Sehovic huet och scho virdrun ... (Hilarité)

Jo, de Meris. Elo fänken ech schonn un ... Wie war dat scho méi? Also, den Här Sehovic huet och d'Fro gestallt, wat elo konkreet vu Réckschrëtter komme wieren. Nee, am Moment ass et net de Constat vu Réckschrëtter, déi mer maachen. Bei eis ass et just am Engagement vun deem Accord, vun deem Vertrauen, vun där Vertrauensrelation, déi mer mat deene Länner wëllen hunn, wou mer soen, dass, wann et géif Marche-arrièrë ginn, dat eng Clause de rendez-vous wier. Mee dass mer de Constat vum Istzustand zesumme maachen, dat ass eeben de But.

An ech sinn iwwerzeegt, an ech hunn dat och mat den europäesche Kolleegen diskutéiert, dass, wann dat e Krittär wier, deen och vu méi europäesche Länner géif geholl ginn, da vläicht verschidde Länner sech géife Fro stelle bei Fraerchter, bei Minoritätsrechter, bei sexuellen Orientatiounsrechter, bei reliéise Rechter et cetera, et cetera, wann da gesot géif ginn, dass dat eng Clause de rendez-vous kéischt sinn.

Et ass gefrot ginn, ob de Costa Rica en neien Hub kéischt sinn. Am Moment gëtt och gekuckt mam Salvador. Hei sinn och eng Rëtsch vun anere Länner zitiéiert ginn, Honduras, Guatemala et cetera, et cetera. Ech wéll prophylaktesch, ouni elo déi dräi Länner, a virun allem net de Costa Rica ... Ech wéll just soen, dass vu ganz ville Riedner hei geschwatt ginn ass vun

Hubben, vu Länner, vu Preszenzen, wou mer schaffen, wou mer net schaffen, d'Definitioun vun Mënscherechter, d'Definitioun vun Demokratie, wéi et soll goen, wéi et net soll goen. Wa mir an der Kooperatioun nach just mat Länner dierfle schaffen, déi fräi, transparent Walen hätten, wou d'Rechter vu jiddwerengem esou garantéiert wäre wéi hei, déi am Fong all déi Wäster hätten, déi mir hunn, wou mir der Meenung sinn, dass dat déi sinn, déi misste Valeur universelle hunn, da gleeft mer, da wier ech séier färdeg! Dann hätt ech wéineg Länner, mat deenen ech kéischt schaffen. Et gëtt tatsäclech ... Et ass vu Länner geschwatt ginn, wou Doudesstrofe sinn. Et ass vu Länner geschwatt ginn, wou keng demokratesch Wale stattfannen et cetera, et cetera. Dat heescht, wa mer wierklech all déi Krittäre géifen hunn ...

Mee de But ass jo och, Transitiounen ze encouragéieren. Wéi hu mer et zum Beispill a verschidde Länner? Do schaffe mer mat den Unien zesummen, do schaffe mer mat Affekoten zesummen, do schaffe mer zesumme mat der Société civile, esou wéi och den Här Fayot an den Här Galles et virdru gesot hunn, fir eeben och d'Leit ze encouragéieren, déi Transitiounen zesummen ze maachen – net imposéiert, mee encouragéiert, fir déi ze maachen.

D'Fro ass gestallt gi vum Här Graas an och vun enger Rëtsch vun anere Kolleegen, a souguer mat enger Motioun elo vum Här Wagner, dorriwwer, wéi ee soll mam Ruanda émgoen. Ech géif Iech just ... Also, d'Stäerkt vun Europa ass, wann een zesummeschafft. Wa mir Lëtzebuerg elo soen: „Elo kënnege mir hei ...“, oder: „Elo maache mir hei ...“, oder „Mir maachen do ...“, dat bréngt näischt. Näischt! Et deet Iech vläicht gutt, fir dass Dir d'Gefill hutt, Dir hätt eppes Guddes gemaach, mee et helleft näischt!

Ech géif wierklech recommandéieren, wa mer wéllen en Impakt hunn, dass mer eis Aussepolitick an déi Impakter, déi mer hunn an deene Länner, corordonéieren. An dofir wier ech och ganz vrou, wann d'Chamber déi drëtt Motioun, déi lescht elo iwwert de Ruanda, net géif unhuelen.

Mee selbstverständliche ass et eis net egal, wat do geschitt!

(Interruptions)

Selbstverständliche ass et eis net egal, wat do geschitt. Selbstverständliche ass et eis net egal, wat do geschitt, mee et muss een och déi ganz Geschicht kennen!

Une voix | Jo, mir kenne se.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Jo, jo, da kennt Der se, dann ass et jo gutt. Ech kann Iech just soen, dass ganz, ganz vill Efforte gemaach gi si vun aneren europäesche Staatscheffen, fir de kongoleesesche President an de ruandesche President zesummenzéieren, dass do och Treffe komm sinn, dass do och Accordé fonnt gi sinn. An et ass net némme eng Säit, déi soi-disant hir Hausaufgaben net gemaach huet. Ech hunn ...

(Interruption)

Jo, dorriwwer schwätze mer net. Alles, wat Iech arrangéiert, dat musse mer diskutéieren, an alles, wat Iech net passt, ass tabu.

(Interruption)

Dann ass och d'Fro gestallt ginn iwwert d'USA. Dat ass elo och déi éischt Motioun vum Här Sehovic iwwert d'US-Hëllef, dass mir elo soen, dass Europa muss iwwerall do sprangen, wou d'Amerikaner ewechfalen. Ech géif Iech do och wierklech recommandéieren ze froen, éischtens: Kënne mer eis et leeschten? Dat ass mol déi éischt Fro. Kënne mer eis et leeschten?



An zweetens, da musse jo iergendwou déi Suen ewegeholle ginn, well mir schwätzen hei net vu klengen Zommen. Wann Dir der Meenung sidd, mir solle Coupuré maachen, wou dann? Bei der Ukrain? Bei der Agrikultur? Bei wéi enge Fongen? Mir kennen d'Suen net dräimol ausginn. Mir si beim Covid elo amgaangen ze kucken ...

(*Interruption*)

Jo, mee Eurobonds elo fir dat, wat Amerika mécht ... Mir sinn elo schonn amgaangen ze kucken, ob mer net solle Bonde maache fir d'Ukrain. Also, mir kënnen och net als Europa eis just verschélden, wa mer selwer Reegelen hunn, dass d'Länner eng gewësse Schold maximal dierfen erreechen, an dann als Europäesch Kommissioune soen, dass eis déi Zuel egal wier. Ech géif Iech proposéieren, dass een do kuckt, zesumme mat Europa, wéi mer kënne Projet fir Projet hëllefen.

Mee tatsächlech wäerten eng Rëtsch vu Projeten ophalen. Dat hunn ech Iech de Moie gesot. Eng Rëtsch vu Projete wäerten ophalen! A wat fir eis eng vun deenen dramateschste Situationsiounen wäert sinn, ass déi vun der WHO, wann ee versteet, dass jo awer am Kapp vu verschidde Leit dat, wat vu bausse kënnnt, dat Schlëmmst ass, dat Geféierlechst. Ob dat eng Relioun ass, déi eng aner ass, ob dat eng Hautfaarf ass, déi eng aner ass, ob dat e Virus ass, alles, wat vu bausse kënnnt, ass eppes Geféierleches, eppes, wat een net kennt. D'WHO an all déi Organisationsiounen eeben do, fir dass een et fäerdegbréngt, Léisungen ze fanne fir gemeinsam Problemer. An andeems mer der Meenung sinn, dass d'WHO soll reduzéiert ginn – mir énnertéte se méi, mee verschidde Leit mengen dat –, riskiéiere mer, dass dat, wat mer elo fäerdegbréucht hunn, zum Beispill d'Polio an Afrika bal lasszesinn, nees iergendwéi ufankt an dass mer nees wäerte Virus kreien, déi mer net kannt hunn. Dat heescht am Fong, do, wou ee probéiert, de Leit ze soen: „À court terme hu mer elo hei déi Sue gespuert an elo hëllefe mer deenen net méi“, ass dat e Mauvais calcul an à moyen an à long terme gétt dat e vill méi deiere Calcul ze bezuelen, well wann nees nei Krankheeten entstinn, wa Virusen ausbreichen, dann hu mer wierklech och náischt gehollef!

Et sinn e puer Saachen hei gesot ginn, déi ech net bestäge kann. Zum Beispill bei der Caritas, do ass gesot ginn, och vum Här Galles, dass duerno do d'Spenden net erofgaange sinn. Ech hu vun den ONGen am Ufank gesot kritt, dass dach e grousse Knacks komm ass déi Wochen direkt no dem Caritas-Skandal. Dat heescht, déi eng hu manner drénnner gelidde wéi déi aner.

Et ass och gesot ginn, dass elo bei der Sensibilisation esou vill Leit gekënnegt hätten. Dat héieren ech och net. Ech hunn dat net héiere vun den ONGen, dass d'Leit allegueren gekënnegt hätten, well se Angsch hätten. An ech wéll Iech och just soen, dass eng Rëtsch vu Leit – dat sinn déi, wou en Accord-cadre ass – vläicht Kontrakter haten, mee anerer waren u Projete gebonnen, dat heesch, do ware CDDen. Ze soen, dass d'Jobsécherheet net méi garantéiert gi wier fir deen een oder fir deen aneren ... Wann et Campagné sinn a wann et CDDe sinn, dann ass och déi Jobgarantie net do.

Et ass och eng Fro gestallt ginn iwwert de Sahel, iwwert de Kofinanzement. Dee bleift bei 80 %, well et si Pays les moins avancés. Dowéinster wäerten déi och bleiwen.

An dann iwwert Digitalisatioun: Mir hu 17 ODDen, déi méi schnell wäerten erreach kënne ginn eeben duerch déi Digitalisatioun.

Dem Här Graas an och dem Här Fayot wéll ech Merci soe fir déi Énnerstëtzung fir de Sahel. Et ass wichteg, dass ee vun der Majoritéit an ee vun der Oppositioun dat seet, well et war keng einfach Decisioun, och fir déi Leit, déi do waren – a mir ware selwer am Niger, ech war mat der Madamm Arendt och an der Géigend –, wann een déi Plaze kennt, wann ee gesait, wat mer fäerdegbréucht hunn, dat einfach esou stoene ze loossen. An dat ass och dat, wat den Här Sehovic gesot huet: Do si verschidde Projeten, déi stinn einfach do. A wat geschitt dann? Et ass schwéier, déi Decisioun ze huelen, mee wann et ém d'Sécherheet vun onsen eegene Leit geet ... An ech hunn et och de Moie gesot: ONGe sinn nach émmer present. Soulaang se nach kënne present sinn, well ech wéll och net dee sinn, deen eng Kéier muss engem urufen, fir ze soen: „Et ass eppes geschitt.“

Och wéll ech Merci soe fir d'Énnerstëtzung fir d'UNRWA, well dat ass net evident. A gleeft mer, an Europa hunn ech vull vu menge Kolleegen, déi au contraire de Budget direkt gekierzt hu bei der UNRWA. Mir hunn en au contraire gehéicht. Mir hu gekuckt, wéi mer kéinte weider hëllefen. An deen, dee mengt, et géif eng Alternativ ginn: Ech hu bei mengem leschte Gespräch beim israeleschen Ausseminister gesot, an ech hunn elo och nach e Courrier gemaach un den haitegen, well et ass en neien Ausseminister, fir hinnek ze soen, dass et keng Alternativ zur UNRWA gétt. Ech hunn elo e Courrier zeréckritt, wou drasteet, dach, si géifen elo un Alternative schaffen, mee am Moment gétt et keng. A gleeft mer et, d'Educatioun, d'Santé, d'Lessensdistributionen an all déi Saache fannen net statt, wann et keng Alternativ gétt. Da gétt gesot: „Jo, mee si sinn amgaangen, no Alternativen ze sichen iwwert de PAM an iwwer aner multilateral Agencen.“ Ech kann Iech just soen: Am Moment gétt et keng Alternativ, déi do realistesch ass!

Et ass vu Strategié geschwat ginn. Déi fuere mer och weider, ob dat am Gender ass ... Net méi spéit wéi bei de Finance-inclusivé wäerte mer elo zu New York och eng Konferenz organiséieren, wou mer eeben och d'Partnerlännern invitéeieren, eeben och fir do op d'Fraen an eeben och op déi jonk Generatiounen ze sensibiliséieren. D'Ménscherechter si jo e Fil rouge, Fil conducteur, vun deene verschidde Politiken a vun deene verschidde Choixen, déi mer gemaach hunn.

Ech fueren e bësse quer durch den Garten. Et ass vun deem engen a vun deem anere vun Iech och ganz vill och iwwert d'Sensibilisation geschwat ginn, dass do immens vill futti gemaach ginn ass, et cetera, et cetera. Ech kann Iech just drun erënneren, dass ech déi éischte Kéier, wéi ech bei Iech war, gesot hunn, dass, wann et net géif goen, da géif et net goen. Dat huet jiddweree vergiess. Ech hu gesot, ech géif net mam Briecheisen ... Da gétt hei gesot: „O, d'Opposition huet et fäerdegbréucht, de Bettel émzestëmmen.“ Eieiei, also, wou si mer drun?!

(*Interruption*)

O, wéi wann ech hei vun deem engen oder vun deem anere wierklech misst den Aarm gebéit kréien! Ech hunn dès le départ gesot: „Mir kucken, fir d'Saache besser ze maachen.“

Mir hu Besserwisser heibannen. Ech weess dat. Ech weess dat! An déi si jo och grouss unerkannt, fir émmer alles besser ze wësse wéi all déi aner. Ech kann Iech awer just soen, Här President, dass am Fall vun der Sensibilisation e Regard externe komm ass, deen eis gesot huet, dass mer et emol net fäerdegbréngt ze wëssem, wéi se ukënnnt, wéi d'Quantitéit ass, wéi den Impakt ass. Dat bréngt mer net fäerdeg! A wann een dann als Minister seet: „Da kommt, mir

kucken, wéi mer et kënne fäerdegbréngt weiderzekommen, wéi mer et kënne fäerdegbréngt, méi effikass ze sinn“, kënnnt direkt Kritick! A fir Suergen ... Jo, tatsächlech, mir kennen dee Prinzip: „Ännert náisch, wat mer kennen!“ Dat kennen ech. Ech war laang an enger Gemeng, laang an enger Regierung. Soubal s de an eng Administratioun kënnns a sees: „Elo kucke mer mol eng Kéier, ob et aneschters geet“, dann ass mol Panik.

Ech hunn een hei engagéiert ... An Dir huet et gesinn, d'Budgete sinn net erofgaang. Dir frot hei och nach an enger dréitter Motioun, dass d'Budgeten net sollt erofgoen, op d'mannst fir d'nächst Jore an och fir d'Jor duerno. Also, ech kann Iech just soen, dass ech deemools als Députéierten ni der Regierung gesot hunn, wat se fir déi futur Jore sollt budgetär maachen. Dat hunn ech nach ni gesinn! Ech kann Iech soen, wat den nächst Budget ass. Mee dass elo eng Chamber sech géif festleeén, fir ze soen, déi nächst Joren dierften ...

(*Interruption par Mme Sam Tanson*)

Also, an enger Planwirtschaft ass et dat ganz oft ginn, mee ech muss Iech ... Jo, mee ech wéll Iech selbstverständliche just soen, dass, wa mer géife soen, mir géifen an deem dote Budget op deem dote Punkt gären halen, dat en Engagement ass, deen ech haut net kann huelen. De But ass net erofzegoen, ...

(*Interruption*)

... mee wann Dir gären hätt, dass d'Sensibilisation e gewësene Budget huet ... Ech hunn Iech gesot, ech géif net erofgoen. Ech weess, dass mer Pluriannuellen hunn. Ech war och laang genuch an enger Gemeng a weess, wat e Pluriannuel ass. Mee fir elo ze soen, dass am Pluriannuel náisch dierf erofgoen an deenen nächste Joren, dat hunn ech nach net gehat.

Iwwert den Disaster Risk Reduction am Laos wollt ech Iech och just soen, well d'Fro gestallt ginn ass vun der Madamm Schoos, wéi eng Projete vun der Caritas iwwerholl gi sinn: Deen ass vu LuxDev iwwerholl ginn. Dann ass och en Appui direct vun dräi fréiere Partner a Moldawien, an der Türkei an am Mali iwwerholl ginn. Da sinn dräi Centres de santé am Sudan, och am Südsudan, vu Cordaid – dat ass d'Caritas Holland – iwwerholl ginn. A wéi ech och virdru gesot hunn, war do dee Projet vu „Rethink your Clothes“, deen och vu Fairtrade iwwerholl ginn ass.

Voilà, Här President, ech soen op jidde Fall Merci fir déi breet Zoustëmmung hei am Haus. Déi eng géifen et aneschters maachen. Wat wichteg fir mech ass, ass, dass mer et awer fäerdegbréucht hunn, dass mer beim Sahel an eng Richtung ginn, dass bei de Ménscherechter de Wee, fir dohinner ze kommen, d'Finalitéit, déi selwecht ass. D'Finalitéit ass déi selwecht. An ech mengen, et ass keen hei am Haus, dee seet, dass mer d'Ae sollen zouraachen, wann et ém d'Ménscherechter geet.

Bei den Diskussiounen mat den ONGen, muss ech Iech soen, waren am Ufank vläicht Méssverständnisser komm, mee d'Relationen mat den ONGen ass am Moment eng vu konstruktiver Zesummenarbecht. A mir hunn et virun allem och wichteg fonnt, um selwechte Strang ze zéien. Well ech kann Iech soen: Och wa vun der Caritas gesot gétt, dass dat keen Impakt hat, huet et awer zu engem Vertrauensbroch gefouert téschent ville Bierger an den ONGen. An et ass an onsem Interêt allegueren heibannen, dass och nees Vertrauen an déi humanitar Héllef an eeben och an d'Kooperatioun komm ass. An ech mengen, mir hunn dat zessimme fäerdegbréucht.

Voilà, ech soen Iech Merci.



M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen, fir Iech eng Fro ze stellen. Wann Der domat d'accord sidd, ...

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Jo, jo.

M. Claude Wiseler, Président | ... da géing ech der Madamm Tanson fir d'éischt d'Wuert ginn an duerno dem Här Wagner. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert déi Ausférunge vum Ausseminister zum Plan pluriannuel, well déi Planwirtschaft, déi huet hie selwer agefouert a senger Zäit als Premierminister, wou mer e Plan pluriannuel alljoers hei an der Chamber stëmmen zum selwechte Moment, wéi mer de Budget stëmmen. A firwat déi Motioun? Den Här Sehovic wäert herno nach drop agoen, mee déi Motioun kënnt jo vun enzwousch hier. Déi kënnt grad dohier, dass an Ärem Plan pluriannuel dee Budgetsposten do erofgeet.

An ech hat déi Fro och gestallt deemools, wou mer iwwert de Budget an de Plan pluriannuel an der Kommissioun diskutéiert hunn, wou Dir leider net derbäi waart, mee Är Beamte mer du geäntwert hunn, dass dee Posten am Pluriannuel eroftgaange wär, well Der nach net wéisst, wat Der géingt domadder maachen. An de Finanzminister vun där selwechter Regierung huet eis awer hei bei de Budgetsdebatten erkläert, dass vun elo un de Plan pluriannuel ausschlaggebend wier an dass deen net méi dierft no uewen ugepasst ginn. Et géing sech elo dorunner gehale ginn, wat am Plan pluriannuel steet, dat heesch, fir dann Är Termen ze benotzen, an Ärer Planwirtschaft.

An Dir engagéiert Iech hei als Regierung eigentlech, alljoers iwwert déi nächst Joren, d'autant plus mat där neier Logik vum Finanzministère, d'Gesetz vun der Kontabilitiéit esou ze applizéieren, wéi et dann och drastheet, dass ee sech géing un dat halen, wat am Plan pluriannuel steet. Ech sinn duerfir wierklich iwwerrascht, dass Der Iech elo hei op d'Gemeng Lëtzebuerg referéiert an net op déi Zäit als Premierminister, wou Der dat dote mat agefouert hutt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Kooperationsminister, wëllt Der dozou ...?

(Négation)

Et war effektiv keng Fro. Dat war eng Remark an eng Kloerstellung vun der Madamm Tanson. Da gi mer dem Här Wagner d'Wuert, fir am Prinzip eng Fro ze stellen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, et ass och eng Fro. Déi heite Fro hat ech u sech och wëlle stellen, well mir sinn all e bësse paff, vun engem eeëmolege Regierungschef ze héieren, datt en net esou richteg versteet, wéi e Pluriannuel funktionéiert.

Mee egal, duerno dat Zweet. Den Här Minister sot jo am Kontext vum Iwwergréff vum Ruanda op d'République démocratique du Congo, datt et zwou Klacke gétt. Je résume: Et gétt zwou Klacken, et gétt zwou Versiounen, also et ass keen onschälleg u sech an d'Regierung zu Kinshasa, déi ass och net perfekt. An dat wësse mer, dat huet jo kee gesot.

Mee wann ech dat richteg verstinn, well elo schwätzt mer vun engem Land, wat mat senger regulärer Arméi en anert Land invadéiert – dat kenne mer an Europa, am Oste vun Europa, e Land, wat mat senger regulärer Arméi en anert Land invadéiert, also den Droit international brécht –, heesch dat, datt dat Land, wat ugegraff gétt, egal wéi perfekt oder onperfekt dat Land ass, och eng Matschold dréit un där Invasioun, eng Matresponsabilitéit dorunner dréit, datt et invadéiert gétt? Hunn ech den Här Aussen-

Kooperationsminister richteg verstanen a senger Interpretatioun vum Droit international?

M. Claude Wiseler, Président | Här Kooperationsminister.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Ech hunn Iech gesot, dass mer déi Punkten um europäischen Niveau sollte klären. Mir sollen eng koordinéiert Approche zu deene Froen hunn. Wa mer kohärent wëlle sinn, solle mer dat och esou loessen. Mir probéieren, dat a Syrien ze hunn. Mir probéieren, dat an Israel ze hunn. Mir probéieren, dat elo och am Ruanda ze hunn. Ech wier wierklich frou, wa mer eng koordinéiert Approche kéint um europäischen Niveau hu bei deenen dote Froen. Dat huet, gleeft mer, e bësse méi Impakt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kooperationsminister. Domat wären dann d'Wuertmeldungen ofgeschloss.

Motions

A mir hunn dräi Motiounen, déi während désem Debat deposéiert gi sinn.

Motion 1

An ech géing dann d'Diskussioun vun dése Motiounen ufänken, ugefaangen evidenterweis mat der Motioun Nummer 1, déi vum Här Sehovic deposéiert ginn ass. Här Sehovic, wëllt Der nach eng Kéier driwwer schwätzen?

(Négation)

Dir maacht dat duerno. Wie wëll zu déser Motioun Stellung huelen? Den Här Graas, den Här Fayot. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Effektiv, dat, wat elo vun der Administratioun Trump do decidéiert ginn ass, dat ass natierlech énner kengen Émstänn ze akzeptéieren.

(M. Gusty Graas parle d'une voix rauque.)

Elo geet guer näischt méi.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Probéiert emol nach eng Kéier.

M. Gusty Graas (DP) | Ech probéieren nach eng Kéier. Bon, ech hunn dat jo och virdrun a menger Ried scho gesot, datt mir dat condamnéieren, wat d'Administratioun Trump do decidéiert huet, d'USAID. Dat ass skandaléis. Dat wäert e schrecklechen negativen Impakt op d'Entwicklungspolitik insgesamt iwwert d'ganz Welt hunn. De Moment läit déi bei 71,9 Milliarden Dollar.

(M. Meris Sehovic offre un verre d'eau à M. Gusty Graas.)

Ech soll net kal drénken. Ech soll net kal drénken!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Sehovic brauch et awer elo net wiermen ze goen.

M. Gusty Graas (DP) | Et ass ganz léif, mee den Dokter hannendrun huet gesot, ech soll net kal drénken.

71,9 Milliarden Dollar, déi de Moment, wéi gesot, vun der USAID investéiert ginn an 209 verschidde Länner a Regionen. Dat ass enorm!

Elo gétt am Fong geholl hei gefrot, datt d'Europäesch Unioun, an ech zitéieren: „pour compenser la réduction des financements de l'USAID“ ... Jo, an do muss ech awer dann déi Wieder iwwerhuelen, déi de Vizepremier an och Ausseminister respektiv Kooperationsminister hei gesot huet: Mir kënnen awer net vun engem Dag op deen aneren decidéieren, datt d'Europäesch Unioun déi Perte, 71,9 Milliarden

Dollar, elo soll iwwerhuelen, wuel wëssend, datt och d'Europäesch Unioun de Moment grouss finanziell Problemer kennt. Mir hunn eng Rei aner Defien. Duerfir kënne mer a sech déi Motioun esou hei net mat énnerstëtzen.

Wou mer natierlech op Ärer Säit sinn, dat ass ganz kloer: Mir müssen och do eis Stëmm erhéijen, méi héich, wéi ech et elo hei maachen, mee datt effektiv d'Amerikaner sech hirer Verantwortung bewosst sinn an datt d'Europäer solle maximal Efforte maachen. Mee fir dat einfach eent zu eent ze kompenséieren, dat ass schonn illusoresch. An dowéinst géing ech der DP-Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, mir hunn déi Motioun hei mat énnerschriwwen. Mir énnerstëtzen dat och. Et geet hei drëm, géint déi Tendenz ze goen, déi effektiv elo mat där Decisioun vun der Administratioun Trump sech materialiséiert huet op eng dramatesch Aart a Weis, déi net nei ass, déi een effektiv och gesäit mat deem weltwàite Rietsruck, dee mer hunn, a mat der Reduktioun vun der APD, déi domat anhiergeet.

Fir mech ass dat hei eng Obligation de moyens, déi mer hei mat där Motioun u sech proposéieren, dass d'Regierung sech asetzt, fir géint déi Tendenz do ze goen, fir och aner Länner ze encouragéieren, mat hirer APD eropzegoen, a fir op eng concertéiert Aart a Weis téscht Europäer ze probéieren, dat Lach do zouzemaachen, wat effektiv riskéiert, dramatesch Incidencen ze hu fir vill multilateral Programmer an och mat ganz reelle Konsequenzen um Terrain bei deenen Äermste vun deenen Äermsten. Duerfir énnerstëtze mer dat hei mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, ech war awer e bëssen erstaunt virdrun iwwert d'Interpretatioun vun där Motioun, well et steet jo dran: „soutenir une réponse européenne coordonnée pour compenser“, an da ganz zum Schluss: „les pays les plus touchés“. Elo kann een nach iwwert déi eenzel Wieder streiden a sech soen, wa mer vun enger Obligation de moyens oder enger Obligation de résultats – hei schwätze mer éischter vu Moyenen – schwätzen, datt een nach hanner „pour compenser“ hätt kënn schreiwen „une partie de“. Wann dat géif dozou féieren, datt d'Motioun géif ugeholl ginn, mengen ech, wär dat vläicht eng Propos, déi dozou géif féieren, datt mer hei awer kéint e Signal setzen, datt mer fir eng europäesch Antwort sinn.

De Kooperationsminister huet nämlech jo elo grad gesot, mir bräichten eng europäesch Approche an et géif eeben net drëm goen, datt all Land elo seng eegen Zopp do géif kachen. An deementspriedend ass déi Motioun jo näischt aneres, wéi nach eng Kéier dorobber hinzwierkeren, datt mer eng europäesch, eng gemeinsam Approche huelen, déi coordonéiert ass, an datt eeben net grad jiddwéieren herno e bëssen op senge Projekte schafft an datt mer vläicht déi äermsten an déi schwächste Länner doduerjer duerch de Raster fale loessen.

Also dofir, mir wäerten déi Motioun hei weiderhin énnerstëtzen an, wann et néideg ass, vläicht eng Hand reechen, andeem ee seet: „pour compenser une partie de“. Dat muss den Auteur natierlech nach fir gutt befannen, mee ech gesinn, datt dat awer kéint sain Accord fannen. An da kann d'Majoritéit sech jo vläicht nach eng Kéier iwwerleeën, ob et dann e besseren Text wier.

Merci.



M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. Da ginn ech dem Auteur, dem Här Sehovic, nach eng Kéier d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déri gréng) | Merci, Här President. Et ass alles gesot. Ech hunn och a menger Ried versicht, d'Motivatioun ze erklären. Ech géing mech awer deem ralliéieren, wat de Kolleg Sven Clement gesot huet, och mam Zil, fir vläicht awer dem Här Kooperationsminister och e staarkt Mandat vun der Chamber ze ginn. Wann e sech zu Brüssel dann dofir asetz, kéinte mir effektiv ganz gutt domadder lieuen, den Text an deem Senn dann ze änneren: „soutenir une réponse européenne coordonnée pour compenser une partie de la réduction des financements“. Oder vläicht gëtt et nach eng besser Propos.

Mee op jidde Fall, dass mer eis awer eens sinn, dass et net drëms geet, dat Lach ... An dat si 40 % vun de Gelder an der internationaler Kooperatioun. Dass mer dat net als Europäesch Unioun ganz aleng gestopft kréien, dat ass kloer. Dass mer awer als Europäesch Unioun misste ganz vir dobäi sinn an deem Effort, fir dat Lach zouzekréien, ech mengen, dat ass genausou kloer. An deem Senn hoffen ech, dass mer dovläicht nach e Kompromëss hikréien.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass keng Wuertmeldung méi do.

Wann dat de Fall ass, da géing ech dës Motioun esou zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Vläicht nach e klengen Effort, fir datt mer op den Total vun de Votte kommen. Nach e ganz klengen elo. Gutt, da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 39 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dés Motioun ass also mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 20 voix pour et 40 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Françoise Kemp), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spatz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da géinge mer zur zweeter Motioun kommen, déi och vum Här Sehovic deposéiert ginn ass. Den Här Sehovic schwätzzt duerno. Wie wëllt hei Stellung huelen? Den Här Graas, den Här Fayot, den Här Clement an den Här Wagner. Ok, Här Graas, fänkt Dir un.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier hei och drop hiweisen, wéi de Minister déi éischte Kéier an der Kommissioun war, wéi mer iwwert déi Problematik hei diskutéiert hinn, a jiddwereeën, deen deemoools an där Kommissioun war, dee wäert sech awer nach drun erënneren, wat de Minister kloer deemoools gesot huet: E wéilt net mam Briecheise virgoen. E wéilt net eppes octroyéieren, mee e wéilt am Dialog eng Ännérung ervirbréngéen. Deen Dialog besteet mat Sécherheet. Mir wäerten och do eng Léisung fannen. An et ass jo och net de But, elo mam Budget insgesamt erofzegoen.

Elo hei ze fuerderen, fir 2026 an dorriwer eraus – dat kéint also nach déi nächst Jore sinn – elo e fixen Taux hei festzeseten, dat gesi mer awer méi mat Reserven, well dat och relativ schwéier awer ze fixéieren ass. An dowéinst géing ech mengen, mir sollten déi Motioun hei net unhuelen.

Ech wëll awer nach eng Kéier ganz kloer hei énnersträichen, datt souwuel d'Sensibiliséierung wéi d'Educatioun e ganz wichtegen Aspekt ass. Dat ass de Mëtten a ville Rieden erauskomm, och an der Ried vum Vertrieber vu menger Partei. A mir wäerten och an Zukunft do e Maximum drop setzen. Mee sou, wéi dat elo hei proposéiert gëtt, gesi mir awer net an, fir déi Motioun hei zréckzebehalen. Dofir géing ech propoiséieren, déi ofzeleen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, bon, mir sinn effektiv an engem Kontext, wou mer déi Loi sur la programmation pluriannuelle awer méi eescht huelen, wéi dat am Ufank de Fall war, wéi dat agefouert gouf. Effektiv, an enger éischter Zäit hu mer émmer déi pluriannuel Programmatioon do gemaach a si ass alljoers geännert ginn. Dat heescht, et huet kee se wierklech seriö geholl.

Mir haten och d'lescht Woch en Echange mat der OECD, déi jo eng Revue gemaach huet vun eise Finances publiques a vun eisem Exercice budgétaire, déi och ganz kloer seet: Haut geet d'Richtung dohinner, dass een en fait eng Iddi vu Planifikatioun erabréngt a seng öffentlech Finanzen, dass een iwwer e puer Joer sech eng Trajectoire gëtt, déi een dann och seriö hëlt, wou een dann och reegelmësseg den Impakt moosst. An an esou engem Kontext huet natierlech dee Budget, deen een do festsetzt, eng Signalwierung, och fir de Secteur vun den ONGen am Beräich vun der Sensibilisation. An dofir menge mer schonn, dass et wichteg wär, dat och unzepassen an do konstant ze bleiwen.

Ech weess, wann ech dat richteg och an Erënnerung hinn, dass et e Poste gëtt, mengen ech, Maison des ONG, deen dann och eropgeet en correspondance mat deem Montant, deen erofgeet bei den ONG sensibilisation, woubäi et nach émmer e bëssen onkloer ass, wéi dat eent mat deem aneren zesummenhänkt. Mee nawell, mengen ech, wär et wichteg, dass mer do konstant bleiwen an dass mer héich bleiwen. Dofir énnerstëtze mer déi Motioun hei och gäre mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Den Här Fayot huet dat elo grad schonn, mengen ech, am Detail nach eng Kéier erkläert. Fir eis ass et wierklech wichtig, datt mer hei net bei der Sensibilisation spueren. Mir brauchen eng Sensibilisation duerch d'ONGen, fir eeben och heiheem – an dat hat ech virdrun a menger Ried gesot – wierklech nach eng Kéier ze kommunizéieren, wéi wichtig eis Entwicklungs-hëlf ass, datt dat eeben in Invest an d'Zukunft vun eis allegueren ass an datt dat eeben net Geld ass, wat mer némmen aus dem Gudde vun eisem Häerz ausginn, mee eppes, wat mer wierklech asetzen, deployéieren, fir d'Situatioun generell ze verbesseren, deelweis och Fluchtursaachen ze bekämpfen, ze verhënneren iwwerhaapt.

An dofir ass et émsou méi wichtig, datt mer dee Posten héich halen an datt mer weiderhi weisen, firwat mer déi Entwicklungs-hëlf maachen, op déi mer sou stoltz sinn. Well wa mer iergendwa vergiessen, dat ze maachen, da gëtt iergendwann no an no och a Fro gestallt, firwat mer dann Entwicklungs-hëlf maachen. A genau dee Cercle vicieux därfé mer net opkomme loessen. An dofir ass et esou wichtig, datt mer dee Posten héichhalen.

Wann natierlech d'Regierung elo seet, datt de Cadre pluriannuel net méi esou streng gekuckt gëtt, wéi se dat elo dat lescht Joer iwwer ukléngé gelooss huet, ben, da kann een och iwwert d'Motioun diskutéieren. Mee soulang d'Regierung awer dobäi bleibt, datt die Cadre pluriannuel esou contraignant ass, wéi se dat bis elo gemaach huet, ma dann ass déi Motioun hei absolument néideg.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déri Lénk) | Merci, Här President. Jo, also, d'Politick ass e bësse wéi d'Léift: Parolen, dat ass schéin, mee d'Akten, dat gëllt an dat ass virrangen.

(Hilarité)

À partir d'un certain moment.

(Hilarité)

À partir d'un certain moment!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, fuert elo weider, Här Wagner.

M. David Wagner (déri Lénk) | Ech schwätzen aus Erfarung.

(Hilarité)

Déi heite Motioun freeet jo awer net d'Welt. Et gëtt eng grouss Onsécherheet am ONGs-Milieu – Dir kënn do vunner halen, wat Der wëllt –, déi un der Planungs-sécherheet oder Planungsonsécherheet hänkt. Do kann een natierlech flappseg soen: „Jo, bon, et ass eeben esou, datt et net sécher ass, ob deen een oder deen aneren CDD erwidert gëtt.“ Mee et funktionéiert jo och esou, datt et projetsgebonnen ass. An dofir gëtt et CDDen. Do brauch een awer och scho Leit, déi eng gutt Ausbildung hinn. An déi kann een net einfach ... Also, dach. Anscheinend kann een esou a Kaf huelen, datt déi sech eeben eng aner Plaz musse si-cke goen oder an de Chômage ginn. Mee mir fannen dat net esou.

Dat heescht, e Minimum vu Planungssécherheet heescht dann och, datt duerch esou eng Motioun eng Majoritéit net just seet: „Mir wäerten näischtr sträichen.“ Well déi heite Motioun seet soss näischtr wéi „Et soll net erofgoen, de Budget, deen allouéiert ass fir d'Éducation à la sensibilisation.“ Soss näischtr! A wann Der net kapabel sidd, dat haut matzovtéieren, ma dann ass dat e Signal, datt et awer vläicht guer net esou sécher ass. Punkt!



M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Zu dëser Motioun gesinn ech elo keng weider Wuertmeldung. Da kritt den Här Sehovic d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Dës Motioun hu mer eeben deposéiert, fir Kloerheet ze schafen. Et ass nämlech effektiv esou – an do kann een elo an de Kommissioune soen, wat ee wéll, et kann een och hei op der Chamberstribün soen, wat ee wéll –: De Plan pluriannuel schwätzzt eng kloer Sprooch, nämlech dass bei der Sensibilisierung a bei deene Mëttelen, déi do virgesi gi sinn, fir d'Jor 2025 4,5 Milliounen dostinn a fir d'Jor 2026 an déi Joren duerno 2,5 Milliounen dostinn, also bal d'Hallschent just nach. Dat ass deen ee Constat: Et gëtt e Widder-sproch.

An den zweete Widdersproch, dee sech haut opdeet, ass tëschent den Aussoe vum Här Vizepremier an den Aussoe vum Här Finanzminister par rapport dozou, wéi contraignant dann elo dee Plan pluriannuel ass. A wann et esou ass, wéi den Här Finanzminister et op d'mannst hei an der Chamber versprach huet, dass e contraignant ass, ma da bedeit dat och, dass do effektiv net nëmmen e bësse Mëttele solle gespüert ginn, mee carrement d'Hallschent vum Budget. An dat ass extreem bedauerenswäert.

Ech géif hoffen, dass d'Majoritéit hei vläicht nach eng Kéier a sech geet, dat heite matdréit an domat zur Klärung vun Onkloerheete bäidréit, awer virun allem zur Sécherheit am Secteur, deen awer „a rough time“ hat déi lescht Méint.

Ech soe Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. D'Regierung huet nach d'Wuert. Här Kooperatiounsmiester.

M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Nach eng Kéier: Mir sinn amgaangen, den Dossier vun der Sensibilisatioun vun der Educatioun um Metier ze hunn. Dir hutt tatsälech och mat der Maison des ONGD – an ech sinn och frou, dass dat bis elo net op Kritick gestouss ass – eng Plaz, wou mer wäerte Sensibilisatiounsaarbecht kënne maachen, wou mer wäerte kënne Permanenten hunn, wou mer kënnen ... Mir sinn amgaangen, do d'Konzept auszeschaffen.

Ech hunn Iech den Engagement an der Kommissioune schonn zéngmol ginn – zéngmol! –, dass de But net ass, Suen ze spueren. Mee leet mech elo net fest, op wéi engem Posten, wéi wéi eng Sue libelléiert sinn! Et geet drëms, eng Sensibilisatiounsaarbecht, et geet drëms eng Educatiounsaarbecht ze maachen. An ech wéll net elo schonn hypothekéieren, wat d'Resultater vun Negociatiounen, vu Léisunge sinn, déi ech och mam Cercle des ONG wéll zesumme festhalen.

Dofir, loosst eis déi Vertrauensrelatioun hunn, déi mer mat hinnen opbauen, an net direkt elo scho soen: „Et ass egal, wat souwisou duerno geschitt. Duerno bleibt dee selwechte Budget fir deen dote Posten.“ Et ka sinn, dass do Transferte si vun enger Maison des ONG, wou Leit agestallt ginn, déi do zoustännig si fir Expoen, fir Sensibilisatiounsaarbecht ze maachen. Mee neelt mech hei net dorop fest, wéi dat soll organiséiert ginn!

Ech hunn d'Engagement geholl. Mir hunn dat och zesummen an der Chamber festgehal. An dat ass och eng Prekonditioun, déi ech mat den ONGen diskutéiert hunn. Dofir, leet mech net fest a gitt mer net elo d'Mandat, dass dee Budget op deem dote Poste muss genau esou sinn, well dee kann och muer aneschters libelléiert sinn!

M. Claude Wiseler, Président | Här Sehovic, nach eng Kéier. Zweemol däerft Der an der Debatt. Nach eng Kéier elo.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, mee, Här Minister, mir wëllen Iech net festneelen op der Budgetslinn. An der Motioun ass keng Budgetslinn mentionéiert. Et geet just drëms, dass déi gesamt Enveloppe soll mindestens esou héich bleiben an den nächste Joren. Wéi Der dat duerno op d'Budgetslinne verdeelt – wéi soll ech soen? –, dat ass vu secondairer Wichtegkeet, soulang wéi d'Suen do ukommen, wou se gebraucht ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 2 vum Här Sehovic och zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme bei 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Ben Polidor), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidor ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Alex Donnersbach), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 3

An da komme mer zur Motioun Nummer 3 vum Här David Wagner. Ech ginn dervunner aus, datt Der duerno wéll schwätzten, Här Wagner. Da froen ech, wien heizou d'Wuert wéll huelen. Den Här Graas, den Här Fayot, den Här Clement an den Här Galles. Jo, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Jo, effektiv, dat hei ass eng ganz wichteg Fro, eng kruzial Fro. Wa mer natierlech elo all déi Krittären uwenden, déi mir als Prioritéit setzen, déi musse gëllen, fir kënne Kooperatiounspolitick mat engem Land ze maachen, da maache mer der net méi vill.

Eppes wéll ech mol kloer viraussetzen: Et ass jo net d'Intentioun – an dat si mer jo haut erém gewuer ginn –, datt de Ruanda soll en Zilland ginn. Dat ass jo mol eng wichteg Ausso. Et ass also elo net, datt dat vu muer u soll op déi Pist goen.

Hei gëtt elo gefrot, deen MoU am Fong geholl quasi ze annuléieren. Ech wéll sécher hei énnersträichen, datt déi Virgeeënsweis vum Ruanda ze condamnéieren ass, datt si M23 énnerstëtzen, datt se

domadder eng Instabilitéit an der Demokratescher Republik Kongo favoriséieren, datt dat mat Sécherheet net op eis Zoustëmmung stéisst. Dat wéllt awer elo net heeschen, datt mer zu dësem Zäitpunkt sollen all Dialog ofschléissen.

Dann huet de Minister eng Ausso gemaach, déi een och nach eng Kéier hei soll rappeléieren: datt d'Europäesch Unioun ... An déi huet jo nach vill Guddes ze machen, wat hir Positiounen um internationale Niveau ubelaangt. An ech ginn dervun aus, datt mer herno, an enger hallwer Stomn, och nach eng Kéier dat wäerten diskutéieren. Et gëtt also och der Europäesch Unioun d'Chance, emol erém eng Kéier eng gemeinsam Positioun auszeschaffen, soudatt mer der Meenung sinn, mir sollen zu dësem Zäitpunkt Nee dozou soen, de Ruanda schonn als e gewëssent Zilland ze envisagéieren, mee awer och Nee dozou soen, deen MoU hei zu dësem Zäitpunkt ze annuléieren. Duerfir géing ech proposéieren, och déi Motioun hei ofzeleenen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, bon, ech mengen, d'Situatioun am Ruanda ass effektiv eng extrem komplex. Ech sinn deen, deen am Fong 2021 déi Erëmpnam vun där Zesummenaarbecht mam Ruanda decidéiert huet. Säithier ass effektiv do eng Degradatioun geschitt, och an deem Konflikt am Ostkongo, mat enger Implikatioun vum Ruanda, déi effektiv averiéert ass mat elo enger Resolutioun an der UNO, déi dat och condamnéiert. An dofir, mengen ech, soll een dat wierklech ganz staark um Radar behalen an och wierklech ganz, ganz kritesch kucken, wat do weider passéiert.

À ce stade déi Zesummenaarbecht do ofzabriechen, schéngt mer elo prematuréiert. Dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, sech elo hei bei dëser Motioun ze enthalten. Mee effektiv, et kann net sinn, dass mer engem Land nokucken, wat en anert Land u sech envahisséiert an do Saache mécht, déi net akzeptabel sinn. Mir kennen de komplexe Kontext, mee am Fong èmmer ènnert dem Couvert vun engem Genocide, dee geschitt ass virun 30 Joer.

Dat dierf net sinn, an dofir, mengen ech, solle mer wierklech ganz, ganz prezis hei kucken, wat an deenen næchste Méint an dësem Dossier geschitt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech kann et relativ kuerz maachen. Mir hunn och Problemer domadder, d'Motioun am Wuertlaut, wéi se elo do ass, sou ze stëmmen, well d'Resiliatioun awer en immens wäite Schratt wär, an och auszeschléisse fir d'Zukunft, datt ee weider mat hinnen zesummeschafft.

Dofir wollt ech u sech den Auteure proposéieren – an deem Fall, wou keng Ännérungs sinn, géife mer eis och enthalten, mat den Ännérungs kéinte mer se awer matdroen –, d'Wuert „résilier“ duerch „suspendre“ ze ersetzen, den MoU ze énnerbréichen, an am zweeten Alinea dann ze soen, hennendrun nach: „pour autant que le conflit perdure“, fir einfach ze weisen, datt mer, soulang dee Konflikt do ass, sollte keng nei bilateral Ofkommesse maachen. Wann awer de Konflikt eriwwer wär, da kéint een natierlech och erém mat hinne schwätzten.

Ech mengen, dat ass och eng Politick, déi mer an anere Konflikter bis elo gefuer sinn. A wann déi Ännérungs vun den Auteure géifen ugeholl ginn, da géife mer se matstëmmen, soss géife mer eis enthalten.

Merci.



M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmoors, Här President. Ech denken, dass mer eis heibannen alleguerten eens sinn, dass de Ruanda tatsächlich am Moment e ganz schwierege Partner ass. Dofir kann ech och ganz gutt novollzéien, dass elo souzesoen eng Sanktioun hei gefuerdert gëtt. Ech hat och selwer a menger Ried erwänt, dass et héchstwahrscheinlich net dee richtege Partner ass, fir en Hub am Moment ze schafen oder fir méi wäit ze goe mat dem Land aus dem Ruanda.

Ech ralliéiere mech awer mat der Argumentatioun vum Kolleg Gusty Graas: Et ass natierlech eng komplex Geschicht. Also, ech hunn och deemoos déi Entscheidung – ech mengen, et war 2021, hat den Här Fayot elo gesot –, fir déi diplomatesch Beziehung mam Ruanda esou ze verstärken, ganz couragéiert fonnt, well een natierlech och grad där Region an deem Land do wëll weisen, dass een u se gleeft an dass a se investéiert. Et ass jo och e Land mat enger ganz staarker an dynamescher Entwicklung, mee si ass eebe politesch, déi Entwicklung, am Moment ganz, ganz kritesch. An dofir versti mer ganz gutt, dass mer eis elo vis-à-vis vum Ruanda ganz kritesch, skeptesch an zréckhalend verhalen.

D'Fro ass eeben dann: Wat ass dee richtege Wee? Wat ass déi richteg Mesür, fir dat ze maachen? An ech ralliéiere mech do, wéi gesot, dem Gusty Graas, fir ze soen: Déi heite Motioun schéngt mir och elo net dee richtege Wee ze sinn, also elo entweeder „résilier“ oder „suspendre“, egal wéi een et elo nennt. Mee dass mer eis allegueren eens sinn, dass mer d'Entwicklung am Ruanda ganz genau suivéieren, ech mengen, dat ass fir eis allegueret kloer.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Här Clement, well u sech géife mer seng Propos unhuelen, déi zwou Verbesserungen. Et sinn tatsächlich Verbesserungen, litteralement. Eng Suspensioun ass an deem Senn warscheinlich och méi interessant, well et justement e gewëssenen Drock ausübt op de Regimm vum Här Kagame.

Et kann een natierlech émmer soen ... An do musse mer oppassen, mir sinn do net wäit ewech oder komplett u sech am „deux poids, deux mesures“, well, wéi gesot, mir kennen en anert Land an Europa, wat en anert Land ugräift, an dat akzeptéiere mer zu Recht jo net. An dat dote soll jo och net aneschers sinn – wat och émmer d'Geschicht konnt sinn.

Dofir si mir och der Meenung ... Mir schwätzen hei elo vun engem bilateralen Accord, deen téscht Lëtzebuerg an dem Ruanda existéiert, vun engem bilaterale Memorandum of Understanding, wou d'EU strictement násicht ze soen huet. Op europäeschem Niveau, op EU-Niveau, do gëtt awer och ganz haart dorriwer geschwat. An ech mengen, den Här Charel Goerens, deen och eng Kéier Entwickelungsminister hei war an dee sech gutt auskannt huet hei zu Lëtzebuerg, deen huet net méi spéit wéi géschter oder haut am Europaparlament dat selwecht gefuerdert – net dee selwechte Memorandum, et geet ém de Memorandum iwwert d'Rostoffer téscht der Europäischer Unioun an dem Ruanda. E seet: „Et geet elo duer. Et muss een elo eng Limitt setzen an dee muss een elo suspendéieren.“

An en huet natierlech Recht, well den Här Kagame, dat ass e Krichshär. Ech mengen, iergendeng Kéier muss een awer och ... Also, l'ép Parolen, ech weess

net, ob e ganz sensibel dorobber ass. An en ass vill ze vill gestärkt ginn an deene leschte Jore vum Westen an och vu Lëtzebuerg warscheinlech, fir sech fir ze vill wichteg ze halen. Dofir menge mer, datt eng Suspensioun, bis e sech erém zréckzitt a bis d'Situatioun erém besser ass, déi besser Léisung wier.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Ech soen Iech och Merci. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung.

Da stelle mer déi heite Motioun énnert der ofgeänderter Form, mat „suspendre“ am éischten Tret a „jusqu'à la fin des hostilités“ am zweeten Tret, zum Vott.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, 21 Abstentiounen. Dés Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmm bei 4 Jo-Stëmmen an 21 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ; MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Alex Donnersbach), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring (par Mme Djuna Bernard).

Domat wär dann d'Diskussioun zu désem Debat iwwert d'Kooperatioun ofgeschloss.

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la relation avec les États-Unis d'Amérique

A mir géingen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. An zwar ass dat eng Aktualitéitsstönn iwwert d'Relatiounen mat de Vereenegte Staate vun Amerika, déi d'politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) festgeluecht: 10 Minute fir den Auteur, 5 Minutte fir jiddwer Fraktiou a jiddwer Sensibilitéit, d'Regierung huet 15 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Sam Tanson als Vertriebler vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt emol begréissen ech natierlech, dass souwuel de Premierminister wéi och den Ausseminister hei sinn, fir iwwert dee Sujet ze schwätzen, deen eis dach, denken ech, iwwert déi lescht Woche scho vill méi séier beschäftegt huet, wéi vlächt Verschiedener dat erawart haten, an déi Fro, wéi mer eis elo als Lëtzebuerg an natierlech och als Europa positionéieren an deem neie geopolitisches Feld mat all deem, wat elo schonn usteet an dár méi oder manner Neiausrichtung vun den USA.

Dir, Här Premierminister, hutt nach viru Kuerzem – beim 100,7 hat ech Iech héieren – drun erënner, Amerika wier eigentlech onsen traditionelle Partner vun de Wälderter. An d'Fro, déi ee sech haut, denken ech, als Europäer/in och stelle muss, dat ass déi: Wat ass, wann Amerika net méi zu deene gedeeltene Wälderter zréckfénnt?

Well u sech ass déi méi autozentriert Neiausrichtung vun den USA jo net wierklech nei. Si gouf an de leschten 10, 15 Joer vu Republikaner an Demokrate virugedriwwen. Amerika huet en Zwoupartiesystem, wou awer haut eng Säit oppen dobäi ass, de Staat an d'Demokratie zréckzebauen, a sech och net verstoppt, fir dat ze soen. D'Ress awer an der amerikanescher Gesellschaft an d'Veränderungen an der fundamentaler Ausrichtung vun der US-Politick sinn esou déif ginn, dass et och no den nächste Wale keen einfache Wee zréck an d', „good old days“ wäert ginn. Europa muss sech dat an aller Sachlechkeet virun Ae féieren, wann et drëms geet, sech dës Kéier wierklech op euge Féiss ze stellen, wat d'Defense ugeot, d'Economie, d'Politick fir d'Transitioun a géint d'Klimakrisis, d'Kënschtlech Intelligenz an den digitale Raum.

„Whatever it takes“, kéint ee scho bal soen. Eise Consat ass nämlech kloer deen, dat Europa haut d'Zäit fortleeft. Ech si mat Iech d'accord, wann ech esou Är Deklaratiounen alle bëid an der Press liesen, datt mer e staarkt Europa brauchen, mee dat kann an eisen Aen net en Europa vum Réckschrëtt sinn, vum Blockéieren a Verwässere vun neien Iddien op der Sich no kuerzfristegen nationale Virdeeler. Esou eng Nischepolitick, esou eng Politick vun de klengen an Iwwergangsléisungen, dat sinn déi al Rezepter vu virgéschter, déi Europa och zum Deel an déi Positioun vu Schwächte an Ophänggeket bruecht huet, an dár mer a verschiddenen Dossiere sinn.

Fir eis ass kloer: Déi demokratesch Parteien an Europa müssen haut prett sinn, fir wierklech op nei, gemeinschaftlech Weeër ze goen, an der Defense, bei der wirtschaftlecher Moderniséierung a bei de staatlichen Investitiounen. Wann alles just énnert der dach kuerzfristeger Vue vun der Kompetitivitéit gekuckt gëtt, dann ass dat eiser Usicht no de sécherste Wee, fir Europa wirtschaftlech an d'Stagnatioun a politesch no rietsbaussen ze drécken.

Ech wollt de Métten an dëser kuerzer Debatt dervu profitieren, fir zwou Froen ze thematiséieren. Éischtens: Wat ass d'Regierung prett ze maachen, fir Europa a Lëtzebuerg wierklech méi resilient opzestelle fir d'Zukunft? An zweetens: Ass Lëtzebuerg bereet, an der EU dofir anzestoen, datt mer a punkto Émwelt, Klima a sozial Gerechtegkeit keng Réckschrëtter a Kaf huelen, némme fir mam Trend ze goen?

Eent virewech: A schwierege geopolitisches Zäite sinn d'Héichhalen an d'Kontroll vun de Mënscherechter e wichtige Punkt. Den Donald Trump huet Sanktiounen decidéiert géint dat Internationale Strofgeriicht wéint dem Haftbefehl géint den israëlesche Premier. D'Initiativ vum Trump ass eng Katastroph fir den internationale Rechtssystem an d'Onofhängeket vun



deene Geriichter, déi heiandsdo de leschte Rempartsinn, fir ze verhënneren, datt Diktatore stroffräi dervukommen an esou och nach eng Kéier kënnne vu virufänken. D'Lëtzebuerg Regierung hat eng maassgeebend Roll bei enger Deklaratioun, déi dës Decisioun vum US-President kritiséiert huet. Merci dofir!

Dann awer zu menger éischter Fro, déi ech wollt eeben de Mëtten uschwätzen. De Premier sot a senge Reaktiouen op déi éischt Amtshandlunge vum Trump a sengen Droungé géint d'US-Partner, Europa misst elo en Accent leeën op d'Kompetitivitéit. Dat kenne mer jo schonn. Fakt ass awer: Amerika probéiert énnert dem Trump – wéi virdrun och énnert dem Biden – am Endeffekt soss näisch, wéi méi kompetitiv ze ginn. Just ass den Toun elo bedeitend méi vehement ginn. Mir si bei enger quasi Krichsrhetorik ukomm. An och ob d'Methoden déi richteg sinn, ech denken, dorriwwer gëtt den Ament vill geschriwwen an dat léiss sech debattéieren.

Wann awer elo déi ganz Welt blannemännerches a matenee probéiert, sech géigesäiteg ze iwwerbidden an där Kompetitivitéitscourse, da gerode mer vlächt alleguer an deen zerstéieresche „race to the bottom“, deen et zum Beispill an den 1930er-Jore schonn eng Kéier gouf, mam Resultat, wat mer alleguerte ken-nen.

Duerfir muss eiser Meenung no de Wee zu méi wirtschaftlecher Stäerk an Europa virun allem iwwer eng Stäerkung an Ofsécherung och vun der Bannennoft féieren – mir hunn, dat gëtt heiandsdo vergiess an där ganzer Debatt, jo eigentlech méi eng grouss Populatioun wéi d'USA –, iwwer eng Ofsécherung vun Aarbechtsrecht a Sozialsystemer, iwwer grouss Investitiounen an déi wirtschaftlech Transformatioun, alle virop natierlech an de Secteure vun der Energietransitioun an der Nohaltekkeet an eeben och vun der Defense.

A fir eis muss dat och heeschen, datt zum Beispill Eurobonds – dat ass scho virdrun ugeklongen an der Kooperatiounsdebatt – an deenen Zäiten, an deene mer sinn, och keen Tabu dierfen duerstellen. Et kann een net all déi Krisen an der Welt evoquéieren an dann e Réckzéier maachen, wann et dréims geet, Suen erbäizekréien, fir déi Krisen unzegoen. Sech elo ze verschansen hannert de roude Linnen aus den Zäite vu Finanz- an Eurokris, dat kënne mer ons haut net méi leeschten. D'Welt ass eng aner ginn, haut a ganz sécher och muer. Dofir wollte mer Iech och froen, Här Premierminister, Här Ausseminister: Wéi stitt Der dann zu där Fro vun den Eurobonds? A wann Der dat negativ gesitt: Wat sinn dann Är Lésungen, fir déi Finanzierungsdrofen ze klären?

Zum zweete Punkt: De Paräisser Klimaaccord gouf vun den USA opgekënnegt. Et soll alles zréckgefuer ginn a virun allem op fossill Energié gesat ginn. De President Trump gleeft net un de Klimawandel, handelt extrem kuerzfristeg a schaft domat enorm Problemer fir ons Kanner a Kandskanner. Wéi gi mer domat ém? Schloe mer an déi selwecht Kerb? Soe mer: „All Efforten an déi Richtung si muttwéllig, kaschten elo Geld oder si schlecht fir d'Entreprises, dofir ignoréiere mer se?“ Dir wësst, datt ech déi Aschätzung net deelen, an ech sinn och bei Wäitem net eleng domadder. Vill grouss Entreprises hunn an de leschten Deeg virdru gewarnt, déi Efforten, déi iwwert déi lescht Jore gemaach goufen an deem dote Kontext, elo zréckzeschrauwen, aus Klimaschutzgrënne eraus natierlech, mee och aus ganz praktesche Grënne eraus. Natierlech kann een émmer Elementer verbesseren, mee et geet eis drëm, datt mer net an deem selwechten Otemzuch dann och alles verwässeren. An dat, gedriwwen vun engem Wand, wéi en aus den USA kënnt, dat wier an eisen Ae fatal.

Dat selwecht gëllt fir d'Gerechtegkeit op der Welt. E gutt Instrument, wat elo mol knapps e Joer a Kraaft ass, ass d'Minimalbesteierung fir d'Entreprises. Wéi gi mer domat ém, datt de President Trump menacéiert, ons ze bestrofen, wa mer US-Firmen taxéieren? A virun allem: Woufir plädéiere mer dann do op EU-Niveau? Ech hat dem Finanzminister déi Fro hei virun e puer Woche gestallt. Ech krut do keng Kloer Antwort. Dat selwecht gëllt d'ailleurs fir eng Minimalbesteierung op Ultraräicher. Mir kennen do déi negativ Positioun vun der Regierung do derzou, mee mir brauchen an eisen Aen esou Instrumenter, grad well se nei Antworte sinn op déi reell Eerausforderung vun eisen Demokratien, déi duerch d'Ongerechtegkeete geschwäch ginn.

An dann dréttens nach e ganz kuerzen a leschte Punkt. Och ons streng Datenschutzgesetzer a Reglementatiounen am digitale Raum stinn zur Dispositioun. Ech hu gesinn, Här Premierminister, dass Den déi lescht zwee Deeg zu Paräis waart op enger Konferenz, déi sech vill domat beschäftegt huet. Ech denken, dass dat wichteg ass, dass sech op europäesch Niveau grad mat deenen dote Froe beschäftegt gëtt, wann een och gesäit, dass de President Trump bei senger Inauguratioun vun all de prominenten Proprietäre vun de grousse Plattformen émgi war. Europa brauch méi Souveränitéit am digitale Raum, net manner. Sidd Dir bereet, als Regierung defir anzestoen, datt déi europäesch Reegelen agehalen an net ofgeschwäch ginn an datt mer dorriwwer eraus och massiv dran investéieren, a punkto KI an a punkto digital Kommunikatioun onofhängeg vun den USA an natierlech och China ze ginn, mat gudde Reegelen, déi jo net do sinn, fir een ze kujenéieren, mee déi do sinn, fir d'Europäer an d'Europäerinnen ze schützen am digitale Raum viru Fake News, virun Desinformatioun a viru Manipulatioun?

Här Premierminister, Här Ausseminister, Dir gitt net midd ze betounen, mir wieren hei am Land souze soen eng Insel vun der Gléckséilegkeit am Verglach mam Rescht vun Europa, well mer stabel Verhältnisser hunn. D'Fro, déi sech stellt, ass, wat mer mat där Verantwortung maachen, déi och mat esou enger Stabilitéit anhiergeet. Triede mer an Europa op als Verfechter vu Courage an neien Iddien oder loosse mer eis dreie vun deem kalen, réckleefege Wand a vun de Rezepter vu gëschter a virgëschter? Dofir ass déi grondsätzlech Fro: Wat sidd Dir prett, u konkreté Schrëtt a Piste matzedroen, fir d'Welt an engem beseren Zoustand fir ons Kanner ze hannerloessen?

Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

An dann ass deen éisichten ageschriwwene Riedner den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Här Premierminister, Här Ausseminister, léif Kolleginnen a Kollegen, et war elo net esou einfach, sech op dése ganz kuerzen Débat ze préparer, well e net genaue wousst, a wéi eng Richtung d'Madamm Tanson dës ...

(*Interruption par Mme Sam Tanson*)

... Debatt géif wëllen hileeden. Mir hunn awer effektiv gëschter kuerz driwwer geschwat. Zu villem, wat d'Madamm Tanson gesot huet, kann een natierlech soen, do kann ee mat d'accord sinn. Mee Fakt ass awer och: An Amerika ware Walen.

An dacks héiert ee jo viru Walen: „Walen ännere souwisou näisch. D'Leit brauche jo net wielen ze goen, egal wie kënnt, bleibt alles beim ALEN.“ Eh ben, hei hu mer e ganz gutt Beispill, datt Wale vun haut op muer praktesch awer eppes kënnten ännernen. D'Amerikaner hunn en connaissance de cause ofgestëmmt am November. Si wousste ganz genau, wie sech géif présentéieren, a si wousste ganz genau, wa se e géife wielen, wat se géife kréien. Contrairement zu deem-jéinegen akzeptéiere mir jo demokratesch Walen, och wa mer eis sonner Zweifel en aner Resultat vlächt gewënscht hätten.

Wiere mer Amerikaner, wiere mer warscheinlech hei bis op e puer Ausnamen an désem Haus allegueren an där selwechter Partei. Mir wiere vlächt op verschidde Flille vun där Partei, mee ech ginn dervun aus, datt déi meescht sech dann op där enger Säit géifen erëmfannen. Mee mir sinn awer keng Amerikaner.

A schonn am Hierscht, wéi mer hei iwwert d'Aussepolitick diskutéiert hunn, louch den neie Locataire vum Wäissen Haus wéi e Schiet iwwert deene ganzen Diskusiounen. A mir mussen elo op d'mannst fir déi nächst zwee Joer drop astellen, datt déi nei amerikanesch Regierung d'Agenda diktéiert an den Tempo virgëtt.

Déi disruptiv Aart a Weis, Politick ze maachen, ass net eis Aart a Weis. A si ass och an eisen Ae brandgefierlech. De Broch mat enger laanger Traditioun vu multilateraler Kooperatioun, de Broch vun internationale Reegelen, dat ware mer an der Lescht vun Diktatoren, dat ware mer vun Autokrate gewinnt. Datt dat grad vu Washington elo kënnt, ass natierlech e ganz neie Moment.

Wann d'Recht vun deene Staarken aleng erém gëllt, dann huet et och fir eis geschellt. Mir si besonnesch als kleng Länner drop ugewisen, datt d'Recht respektéiert gëtt, datt d'Grenze respektéiert ginn.

Wat am Moment vu Washington vun Dekreeter énnerschriwwen gëtt, ass fir eis zum Deel schockéierend. Et kann een där neier amerikanesch Regierung allerdéngs net de Virworf maachen, se géif net Wuert halen.

Nom Zweete Weltkrich huet Amerika Rechtsstaat an Demokratie an der fréier Welt gefuerdert an och énnertstëtz. D'Nazikader goufen net bei d'Mauer gestallt, mee se goufen zu Nürnberg viru Geriicht gestallt wéinst Verbriechen géint d'Mënschlechkeet. Haut eréisst déi amerikanesch Regierung Sanktiounen géint d'Riichter vun der Cour pénale internationale. Eng Cour net akzeptéieren ass déi eng Saach, se un de Pranger stellen ass déi aner Saach. An dat ass net ze toleréieren an net ze akzeptéieren.

Déi atlantesch Partnerschaft war an eisen Aen an ass och nach an eisen Aen, d'Madamm Tanson huet drop higewisen, eng Wäertegemeinschaft. Den Toun an d'Aktiounen vun der amerikanesch Regierung losseen zolidd Zweifel opkommen, ob déi Wärter nach op där anerer Säit vum Atlantik esou respektéiert ginn. A keng Relatioun kann énner Dauerstress bestoën, och keng déif an eng laang Fréndschafft.

Mir dierfen allerdéngs och net vergiessen, datt net all Amerikaner esou gewielt huet an datt et och nach en aner Amerika gëtt. An och net all Amerikaner fénnt sech an déser Politick erém.

Här President, dës intern Stabilitéit, déi mer hunn – an de Premier huet mat Recht schonn e puermol drop higewisen, mir hunn eng intern Stabilitéit hei am Land –, déi ass awer konfrontéiert mat enger Fragilitéit an Europa an der Welt, wéi mer se zanter dem Zweete Weltkrich net méi kannt hunn. Eis direkt Nopere si vill



mat sech selwer beschäftegt an déi politesch Mëtt steet énner enormem Drock vu Léunks- a vu Rietsextrémisten a Populisten, an engem Mooss, wéi ee sech dat bis ewell net konnt virstellen. Dës Onstabilitéit mécht eng staark an eng eeneg europäesch Äntwert op déi amerikanesch Erafuerderung praktesch onmëiglech.

An Amerika ass net déi eenzeg Erafuerderung. Russland ass e realen Aggressor, China ass net némmen en onfréndleche Konkurrent, mee eng Diktatur, déi och eis Fräiheit a Fro stellt.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Den Noen Oste bleift e Polverfaass virun eiser Hausdier a gëtt nach esou bal keng Luxair-Riviera-Destinatioun. An dëser Situatioun kënne mer eis et net leeschten, eis historesch Schutzmuecht, eisen NATO-Alliéierten, ze verléieren. Mir kommen téschent Hummer an Amboss vun Diktatur an Autokraten. We are in a pretty bad spot! An do ass et némmen e klengen Trousch, datt mer net aleng dostinn.

Mir mussen eis dëser Realitéit stellen. Fridden a Fräiheit an der Ukraine, Fridden a Fräiheit am Noen Osten, eng responsabel a fair Klimapolitick, eng fräi a fair Handelspolitick sinn ouni d'Vereenegt Staaten a géint d'Vereenegt Staaten net méiglech. Mir sinn an enger neier Realitéit ukomm. D'Welt ännert, a si ännert net zum Beschten!

Am Resummee: Et gëtt schwéier mat den Amerikaner déi nächst véier Joer, mee ouni d'Amerikaner geet et och net.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. An dann ass d'Wuert fir den Här Gusty Graas. Här Graas, probéiert mol.

M. Gusty Graas (DP) | Ech probéiere mol. Merci, Här President. Jo, d'Wale vum 5. November hunn an Amerika e grousse Changement mat sech bruecht. Mee et ware regulär Walen. Ech hat selwer d'Chance, mat e puer Kollegien als Observateur an Amerika ze sinn. Mir hu keng Irregularitéité festgestallt. Déi international Observateuren och net. Sécher, déi Decisioun vu 57 % vun den Electeuren, déi wiele gaang sinn, huet een ze respektéieren.

(*Un huissier de salle dépose une bouteille d'eau sur le pupitre.*)

Ech dierf kee kaalt Waasser drénken.

(*Hilarité*)

Dat Resultat huet – an de Laurent Zeimet huet dat scho richteg hei bemierkt – eis keng Freed gemaach, ausser vläicht deem engen oder deem aneren heibannen. Mee et ass e Resultat, wat mer awer mussen akzeptéieren.

Zénter dem 20. Januar ass den Trump erëm um Pouvoir. An deen, dee seng Untrétttsried gelauscht huet, ech hat mer dat ugedoen, ...

(*Hilarité*)

... dee krut e Virgeschmaach op dat, wat op eis duer-kennet. Do huet een direkt déi Respektlosegekeet vis-à-vis vun Institutionounen, déi Respektlosegekeet vis-à-vis vu Minoritéité gespuert. Et hat ee sech Schlechtes erwaart, mee et koum nach vill méi schlëmm. Jiddefalls, et ass eng gewëssen Hemmschwell gefall. Et huet een heiando d'Gefill, wéi wann hei mat Hëllef vu Milliardäre bal eng Weltherrschaft géing ugestrieft ginn. Jiddefalls, déi Zäite vum Multilateralismus schéngéng de Moment eriwwer ze sinn.

Bon, fir déi skurril Situatioun – dat Wuert kann ee roueg gebrauchen – e bësse besser ze verstoen,

misst ee sech natierlech vläicht och mat der Persoun Trump auserneesetzen. Ech maachen dat awer elo weider net. Mee et huet een awer d'Gefill, wéi wann hie géing dervu liewen, provokativ virun der Weltgemeinschaft opzetryden. An ech soen och deene Gréngé Merci, datt se deen Debat hei ugefrot huet, well e ganz wichteg a ganz noutwendeg ass. D'Fro ass natierlech: Wéi solle mer elo émgoe mat däneier Administratioun Trump? An et dierf een net vergiessen, dee President ass nach vill méi staark wéi zwëschent 2017 an 2021, well en nämlech elo och de ganze Kongress hanneru sech huet. Wéi solle mer eis, wéi gesot, mat däri Situatioun elo auserneesetzen? Ech ginn op e puer Beispiller an.

D'Bündnispolitick ass fir eis als Europäer a fir eis als Lëtzebuerger natierlech extreem wichteg. D'NATO ass ganz extreem wichteg. Mir kruten elo schonn eng Rei Aussoen, déi eis natierlech absolutt guer net gefalen.

Dann, datt en einfach behaapt, Grönland misst elo énner amerikanesch Tutelle kommen, de Panama-Kanal misst énner amerikanesch Tutelle kommen, dat si geféierlech Hegemoniebestriewungen. A mer brauchen awer némmen e bëssem an d'Geschicht zréckzegoen, da wëssez mer, datt schonn aner Leit och esou Hegemoniebestriewungen haten.

Besonnesch schockant ass et awer, wann Iddien developpéiert ginn, wéi d'Zukunft vun der Gazastraf soll ausgesinn. Hei gëtt am Fong geholl d'Schicksal vu Millioune Leit net méi respektéiert, d'Schicksal vu Leit, déi elo scho méintelaang an enger extreem destraéiser Situatioun musse liewen, e Krich mussen iwwer sech ergoe loossen. An op eemol ginn einfach esou Iddien developpéiert, wéi een am Fong kéint de Luxus do amplaz installéieren. Ech mengen, grad do muss een als Europäer, als Lëtzebuerger, wann ee Valeuren ze vertrieben huet, sech och ganz kloer der-géint aussprechen.

Natierlech wäerten och um ekonomesche Plang eng Rei Decisiounen an Zukunft eis an och der europäischescher Wirtschaft Problemer maachen, zum Beispill den Ausstieg aus der Mindeststeier, zum Beispill och datt eeben elo Mindesttaxe sollen agefouert ginn um Stol an um Aluminium, an et wäerten nach aner Proposéen derbäkommen.

An et huet een einfach d'Gefill, wéi wann de President Trump géing versichen: „Wéi wäit kann ech d'Muecht ausreize? Wéi wäit kann ech goen?“ An dofir muss fréizäiteg Oppositioun kommen. Datt déi Oppositioun net direkt aus dem eegene Land kënnnt, bon, dorriwwer kann ee sech natierlech och seng Gedanke maachen, mee grad mir als Europäer mussen awer dorop hiwiseen.

Mir mussen also dem President Trump a senger Administratioun an Zukunft op Aenhéicht begéinen. A grad elo muss och d'Solidaritéitsgefille um Niveau vun der Europäesch Unioun verstärkt ginn. An ech weisen hei virun allem op de Bannemaart hin. De Bannemaart ass net fir näischt geschafe ginn. De Bannemaart ass en immenst Instrument, fir datt déi europäesch Wirtschaft och an Zukunft – onofhängeg dovun, wat d'Amerikaner alles wélles hunn – awer ka bestoén an datt déi europäesch Ekonomie och eng Zukunft wäert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer ofschléissend soen: Mir därfen awer elo net dat amerikanesch Vollek a senger Totalitéit verdái-welen. Et gëtt jo awer och nach deen anere Volet. An et därfen net vergiessen, d'USA sinn nach émmer e wichtegen Handelspartner fir eis, och als Lëtzebuerger. Eppes ass sécher: Déi nächst véier Joer ginn e groussen Defi. Et kann een némmen hoffen, datt d'Midterms – wa se stattfannen! – schonn eng éischt Ännérung wäerte bréngen.

Ech wëll awer och nach ofschléissend soen: Och mir Lëtzebuerger, trotz däri ganz schwiereger Situatioun, därfen net vergiessen, wat virun 80 Joer war. A wann d'Amerikaner deemools net mat aneren Alliéierten deen Asaz bewisen hätten, ech fäerte ganz, da géinge mir vläicht haut net an däri Form hei stoen, wéi mer elo hei stinn. Och dat därfé mer net vergiessen. Mir sollen zu dësem Zäitpunkt de Staf net komplett iw-wert d'americanesch Vollek briechen, mee op däri anerer Sät awer och dem President Trump ganz kloer d'Limiten opweisen an eis Meenung haart zum Aus-drock bréngen, virun allem als Europäesch Unioun. An och mir als kleng Lëtzebuerger sollen dat soen, wat op däri richteger Plaz muss gesot ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. D'Wuert ass elo fir den Här Yves Cruchten. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An Zäiten, wou sech déi schlecht Noriichten heefen a sech eigentlech d'Hand ginn, wollt ech haut ufânce mat enger gudden Noriicht: Mir hu schonn iwwer dräi Woche vun der zweeter Amtszeit vum Donald Trump hannert eis.

(*Hilarité*)

Et bleiwen nach just dräi Joer, eelef Méint an e puer Deeg, an dann hu mer se och ganz gepackt. An deenen dräi Woche si mer awer gewuer ginn, wat op d'Amerikaner, op d'Europäer an och op d'Lëtzebuerger duerkennet. „America first“, dat heescht net just „Prioritéit fir d'Amerikaner“, mee et heescht: „Mir“, also d'Amerikaner, „géint de Rescht vun der Welt“. Et ass eriwwer mat der internationaler Zesummenaarbecht. „America first“ ass Nationalismus a senger rengster Form. A wien d'Geschicht kennt, dee weess, wouhin eis den Nationalismus féiert. Dobäi gëtt et der och bei eis am Land, jo souguer hei an der Chamber, déi sech zwar Patrioten nennen, mee déi dat doten nach gutt fannen.

Näisch, wat den Donald Trump mécht, ass an eisem Interessi hei zu Lëtzebuerg. Et ass net an eisem Interessi, wann europäesch Produiten an Amerika taxéiert ginn. Et ass net an eisem Interessi, wann Amerika sech aus der Entwicklungshélfel zréckzitt. Et ass net an eisem Interessi, wann déi weltwäit Sécherheetslag sech verschlechtert. An et ass och net an eisem Interessi, wann de Kampf géint de Klimawandel elo op Äis geluecht gëtt. Dofir hale mer fest: Déi, déi haut zu Lëtzebuerg engem Donald Trump oder engem Elon Musk applaudéieren, dat si keng Patrioten!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, et wär e Feeler, elo just gefälleg ze sinn an ze kuschen. Grad esou falsch wär et, Amerika elo de Réck ze dréien. Zu Recht gouf an dëser Debatt drop higewisen, wéi verbonne mir Europäer, a besonnesch mir Lëtzebuerger, mat den Amerikaner sinn. A grad wéinst dëser déiwer Fréundschaft musse mer eng kloer Sprooch schwätzen, ríchtaeras, sou wéi een eebe mat senge Frénn schwätzt.

Här President, Trump 2.0 mécht eis Welt net méi sécher, weeder militäresch nach ekonomesch. Am Contraire, alles gëtt méi onberechenbar. Den neien US-President huet a kierzester Zäit e ganze Koup vu sengen enkste Partner an Nopere virun de Kapp gestouss. Tariffer hei, Tariffer do, Ausweisunge vu Migranten, Rechter vu Minoritéité gi mat Féiss geträppelt, eng absurd Ausso no däri anerer! Jo, et steet ee moies op an et freeet ee sech: Wat fir eng Connerie kënnnt dann haut? An et gëtt een och net enttäuscht, well meeschteens gëtt se nach méi verréckt, wéi ee



sech et konnt virstellen. Dorop musse mir eis also elo déi nächst Joren astellen.

Ech weess, et kléngt immens trivial, mee dat do ass den Ament, an deem mir als Europäer mussen zesummenhalen a mat enger Stëmm schwätzen. D'EU muss sech vun hirer stäerkster Sait weisen an den Toun uginn fir eng transatlantesch Partnerschaft op Basis vum internationale Recht a vun den demokratesche Valeuren, déi mir Europäer jo am Prinzip mat den Amerikaner deelen.

Mir mussen den Dialog mat den Amerikaner sichen, fir Diskussiounen oppe sinn, ouni dobäi eis Wärter ze ännergruewen, well eis Wärter si fir eis Europäer net verhandelbar. Do dierfe mir eis och net vun Tariffer oder aneren Droungen aschüchteren oder erpresse loessen.

Vläicht kéint haut d'Stonn vun Europa lauden. A vläicht, wa mer dat färdegebréng, gi mer dann an der Welt och erém méi eescht geholl. Dofir muss d'EU méi géeent si wéi jee. D'Demokraten an Europa mussen zesummenhalen. Mir dierfen eis net spléckle loessen, weeder vu bannen, vun deene Rietextreemen an Europa, nach vu baussen. A mir mussen eis gemeinsam Interessen an de Vierdergrond stellen, virun d'Interesse vun den einzelne Memberstaaten. Mir dierfen eis och net scheien, grouss Reformen ze woen, Stéch-wuert Ofschafe vun der Eestémmegkeet am Conseil, virop an der Aussepolitick. Passivitéit kéint eis bei der aktueller Welttag ganz deier kaschten. Wann Tariffer kommen, da muss d'EU mat Tariffer äntwerten, och wa mir dat eigentlech guer net wéllen.

Geopolitesch gekuckt sinn d'USA och kee verlässleche Partner, zum Beispill am Noen Osten. Schonn aleng déi ganz Côte-d'Azur-Rhetorik, déi degouûtéiert een dach! Et geet just ém Lännereien, ém Invester, ém nach méi Goss. D'Ménschen a Gaza an an där ganzer Regiouen spullen iwwerhaapt keng Roll. Déi Ménschen dierfen eis awer net egal sinn. A wann et nach eng Ursach gebraucht hätt fir d'Unerkennung vu Palästina, dann ass et jo awer wuel déi doten. Mee nee, Lëtzeburg léisst d'Palästinenser weider am Stach!

Kommt, mer maachen eis náischt vir: Et geet hei just ém eng kleng Elitt vu Milliardären, déi d'Strass net voll genuch kréien. De Rescht vun de Ménschen ass hinnen egal. Wat engem grouss Suerge mécht, ass, datt den Donald Trump an den USA iwwerhaapt kee Contrepoids méi huet. Wiem ass hien iwwerhaapt nach Recheschaft schélleg?

Wat d'Innepolitik ugeet, kënnen natierlech just d'Amerikanerinnen an d'Amerikaner de Problem lésen. Op der Weltbün awer ass et un der internationaler Communautéit, also och un eis Lëtzebuerg, fir déi international Rechtsuerdnung ze verteidegen. D'Sanktiounen géint den Internationale Strofgerichtshaff si ganz kloer eng Attack géint genee déi Weltuerdnung, déi mer zesummen zanter dem Zweete Weltkrich opgebaut hunn.

Och den Austrétt aus der WHO an aus de Paräisser Accorde sinn ze condamnéieren, sollen eis awer och net decouragéieren. D'EU ass dat beschte Beispill derfir, datt Multilateralismus an Zesummenaarbecht méi Sécherheet, Wuelstand a Fridde bréngen. Dat däerfer mir als Europäer selwer ni vergiessen a mer mussen dat och iwwert d'Grenze vun Europa eraus kloerstellen. Dofir musse mir weider op de Multilateralismus setzen an eis asetze fir eng Weltuerdnung, déi op Rechtsstaatlichkeit an op Vélkerrecht baséiert.

Eis europäesch Wärter sinn net ze verkafen. Dat gëllt fir all eis Relatiounen, an do maache mer och fir d'USA a fir den Här Trump keng Exceptionen!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och villmoos merci fir déi Heure d'actualité, och wann et vläicht éischter eng Question élargie hätt kënne sinn, awer dat hei gëtt d'Geleeënheet, datt jiddweree sech e bësse kann äusseren zu der aktueller Situatioun, zemoools aussepolitesch, vun den USA.

Ech wéll awer och domadder ufänken, dass mer bei allem, wat mer hei soen, e puer Saachen net sollte vergiessen. Déi éischt Saach, déi mer net sollte vergiessen, dat ass effektiv déi, dass mer scho sàit laenger Zäit ganz gutt, ganz gutt Verhältnisser eigentlech hu mat den USA. Dat geet, ech soen elo mol, zréck schonn an déi Zäit vum Krich, wou d'groussherzogliche Famill an Amerika war an och duerno, wou Amerika fir eis émmer e ganz staarke Partner an e groussen Frénd war, deen émmer wëllkomm war, och hei zu Lëtzeburg. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt, deen ech wéll soen, an dat dierf een awer och net vergiessen: Ech mengen, d'USA, an do misste mer eis awer alleguer eens sinn, dat ass jo awer eng grouss Demokratie. Dat ass e Land, wou et vill Fräiheit gëtt. Et ass e Rechtsstaat, an an deem Land ginn d'Ménscherechter respektéiert. An dat ass awer och eppes, wat mer a ganz, ganz ville Länner – mir hu scho virdrun dorriwwer geschwat – haut net fannen. Ech mengen, dat wier kloer.

A wa mer vun Demokratie schwätzen, dann ass et och esou, dass et an deem Land Wale gëtt. A bei deene Walen, mengen ech, huet jiddweree an Amerika den Här Trump kannt. An trotzdem huet den Här Trump déi Wale gewonnen an et ass ganz kloer, dass d'Amerikaner den Här Trump als President wollten. Si wollten net d'Kamala Harris, wat natierlech gréissenden-deels och op Grénn zréckzeféieren ass, déi innepolitisches sinn, déi eis natierlech elo net onbedéngt direkt betreffen an interesséieren.

Wann ech nach ee Punkt ka soen, dann ass et natierlech och esou, dass, wann Amerika émmer e groussen Partner a Frénd war vu Lëtzeburg, et awer och émmer schonn Divergenze gi sinn an all deene Joerzéngten, och schonn am Kale Krich. Ech erënneren och zum Beispill, ech mengen 2003, un den Irak-Krich, wou deemools de Bush junior eng aner Politick geommaach huet wéi déi, déi, mengen ech, déi deemoleg Lëtzebuerg Regierung an och d'Bevölkerung sech erwaart hunn. Dat heescht, déi Divergenze sinn et émmer ginn.

Elo ass et esou: Wann een haut déi aktuell Situatioun kuckt, mengen ech och net, dass den Donald Trump do alles eleng kann decidéieren, an ech menge schonn, dass e bei enger ganzer Partie Punkten – well ech dru gleewen, dass Amerika e fonctionéierende Staat ass, mat Institutiounen, déi fonctionéieren – net alles eleng kann decidéieren. An duerfir wier et gutt, wann een elo géif kucken, wat wierklich alles laangfristeg ka geschéien.

Wat bis elo geommaach ginn ass, si ganz sécher eng Partie Saachen, déi een net gutt kann heeschen. Dat wéll ech och kloer soen, net dass Der mengt, mir géifen alles gutt fannen, wat den Här Trump mécht.

Et ass awer och esou, dass Amerika, d'USA, an dat ass awer elo wierklich esou, eigentlech émmer seng eegen Interesse verteidegt huet, wéi aner grouss Länner och. Ech mengen, maache mer eis náischt vir, Groussbritannien a Frankräich hunn émmer an hirer Aussepolitick hir eegen Interessen an

de Vierdergrond gestallt an da laang, laang, laang náischt! An dat ass och nach haut esou.

An dat war och scho beim leschte President esou. Dat war am Fong émmer den „America first“, woubäi dat natierlech elo méi accentuéiert ass an et gëtt och méi staark rhetoresch ausgedréckt. An et gesäit een och elo verschidde Punkten, wou ee sech da wierklich ka froen, ob dat Sënn mécht, wann een zum Beispill mat der Iddi kënnnt, fir Grönland a Rout-Wäiss-Blo-Land émzebenennen. An dat ass jo kee Witz!

Loosst mech nach e puer Saache soen. Et gëtt vill geschwat vun enger multipolarer Welt, fir déi mer sinn. Jo, mee ass déi multipolar Welt, wéi mer se hei émmer benennen, wierklich d'Realitéit? Mir hate laang Zäit e Kale Krich. Do hate mer eng bipolar Welt. Wéi de Kale Krich eriwwer war – ech soen elo mol 1991 –, dunn hate mer eng unipolar Welt, wou mer nach eng staark Muecht op der Welt haten, dat waren d'USA. An all däi Zäit, muss ech awer soen, ass et eis hei ganz gutt gaangen. An elo si mer am Fong an enger Émwandlung vun enger unipolarer Welt, déi mer haten – ech soen emol bis Ufank d'2000er-Joren –, an eng multipolar Welt. Mee et ass am Moment net ganz kloer, wéi sech dat wäert gestalten. Mir wéissen net genee, wéi d'Situatioun wäert sinn an 10, 20 Joer, wéi staark China wäert sinn, wou Russland ass, wou Europa ass, wou aner Schwellelännern sinn a wou d'USA wäerte sinn.

Mee et ass awer warscheinlech, dass d'USA och weiterhin déi stäerkste Muecht op der Welt wäerte bleiwen. An ech mengen och, dass et egal wéi wichtig ass, datt mir als Lëtzeburg d'Fréndschafft zwéchent Amerika a Lëtzeburg héichhalen. Ech sinn och der Meenung, dass mer, genee wéi et deemools scho war bei däi anerer Trump-Regierung, weider wäerte gutt Relatiounen hunn, also eis Regierung, mat den Amerikaner.

Wann ech zwou Froe ka stellen – et sinn der vill gestallt ginn –, dat ass effektiv, wou mir eis froen: Wat maache mer a punkto Handelspolitick? An déi aner Fro: Wat huet dat fir Auswirkungen, dass Amerika sech elo net un d'Mindeststeier wëll hale vun deene 15 %?

An zum Schluss wéll ech nach eppes soen: Déi beschten Antwort op all esou Froen, wéi mer kënnen eens gi mat enger aggressiver Aussepolitick vun anere Länner an esou weider, déi allerwichtegsten Antwort dorop, mengen ech, ass, dass mir hei wierklich wirtschaftlech staark sinn. An duerfir fannen ech et ganz wichteg, dass mer an den näächste Joren déi wirtschaftlech, déi ekonomesch Stäerkt vu Lëtzeburg a vun Europa an de Vierdergrond stellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An elo huet den Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, den 20. Januar gouf den Donald Trump fir d'zweet als amerikanesche President vereedegt. An a senger éischter Mandatszäit hu mer d'Gefor, déi vun dësem Mann ausgeet, massiv énnerschat. Dacks hu mer iwwer seng Äußerunge gelaacht oder de Kapp geréiselt.

Haut muss eis d'Laachen awer definitiv am Hals stieche bliwwen sinn, an dat, obwuel e bis haut an däi neier Mandatsperiod keen ee Gesetz op de Wee bruecht huet, mee alles, wat e bis elo geommaach huet, reng iwwer Executive Orders gelaf ass. Ob en iwwerhaapt Gesetzer duerch säi Kongress géif kréien, déi dat námmlech géife maache wéi d'Executive Orders, dat ass eng Fro, op déi mer nach guer keng Äntwert hunn, well d'Checks and Balances am Moment



scheinbar net an deem Mooss fonctionéieren, wéi se dat sollte maachen.

En amerikanesche President, deen onberechenbar ass, Verträg lénks a riets kënnegt a sech mat Milliardären émgëtt, déi e groussen Afloss op en ausüben a gläichzäitig hanner groussen Techentreprisë stinn, déi och fir Europa, déi europäesch Ekonomie an domat och fir Lëtzebuerg wichteg sinn.

E President, dee pauschal Douanestariffer op Produite festleeë wëll, fir récksichtslos d'amerikanesch Ekonomie ze stärken au détriment vun allen aneren, och sengen Alliéierten. An déi Douanestariffer wäerten och eis treffen.

De 4. Mäerz scho sollen zum Beispill 25 % op den Importer vu Stol an Aluminium erhuewe ginn. Mat ArcelorMittal ass domat och direkt eng grouss Firma hei zu Lëtzebuerg betraff, déi a leschte Presserapporte gesot huet, datt 20 % vun hirer Produktioun direkt an d'USA exportéiert ginn. An der Press huet de Premier um Weekend gesot, datt Europa am Géigenzuch jo och kéint mat Douanestaxen äntwerfen. Et kéint also op eppes wéi en Handelskrich erauslafen, bei deem bëid Säiten, d'USA, mee eeben och Europa, vill ze verléieren hunn.

Mee net némme beim Handel wëll den amerikanesche President eis mat Féiss tréppelen, och bei der Defense kéint eis dat ganz séier geschéien. Datt den Donald Trump kee Fan vun der NATO ass, dat wär nach léif ausgedréckt. En Aussetze vum Artikel 5 kéint séier Realitéit ginn, well – fir déi, déi et net wéissen – den Artikel 5, d'Klausel, datt jiddweree jiddwerengem bäästeet, verlaangt, fir declenchéiert ze ginn, Unanimitéit am Conseil vun der NATO. Wa sech also ee groussen Alliéierte géif dogéint stäipen, da kéint dése praktesch sabotéiert ginn.

Datt d'NATO dem Donald Trump egal ass, weisen och seng Pläng, Grönland, wat émmerhin zur NATO gehéiert, awer wou och zum Deel Truppenlementer vun der NATO stationéiert sinn, ze „kafen“ – ech setzen dat bewosst téschent Anführungszeichen. Dat weist, datt en u sech just hannert de wäertvolle Ressourcen an deem Land hier ass, fir säi Land ofzescheren. Dat námmlecht probéiert e jo elo och an der Ukrain, wou en hinne quasi en Ultimatum setzt a gäre Milliarden u Rostoffer hätt als Géigeleschtung fir weider Assistenz. Dat ass reng transactionnel.

Jo, d'Welt huet sech an deene leschte Méint a Jore weesentlech zum Schlechte verännert. Europa huet net némme an der Vergaangenheet ze laang geschlof, nee, dat maache mer nach émmer. Mir hu keng Léieren aus dem Donald Trump senger éischter Amtszäit gezunn. Am Géigendeel, den Trump gouf fir verschidde Politikerinnen a Politiker zum Virbild, an dat – leider! – mat Erfolleg. Ech brauch hei just no lénks ze kucken. Och do sätzen heiansdo Politiker, déi probéieren, mat simplisteschen, jo deels falschen Aussoen a Parole géint Randgruppen, Minoritéiten oder Ausländer Wiederstëmmen ze sammelen.

Et wär also elo héich Zäit, datt mir als Lëtzebuerg an och als Europäer eis Zukunft selwer an d'Hand huefen.

(*Interruption par M. Yves Cruchten*)

Här Cruchten, maacht Iech keng Suergen. Ech sot: „Heiansdo sétze se do.“ Am Moment ... Jo.

(*Interruptions*)

D'Welt ém eis verännert sech séier, a Lëtzebuerg an Europa missten hir Rollen nei definéieren. Lëtzebuerg bräicht eng Industrie-, Wirtschafts- an Technologiepolitick, déi d'europäesch Ofhängekeet vu Big Players wéi China oder den USA reduziert. Mir

missten nach vill méi an Zukunftstechnologië wéi Kënschtlech Intelligenz, Quantecomputer an och zum Beispill an erneierbar Energien investéieren.

Mee och do gi mer vun eisem gréissen Alliéierten a Fréind u sech bis elo ausgebremst, well bis haut ka keen eis erklären, firwat grad Lëtzebuerg zu deene 17 EU-Länner gehéiert, déi keen Accès méi solle kréien zu den neisten AI-Chips. An dat, by the way, ass net vum Donald Trump veruerdent ginn, mee nach vu sengem Virgänger, dem Joe Biden. Dat heescht, dat heiten ass och net eppes, wat ee just um Donald Trump sollt festmaachen.

Well némme esou kéinte mer eis Platz an der Welt vu muer sécheren. Awer och d'Europäesch Unioun bräicht eng méi gemeinsam Positioun. Mir kënnen eis et net méi leeschten, datt all Land just no sech selber kuckt a seng egee Virdeeler sicht.

D'USA wäerten zwar ee vun de wichtigsten Alliéierten an Handelspartner vun eis bleiwen, mee d'Erfarunge vun de leschte Jore weisen, datt mer méi staark a méi onofhängeg musse sinn. An enger Welt vu Populismus a geopolitisches Spannunge musse mir eis Positioun verdeedegen an ausbauen, an dat am beschte schonn haut. Zesumme kënne mer en Europa schaffen, dat seng Biergerinnen a Bierger schützt, wirtschaftlech erfolgräch ass a seng Wärter an der Welt verdeedegt.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert ass fir den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och de Kolleeg/inne vun deene Grénge fir dës Heure d'actualité, woubäi a fénnef Minuten op de Phenomeen Trump an d'Relatione mat den USA anzeigoen, effektiv eng Herkulesarbecht ass a wou ee risquéiert, émmer némme e partielle Bléck kënnen drop ze werfen. Nawell, mengen ech, wäerte mer hei nach méi wéi eng Kéier dorিঁwer diskutéiere mussen.

Duerfir wëll ech mech och vläicht op zwee Elementer konzentréieren. Vläicht domadder ugefaangen, einfach nach eng Kéier Kloerzestellen, datt den Donald Trump sou zimmlech alles dat representéiert, wat mir als Lénker als Motor gesinn, fir politesch dogéint aktiv ze ginn.

Den Donald Trump, muss een awer gläichzäitig soen, surft momentan op enger Well an den USA, awer net némme an den USA. An déi Well, also dat, wat hien dréit, dat sinn déi aldeeglech Frustratione vu Milliouen a Millioune vu Leit, haapsächlech – paradoxerweis – vun deene Leit, Millioune Leit, déi un der Basis vun der sozialer Pyramid stinn an déi zu de Verlängerer vum System gehéieren. An däit gëtt et an den USA vill, an et gëtt der émmer méi, gradesou wéi et och émmer méi Multimilliardäre gëtt, déi sech och paradoxerweis da mat deem selwechten Donald Trump verbünden.

De Motor vum Rietsextremismus sinn déi sozial Inégalités, d'Émverdeelung vum Räichtum vun énnen no uewen an déi relativ Verschlechterung vun de Liewensbedingungen. Et ass op deem Närbuedem, wou Frustrationen, den Näid an den Haass op anerer wuessen kénnen. A wie géint de Rietsextremismus wëll ugoen, dee muss och genau do usetzen an e muss och verstoen, datt dat eng Entwicklung ass, déi sech iwwert déi lescht 40 Joer gezunn huet. An ech mengen, datt een do als Gesellschaft och muss selbtkritesch genuch sinn, fir ze froen: Wat sinn dann déi Elementer, déi eis Gesellschaft esou auserneegedriwwen hunn?

An ausgoend dovunner sinn ech och vläicht net gradesou optimistesch wéi den Här Cruchten oder den Här Zeimet, den Trumpismus just als

Iwwergangsphénomene ze betreuechten, deen ee véier Joer laang aussëtze kann – och wann ech mer dat vläicht selwer wünsche géif.

Mee d'Bedingungen, déi den Trump ervirbruecht hunn, wäerte just nach méi staark ginn duerch den Trump, well den ökonomesche Konsens an den USA, déi sozial Polariséierung, d'Ewechbrièche vun der Mëttelschicht an d'Konzentration vum Räichtum an den Hänn vun e puer Wéinege wäerte fatalerweis nach weider beschleunegt ginn duerch den Trump. Europa muss sech also drop astellen, dauerhaft mat engem Problemfacteur désaïts dem Atlantik konfrontéiert ze sinn, deen tendenziell émmer méi grouss wäert ginn.

An et ass zimmlech kloer, wou den Trump ökonomesch hi wëll: E wäert eng weider Baisse vun der Fiskalitéit fir d'Capital an den USA duerchsetzen. E wäert eng weider Deregléierung vun der Wirtschaft virundreiwen. Et wäert zu engem weideren Ofbau vun de Sozialstandarde kommen an zu engem weideren Ofbau vun den Émweltstandarden, an der vager Hoffnung, domadder wirtschaftlech Croissance ze generéieren.

An ech hoffen, datt mer hei an der Chamber awer eng Majoritéit hunn, déi wëllens ass, déi Course no énnen net wëllen an net këinne matzemaachen. Well wa mer dat matzemaachen am Numm vun enger naiver Opfaassung vu Kompetitivitéit, da si mer „partis pour la gloire“ a wäerten och hei an Europa ganz schnell am Trumpismus erwächten.

Duerfir mengen ech, datt ee sech Gedanke muss maachen, wat ee mat deem Nationalliberalismus, wann een dat esou nenne kann, also engem Ultraliberalismus no baussen, verbonne mat starke protektionistesche Mesüren, als Europäesch Unioun ufänke kann a wat eng Antwort dorobber ka sinn. An ech mengen, datt mer musse versichen, et net némme als Gefor ze gesinn, mee datt mer et schlau müssen émdréinen, och als Chance, nämlech als Chance, den internationalet Handelssystem intelligent a gerecht ze iwwerdenken, en ze veränderen zu engem System, deen de soziale Fortschritt an den Émweltschutz stärkt, amplaz datt en déi sozial an ökologesch Zerstéierung promouvéiert.

Eng Rétsch Ekonomisten, dorënner énner anerem de Gabriel Zucman, hunn duerfir eng, wéi ech fannen, ganz interessant Propos gemaach, nämlech datt Europa soll eng exterritorial Approche bei deene Froen anhuelen, mat Importtaxen op senge Baussegrenzen, déi un déi fiskal, sozial an ökologesch Produktionsbedingungen an den Exportlännner gebonne sinn: Jee méi e Land Steierdumping bedreift, desto méi gi seng Exporter un den europäesch Baussegrenzen taxéiert. Jee méi e Land sozialen oder ökologesch Dumping bedreift, desto méi gi seng Exporter un den europäesch Baussegrenzen taxéiert. „Dynamics Zollgrenzen“ nennt hien dat.

An ech mengen, datt dat eng Iddi ass, déi et awer derwäert ass, dass ee sech domadder ausenansersetzt, well et schützt een europäesch Acteure virun onlauterer Konkurrenz vu baussen an domadder natierlech och virum Trumpismus. An et hëlt een anere Länner den Ureiz, fir sech duerch esou destruktiv Moosname méi kompetitiv ze maachen, an et schaft een, au contraire, en Ureiz fir d'Länner, fir hir Standarden ze erhéieren. An et géing Europa och nees erlaben, seng Standarden demokratesch an onofhängeg festzeleeën, amplaz gezwungen ze sinn, déi Course no énne mat Bléck op déi international Kompetitivitéit matzemaachen.

Här President, et gëtt Zäit fir Veränderung, net andeems mer dem Trump nolafen, mee andeems



mer eis him entgéintsetzen an him den Närbüdem entzéien, op deem seng Ideologie gewuess ass.

Merci.

M. David Wagner (dél Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lësch vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Ech ginn dovunner aus, datt dat fir d'éischt de Premierminister ass. Här Premierminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, och ech géing gären der Madamm Tanson Merci dofir soen, désen extreem wichtige Sujet op den Ordre du jour vun déser Chamber bruecht se hunn, well déi Welt, an därf mer liewen, ass aus europäischer Siicht e bëssen duerchernegeroden. Europa huet net ganz vill Leit, déi seng Frénn sinn an déi wëllen, datt Europa en Erfolleg gëtt. An dat ass eppes, wat mer vläicht nom Enn vum Krich, nom Enn vum Kale Krich och, e bësse vergiess haten.

An trotzdem ass de Sujet vun de Relatiounen mat Amerika een, deen een net dierf némme kuerzfristeg gesinn. Mëtt Dezember stoung mer zesummen um Militärkierfecht zu Hamm an hu Merci gesot fir den Asaz vun den Amerikaner bei der Befreiung am Zweete Weltkrich an insbesondere hiren Asaz an der Ardennenoffensiv. Am Juli d'lescht Joer war ech zesumme mam Ausseminister zu Washington bei de Feierlechkeete fir de 75. Anniversaire vum NATO-Sommet. D'NATO, wou d'Amerikaner den Haaptmember sinn, déi gréssten Arméi hunn, huet eis 75 Joer Fräiheit, Demokratie a Sécherheet an Europa bruecht, a mir hunn eis vill, och als Lëtzebuerger, dorobber kënnen ausrouen.

Mir hunn an eise Grondprinzipie vun eiser Governance, an eiser Verfassung, Prinzipien, déi mer zu engem groussen Deel kopéiert hu vun der amerikanescher Verfassung vun 1787. An d'Mënscherechter, déi fundamental Prinzipien, wéi mer zesummeliewen, sinn an Europa an an de Vereenegte Staate vun Amerika d'selwecht. A mir hoffen a mir gleewen och drun, datt dat och an der Dauer kann dat selwecht sinn. Dorunner muss ee schaffen. An duerfir ass Amerika, och aus all deenen historeschen a prinzipielle Froen, e Partner an en Alliéierte vun Europa a vu Lëtzeburg. A mir wäerten alles druseten, datt dat esou bleibt!

An iwwert dat méi Prinzipiell eraus ass Amerika fir Europa a fir Lëtzeburg e ganz wichtegen Handelspartner. An duerfir: Och do hu mer en Interêt drun, déi Relatiounen ze fleegen. An och dat wäert dës Régierung intensiv maachen.

Mee sécherlech huet münches geännert. D'Previsibilitéit, déi d'Aussepolitick vun engem Land am Prinzip soll charakteriséieren, gëtt mam neie Stil vun däneier Administratioun méi a Fro gestallt.

Mir mussen als Europäesch Unioun och no eisen Interête kucken a mir mussen als Lëtzebuerger an als Europäer no eisen Interêten an no eise Wärter handelen. An dat maache mer! Dat ännert net dat, wat ech virdru gesot hunn: datt mer an Amerika e Frénd an e Partner gesinn, mat deem mer wëllen zesummen d'Zukunft och weider gestalten – a ville Beräicher.

Mee énner Frénn a Partner kann een och Divergenzen hunn. A wann een Divergenzen huet, da muss een och dorriwwer schwätzen. Ech hat e Méinden den Owend zu Paräis kuerz d'Geleenheit, mat deem neien amerikanesche Vizepresident JD Vance

ze schwätzen. An ech hunn em och an deem kuerze Gespréich gesot, datt mir als Lëtzebuerger en historische Frénd vun Amerika sinn, mee datt mer grad esou kloer, wann Divergenze sinn, wa mer aner Approchen hunn, dann als Frénn an als Partner wëlle seriö an op Aenhéicht mat eisen amerikanesche Frénn doriwwer schwätzen.

An därf Sujete gëtt et der eng ganz Rei. An d'Madamm Tanson huet d'Fro gestallt bei verschidde vun deene Sujeten.

Ech wëll ganz kloer soen, datt fir d'Lëtzebuerger Regierung kloer ass, datt de Klimaaccord vu Paräis net a Fro gestallt gëtt vun eis, well een – sécherlech e wichtegen Acteur – dorauer austrétt. Just, da gëtt eisen Defi nach méi grouss. An déi Debatt, déi Der virdrun hat iwwert d'Entwicklungspolitick, huet en aneren Angle vun deem selwechten Defi an der Welt gewisen, wann ee Land sech erausbeweegt aus Arrangementer, déi an der Vergaangenheit bestanen hunn. Mir bleiwen als Lëtzebuerger Regierung staark attachéiert un de multilateralen Agencen, och wann eis amerikanesch Frénn se – hoffentlech zäitweileg – verloosseen.

Déi wichtigst Konklusioun ass awer, wann ee ronderem a Fro gestallt gëtt ... Russland sinn net Frénn vun Europa, maachen alles, fir dat europäesch Gebilde auserneenzerappen. Amerika énnert déser Administratioun wäert Europa als e Ganzt wéineg éinnerstëtzzen. Ech weisen iwwregens drop hin, datt déi éischt Visiteuren zu Washington keng Europäer waren. Dat waren der aus dem Noen Osten, nämlech Israel, an dat war Japan. Et ware keng europäesch Regierungscheffen invitierert am Ufank vun déser Amtsperiod. Also musse mir dorauer d'Konklusioun zéien, datt mir als Europäer – wéinst Russland, wéinst China, wat eng enorm Ambitioun huet, wéinst Amerika, wat no sech an no anere Regioune méi kuckt wéi no Europa – müsse méi zolidd, méi egestänneg, méi selbstänneg a méi selbstbewosst ginn.

Mir dierfe virun allem keng grouss Ofhänggekeete vun anere Kontinenter oder vun anere Länner kréien. An duerfir musse mer méi kompetitiv ginn. Kompetitiv ass eppes, datt, wann ee selwer méi produziéiert – ob dat Industrieprodukter sinn, ob dat Déngschtleeschtunge sinn, ob dat Ernährung ass, déi mir selwer kënnen maachen –, da schafe mer Aarbeitsplazen, da kënnen mer dee grousse Bannemaart, dee mer hunn, besser benotzen – an dee müsse mer besser benotzen! – an da kënnen mer eise Wuelstand, eis Sozialausgaben, eis ekologesch Transition mat eisen eegene Moyene besser gestalten, wéi wa mer vun Drëtten ofhänken. Dat muss eist Zil sinn: net eis ofschotten, mee manner ofhängeg sinn a gi vun aneren. An duerfir müsse mer wettbewerbsfäig sinn. Dozou gehéiert och déi reglementaresch Vereinfachung an all aner Sujeten, déi mer an deem Kontext schonn e puermol mentionéiert hunn.

Mir müsse méi souverän ginn, och an dem digitale Raum. D'Madamm Tanson an anerer hunn och vun AI geschwät. De Vizepresident Vance huet ganz kloer zu Paräis a senger Ried eng aner Richtung ugeschlöe wéi déi traditionell Vue vun Europa, déi ass, datt mer d'Opportunitéité vun der Kënschtlecher Intelligenz müsse voll utiliséieren, mee zugläich och d'Utilisatoren schützen, souwält dat an deem Raum méiglech ass.

Mir sinn natierlech an engem globale Raum. An duerfir müsse mer och do mat eise Partner, och mat den Amerikaner, schwätzen. Mee dat bitt sécherlech Potenzial fir Diskussiounen, a mir mussen eis europäesch Prinzipien a Wärter och do weider héichhalen. Mir kënnen selwer matgestalten, wéi d'Leit an Europa d'sozial Medien an hir Konsequenze gestalten. Dat

ass d'Aufgab vun der Politick, an do dierf Europa aner net nolafen, ob dat d'Amerikaner sinn oder d'Chineesen.

Wichteg ass, datt mer och an der Defense eis ege Roll méi spiller. Fir d'Lëtzebuerger Regierung bleibt d'NATO d'Schlësselement vun der Sécherheet an Europa, opgrond vun der Erfarung vun de leschte 75 Joer. Mee zugläich kënnen mer eis net némmen – an dat ass och net nei – just op den Amerikaner hir Engagemerter baséieren, an an Zukunft vläicht nach vill manner. An duerfir müsse mer méi bei der Defense maachen. Mir müsse méi europäesch handelen, méi europäesch produzéieren, méi europäesch kafen an net eis selwer méi schwaach do maache wéi dat, wat mer kënnen selwer an deem Beräich erreechen.

Dat gëllt och fir Froe vun der Energie, dat gëllt fir Froe vun der industrieller Produktioun an de klassesche Beräicher, mee och an de Beräicher wéi zum Beispill den AI-Chips. An ech wëll duerfir do nach eng Kéier soen – et ass virdru gesot ginn –, datt schonn énnert dem President Biden eng Deelung vum europäesche Marché envisagéiert ginn ass, wie kann amerikanesch AI-Chips kafen. Mir hunn a mir wäerten net d'Europäesch Kommissioun roue loissen, andeem se akzeptéiere wäert, datt den europäesche Marché gedeelt gëtt. Neen, och zu Paräis hunn ech am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung och der Vizepresidentin vun der Europäescher Kommissioun, der Madamm Virkunnen, nach eng Kéier mat op de Wee ginn, sou wéi mer dat schonn déi Woch virdru mat der Madamm von der Leyen gemaach hunn, fir ze soen, datt Europa net dierf akzeptéieren, datt Amerika de Bannemaart bei AI-Chips oder bei anere Politiken trennt.

A wa mer bei der Industrie sinn: Wann een Tariffer aféiert, dann ass dat selbstverständliche extrem schlecht fir de fräien Handel. Dat ass schlecht fir Amerika. Dat ass schlecht fir Europa. An duerfir soe mer awer an engem Kontext wéi deem, dee mer elo even tuell geschafe kréien, datt, wann ee Land Tariffer imposiert, da muss dat eng Géigereaktioun hunn. An do si mer eis relativ eeneg an Europa, datt, wann Tariffer kommen, dann d'Europäesch Kommissioun, an därf hirer Kompetenz d'Handelspolitick läit, och mat änleche Moossname muss reagéieren. Dat ass keen idealen Zenario. Dat ass souguer en Zenario, dee mer guer net gären hunn. Mee mir brauchen en, well dat ass deen eenzege Moyen, fir datt een aneren, den Tariffer aféiert, och erëm envisagéiert, se ofzescha-

Mir handelen an enger Politick vu Wärter. Europa huet Wärter a Prinzipien, a Lëtzeburg huet Wärter a Prinzipien. An ech kann hei d'Chamber rassuréieren, datt mir vun deene Wärter net wäerten ofwächten, an eise Gespréicher mat eise Frénn a Partner, an eise Gespréicher mat deenen, déi eis historesch méi wäit ewech sinn, och. Wat sinn déi Wärter? Dat ass de Prinzip vun der Rechtsstaatlichkeit, „rule of law“, un dee mir fundamental gleewen – an ech mengen an hoffen, jiddwereen hei am Haus. A wann deen a Fro gestallt gëtt, da muss ee sang Stëmm do dergéint erhiewen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat ass de Prinzip vum internationale Recht. Wann deen a Fro gestallt gëtt, dann erhiewe mir eis Stëmm, zesumme mat eisen europäesche Partner.

An ech ginn zwee Beispiller, wou mer dat an deene leschten Deeg gemaach hunn. Mir drécken eis total Solidaritéit aus mat dem Kinnekraich Dänemark, deem sengem Territoire, Grönland en l'occurrence, seng Souveränitéit a Fro gestallt gëtt. Sou kënnen eis international Relatiounen net matenee fonctionéieren, a mir wäerten dat och net zoulouassen.



Dat selwecht gëtt bei den Decisiounen iwwert d'Cour pénale internationale. Lëtzebuerg ass e Grënnungs-member dovuun. Ech hunn als Justizminister deemools d'Chance gehat, un der Konferenz vu Roum deelzehuelen, fir eis fir déi Cour pénale internationale anzesetzen. Mir sinn e Member dovunner. Dat ass vun dëser Chamber gestëmmt ginn. Dann ass et logesch, datt mer net d'accord sinn, wann déi Cour a Fro gestallt gëtt. Ech wëll allerdéngs hei soen, datt dat fir Amerika net nei ass, well Amerika och énnert deene viregte Presidenten net Member war vun der Cour pénale internationale. Duerfir, mengen ech, muss een dat och alles émmer an engem méi breede Kontext gesinn.

Wärter, Rechtsstaatlichkeit, Menscherechter, internationaalt Recht ass wéi e roude Fuedem duerch d'Politick vun der Lëtzebuerger Regierung an, ech géing hei soen, vun de sukzessive Lëtzebuerger Regierungen nom Zweete Weltkrich. Dat mécht eis staark. An dorunner wäerte mer och festhalen. An duerfir si mer och Member vun der Europäescher Unioun, déi op deenen nämmelechte Wärter basiert.

Mir musse mat Amerika weider eng gutt Relatioun hunn. Mir wëllen déi Relatioun hunn. An duerfir ass niewent der Äntwert zu méi Europa ... An ech soen do och: Bei „méi Europa“ heesch dat méi Verantwortung iwwerhuelen, le cas échéant och, méi Suen an de Grapp huelen, le cas échéant och, kann ech der Madamm Tanson soen, datt do, wou noutwendeg, an eisen Aen zäitbegrenzten an zweckgebonnen europäesch Prête méiglech sinn, notamment am Beräich vun der Defense. Eisen Asaz fir méi Europa, dee wäerte mer, wéinst dem Ëmfeld ronderëm eis also musse stäärken. A mir setzen zugläich op e konstruktiven Dialog an den transatlantesche Relatiounen.

Amerika ass kee Géigner vun Europa, et ass e Fréind vun Europa. A wann d'Ëmstänn, bedéngt duerch en neie Stil, heiansdo méi schwéier ginn oder anescht ginn, dann dierf ee seng Prinzipien net opginn, mee da muss een an engem konstruktiven Dialog weider seng Schinn fueren. An déi ass: e staarkt Europa, eng staark transatlantesch Partnerschaft, mee virun allem awer och en Asaz fir eis Wärter an eis Interêten. An déi gi mer net op, weeder vis-à-vis vun Amerika nach vis-à-vis vun engem aneren!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech hunn nach 20 Sekonnen. Ech bleiwen hei, well ech brauch méi Zäit, fir bei de Podium ze kommen, wéi ech iwwerhaapt nach Zäit zegutt hunn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass gutt geduecht. Här Ausseminister, et ass un Iech.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci. Also, just fir Iech ze soen: Ech wäert e Sonnden an den Texas fléien an och a Florida fléien. Ech hunn och dem Här Rubio geschriwwen, fir Rendez-vous bei him ze kréien. Mir sollen net vergiessen, dass, wa mer hei e fräit Land sinn, och e Kierfecht do ass mat Leit, déi net woussen, wou Lëtzebuerg war. Dat solle mer ni vergiessen! An dass et keng Excuse ass, fir einfach ze soen: „Et ass alles an der Rei, a mat Amerika musse mer alles pas-séieren.“

Mee ech sinn iwwerzeugt, dass mer déi Vertrauens-relatioun, déi mer déi lescht Joerzéngten opgebaut hunn, weider wäerten hunn. Mir hate véier Joer schonn de President Trump. „America first“ heesch net „America alone“. An de Reflex sollt net sinn „Europa first“, mee kommt, mir kucken zesummen, wéi mer d'Problemer uginn. Et wäert Onprevisibilitéit do sinn, mee doru musse mer eis eebe gewinnen. An esou, wéi ech et virdru gesot hu bei anere Sujeten: Wann d'Unioun staark ass, dann ass Europa och staark.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vun der Autore vun dëser Heure d'actualité. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci. Merci, Här President. Merci och, Här Premierminister, fir Är Ausféierungen an Äert kloert Bekenntnis zu eeben deene Wärter. Ech verstinn, dass dat hei ... Wierlech, et ass eng kuerz Debatt, wou mer elo net kënne konkreet op alles agoen. Ech wier vrou, wa mer dat kéinten och nach eng Kéier an enger Kommission verdéiwen.

Ech hunn elo virun allem op eng Fro eng Äntwert vermesst. Dat ass déi vun der Minimalbesteierung

vun den Entreprisen, wat do d'Positioun ass vun der Lëtzebuerger Regierung au vu vun der Deklaratioun vum amerikanesche President, wéi mer eis do positionéieren an Europa zu deem Gesetz, wat et elo e Joer huet. Gëtt et do en Zréckschrauwen do dervunner? Wéi schätzt Der dat elo an? Dat wier nach dat, wou ech vrou wier, eng Äntwert ze kréien.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Regierung kann, wa se wëllt, drop äntwerten. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Jo. Här President, d'Lëtzebuerger Regierung steet zu deenen Accorden, déi am Kader vun der OCDE an deem Kontext diskutéiert gi sinn a geholl gi sinn. An déi ginn net a Fro gestallt duerch Decisiounen, déi an Amerika sinn. Mee generell muss ee selbstverständliche an alle Beräicher och émmer kucken, wat fir Impakter op d'Weltekonomie esou Changementer wéi déi, déi an Amerika stattfannen, hunn. Mir lieuen net an enger Ekonomie, déi geschlossen ass. Mir lieuen an enger oppener Ekonomie. Mee grondsätzlech sti mir zu deenen Accorden, déi an der OCDE ofgemaach gi sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Domat wär dann dëse Punkt ofgeschloss.

6. Ordre du jour

Ech wollt nach just kuerz soen, ier mer zum Schluss kommen, datt ech proposéieren, d'Motioun vun der Madamm Sam Tanson iwwert d'Transpositioun vun der d'CSDDD-Direktiv an d'Motioun vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert déi nei belsch Richtlinn fir Atomenergie, déi en Dënschden deponéiert goufen, als lescht Punkten op den Ordre du jour vu muer de Mëtten ze setzen.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerunge vum Ordre du jour vun Donneschdemëtten averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees ze-summen.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.02 heures.)



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 32
M. Claude Wiseler, Président	
2. Hommage à la mémoire de Dr Josy Eyschen, député honoraire	p. 32
M. Claude Wiseler, Président	
3. Interpellation de Mme Mandy Minella au sujet de la promotion d'activités extrascolaires à l'âge de l'école primaire	p. 32

Exposé : Mme Mandy Minella

Débat : M. Paul Galles | Mme Francine Closener | M. Fred Keup (dépôt de la motion 1) | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement) | M. Charles Weiler

Prises de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | M. Georges Mischo, Ministre des Sports

Motion 1 : Mme Mandy Minella | M. Charles Weiler | Mme Francine Closener | M. Sven Clement | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, M. Georges Mischo, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Hommage à la mémoire de Dr Josy Eyschen, député honoraire

Als éischte Punkt hu mer en Hommage un d'Memoire vum Dokter Josy Eyschen um Ordre du jour. Am Alter von 93 Joer ass e Méinden den Éierendeputéierten a fréiere Vizepräsident vun der Chamber, den Dr. Josy Eyschen, gestuerwen.

Den DP-Deputéierten aus dem Süde war zéng Joer laang Member vun désem Haus, vun 1974 bis 1984. De geléierten Dokterspezialist an der Chirurgie an Urologie ass 1969 Member vun der DP ginn. 1974 ass hien eng éischte Kéier mat an d'Chamberwale gaang an nogeréckelt, wéi d'Regierung bis stoung. 1979 ass hien erëmgewielt ginn a war du fënnnef Joer Vizepräsident vun déser Chamber.

De Josy Eyschen huet sech um Krautmaart énnner anerem fir eng Verbesserung vun der sozialer Sécherheet an eng Restrukturéierung vum Medezinn- a Gesondheetssektor agesat. Hie war Rapporteur vun enger ganzer Rei vu Gesetzesprojekten an deem Kontext. Den DP-Deputéierten huet do seng Meenung émmer ganz kloer matgedeelt.

Um internationale Plang war de Josy Eyschen vun 1980 u fir d'éischt Vizepräsident an du fir zwee Joer President vum Interparlementaresche Rot vum Benelux.

Nieft sengem Jonglérieren téschent Praxis, Klinick, Chamber a Rendez-vousen hei an am Ausland war den Dr. Eyschen och Member am Gemengerot vun Esch.

De Josy Eyschen war och e ganz aktive President vun den Amitiés italo-luxembourgeoises vun Esch.

Privat war hien e grousse Fréind vun der Botanik an e passionéierte Klenggäertner.

Den 10. Februar huet de Josy Eyschen eis am Alter von 93 Joer verlooss. Senger Famill wéll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bidden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Interpellation de Mme Mandy Minella au sujet de la promotion d'activités extrascolaires à l'âge de l'école primaire

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun de Moien hu mir d'Interpellatioun vun der Madamm Mandy Minella iwwert d'Promotioun vun ausserschouleschen Aktivitéite fir Primärschoulskanner. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Interpellatrice huet 30 Minuten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7 an d'Regierung duerno 30 Minuten. Et hu sech schonn ageschrifwien: den Här Paul Galles, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement, den Här David Wagner an den Här Charel Weiler. D'Wuet huet elo déi honorabel Madamm Mandy Minella als Auteure vun der Interpellatioun. Madamm Minella, Dir hutt d'Wuet.

Exposé

Mme Mandy Minella (DP), interpellatrice | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, ech stinn haut de Moien hei op der Chamberstribün virun Iech a schwätzen iwwer e Sujet, deen ech a ville Facette selwer konnt erliewen an émmer nach erliewen, an der Vergaangenheit als Spëtzesportlerin an haut an enger anerer Roll: als Mamm.

An ech maachen do kee Geheimnis draus: Bewegung, déi richteg Bewegungserziehung fir eis Kanner a Sport als Basis, fir gesond opzeweussen a fit ze bleiben, dat ass fir mech net némme wichteg, mee eng richteg Härzensugeleeënheit. An ech wäert mech och émmer dofir aseten.

Mat menger eegener Erfarung an de ville perséinleche Begéignungen, déi ech am Laf vu menger sportlecher Karriär erleift hunn, wou ech mech mat énnerschiddeleche Leit aus der ganzer Welt iwwert d'Wichtegkeet vun der Bewegung ausgetosch hunn, ass et fir mech kloer: Dat ass ee vun de Grénn, firwat

ech mech haut politesch engagéieren, fir Verbesserunge fir déi zukünftig Generatiounen ze erreechen.

Méi Beweegung an d'Gesellschaft bréngen: Do musse mir bei deene Jéngsten, eise Kanner, ufänken. Ech si fest dovunner iwwerzeugt, dass de Sport a Beweegung an all hire Facetten eng essenziell Schoul fir d'Liewe sinn. Sport vermëttelt Wälder a prépareréiert eis Kanner op d'Erausfuerderunge vum Alldag. Ech hunn duerch de Sport geléiert, Stress a ville Situationen ze meeschteren an doraus Selbstvertrauen ze entwéckelen – eppes, wat mir haut am Liewe grouss Virdeeler verschaaft.

De Sport an d'Beweegung hëlfen engem, seng physesch a mental Grenzen ze testen, sain eegene Kierper besser kennen ze léieren, Eegeschafte wéi Disziplinn an Hartnäckegkeet ze léieren a mat Drock, Héichten an Déiften émzegoen. Sport a Beweegung bréngen eis zesummen a léieren eis, als Ekippe un e gemeinsaamt Zil ze kommen, egal wéi eng Sprooch mer schwätzen, egal vu wéi eng Hannergond mer kommen. E bréngt eis Bestätigung, an oft gëtt ee fir seng Efforte belount. A wann et alt emol net esou klappt wéi erhofft, huet ee keen anere Choix, wéi weider ze trainéieren, fir besser ze ginn, an et léiert een, mat Defaiten émzegoen.

Grad bei eise Kanner ass den Effekt grouss: Sport gëtt de Kanner d'Méiglechkeet ze léieren, mat Konflikter émzegoen. D'Kanner ginn duerch de Sport sozialiséiert a si léiere sportlecht Verhalen am Senn vum Fairplay. An natierlech ass et och kee Geheimnis, dass Sport a Beweegung – nicht gesonder Ernährung – de Schlüssel zu enger méi gesonder Gesellschaft sinn.

Et ass an de leschte Joren och hei zu Lëtzebuerg vill driwwer geschwatt ginn – a mir sinn eis do, mengen ech, eens –, dass eis Kanner sech grondsätzlich erëm méi solle beweegen, méi erausgoen an net ze vill Zäit um Handy oder um Tablet solle verbréngen. D'Initiativ „Screen-Life-Balance“ vum Educationssminister Claude Meisch, fir kloer Reegele fir de Gebrauch vum Handy an de Schoulen ze schafen, esouwéi d'Konzepter „Webegte Schule“ oder „Gesond iessen, méi beweegen“ droen zu engem besseren Equilibre während der Schoulzäit bai.

Här President, d'Weltgesondheetsorganisatioun recommandéiert, dass all Kand sech 60 Minuten all Dag moderat bis intensiv soll beweegen. Leider gesäßt d'Realität awer anescht aus: 21 % vun den 11- bis 18-järege Kanner zu Lëtzebuerg waren 2021 obèse. 21%! A mir schwätzen hei net vu liichtem Iwwergewiicht, mee vun Obesitéit.

Eng Metaanalys, op déi sech och d'Cellule scientifique bezitt, huet gewisen, dass d'Kanner mat Iwwergewiicht méi dacks op Gesondheetsdéngschter zeréckgräifen, besonnesch wéinst psycheschen oder respiratoresche Problemer wéi Asthma. Op laang Dauer helleft physesch Aktivitéit, de Risk vun Härz- a Kreeslafkrankheeten, Diabees a verschiddene Kribbszorten ze senken.

Eng Simulationsetud huet ausserdeem erginn, datt, wa weltwäit 75 % vun de Kanner dräimol d'Woch op d'mannst 25 Minuten intensiv kierperlech Aktivitéit gëinge maachen, 16,6 Milliarden Dollar u Gesondheetskäschten an 23,6 Milliarden Dollar u Produktivitéitsverloscht iwwer hir Liewensdauer kíinte gespurt ginn. Dat heescht en gros, dass, wa mer elo an d'Beweegung vun eise Kanner investéieren, dat spéiderhin dem Santésbudget zegutt wäert kommen.

Aus enger aktueller LISER-Studie geet ausserdeem ervir, dass 12 % vun de Kanner aus dem Cycle 1 an 2 net méi motoresch Grondkompetenzen a Fäegkeete beherrschen, déi hirem Alter entspriechen. Vill Kanner leiden énnner Bewegungsmangel, wat net



nëmme schlecht fir déi kierperlech Gesondheet ass, mee och hir Konzentratiouen a Leeschtung staark negativ beaflosst.

D'Verantwortung, dëst Theema unzegoen, läit net némme bei den Elteren oder den Enseignanten. Et ass eng gesamtgesellschaftlech Aufgab. Wa mir wëllen, dass eis Kanner gesond an ausgeglach opwussen, musse mir d'Beweegung am Alldag vun eise Kanner besser integréieren an organiséieren a méi Raum dofir schafen. Et ass elo de Moment, sech déi néideg Gedanken ze maachen an als Politick eiser Responsabilitéit nozkommen, déi néideg Decisiounen ze huelen.

D'Problematik vun der aktueller Situatioun ass déi heiten: Mir sinn eis bewosst, dass d'Wochepläng vun deene meeschte Famille gutt geféllt a bis an den Detail duerchgeplant sinn. Véier bis sechs Stonne Schoul jee no Wochendag, dotëschent an duerno dann oft nach e puer Stonne Maison relais. Schliisslech ginn déi meesch Eltere jo daagsiwwer och schaffen.

An der Maison relais sollen d'Kanner da spiller, iessen oder sech einfach emol zeréckzéie können. Da kommen no der Schoul oder Maison relais nach Hausaufgaben dobäi, Rendez-vousen, Kolleguen treffen, Gebuertsdeeg feieren an esou weider. De Wochepläng ass, wéi gesot, voll.

A mir schwätzen hei vu Kanner schonn ab véier Joer. Et kann ee soen, dëst ass schonn e stramme Programm fir eis Kleng, e Programm, dee mir Erwuessen eis zum Deel och net géingen zomudden.

Wéi gesät et da mam Sport aus? Wa mir eis de Stonneplang vun der Kanner ukucken, gesi mir, dass d'Beweegung net onbedéngt dee Stellewäert huet, dee se verdéngt. Vill Schoulen hunn zwou Stonnen Turnen d'Woch. Ob si schwamme ginn, hänkt dervun of, ob hir Schoul oder Gemeng eng Schwämme zur Verfügung huet oder net.

De Problem verschärft sech an der Vakanz oder wa Feierdeeg an d'Schoulwoch falen. Dann hunn d'Kanner och mol wochelaang iwwerhaapt kee Sport um Stonneplang.

Déi Fro, déi ech mir dofir stellen, ass: Wéi kréie mer d'Kanner derzou, sech am Alldag méi ze beweegen? A wou kënne mir den Hiewel usezten, fir hinne méi Beweegung ze erméiglechen?

Verschidde Leit fuerderen eng weider Sportstonn am Enseignement fondamental. Eng gutt Initiativ à la base, awer aus Infrastrukturgrénn wuel och schwéier émzesetzen. Vill Schoule kënnen elo déi drëtt obligatoresch Sportstonn aus Capacitéitsgrénn net ausféieren. An och deenen anere Fächer géigeniwwer wier et net ze rechtfertegen, wann eng weider Sportstonn géing kommen.

Fir d'Elteren ass d'Situatioun net vill méi einfach. Dacks fénnt de Sport an de Veräiner dénschdes an donnechdes am fréien Nométtet statt. A vill Eltere kënnen net vun der Aarbecht fort, fir hir Kanner op d'Aktivitéiten ze féieren. Fir elengerzéiend Elteren ass dat zum Deel nach méi eng grouss Erafuerderung. Si sinn oft op Hélfel ugewisen, fir d'Kanner ze féieren. Bei méi wéi engem Kand stécht souguer eng nach méi grouss Organisatioun dohannert.

Här President, den aktuelle Stonneplang vun de Primärschoulen zu Létzebuerg gouf fir d'éischt mam groussherzogleche Reglement vun 1968 festgeluecht. Säit 1968 huet sech eist Liewen awer grondleeënd verännert a moderniséiert. Just de Stonneplang an de Primärschoulen net. 57 Joer!

Dëst Reglement gouf natierlech am Laf vun de Joren och ugepasst. Zum Beispill gouf de Samschdegunterrecht ofgeschaافت an d'Schoulstonne goufen op fénnef Deeg verdeelt. An awer stellen ech mir d'Fro: Gëtt et net Zäit, en Ëmdenken unzereegen, fir den Horaire am Fondamental e Stéck wäit dem Liewe vun de Leit unzepassen?

Wann een d'Schoulzäite méi genau kuckt, ginn d'Kanner méindes, mëttochs a freides bis ongefér 16.00 Auer an d'Schoul. Net esou einfach, sech dann duerch de Beruffstrafick ze kämpfen, fir d'Kanner dann duerndo nach an de Veräin ze bréngen.

D'Kanner mussen dann oft nach Hausaufgabe maaichen, am Idealfall mat den Elteren zesummen iessen, fir da fréi an d'Bett ze goen an deen aneren Dag erëm fit ze sinn, fir an d'Schoul ze goen.

An am Wanter ass et um 16 Auer och scho bal ze däischter, fir sech bei schlechtem Wieder nach op eng Spillplaz auspoweren ze goen. Do si mer awer da wäit vun der 60-Minute-Recommandatioun, déi d'WHO virgëtt.

Dofir sinn d'Kanner dénschdes an donnechdes schonn deelweis um 11.45 Auer fäerdeg mat der Schoul, an esouguer en Elterendeel, dee 50 % schafft, packt et awer net, zur Zäit virun der Schoul ze stoen.

Hobbyen, Sport, Musek, den Dokter, Gebuertsdeeg oder d'Spille mam Noper ginn an déi zwee Deeg reegelrecht eragequëtscht. Am beschte sicht ee sech just een Hobby aus, well d'Zäit, fir verschidde Saachen ze probéieren, ass net do. Dat ass déi aktuell Situatioun.

Ech hat am Kader vun dëser Interpellatioun eng ganz Rei Entrevuë mat den Acteure vum Terrain: Elteren, Elterevertrieder, Gewerkschaften, LASEP, d'Maison relais, d'Fondatiounen, déi an der Bildung aktiv sinn, Schoulpersonal an Direkteren. Mir hunn iwwert d'Beweegung an der Schoul an an der Maison relais geschwat, a wéi een de Kanner besser Beweegungs-méiglechkeete kéint bidden.

Mir waren eis eens, dass d'Maison relais aus Zäitgrénn net all Dag d'Méiglechkeet kritt, fir Aktivitéiten a Konzepter auszubauen. Virun allem méindes, mëttochs a freides no 16 Auer waarden d'Kanner am Fong just nach drop, dass ee si siche kënnnt.

A mengen Entrevuë gouf ech och drop opmiersksam gemaach, dass d'Zéng-Minute-Paus méindes, mëttochs a freides nométtes esou knapps géif duergoen, fir aus dem Sall eraus bis an den Haff ze lafen. Do ukomm, wier et schonn erëm Zäit, fir zréck an de Klassesall ze goen. Wierklech eppes spille kéint d'Kanner do an der Paus net.

Eng Iddi wier, dës Zéng-Minute-Paus méindes, mëttochs a freides nométtes ze sträichen an dofir d'Mëttespaus déi dräi Deeg ém zéng Minuten ze verlängeren. Domadder hätte mer d'Méiglechkeet, dës Zäit méi sénnvoll ze notzen an zwou Plagé Sport an der Mëttesstonn unzebidden, wéi verschidde Gemenge wéi Hesper, Dippech, Suessem oder Monnerech elo scho Sport iwwert d'LASEP oder d'Maison relais, alternéiert mam Iessen, an der Mëttesstonn ubidden.

Dat fannen ech eng gutt Saach an d'Fro, déi ech mer stellen, ass, ob een dës Méiglechkeet net a méi Schoulen an de Gemenge kéint uwenden.

D'Kanner kënnen fräi wielen: Déi eng dreift den Honger direkt an d'Kantinn an déi aner wëlle sech fir d'éischt beweegen. Doduerch wär eng méi sénnvoll Notzung vun der Zäit méiglech, déi d'Kanner an der Maison relais verbréngen. An et wier virun allem fir déi Kanner vu Virdeel, déi no der Schoul um véier direkt heemginn an aus deene virdru genannte Grénn keng Zäit méi kréien, sech ze beweegen.

Och d'LASEP huet mir confirméiert, dass d'Demande vun Elteren, déi hir Kanner wëllen an d'LASEP umellen, duerchgängeg méi héich ass wéi d'Offer, déi am Moment kann ugebuede ginn. Déi positiv Erfarunge mam Konzept vun der LASEP – dat heesch, keng Kompetitioun, keng Spezialiséierung an eng ofwiesslungsräich Offer, fir einfach némmen de Spaass un der Beweegung ze entdecken – krut ech net némmen a ville Gepréicher mat Eltere bestätegt. Als Mamm vun zwee Kanner, déi begeeschtert un der LASEP deelhuelen, kann ech dat och ganz perséinlich bezeien.

Här President, trotzdem kann ee sech op dësem Punkt froen, ob een net misst méi wäit denken oder émdenken. A mengen Entrevuë mat Elteren, Elterevertrieder, Schoulpersonal, Direkteren a Gewerkschaften huet eng Saach erausgestach: Keen – keen! – konnt mir soen, wat de Virdeel vum aktuellen Horaire ass, mat dräi laangen an zwee kuerzen Deeg.

Do froen ech mech, firwat mir d'Schoultonnen net méi equilibréiert iwwert d'Woch verdeelen, ouni natierlech un der Wochestonnenzuel eppes ze änneren. Ech gëing d'Iddi vun engem Horaire aménagé an der Primärschoul begréissen, esou, wéi zum Beispill de Kanncampus zu Suessem dat elo scho mécht.

Fénnef Deeg Schoul, Unterrecht vun 8.00 Auer bis 12.00 Auer a vun 13.20 Auer bis 14.30 Auer. Domat bleift hinnen all Nométteten d'Rou an d'Zäit fir Sport, Musek, Scouten, kulturell Aktivitéiten oder Famill a Frénn.

Déi ganz Woch wier méi eqilibréiert, d'Fräizäit-aktivitéité kéint op fénnef Deeg verdeelt ginn an et misst ee sech net vu virera fir dat eent oder dat anert entscheeden. Dozou kéint een Elterendeel Vollzäit schaffen an ee 75 % an awer pünktlech bei der Schoul stoen, fir sái Kand sichen ze kommen. An a ville Fäll wieren d'Absencé vun de Mataarbechter wéinst engem Temps partiel net gréisstendeels op den Dënschden-an den Donneschdennométteten zentréiert.

Dëst hätt natierlech des Weideren e groussen Impakt op d'Veräiner. Hir Infrastrukture géinge vill besser a méi gläichméisseg genutzt ginn. Si kéint de Kanner méi Méiglechkeete bidden, a wat d'Kanner méi engagéiert sinn an engem Veräin, wat d'Elteren oder d'Famill sech och méi wäerten an der Veräin abréngen, wouduerch dann och de Benevolat géing profitéieren.

D'Maison relais hätt méi Zäit, fir no der Schoul an Ze-summenaarbecht mat der LASEP op hirem Site flott Aktivitéiten ze organiséieren a Beweegungskonzepter auszeschaffen an émzeseten.

Ausserdeem kéint d'Maison-relaise mat de lokale Veräiner zesummeschaffen a beispillsweis no der Schoul interesséiert Kanner bei déi verschidde Veräiner bréngen, jee nodeem, wéi vill Kanner déi Offer géingen unhuelen natierlech.

Well grad déi Kanner, wou d'Eltere vläicht net d'Méiglechkeet hunn, si zweemol an der Woch an der Veräin ze féieren oder hinnen eng deier Ausrüstung ze kafen, däerfen net vergiess ginn.

D'WHO an aner Etüden énnersträichen, wéi wichteg d'Schoul ass fir d'Promotioun vum Beweegung a Sport, besonnesch fir Kanner mat sozial schwäachen Hannergénn, déi méi Barriäre fir kierperlech Aktivitéit ausserhalb vun der Schoul hunn. Dofir solle gesondheetlech Initiative besonnesch op dése Grupp ausgericht ginn.

All d'Kanner sollen d'Méiglechkeet kréien, um Veräinsliewen an u sportlechen Aktivitéiten am Nométteten deelzehuelen, dëst fir e chancégerecht Zesummeliewen an der formaler wéi an der nonformaler Bildung, onofhängig vun de soziale Verhältnisser.



Ech si mir bewosst, dass all dës Mesüre méi oder manner an d'Autonomie vun de Gemenge falen a vill Leit aus dem Secteur wäerte sech d'Fro stellen: Wie soll dat dann alles organiséieren? Wie soll de Lien maachen téscht der Maison relais an der LASEP oder téscht der Maison relais an de Veräiner? A wien organiséiert da mat der Gemeng zesummen zum Beispill de Bustransport?

D'Antwort op dës Fro ass natierlech komplex. Mee eng Méiglechkeet wier, datt de Coordinateur sportif, deen elo am Kader vum Projet „Impuls“ intensiv ausgebaut soll ginn, an dësem Beräich den Acteuren do da géing énnert d'Äerm gräifen.

De Sportkoordinator géing déi ganz Organisatioun ronderém d'sportlech Aktivitéité mat der Maison relais an de Clibb iwwerhuelen, fir spezifesch Konzepter baséierend op d'Besoine vun alle Gemengen auszeschaffen. Hie kéint, wou et néideg wier, de Bustransport organiséieren oder beispillsweis an de Schoulvakanz Aktivitéitswoche matorganiséieren a sech ém d'Auslaaschtung vun de Sportsinfrastrukture këmmern.

Léif Kolleginnen a Kollegen, mir kennen all de Prinzip vun der Klimabündnisgemeng. Mee wéi wier et da mol mat enger Sportbündnisgemeng? Eng Gemeng, déi d'Beweegung fir eis Kanner an der nonformaler Bildung an de Vierdergrond stellt a se férder, sief et duerch liicht adaptéiert Pausenzäite mat enger méi laanger Mëttespaus, fir de Kanner zwou Plagé Sport a Beweegung an der Mëttespaus ze erméiglechen, ouni datt d'Schoulstonne sech grouss änneren; oder duerch e méi equilibriéierten Horaire, deen duerch eng gläichméisseg Verdeelung vun de Schoulstonnen iwwert déi ganz Woch Plaz am Nomette schaft, fir eng sënnvoll Opdeelung vun de Fräizäitaktivitéiten, sief et an der Maison relais oder doheem.

Mir ass bewosst, dass dës Theemen an d'Autonomie vun de Gemenge falen. Dofir bidden ech d'Gemegevertrieber, och déi, déi haut hei an der Chamber uwiesend sinn: Setzt Iech wannechgelift mat den Direktiounen zesummen, iwwerleet Iech et, maacht Sondagen zum Theema Horaire aménagé oder laang Mëttespaus, fir festzestellen, ob et méiglech an erwënscht wier, den Horaire émzestellen. Schwätz mat den Elteren, mat de Schüler an dem Léierpersonal an de Schoulen, an de Maison-relaisen. D'Theema ass méi grouss a méi omnipresent, wéi ee mengt.

D'Gesondheet vun de Kanner geet eis all eppes un. A wa mir d'Méiglechkeet hunn, de Kanner méi Zäit a Raum fir Beweegung ze verschaffen, da musse mir dës Méiglechkeet notzen. Et gëtt Zäit fir méi Beweegung, méi Equiliber, méi gesond Kanner an enger méi gesonder Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, merci villmools dem Mandy Minella fir dës Interpellatioun. A wat ech elo wierklich ganz gutt fonnt hunn, ass, dass d'Madamm Minella och drop agaangen ass, wat dann eigentlech déi Defie si vun de Gemengen a vun de Gemengevertrieber an och déi Froen, déi mer eis ganz konkreet um Terrain stellen.

Mir wäerten eis dat opdeelen an eiser Fraktioun. Eise Spëtzesportler, de Charel Weiler, ...

(Hilarité)

... wäert dann iwwert den Deel vum Sport schwätzten, iwwer gesond, aktiv a glécklech Kanner.

An ech wollt deen aneren Deel iwwerhuelen, dee sech awer eigentlech nach virdru schiibt, nämlech déi princiell Fro: Wa mer vun extrascolaires Aktivitéité schwätzten, da schwätzte mer nämlech eeben net némme vun der formaler Bildung, mee och vun der nonformaler, der informaler an der wëller Bildung a wéi een déi Beräicher kann zesummeeféieren.

An ech ginn do zou, an dësem Fall ass d'Duebelmandat tatsächlech e klenge Virdeel, well mer natierlech do an der Stad, oder ech soen einfach emol, an enger Gemeng, déi ech gutt kennen, eng ganz Rei Erfarunge sammelen an eis eebe grad och déi dote Froen, déi d'Madamm Minella elo gestallt huet, am grousse Ganzen dann och do an der Gemeng stellen.

Wa mer eis déi Fro stellen, wéi staark dass d'Roll vum Sport an iwwerhaapt vun den extrascolaires Aktivitéiten op eis Kanner däerf wierken, da stelle mer eis jo eigentlech déi Fro: Wéi wëlle mer, dass eis Kanner sinn? Wéi wëlle mer, dass eis Kanner sech entwéckelen?

An ech wéilt et zesummefaassee mat deem Wuert: Mir wëllen, dass d'Kanner fräi sinn, dass se frou sinn an dass se staark sinn. Fräi, fir dass se kenne Kanner sinn, esou wéi se als Kanner wëlle sinn. Dass Kanner däerfe Kanner sinn. U sech ass hinnen um Enn d'Zil vun all deem, wat mer hei schwätzten, dass d'Kanner däerfe Kanner sinn, esou wëll an esou duerchdriwwen, wéi se dat wëllen a kënne sinn.

A wa mer dervu schwätzten, dass eis Kanner wëllen oder dierfen d'Recht hunn, frou ze sinn, da schwätzte mer dervun, dass mer eeben net némme eng rational Bildung u se erundroen, wat mer natierlech iwwer ganz vill Forme vu Bildung maachen, mee dass se och eng emotional Bildung matkréien. Eebe genau déi Bildung, déi mer brauchen, fir dass Kanner als Mënsche wierklich Mënsche kenne sinn, dat heesch, kreativ, mat Iddien, emotional, mat enger Méiglechkeet, sech selwer an och dës Welt ze verstoen iwwert déi emotional Bildung.

A wa mer dervu schwätzten, dass mer wëllen, dass eis Kanner staark sinn, da schwätzte mer och dervun, dass se resilient solle si fir all déi Defie an déi Challenges, déi sech an der Welt momentan eeben stellen, nämlech déi Kënschtlech Intelligenz, iwwerhaapt d'Sozial Meedien, wéi déi op d'Kanner wierken. Wéi awer och déi ganz Analys vun der Madamm Minella, déi ganz richteg ass, dann op d'Kanner wierkt: Nämlech, dass ganz villes lass ass an dass d'Kanner oft an hirem Alldag gestresst sinn. Wéi komme mer dohinner, dass d'Kanner fräi sinn, frou sinn an dass se staark sinn?

Ech wéilt et e bësse méi princiell upaken, an da wäert de Charel Weiler dat eeben am Spezifischen da fir de Sport kucken. Well wa mer vun der Bildung schwätzten, da musse mer eeben déi véier Forme vu Bildung énnerscheeden. An ech wëll eng Kéier ganz kuerz kucken, wou an deene véier Forme vu Bildung de Sport dann eng Plaz huet.

An der formaler Bildung an der Schoul hu mer eeben d'Méiglechkeet, de Sport unzebidden. Dat ass gutt, an et ass och wichteg, dass d'Kanner dat hunn. D'Madamm Minella huet déi Iddi an d'Spill bruecht, ob een net eng Stong kíent derbäifügen.

An der nonformaler Bildung, also an de Maisons relais, an de Crèchen – an der Stad schwätzte mer da bei de Maisons relais vun de Foyer-scolaires – si mer natierlech an engem Beräich, wou mer émmer erëm probéieren, Aktivitéiten unzebidden, déi sportlech sinn. An do ass eeben d'Zesummenarbecht mat der

LASEP ganz staark. D'Madamm Minella huet eng Rei Gemenge genannt; et gëtt och nach anerer, an ech kennen do eng ganz gutt, déi eeben och eng Konvention mat der LASEP huet.

An da schwätzte mer awer och vun der informaler Bildung; d'Informal Bildung, d'Famill an d'Veräiner. An da si mer genau bei deem, wat héchstwahrcheinlech och am Hannergrond vu ganz villen Erfarungen am Sport steet. Eeben, dass d'Veräiner eis hëllefien, dee Sport auszéüber, dee mer eigentlech wëllen ausüben, a wou mer och de Choix hunn, fir kënnen ze soen: „Ech géif mech gären an deem dote Sport oder an där doter Aktivitéit engagéieren.“

An dann hu mer déi wëll Bildung. Déi wëll Bildung, dat ass dann, wann d'Kanner an hirem Quartier énnereewee sinn oder an hirer Uertschaft énnereewee sinn, wa se mam Vélo dorëmmer jauwen, op Beem klammen, eng stiichte ginn, bei den Noper schelle ginn a fortlafen. Do léiert een och Saachen: Wéi séier ee muss lafen.

Wëll Bildung heesch, d'Kanner si Kanner a si si genau esou, wéi se wëlle sinn. An an där Bildung kënn et natierlech drop un, dass d'Kanner sech kënné bewegen, énnereewee sinn.

An do ass et zum Beispill wichtig – an déi Fro wäert sech och stellen an eise Gemengen, a mir sinn och amgaangen, dat ze analyséieren -: Sinn eis Quartieren esou, dass se fir d'Kanner gutt sinn? Dass d'Kanner sech sécher fillen an de Quartieren, dass d'Kanner gutt kënné énnereewee sinn? An dass dat, wat héchstwahrcheinlech déi meescht vun eis nach an hirer Kannerzäit gemaach hunn, nämlech mam Vélo wëll duerch de Quartier jauwen, nach méiglech ass? An dass et net émmer eng Sécherheetsfro ass, ob mer dat nach kënné oder net méi kënné?

Mir schwätzten also vun deene sportlechen Aktivitéiten. Mir schwätzten awer och dervun, dass d'Kanner d'Bégéignung mat der Natur, mat der Ëmwelt brauchen. Mir schwätzten dervun, dass d'Kanner d'Bégéignung brauche mat den neien Technologien, mat der Digitaliséierung, dass se mussen opgekläert ginn an dass se musse gebilt ginn, fir och aktiv kënné mat deenen digitaliséierten Technologien émzegoen. Mir schwätzte vu Begéignung mat Kultur.

Mir schwätzten also vu ganz ville Begéignungen, wou d'Kanner eppes léieren, wat hinnen herno hëllef, Kanner ze sinn, fräi, frou a staark, an hir Bezéiungen opzebauen, zu sech selwer, zur Gesellschaft, zu hire Peergroups, hire Frénn, hire Familljen, awer och zur Welt insgesamt, a fir hir Verantwortung ze iwwerhuefen an dëser Welt.

Dofir erlaabt mer, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dës Gedanken, déi ém déi Fro dréien: Wéi kréie mer déi verschidde Forme vu Bildung dann zsumme a wéi kënné mer eis Kanner manner stressen an hirem Alldag?, an e puer Froen zesummenfaassen.

Eng Fro, déi sech stellt, wa mer esou vill Angeboter hu fir eis Kanner – an ech wéilt nach eng Kéier resuméieren, véier Forme vu Bildung, well vun deene musse mer schwätzten, wa mer vum Scolaire an Extrascolaire schwätzten –, wa mer also dervu schwätzten, dass mer véier Forme vu Bildung hunn, da stellt sech jo déi ganz wichteg Fro: Wat bedeut dat dann elo fir d'Schoul? Wat fir eng Fächer müssen onbedéngt an der Schoul bleiben? A wat fir eng Aktivitéité kënné och ausserhalb vun der Schoul gemaach ginn?

Well net all Kand geet herno an déi nonformal Bildung, an déi informal Bildung. Et muss an der Schoul also genuch Sport sinn, an, do si mer eis, mengen ech, eens, déi Aktivitéité sollen an der Schoul och



ugebude ginn. An och déi Aktivitéité ronderëm, déi ech grad genannt hunn: kulturell Begéignung, Begéignung mat der Natur, Begéignung mat der digitalisierter Technologie.

Wat bedeut dat fir d'Schoul? An ech weess zum Beispill, a mir begréissen dat och ganz staark, dass et am Moment e Bestriewe gëtt, déi formal an déi nonformal Bildung méi no beieneen ze féieren. An dat geschitt dann eeben iwwert dat, wat ech oder déi meescht vun eis da Bildungshaiser nennen. Also Strukturen, wou e Schoulcampus entsteet, deen eeben och d'Maison relais um selwechte Campus huet, a wou d'Kanner net méi esou vill hin an hier musse lafen, wou hiren Alldag méi geuerdet ass. A wou een zum Beispill och d'Méiglechkeet huet, Raim – ech soen net Säll, mee Raim – zumindest mol eng Kéier zesummen ze notzen an dann do eng ganz aner Synergie op deene Plazen ze schafen.

Et ass op alle Fall dee Modell, deen an der Circulaire de printemps vum Ministère och recommandéiert ginn ass, fir eeben déi formal an déi nonformal Bildung beieneenzeféieren, deen ech och op ville Plaza gesinn hunn, wou ech op Besuch war, fir ze kucken, wéi dat am Moment leeft.

Zum Beispill zu Ettelbréck gëtt et esou eng Zesummenaarbecht mat enger Fondatioun, a mir hunn déi och elo hei an der Stad gemaach. Nämlech eng Fondatioun, déi helleft, déi verschidde Forme vu Bildung an engem Quartier, an enger Uertschaft, an enger Stad erauszfannen an ze kucken: Wie sinn d'Acteur-en? Wat maachen déi? Wou sinn d'Kanner iwwerhaapt de ganzen Dag iwwer énnereewee? Wou si se am frousten an hirem Quartier? Wou spille se gären? Wou fille se sech net sécher? Wou muss een als Gemeng agräifen, fir dass hire Wee duerch de Quartier méi sécher gëtt?

An dat ass immens wäertvoll, well dat nämlech genau dozou soll féieren, dass d'Kanner manner gestresst sinn an hirem Alldag an alles dat kënne maachen, wat se eigentlech wëlle maachen, an zwar sécher, frou a fräi.

Déi aner Fro, déi sech nach stellt, ass déi: Wat bedeut et och fir déi gefillte Gerechtegeet duerch d'ganzt Land? Wat sinn dann d'Angeboter am ganze Land? Also kann een zu Wéntger, zu Iechternach, an der Stad, zu Esch, zu Diddeleng dat selwecht maachen? Sinn d'Angeboter déi selwecht op deene verschidde Plazen, an deene verschidde Gemengen?

An ech ka mer virstellen, dass do och schonn eng Äntwert – zumindest wann et ém de Sport geet – iwwert dee Sportskoordinator do géif gi ginn an deem Moment, wou mer deen an deene verschidde Gemengen hätten.

An da stellt sech nach déi Fro: Wa mer da wierklech dorop aus sinn, déi Offere fir d'Kanner an deene véier verschidde Bildungsfelder zesummenzeféieren, wéi mécht een dat eeben esou, dass d'Kanner net vill gestresst ginn am Alldag, an zugläich awer och, dass eist Personal net déi ganzen Zäit d'Projektionsfläch ass vun Erwaardunge vun doheem oder vun aneren a mat ganz villem muss dealen oder émgoen, wou se jo selwer soen, dass se am Moment ganz oft un de Grenze vun hirer Energie sinn?

Ech weess zum Beispill, dass et Gemenge gëtt, déi dann och vill op Benevoller zréckgräifen, fir déi Weeér téschten deenen eenzelne Forme vu Bildung hierzestellen. Ech weess, dass et Gemenge gëtt, déi esou eppes hu wéi e Pedibus. Mee ech hunn awer och ... Et gëtt och Gemengen, déi eebe probéieren, Acteur-en ze mobiliséieren, fir zum Beispill och d'Kanner an d'Veräiner ze bréngen oder erém zréck an hir Maison relais.

Dat sinn déi Froen, mengen ech, déi wichteg sinn an dësem Kader. An ech wollt einfach just nach eng Kéier drop agoen, dass et hanne um Enn och ém de System am grousse Ganze geet, iwwert de Sport eraus.

Mee et war eis alleguerte bewosst, dass, wann d'Madam Minella dës Interpellatioun ufreet, et da ganz staark ém de Sport wäert goen. An dofir wäert dann herno gläich eise Sportler, de Charel Weiler, nach epes dozou soen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. An dann ass d'Wuert fir d'Madam Francine Closener. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, l'éf Kolleginnen a Kollegen, viru 40 Joer ass e Kand, dat zéng Joer al war, a sechs Minute labber 1.000 Meeter gelaf. Haut leeft e Kand an der Moyenne a sechs Minute just nach 900 Meeter. Dat heesch, d'Leeschungsfäegkeet huet ém 10 % ofgeholl. Dat weise grouss ugueluechte Motoriktester bei Kanner an Däitschland. An et ass kaum unzehuelen, datt et bei eis vill anescht ass.

A mir wësste jo am Fong ganz gutt, u wat et läit. Den Alldag vun de Kanner huet sech drastesch verännert. Dobaussen am Bësch, an der Strooss spinnen, Fänches, Stoppches, op Beem kloteren, also spinnen, sech beweegen, ouni dass dat iergendwéi organiséiert ass an der Schoul, an engem Club, dat gëtt émmer méi rar. Dofir ass den Handy awer omnipresent. An de physeschen Effort, och Kraakt an Ausdauer si fir vill Eltere vläicht manner wichtig. Si selwer huelen och dacks léiwer de Lift wéi d'Trap a loosseen éischter de Roboter de Gaart méien, wéi et selwer ze maachen. Virbildung ass dat nu wierklech net émmer.

D'Konsequenze vun ze wéineg Beweegung kenne mer an d'Mandy Minella ass jo am Detail dorobber agaang. Och fir den Aspekt vun der mentaler Gesondheet vu Kanner, dee mer virun zwee Deeg hei thematiséiert hunn, ass d'Beweegung jo kruzial.

Dofir ass et émsou méi wichteg, datt d'Offer un organiséiertem Sport grouss ass an d'Kanner, all d'Kanner, och d'Zäit an d'Méiglechkeet kréien, déi Offer iwwerhaapt unzehuelen. An dat gëllt natierlech och fir all Aktivitéitéit, déi ausserhalb vun der Schoul d'Kreativitéit vun de Kanner pusht: Molen, Musek, Theater, villes méi, d'Scouten net ze vergiessen. An och hei kréien déi Jonk d'Méiglechkeet, sech ze defouléieren a ganz einfach Spaass ze hunn. Dat ass iergendwéi awer wichteg fir d'Kanner.

Ganz vill Kanner hei am Land profitéiere jo schonn dovunner. Mee leider gëtt et der awer nach ze vill, déi a kengem Veräi sinn a guer net oder just ganz wéineg vu sportlechen oder kulturellen Offere profitéiere können – an dat, obwuel jo an deene leschte Jore vill geschitt ass, virun allem och aus finanzieller Perspektiv, fir d'Saach méi accessibel ze maachen, Stéchwuert: „Musekschoul“. Mee et ass eeben net émmer nénmen eng Fro vu Suen.

Wann d'Eltere Vollzäit schaffe müssen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, dann ass einfach keng Zäit, fir d'Kanner no der Schoul schonn um fénnef Auer an de Veräin ze féieren. A fir Elengerzéind ass et nach vill méi komplizéiert.

An Elteren, déi selwer a benodeelegte Verhältnisser opgewuess sinn, wou de Besuch vun enger Musekschoul, vun enger Theatergrupp, engem Molcours guer net a Fro koum, esou Elteren hunn net émmer de Reflex, fir Kanner an de Veräin oder an eng Aktivitéitéit anzeschreiwen, egal wéi accessibel déi dann

och ass. Do gëtt et ganz vill Beréierungsängscht. Vill Leit mengen, si oder hir Kanner géifen net dohinner gehéieren oder se géifen net akzeptéiert ginn. Divers Studie beleeeën och, datt Kanner aus besser gestallte Familljen dacks eebé méi Beweegung hu wéi Kanner aus benodeelegte Milieuen.

Wa mer awer alleguerten de Kanner am Land déi selwecht Chance wëlle bidden, fir bei Fräizitätaktivitéite matzemaachen, da stelle sech Froe vun Aarmutsbekämpfung, vu sozialer Gerechtegeet a sozialer Inklusion. Do läit d'Kromm méi wéi jee an der Heck.

Nieft dése gesellschaftliche Aspekte geet et awer och ganz konkreet drëm, wéi een d'Schoulen, d'Maisons relais, d'Veräiner, d'Musekschoulen an aner Offere méi no beienee brénge kann a wéi een eeben och an de Maisons relais selwer, sur place, Beweegung a Kreativitéit optimal fèrdere kann.

Aktuell ginn et nämlech ganz grouss Ënnerscheeder téscht de Gemengen. Déi eng hu Maisons relais mat Airtramp, grousse Psychomotorikram, Molatelier an och en eegene Minibus, deen d'Kanner an e Veräin oder an d'Musekschoul ka féieren. An aner Gemengen hunn dat eeben net. Dat läit och dacks net um schlechte Wëllen, mee wéi oft un de Finanzen.

E qualitativer héichwäertegen, zuverlässigen Transport fir Kanner ze organiseren, ass opwenneg a kascht net wéineg. An net all Gemeng huet d'Ressourcen, fir dee Service effektiv unzibben. D'LSAP huet sech do-wéinst émmer derfir staarkgemaach, dass de Staat de Gemeng soll derbäi hellefen, entsprechend Kannerveräinsbusser an d'Liewen ze ruffen an deemno wéi och ze finanzieren oder ze kofinanzieren.

An eng entsprechend Motiou hu mer hei an der Chamber 2021 ugeholl. Zanterhier ass et awer ganz roueg ginn dorëm. Dofir d'Fro un eis zwee Ministeren: Wou ass de Projet drun? Deemoools hu mer nach vun Travaux préparatoires geschwat, déi misste weidergefouert ginn. Wéi ass et dann? Mécht d'Regierung dat? Soll dee Service opgebaut, ausgebaut ginn? Wann net, da bräicht een eigentlech net vu Chancégläichheit ze schwätzen.

A lokale Veräiner kënne Kanner wichteg Sozialkompetenzen an nei Fäegkeete léieren an hunn och en Ta-péitewiessel no laangen Deeg an der Schoul an an der Maison relais. Sport a Kultur an engem anere Kader wéi deem vun der Schoul oder der Maison relais mécht eeben och de Kapp fräi.

D'Cellule scientifique huet jo énnerstrach, dass et zu Létzebuerg awer nach net genuch Informatiounen gëtt iwwer Kanner am Alter vun 0 bis 10. Eng Lück, déi dréngend muss zougemaach ginn.

Sport a Beweegung sinn eebe wichteg, fir e fräie Kapp ze kréien an e gesonde Kierper. Virusgesat natierlech, dass de Spaass am Mëttelpunkt steet an net exzessive Leeschungsdruck.

Natierlech ass et fir Kanner immens flott, och Championnater ze spinnen – dat gehéiert dozou. Mee besonnesch am klengen Alter, am jonken Alter muss awer wierklech de Spaass am Vierdergrond stoen. Well wann ee gesäßt, wéi Eltere sech heiansdo opféieren um Bord vun engem Futballterrain, da gëtt et engem awer ganz ellen.

Här President, d'Zil ass et net, datt all Kand also all Dag vun der Woch zousätzlech zu der Schoul nach eng obligatoresch auserschoulesch Aktivitéit soll opgebrummt kréien. Dat ass evident. Ech mengen, dat wéll kee vun eis.

Ech muss soen, dass dat, wat d'Madam Minella gesot huet, hir Iddi, fir sech dem Schoulhoraire



unzehuelen a sech och e Beispill ze huelen um Kanncampus Suessem, eis méi wéi sympathesch ass. D'LSAP ass op jidde Fall bereet, sech ganz aktiv mat anzebréngen, wann et an déi Richtung géing goen.

Den Här Galles huet dovu geschwat, dass formal an informal Bildung natierlech solle méi no beieneekommen. Dat ass absolutt richteg. Mir sinn och derfir. Allerdéngs geet et wierklech net duer ze soen: Mir maachen ee Campus – Maison relais a Schoul. Mir brauche wierklech eng intégréiert Approche, Enseignants an Educateurs, déi wéllen zesummeschaffen. Némmen da kann et fonctionéieren. Well d'Kand ass finalment jo émmer dat selwecht.

D'Zil ass et, datt all Kand kann u Fräizäitaktivitéiten deelhuefen, ganz onofhängig dovunner, wéi gutt seng Eltere finanziell opgestallt sinn a wéi gutt d'Gemeng, an där et lieft, finanziell opgestallt ass. Well alles aneschters ass net gerecht.

Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, sportlech a kulturell Aktivitéite bidden och déi grouss Chance, Kanner scho fréi fir Problemer vun Diskriminatioun, Rassismus an Homophobie ze sensibiliséieren.

Jongen dierge Spaass hunn um Danzen a Meedercher um Boxen. Och schwul Männer spille gär Fussball. An natierlech kennen och Leit mat Migratiounshannergrond e Land an enger Nationalekipp vertrieben.

Et ass wichteg, et ass essentiel, datt d'Kanner mat esou Wourechten opwuessen an dat am direkte Kontakt a Liewen, well grad an der Welt vum Erwussesenesport kämpfe mer émmer nach géint ganz vill Virurteeler an Diskriminatioun. Déi lokal Veräiner kennen dobäi héllefen, andeem se d'Kanner eebé fréi sensibiliséieren.

Iwwregens sinn némme 27 % vun de Leit, déi zu Létzeburg eng Lizenz an engem Sportsverän hunn, Meedercher oder Fraen. 27 %, also e bësser méi wéi ee Véierel. Och dat muss sech ännernen. Eng Rei Gemengen engagéiere sech scho fir méi Egalitéit am Sport. D'LSAP begréisst dat ausdrécklech.

Mee et geet net duer ze soen, d'Veräiner wierte wichteg, da musse mer se och deementspriedend énnertézten. D'Ufuerderungen un d'Veräiner ginn nämlech émmer weider erop, während d'Zäit, déi déi eenzel Benevoll hirem Veräi kenne widmen, erofgeet. Duerfir sinn Initiative wéi „Pro Sport“ ganz wichteg. Duerfir bräicht et och en Ausbau vum Programm Qualité+, dee ville Veräiner hélleft, eng héichwäerteg Offer unzébidde fir Jugendaarbecht an Encadrement vun de Kanner.

Well vill Veräiner brauchen Knowhow, finanziell Ressourcen, mee se brauchen natierlech eeben och ganz engagéiert Memberen. An duerfir si mer frou, datt énnert dem viregte Sportminister Georges Engel de Congé sportif agefouert gouf. A mir sinn och derfir, en d'nächst Joer, also wéi virgesinn no dräi Joer Émsetzung, ze evaluéieren.

Mir wéllen awer och de Congé bénévolat aféieren. Mir kënnten an Zäiten, an deenen esou vill Leit struewelen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, net erawarden, dass d'Leit fir Aarbechtszäit fir de Benevoll verkierzen an dofir manner verdéngten. An énnert enger Regierung, déi d'Aarbechtszäite wéll dereguléieren, komme fir de Benevoll jo nach ganz vill méi schwéier Zäiten. En Engagement an engem Veräin dierf awer kee Priveeg sinn, dee sech just déi besser gestallte Leit kenne leeschten. Wa mer Veräiner wéllen, déi eis Gesellschaft erémpigelen, da musse mer jidderengem eng Chance ginn, fir sech anzebréngen. Duerfir si staatech Férdermoosname wichteg.

An natierlech kennen d'Gemengen hei och eng Vermëttlerroll iwwerhuefen. D'Gemenge wésse jo, wéi

eng Veräiner bei hinnen aktiv sinn. Si kennen Echanzen a Synergien téscht Schoulen, Maisons relais, Veräiner, Museken ureegen, wa se gesinn, dass den Terrain sech do net selwer zesummefénnnt.

De Coordinateur sportif, och dat eng Initiativ vun engem fréier LSAP-Minister, geet a genee déi richteg Richtung. Déi éischt, ech mengen, et sinn zéng Gemengen, hu schonn esou e Coordinateur sportif. Dat ass ganz gutt esou.

D'Gemenge stellen natierlech och d'Infrastrukturen zur Verfügung an hunn och do eng wichteg Aufgab ze garantéieren, datt all Awunner aus enger Gemeng vun där Fräizäitoffer ka profitéieren. Och dat kascht natierlech Geld. Dat weess d'Regierung och.

Leider gesi mer, wat d'Inklusioun ugeet, nach ganz vill Verbesserungspotenzial. Vill Spillplazén, Sportsterraine sinn nach net ideal ausgerüst, fir Kanner mat Handicap gerecht ze ginn. An och am éffentlechen Transport gëtt et nach méi wéi genuch Barriären, déi de Wee an de Sportsklub oder an déi lokal Musek schwéier maachen. Och deem musse mer eis eng Kéier unhuellen.

Här President, némme wann all Kand ganz onofhängig vu sengem Geschlecht, senger Hautfaarf, engem eventuellen Handicap, sengem sozioökonomeschen Hannergrond vun där kultureller a sportlecher Offer vun den auszerschouleschen Aktivitéite ka profitéieren, hu mer wierklech eppes erreacht a punkto Chancégerechtegkeet a mir sinn dem Zil vun enger besserer Welt vu muer tatsächlech ee Stéck méi no komm. Un der LSAP soll et net leien, fir dat ze packen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. An deen nächsten ageschrifwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech soen och der Madamm Mandy Minella e ganz grousse Merci fir dës Interpellatioun, déi en Theema behandelt, wat mir och ganz staark um Häerz läit. Déi, déi mech kennen, déi wéssen, dass ech mäi Liwe laang ganz staark an och haut nach am Fussball engagéiert sinn a vill Zäit domat verbréngten, wat natierlech och ganz vill Spaass mécht, mee wat och ganz vill Verantwortung an Aarbecht mat sech bréngt.

Ech géif dann och zum Schluss hei eng nei Iddi mat erabréngten, eng interessant Iddi, déi mer haut hei nach net héieren hunn, déi e bëssen och vläicht revolutionär ass. Mee et soll ee jo och mol eng Kéier aner Iddie gesi wéi déi Weeér, déi mer schonn alleguerete breetgetréppelt hunn.

Mir hunn hei elo ganz vill iwwert déi verschidde Faccetté vun deene Jonken an der Schoul an dann och am Sport niewelaanscht geschwat. A wat mer am Fong opgefall ass, wéi ech dat hei préparéiert hunn: Mir haten elo virgéschter hei eng Debatt iwwert d'Wuelbefanne vun deene Jonken. A mir hunn driwwer geschwat, dass mer do haut – a mir waren eis alleguereten eins – Problemer hunn, well d'mental Gesondheet, d'Wuelbefanne vun deene Jonken ass net méi esou gutt, wéi se mol eng Kéier war. Déi geet erof. An ech mengen, grad do spiller d'Sportsveräiner, de Sport an de Veräin, déi zwou Saachen, eng ganz, ganz grouss Roll. Well nieft dem Punkt, dass natierlech de Sport wichteg ass, fir fit ze sinn, fir gesond ze sinn, hu mer och deen aneren Aspekt vum Veräin, vun zesumme kämpfen, trainéieren, sech an enger Ekipp engagéieren.

Et ass eng Fro vun Zesummesinn, et ass eng Fro vun Ekippsport, et ass eng Fro vu soziale Kompetenzen,

déi ganz kloer déi, déi a Veräiner aktiv sinn, an Ekippen aktiv sinn, kréien. Et ass eng Fro vun Integratioun, grad zu Létzebuerg. Dat gëtt émmer gesot; dat ass och esou. Déi Veräiner, déi mir hei hunn, spiller eng enorm wichteg Roll fir eis Gesellschaft. An doriewer eraus ginn eis Kanner natierlech och Tugende geléiert, déi ganz wichteg sinn, fir duerno am Liewen, souwuel am Beruff wéi och privat, ze reüsséieren. Si kréien Énergäiz an de Kompetitiounen. Si léieren, sech virzebereeden, sech ze konzentréieren. Et ass och eng Fro vun Disziplinn, déi duerno och zum Beispill an der Schoul kann héllefen, wann een Dag an, Dag aus, ob et reent oder schneit oder kal oder waarm ass, dobaussen um Fussballterrain – oder an enger Hal, dann ass et net grad esou – muss op den Training goen a sech muss zesummerappen an dat konsequent mécht. Dat hélleft immens.

An ech mengen, déi Struktur, déi e Veräin, e Sportsveräi ka bidden, dat ass wierklech eppes, wat zu enger besserer Gesellschaft féiert. An duerfir ass et an eisen Ae ganz gutt, wann esou vill Kanner wéi méiglech, wann all d'Kanner am beschten an engem Sportsveräin aktiv sinn. Dat ass d'Zil.

Leider si mer wäit dovun ewech, dat ass net de Fall. An do gëtt et verschidde Grénn. An ech mengen, ee vun den Haaptgrénn ass ganz einfach deen, dass mer am Moment un d'Grenze stousse vun de Kapazitéiten, déi mer hunn. Dat heesch, d'Sportsveräiner gekoppelt mam Benevolat, deen derhannert stécht, meeschteren dat Ganzt net méi. Mir hunn iwwert déi leschte Joren, Joerzéngten eng Bevélkerung, déi ganz staark gewuess ass. Mir hunn awer op däi anerer Säit d'Zuel vu Sportsveräiner, déi net gewuess ass; déi souguer op ville Plazén eroftaangen ass.

An ech wéi Iech hei ee Beispill ginn. D'Stad Létzebuerg hat viru 25 Joer 80.000 Awunner an ass elo op 140.000. D'Zuel vu Fussballveräiner war viru 25 Joer bei 13 an ass elo bei 7. An dat läit net dodrun, dass net genuch Kanner do sinn, déi wéile Fussball spiller, mee et läit dodrun, dass einfach émmer manner Leit Zäit hunn, bereet sinn, Kenntnisser hunn, fir sech fräiwéllig a Veräiner ze engagéieren. An dat ass e Riseproblem.

An dat hu mer och op anere Plazén am Land. A mir hunn am Moment pro Joer am Duerchschnëtt een, zwee Fussballveräiner, déi verschwannen. Mir hunn och iwwert déi leschte Joren am Basket keng Veräiner bäßkrit. Am Handball, mengen ech, ass eng Kéier ee bäßkomm. Mee och do ass d'Situatioun, wann een dat vergläicht mat enger Situatioun ..., ech soen, 1990 hate mer 400..., 350.000 Awunner; elo komme mer op 700.000 Awunner. Da misst déi Zuel vu Veräiner jo proportionell och eropgoen. Dat ass awer net de Fall. Dat heesch, do feelt eppes. An dat ass e grousse Problem.

An dann hu mer d'Konsequenzen dovun. D'Konsequenz dovun ass – an ech weess do, vu wat ech schwätzen –, dass ganz vill Veräiner Waardelëschten hunn. Ech weess, an enger Gemeng hei, do huet de Basket eng Waardelësch, do huet de Volleyball eng Waardelësch an do huet de Fussball eng Waardelësch. Dat heesch, wann Der Äert Kand wéll umellen, dann ass et am Prinzip mol: „O, mir si voll, mir müssen elo kucken. Dir müsst waarden.“ Wann e Kand aus enger anerer Gemeng dohinner wéll kommen, da gëtt et nach méi schwierig, well natierlech soen déi Veräiner meeschtern: „Jo, mir hu jo awer mat der Gemeng hei ..., mir müssen deene Kanner d'Prioritéit ginn, déi an eiser Gemeng wunnen. Et ass jo d'Gemeng, déi eis énnertézzt, dat ass jo logesch.“

Elo gëtt et awer Gemengen, déi hu kee Sportsveräin. Ech wunnen aktuell an enger Gemeng, do gëtt et och Fussball, kee Volleyball, kee Basket, kee Pingpong. Sou, elo ginn déi Kanner gär an d'Nopeschgemeng,



do kréien se gesot: „Dir kënnt hei net kommen“, oder: „Mir hunn eng Waardelësch, vläicht gëtt eng Plaz fräi.“ Da gi se an déi aner Nopeschgemeng: D’selwecht, et ass iwwerall d’selwecht. Et ass och a mengem Veräin esou, se packen et net méi. Se packen et net méi. An dat ass e ganz grousse Problem.

An d’Veräiner kréien déi Verantwortung net méi gestemmt. Obwuel déi Leit, déi an de Veräiner schaffen, eng enorm Aarbecht maachen, enorm engagéiert sinn, si kréien et net méi gestemmt. An ech kenne bal allegueren déi Leit hei am Lëtzebuerger Land, déi an de Kommitieën am Fussball aktiv sinn. Et ass esou.

Mir hunn 300 Kanner bei eis am Fussball, 30 Trainieren. An do gëtt et der jo, déi sinn nach méi grouss. Wéi wëllt Der dat benevoll maachen? An dann hu mer och nach de Virdeel, datt d’Maison relais nieft dem Fussballterrain ass. Mee wann déi méi wäit ewech ass, wien organiséiert dat? Alles dat sinn immens kompliziéiert Saachen.

An ech mengen, dass mer eis musse bewosst ginn, dass mer wierklech d’Sportsveräiner vill méi musse stäärken. Dat gëtt och gemaach, Här Mischo, dat ass ganz gutt, awer nach méi. An ech mengen och ...

(Hilarité)

An duerfir hunn ech och hei eng Motioun, déi énner anerem dat fuerdert, dass mer eis Sportsveräiner nach méi stäärken.

An deen zweete Punkt, dat ass eeben elo dat, wat ech wollt soen, déi Iddi, déi e bësse méi wäit geet. Ech mengen, dass laangfristeg d’Situatioun net besser gëtt. Well mir wäerten och laangfristeg émmer manner Fräiwëllerger fannen, déi bereet sinn, sech an engem Veräin iwwer Joren, Joerzéngten ze engagéieren. Dat gëtt et émmer manner. Dat ass d'Realitéit, iwwerall. Dat heesch, ech mengen, mir musse ganz émdenken. An d’Iddi, déi ech hei hunn, dat ass d’Iddi, dass mer e bëssen higinn op e Modell, deen Der vläicht kennt aus amerikanesche Filmer, wou an der Primärschoul bis zum Alter von zwielef Joer ganz an d'Schoul ze integréieren, änlech wéi de Modell an den USA an an anere Länner, woumat all Kand reegelméisseg an enger gewielter Sportaart aktiv wier, bis et am Alter von 13 Joer a Veräiner kéint weider trainéieren.

(s.) Fred Keup.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | E Kand huet vill Talenter, kreativer, sproochlecher, wëssenschaftlecher, sportlecher Natur. Eis Bildung ass esouwuel formaalt wéi nonformaalt Léieren, an dat besonnesch an der Grondschoul, an huet nieft der Vermëttlung vu Grondwëssens och d'Missioun, engem Kand seng énnerschiddlech Talenter méi nozebréngent.

De Sport – d'Motorik, d'Schnellegheet, d'Ausdauer –, dat ass eent vun deenen Talenter. Dass Kanner, an och mir Erwuessener, sech net méi genuch beweegen an émmer méi déck ginn, ass e wëssenschaftlecher Fakt. Et ass och evident, dass een der Obesitéit an natierlech der Krankheitspreventioun ka virgräifen, wann een als Kand scho fréi d'Loscht um Sport kenneléiert, d'Loscht um Sport, un der Beweegung, um Teamwork, um Fait, seng Grenzen émmer erëm nei ze iwwerwannen.

De Sport, zesumme mat der Beweegung, muss eiser Meenung no seng fest Plaz am Curriculum hunn, am formale wéi am nonformalen, an der Paus, um Schoulwee – Stéchwuert „Pedibus“ – an natierlech och an de Veräiner. All Geleeënheet, wou Kanner sech beweegen, erauskommen, a jo, och net virum Bildschierm sinn, ass eng gutt Geleeënheit. Mee och am formale Léierplang, mam Zil, de Kanner énnerschidlech Sportaarta méi nozebréngent a se fir Beweegung ze begeeschteren. D'LASEP bitt eng wichteg zousätzlech Offer. An aner parascolaire Sportoffere gehéieren natierlech och dozou.

Nieft der Zäit an der Grondschoul sinn nun emol vill Schülerinnen a Schüler an de Maison-relais ageschriwwen. Wärend de Schoulwoche si schouflächteg Kanner téscht véier an zwielef Joer an der Moyenne vun deene leschte Joren zirka 15 Stonnen an enger konventionéierter Maison relais ageschriwwen. An den

- d'Unzel u Sportsveräiner trotz der staarker Bevölkerungszounam net méi grouss gëtt;

- a verschidde Regiounen a Gemengen déi sportlech Offer vu Veräiner fir d'Kanner ganz kleng ass;

- vill Kanner net a Sportsveräiner aktiv sinn;

- den aktuelle System zu Lëtzebuerg, wat d'Förderung vun ausserschoulesche sportlechen Aktivitéité fir Kanner an der Primärschoul ugeet, u seng Grenze stéisst,

ass sech bewosst, datt

- et eis u Leit feelt, déi nach gewëllt sinn, sech benevoll an de Sportsveräiner ze engagéieren;

- de Sport eng eminent wichteg Roll an der Gesellschaft spille;

- d'Sportsveräiner, besonnesch fir d'Jugend, eng immens wichteg Roll spiller, wat d'Méglechkeeten ugeet, fir an engem feste Kader sportlech aktiv ze sinn an och fir um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen;

- d'Veräiner eng wäertvoll Integratiounsaarbecht fir aussännesch Kanner a Jonker leeschten,

fuerdert d'Regierung op,

- d'Énnerstëtzung fir d'Sportsveräiner ze verstäärken;

- eng Analys ze maachen iwwert d'Méglechkeet, de Sport bis zum Alter von zwielef Joer ganz an d'Schoul ze integréieren, änlech wéi de Modell an den USA an an anere Länner, woumat all Kand reegelméisseg an enger gewielter Sportaart aktiv wier, bis et am Alter von 13 Joer a Veräiner kéint weider trainéieren.

- wéinst dem staarke Bevölkerungswuesstem vill bestoend Sportsveräiner mat hirer Opnamekapazitéit un hir Grenze stoussen;

Ech soen Iech Merci.

Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Députéierten

stellt fest, datt

- wéinst dem staarke Bevölkerungswuesstem vill bestoend Sportsveräiner mat hirer Opnamekapazitéit un hir Grenze stoussen;

allermeeschte Fäll ass dat d'Mëttesstonn vu méindes, mëttwochs a freides. Dobäi kommen dann nach eenzel Nomëtterg wéi beispillsweis dënschdes an donneches, wou d'Kanner dann och partiell hir Hausaufgaben an der Maison relais solle maache können.

Vill Maison-relaise fonctionéieren nom pädagogesche Konzept vum Weltatelier, e Konzept, an deem et an der Maison relais verschidde Raim gëtt, déi d'Kanner fräi notze können, vum Kreativraum iwwert de Fuer-schungsraum bis hin zum Beweegungsraum.

Déi neiste Gebaier hu mëttlerweil fantastesch Beweegungsraim mat Kloterfunktiounen, Airtramp a villem méi, an dat ass och en Invest an d'Beweegung vum Kand. Mee leider ass et awer och eng Fro vu Chancégerechtegkeet, well net all Gemeng dës Offer kann ubidden.

Ech wëll hei awer och ganz kuerz op d'Wichtegkeet vum Ausseberäich ronderëm d'Maison relais agoen. Flott an attraktiv Spillplazen, d'Méglechkeet, eraus-zegoen, Aktivitéiten am Bësch an an der Natur ze maachen, férderen och d'Beweegung, d'Motorik an niewebäi nach d'Sensibilisatioun fir d'Natur. Jo, Kolleeginnen a Kolleegen, hei schwätzt de Scout an de Gréngent.

An Däitschland gëtt et de Modell vun de Beweegungskitas, e Konzept, bei deem d'Maison-relaisen an d'Crèchen e besonnesche Fokus op d'Beweegung leeën an dësen Usaz ganzheetlech adaptéieren.

D'Integratioun vu Beweegung an den Alltag vum SEA: Also, d'Beweegung soll keng isoléiert Offer a keng punktuell Aktivitéit sinn, mee wierklech en Deel vum ganzheetleche Konzept am Liewe vum Kand, banne wéi baussen, duerch Spiller, Danz, Sport a kreativ Offeren.

Dozou gehéiert awer och an dësem Programm, geziilt Formatiounen fir Fachpersonal unzebidden. Mir wëssen, dass mir als Erwuessener eis net genuch beweegen, soudass geziilt Formatiounen zur Beweegungspedagogik, wéi d'Integratioun, natierlech och an d'Basisausbildung vun den Educateuren gehéieren.

En Deel vum selwechte Konzept ass och, dass natierlech genuch Platz fir Beweegung virgesinn ass – ech sot et schonn –, adaptéiert Raimlechkeeten an Infrastrukturen.

An e wichtige Bestanddeel vum däitsche Modell ass eeben och d'Kooperatioun téscht de Sportsveräiner an de Maison-relaisen a Crèchen. Grad an den SEAen ass et wichteg, dass d'Kanner, mee och d'Elteren, d'Vernetzunge mat de lokale Veräiner an der Sportsoffer kenneléieren. An d'Kooperatioun téscht der nonformaler Bildung an de Sportsveräiner gëtt an dësem Volet geférdert.

Jo, lénf Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess, dass mir hei zu Lëtzebuerg och eng ganz Rei konkreet Initiativen hunn, beispillsweis am Kader vum „Gesond iessen, méi beweegen“-Programm, an dass och eenzel Strukture grouss Efforten an déi Richtung maachen. Mee hei kéint een d'Vernetzung vu Sport a Bildungsoffer besser énnersetzen. Mat engem änleche Programm wéi dee vun der Beweegungskita kéint ee wierklech nach eng Kéier d'nonformal Bildungsstrukturen ureegen, fir hei méi e groussen Accent drop ze setzen. An dat geet natierlech dann och zesumme mat den néidege finanzielle wéi personelle Ressourcen.

Ech kommen dann elo op d'Vernetzung vun der Bildungsoffer an de Sportsaktivitéiten an de Veräiner, wat jo och e Schwéierpunkt ass vun der Demande vun der Madamm Minella.

Ech hunn dofir emol a menger Heemechtsgemeng gekuckt, wéini déi grouss Sportsclubb hir Trainingen



ubidden. Dënschdes an donneeschdes ass den Training vu Fussball, Volleyball, Basket a Co géint 16.00 Auer oder souguer emol um 14.30 Auer. Méindes oder mëttochs fänkt den Training dann tëscht 17.00 an 18.00 Auer un. D'Fro ass, ob dësen Horaire mëttel- a laangfristeg nach ka fonctionéieren. Et ass nun emol villem Elteren net méiglech, dënschdes an donneeschdes mëttes fräi ze hunn. An émmer manner Familljen hu Grousselteren hei zu Lëtzeburg liewen, déi fir den Transport an d'Veräiner asprange können. An och déi sëllege benevoll Trainerinnen an Trainer sinn émmer manner disponibel, fir zu dësen Auerzäiten och reell können Trainingen unzibidden. Guer net dervun ze schwätzen, dass eis international effentlech Europaschoulen och an der Grondschoul entre-temps nom Modell vun de Ganzdaagsschoule funktionéieren an oft bis 15.30 Auer Schoul hunn.

E Kannerveräinsbus, jo, dat kéint eng Léisung sinn. An eng ganz Rei Gemenge setzen dést schonn ém. An ech géif gäre profitéieren, fir de Bildungsminister ze froen, ob en eis eng Zuel kéint nennen, wéi vill Gemengen dëse Modell émsetzen a wéi dëse strukturell vum Ministère oder vun der Regierung énnerstëtzzt gëtt. Ech weess, 2018-2023 war dat en Deel vum deemolege Koalitounsaccord. Ech si mer net ganz sécher, ob et et dës Kéier an de Koalitounsaccord geplackt huet. Ech hunn et op jidde Fall op den éischte Bléck net fonnt. Mee hei ass d'Fro: Wéi gedenkt de Ministère, d'Gemengen hei ze énnerstëzzen, wa se wëllen den Transportwee tëscht dem SEA, also de Maison-relaisen, an de Sportterrainen, de Sports-halen, de Piscinen organiséieren, well et nun emol einfach net ganz realistesch ass, d'Elteren hei émmer können anzabannen.

En anere Volet – an dat betrëfft allegueren d'Gemeingesponsabel hei am Raum, an ech mengen, et sinn der eng ganz Rei heibannen – ass natierlech och d'Fro vum Urbanismus. Well wann ee plangt, wéi seng Strukturen zesumme geduecht ginn, wann een de Wee an den Dagesparcours vum Kand mat a Bet्रeucht zitt, da plangt een natierlech och, dass Sportsinfrastrukturen en Deel si vun engem Campus, en Deel si vun enger Maison relais an dass een do e ganzheetleche Point de vue drop huet, wou d'Kanner vläicht och können ze Fouss vun där enger Raimlechkeet an déi aner eriwergoen.

D'Zesummenaarbecht an d'Aneneegräife vum Schoulsport, vun de Maison-relaisen a vun de Veräiner a vum Leeschungssport mussen hei en vue vun de Realitéite vun de Kanner nach besser aneneegräifen.

A wa mer gären hätten, dass Benevoller Trainingen organiséieren a leede können an Elteren de Sports-training vun de Kanner organiséiere können oder och emol sonndes um Match kënne sinn, tjo, dann hoffen ech, dass den Aarbechtsminister an de Sportsminister emol matenee können driwwer schwätzen, wéi en Impakt déi geplangten erwidert Aarbechtszäite sonndes an owes spéit och kéinten op de Sport an op d'Veräinsliewen hunn. Dat Ganzt huet en Impakt openeen. An dat kënne mer och hei an dëser Debatt net ausser Uecht loosseen.

Merci, Madamm Minella, fir dësen Debat, fir dëse spannenden Austausch. A merci Iech alleguer fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Sven Clement huet elo d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, als Éischt e grousse Merci un d'Madamm Minella fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun. Mir schwätzen haut iwwer eppes, wat net némnen d'Eltere betrëfft, mee u sech eis

allegueren, nämlech d'Beweegung vun de Kanner. An ech wäert mech e bësse méi op d'Beweegung a vläicht e bësse manner op de schooleschen Deel fo-kusséieren, einfach och, fir déi Zäit, déi mir zur Verfügung stet, effikass ze notzen.

Dat ass nämlech en Theema, dat eis als Gesellschaft émmer méi Suerge mécht a virun allem och maache muss. Mir gesinn et all Dag: D'Kanner verbréngen émmer méi Zäit virun Ecranen. An nach virun zwee Deeg hu mer hei op där nämmelecher Plaz iwwer genau deen nämmeleche Problem diskutéiert. D'Konsequenzen dovunner – jo, déi hunn och verschidde Virriedner schonn opgegraff –, déi si gravéierend. An d'Wëssenschaft weist eis eppes ganz kloer: Kanner, déi sech net genuch beweegen, hunn e méi grousse Risiko, fir Diabetes ze kréien, sinn oft méi depresso-siv an hu méi Schwieregkeete beim Léieren. Iwwert d'mental Gesondheet vu Jonken – do gi mer erém zwee Deeg zréck – hu mer hei geschwät. A genau do war et jo och schonn drëm gaang, datt ee méi Sport misst maachen, fir och un der mentaler Gesondheet ze schaffen, well dat e Facteur contribuant ass.

An dëst sinn némmen déi kuerzfristeg Konsequenzen. Laangfristeg riskiéiere mer, eng Generatioun ze kréien, déi net méi weess, wat et heescht, sech ze beweegen a virun allem och zesumme Sport ze maachen. D'Unzel vu Kanner, déi d'Entwicklungsschrëtt, wéi zum Beispill e Ball werfen oder fänken, net méi beherrschen do, wou se dat u sech laut der Literatur misste können, déi wiisst. An dat ass och e Problem, well dat sinn elementar Beweegungsofleef, déi een u sech beherrsche muss.

Wann ech iwwert d'Gesondheetsrisike schwätzen, da muss ech leider e puer däitlech Wieder fannen. D'Konsequenze vu mangelnder Beweegung an der Kandheet si méi wéi gravéierend, virun allem méi gravéierend, wéi mer dat virun zwanzeg Joer geduecht hunn. Eise Gesondheetssystem steet nämlech doduerjer virun enger gewalteger Erafuerderung. D'Zuele si kloer: 80 % vun de Kanner – 80! –, aacht vun zéng am Grondschoulalter, déi iwwergewich teg sinn oder no drun, bleiwen et och als Erwuessener. Mir sinn am Moment bei bal der Hallschent, laut der Schoulnedezinn. Dat bedeutet net némmen eng massiv Belaaschtung fir hir eige Gesondheet, mee och fir eis Krankeesens an eise Gesondheetssystem.

(*Interruption*)

Dës Generatioun riskiéiert dowéinst, déi éischt ze sinn, déi méi krank ass a manner laang lieft wéi hir Elteren. Bis elo war et émmer esou, datt u sech Jonker, all Joergang, dee gebuer gouf, méi laang gelieft huet wéi seng Elteregeneratioun. Dat schéngt bei där heite Generatioun déi éischte Kéier net méi de Fall ze sinn. D'Zuel vun den Diabetes-Typ 2-Fäll bei de Jonken explodéiert. Eppes, wat fréier eng sougenannten „Alterskrankheit“ war, gesäit een elo scho bei Kanner a Jugendlechen. D'Käschte fir d'Behandlung vun dëse chronesche Krankheete wäerten an deenen næchste Jore just nach klammen.

Dozou kommen déi psychesch Konsequenzen. Mir gesinn émmer méi jonk Leit mat Depressiounen, Angschtzoustänn a mentaler Erschöpfung. D'Beweegung an de Sport sinn dobäi net just e Supplement, mee an essentiell Element fir eng gesond mental Entwicklung. Well d'Effekter si grouss. Wann d'Kanner sech net beweegen, feelt hinnen d'Erfahrung vun der eegener Kierperlechkeet. Si verléieren d'Fäegkeet, hir kierperlech a mental Grenzen ze erkennen an dann och ze respektéieren. An da spéider an der Aarbechtswelt kontribuéiert dat zu enger méi héijer Unzuel vu Burnoutfäll, och scho bei jonke Leit.

An net ze vergiessen ass déi sozial Isolatioun. Och do riwwer hu mer virun zwee Deeg hei scho geschwät.

Sport a Beweegung sinn nämlech traditionell déi Plaz, wou d'Kanner och nieft der Schoul sozial Kompetenze léieren, mat Kanner a Jugendlechen, mat deene se an der Schoul vläicht net direkte Kontakt hunn.

Iwwregens e Grond, firwat ech däi Propos vu virdrun net ganz vill kann ofgewannen, fir just elo och nach de Sport op déi nämmelecht Gruppen ze konzentréieren, wéi mer se schonn an der Schoul hunn, well mer eebe grad am Sport d'Geleeënheet hunn, datt och Kanner aus énnerschiddleche Schoulsträng, mat énnerschiddelleche sozioökonomeschen Hannergrenn sech iwwert de Wee lafen, mateneen interagéieren, zesummen hire Sport bedreiwen an doduerch sozial Kompetenze léieren. Ouni dës Erfarung feelt hinnen e wichteg Element an hier sozialer Entwicklung. D'Fäegkeet, am Team ze schaffen, Konflikter ze léisen, Erfolleg an Néierlagen ze deelen – jo, all dat léiert ee beim Sport.

An d'Madamm Minella huet et virdru ganz schéi gesot: Heiansdo verléiert een, heiansdo huet een eng Néierlag am Sport. An domadder émgoen ze léieren ass en elementare Bestanddeel vu Resilienz fir Jonker. Well wann een dat net méi léiert, och mol eng Kéier ze verléieren, jo, da feelt engem e wichtige Baustee fir seng Zukunft.

Dofir ass et émsou méi wichteg, datt mer elo handelen. All Euro, dee mer haut an d'Beweegung vun eise Kanner investéieren, spuere mer duebel an dräifach an der Zukunft an.

Mir däerfen eis net dermat zefridde ginn, just d'Symptomer ze bekämpfen. Mir müssen d'Ursaache vum Problem ugoen. D'Investitioun an d'Gesondheet vun eise Kanner ass eng Investitioun an d'Zukunft.

Wat also maachen? D'Äntwert ass komplex an erfuerdert eng Zesummenaarbecht op villen Niveauen. An dat gouf haut schonn e puermol ugeschwät.

Éischtens müssen eis Schoule méi flexibel ginn. Mir brauchen e Modell, wou d'Schoul an d'Sportsveräiner besser zesummeschaffen. An d'Betounung läit op zsummeschaffen. Firwat net d'Trainingszäiten – an och dat gouf e puermol ugeschwät – besser an de Schoulrhythmus intégréieren, fir datt d'Kanner nom Cours nach Zäit hunn, fir Sport ze maachen?

Zweetens musse mer eis Maison-relaisen nei denken. Si sollten net just d'Kanner hin- an hierféieren, si sollten aktiv Partner an der Beweegungserzéitung vun eise Kanner ginn. Mat deem néidege qualifizierte Personal kéinte si e wichtige Pilier an der sportlecher Entwicklung vun eise Kanner ginn. Virun allem och fir déi Basics, déi ech virdrun erwäint hunn, wéi Werfen und Fangen – et ass schlëmm, datt een dat haut soe muss! –, ze garantéieren, datt all Kand zumindest déi néideg Grondausbildung, déi néideg Grondsporlechkeet huet.

Drëttens brauchen eis Sportveräiner méi Énnerstëzung. Si maachen eng onschätzbar wichteg Aarbecht. Dofir hu se déi Waardelëschten. Mir müssen hinnen d'Méiglechkeet ginn, hir Offer auszebauen an ze moderniséieren. D'Veräiner brauche gutt Infrastrukturen, méi Ressourcé fir qualifizierte Traineren, et cetera pp. An de Subsid Qualité+ ass e gudden Ufank, mee eeben némmen en Ufank. A bei der Reform, déi jo schonn an der Maach ass, muss och dem Phénomene Multisport méi Rechnung gedroe ginn, well hei gi grad d'Veräiner, déi vill Kanner, déi Multisport maachen, unzéien, penaliséiert.

A véiertens, an och dat gouf gesot, spilen eis Gemengen eng Schlüsselroll. Si müssen d'Infrastrukturen stellen, fir Sport a Beweegung méiglech ze maachen. Leider huet net all Gemeng d'finanziell Moyenen, fir dat alles ze maachen an och nach e Sportcoordinateur ze hunn. Dat heescht, hei musse mer vläicht och nach eng Schépp vum Staat dropleeën.



D'Käschte vun engem Sportveräin – an dat ass mäin Ofschloss, Här President –, d'Käschte vun engem Sportveräin oder dem Sportsekipement, wat ee brauch, fir säi Sport ze maachen, därfen ni en Hindernis sinn. An och dofir musse mer derfir suergen, datt all Kand ka Sport maachen.

Als Politiker hu mer d'Responsabilität, de richtige Kader ze schafen. Et gëtt also héich Zäit, datt mer endlech hei méi maachen an zesumme mat de Schoulen, de Maison-relaisen, de Veräiner an de Gemengen nei Weeér ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Elo ass d'Wuert fir den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech muss zouginn, ech hätt vläicht d'Descriptioune besser misse liesen.

(Hilarité)

Ech si vun Aktivités extrascolaires ausgaangen, a mir schwätzten haaptächlech iwwer Sport, wat wichteg ass a wat, wéi d'Leit mech kennen, och eng vu menge grousse Spezialitéiten ass.

(Hilarité)

An ech wäert Iech dann och ...

(Interruption)

Ech war tèschent 1985 a 1986 Poussin bei de Blue Boys Millebaach.

Plusieurs voix | Ai!

M. David Wagner (déi Lénk) | Dái gëtt et nach.

M. Sven Clement (Piraten) | Exzellent.

M. David Wagner (déi Lénk) | Exzellent, weess ech net. Ech si just ee Joer bliwwen, wat och gutt war fir de Veräin. Ech war esou schlecht, ech mengen, si hätte missen eng nei Liga erfannen, wann ech nach do bliwwen wär.

(Hilarité)

Mee et ass weiderhi mäi Liblingsclub.

(Interruption)

Voilà.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, kommt zum Sujet!

M. David Wagner (déi Lénk) | Mäi Bop war schonn dran. Ma nee, en plus, dat spilt jo och. Ech war schlecht am Fussball, mee ech war net schlecht am Sport. An dat ass jo och eppes, wat spilt, deemno aus wat fir engem Milieu ee kënnt. An ech mengen, dat huet sech nach net vill geännert. Et geet jo och drëms, datt d'Kanner mussen Accès hunn – an dat gouf och schonn e puermol gesot – zu Aktivitéiten, déi net esou natierlech sinn an hirem Emfeld, et cetera. Bei eis war et Fussball. Mäi Papp huet d'Coupe du Prince fir den Avenir gewonnen. Mäi Bop war schonn e groussen ...

Une voix | O!

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, jo, jo, et war némme Fussball. Mee just mäi Brudder an ech, mir ware Päifen doranner.

(Hilarité)

Mee ech war awer gutt an anere Sportaarten. Also, dat war guer net de Problem.

(Interruption)

Nee, nee, nee, souguer am Karate. Passt op!

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, wann ech gelift, kommt ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Bon. A wat ech och wollt soen – mee dat ass am Allgemengen, an ech mengen, d'Madamm Closener ass dorobber agaangen –, dat, wat immens wichteg ass, dat ass: Et geet jo net just ém de Sport! Ech mengen, et geet awer och ém d'Activités extra-scolaires, dat si kulturell Aktivitéiten, dat si sportlech Aktivitéiten, dat kënnen och intellektuell a wéssenschaftlech Aktivitéite sinn, also den Accès och fir Kanner u Saachen, wou se net normalerweis Accès hunn. An deemno wou, deemno a wat fir engem Elterenhaus ee gebuer ass, ass et tatsächlich mol keng Fro vu Geld, wou et awer net esou evident ass, an den Theater ze goen, do stellt ee sech d'Fro mol net, obwuel et net onbedéngt méi deier ass an obwuel et och nach Reduktiounen gëtt fir Kanner, wou een net op d'Iddi kënnt, wou d'Elteren emol net op d'Iddi kommen, datt ee kéint en Instrument kléieren et cetera et cetera, wou een net an de Musée geet, do sinn d'Activité-extra-scolairé justement grad wichteg, well an der Schoul léiert ee jo och net alles.

An dofir ass et a mengen Aen awer och interessant, datt een iwwert déi sportlech Aktivitéiten, déi ganz wichteg sinn natierlech, och de Kanner muss kënne weisen, datt et eppes aneschters gëtt wéi déi grouss Sportaarten, déi bekannt sinn, déi ganz populär sinn, mee wou och net jiddereen derfir gemaach ass, an datt een och kann Accès hunn zu anere Sportaarten – esou evident ass dat net –, an dann eeben och musikalesch, kulturell, awer och, jo, wéssenschaftlech et cetera Aktivitéiten, déi een och an der Schoul léiert, sief et Humanwissenschaften, Naturwissenschaften, déi awer an der Schoul leider net émmer esou vermittelt ginn, wéi se vläicht missten, oder déi vläicht e bësse méi dréchen vermittelt ginn an déi a Wierklichekeet awer och ganz spannend sinn. An da kann ee vläicht och eng gewësse Passioun bei de Kanner relativ fréi declenchéieren. An dat ass gutt fir jiddereen.

Mee natierlech, bon, vill Kanner kënne nach net vun hirem Recht profitéieren, un aneren Aktivitéiten deelzuhuelen. Eebe: Elteren, déi schaffen, déi kënne sech de Luxus net leeschten, hir Kanner dënschdes oder donneeschdes duerch d'Géigend ze féieren. Ech hunn nach mat enger Persoun geschwat, déi elo mat knapps iwwer 40 Joer an de Solfege geet, endlech, well se fréier net konnt an de Solfege goen. Enfin net konnt an de Solfege goen – si huet zu Bouneweg gewunnt huet, an enfin bon, well d'Mamm och geschafft huet an net huet kënnen d'Kand scho mat sechs Joer ... also mat sechs Joer geet e Kand jo net aleng de Bus huelen an der Stad a laang Strecke fueren. An d'Mamm hat awer net d'Méiglechkeet, d'Kand mam Auto hin- an hierzukutschéieren. Voilà. Dat si Schwierigkeiten.

D'Maison-relaisen, déi packen et och net, reegelméisseg mat de Veräiner an eng Kooperatioun ze goen, och wann dat eng vun hire primären Aufgaben ass. Dat steet jo och am Cadre de référence. Mee oft ginn némme sporadesch kleng Aktivitéiten organiséiert.

Bon, d'Maison-relaisen hunn déi Moyenen, déi se hunn. Do muss een natierlech kucken, inwiefern een dat ophieft. An dann eeben och den Transport, deen – bon, dat hänkt vun de Gemengen of – deemno wéi net émmer esou richteg organiséiert gëtt. Ech weess dat vun der Gemeng Diddeleng. Do steet den Transport tèsch der Maison relais an der Museksschoul all Dënschden an all Donneschden zur Verfügung. Dat mécht Diddeleng anscheinend, krut ech gesot. Bon, warscheinlech och nach aner Gemengen. Mee aner Gemengen, do ass et awer net esou optimal.

Déi éffentlech Europaschoulen, bon, déi sinn natierlech ... jo, déi bidden de Virdeel vun enger Ganzdagsschoul un, wou d'Collaboratioun tèsch dem Léierpersonal an dem sozioeducative Personal am beschte Fall optimal openee soll ofgestëmmt ginn. E

positiivt Beispill ass natierlech d'Gaston-Thorn-Europaschoul, déi eng Konventioun mam Conservatoire huet. Duerch dëse Partnerprogramm können d'Kanner ab dem éischte Schouljoer direkt am Schoulgebai vun engem professionelle Solfegeunterricht profitéieren, wat hinnen et erméglecht, hir musikalesch Fägkeeten ouni zousätzlech Organisatioun oder Transportopwand ze entwéckelen.

Mee dat misst natierlech och ausgeweit ginn. Déi positiv Saachen, déi et an deenen éfftentlechen Europaschoule gëtt, missten och transposéiert ginn an der éfftentlecher Schoul. Dat ass wichteg.

Bon, an dann hu mer natierlech och nach d'Fro vun de Benevollen. Et feelt u Benevollen, déi sech engagéieren. Dobäi gëtt erwaart, dass si awer och émmer méi professionell sinn oder ginn, wat u sech eng Kontradiktioni ass, wann ee Benevoll ass, besonnesch dann eeben awer och am Sportberäich. A jo, mir verstinn, dass Formatiounen néideg sinn, fir Kanner kompetent an nohalteg ze encadréieren. Mee genau dës Ufuerderungen, déi schrecke vläicht dacks Leit of. Hei gi warscheinlech déi 60 Deeg Congé jeunesse net duer. Dofir misst es do nach dru schaffen, fir de Benevolat ze revaloriséieren.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass elo d'Wuert fir den Här Charel Weiler. Här Weiler, et ass gutt, datt Dir Spëtzesportler sidd, well Dir hutt elo nach just sechs Minuten, fir zum Schluss vun Ärer Ried ze kommen.

(Hilarité)

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Bon, den Term Spëtzesportler passt definitiv éischter bei d'Madamm Minella wéi bei mech. Merci awer, datt Der mengt, datt ech déi Capacitéiten hätt.

Den neie Rapport „Eng gesond Zukunft“ weist u sech alarment Zuelen. Ee Kand vu fénnef mat elef oder zwielef Joer ass iwwergewiichteg. Bei de Jongen ass de Prozentsaz tèsch 2014 an 2022 vu 15 % op 22 % geklommen a bei de Meedercher vun 11 % op 16 %. Dat ass eng Entwécklung, déi mer net ignoréiere kënnen a duerfen.

D'Zuele schwätzten eng däitlech Sprooch, a grad an déin Kontext ass dann de Sport ee vun de Schlësslele fir eng méi gesond Zukunft vun eise Kanner. D'Beeweegung – ech mengen, do si mer eis all eins – ass fundamental wichteg fir hir Entwécklung. Si brauchen d'Méiglechkeet, sech aktiv beweegen ze kënnen, an dat net némman an der Schoul, mee och a virun allem an der Fräizäit. D'Gemengen, d'Schoulen an d'Veräiner spille bei déser Missioun wéi och bei all deenen aneren Activités extra-scolaires, déi meng Virriedner och schonn ugeschnidden hunn, eng entscheedend Roll.

An de Sportsminister huet am November 2024 de Projekt „Meng Gemeng lieft Sport“ virgestallt. Dëse Projekt ass e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung. D'Zil ass et och, an all Gemeng e Coordinateur sportif ze hunn. Dës Persoun soll dann de Lien tèsch de Schoulen, de Gemengen an de Veräiner maachen. A fir dëse Projekt gouf de Budget fir d'Joren 2023 bis 2025 ém 400 % erhéicht. Aktuell gëtt et aacht Sportkoordinateuren an elef Gemengen. Mir wëssen, datt dat definitiv net genuch ass. An dofir ass d'Zil och, dat weider auszubauen op aner Gemengen.

D'Gemenge spiller eng zentral Roll an droen och d'Verantwortung, Infrastrukturen ze schafen an ze erhalten, déi fir all d'Bierger zougänglech sinn. Ech warnen awer virdrun, dass d'Responsabilität aleng op d'Schällere vun de Gemenge geluecht gëtt. D'Ennerstëtzung vum



Staat ass hei primordial. Ouni dee Support kennen d'Gemengen hiren Aufgaben do net nokommen.

D'Schoulinfrastrukture wéi d'Sportshalen, dat war eppes, wat mer perséinlich och um Häerz loung, wou ech mech och derfir agesat hunn, datt déi Sports-halen net némmen an der Schoulzäit duerfir gebraucht ginn. Si müssen och no der Schoul an d'Weekender fir lokal Initiativen a Veräiner op sinn. Dofir begréisse mer et och, datt de Sportsminister an den Educationssminister sech drop gëeenecht hunn, dës Infrastrukturen nach méi breit ze notzen.

Am Kader vum zwielefte Programme quinquennal d'infrastructures sportives stinn 135 Milliounen Euro fir d'Sportsinfrastrukturen zur Verfügung, ee ganz wichtige Bäitrag, deen an Zukunft natierlech och nach no uewe ka geschraut ginn. Mir brauche méi Sportanlagen, mir brauche méi modern Strukturen, fir jidderengem och eng adequat Offer ze bidden.

An dat ass net némmen eng Investitioun an eis Infrastrukturen, et ass virun allem eng Investitioun an d'Zukunft vun eise Kanner.

D'Veräiner spiller e ganz wichtige Rôle an eiser Gesellschaft. Si maache méi wéi just Sportförderung, si bidden e Raum fir Fréundschaft, sozial Kohäsion an och d'Entwicklung vum gesonde Liewensstil. An et ass och schonn ugeschwat gi vu menge Virriedner: Et léiert een am Veräi vill méi wéi just eng Sportaart. Et léiert een: Wat heesch Ekippegescht? Wat ass Fairplay? Wat bedeut Zesummenhalt? An et léiert een, sech Ziler ze setzen an déi och ze verfollegen.

An dann, e ganz wichtige Punkt ass virdrun och ugeschwat ginn: Et léiert een ze gewinnen, mee et léiert ee virun allem och ze verléieren. Déi eng können dat besser wéi déi aner, mee dat léiert ee mat der Zäit.

Dann ass et och wichtig, datt mer Kontinuitéit schaffen. Wann d'Kanner vun der Grondschoul an de Lycée wiesselen, bleift de Veräin, an net némmen de Sportsveräin, mee och de Kulturveräin, eng Plaz, wou se sech weider kënne begéinen a sech entwéckelen. D'Motivation do fir de Sport an och d'Kultur bleibt erhalten an déi gesond Gewunnechten entwéckele sech weider.

Mir wëssen awer, datt d'Erwaardungen un d'Veräiner, a surtout un hir Benevollen, émmer méi grouss ginn. Déi Benevolle maachen eng exzellent Aarbecht, mee et gett net méi einfach fir si am Laf vun der Zäit. A mir därfen och net alles vun de Benevolle verlaangen.

Dofir musse mer massiv an de Veräinssport investéieren. D'Veräiner brauche weiderhin adequat Ressourcen, modern Infrastrukturen an ee professionellen Encadrement.

De Sportssecteur geet wäit iwwert de Kompetitiounssport eraus. Mir wëllen eng inklusiv Sportgemeinschaft férderen, wou jiddweree seng Plaz fénnt. Dofir begréisse mer och, dass d'Regierung d'Veräiner énnerstëtzzt, fir méi divers Offeren unzebidden, déi op déi physesch, awer och op déi mental Gesondheet vun de Leit vun allen Alterskategorien ofgestëmmmt ass.

Här President, ech kommen zum Schluss. Eis Kanner verdéngen eng Zukunft, an där se gesond, aktiv a glécklech sinn. Den Här Galles huet dat och schonn énnerstrach. Mir können dës Zukunft némme mat enger staarker Gemeinschaft an enker Zesummenaarbecht téscht de Gemengen, de Schoulen, de Veräiner an der Politick garantéieren. Dofir begréisse mer och, dass d'Kapitel Sport am Koalitionsaccord extrem ambitiéis ass, esou ambitiéis wéi scho laang net méi.

Besonnesch soll do och d'Roll vum Veräinssport an der Gesellschaft gestärkt ginn. An dofir wollt ech och den Här Sportsminister froen, wéi wäit

d'Émsetzung vum Koalitionsaccord zu dësem Punkt scho fortgeschrott ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler.

Domat ass d'Lësch vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss, an dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Educationssminister fir d'éisch. Här Minister.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréisch e ganz grosse Merci un d'Interpellantin, d'Députéiert Mandy Minella, dat gewisen huet, datt et gutt ass, hei och emol eng Kéier eppes unzegoe mat engem neie Bléck op Saachen, déi eis scho vlächt länger beschäftegt hunn, mee wou mer net esou richteg virukomm sinn.

An ech kommen eigentlech och domadder direkt op eng zentral Fro, déi d'Mandy Minella de Moien hei gestallt huet: Firwat ass eise Schoulhoraire am Fundamental, an deene allermeesche Gemengen, esou, wéi en ass? An ech fäerten, iergendzwousch mussé mer eis agestoen – d'Äntwert ass eng typesch Lëtzbuerger Äntwert: Well et schonn émmer esou war! An duerfir ass et absolutt berechtegt, datt mer eis eng Kéier Gedanken dozou maachen.

Et gëtt eenzel Gemengen, et gëtt eenzel Schoulen, et gëtt eenzel regional Direktiounen, déi hu schonn dee Gedanken do mol gemaach a goufen och vun eis an deem Prozess do begleet. E Beispill ass hei genannt ginn: de Kannercampus Belval, deen an interessanten Horaire huet. Sécherlech net deen eenzegen, deen ee kann undenken. Well ech mengen, och dat soll e Resultat sinn téschent engem Dialog téschent der Schoul, den Enseignanten, den Elteren, der Regionaldirektioun an der Gemeng.

An ech mengen och, datt mer do gesinn, datt eigentlech d'Léisungen émmer iergendzwousch och müssen de lokale Gegebenheiten ugepasst sinn: vun Infrastrukturen, déi existéieren, vun der Méiglechkeet vum Schoultransport – brauch een een, brauch ee keen? An duerfir ass et jo och sénnvoll, datt dat doten eng Kompetenz, eng Zoustännegkeet vun de Gemengen ass an datt se eng zentral Aufgab och doranner hunn. Mee zesumme sollte mer eng Kéier kucken, ob mer et net besser können hikréien.

De Ministère op jidde Fall ass do absolutt diskussionsbereet. Et ass esou, datt d'Gemeng eigentlech decidéiert, wéi die Schoulhoraire ass. De Ministère muss en awer approuvéieren. An ech wëll awer och kloer soen, datt mer och emol schonn dat eent oder dat anert refuséiert hunn ze approuvéieren, well mer eigentlech zwee Wénsch émmer geäussert hunn. An ech mengen, déi sinn absolut novollzíbar.

Dat eent, dat ass, datt mer net weider mat der Schoulstättunn zu an der Woch sollen erofgaugen. Hei an dësem Haus an op villem anere Plaze komme meeschents ganz vill gutt Iddien op, wat d'Schoul nach alles leeschten huet. Mat manner Zäit, denken ech, kreie mer dat sécherlech net hin. An de Schoulprogramm ass schonn extreem ambitiéis. Ech denken némme un eis Sproochesituatioun, awer och u ganz vill aner Thematiken, déi mer do nach musse behandelen.

Deen zweete Punkt, deen eis extreem wichtig ass, dat ass, datt mer op einzelnen Deeg – dat musse se net all sinn, mee op einzelnen Deeg – och eng zweet Reprise hunn, datt mer net den Horaire esou wäit zesummaestauen, datt eigentlech dertéschent kaum nach Loft bleibt an datt ganz vill Schülerinnen a Schüler dann och ganz fréi eigentlech sech selwer

iwwerlooss si respektiv se aleng an d'Responsabilitéit vun hiren Eltere géife falen. Well een Zil vum Schoulhoraire, denken ech, muss och sinn, en Element dobäi ze sinn, fir a Richtung vun enger Chancéegerechtegkeet kennen bázedroen.

Wa mer einfach soen: „Mir maache moies Schoul, oder bis just no der Méttessttonn“ an d'Kanner sech da sech selwer iwwerloosser – mir wëssen: Déi eng hunn dann en animéierte Programm an déi aner hunn dee warscheinlech net, si sech wierklech selwer iwwerlooss. A mir wëssen, wat dat haut ganz dacks heesch: dann awer de Smartphone an d'Sozial Medien.

Duerfir ass dat dacks ee Punkt, wou mer awer gewarnt hunn a gesot hunn: „Kommt, mir kucken, datt mer op d'mannst op e puer Deeg an der Woch – esou wéi et bei eisem traditionellen Horaire ass, wéi et awer och bei deenen neien Horaire ass – eng zweet Reprise hunn an datt d'Schüler no enger Paus, no enger Méttespaus, no enger Oflenking nach eng Kéier zréck an d'Schoul ginn a sech do nach eng Kéier gemeinsam ustrenge.“ Dat ass eis wichteg.

Horairen, mengen ech, können dann och derzou bázdroen – an dat ass de Moien hei ugeklongen –, datt mer aner Léisunge fannen, wéi mer Sport a Bewegung an den Alldag vun de Schülerinnen an de Schüler können erakréien. Ee Beispill ass, d'Méttessttonn dann och esou laang ze maachen, datt een net némme just gehetzt ass, fir schnell eng Kéier zissen an dann zréck an d'Schoul ze kommen, mee datt een Zäit huet, fir vlächt zissen an dann op enger zweeter Plage och nach eng Kéier Sport können ze maachen, Aktivitéité können ze maachen, och emol eng Kéier sech dobausse können ze bewegen, fir och de Kapp fräizekréien an eng Kéier de Motor vum Kierper können unzeschmäissen.

Dat deet jidderengem gutt, dat deet als Schüler gutt! An dat weise jo och ganz vill Etüden: datt e Schüler, dee sech beweegt, eigentlech och de Kapp méi fräi huet, fir können se léieren, an datt déi motoresch Entwicklung an déi kognitiv Entwicklung eigentlech Hand an Hand ginn. Duerfir musse mer émmer béis des matgesinn a kérne kengem Eenzelne juste de Virzuch ginn.

Dat ass natierlech och iwwerall eng Fro vun Infrastrukturen, wa mer iwwer Schoulhorairé schwätzen, wa mer iwwer ausserschoulesche Sport schwätzen. Souguer wa mer dat erfällen, wat am Léierplang steet, nämlech genuch Sport können als Schulsport unzebidden, stousse mer nach émmer op ville Plazen an de Gemengen, mee och an eenzelne Lycéeën, op Limitten. Duerfir ass dat sécherlech eppes, wat hei muss matgeduecht ginn a wou mer och müssen ze summe Léisunge fannen.

Mäi Ministère huet an deene leschte Wochen och intensiv driwwer nogeduecht, wéi mer können eng Rei vun Initiativen huelen, virun allem am Beräich Screen-Life-Balance, wou mer jo net némmen op däer enger Säit kérne soen: „Mir wëllen d'Kanner vum Smartphone ewech a vun de soziale Medien ewech hunn“, mee wou mer op däer anerer Säit awer och interessant attraktiv Aktivitéité müssen ubidden, wou se eigentlech fräiwëleg och den Handy emol eng Kéier op der Säit loassen. A mir wäerten an den nächste Wochen do och e flotte Programm kérne presentéieren, dee mer an de leschte Wochen och mat ganz villen Acteuren zesummen diskutéiert hunn.

Ech wëll hei just dräi Punkten dovunner erausgräifen, well se wierklech ganz gutt op déi Interpellatioun vun haut de Moie passen. Eng Propos ass zum Beispill, datt mer d'Maison-relaisen unhalen, datt all Dag och zousätzlech zu hirem haitege Programm,



vu Beweegung, vu Motorik, och vu Sport zum Deel, schonn en Element ass, a si op d'mannst musse garantieren, datt all Kand eng Offer kritt, fir zwou Aktiviteite kennen ze maachen am Beräich Sport/Beweegung. Dat kann awer och emol eng Kéier An-de-Besch-goe sinn, wou een zesummen dann higeet.

Also, dat ka ganz villfältig sinn. Dat muss net eng Sportaart sinn, déi als solch dann och reglementiert ass. Virun allem geet et eis drëms, datt Kanner, Jonker Freed a Spaass un der Beweegung kréien – virun allem eeben och aus engem gesondheetlechen Aspekt, an do souwuel déi physisch Gesondheet wéi och déi mental Gesondheet aus deem Aspekt eraus kucken, datt et hinnen domadder gutt geet.

Mir schwätzen hei vun der Maison relais, well dat deen Acteur ass an der Gemeng, dee staark implantiert ass, deen eigentlech an der Mëtt do stet mat der Gemengenadministratioun, mee wou mer eis awer och ganz gutt kénne virstellen, datt dat zesumme mat enger LASEP gemaach gétt, wéi et haut op ville Plaze schonn ass, datt et och zesumme mat Sportsveräiner kann assuréiert ginn, wéi et och op ville Plaze schonn ass, mee datt et eigentlech d'Maison relais ass, déi dat an d'Hand kann huelen, fir d'Organisatioun dovunner ze maachen.

Wéini déi Aktivitété sinn, ech mengen, dat ass dann och erëm eng Kéier eng Fro vum Schoulhoraire. Dat kann an der Mëttestonn sinn, dat kann awer och dann no der Schoulzäit sinn. Ech denken, och dat ass erëm eng Kéier eppes, wat lokal soll gekuckt ginn – Wéi sinn d'Infrastrukturen disponibel? Wéi laang si se eigentlech nach fräi? Wéini kommen hir Sportsveräiner? –, fir datt mer elo net vläicht deenen enge Kanner eppes proposéieren, fir deenen aneren et awer gläichzäiteg och erëm eng Kéier müssen ze sträichen.

Am selwechten Esprit ass et eigentlech och, datt mer d'Lycéeën opfuerderen, nach méi peri- a parascolaire Aktivitéiten am Sport kennen ze maachen. De Sportminister an ech, mir haten eng Diskussioun, och fir ze kucken, déi Sportsinfrastrukturen, déi queesch uechert d'Land stinn an dem Staat gehéieren, datt mer déi sou gutt wéi méiglech auslaaschten.

An do ass sécherlech ee Punkt, datt dat kéint vu Veräiner gemaach ginn, mee datt d'Schoule selwer awer och, wann d'Schüler do sinn, kénne kucken, hinnen och peri- a parascolaire sportlech Aktivitété kennen unzebidden. Zum Deel geschitt dat haut, mee mir wölle se wierklech encouragéieren, do och nach eng Kéier a Schratt méi wäit ze goen.

Dann hate mer awer och eng interessant Diskussioun mat ganz villen Acteuren – énner anerem och den Enseignanten an och den Direktiouen aus de Lycéeën – iwwer eppes, wat scho ganz laang gefuerdert gétt.

Ech denken, ech sinn op Septième komm, do hunn ech un der Schouldier den éischten Dag en Autocollant gesinn hänken: „Mir hätte gär eng drëtt Sportstönn am Lycée!“ An dat ass elo schonn eng Zäitchen hier. A mir hu se awer nach net systematesch. Dat hänkt och mat Infrastrukturen zesummen. Well wann een haut an der Reegel zwou Sportstönnen huet an et geet een op dräi erop – een, deen e bësse rechne kann, dee weess, datt mer dann och 50 % méi Infrastruktur dofir brauchen. A mir sinn haut scho ganz dacks op der Limit!

Mir wäerten awer kucken, datt mer et organiséiert kréien, datt mer nief der Septième, déi haut schonn dräi Sportstönnen am Horaire huet, dat och systematesch op der Sixième an op der Cinquième kennen assuréieren. Soudatt mer am Enseignement secondaire classique an am Enseignement secondaire général dann iwwerall an deenen dräi éischte Joren och dräi Sportstönnen am Schoulprogramm, am Sportprogramm vun der Schoul kennen assuréieren.

Och do wöll ech nach eng Kéier énnersträichen, datt d'Infrastruktur Limitten huet an datt mer dann och emol heiando musse kucken: Jo, wat ass dann elo eng Sportstönn? Ass dat némmen, wann de Baskets-terrain fräi ass? Ass dat némmen, wa mer wierklech d'Sportshal an dräi kennen deelen, an do een Drëttel dann och fir eng dediéiert Sportaart geholl gétt?

(Signal sonore d'un portable)

Une voix | James Bond!

(Hilarité)

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci fir den Entracte.

(Hilarité)

Oder geet et hei och drëms, sech wierklech virun allem dann och emol ze beweegen?

Et gétt ganz vill Lycéeën, déi hunn Aussesportanlagen, déi eigentlech net esou genotzt ginn, wéi et méiglech wier. A mir mussen awer do dann och kucken, virun allem och Beweegungsaktivitéite kennen an enger drëtter Sportstönn ze assuréieren.

Dat, wéi gesot, sinn dräi Punkten, déi ech do elo erausgepickt hunn, well se halt wierklech flott an dës Interpellatioun, an dës Thematik erapassen.

Nach eng Kéier: D'Infrastruktur muss mat wuessen do, well a munecher Gemeng ass et sou, dass se dat, wat mer schonn am Léierplang hunn – well am Cycle 1, am Cycle 2 an am Cycle 3 hu mer och dräi Sportstönnen am Léierplang stoen –, net kennen assuréieren, well d'Infrastruktur do feelt.

Ech weess, datt de Kolleg Léon Gloden och mat de Gemengen amgaangen ass, doriwwer ze schwätzen, iwwer Schoulinfrastrukturen, iwwert déi finanzell Participatioun och do un de Schoulinfrastrukturen. An domadder, mengen ech, musse mer och kucken, datt mer et fäerdegréngéng, déi Infrastruktur en place ze setzen. An dat betrëfft Sporthalen, mee et betrëfft awer och d'Schwämme – a ganz besonnesch och d'Schwämme, datt mer deementspriechend d'Gemeinde kennen doranner énnerstëtzen, fir dat kennen ze maachen.

Vläicht nach e lescht Wuert, Här President. Wann d'Mandy Minella zu Recht seet, datt Etüden drop hiwisein, e Kand, e Jonke soll sech op d'mannst 60 Minuten e Stéck wäit méi intensiv den Dag beweegen – dat muss net émmer némmen an enger organiséierter Form sinn. Dat muss net an der Schoul sinn, wann den Enseignant, de Sportsproff niewendru stet. Dat muss net am Veräi sinn.

Dat ass alles gutt, wann dat dote geschitt, mee dat kann och um Schoulwee sinn, deen een ze Fouss ka goen. Dat kann och sinn, andeems een emol erëm eng Kéier am Quartier erausgeet. Da brauch een natierlech och Plazen, déi securiséert sinn, déi ludique ageriicht sinn, fir datt Kanner a Jonker och gären dohinner ginn, datt se sech och gären do gesinn.

Mee et brauch, mengen ech, awer och eppes, wou mir Erwuessener – an ech mengen, mir alleguereten iergendzwousch – dacks am Wee stinn. Well mer trauen de Kanner dat doten eigentlech net méi zou. Well mir mengen, dobausse wär et eigentlech esou extreem geféierlech. Mir soe jo: „Géi net an de Bësch, well do fält der iergendwann eng Kéier en Aascht op de Kapp!“

An op der anerer Säit fält eis awer op, datt mer de Kanner den Handy, de Smartphone, d'Sozial Media fräiwëlleq iwwerloissen, fir se rouegzehalen. A mir wëssen, datt eigentlech am digitalen Dschungel – ech wëll mol net soen „den digitale Bësch“, mee „den digitalen Dschungel“ – vill méi reell Gefore laueren.

D'Kanner solle sech am Alldag och kenne beweegen. Mee dat ass eng Fro vun eis Erwuessen, et ass eng Fro vun eiser Mentalitéit, an et ass awer sécherlech och eng Fro vun Urbanismus, vu Städteplanung a vu Méiglechkeeten, wou se dat securiséiert kenne maachen.

Villmoos merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Ech gesinn, d'Madamm Bernard wëll Iech nach eng Fro stellen, wann Der se akzeptiert, Här Minister. Dat schéngt de Fall ze sinn. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déri gréng) | Merci. Ech hat a menger Ried d'Fro opgeworf, awéiwäit de Ministère Kanner-Veräinsbussen énnerstëtzzt, ob e Kenntnis huet, wéi vill Gemengen entre-temps esou eppes en place hunn, an ob dat strukturell och geférdert gétt vun Iech. Dat hunn ech, mengen ech, elo net an Ärer Ried hieieren.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, dat ass wouer. Ech kann Iech och net direkt soen, wéi vill Gemengen et hunn. Et gétt Gemengen, déi haten et, et gétt Gemengen, déi hunn et.

Ech géif proposéieren, well ech d'Bedeitung dovunner eigentlech nach émmer agesinn, datt mer als nächste Schratt einfach emol eng Evaluatioun géife maache vun deene Gemengen, déi et haten, an do och géife kucken: Huet et dat bruecht, wat mer eis erwaarden?, nämlech eng méi staark Participatioun vu Kanner, déi och an enger Maison relais sinn, awer och an aneren Aktivitéiten – a Veräinsaktivitéiten, an der Musekschoul, am Sport, a Kultur a sou weider. Dat brauche mer.

Mee ob de Kanner-Veräinsbus do déi eenzeg Äntwert ass an déi richteg Äntwert ass, sollte mer vläicht och mat deene Gemengen zesumme kucken, déideen Effort do gemaach hunn. An dann duerno och vläicht kucken, énner wat fir engen Émstänn een doraus Konklusioun kann zéien, a vläicht och schrättweis verallgemengeren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Educationminister.

Dann huet den Här Sportsminister d'Wuert. Här Mischo.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, villmoos merci der honorabeler Deputéiert Mandy Minella fir dës Interpellatioun, déi eng vun de Grondlage vun eiser gesonder, aktiver Gesellschaft duerstellt. Awér och villmoos merci dem Educationminister fir seng Erklärungen, awer och fir déi gutt Zesummenarbeit téschent dem Education- an dem Sportsministère.

Mäin Zil als Sportminister ass, an natierlech eist Zil als Regierung ass eng gesamtgesellschaftlech Sports- a Beweegungspolitick. Den Educationminister huet et och virdrun nach eng Kéier énnerstrach a sengen Erklärungen. Dofir musse mer eng breet a gesond Basis hunn, vu klengem Alter bis an den héijen Alter, ouni Leit énnerwee och ze vergiessen.

Wa mir eise Mouvement sportif wölle stäärken, andeems mer de Sport an eiser Gesellschaft nohalteg férderen, musse mer natierlech bei deene Jonken usetzen. An dat Positiivt an dat Negatiivt bei deene Jonken ass, mengen ech, jo elo och schonn hilänglech erwänt gi vun deene verschidde Riednerinnen a Riedner.

Eis Kanner sinn eis Zukunft. Mee dat heescht och, dass d'Zukunft vun haut d'Realitéit vu muer ass. Fir



mech als Sportminister ass et natierlech essenziell, dass et eng aktiv, resilient a gesond Realitéit soll sinn. An dat war dofir och genau de Grond, firwat ech mech entscheet hunn, de Beruff vum Sportsproff ze léieren.

A gläichzäiteg ass et och dee Message, deen ech émmer probéiert hunn, menge Schülerinnen a Schüler weiderzegginn: dass de Sport net némme Spaass mécht, mee dass et och en Invest ass, deen et engem erlaabt, an der Zukunft gesond a sportlech ze sinn, awer och ze bleiwen.

Dofir schaffen de Sportministère an den Educatiounsmistère ganz enk un enger Rei Pisten, fir dass eis Kanner a Jugendlech aktiv opwuessen an d'Freed um Sport scho ganz fréi fannen. Selbstverständlech geet dat engersäits duerch de Schoulsport, mee anerersäits och, dorriwwer eraus, duerch den ausserschoulesche Sport, deen net ze vernaléisseg ass fir eis Kanner an dee se och un d'Sportaarte soll erfuéieren.

An hei spiltt d'Zesummenaarbecht mat eisen zwee Ministären, mee virun allem mat enger ganzer Rei Acteuren op kommunalem Niveau, vun der Maison relais bis bei de Veräin an d'Gemeng, eng essenziell Roll. An net ze vergiesse sinn d'Aufgabe vun der LASEP a vun der LASEL.

Fir genau dës Zesummenaarbecht nach méi effizient ze maachen an den Austausch téscht allen Acteuren an der Gemeng ze férderen, ass de Coordinateur sportif immens, immens wichteg! Dës Persoun soll e stabilen a liewege Reseau téscht allen Acteuren an der Gemeng opbauen a permanent animéieren.

Mat Acteure sinn zum engen natierlech d'Sportveräiner gemengt. An trotzdem dierf een net vergiessen, datt et an enger Gemeng ganz vill aner Acteuren am Sport gëtt, déi net manner wichteg sinn. Domat si gemengt: Schoulen, Maison-relaisen, Crèchen, d'LASEP, Jugendhaiser oder och nach kommerziell Acteuren, wéi Fitnesszenteren oder och Danzschoulen, fir der némmen e puer hei ze nennen.

Och bei der Konzeptioun, dem Plangen an der optimaler Auslaaschtung vun de Sportinfrastrukture soll a muss de Coordinateur sportif fir d'Gemeng do sinn, se énnerstëtzen an och beroden. An dësem Kader sinn ech mer mam Educatiounsmistère eens, dass Sportshalen, wéi de Minister et schonn ugeschwatt huet, an de Lycée musse weider verstärkt fir d'Veräiner, awer och fir d'Federatiounen ausserhalb vun de Schoulzäiten opgemaach ginn, virun allem de Weekend a wärend de Schoulvakanz besteet do nach ganz, ganz vill Potenzial.

Accessibel Infrastrukture sinn d'Viraussetzung, fir eise Kanner a Jugendlechen eng breet Sportoffer kënnen ze offréieren. An och do soll de Sportcoordinateur bei der Koordinatioun vun den Disponibilitéit vun de verschiddene Sportshalen, Schwämmen, Terrainen an der Gemeng hëllefien.

Ufank 2024 ware mer an enger Situatioun, wou eng 100 Gemengen némmen 8 Sportcoordinateuren hadden. Dat geet bei Wäitem net duer. Dofir hunn ech am Mäerz 2024 ugefangen, un enger Reform vum aktuelle Konzept vum Sportcoordinateur als Deel vun eiser Strategie „Meng Gemeng lieft Sport“ ze schaffen. Am November hunn ech de Gemengen aus dem ganze Land d'Reform vum Sportcoordinateur présentiéiert. An zanterhier geet eis Ekipp vum Sportministère och aktiv an d'Schäfferéit a promouvéiert de Projet.

Bis ewell hu sech elo schonn zwielef zousätzlech Gemengen definitiv derfir entscheet, bei „Meng Gemeng lieft Sport“ matzemaachen. A mat hinnen énnerschreiwe mer Enn des Mounts nach déi entsprielch Konventiounen. Aktuell sinn eis Leit awer och nach

mat enger ganzer Rei anere Gemengen am Gespréich, soudass de Chiffer sech eventuell nach no uewe wäert ännere virun dësen offizielle Signaturen.

An ech gi ganz staark dervun aus, dass kuerzfristeg eng ganz Rei weider Gemenge wäerten derbäikommen, fir dass eise Reseau u Sportcoordinateure wiisst an déi communal Sportsoffer weider kann diversifiéiert an optimiséiert ginn, wat ouni Fro en nohaltegen Impakt op eis Kanner a Jugendlech wäert hunn.

A fir genau dësen Impakt ze maximiséieren, sinn, wéi ech virdru scho gesot hunn, eis Veräiner ee vun den Haaptacteuren. Eis Federatiounen an hir Veräiner sinn d'Reckgrat vum Lëtzebuerger Sport a fir vill Kanner eng Entréesdier, fir de Sport nohalteg an hirrem Liewen ze verankerem. Do dernieft spiltt de Veräin awer och um Niveau vun der Entwécklung vun de soziale Kompetenzen an dem gesellschaftleche Mateeneng eng essenziell Roll.

Um Niveau vun der sozialer Integratioun – et ass och schonn ugeschwatt ginn – an der Förderung vum Zesummeliewe sinn d'Sportsveräiner eng vun de wéinege Plazen, wou d'Leit onofhängeg vun hire kulturellen, sozialen, politeschen a reliéise Backgrounds an och generatiounswäergräifend zesummekommen an eng gemeinsam Identifikatioun hunn.

Sport verbënnt a baut Brécken. Hei léieren déi Kleng vun deene Groussen, mee genausou léieren déi Grouss och vun deene Klengen. Mir hunn e Reseau vun 1.300 Sportveräiner hei zu Lëtzebuerg, wou aktuell ronn 137.000 Leit sportlech aktiv sinn a sech engagéieren. Dëse Reseau ass duerch den akute Réckgang vum Benevolat an eiser moderner Gesellschaft an extreemer Gefor a vill Veräiner hunn an de leschte Joren hir Diere scho missen zouraachen, dëst well de Benevolat wéinst de strukturellen a gesellschaftlechen Ufuerderungen un d'Veräiner u seng Limitte stéisst, an dat dorriwwer eraus scho laang ass. An trotzdem engagéiere sech hautdesdaags nach ronn 17.230 Benevollen an de Lëtzebuerger Sportveräiner a leeschten do all Joer ronn 1.200.461 Stonnen Aarbecht am Déngscht vun eise Kanner a Jugendlechen an natierlech vun eiser Gesellschaft.

Et lount sech also, dës Strukturen och finanziell ze stäerken a si iwwerliewensfäeg ze maachen, fir dass déi benevoll Aarbeitskraft, Energie a Passioun fir de Sport strukturell opgefaange ka ginn.

Dat benevoll Engagement vun haut ass awer een anert wéi virun 30 Joer. D'Leit engagéiere sech punktuell an net méi zwee-, dräimol d'Woch, fir Training ze halen oder dann zousätzlech de Weekend mat de Kanner op de Match ze fueren.

Als Regierung si mer eis bewosst, dass mer verstärkt an eis Veräiner müssen investéieren, fir dass déi immens wichteg Acteuren am Sport an an der Gesellschaft och iwwerliewen. Dat ass, mengen ech, schonn eng Äntwert op dem Här Keup an och der Madamm Closener hir Froen.

Deementsprielchend schaffe mer um Ministère ganz intensiv un der Reform vum Subside Qualité+. Dat ass schécherlech ee vun deene wichtegsten Tools vun dëser Legislaturperiod, fir souwuel d'Qualitéit wéi awer och d'Quantitéit vun der Sport- a Beweegungoffer ze férderen.

An deem Kontext kann ech hei schonn d'Annonce maachen, dass deen neie Subsid net méi wäert op de Kompetitiounssport limitéiert bleiwen, sou wéi dat aktuell nach de Fall ass. Wéinst der virdru genannter Benevolatskris ass et mäin Zil, den neie Subsid schonn auszeriichten an esou auszeriichten, dass d'Veräiner sech kënnen um Niveau vum Encadrement professionaliséieren. De reforméierte Subside

Qualité+ soll deementsprielchend dozou bädroen, dass d'Veräiner och professionell Traineren an administrativ Kadere kënnen astellen. Mam neie Subsid kann dofir exklusiv d'Aarbecht vu qualifiéierten Traineren an Trainerinnen an administrative Fachleit finanzéiert ginn.

Mir valoriséieren domadder an entwéckelen och Be-ruffer am Sport, sou wéi dat am Koalitiounsaccord och virgesinn ass. An enger Subsidereform ersetzen ech zousätzlech de Subside de base duerch de Subside Sport et société, dëst mam Zil, dass dat uewe genannte gesellschaftleche Potenzial vun de Sportveräiner nach besser ka genotzt ginn.

Mir ass et awer och wichteg, hei ze betounen, dass d'Professionaliséierung kengesfalls de Benevolat soll ersetzen – ganz am Géigendeel. Et geet drëms, de Benevolle verschidden technesch an administrativ Laaschten ewechzehuelen an et hinnen esou ze erméiglechen, an hirem Veräi virun allem deenen Aufgaben nozegoen, déi si am meeschte motivéieren. D'Professionaliséierung an d'Promotioun vum Benevolat ginn also Hand an Hand.

Mir däerfen awer och net déi méi kleng Veräiner op der Streck loassen, déi genausou wéi déi grouss Trainingsoffere fir eis Kanner ubidden an déi net onbedéngt den Usproch hunn, fir sech ze professionaliséieren oder déi nach net esou wäit sinn, dëst well si nach ze kleng sinn oder dee Schrëtt fir si ze grouss ass.

Dofir schaffe mer un der IPES, der Initiative pour la promotion de l'emploi dans le secteur du sport. Iwwert dëse Wee schafe mer eng Méiglechkeet, dass qualifiéiert Trainerinnen an Traineren, Gestionnaire, Consultanten an dëser neier Struktur agestallt ginn, fir dass d'Verbänn, d'Veräiner, d'Gemengen a weider Acteuren aus dem Sportsecteur do Servicer akafé kënnen, ouni direkt Personal müssen anzestellen. Dat ass, wéi gesot, virun allem interessant fir kleng Veräiner, déi domat hir Sportoffer kënnen stabiliséieren an ausbauen.

D'IPES huet also ... D'IPES, d'Madamm Closener huet et virdrun ugeschwatt, ass am Fong den Nofolger vum Pro Sport, huet als Employeur am Secteur zousätzlech d'Aufgab, derfir ze suergen, dass seng Employé sech weiderbilden a sou och méi Qualitéit um Terrain bei eise Kanner a Jugendlechen ukénn.

Ech sinn iwwerzeegt, mat dëse Reforme fir de Lëtzebuerger Sport stärke mer eis Veräiner, mir setzen op d'Qualitéit a schafen d'Grondlag fir eng gesond, fair an zukunftsäeg Sportsentwécklung op Veräins-niveau, vun där net némmen eis Kanner, mee och mir alleguerete wäerte kënnne profitéieren.

Wéi ech et am Ufank scho gesot hunn, geet et hei ém wäit aus méi wéi just eng sportlech Offer no der Schoul. Et geet ém dat gesond an aktiivt Opwuesse vun eisen nächste Generatione mat Sport a Beweegung. Et ass e Puzzle, vun deem all Stéck, wann et och nach esou kleng ass, immens wichteg ass, vun der Schoul iwwert d'Sportinfrastrukturen, d'Veräiner an d'Gemengen.

An och d'Zesummenaarbecht téschent eise Ministère ass e kruziaalt Puzzlestéck, wat mer brauchen, fir eise Kanner eng sportlech Offer kënnen ze erméiglechen, d'Vernetzunge vun allen Acteuren am Beräich Sport, vum Sport an der Schoul, an der Maison relais an am Veräin, kënnen ze garantéieren an esou och e staark Fundament fir eng gesond, aktiv mental a physisch Entwécklung vun eise Kanner a Jugendlechen ze garantéieren.

Fir da kuerz nach op d'Froen anzegoe vun deene verschiddenen Deputéierten:



D'Madamm Minella huet et scho gesot, mir mussen all d'Kanner zu Sport a Beweegung kréien, mee menger Meenung no musse mer virun allem déi Kanner zu Sport a Beweegung kréien, déi net elo schonn zwee-, dräimol an der Woch trainéieren an de Weekend e Match hunn. Mir mussen déi Kanner kennen elo gräifen, wou nach de Problem ass, dass si iwwerhaapt net am Sport sinn. An dat ass, mengen ech, eng vun de gréissten Aufgaben, déi mer wäerten hunn.

Pro Sport hunn ech ugeschwat, vun der Madamm Closener, de Qualité+ och, dass mer do eng Reform maachen.

De Congé sportif ass ugeschwat ginn. Do ass et natierlech elo esou, dass nom Rappell am Dezember 143 Patrone leider keng Demande eraginn hunn. Dat ass ze bedaueren. An ech mengen, dass dat och e Problem ass vum Delai, deen am Gesetz steet. An dofir wëll ech, wéi ech dat schonn als Députéierten 2023 gesot hunn, de Congé sportif onbedéngt iwwerschaffen, dass mer deen Delai do eraushuelen, dass mer d'Patronen oder dass mer Leit, déi sech engagéieren am Sport, net bestrofe mat engem Delai, deen, wéi gesot, 143 Patrone verpasst hunn a mer elo e Problem hunn, dass mer dat net kennen ausbezuelen, wa mer eis un d'Gesetz halen.

Den Här Keup huet vun Infrastrukture geschwat. Natierlech, bei den Infrastrukture komme mer net no. All Joers kënnt ee Beetebuerg bái, 11.422 Awunner. A mir kréien déi Sportinfrastrukturen net séier genuch gebaut. Mir investéiere 5 Milliounen Euro an d'Moderniséierung vu Sportinfrastrukturen. An am leschte Plan quinquennal – den Här Weiler huet et schonn ugeschwat – hu mer 130 Milliounen Euro virgesinn, fir nei Sportinfrastrukturen ze bauen. Dat wäert am nächste Plan quinquennal och sécher am Budget eropgoen.

Den Här Clement huet vum Sportcoordinateur geschwat. Ech mengen, do ass et d'Finanzéierung, déi mer och elo geänner hunn. Dat heesch, déi éischt dräi Joer éinnerstëtze mer d'Gemenge mat 80 %, duerno degressiv mat 70 %, 60 %, 50 %, 40 % bis erof op 20 %. Domadder ass och e groussen Incentive geschaافت ginn, fir dass mer méi Sportcoordinateure kennen engagéieren an de Gemengen.

A wéi gesot, mir haten der bis elo 8, et kommen der elo 12 derbái. An déi nächst Gesprächer lafe schon, soudass ech ganz optimistesch sinn, dass mer därr nach eng ganz Rei derbái kénne kréien – wuelwëssend, dass mer net kennen 100 Sportcoordinateure fir d'ganz Land engagéieren.

An och do nach eng Kéier den Appell un alleguerent déi Gemengen, déi sech eventuell wëllen zesummen-doen: Et ass méiglech, e Sportcoordinateur fir zwou, dräi Gemengen oder nach méi ze huelen. Dat ass guer keen Theema.

Wéi gesot, den Här Weiler hat de Plan quinquennal ugeschwat, an natierlech och deen ambitiéiste Koalitiounsaccord, dee mer hunn. An ech rappelléieren nach eng Kéier: 2023, also virun de Walen, war de Sportbudget bei 41 Milliounen. An den 2025er-Budget ass mat 66 Milliounen Euro, mengen ech, richteg ambitiéis, fir dass mer de Sport hei zu Létzebuerg op déi Plaz kréien, wou mer e gären hätten.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass dann d'Diskussioun zu dësem Sujet ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn eng Motioun vun der ADR virleien. Ech wollt den Auteur vun der Motioun froen, ob e wëllt elo nach e puer Wuert soen.

M. Fred Keup (ADR) | Duerno.

M. Claude Wiseler, Président | Duerno e puer Wuert.

Wie wëllt zu déser Motioun Stellung huelen? Den Här Weiler, d'Madamm Minella. Mir fänke mat der Madamm Minella un, dann den Här Weiler an d'Madamm Closener. Jo. Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP), interpellatrice | Villmools merci, Här President.

(*Mme Mandy Minella se racle le gosier.*)

De Gusty huet mech ugestach.

(*Hilarité*)

Zu der Motioun vum Här Keup, wat d'Énnerstëtzung fir d'Sportsveräiner ubeet: Ech mengen, den Här Minister huet et elo ganz kloer gesot, dass déi duerch de Qualité+ och gestärkt ginn.

A wat den zweeten Tires ubeet, fir d'Analys ze maachen iwwert d'Méiglechkeet, de Sport an der Schoul ze integréieren: Jo, do muss ech soen, dass dat haut de Moment mol aus Infrastrukturgrënne bei der drëtter obligatorescher Sportstunn nach net méiglech ass an dass een do vläicht misst émdenken, fir do eng Lösung ze fannen.

Dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Här Weiler.

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. D'Énnerstëtzung fir d'Sportsveräiner, ech mengen, dat huet de Minister elo kloer gesot, d'Reforme sinn do: Subsid Qualité+, Subsid Sport et santé. Soudatt u sech dee Punkt sans objet ass – fir et net anescht ze nennen: „superfetatoire“. Dat wollt ech émmer eng Kéier hei soen.

(*Hilarité*)

An deen zweete Punkt – eng Analys ze maachen, fir de Sport dann oder d'Veräiner dann u sech an d'Schoul ze integréieren –, ech mengen, datt dat dee falsche Wee ass. Domadder géife mer jo indirekt d'Sportsveräiner ofschafen. Domat si mir net averstanen.

Dofir wäerte mer déi Motioun hei net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Jo, also dat, wat d'Regierung, déi zwee Ministeren hei annoncéiert hunn, ech mengen, dat kann een némme begréissen. Et geet a mengen Aen an déi richteg Richtung. Och d'Ouverture vum Educatiounminister a punkto Schoulhorairen, an natierlech och d'Énnerstëtzung – Qualité+, den neie Subsidesystem –, ech mengen, dass dat eng ganz gutt Saach ass. Och de Congé sportif, wat Der elo dozou annoncéiert hutt.

Dofir mengen ech, dass déi Énnerstëtzung fir d'Sportsveräiner wäert kommen. Wann dat esou ass, wéi Dir sot, wäerte mer dat och énnerstëtzen.

Fir de Rescht fannen ech et – den Här Clement huet dat virdru scho gesot – eigentlech richteg, dass een dat soll énnerstëtzen, dass d'Kanner an de Sportsveräiner och Kanner aus anere Gemengen, aus anere Veräiner, aus anere Milieue kenneléieren. Dat fannen ech eigentlech och eng ganz gutt Saach.

A fir de Rescht muss ech soen: Alles, wat aus den USA am Moment kënnt, wat een héiert, wéi do soll de Bildungssystem an de Bildungsministère demontéiert ginn, ech denken net, dass mer eis dorunner sollen

orientéieren. Dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dat heiten net ze stëmmen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Den Här Clement, duerno d'Madamm Bernard. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also idealerweis ... ech mengen, de Punkt 1, den Tires 1, dat ass wichteg. Ech sinn awer gespaant, wéi sech elo déi Reform vum Qualité+ iwwerhaapt entwéckelt. Déi ass jo ugekënnegt. Ech weess, datt d'Verbänn do schonn a Gespréicher sinn, datt eng Enquête gemaach gétt bei de Veräiner, wat elo alles amgaangen ass.

Dat heescht, et ass mer elo e bësse schwéier ze soen: „Mir musse méi maachen“, wann ech dann net weess, wéi deen neie Méi ausgesäit. Dofir géif ech do mol ofwaarden. Dat kann een awer gäre vläicht nach eng Kéier an enger Kommissioun diskutéieren.

An de Punkt 2 – ech hunn et virdrun a menger Ried gesot -: Ech mengen, datt et immens wichteg ass, datt Jonker sech schouliwwergräifend gesinn. Och wann dat heite sech elo just op d'Énner-Dräizéngjäreg limitéiere soll, fäerten ech awer, datt mer hei eng Situations kéinte kréien, wou een d'Schoul A géint d'Schoul B ... Wierklech deen amerikanesche System vun: Jiddwereen identifizéiert sech just nach mat senger Schoul an net méi forcement mat sengem Ëmfeld.

An dat ass eppes, wat mer awer e bësse Suerge géif maachen, soudatt ech am Moment éischter de Wonsch hätt, datt mer méi Ouverturë géife maachen, fir datt d'Veräiner erém an d'Schoulen kommen. Do hu mer haut e Problem: D'Veräiner kommen haut net an d'Schoulen, d'Verbänn kommen haut net an d'Schoulen. Dofir gétt méi mat der LASEP zesummeschafft. Et musse e sech awer émmer d'Fro stellen, ob d'LASEP do dee richtegen Unhaltspunkt ass.

Dofir, also idealerweis géife mer eng Kéier eng Kommissiounssëtzung maachen, wou mer dorïwwer schwätzen: Wéi kréie mer Sportsveräiner méi no un de Schoulsystem erun?

Mee dat heiten elo einfach esou als Motioun ze stëmmen, dofir ass d'Theema ze grouss. An dofir kann een dat doten esou net matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déri gréng) | Jo, villmools merci. Ech mengen, mir hunn eng Rei Reflexioune vun der Regierung heizou héieren. Notamment stellt sech eeben d'Fro, wéi sech do déi Dispositif bis elo entwéckelen.

Mir wären duerchaus och Demandeur, fir dat dotevläicht eng Kéier an enger Kommissioun ze diskutéieren, och fir ze kucken, wéi de Suivi dovunner ass. Vläicht kann dat eng Optioun sinn.

Mee fir de Rescht si mer duerchaus éischter Demandeur, dass mer hei eng Analys heivunner maachen a kucken, wéi sech hei d'Saach wäert an d'Zukunft entwéckelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Ass keng weider Wuertmeldung do?

(*Négation*)

Da ginn ech dem Auteur, wann e wëllt, dem Här Keup, d'Wuert. Här Keup.



(*Interruption*)

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Merci, Här President. Fir op e puer Punkten anzegoen, och: Bon, den Här Clement huet dovunner geschwat, dass een dann eng Rivalitéit huet zwëschent de Schoulen. Dat kenne mer vläicht aus amerikanesche Filmer. Mee net némmen aus Amerika – ech kommen nach drop zeréck.

Natierlech huet een déi Rivalitéit jo och elo zwëschent de Veräiner. Also, do identifizéiere sech d'Kanner och ganz staark mat hirem Veräin. A wann Derby sinn, da sinn d'Emotioune jo och derbäi. Wat jo och e bëssem dann zum Sport derzougehéiert.

Dee Modell kënnt net némmen aus den USA. Dee kënnt am Fong ganz staark an den éischter méi sozialistesche Länner vir, Madamm Closener. An deen ass och ganz verbreet an Osteuropa.

(*Interruption*)

Well – aus der Iwwerleeung, déi den Här Wagner virdru gesot huet – dat erméiglecht, dass all d'Kanner, onofhängeg vun hirem Elterenhaus, kënnen déi Sportaart maachen, déi se wëllen oder an däse gutt sinn. An dass och déi ganz Breetband do da presentéiert ass fir d'Leit. Dat ass énner anrem och ee Grond gewiescht, firwat déi Länner grad och esou gutt sinn am Spéziesport – oder waren.

(*Interruptions*)

Also, dat hätt schonn, mengen ech, eng ganz Partie Virdeeler. Quitte, ech sinn dermat d'accord, dass dat natierlech vun den Infrastrukturen hier am Moment warscheinlech net méiglech wier an dass ee jorelaang misst d'Infrastrukturen opbauen. Et misst ee jo och theoreetesch da bei all Schoul e syntheetesche Fussballterrain hunn, eng Sportshal hunn. An da misst

een dat esou organiséieren, dass während de Schoulstonne géif trainéiert ginn, och Matcher wieren.

Mee ech mengen awer, dass dat heiten eng Pist ass, déi mer iergendwann och an Zukunft eng Kéier wäerten uschwätzen. An ech sinn och frou, dass mer eis hei eng Kéier konnten doriwwer Gedanke maachen. Well, an ech mengen ... Ech sinn dermat d'accord, dass d'Regierung villes mécht – Subsid an esou weider an esou fort: Dat geet an d'Lucht, an dat begréisse mer ganz staark. Ech mengen trotzdem, wann ech d'Entwécklung vum Benevolat kucken – an ech hu virdru gesot: d'Veräinsstierwen –, dass mer net derlaanschtkommen, eng Kéier wierklech émzedken. Wann Der keng Fräiwëlleger méi hutt, déi de Fussballveräin, déi de Volleyballveräi weiderféieren – an dat hu mer op ville Plazen! –, da verschwënnent en. Ausser d'Gemeng probéiert, iergendwéi Leit dohinnerzesetzen. An dat ass de Risiko. An dat gëtt et émmer méi an Zukunft.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Domat wär dann d'Diskussioun iwwert dës Motiouen ofgeschloss.

Da géing ech dës Motiouen zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach eng Kéier no, ob jiddwereen och gestëmmmt huet. Ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 5, Nee: 46, Abstentioun: 8. Dës Motiou ass also ofgeleent mat 46 Nee-Stëmmen, 5 Jo-Stëmmen, bei 8 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig (par Mme Alexandra Schoos).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidor. Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Domat wäre mer dann um Schluss vun eisem Programm vun haut de Moien ukomm.

D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees ze-summen.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.02 heures.)

68^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 45	4. Motion de M. Yves Cruchten relative à la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures	p. 55
M. Claude Wiseler, Président		Exposé : M. Yves Cruchten	
2. Dépôt d'une motion par Mme Taina Bofferding	p. 45	Discussion générale et prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Weydert (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) M. Gusty Graas M. Tom Weidig (interventions de M. Gilles Baum et M. Fred Keup) M. Meris Sehovic M. Sven Clement M. Marc Baum M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures M. Sven Clement M. le Ministre Léon Gloden M. Meris Sehovic M. le Ministre Léon Gloden M. Fred Keup M. le Ministre Léon Gloden M. Yves Cruchten	
Exposé : Mme Taina Bofferding		Vote sur la motion (rejetée)	
3. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet du harcèlement moral dans la fonction publique et les communes	p. 46	5. Ordre du jour	p. 60
Exposé : Mme Djuna Bernard (dépôt de la motion 1)		M. Claude Wiseler, Président	
Débat : M. Maurice Bauer M. Gusty Graas M. Ben Polidori Mme Alexandra Schoos M. Marc Goergen (interventions de M. Gusty Graas et M. Laurent Zeimet) (dépôt des motions 2 à 4) M. David Wagner		6. 8430 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2019 relatif au corps européen de garde-frontières et de gardes-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 2016/1624	p. 60
Prises de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures Mme Djuna Bernard (parole après ministre) M. le Ministre Léon Gloden Mme Djuna Bernard (parole après ministre) M. le Ministre Serge Wilmes M. Gérard Schockmel (parole après ministre) M. le Ministre Serge Wilmes		Rapport de la Commission des Affaires intérieures : Mme Stéphanie Weydert	
Motion 1 : M. Maurice Bauer M. Ben Polidori Mme Djuna Bernard M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique		Vote sur l'ensemble du projet de loi 8430 et dispense du second vote constitutionnel	
Vote sur la motion 1 (rejetée)		7. 8253 – Projet de loi relative aux fiches d'hébergement et portant modification de :	
Motion 2 : M. Maurice Bauer M. Ben Polidori M. Meris Sehovic M. David Wagner M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement)		1 ^o la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat ;	
Vote sur la motion 2 (rejetée)		2 ^o la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale	p. 61
Motion 3 : M. Maurice Bauer M. Meris Sehovic M. Marc Goergen			
Vote sur la motion 3 (rejetée)			
Motion 4 : M. Maurice Bauer M. Meris Sehovic M. David Wagner M. Marc Goergen			
Vote sur la motion 4 (rejetée)			



Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann

Discussion générale : M. Ricardo Marques | M. Claude Haagen | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8253 et dispense du second vote constitutionnel

8. 8376 – Projet de loi portant :

1^o modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ;

2^o abrogation de la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Claude Haagen | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8376 et dispense du second vote constitutionnel

p. 63

p. 64

M. Laurent Mosar | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (interventions de Mme Sam Tanson et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Lex Delles

10. Motion de Mme Sam Tanson relative à la transposition de la directive „CSDDD“

p. 66

Exposé : Mme Sam Tanson

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Laurent Mosar | Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot | M. Tom Weidig | M. Marc Baum | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Sam Tanson

Vote sur la motion (rejetée)

11. Motion de Mme Joëlle Welfring relative aux nouvelles orientations du Gouvernement belge en matière de l'énergie nucléaire

p. 68

Discussion générale : M. Jeff Boonen | Mme Carole Hartmann | M. Franz Fayot | M. Tom Weidig | M. Marc Goergen | M. David Wagner | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion (adoptée)

12. Motion de Mme Taina Bofferding relative à l'interruption volontaire de grossesse

p. 70

Discussion générale : Mme Diane Adehm | Mme Carole Hartmann | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement) | Mme Taina Bofferding | Mme Diane Adehm (intervention de M. Georges Engel) | Mme Taina Bofferding | M. Mars Di Bartolomeo

Vote sur la motion (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, M. Léon Gloden, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt d'une motion par Mme Taina Bofferding

Ech hunn direkt am Ufank eng Wuertmeldung vun der Madamm Bofferding fir den Depot vun enger Motioun. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Merci, Här President. Dat ass richteg, ech wäert elo am Numm vun der LSAP eng Motioun deposéieren, dat zum Theema Ofdreibung. En Theema, dat an der Lescht erëm ganz vill diskutiert ginn ass. Mir hunn den Avis vun der Eethikkommissiou virleien. Ech denken awer och un d'Proposition de loi vun deene Lénken, d'Recht op Ofdreibung an der Constitutioun ze veran-keren. Do komme jo och am Moment ganz vill Avisen eran.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Da sinn et 50 Jor hier, dass a Frankräich d'Assemblée Nationale d'Loi Veil ugeholl huet. Bei eis sinn et zéng Jor hier, dass mer eist Gesetz par rapport dozou reforméiert hunn. An ech denken natierlech och un dee Rietsruck, dee mer am Moment an der ganzer Welt gesinn, not-tamment den amerikanesche President, deem seng Liblingsbeschäftegung jo elo ass, nei Dekreeter ze erloossen. An een dovunner ass effektiv, de Fraen den Accès zu den IVGen ze erschwéieren.

D'Entscheidung, ob een e Kand kritt oder net oder ob een e Schwangerschaftsofbroch mécht, dat ass reng Privatsaach. Do huet keng Institutioun an och kee Staat sech anzemëschen.

Mir, d'LSAP, mir verteidege vehement dat Selbst-bestëmmungsrecht, fräi kënnen iwwert säi Kierper ze verfügen, ze bestëmmen. Genausou ass fir eis och e Schwangerschaftsofbroch e ganz weesentleche Be-standdeel vun der medezinnescher Versuergung.

Mir fuerderen d'Ofsécherung vun deem Recht, ze-summe mat enger moderner an och fortschrëttlecher Legislatioun, souwéi och déi medezinnesch a sozial Betreiung, den Encadrement, fir eeben och hei dëst kënnen ze verbesseren.

Ganz konkreet fuerdere mer d'Verlängerung vun der gesetzlecher Frist, fir Schwangerschaftsofbréch vun 12 op mindestens 14 Schwangerschaftswoche kën-nen ze verlängeren. Dann eng Ausweitung vun den Exceptionen, fir iwwert déi gesetzlech Frist kënnen erauszegeoen.

Weider fuerdere mer Formatiounen a Ligne-de-conduitte fir dat medezinnescht Personal. Dann hätte mer gären, dass den Délit d'entrave an de Code pénal integréiert gëtt. A ganz wichteg – an dat ass och eng Fuerderung, déi èmmer erëmkönnt –, dass mer och eng Datebasis hunn, also ganz kloer d'Kollekt vun Don-néen.

D'Stäerkung vun der Preventioun ass e weidere Punkt, genausou wéi och déi nouwendeg Ënnerstëtzung fir Kompetenzzentren, déi Schwangerschaftsofbréch duerchféiere respektiv déi d'Berodung fir déi Concernéiert maachen.

Wichteg ass och eng Aktualiséierung vum Informationsrecht respektiv vun der Informationsflucht zu de Schwangerschaftsofbréch. A mir invitéieren och

d'Regierung, sech um europäeschen Niveau dofir anzesetzen, dass eeben den Avortement an d'EU-Grondrechtscharta opgeholl gëtt.

Voilà. Dat sinn, wéi gesot, eis ganz kloer Revendicationen, déi mer hei an enger Motioun deposéieren, wou mer hoffen, och d'Zoustëmmung ze kréien, well et ass wichteg, dass Lëtzebuerg grad an deenen Zäiten, wou mer sinn, mat all deenen Entwécklunge lénks a riets, hei weiderhin e ganz kloer Bekenntnis mécht: e kloert Bekenntnis dozou, dass d'Leit eebe kënnne fräi iwwert hire Kierper decidéieren an dass mer domader och kënnen d'Recht an d'Fräiheit an d'Gesondheet vun de Meedercher a vun de Frae schützen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant que le délai légal pour pratiquer une interruption volontaire de grossesse est de 12 semaines de grossesse (14 semaines d'aménorrhée) ;

– considérant que ce délai a été prolongé de 12 à 14 semaines de grossesse (de 14 à 16 semaines d'aménorrhée) en France en 2022 ;

– considérant que le Planning familial a été saisi en 2023 de 1.034 demandes de la part de femmes pour interruption volontaire de grossesse, chiffre en hausse de 46 % par rapport à 2022 ;

– considérant que des statistiques nationales faisant état du nombre total d'interruptions volontaires de grossesse font défaut au Luxembourg ;

– considérant que les droits des femmes à disposer de leur corps et à décider pour elles-mêmes sont des droits fonda-mentaux ;

– considérant qu'un accès sécurisé à une interruption volontaire de grossesse est une mesure de santé publique ;



– considérant l'avis sur un allongement du délai d'avortement et sur le délai de réflexion de la Commission nationale d'éthique ;

– considérant l'adoption le 11 avril 2024 d'une résolution par le Parlement européen appelant à inclure le droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

– considérant qu'en France, la liberté pour les femmes de recourir à l'interruption volontaire de grossesse est inscrite dans la Constitution depuis le 8 mars 2024,

invite le Gouvernement à

– prolonger le délai légal pendant lequel une interruption volontaire de grossesse peut être pratiquée de 12 à au moins 14 semaines de grossesse (de 14 à au moins 16 semaines d'aménorrhée) ;

– débattre d'une extension des exceptions permettant une interruption volontaire de grossesse au-delà du délai fixé par la loi, comme par exemple en cas de grossesse engendrée suite à un viol ;

– s'engager au niveau européen afin de faire inscrire le droit à l'avortement dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

– élaborer des lignes de conduite et des formations pour le personnel médical confronté à une demande d'interruption volontaire de grossesse ;

– intégrer la notion de « délit d'entrave » dans le Code pénal, sanctionnant le fait d'empêcher ou de tenter d'empêcher par tout moyen de pratiquer ou de s'informer sur une interruption volontaire de grossesse ;

– mettre en place une base de données avec des statistiques nationales, anonymisées, sur les interruptions volontaires de grossesse ;

– renforcer les efforts entrepris en matière d'éducation sexuelle et affective auprès de la population mineure ;

– assurer que les centres de compétence relatifs à l'interruption de grossesses disposent des moyens humains et financiers appropriés ;

– évaluer et mettre à jour le dispositif légal relatif à l'information sur l'interruption volontaire de grossesse.

(S.) Taina Bofferding, Paulette Lenert.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

3. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet du harcèlement moral dans la fonction publique et les communes

Da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert de Mobbing am effentlechen Déngsch an an de Gemengen, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. D'Auteure huet 10 Minuten, all Fraktiou an all Sensibilitéit huet der 5, d'Regierung huet der 15. Ageschriwwen si schonn: den Här Maurice Bauer, den Här Gusty Graas, den Här Ben Polidori, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Djuna Bernard als Vertriederin vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix | Très bien!

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, l'éf Kolleginnen a Kollegen. E schlechten Aarbechtsklima

bis hin zu Mobbing, Verharmlosung an Erofspille vu Fakten, héich Krankestänn, Denonciatiounen a Kënnegungen, e Mangel un engem klore rechtliche Kader – dést ass némminen en Deel vun de Constaten, déi an deene leschte Wochen a Méint an de Meedien ernimmt goufen, wann et ém d'Theema Harcèlement am effentlechen Déngsch goung.

Hei gëtt et sécher vill Problemer, déi och allegueren émmer erém op eenzel a spezifesch Kontexten a Fall zréckzeféiere sinn, ém déi et dee Moment do goung. Mee et gëtt eeben och eng ganz Rei transversal Problemer, wéinst deene mer der Meenung sinn, dass et héich Zäit war, dësen Theema an d'Chamber ze hueulen, allem virop, dass hei dréngend eng klore gesetzlech Léisung gebraucht gëtt, eng gesetzlech Léisung, sou wéi et se u sech virun 2014 scho gouf, déi dee Moment awer net fir d'Gemengemataarbechterinnen a -mataarbechter accessible war an déi dowéinster dunn dee Moment erém ofgeschaf gouf.

2017 dann en neie Versuch mam Projet de loi 7183, deposéiert vum deemolege Minister Dan Kersch. De Projet de loi hat am Kär d'Zesummeféierung vun direkt e puer Servicer am Beräich vun der Sécherheit an der Gesondheet vun de Beamtinnen a Beamten, énnert dem Titel vum „Centre pour la sécurité, la santé et la qualité de vie au travail dans la fonction publique“, de sougenannten „CSQT“.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Mam Projet de loi sollt eng zoustännege Instanz agefouert ginn, an därt d'Beamten de Pouvoir d'enquête hätten an en charge wieren, fir eventuell geschiedegt Persounen, déi vermeintlech Täter an eventuell Zeien am Kader vun enger formeller Prozedur ze héieren an hir Erkenntnisser an engem Rapport zesummenzefaassen.

Dësen Ermittlungsrapport sollt dann, eventuell ém Empfeelingen erweidert, un déi zoustännege Verwaltungscheffen oder déi zoustännege Ministere goe respektiv, fir d'Besoine vun de Gemengen ze berücksichtegen, un d'Buergermeeschteren oder d'Schäfferéit oder, wann de jeweilege Buergermeeschter selwer betraff ass, un den Inneministère.

Well genee esou eng Instanz, déi d'Befugnis huet, ze klären, ob et sech bei Virwérft effektiv ém Mobbing handelt, also e systematescht, widderhuelt an deniéierend Verhalen, dat d'Aarbechtsëmfeld an d'Wuelbefanne vun de Beträffene substanziell beaflosst – oder eeben net –, jo, déi Instanz feelt bis haut an eisem Land. An dat stellt souwuel vermeintlech Opfer wéi och vermeintlech Täter viru schwéier Situationsen, déi besonesch an engem Muechtgefalle ganz schwéier ze geréiere sinn.

Kolleeginnen a Kollegen, d'Fall am Mamer Lycée, an de Gemenge Contern, Sandweiler, Diddeleng, souwéi am Gemengesyndikat SIGI si konkreet Beispiller, bei deenen d'Theema vum Harcèlement am effentlechen Déngsch dee Moment eng grouss Visibilitéit krut.

Doriwwer eraus gëtt et e séllege méi Fall vu Mobbing op der Aarbecht. D'CSL schwätzet a rezenten Zuele vun 18 % vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus dem effentlechen Déngsch, déi Affer vun Harcèlement moral gi sinn, en Taux, dee méi héich ass wéi am Privatsektor. An a béide Kategorië stéet Létzebuerg am Verglach zum Ausland ganz schlecht do.

A ville Fäll waren et Cheffen, ob an der Direktiou oder bei de Gemengeverantwortlechen, déi mat de Virwérft konfrontéiert waren, hir Muechpositioun ausgenotzt ze hunn, fir d'Kolleeginnen an d'Kollege respektiv d'Mataarbechterinnen a Mataarbechter ze schikanéieren. Dës Fäll weisen, wéi wichtig et ass, kloer Prozeduren a gesetzlech Grondlagen ze

schafen, fir esou Mëssstänn an der Zukunft ze verhënneren an opzeklären.

Virun allem eng onofhängeg Platz, déi net an der hierarchescher Struktur usässig ass an déi virun allem d'Kompetenzen huet, fir de Mobbing ze erkennen – jo, déi ass wichteg.

Némminen duerch esou eng Instanz kenne mer Kloerheet schafen, ob et sech tatsächlich ém Mobbing handelt an ob d'betraffe Persounen déi Énnerstzung kréien, déi se brauchen.

D'Gesetz aus dem Joer 2017, dat esou eng Instanz virgesinn hat, gouf leider no sengem Depot net weider suivéiert. Wéisou den haitege Minister vum Rôle huelse gelooss huet an och offensichtlecherweis keng Necessitéit fir esou eng Reegelung méi gesait, jo, dat kenne mir net novollzéien.

Mir sinn der Meenung, dass et grad no de rezenten devoiliéierte Virwérft misst eng Prioritéit sinn, eng onofhängeg Instanz ze schafen, déi souwuel fir de Staat wéi fir d'Gemengen an hir Mataarbechterinnen a Mataarbechter do ass. Mam Gesetz vun 2023 zum Harcèlement, l'éf Kolleginnen a Kollegen, ass gereegt, wéi all private Patron mat Mobbingsvirwérft émzegoen huet.

Verschidde Gemengen hu sech och haut schonns Prozeduren zum Émgang mat Mobbing ginn. An doweinst hätt ech elo eng éischt Fro un den Interieursminister: Kann hien eis matdeelen, wéi hien dést bei de Gemengen agefuerdet oder énnerstetzt huet, ob en dat kontrolléiert, ob all Gemeng sech esou eng Prozedur ginn huet? Mengt den Inneminister net, dass en am Rôle ass, fir esou eng Prozedur bei de Gemengen ze fuerderen a se awer natierlech och beim Ausschaffungsprozess ze begleeden?

Da steet jo d'Iddi am Raum, der ITM eng Zoustännegkeet fir Mobbingfall am effentlechen Déngsch ze ginn, wéi se se jo haut och scho fir de Privatsektor huet. Dat ass eppes, wat sech laut rezente Berichter an der Press och d'Gewerkschafe virstelle kënnen. Wéi steet de Minister a wéi steet d'Regierung dozou?

Ech si mer bewosst, dass de Minister wäärt op de Service psychosocial hiweisen, deen zwar eng gutt a wichteg Ulfstell fir den effentlechen Déngsch ass, allerdéngs net d'Befugnis huet, bei Harcèlementsvirwérft ze enquêteieren oder en Urteil oder eng Entscheidung ze treffen. Dat ka just eng Disziplinarprozedur. Mee och hei brauch et gegeebebefalls geschoulte Leit mat spezifeschem Optrag fir Mobbingsinquéiten.

Dofir: Kann eis de Minister soen, wéi Stand haut domadder émgaange gëtt, wéi vill Enquêté bis elo am Beräich Harcèlement lafen, wéi de Staat d'Fro vum Harcèlement bei Salariéen handhaabt a wéi eng Léisunge bei Gemengen an désem Fall ugebuede ginn?

De Minister huet jo an enger rezenter Question-parlementaires-Äntwert gesot, dass et do Entrevüe gëtt mat de Concernéierten. De Minister huet och erkläert, dass hien duerchaus ka saiséiert gi vu Gemengebeamten, mee en huet awer och proaktiv d'Urbécklecke gelooss, dass him d'Hann gebonne sinn, wann et konkreet dréms geet, Mëssstänn ze behiewen.

Dofir meng Fro: Huet de Minister Gloden wéelles, et bei dësem Constat ze beloissen?

(Interruption par M. Léon Gloden)

Kolleeginnen a Kollegen, mir mussen och handelen, an zwar iert d'Kand am Pëtz läit an et iwwerhaapt zu Mobbingsvirwérft kënnt. Besonnesch am Beräich vun de Gemengen ass et wichtig, dass d'Verantwortlech déi néideg Kenntnisser an der Personalféierung an am Management hunn. An dës Fuerderung vun



der FGFC stéisst bei eis net op daf Oueren. Mir begréisse gläichzäiteg ausdrécklech, dass de Syvicol an de leschte Joren den Dispositiv u Formatiounen scho substantiell erweidert huet. Et ass nämlech wëssenschaftlech beluecht, dass d'Korrelatioun téscht Iwwerfuderung, mangelnder Erfarung an extremem Drock an engem Verwaltungsfeld de Risiko vu Mobbing begënschtegt. Eng gutt a modern Personalféierung ass mëttlerweil eng ganz Wëssenschaft fir sech.

De Ministère fir d'Fonction publique huet sech entre-temps d'Moyene ginn. De Centre de compétences RH steet de Ministären an den Administratiounen vum Staat zur Sait an énnerstëtzzt se dobäi, d'Methode vum Recrutement a vun der Personalgestioun nom neitste Stand vun der RH-Wëssenschaft ze moderniséieren. Mee esou e Centre de compétences brauch et eiser Meenung no och fir d'Gemengen.

Här President, Mobbing op der Aarbecht ass kee Kavaléiersdelikt. Déi beträffe Persoune leiden oft vill a laang énnert dëse Situations. Besonnesch am Fall vun hierarcheschem Desequilibre hunn d'Affer oft Angscht an enormen Drock, dès ze thematiséieren an ém Hélfel ze froen. Och am Fall vun onbegrënnte Mobbingvirwërf kann dës schwéier Konsequenzen no sech zéien.

Dofir, deen dee fälschlech accusiert gëtt, huet och en Interêt, dass eng neutral an effikass Instanz dës Reproché verifiéiere kann. Wa mir en éffentlechen Déngsch wëllen, an deem all d'Mataarbechterinnen a Mataarbechter mat Respekt behandelt ginn a sech sécher fillen, dann ass et evident, dass mir eng gesetzlech Léisung an eng effikass Ulfstell brauchen. Och evident ass et, dass déi Responsabel an de Gemengen a beim Staat nach méi staark musse sensibiliséiert a forméiert ginn, fir d'Opkomme vum Mobbing ze verhënnere respektiv anzegräifen, wann e bis geschitt.

Dofir deposéieren ech elo zum Schluss vu menger Ried eng Motioun an désem Sënn an ech soen Iech Merci fir d'Nolaschteren.

Motion 1

« Harcèlement moral dans la fonction publique et les communes »

La Chambre des Députés,

considérant

- la nécessité d'assurer un environnement de travail respectueux et sûr pour les agent.e.s du secteur public, y compris au sein des administrations communales ;

- le besoin d'une amélioration des moyens légaux et des dispositifs adéquats pour lutter contre le harcèlement moral dans la fonction publique, y inclus pour le secteur communal, ainsi que le besoin d'une meilleure sensibilisation et formation des responsables et agent.e.s sur cette problématique ;

- la loi du 29 mars 2023 portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail, s'appliquant aux salari.e.s ;

- l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi y afférant, dans lequel celle-ci a exprimé sa conviction que le texte comporte certaines mesures intéressantes et importantes en matière de lutte contre le harcèlement moral qui pourraient le cas échéant être transposées dans la fonction publique ;

- l'existence d'un Centre de ressources RH auprès du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'Etat (CGPO),

invite le Gouvernement à

- mettre en place une instance indépendante chargée d'enquêter et d'émettre des recommandations

contraignantes sur les cas de harcèlement moral dans la fonction publique et au sein des administrations communales ;

- recenser les communes ayant déjà mis en place des procédures applicables en cas d'harcèlement et à accompagner les communes dans lesquelles elles font défaut dans leur mise en place ;

- renforcer la formation des responsables et agent.e.s du secteur étatique et communal en matière de prévention, de reconnaissance et de gestion des situations de harcèlement moral au travail ;

- évaluer un accès des communes au Centre de compétences RH auprès du CGPO, respectivement la mise en place d'un tel centre pour les communes.

(s.) Djuna Bernard, Sam Tanson, Joëlle Welfring, Meris Sehovic.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmoools, Madamm Bernard.

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Maurice Bauer (CSV) | Villmoools merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, fir d'éischt wéll ech den honorabler Deputéierter Djuna Bernard Merci soe fir dës Heure d'actualité, well Mobbing an de Gemengen an an der Fonction publique ass en eeschten Theema.

DSituatioun betréfft vill Mataarbechter a schaift onsécher Aarbeitskonditiounen. An der Lescht sinn e puer Fäll vu méigleche Méssstänn am Personalmanagement an de Gemengen an der Press hilänglech thematiséiert ginn. Mee et däerf een hei awer net alles an een Dëppé geheien.

Do geet et vu Virwërf vum Harcèlement an enger Gemeng mat multipele Revirementen ivwvert de massive Recours op extern Consultance an enger weiderer Gemeng bis zu enger Gemeng, wou et, wann een der Press gleewe kann, zu stonnelaangen Interrogatoiren, Confiscatiounen vum Material an zur Verletzung vun der Privatsphär komm wär. Mee all Fall muss anesch analyséiert ginn, an awer ... Speziell dowéinster ass et wichteg, d'Theema vum Harcèlement unzeschwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zukunft vun de Gemengen hänkt dovunner of, wéi gutt déi politesch an awer och déi net politesch Responsabel virbereet sinn, fir hir Missioune mat hire Mataarbechter ze erfëllen. Et ass kloer: Net jidderee bréngt déi selwecht Kompetenz mat. An et gëtt keen, deen als Manager op d'Welt komm ass. Mee alles ka geléiert ginn. Et ass wichteg, dass déi Responsabel op dës Eraisfuerderunge préparéiert ginn, well se viru komplexen a villem Aufgabe stinn. Vill Responsabel an de Gemengen erkennen, dass besonnesch Formatiounen wichteg ass, an net némmen, wa se hiert Amt untrieeden, mee wärend dem ganze Mandat.

De Syvicol spilli dobäi hei eng ganz wichteg Roll a probéiert, déi politesch Responsabel op hir Aufgab virzebereedene. Bei all neier Legislaturperiode gi Formatiounen proposéiert, déi als Formation initiale bekannt sinn. Dës Formatiounen sinn essentiel, well d'Ufuerderungen un d'Gemengen émmer méi héich ginn. Derbäi kénnt, dass d'Offer u Formatiounen geschwënn ausgebaut soll ginn, an dat begréisse mir als CSV ausdrécklech.

Dës Initiativen hunn als Zil, déi kontinuéierlech Weiderbildung ze férderen. A fir d'CSV ass et genauso wichteg a pertinent, Beamten ze begleeden a selwer besser a méi am Beräich vum Personalmanagement

ze investéieren. Personalmanagement ass e Beruff. Et gëtt eng entspreechend Ausbildung dofir an et ass och wichteg, sech déi noutwendeg Zäit dofir ze hueelen.

Schlussendlech muss een awer och an dësem Kontext d'Fro stellen ivwert d'Wichtegkeet an d'Utilitéit vun de Gemengefusiounen. Fusionen sinn a bleiwe fräiwëlleq an d'Gemengen entscheeden natierlech selwer doríwwer, mee et ass e Fakt, dass grouss Gemengen dacks méi Ressourcen hunn a sech doduerjer kénnen heiansdo méi professionell opstellen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'CSV müssen d'Kompetenze fir de Personalmanagement weider verbessert ginn. Mee et ass awer och ganz wichteg, op déi bestoend Prozeduren an Definitiouen hinzuweisen. Si si scho fir all d'Fäll vu Mobbing, souwuel an de Gemenge wéi an der Fonction publique, virgesinn. Am Detail an transparent sinn d'Moyenen an d'Recoursen, déi all Fonctionnaire, Employé oder Salarié zur Verfügung stinn, fir géint déi verschidde Forme vun Harcèlement oder anere Konflikter virzegoen, kloer an den Texter ancréiert. Dat ass ganz wichteg an helleft, potenziell Affer ze schützen. Dëst garantéiert eng objektiv Enquête an erlaabt et och, eng kloer Qualifikatioun vun de Faiten ze erreechen an déi noutwendeg Moosnamen esou kénnen ze huelen.

Genau hei gräift deen aktuelle Kader voll a ganz. An hei géif eng extern Ulfstell fir Fäll vun Harcèlement net onbedéngt eng Valeur ajoutée bréngen, ausser eventuell enger weiderer Duplikatioun vun de Prozeduren, wann zum Beispill géif festgestallt ginn, dass et guer keen Harcèlement war. Wann e presuméierte Feeler gemellt gëtt, muss de Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, de la CGID, saiséiert ginn. Dëse CGID ass zoustännig fir disziplinaresch Enquêtes a schafft neutral. Hien enquêtéiert souwuel a charge wéi à décharge vum betraffenen Agent. A wann et dann néideg ass, gëtt de Fall un de Conseil de discipline weidergeleet, deen dann déi passend Sanktiounen hält, fir esou och eng gerecht Prozedur ze garantéieren.

Dofir ass d'CSV net der Meenung, dass hei nei Institutionen oder nei Prozeduren néideg sinn, mee d'Prozeduren, déi et scho gëtt, si kloer définéiert a fonctionéieren an erlaben et, potenziell Affer ze schützen. Rezent Zuele vum Ministère fir d'Fonction publique weise jo och drop hin, dass dës Prozeduren émmer méi oft ugeholl ginn. D'Mataarbechter notzen émmer méi d'Méiglechkeet, dës Prozeduren ze gebrauchen. Dat weist, dass se fonctionéieren an och gebraucht ginn.

Amplaz nei Reegelen oder Procedüre festzeéen, sollt also fir d'CSV d'Preventioun méi am Fokus stoen. De Service psychosocial vun der Fonction publique spillet hei eng wichteg Roll. D'Preventioun helleft, psychosozial Risiken ze reduzéieren an eng sécher, respektvoll Aarbeitsplatz ze garantéieren. D'Preventioun ass de beschte Schutz géint zukünfteg Problemer. De Service psychosocial vun der Fonction publique ass par ailleurs eng Ulfstell fir Affer. Hie bitt eng éischt Opfangplaz an eng professionell Begeleedung fir Betraffener an d'Chamber gëtt och reegelméisseg doríwwer informéiert.

Här President, fir Mobbing ze bekämpfen, hu mir kloer Prozeduren, mee mir brauche geziilte Formatiounen an effizient Preventioun. Et ass natierlech net glécklech, dass et verschidde Statutten an eiser Fonction publique gëtt, wéi d'Employéen, d'Salariéen an d'Beamten, wou fir all Statutt verschidde Reegelen a Procedüre gëllen. A wann dann zwee Agenten, déi selwecht Aarbecht maachen, an enger Mobbing-Situatioun net op déi selwecht Manéier behandel ginn, ass dat kompliziéiert an onglécklech.



Dofir begréisse mir als CSV ausdrécklech de rezenten Accord salarial, wou am Punkt 15 och festgehale gëtt, dass d'Employés de l'Etat elo wäerten deem selwechte Régime disciplinaire énnerleie wéi d'Fonctionnairen. Dat ass eng wichteg an eng rich teg Decisioun, well et erlaabt, mat gläiche Reegelen a Prozedure méi kohärent Léisunge fir dës Zort Fäll zu fannen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauer. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. „Harceler“ heescht am Petit Robert „soumettre sans répit à de petites attaques [réitérées]“, dat heescht also, permanent e Mensch ploen, pénegegen oder iergeren.

Virun allem an der Aarbechtswelt ass dat leider eng verbreet Manéier, aner Leit gefüggeg ze maachen oder och ze deemütegen, mam Resultat, dat mer all kennet: D'Leit gi mat der Zäit krank, se ginn depressiv oder se kréien e Burnout.

Harclement dréit ouni Zweifel och zu engem schlechten Aarbeitsklima bai an huet ouni Zweifel och negativ Repercussionen op eis Wirtschaft. Mat der Zäit ka souguer do en Haass entstoe vis-à-vis vun Aarbeitskolleegen oder vis-à-vis souguer vu Virgesetzten, am schlëmmste Fall geet et sou wäit, datt eng Persoun selwer sech Gedanke mécht, sech émzébréngen. An dat wier natierlech eng absolut Katakroph. Leider sinn natierlech vill Fäll vun Harclement bekannt an dat, wéi gesot, net némmen téshent den Aarbeitskolleegen, mee och an der Relatioun téshent dem Aarbechter respektiv Employé an dem Patron.

Tëscht Abrëll 2023 an November 2024 krut d'ITM 185 Kloen. 84 Mol ass den Dossier zougemaach ginn, well eebe keng Mobbingvirwérf konnte festgestallt ginn. Mobbing ass natierlech a ville Fäll déi bekanntst Ursach. Wéi kenne mer eis dann am Fong elo an Zukunft schützen, fir datt u sech esou manner Schwierigkeiten entstinn? Mir sollen eis natierlech kengen Illusiounen higinn. Et wäert u sech awer eng Situatioun sinn, déi mer ni ganz bekämpft kréien.

Et läit nun eeben an der DNA vun eenzele Leit, hir Muecht um klengen oder manner klengen Niveau auszespillen an och deenen aneren ze spieren ze ginn. Eng besonesch verwerflech Form vun Harclement ass natierlech den Harclement sexuel. Leider – an ech hoffen, datt heibanne keng esou eng Damm ass – hunn der awer schonn net weinig schlecht Erfahrungen domadder gemaach an et muss einen hei och ganz kloer énnersträichen, datt Männer, déi hir Grenzen net ze respektéiere wëssen, ganz kloer och musse sanktionéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Wochen ass natierlech déi ganz Problematik erëm méi no baussen och an der Éffentlechkeet diskutéiert ginn, virun allem duerch eebe Virfäll a verschidde Gemengen, déi ech elo net wëll hei am Detail kommentéieren. Ech mengen, do sinn eng Rei Prozeduren, déi an d'Wéeer geleet ginn an et soll een och ofwaarden, bis et zu engem definitiver Konklusioun kënnt.

Vu Gewerkschaftssäit ass natierlech och relativ haart Kritick un eenzelne Schäfferéit gemaach ginn. Si hätten u sech net émmer déi néideg Kompetenz, fir eng Gemeng ze féieren. Eng Gemeng wier haut e Betrib, misst also no betriebswirtschaftleche Krittären och gefeiert ginn. Sécher, an dat gëllt och fir déi klengst Gemengen, ass haut effektiv d'Féierung vun engem

Gemeng net méi, wéi dat vlächt fréier de Fall war, datt een dat konnt no Feierowend maachen. Et muss ee vill méi och de Bléck hunn op dat, wat sech all Dag an engem senger Gemeng ofspillt.

Ech wëll awer eppes hei ganz kloer énnersträichen: Mir sollen awer elo net an d'Logik verfallen, wéi wann elo op eemol an all Gemeng d'Schäfferéit net kompetent wären, fir eng Gemeng ze féieren. Dat wier eng ganz falsch Konklusioun. An dat wier eng geféierlech Konklusioun. An dowéinst, wéi gesot, wann et natierlech ... An ech wëll déi Problemer hei guer net néieren, déi et mat Sécherheet op enger Rei vu Gemenge gëtt, an et soll och keng Gemeng soen, an hirer Gemeng géif et därf keng ginn, mee mir sollen awer wierklech oppassen, datt net op eemol d'Konklusioun ass, d'Gemengeréit oder virun allem d'Schäfferéit hätten net déi néideg Kompetenz, fir eng Gemeng ze féieren. Dat ass mat Sécherheet guer net de Fall, éischer de Contraire!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chambre des Salariés huet jo elo festgehalen, datt ronn 18 % vun de Leit, déi an der Fonction publique schaffen, schonn eng Kéier d'Affer vun engem Harclement gi sinn. Natierlech muss dee Chiffer een och nodenkleck stëmmen. Et kann een dat net einfach esou ignoréieren. Et kann een net einfach esou zur Dageserdnung iwwergoen. Dat heesch, da musse mer eis och d'Fro stellen, wéi mer dee Fleau do am beschte bekämpfe können.

Natierlech – ech wëll awer och dat hei énnersträichen –, deen Terme Harclement, Mobbing, därf awer och elo net abuséiert ginn. Et därf awer och elo net bei all Verfeeling e Recours gemaach ginn op Harclement oder Mobbing, fir aner Problemer am Fong geholl do e bëssen an de Säitespigel ze stellen. Dat geet net! Och do musse mer also ganz realistesch sinn an net all Schwäch därf direkt duergestallt ginn, wéi wann dat Mobbing oder Harclement wär.

Bis 2014 – et ass natierlech hei jo scho gesot ginn – hate mer eng Spezialkommissioun an der Fonction publique. Déi ass ofgeschaaft ginn, well se anscheinend dann anticonstitutionnel war. De Minister setzt elo éischter, wéi gesot, op eng besteeënd Disziplinarprozedur. Eng zentral Roll fält natierlech och dem Régierungskommissär fir disziplinaresch Instruktioinen zou. En ass jo gläichzäiteg zoustänneg fir de Secteur communal. An ech zitiéieren hei och aus enger Antwort op eng Question parlementaire, déi den Här Etgen an ech gestallt haten, vum 23. Dezember 2024, wou den Här Minister Wilmes gesot huet: „Le harclement est la qualification juridique d'un comportement fautif mais qui ne peut être constaté qu'à la fin d'une procédure objective.“ Jo, dat ass och richteg. Dozou sti mer och. Duerfir huet de Minister jo och ugekënnegt, e géif elo Prozedur elo evaluéieren a kucken, wat fir eng Konsequenzen dorauer kënne gezu ginn.

Op jidde Fall ass et fir eis als Demokratesch Partei kloer: Egal énnert wat fir enger Form, den Harclement ass net akzeptabel. Dat ass evident. A wéi dat och schirdrun hei vun den eenzelne Riedner énnerstrach ginn ass: D'Preventioun ass am Fong och immens wichteg. An dowéinst solle mer an déi Richtung hi schaffen,ouni d'Problematik, wéi gesot, hei elo ze verkennen, ganz au contraire. Mee et muss ee realistesch un dat Ganzt erugoen. Et muss ee gesonde Ménscheverstand och spille loossen. Ech fannen et och gutt, datt mer haut déi Diskussioun hei féieren. Ech soen och eise Kollege vun där grénger Partei Merci. A wéi gesot, d'Demokratesch Partei wäert sech därf Problematik an Zukunft mat Sécherheet och konsequent a realistesch stellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Graas. An da wier et elo um honorabelen Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'éischt emol merci der Madamm Bernard, fir dése Punkt op den Ordre du jour gesat ze hunn.

Wann et engem op der Aarbeitsplatz net gutt geet, da geet et engem och soss net gutt. Wann een op der Aarbeitsplatz, op der Aarbecht, all Dag erliewe muss, dass een net derzougehéiert, dass een ongerecht behandelt, ausgegrenzt oder lächerlech gemaach gëtt, da geet dat net einfach esou un engem laanscht. Unhalendem Mobbing ausgesat ze si kascht vill Energie a wierkt sech och ganz negativ op déi mental Gesundheit aus. Dat spieren net némmen d'Famillen, mee och d'Frénn vun den Affer.

Wann d'Aarbecht ewechfällt oder d'Aarbeitskonditionen onerdrobar ginn, da bréngt dat psychesch, kierperlech a sozial Konsequenze mat sech. Mir brauchen eng besser Prise en charge vun de Betraffenen a mussen och an eng méi breit Preventioun investéieren. D'Aarbeitsplatz muss fir jiddereen e séchere Raum sinn. Fir dat ze erméiglechen, ass natierlech d'Stéchwuert vum Personalmanagement vun zentraler Bedeutung. An op Gemengenniveau sinn d'Gemeindegropolitiker hei natierlech och frot.

Dem Syvicol no solle ganz vill Gemengen de Wunsch geäussert hinn, spezifesch Personalmanagement-Formationen fir hir Eluen ze kréien, wat aktuell jo leider nach net de Fall ass. Mir énnertstézen déi Iddi a kommen op eis Fuerderung zréck, permanent Formationen an och neier unzébidden. D'est net just no de Walen, mee mat all de Changemerter an de Gemeindegopolitiker ass et wichteg, eng permanent a reegelméisseg Offer an unzébidden. Ech verweisen hei op d'Iddi vun der viregter Inneministesch vun engem Chef d'Administration/Direktor esou wéi am Ausland, fir d'Eluen am Daily Business ze entlaaschten an d'Verwaltung anescht kennen opzestellen a punkto Organisatioun a Personalmanagement.

Här President, wann een e Bléck op déi internationale Zuele werft, gesäßt ee séier: Lëtzebuerg schneint a punkto Mobbing am europäisches Verglach ganz schlecht of. Dem Quality of Work Index no leien d'Zuelen iwwert d'Heefgekeet vum Mobbing bei de Salariéen déi lescht Joren zu Lëtzebuerg émmer iwwer 15 %. An de Prozentsaz ass an der Fonction publique, wéi och scho gesot, souguer bei 18 %.

Mam Mobbingsgesetz fir de Privatsecteur vum Mäerz 2023 konnt awer émmerhi schonn eng Prozedur am Fall vum Mobbing am Privé en place gesat ginn. An deem Kader gouf och deemools eng Motioun gestëmmt, déi eng Evaluatioun vun deem besote Gesetz no zwee Joer géif virstellen. Och do wär ech frou ze wëssen, ob mer do an der Zukunft kéinte gewuer ginn, wou mer do dru sinn.

Am éffentlechen Déngscht gëtt et awer esou e Gesetz leider net. An de Gesetzesprojet, wéi och schonn ugeklungen, den 7183, deen esou eng Prozedur hei aféiere sollt, gouf bekanntlech jo vun der Regierung zréckgezunn. Sou séier wäert et also keng Mobbingsprozedur am éffentlechen Déngscht ginn. Wisou? Ass de Sujet der Regierung an den eegenen Administrationen net wichteg genuch? Mir bräicht an der Fonction publique dréngend eng fonctionéierend onofhängeg Instanz fir Affer vu Mobbing. Et gëtt wuel de Service psychosocial, mee dee kann net enquêteieren an och net jugéieren. Dee Service mécht natierlech eng ganz wichteg Aarbecht, andeems e Mobbingsaffer beréit an och therapeutesch begleet, mee dat geet awer bei Wäitem net duer.



Mir haten an der Fonction publique, wéi och scho gesot, bis 2014 eng Spezialkommissioun, déi eng Ulastell fir d'Mobbingaffer war. Mee sätdeem gëtt et am öffentlechen Déngscht awer e juristesche Vakuum fir d'Affer vu Mobbing. De Gesetzesprojet 7183 hätt dee Problem kënne behiewen, mee d'Regierung wollt dat jo bekanntlech net.

De Minister huet mir op eng parlamentaresch Fro geäntwert, datt eng parallel Prozedur zur Disziplinarprozedur net effikass wier. Mee do stellen ech awer nach eng Kéier d'Fro: Wisou? Läit et net am Interessi vun dem Mobbingaffer an och vu sengem berufflechen a sengem familiären Ëmfeld, datt e Mobbingaffer déi beschrifte Hëllef kritt an datt probéiert gëtt, fir Kloerheet an esou Situationsen zu suergen?

Mir mussen Affer vu Mobbing méi effikass hëllefen, méi op Preventioun setzen an derfir suergen, datt sech Mobbingfälle op där selwechter Plaz net méi widderhuelen. E gesond Aarbechtsklima am Betrib ass enorm wichteg, am Privé, beim Staat an och an de Gemengen. Ganz egal, wou ee schafft, et muss een émmer bescherméiglech geschützt sinn. Alles aneres wär fundamental ongerecht.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmoos, Här Polidori. An da wier et un dár honorabeler Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmoos merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, och ech soen der honorabeler Deputéierter Djuna Bernard Merci fir dés Aktualitéitsstonn iwwert de Mobbing am öffentlechen Déngscht an an de Gemengen.

Mat deem Sujet si béis Secteuren zénter e puer Méint duerch Berichter an der Press émmer erém negativ opgefall. Net méi spéit ewéi virgëschter hu mir nach hei an der Chamber iwwert d'mental Gesondheet geschwat a mir waren eis allegueren eens, wéi wichteg et ass, dës net op déi liicht Schëller ze huelen. Mobbing ass ee vu ville Faktoren, déi sech negativ op d'Wuelbefannen an d'mental Gesondheet auswierken.

Fänke mer emol un, eis follgend Froen ze stellen, an et ass haut schonn e puermol ugeschwat ginn: Wat ass Mobbing iwwerhaapt? Wéini ass e Saz oder e Wuert schonn ze vill? Oder wéini geet eng Fro ze wält? Wéini ass et nach Kulanz a wéini ass et schonn Ignoranz? Wou fänkt Mobbing un a wou hält en op?

Am Code pénal (veuillez lire: Code du travail), Artikel L. 246-2, ass d'Definitioun follgendermoosse festgehale ginn: „Constitue un harcèlement moral à l'occasion des relations de travail au sens du présent chapitre, toute conduite qui, par sa répétition, ou sa systématisation, porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychique ou physique d'une personne.“

D'Beamten aus dem öffentlechen an aus dem kommunale Secteur hunn eng Ulastell – dat hu mer och schonn haut e puermol héieren –, falls si dat Gefill hunn, Affer vu Mobbing ze ginn. Dat ass de Service psychosocial de la Fonction publique, den SPS, de sät senger Grénnung 2015 iwwer 3.900 Leit betreut huet, wou et meeschters ém Konflikter op der Aarbechtsplaz gaangen ass. 10 % vun deenen iwwer 3.900 Leit sinn aus de Gemenge komm.

Op d'parlamentaresch Fro vun den honorabelen Deputéierte Graas an Etgen betreffend déise Service ass eng Antwort mat erschreckenden Zuele komm. Eleng fir d'Jor 2023 ware 660 Ufroen an deem Sénn un de Service gestallt ginn. Et handelt sech heibäi sécher

net ém en neie Phenomeen, mee e schéngt awer net méi kleng ze ginn. Am Géigendeel, et ginn all Joer méi Ufroen un den SPS gestallt.

Rezent si verschidde Gemenge mam schlechte Beispill virgaangen, op d'mannst, wat ech vu bausse soe kann, wat d'Press bericht huet, an dat wäert och d'Ur-saach gewiescht si vun déser Aktualitéitsstonn.

Als Baussestoenden ass et natierlech schwéier ze soen, wien Ausléiser vun esou Situationsen ass, wie se verschärft huet a wie se op d'Spëtz gedriwwen huet. Och ob et sech iwwerhaapt ém Mobbing handelt, kann een net soen, wann een den Detail vu verschidde Situationsen net kennt.

Hautzedaags, an dat hu mer och schonn héieren hei vu menge Virriedner, sinn allgemeng émmer méi Leit onzefriddan a gestresst a fille sech onwuel op hirer Aarbecht, onofhängeg vun hirer Position oder hirer Funktioun. De Stressfacteur vum Alldag schéngt prinzipiell énnerschat ze ginn. Mir probéieren dauernd, d'Privat- an d'Aarbechtsliewe perfekt énnert een Hutt ze kréien. Dëst kann awer dacks zu onnéidege Konflikter an zousätzlechem Frust féieren.

Perséinlech, aus menger Erfarung a well mer dës Woch och iwwert d'mental Gesondheet geschwat hunn, wéi gesot, kann ech soen, wéi wichteg de Sport ass, wou mer de Moien driwwer geschwat hunn, an dass ech schonn eng besser Grondastellung hunn, wat de Stresslevel betréfft, wann ech mir moies Zäit geholl hunn, fir Sport ze maachen.

Och de Mangel u Kommunikatioun oder eng schlecht gefouert Kommunikatioun suergt émmer nees fir Problemer a Mëssverständnisser. Wéi seet een esou schéin? Et ass den Toun, deen d'Musek mécht.

Jiddweree ka sech op eemol ganz séier an der Roll vum Affer oder och vum Täter erémpaffen, an dat, ouni datt et engem direkt bewosst ass. Dozou kénnt, datt d'Digitalisierung vun der Kommunikatioun duerch verschidde Kanäl an och d'sozial Netzwerker direkt derzou báidroen, datt d'Ménschen émmer méi verléieren, wéi ee mat enger Persoun kommunizéiert, déi een direkt géintiwwer huet. Déi nonverbal Kommunikatioun, domadder mengen ech d'Kiersprooch, d'Gesiichtsausdréck an esou weider, gi komplett verluer.

D'Leit sollen net a Watt agepaakt ginn a konstruktiv a respektvoll Kritick muss émmer méiglech bleiwen, dëst ganz besonnesch an engem Aarbechtsverhältnis, mee och am Alldag.

Op där anerer Säit mussen awer déi Leit, déi anerer schikanéieren a sech e Spaass draus maachen, een ze pisake bezüngsweis ze mobben, kloer Konsequenze fir hiert Behuele kréien an net duerch hir Position oder duerch aner Leit a bestëmmte Positioun ge-schützt ginn.

Här Chamberspresident, als ADR proposéiere mir: Fir esou engem bewossten oder onbewosste Feelerverhalen entgéintzwerke bezüngsweis preventiv ze wieren – wat mer och haut schonn e puermol héieren hunn –, kéint ee mol an enger éischter Instanz iwwerleeën, e Médiateur régional oder esou anzeszen, dee frézáiteg d'Situationsen opkläre kéint.

Zousätzlech, mir hunn och elo haut scho vill vun der Formatioun geschwat, misst et obligatoiresch sinn, dass all d'Mataarbechter an – nach vill méi wichteg – all d'Leit mat engem Poste à responsabilité Formatioun kréie bezüngsweis maache musse bezüglech Kommunikatioun, mee awer och Personalleitung an Zäitmanagement.

Mir mussen eis awer hei ganz kloer bewosst sinn: Dat betréfft net némmen d'Fonction publique oder d'Gemengen, dat betréfft genausou de Privatsecteur.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmoos, Madamm Schoos. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Djuna Bernard fir dës Aktualitéitsstonn. Et ass sécherlech duerch déi aktuell Pressemattheunge richteg, dass mer eis haut eng Kéier domat befaassen, well et ass d'Verantwortung vun der Politick, fir gutt Aarbechtsplätze beim Staat a bei de Gemengen ze suergen.

Beim Staat, wann ech elo eleng d'Educatioun géif hue- len, kéinte mer scho stonnelaang driwwer schwätzen, wéi et dem Personal geet. Et ass námlech anesch wéi dat, wat de Minister vläicht an engem „Background“-Interview wollt duerstellen. Mee dat ass dann och oft ofhängig vun den Direktiounen.

Ech wäert mech haut éischter op d'Gemenge konzentrieren, well ech gesinn, dass do awer nach vill Nohuelbedarf ass, virun allem, wat de politischen Nohuelbedarf ugeet. Ech wäert och net déi eenzel Gemenge kommentéieren, och wann ech, ech soen dat transparenterweis, Entrevuen hat mat deenen einzelne Gewerkschaften. A wann dat, wat ech do gezielt kruet, esou stëmmt, wäerte mer eis hei am Haus sécherlech duerno nach mat dem Theema vun den einzelne Gemengen – wou d'Theemen énnerschiddlech sinn, dat ass richteg, mee wou awer émmer de Problem war, dass de Schäfferot eng falsch Entscheidung geholl huet – méi oft musse befaassen, wann dat sollt erauskommen, wat d'Gewerkschaften an de Raum gestallt hunn.

An et ass net déi éischte Kéier. Mir haten – dat war nach déi eeémoleg Regierung – virun zwee, dräi Joer d'Diskussioun iwwert den Dossier SIGI. Ech hat en e puer mol an d'Kommissioun geholl. Ech hat en och hei thematiséiert. Deemools gouf dat och esou ofgedoen, verharmloost: „Do war násicht!“, wat och e Problem ass, well wann een dat an der Éffentlechkeet schonn negligéiert a seet, dat wär harmlos, da ferdert een eigentlech domat, dass déi Kultur weidergeet an dass op anere Plazen och esou Fäll wäerten optrieden.

Fir mech ass et ganz kloer: Virun allem op dem Gemengenniveau kréie mer dat doten an de Gréff, andeems mer fir méi Transparenz suergen. An dofir hunn ech och Motiounen matbruecht, woumat mer de Gemengerot a sech stärken. Well an all den Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, elo rezent an deene Gemengen, wou d'Problemer opgetruede sinn, war et ni de Gemengerot, et war émmer e Problem am Schäfferot, dass eng Entscheidung geholl ginn ass, wou d'Opposition guer keen Zugang hat, wou d'Opposition keng Informationen hat, wou einfach déi politesch Aarbecht net esou konnt stattfannen, wéi se hätt misse stattfannen, fir dass dat dote vläicht evitéiert gi wär.

A laut de Leit, mat deenen ech geschwat hunn an de Gemengen – net déi, déi an der Press sinn, mee aner Gemengen –, wou ee Problemer haut huet mam Personal, ech wéll net émmer soen, dass et direkt Mobbing ass, mee wou d'Personalgestioun kompliziéiert ass, nenne mer et esou, ass et oft esou, dass d'Entscheidungen ontransparent sinn an dass net déi néideg Kontrollen do sinn.

Dofir hunn ech haut dräi Motiounen matbruecht.

Eng Motioun betréfft de Schäfferot, an zwar soll de Gemengerot emol endlech Accès kréien op d'Rapporte vum Schäfferot. Am Moment ass dat alles am



Huis clos. Als Gemengerotsmember kanns de guer net verifizéieren, wat ...

(*Interruption par M. Gusty Graas*)

Dat ass wouer, Här Graas. Also, ech hunn ...

M. Gusty Graas (DP) | Dat ass net wouer, wat Der sot!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hat sellege Question-parlementairen dozou an ech hunn et selwer esou am Gemengerot. Also, de Rapport ... De Schäfferot fennet ènnert dem Huis clos statt an ass net zougänglech fir ...

(*Interruption*)

Wat hunn ech elo gesot? Dat ass net zougänglech fir de Gemengerot. Dir kënnt mer gär de Géigendeel beleëen. Da wär ech vrou. Ech setze mech och éiweg derfir an, dass de Gemengerot méi Befugnisser soll kréien dorriwwer, wat am Schäfferot geschitt. Well de Gemengerot huet null Informatiounen, wat dat ubelaangt.

An allegueren déi heite Fäll si jo a Rapporte vum Schäfferot ze fanne gewiescht. Mee de Gemengerot huet keen Accès drop. Mol net, wann Der e frot. Dat ass jo de Punkt!

Dofir hunn ech eng Motioun matbruecht, dass de Gemengerot soll automatesch Accès kréien – well dat si jo och vereedegt Politiker! – op dem Schäfferot seng Rapporten.

En zweete Punkt ass d'Formatioun. Ech verstinn, dass et net einfach ass als Personalschäffen. Ech kennen och verschidde Gemengen, wou ee Personalschäffen ginn ass, dee virdrun näischt mat Personal ze dinn hat, dee keng Erfahrung hat. Dat ass och ok. Mee do froe mer eng obligatoresch Formatioun just fir dee Punkt, dass deen, dee sech als Personalschäffe mellt, eng Formatioun mécht ...

(*Brouhaha*)

Dir kënnt laachen. Mee et ass awer dat de Problem, dass déi Informatiounen gefeelt hunn, dass dat gefeelt huet.

... an net némmen de Personalschäffen, deen dee Ressort unhélt, mee och de Gemengesekretär, fir dass eeben an der Personalgestioun déi Problemer net méi optrieden.

(*Interruption par M. Laurent Zeimet*)

Jo, ech verstinn, dass ee vlächt am Schäfferot eng aner Vue dorop huet, mee mir hunn awer elo déi Dosieren, wou mer gesinn, dass do eigentlech d'Wuerzel ass an dass dat de Problem ass.

Dann ...

(*Brouhaha*)

Dir kënnt laachen als CSV. Also, jo, Dir hutt vlächt eng aner Vue dodrop, dass de Schäfferot soll esou e klengt Hannerzémmert sinn ...

(*Interruption par M. Mars Di Bartolomeo*)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Di Bartolomeo, ech hunn elo näisch zu Iech gesot gehat.

(*Interruption par M. Mars Di Bartolomeo*)

Ech mierken ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Goergen, Dir hutt d'Wuerter an Dir hutt et eleng.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, Här President, ech mierken, dass déi Parteien, déi majoritär am Schäfferot sinn, sech awer hei elo kräfteg opgereeget hunn.

Ech kommen dann och zur leschter Motioun – Dir hutt mech jo elo ènnerbrach, dofir ass d'Zäit e bësse weidergaang – an déi ass, fir eng Ännérung am Gemengegesetz auszeschaffen, dass d'Gemengeconseillere méi Informatioune kréien iwwert d'Gestioun vum Personal. D'Gemengeréit stellen d'Personal an, hunn awer net den Zougang op déi Informatiounen, si weeder bei Virstellungsgespréicher derbäi ...

(*Interruption*)

Jo, Dir kënnt laachen. Mee wat wär dann esou schlëmm drun, wann all Partei, déi an engem Gemengerot vertrueden ass, e Vertrieder hätt fir d'Personal?

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Goergen, Dir musst esou lues zum Enn vun Ärer Interventioun kommen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ma, Här President, ech wär schonn um Enn, wann d'CSV net émmer géif der tétscht laachen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Et huet keen Iech eng Fro gestallt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Well mer gäre méi Demokratie an Transparenz hätten an de Gemengeréit.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech hunn näischt héieren.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Den Artikel 57 vum Gemengegesetz leet fest, dass de Schäfferot fir d'Gestioun vum Personal an der Gemeng zoustänneg ass.

– Beispiller aus der rezenter Vergaangenheit hu gewisen, dass bei der Gestioun vum Personal Feeler kënne geschéien.

– Fir Feeler opzedecken a Moosname können ze huelen, fir se ze verbesseren, sollt grad de Gemengerot bei Personalugeleétheeten eng Kontrollméiglechkeet hunn.

Aus dëse Grënn invitiert d'Chamber vun den Deputéierte d'Regierung,

– fir eng Ännérung am Gemengegesetz auszeschaffen, soudass d'Gemengeconseillere méi Informatioune kréien bei der Gestioun an der Kontroll vum Gemengepersonal.

(s.) Marc Goergen.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Den Artikel 51 vum Gemengegesetz leet fest, dass d'Schäfferottssitzungen am Prinzip ènner Ausschluss vun der Èffentlechkeet stattfannen (*Huis clos*).

– Den Artikel 53 vum selwechte Gesetz leet fest, dass Rapporte vun dëse Sitzunge müssen erstallt ginn, mee och dës Rapporte sinn am Prinzip weeder der Èffentlechkeet nach dem Gemengerot fräi zougänglech.

– D'Membere vum Gemengerot sollten Zougang zu de Rapporten hunn, fir hir Kontrollfunktioun vis-à-vis vun der Gemeng voll kënnen auszéiben.

Aus dëse Grënn invitiert d'Chamber vun den Deputéierte d'Regierung,

– fir eng Ännérung am Gemengegesetz auszeschaffen, soudass d'Rapporte vun de Schäfferottssitzungen dem Gemengerot zougänglech gemaach ginn.

(s.) Marc Goergen.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Den Artikel 57 vum Gemengegesetz leet fest, dass de Schäfferot fir d'Gestioun vum Personal an der Gemeng zoustänneg ass.

– A verschiddene Schäfferéit ass et esou, dass ee Member vum Schäfferot mat der Gestioun vum Personal beoptraagt gëtt (Personalschäffen).

– Beispiller aus der rezenter Vergaangenheit hu gewisen, dass bei der Gestioun vum Personal Feeler kënne geschéien.

Aus dëse Grënn invitiert d'Chamber vun den Deputéierte d'Regierung,

– zesumme mat den Acteuren um Terrain (Syvicol, Ge-werkschaften) eng obligatoresch Formatioun am Beräich vun den Humanressourcen opzestellen, déi obligatoresch fir d'Personalschäffe souwéi d'Gemengesekretären ass.

(s.) Marc Goergen.

Merci villmools, Här Goergen.

An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorebelen Här David Wagner.

(*Brouhaha*)

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déri Lénk) | Ech waarden, bis jideree sech e bëssen ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Wagner huet d'Wuert!

M. David Wagner (déri Lénk) | Dir hutt d'Leit opgereegt, Här Goergen.

Här President, bon, an de leschte Méint si mer aus der Press respektiv vu Gewerkschafte beonrouegend oft op grav Virfäll a verschiddene Gemengen opmiersam gemaach ginn. Meng Virriedner si schonn op déi verschidde Fäll a Virwërf agaangen, dofir maachen ech dat elo net erëm eng Kéier.

Mee d'Problematik fir eis ass, dass mir net geneewëssen, wat wou geneé virgefall ass. Dofir geet et hei och elo net drëms, Partei ze ergräifen. Mee et sinn awer Problemer do. Wat déi sellege Konflikter an de Gemengen awer weisen, dat ass, dass et fundamental Problemer an de Gemenge gëtt, wat d'Gestioun vum Personal ueget, an dowéinst seriö Konflikter entstinn tétscht politesche Verantwortlechen an dem Personal engersäits oder tétscht Membere vum Personal anersäits. Dass dat an de Beräich vum Mobbing fale kann, hale mer fir duerhaus méiglech. An deemno wéi geschitt dat jo och.

Firwat trieden dann esou Konflikter émmer méi op? Mir kënne just Aschätzungen ofginn, mee e puer Aspekte schéngen eis awer Kloer ze sinn. D'Gemengenautonomie gëtt de Gemengen enorm vill Handlungsspielraum. Dat schaft natierlech och vill Responsabilitéit, vill Drock, deen op de Politiker an den Ugestallte laascht an déi och net émmer enger Mee-nung musse sinn. Wat den Enjeu méi héich ass, wat et dann och éischter zu Konflikter ka kommen. Kleng Gemengen hunn domadder warscheinlech nach méi ze kämpfen.

Déi gewielte Leit an de Gemengen, an hei natierlech besomesch d'Membere vum Schäfferot, müssen net onbedéngt déi néideg Kompetenzen, wat d'Gestioun vu Personal a vu Projeten ueget, hunn. Dass et awer an deem Kader trotzdem Formatiounsbedarf gëtt, ass evident, an eeben net just fir Fonctionnaires an Employéen. Do rejoignéiere mer och dat, wat virdru gesot ginn ass.

Déi vill verschidde Statutten op de Gemengen an awer och an den èffentleche Verwaltungen droe-sécher och derzou bái, dass d'Aarbechtsklima leit. Spaltunge schafen émmer Konflikter. Fonctionnaires, Employéen a Salariéen hu ganz ènnerschiddelech ar-bechtsrechtliche Reegelen, déi sech op si applizéieren. Si hunn och aner Remunerationen. A wat d'Fro vum



Harcèlement ugeet, gëtt et och énnerschiddlech legal Basissen. Dobäi kënnt, dass Outsourcing an deels och Privatiséierung, voire déi berüümt-berüchtegt PPPen, och hiert derzou bädroen, dass et zu Rivalitéiten an Ängschte kënnt.

Déi Debatt ass jo och zu Sandweiler symptomatesch. Souwisou ass d'extern Consultance e groussen Trend, mat Externe fir Klimaenergie, Naturpark, Logementsberoder, et cetera, et cetera. Wann ech awer héieren, datt duerno d'Buergermeeschtesch vu Sandweiler seet: „Mee mir als méi kleng Gemeng kommen net derlaanscht, heiansdo extern Consultationen ze hunn“, hunn ech keng Ursach, dat net ze gleewen. Da muss ee sech awer d'Fro stellen, ob net och op staatlechem Niveau kann ageiert ginn, fir datt d'Gemengen net systematesch müssen op extern privat Consultancen zréckgräifen, mee ob et Servicer gëtt, déi de Gemenge kéinten hëllefen.

Also, dës Punkten, a bestëmmt och anerer, kënnten derzou bädroen, dass d'Aarbechtsklima net gutt ass an datt et eeben zu Konflikter kënnt, déi potenziell schlëmm Auswirkunge kënnten hunn, esou wéi dat hei beim Harcèlement moral de Fall ass.

Leider ass et sät gutt zéng Joer awer esou, dass et am éffentlechen Déngscht guer keen Organ mat den néidege Pouvoiren a Mëttel gëtt, dat an esou Fäll vu presumentem Mobbing de Virfäll këint op de Grond goen, fir Léisungen ze fannen a gegeebenefalls och ze sanktionéieren. D'Spezialkommissioune fir Harcèlement, déi am Beamtestatutt vun 1979 virgesi war, ass 2014 jo opgrond vun engem Arrêt vum Verfassungsgericht op Åis geluecht ginn, well se net fir d'Gemengebeamten zoustänneg war an dowéinst géint de Prinzip vun der Glächbehandlung verstooss huet.

D'Solutioun, déi fonnt ginn ass, ass, déi Reegelung einfach op Åis ze leeën, amplaz derfir ze suergen, datt och eppes gëllt fir de Beamtestatutt, datt mer weiderhin déi Stell hunn. Dat dauert schonn zéng Joer. Dat ass inakzeptabel! Dat ass net seriö. Ech verstinn net, wéi dat iwverhaapt méiglech ass! An do muss sech warscheinlech déi viregt Regierung eendeiteg méi veräntwerten. Vlächt kréie mer awer och nach eng Antwort vun där aktueller, wéi dat weidergoe soll.

Bon, d'Regierung huet dann duerno, 2015, awer decidéiert, e Service psychosocial beim Minister vun der Fonction publique ze schafen, deen awer, dat ass de Problem, just berodend a preventiv Funktiounen erfëllt.

An der Antwort op meng Fro un den Här Wilmes krut ech matgedeelt, dass och némmen 10 % vun den Demanden aus dem Gemengesecteur kommen, wat awer drop hindeite kann, dass d'Gemengebeamten déi Offer net kennen oder se net als immens hëllefräich ugesinn. Dat kann eng Antwort sinn. Ech mengen net, datt d'Antwort déi ka sinn, ze soen, et géif keng Problemer, mee éischter, datt se net als hëllefräich ugesi gëtt.

Et schéngt also e Bedarf do ze gi fir eng onofhängeg Instanz fir Staats- a Gemengebeamten, déi a Fäll vu Mobbing kann intervenéieren, an dat net just berodend oder preventiv.

Fir d'Salariéen zu Lëtzebuerg gëtt et sät knapp zwee Joer e legale Kader fir den Ëmgang mat Mobbing, deen de Personaldelegatiounen an der ITM bestëmmt Pouvoire gëtt. An eisen Ae kíint een op esou e Wee och an der Fonction publique a communale goen. D'ITM huet jo och zénter dem 1. Januar dëst Joer schonn Aufgabe vum Service national de la sécurité dans la fonction publique iwverholl. E besse cavalier war et gaangen, dat Ganzt, mee egal. An et kíint iwverpréift ginn,

awéifern d'ITM deementsprieschend méi eng wichteg Roll an dësem Beräich kíint iwverhuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmoools, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir den éffentlechen Déngscht, den Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Villmoools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Députéiert, ech wéll direkt am Numm vun der Regierung eppes vun Ufank u soen: Dës Regierung toleréiert keng Form vu Mobbing! Do gëllt fir eis eng Null-Toleranz-Politick.

A mir notzen all d'legal Dispositiounen, all d'Hëllefs- a Berodungsstrukturen, déi et haut scho gëtt, fir géint Mobbing am éffentlechen Déngscht, beim Staat an och bei de Gemengen, virzegoen. Dat ass evident, well de Staat, an dozou gehéieren och d'Gemengen, huet haut laut dem Statutt vun de Beamtinnen a Beamte beim Staat a bei de Gemengen d'Obligationen, si ze schützen. Dat ass evident! Dat besteet haut. An dat ass e ganz wichtige Punkt, well doräuser hu sech eng Rei vu Mesüren erginn, déi vu viregte Regierungen och éngesat gi sinn, fir Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi sech zum Beispill harceléiert spieren, fir d'éischter emol kënnten ze hëllefen an zur Säit ze stoen.

Et ass hei schonn e puermol gesot ginn: De Service psychosocial ass 2015 gegrënnt ginn an huet 2016 ugefaange mat schaffen. An dat ass e ganz wichtigt Organ, fir kënnten eise Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi sech zum Beispill harceléiert spieren, zur Säit ze stoen, hinnen eng psychologesch, mee och eng psychiatresch Behandlung, wann et néideg ass, ze ginn. An och Berodung ze ginn, wat se kënne maa- chen.

Dat ass schonn emol e wichtige Service. A richteg ass awer, datt et net um Service psychosocial ass, ze jugéieren, ob een énner Mobbing leit oder net. Dat ass en anert Organ. Do kommen ech nach drop, mee dat ass net de Sénn an Zweck vum Service psychosocial.

E ganz wichtigt Element an där ganzer Saach ass, datt mer wierklech schonn direkt vun Ufank un der Basis ufänken, datt et iwverhaapt guer net zu Mobbing kënnt. Dat ass déi Politick, déi dës Regierung gär wéllt maachen: all eise Mataarbechterinnen a Mataarbechter scho vun Ufank un, wa se bei de Staat kommen, an hirer initialer Ausbildung a bei Weiderbildungen déi Kompetenze mat op de Wee ze ginn, déi se brauchen, fir esou e Behuere kënnten direkt ze erkennen an och direkt eppes dergéint ze maachen.

Dat gëllt fir Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi an engem einfache Verhältnis sinn, wou se subordonéiert sinn. Mee dat heesch, et gëllt virun allem och fir déi, déi Verantwortung droe fir Ekippen. Och eis Chef-de-servicen, Verwaltungschefen kréien haut scho Formatiounen, Berodunge mat op de Wee, wéi se kënnten all méiglech Zorte vu Konflikter op der Aarbecht entschärfen, erkennen, a wa se net weider wëssen, wou se sech kënnen Hëlf siche goen, entre autres och erëm beim Service psychosocial.

Mir hunn den INAP, dee Formatiounen mécht, dee Weiderbildunge mécht. Mir hunn och den Délégué à l'égalité, do, wou keng Personalvertriebung ass, deen eng wichteg Funktioun huet, fir derfir ze suergen, datt Problemer, déi beim Personal entstinn, eruge-droe ginn un de Supérieur hiérarchique oder un de Chef d'administration, fir datt direkt vun Ufank un, an

dat muss u sech d'Idealviraussetzung sinn, all méiglech Konflikter am Keim kënnen erstéckt ginn.

Gutt, mir liewan net an enger idealer Welt. Wou Mënsche sinn, do mënschelt et. An dowéinst sinn eng ganz Partie Mechanismen awer zu Recht en place gesat ginn, fir Konflikter probéieren ze entschärfen respektiv ze lésen.

Mee do wëlle mer weider gären usetzen, datt mer wierklech schonn à la base eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter esou ausbilden an esou outilléieren, datt méiglech Feelverhale kënnten esou séier wéi méiglech gelést ginn a vum Dësch kommen.

Wann et dann trotzdem zu engem Feelverhale kënnt, da gëtt et eng ganz kloer, ganz kloer legal am Statutt gereegelt Prozedur, wat do ze maachen ass. An ech si verwonnert, festzestellen, datt déi hei net bekannt ass énner Leit, déi awer scho laang derbäi si respektiv virdrun och an der Verantwortung waren.

Well et ass net esou, datt, well déi Commission spéiale als anticonstitutionnel erkläert ginn ass, et duerno keng Méiglechkeet gouf, datt, wann ee sech e schwéiert Feelverhale virzegeheien huet als Beamtin oder Beamten, náischt dergéint ka gemaach ginn.

Dann hätt et jo keng Konsequenze gehat, dann hätte mer jo ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wannechgelift e besse méi roueg sinn!

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Da wäre jo keng Fäll virun dat Organ komm, dat dofir zoustänneg ass, nämlech de Commissariat, dee chargéiert ass, fir d'Disziplinn am Staat ze suergen, fir déi anzechalen. Da wär elo náischt dohinner komm.

Mee et ass genau dat Organ, dat mer hunn an dat gutt Aarbecht mécht, dat elo u sech hei verlaagt gëtt! Dat soll nach eng Kéier agefouert ginn. Et ass eng Autorité administrative indépendante, déi eng Instruktionsmécht, à charge et à décharge, onpartiesch, déi probéiert, all Zort vu Feelverhalen op d'Spuer ze goen. An net némmen Harcèlement, well dacks ass et esou, datt wa Mobbing ass, net eleng just Mobbing herno dobäi erauskénnt, mee datt och nach vill aner Feelverhale festgestallt ginn.

An dat eenzegt Organ, dat wierklech ka probéieren, iwwert déi ganz Panoplie vu Feelverhalen, dat ganz Disziplinarrecht beim Staat ze enquêtéieren an herno och derfir ze suergen, datt et Konsequenze gëtt, ass de Commissariat chargé fir d'Procédure disciplinaire beim Staat. An dee mécht eng exzellent Aarbecht! An et ass jo genau dat, wat mer brauchen.

Also gëtt et dat, also ass keng Plus-value ze gesinn an enger weiderer Struktur, déi dann némmen am Fall vum Harcèlement hätt kënnten eng Enquête maachen a wou et net kloer wär, wat wierklech genau d'Kompetenz vun deenen Agenten, déi deemoools hätt sollen déi Enquête maachen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Well dat ass den ominéise Gesetzesprojet vun 2017, wou et net dréms gaangen ass, eleng eng Prozedur anzeféieren, mee et war de Welle vun der viregter Regierung, der virviregter Regierung, u sech en neie Centre ze schafe fir de Bien-être au travail, wat vlächt eng gutt Approche war, a wou dann all déi Administration, déi dodrénner falen, wéi dann d'Services médicaux beim Staat, wéi de Service psychosocial, wéi de Service national de la sécurité dans la fonction publique, regroupéiert gi wären. Da wäre se an Divisiounen agedéelt ginn an da wär zwar och nach



zousätzlech eng euge Prozedur ausgeschafft gi fir den Harcèlement, mee de Sënn an Zweck war, esou eng nei zentral Struktur do ze schafen.

An dee Projet louch 2017 do. A während sechs Joer huet déi viregt Regierung, wéi se deemools an der Verantwortung war, náischt derfir gemaach, náischt! Elo komme Vertriebler hei aus der deemoleger Majoritéit, déi elo an der Opposition sinn, a fuerderen, datt dat émgesat gëtt.

Ech soen Iech souguer: Hätt ech dat heiten net zréckgezunn, ma haut géif mol kee méi dovunner schwätzen! Well während sechs Joer war kee méi,deen dorriwer geschwat huet. Dee Projet ass einfach, an dat muss een éierlech soen, leie gelooss gi vun der viregter Regierung! Et huet kee méi dodrunner gegleeft. Dat ass och an der Rei. Et huet just keen e vum Rôle des affaires erofgezunn.

Ech hunn dat gemaach, well ech dat net méi als sénenvoll gesinn hunn. Firwat? Ma well den SNSFP intégréiert ginn ass, oder wäert intégréiert ginn, an d'ITM. Dowéinst, ass et gemaach ginn. An dowéinst ass et op eemol opgefall, wéinst där Prozedur vum Harcèlement: „O, do war dach en anere Projet, dat hätte mer nach misse maachen!“

Ma Dir hat sechs Joer laang Zäit, dat ze maachen! Stellt Iech elo net dohinner a kommt dat fuerderen, wat Der deemools verpasst hutt ze maachen, wann Der deemools esou iwwerzeegt gewiescht wiert.

A virun allem gëtt et esou en Organ, dat onofhängig enquêtéiert an dat domadder d'Rechter vun eise Beamtinnen a Beamte garantéiert, an dat, wann do e Feelverhale sollt sinn, éischtens och wierklech kann dorriwer enquêtéieren an och sanktionéieren, an zwar och ganz schlëmm sanktionéieren! Dat ka bis douzou goen, datt een erausgeheit gëtt beim Staat! Dat hu mer.

Ech engagéiere mech awer gären, an dat hunn ech och an enger Äntwert op eng Question parlementaire gesot, nach eng Kéier déi ganz Prozedur, déi haut besteeft, op de Leeschte ze huelen, notamment den Droit de protection, awer och den Droit de réclamation, fir ze kucken, ob deen haut, esou wéi e fonctionéiert, nach gutt genuch ass oder ob en nach misst punktuell ugepasst ginn. An dat selwecht gëllt och fir de Service psychosocial a vläicht fir weider Formatiounen.

Well nach eng Kéier, an domadder géif ech duerno d'Wuert weiderginn u mäi Kolleg Léon Gloden: Fir dës Regierung gëllt null Toleranz vis-à-vis vu Mobbing, a virun allem eng Politick vum Wuelbefannen, déi mer weider gär wëlle beim Staat stäerken!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fonction-publiques-Minister. Da kritt den Inneminister d'Wuert. Här Gloden.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Och merci fir déi Debatt.

Ech wëll fir d'éischt emol kloer soen, datt den Inneminister sech ganz kloer hannert d'politesch Responsabel vun deenen 100 Gemenge stellt an och hannert déi vill Mataarbechter, déi an deenen 100 Gemenge schaffen. Souwuel d'Politiker wéi d'Mataarbechter an deenen 100 Gemenge maachen eng ganz gutt Aarbecht am Déngsch vun de Leit, déi an de Gemenge wunnen an an de Gemenge schaffen.

An de Gemengen ass et net anescht wéi am Privatsecteur. Et ass wichtig, datt ee gutt Aarbeitskonditiounen virfénnt. Et soll ee Loscht hunn, op seng

Aarbecht ze kommen, well némmen een, dee Loscht huet, op d'Aarbecht ze kommen, dee bréngt och honnertprozentegen Asaz.

An dofir ass et wichtig, datt ee Strukturen huet, wann et zu engem Incident kënnt – an dat ass net auszeschleissen, och net bei enger Gemeng, wou et e Problem ka ginn téschent Schäfferot a Mataarbechter op enger Gemeng –, datt ee Prozeduren huet, fir kënnten esou Konfliktsituatiounen ze léisen.

A wéi de Kolleg Serge Wilmes gesot huet, gëtt et haut déi Strukturen. Et gëtt déi Strukturen, wou ee kann Héllef kréien, wou ee ka probéieren, eng Lösung ze sichen. A wann dat net iwwert de gudde Wee méiglech ass, dann ass och nach de Commissaire à la discipline zoustänneg.

Dofir: Wat hu mer haut? An an engem zweete Punkt: Wat proposéiere mer?

Wat hu mer haut? Haut ass et méiglech, eng Mediatioun ze maachen, wann eng Konfliktsituatioun téschent dem Schäfferot an engem Mataarbechter besteet oder téschent Mataarbechter énnert sech. Do ass jiddweree fräigestallt, an och d'FGFC promouvéiert dee Wee, an de Syvicol och, fir en externe Mediator anzeschalten.

Ganz oft ginn déi Käschten och nach vum Schäfferot vun der Gemeng iwwerholl. An dat ass den éischte richtegen an och gudde Wee: eng Persoun vu bausen, déi am Fong náischt mat der Gemeng ze dinn huet an deem Sënn, déi objektiv probéiert, d'Partie beieneen ze kréien. Well ech erénnneren drun, den Objectif vun engem Mediateur ass net, eng Decisioun ze fällen, mee déi zwou Parteie beieneen ze féieren, fir datt déi sech erém kënnen an d'Ae kucken a weider kënnen op där Aarbeitsplatz zesumme schaffen.

Dann hu mer de Service psychosocial vun der Fonction publique. Den Här Wilmes ass dorobber agaangen. Mir hunn de Commissaire à la discipline. Mir hunn och, an dofir ass déi eng oder aner Motioune net pertinent, eng Formation continue beim INAP fir de Cadre supérieur a Management. Dat zielt och fir héich Beamte bei de Gemengen.

An och de Conseil de discipline kann, wann en dat wëllt, als Héllef en Expert zu Rot zéien, a wann et dann iwwer Mobbing geet, zum Beispill en Expert am Mobbing. Mee net némmen de Mobbing soll gekuckt ginn, mee generell eeben, datt agreeabel Aarbeitskonditiounen an de Verwaltungen herrschen.

Wat maache mer elo nach? Do luewen ech mer den exzellenten Dialog, dee mer mam Syvicol an och mat der FGFC hunn. Mir wäerten d'Formatioun fir d'Gemengerespontsabel, fir d'Élus locaux, och fir d'Membres vum Gemengerot, verbesseren an deem Sënn, datt mer wëllen eng Journée des élus locaux maachen, wou een nach eng Kéier an engem éischt Workshop de Cadre légal présentéiert kritt.

A mir wëllen do en externe Beroder derbäihuelen, dee spezialiséiert ass a Ressources humaines – well dat ass haut e Beruff; ech mengen, virun 20 Joer huet nach kee vun esou engem Beruff vu Ressources humaines geschwat, mee dat gëtt et haut, dat kann een haut op der Uni studéieren, grouss Betriben hu ganz Departementer vu Ressources humaines – an deen och d'politesch Responsabel nach méi ka sensibiliséiere fir de Sujet Gestioun vun de Ressources humaines. Well wann d'Ressources humaines klappen, meeschents klappt dann och de Betrib. Och dat ass net anescht am Privatsecteur wéi bei enger öffentlecher Verwaltung.

Da wäerte mer och eng Journée Management fir Beamte maachen. A wann de Feedback do gutt ass, wäerte mer esou Exercicer répéteréieren.

Dann hu mer och mam Syvicol a mat der FGFC gekuckt, fir e Règlement interne type auszeschaffen, dee mer de Gemengen zur Verfügung stellen, fir datt eeben, an dat ass wichtig, eng kloer objektiv Reegelung vun den Aarbeitskonditiounen an der Gemeng do ass. Fir datt jiddweree weess: Wat sinn d'Konditiounen vun der Stee a wat kann ech maachen, wann ech mengen, ech wier d'Affer vu Mobbing ginn, oder wann ech net zefridde si mat mengen Aarbeitskonditiounen?

Mir promouvéieren och, datt d'Gemenge Ressource-humaine-Departementer kreéieren. Ech weess, dat ass elo vläicht net fir all Gemeng méiglech. Fir kleng Gemengen ass dat vläicht méi schwierig. Mee och do kënnen d'Gemenge sech zesummendoen.

Da si mer jo och schonn amgaangen, do hu mer e Projet de règlement grand-ducal deponéiert, do waarde mer op de Staatsrot, betreffend néng Stonne Formatioun iwwert de Statutt. Da muss an Zukunft all Beamten, deen an de Gemengesecteur wëllt schaffe kommen, déi Formatioun maachen. Haut kann ee verschidde Modüller auswielen. An dat do ass dann e Modüll, deen dann obligatoresch ass fir all Beamten.

Dir gesitt, d'Regierung hält d'Aarbeitskonditiounen an de Verwaltunge ganz eescht. Et gëtt eng ganz Rei valabel Prozeduren, Institutiounen, déi sech där Problematik unhuelen. An zesumme mam Syvicol a mat der FGFC wäerte mer déi Verbesserunge fir de Gemengesecteur erbäiféieren, déi ech elo grad genannt hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. D'Madamm Bernard wëllt Iech nach eng Fro stellen, wann Der d'accord sidd. Dir sidd d'accord, gesinn ech.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech hätt eng Fro un den Här Inneminister an och duerno nach eng zousätzlech un de Minister vun der Fonction publique. Un den Inneminister vläicht als Éischt.

Ech hat a menger Ried d'Fro opgeworf vum Harcèlementsgesetz vun 2023: Do muss jo am Privatsecteur all Patron sech eng Prozedur ginn, wéi e mat Harcèlement émgeet. Ech weess elo, dass verschidde Gemengen dat och bei sech scho gemaach hunn. Ass dat eppes, wou Dir de Suivi dervunner maacht, wou Der d'Gemengen doranner encouragéiert, och doranner begleet, wa se Froen hunn, wéi se sech esou eng Prozedur sollen opstellen? Also, wéi férder Dir dat, dass op Gemengenniveau sech do Gedanke gemaach ginn an och Prozeduren opgestallt ginn?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Jo, merci, merci nach eng Kéier fir déi Fro.

Also, an dee Règlement type, dee mer amgaange sinn auszeschaffen, soll esou eng Prozedur drakommen, well da gëtt et eng homogeen Prozedur an deenen 100 Gemengen. Ech fannen, dat gehéiert do dran. Et gëtt jo haut schonn a ville Kollektivverträg bei den Aarbechter Prozeduren iwwert den Harcèlement moral.

Mee nach eng Kéier, et geet net némmen ém den Harcèlement moral. An deem Règlement type gëtt et och eng generell Prozedur, wann ech der Meenung sinn, datt mer eppes geschitt ass op menger Aarbeitsplatz, wat net an der Rei ass. Da muss déi Persoun kloer wëssen: Bei wat fir e Supérieur hiéarchique ginn ech? Do gëtt et jo dann och eng



Gradatioun. An duerfir sinn ech der Meenung, datt dat och an esou e Règlement type gehéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Gloden. Dann hat Der nach eng Fro un den Här Wilmes.

Mme Djuna Bernard (déri gréng) | Merci. Merci, Här President.

Här Wilmes, mir hunn, mengen ech, énnerschiddlech Point-de-vuen, wéi domat émzegoen ass. Dat respektéieren ech. Mir sinn hei, fir eis géigesäiteg ze chal lengen a politeschen Iddien.

Dir sidd elo nun emol méi Verfechter vun der Iddi, dass et d'Disziplinarprozedur gëtt respektiv d'Kommissioun. Ech selwer an eng Rei Kolleginnen a Kolleegen hei aus der Chamber waren haut de Mëttee bei der Chambre des Métiers, wou och Äre Kolleeg, den Aarbechtsminister, war. Do ass et drëms gaangen, Enquêteurs au harcèlement auszubilden. Dat ass eng Initiativ, déi vum Aarbechtsminister énnerstëtzzt gëtt, einfach aus dem Bewosstsinne eraus, dass esou en Enquêteur ganz speziell Kompetenzen muss hu fir ze erkennen, wat Mobbing ass a wat kee Mobbing ass, fir déi Prozedur do kënnen erfollegräch ze maachen.

Ass dat eppes, wou Dir sot, dat gëtt et bei eiser Commission de discipline? Do si Leit, déi wierklich eng spézifesch, ciblérert Ausbildung op de Mobbing hunn, déi sech därt Aufgab kënnen unhuelen.

Dat wier fir eis wichtig ze wëssen, dass einfach déi Kompetenzen, fir dat ze determinéieren, eeben an därt zoustänneger Ulfstell sinn. Ob dat elo eng separat ass oder déi doten, dorriwwer kann ee politesch diskutéieren. Ech mengen, dass et wichtig ass, dass déi Leit, déi sech domadder müssen auserneesetzen, déi Kompetenzen hunn. An ech fannen et flott, dass et dat fir de Privé gëtt. Mee gëtt et dat och an Ärem Domän vun de Kompetenzen?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Wilmes.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci. Dat ass fir mech éischter eng rhetoresch Fro, well de Kommissär a seng Adjointen, dat si Leit, déi sinn ausgebillt, fir Enquêteurs à charge et à décharge ze maachen an alle Forme vu Feelverhalen.

Ech invitíéieren Iech awer ganz gären, eng Kéier e Rendez-vous ze huele bei dem Kommissär a senge Leit, fir Iech kënnen selwer e Bild ze maachen iwwer hir Kompetenzen. Mee déi Leit sinn hautement compétent fir all Form vu Feelverhalen a kënnen onofhängeg, onparteiesch, à charge et à décharge, dat maachen an duerno dat och weiderginn, fir datt et ka Konsequenze ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wilmes. Här Schockmel, Dir wollt och nach eng Fro stellen.

M. Gérard Schockmel (DP) | Jo. Ech hunn nach eng Fro un den Här Minister.

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der wéilt opstoën, wannechgelift, wann Der Iech un d'Chamber adresséiert. Merci.

M. Gérard Schockmel (DP) | Jo. An zwar wollt ech froen: Wéi vill Leit schaffen am CGID? Merci.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Mir hunn de Kommissär a seng dräi Adjointen. Dat si véier Leit am Ganzen. Mir hunn nach administratiiv Personal. Am Ganze weess ech elo net déi genee, exakt Zuel. Déi kann ech Iech awer gären noreechen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wilmes.

Domat gesinn ech, datt kee weideren Informationsbesoin a keng weider Fro do ass. Domat wär dann dëse Punkt ofgeschloss.

Motions

An et ware véier Motiouen, déi zu dësem Punkt deposéiert gi sinn.

Motion 1

Déi éischt ass déi vun der Madamm Bernard selwer. Madamm Bernard, Dir hutt se erkläert. Ech huelen un, datt Der duerno wéllt d'Wuert huelen. Dat ass de Fall.

Wie wéllt dozou schwätzen? Den Här Bauer huet sech gemellt. Här Bauer, da fänkt Dir emol un.

M. Maurice Bauer (CSV) | Villmoors merci, Här President. Villmoors merci der Madamm Bernard fir déi Motiounspropositioun.

Et ass esou, dass eng Rëtsch Leit, notamment d'Ministère, ganz kloer gesot hunn, dass am Moment schonn eng onofhängeg Instanz beim Staat existéiert, déi souwuel à charge wéi à décharge vun den Agenten enquêtéiert. An dowéinstner kënnen mer eigentlech mat därt Fuerderung an därt Hinsicht net d'accord sinn. En plus hu mer elo vun de Ministeren héieren, notamment vum Inneminister, dass, wat den zweete Punkt ugeet, wat d'Gemengen ugeet, se amgaange sinn, e Règlement interne type auszeschaffen, deen hei wäert op genau déi dote Fro eng Antwort ginn.

D'selwecht ass et och bei dem Renforcement vun de Formationen. An ech mengen, och déi sinn annoncéiert ginn, soudatt ech an dësem Fall hei géif menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net unzehuelen. Ech géif awer och vläicht als President vun der Fonction-publiques-Kommissioun d'Propositionen maachen, dass mer, wéi den Här Wilmes elo grad proposéiert huet, vläicht de CGID géifen an d'Kommissioun ruffen, dass deen eng Kéier seng Aarbechte ka presentéieren, well manifestement nach net all Mensch déi an der ganzer Envergure kennt. Dowéinst wollt ech déi Propos maachen. Mee fir de Rescht proposéieren ech menger Fraktioun, dës Motioun net unzehuelen.

Merci villmoors.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Wie wéll heizou nach d'Wuert huelen? Den Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Bon, ech war a menger Interventioun relativ vill op verschidde Punkten agaangen. Mir begréissen déi och, déi elo hei an därt Motioun stinn.

Mir géifen och an deem engen oder anere Punkt e bësselche méi wält goen. Notamment am Deel vum CGPO géife mer elo méi wält goen, wéi just en Accès fir d'Gemengen ze schafen, mee carrement e CGPO ze schafe fir de Gemengesecteur.

Ech muss awer och soen, wéi den Här Bauer elo drop agaangen ass, dass d'Ministere soten, dass am Fong scho ganz vill Ulfstellen do wieren. Jo, mir gesinn awer, dass mer effektiv awer an der Fonction publique, wa mer d'Zuele kucken, awer nach émmer e grousse Problem hunn. Dofir elo einfach just ze soen: „Et ass jo alles do, also hu mer kee Problem“, do fannen ech awer och déi Argumentatioun e bësse spéziell. Mee bon, Meenungsénnerscheeder kann een hunn. Dofir si mer heibannen.

Mir wäerten déi heite Motioun op alle Fall matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung heizou. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déri gréng) | Jo, merci. Ech mengen, ech sot et schonn: Mir hunn hei en énnerschiddleche Point de vue dorborber, notamment et op d'Fro, wien dann de Commissaire à la discipline ka saiséieren. Ech mengen, dass dat net émmer den

eenzelle Beamte ka maachen, mee dat kënnen mer dann – do kommen ech ganz gären op d'Offer vum Här Bauer zeréck – an engem Echange och nach eng Kéier klären. Ech mengen, dass et hei wierklich misst eng onofhängeg Ulfstell ginn, déi och deen einzelne Concernéierte ka saiséieren.

Ech wéll och, Här Wilmes, guer net soen, dass Äre Commissaire à la discipline net kompetent ass. Ech menge just, dass et um Niveau vum Mobbing wierklich e ganz speziellt Theemefeld ass, wou ee sech ganz enk doranner muss eraschaffen. Ech begréissen, dass et Formatione gëtt. An ech wollt einfach wëssen, ob dat e Ciblage ass, deen déi Ekipp, déi dat dote mécht, nach eng Kéier am Spezifische mécht. Ech hunn dat elo net genau aus Ärer Antwort héieren.

Ech soe jiddwerengem Merci fir d'Énnerstëtzung vun déser Motioun. Ech mengen, dass se néideg ass, mee ech huelen zur Kenntnis, dass dat warscheinlech da vun der Majoritéit net esou gedeelt gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Wilmes wollt nach eppes dozou soen. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Also nach eng Kéier: Ech verwiere mech awer, dass émmer gesot gëtt „eng onofhängeg“. Dat ass en onofhängeg Organ! De Kommissiär ass onofhängeg! Sou.

An déi Enquêteuren, déi do schaffen – et sinn am Ganzen néng Leit, déi do schaffen –, déi sinn ausgebillten Enquêteuren – an och fir Mobbing festzestellen. Well Mobbing ass am Endeffekt och e Feelverhalen, sou wéi vill aner Feelverhalen, déi disziplinaresch kënnen belaangt gi beim Staat. A si sinn ausgebillt, fir dat kënnen festzestellen.

An et sinn och scho Leit, énner anerem, well se Mobbing gemaach hunn, déi dowéinst konnten eng Strof kréien. Also, dat ass ... Déi Leit sinn dofir ausgebillt. An dat muss een awer och eng Kéier kënnen einfach mol unerkennen, an net sou maachen, wéi wann dat net de Fall wär!

Dowéinst, wannechgelift: Net eréischt zénter gëschter sëtzzt Der an der Chamber. Dir sidd hei Member gewiescht vun der Majoritéit, Dir hätt och kënnen déi sechs Joer dee selwechten Engagement un den Dag leeën, ...

(Interruptions)

... fir dee Projet dann duerchzkräien, deen Iech esou um Häerz läit. An dat hutt Der net gemaach. Mee wannechgelift, da gitt drop an! Maacht Iech eng Kéier selwer e Bild vun deem Kommissär a senge Matmënschen, déi do schaffen. Dat si ganz kompetent Leit, fir d'Disziplinarrecht beim Staat wierklich kënnen émzeseten.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dës Diskussioun dann ofgeschloss.

Da géing ech d'Motioun vun der Madamm Bernard zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort. Ok. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 19. Da ginn ech dovunner aus, datt dat Jo: 20 ass.

Ass dat richteg esou?

Une voix | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Nee: 35, Abstentiounen: 5. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.



Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emerging, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass d'Motioun Nummer 2, déi hei vum Här Goergen deposiert ginn ass. Dir schwätzet warscheinlech duerno. Merci.

Da froen ech Iech, wien heizou wëllt schwätzen. Den Här Bauer huet sech gemellt. Den Här Polidori. Här Bauer, da fänkt Dir un.

M. Maurice Bauer (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Här Goergen fir dës Motioun.

Ech wäert menger Fraktiouen proposéieren, dës Motioun net matzedroen, well u sech geet et jo hei drëms, dass d'Gemengeconseillere méi Informatioune solle kréie bei der Gestiooun an der Kontroll vum Gemengepersonal. Ech mengen, de Gemengeconseiller huet am Gemengegesetz och ganz kloer d'Méiglechkeet, all d'Froen ze stellen, déi e wëllt stellen. Wann et iwwert d'Gemengepersonal geet, kann dat och am Huis clos gemaach ginn. Dowéinst géif ech proposéieren, dass mer hei dës Motioun net unhuellen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Ech schwätzet eng Kéier. Ech huelen direkt Stellung zu déser an och zu der nächster Motioun.

Dat heiten ass e bësselchen, wéi wann ee wéilt eng Fusioun maachen téschent dem Schäffen- a Gemengerot. Bon, ech mengen awer, dass déi zwee do – déi zwee: Schäffen- oder Gemengerot – do eenzel Responsabilitéiten hunn. An ech denken, dass déi och sollte behale bleiwen. Dowéinst wäerte mer dës an och déi nächst Motioun net esou matdroen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och dem Här Goergen fir den Depot vun der Motioun.

Ech mengen, dass mer och op kommunalem Niveau de Prinzip vun der Gewaltentrennung hunn téschent der Exekutiv an der Legislativ. An dann, mengen ech, ass et evident, dass de Contrôle an d'Gestioun vum Personal en onpoliteschen Exercice ass à la base. Et geet drëms, dat gutt ze maachen.

An dann ass effektiv, wéi den Här Polidori et ugeschwät huet, eigentlech de Huis clos vum Gemengerot genau déi Plaz, wou een dat haut scho ka maachen. Dowéinst géing ech och menger Fraktiouen recommandéieren, hei dergéint ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung zu ...

(*Interruption par M. David Wagner*)

Dach, den Här Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten eis bei déser Motioun enthalten. Also, mir kënnen novollzéien – bon, mir zwee sinn och Gemengeréit, an der Oppositioun am Prinzip –, datt een als Gemengerot och, deemno wéi, méi Informatioune wëll oder brauch. A mir fuerderen och gewësse Saachen op lokalem Niveau, notamment och, datt een Organigramme kritt, fir e bësses méi eng kloer Iwwersicht ze hunn.

Duerno ... Quite datt mer net domadder averstane sinn, datt ee vun enger strikter Gewaltentrennung ka schwätzten op kommunalem Niveau, mee bon, dat ass eppes aneres ...

(*Interruption*)

Mee et ass richtege, wat d'Gestioun ugeet, datt Schäffen a Gemengeconseilleren net déi selwecht Attributiounen hunn an net kënnen hunn. Ech wéilt perséinlech och net bei de Ressources humaines matspillen. An ech weess och net, ob et émmer gutt wier, och fir Fonctionnaires, émmer konfrontéiert ze sinn, souguer an engem Entretien d'embauche, mat verschiddene Leit vun de Fraktiouen. Bon, egal!

Mee dofir géife mer eis enthalten, well et awer och relativ vag formuléiert ass. A mir mengen, datt ee vläicht och net ze wäit misst goen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Elo gesinn ech awer keng aner Wuertmeldungen.

Da géing ech déi Motioun Nummer 2 vum Här Goergen och zum ...

M. Sven Clement (Piraten) | Den Här Goergen dierf jo nach!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Goergen wollt nach schwätzten. Pardon.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn och bewosst am Text gesot „méi Informatiounen“. Dat heesch net, dass de Gemengerot soll an d'Personalgestioun agräifen. Mee am Moment hu mer déi Situatioun, dass de Gemengerot zwar, huele mer un, ganz gewëss een astellt ...

Do huelen ech elo d'Beispill ... Ech hunn elo keen Duebelmandat méi, mee wéi ech et nach hat, hu mir zum Beispill keng CVen, náischit kritt! Et krut een einfach den Numm vun deem gesot, deen de Schäfferot als dee Beschten empfënnet. Et krut een och net argumentéiert, wat déi aner Kandidaten net haten – oder haten. An da sollt een als Gemengerot esou eppes matstëmmen.

Émgedréint: Et ware problematesch Fäll do. Do huet een dann och keng Informatiouen als Gemengerot kritt. Et huet een awer missen ... oder et konnt ee matstëmmen, ob dat soll weidergoen.

An et ass eeben déi Diskussioun, déi ech eigentlech heimudder wollt lancéieren. De Gemengerot huet,

laut Gesetz, vill Verflchtungen, awer net déi néideg Informatiouen. An et ass dat, wat ech drageschriwwen hunn. Et geet reng èm d'Informatiouen!

Natierlech soll de Gemengerot dat virum Gemengerot am Huis clos maachen, mam Schäfferot zesummen. Mee wann e schonn déi Entscheidunge muss huelen, da gitt em dach wéinstens déi Informatiounen, dass en déi och fundéiert kann huelen! Da kann een nach émmer Majoritéit/Oppositioun ofstëmmen, mee dass een awer wéinstens déi Informatiounen hätt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

Vote sur la motion 2

Da géing ech no där Interventioun elo de Vott zu der Motioun Nummer 2 vum Här Goergen opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 2 Jo-Stëmmen, 56 Nee-Stëmmen, 2 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 56 Nee-Stëmme géint 2 Jo-Stëmmen, bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emerging, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Luc Emerging) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun Nummer 3, och vum Här Goergen, dee warscheinlech duerno wëllt schwätzen. Den Här Bauer huet d'Wuert gefrot. Här Bauer, dann hutt Dir et.

M. Maurice Bauer (CSV) | Merci, Här President. Och nach eng Kéier merci dem Här Goergen fir den Depot vun déser Motioun.

Leider Gottes ass et esou ... Also, net „leider Gottes“, mee ech wëll just dem Här Goergen soen, ...

(*Hilarité*)

... dass am Artikel 23 vum Gemengegesetz virgesinn ass: „Les membres du conseil communal ont le droit de prendre connaissance des décisions du collège des bourgmestre et échevins prises en exécution des délibérations du conseil communal.“

Domadder ass déi eigentlech iwwerflësseg. An dowéinst géif ech menger Fraktiouen proposéieren, déi net matzedroen.



Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Den Här Polidori hat scho virdrun driwwer geschwatt. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Soss ginn ech dem ...

(*Interruption par M. Meris Sehovic*)

Den Här Sehovic nach virdrun. An dann den Här Goergen.

M. Meris Sehovic (déri gréng) | Jo, et gëtt den Artikel 23. Mee et ass virun allem ... Et ass eigentlech, dass déi ganz grouss Majoritéit vun den Decisiounen vum Gemengerot geholl ginn a virbereet gi vum Schäfferot. An dann ass d'Plaz, wou déi diskutéiert ginn en toute transparence, an der Reegel de Gemengerot.

Dofir géing ech och hei menger Fraktioun recommandéieren, dergéint ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Merci och fir deen Hiweis. Well bis elo si mer émmer gescheitert, wa mer déi wollte kréien. Mee ech wäert awer de Message esou an déi Gemengeréit mathuelen, dass mer elo an Zukunft déi Rapporte wäerten ufroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ma, très bien.

(*Interruptions*)

Da wär d'Diskussiouen zu dëser Motioun ofgeschloss. Ech géing dann d'Motioun Nummer 3 vum Här Goergen zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e wéineg Konzentratzioun an e klengen Effort, da geet dat alles. Voilà, de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 4 Jo-Stëmmen bei 56 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 56 Nee-Stëmmen géint 4 Jo-Stëmmen bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emerging, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 4

Da komme mer zur leschter Motioun vun dem Här Goergen. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här

Bauer an den Här Sehovic hu sech elo gemellt. Här Bauer, da fänkt Dir un.

M. Maurice Bauer (CSV) | Merci, Här President. Och fir dës lescht Motioun merci dem Här Goergen.

Ech wäert menger Fraktioun awer leider Gottes och proposéieren, dës net unzehuelen, ...

(*Interruptions*)

... well mer elo grad och scho vum Minister héieren hunn, wéi vill Initiativen do geholl ginn, fir hei mam Syvicol, dee schonn an der Vergaangenheet ganz vill gemaach huet an an der Zukunft nach méi wäert maachen, ganz vill Formatiounen an deem Beräich ze maachen.

Dowéinster: Ech mengen, dass mer do op deem richete Wee sinn. An dowéinst proposéieren ech menger Fraktioun, dës net unzehuelen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déri gréng) | Déi heiten Iddi ass ganz sympathesch. Ech mengen, et ass en Énner-sched téschent deem, wat den Här Goergen hei freeet, an deem, wat den Här Minister proposéiert huet.

D'Obligation ass: Mir fannen dat gutt an énnerstëtzzen déi heite Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ass soss nach eng Wuertmeldung do? Den Här Wagner, jo.

M. David Wagner (déri Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten dës Motioun och matdroen. Et ass warscheinlech, och wann een déi ganz Debatten héiert, net vun Onnutt, wann een dofir suergt, datt déi responsabel Schäffen – a Schäffe si souwisou och émmer iergendwéi responsabel fir d'Personal – och eng obligatoresch Formatioun kréien.

Ech mengen, och déi betraffe Leit wiere vläicht souguer vrou dorriwwer, et heiansdo können ze wëssen, well et net onbedéngt engem säi Beruff ass, awer iergendwéi Leit/Mënschen ze geréieren an engem professionelle Milieu oder op eng politesch Aart a Weis, datt dat awer eppes Intelligentes wier.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Keng aner Wuertmeldung. Dann huet den Här Goergen nach eng Kéier d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hat virdrun dem Här Wilmes gutt nogelauscht, wéi en e bësse pickeg d'Bemierung gemaach huet, dass heibanne jo awer Leit wären, déi sou laang am Mandat wären a Verschiddenes nach net wéissten. Ma genau dofir ass esou eng Motioun!

U sech, et sinn och Leit, déi nei an d'Mandat komme vun zum Beispill engem Personalschäffen an et ganz gäre géinge super maachen, mee déi néideg Formatiounen net hunn. An dofir ass d'Iddi, dass een hi-geet a seet: „just dee Ressort.“ Dofir ass et och ganz agegrenzt, well mer eebeen och elo déi Diskussiouen haten, déi nun emol aktuell sinn, dass de Schäfferot soll eng gewësseen Formatioun kréien, fir am beschte Wee eng Gestiouun kënne vum Personal ze maachen.

Domadder wär u sech jidderengem gehollef. Ech mengen, et ka jo keen dergéint sinn, dass een eng Formatioun kritt, wéi een d'Gemeng ka besser feieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

Domat wär zu dëser Motioun alles gesot a mir géingen elo zum Vott iwwert d'Motioun 4 vum Här Goergen kommen.

Vote sur la motion 4

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 8 Jo-Stëmmen bei 52 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 52 Nee-Stëmmen géint 8 Jo-Stëmmen bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emerging, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat wär dëse Punkt dann ofgeschloss.

4. Motion de M. Yves Cruchten relative à la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures

(Motion déposée en séance publique n° 63 du 23 janvier 2025 – à consulter au compte rendu n° 26/2023-2028 en page 28)

A mir géingen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat ass eng Motioun vum Här Yves Cruchten iwwert déi nei Aféierung vun den interne Grenzkontrollen. Den Auteur huet 5 Minuten, all Fraktioun huet och 5 Minuten, all Sensibilitéit huet der 2, an d'Regierung huet der 5. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Gusty Graas, den Här Tom Weidig, den Här Meris Sehovic an den Här Marc Baum. An elo huet den Här Cruchten d'Wuert, fir unzefänken. Här Cruchten.

Exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Ech erënneren drun, dass mer de 14. November schonn eng Kéier eigentlech déi selwecht Debatt hei gefouert hunn, nämlech iwwert d'Grenzkontrollen, déi eis däitsch Noperen un eiser gemeinsamer Grenz duerchférieren. Deemools hate mer och, wann Der Iech kénnt erënneren, eng Motioun gestëmmt, an där mer eis Opposition zu deene Grenzkontrollen aktéiert hunn, awer och d'Regierung opgefuerdert hunn, ze préiwen, wéi ee kéint géint esou Grenzkontrolle juristesch virgoen.

An deene leschte Wochen ass awer elo méi geschitt. Gëschter huet de Kanzler Scholz vun der SPD decidéiert, déi Grenzkontrollen nach eng Kéier ém sechs Méint ze verlängeren. A viru 14 Deeg ongeférier, dat



war deen Dag, wou ech hei d'Motioun deposéiertunn, huet de Spëtzekandidat vun der CDU, den Här Friedrich Merz, annoncéiert, dass, wann hie géif Kanzler ginn – an déi Chancen, déi sti jo awer 50:50 –, ...

(Hilarité)

... dass hie géif keng temporär, mee permanent Grenzkontrollen aféieren, wann hie bis Kanzler ass.

E kuerzt Wuert driwwer. Ech mengen, dass et awer och wichteg ass ze soen, firwat dass Däitschland iwwerhaapt déi Grenzkontrollen aféiert. Et ass selbstverständliche, wéi mer alleguerete wéissen, d'Resultat vun Diskussioune sonderém rezent Attentater.

An ech géif gären och vun der Geleeënheit profitiéieren – ech mengen, ech kann dat am Numm vun eis alleguerete maachen –, fir eisen däitsche Frénn eist Matgefill an och eis Solidaritéit auszedrécke fir déi Attentater, souwuel zu Magdeburg, mee anerwáerts awer och nach leider Gottes haut zu München, wéi mer kennēn op de Reseauen am Moment liesen.

Leider gleewe mir awer net drun, dass dës Grenzkontrollen zu Waasserbëllég oder och zu Pärel derfir wàerte suergen, dass esou Attentater kenne verhennert ginn. A mir bleiwen do derbäi, dass déi Grenzkontrollen net sollte sinn a sou séier wéi méiglech fort mussen. Dofir hu mer zesumme mat dem Kolleg Meris Sehovic eng Motioun deposéiert, an där mer dann d'Regierung elo opfuerderen, virun d'Cour de justice européenne ze goen an do déi Kontrollen ze contestéieren.

Ech wéll awer betounen, dass mer unerkennen, datt den Här Gloden, wéi och nach aner Kollegen a senger Regierung, net midd ginn, bei hiren däitsche Kollegen ze intervenéieren an hinnen ze soen, wéi wéineg eis déi Grenzkontrolle gefalen, an dass si gradesou gären hätte wéi mir, dass déi Grenzkontrolle sou séier wéi méiglech sollen ophéieren.

Mir mengen awer, dass et domadder haut net méi duergeet. Mir mengen, dass mer haut mussen aktiv ginn – an dofir déi Motioun hei. Ech mengen, dass et hei, ech wéll dat elo net ze vill iwwerspëtzen, mee ech menge schonn, dass et zu engem Deel hei drëms geet, Schengen an de Geesch vu Schengen ze retten.

Et hat deemoools vun de Politiker – ech erënneren zum Beispill un de Robert Goebbel – Courage gefuerdert, fir d'Iddi vu Schengen iwwerhaapt émzeseten. Haut musse mir de Courage hunn, fir eis ze wieren, dass Schenge Stéck fir Stéck erém ofgeschaافت gétt. Dofir bieden ech Iech ém Ênnerstëtzung bei déser Motioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten.

Déi éischt ageschriwwen Riedherin ass d'Madamm Weydert. Dir hutt Iech duerno ageschriwwen, Här Sehovic. Ok, Madamm Weydert.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen: Schengen must be alive! Ech mengen, et ass an eiser aller Interessi, alles drunzeseten, dass d'Grenzkontrollen un de Bannegrenze vum Schenge-Raum esou séier wéi méiglech nees ofgeschaافت ginn.

Ganz besonnesch müssen dës Schikanen endlech ophale fir déi ronn 55.000 Frontalieren, déi all Dag tëschte Däitschland a Lëtzebuerg pendele fir ze schaffen, awer och fir all déi Familljen, déi op béide Säite vun der Grenz wunnen an doduerch richteg emmer-déiert ginn!

Et ass eng existenziell Fro fir d'Zesummeliewen an der Grenzregioun, an eiser Groussregioun, fir Lëtzebuerg an de Wirtschaftsstandeurt Lëtzebuerg, datt d'Grenzen innerhalb vum Schenge-Raum opbleiwen. Mat Kontrollen an deene laange Waardezäite gétt et émmer manner attraktiv fir d'Grenzgänger, fir iwwerhaapt nach op Lëtzebuerg schaffen ze kommen!

Mir haten an der Aktualitéitsstonn am November – de Kolleg Yves Cruchten hat drop higewisen – schonn en long et en large dorriwwer diskutéiert, a mir waren eis allegueren eens. Mee net just eis Ekonomie leit drënnner, mee gitt emol an déi däitsch Stied sonderém d'Grenz kucken: op Tréier oder op Saarbrécken! Déi sinn och dout, well d'Clienté vun déser Sät vun der Grenz net méi bei se akafe kommen.

De Schengener Grenzkodex gesäit vir, datt Grenzkontrollen op de Bannegrenzen némmen als allerleschte Moyen an an Ausnamesituatiounen nees dierfen agefouert ginn. Des Weidere musse se de Grondsaaz vun der Proportionalitéit respektéieren an zäitlech begrenzt sinn.

D'Ukënnegung am Walkampf an Däitschland, fir permanent Grenzkontrollen op de Bannegrenzen anzeféieren, steet, mengen ech, juristesch op ganz wackelege Féiss. Géchter koum dunn d'Nouvelle vum däitsche Bundeskanzler Olaf Scholz, datt d'Grenzkontrollen un alle Grenze vun der Bundesrepublik alt nees ém sechs Méint solle verlängert ginn.

Gétt et wierklech esou vill Fäll vun irregulärer Migratioun, déi doduerch kenne detektéiert ginn, oder Attentater, déi doduerch verhennert kenne ginn, wéi behaapt gétt? Oder ass et eng Mesür, sou zéng Deeg virun de Walen, fir d'Walen ze gewannen?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Den Här Merz, dee wéllt nach vill méi wäit goen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Mir dierfen net dem schlechte Beispill vun eisen däitschen Noperen nolafen an unilateral Mesuren huelen. Et ass émsou méi wichteg, d'Relatiounen mat eisen Nopeschlännern ze fleegen. An dat wéll ech vun déser Plaz och der nächster däitscher Regierung un d'Häerz leeën.

De Problem vun der irregulärer Migratioun kritt een och mat permanente Grenzkontrollen net gelést. Mir Schenge-Memberlännner müssen Hand an Hand zesummeschaffen, fir d'Baussegrenze vum Schenge-Raum effikass ze schützen. Duerch d'Ofschottung innerhalb vum Schenge-Raum gi mer just e Schrëtt zréck.

Dir wésst, wéi et ass, wann en Deel vun der Population hannert enger Mauer lief. Den Dialog mat eisen Nopeschlännern ass a bleibt wichteg. An eis Regierung soll grad elo an Däitschland an och an aneren EU-Memberlännner, wou d'Wäichen nei gestallt ginn, och bei deene Regierungen op oppen Bannegrenze pochen.

Fir datt mer deem Spuk sou séier wéi méiglech awer kennen en Enn maachen, soll d'Regierung dann och elo déi néideg Demarché bei der EU-Kommissiou formell maachen, fir d'Necessitéit an d'Proportionalitéit vun der Verlängerung vun de Grenzkontrollen ze préiven.

Eisen Inneminister souwéi och eise Premier an och eisen Ausseminister, déi hu scho méi wéi eng Kéier bei den däitsche Regierungskolleegen intervenéiert, fir drop ze pochen, dass se endlech domat sollen ophalen. Mee ech mengen, et ass och Zäit fir eng aner Etapp en parallèle bei der EU-Kommissiou.

(Interruption)

Wa mer awer elo effektiv, sou wéi an déser Motioun gefuerdert, e Recours géint eis Nopeschland bei dem Europäische Gerichtshaff maachen, da si mer, eischtens, domadder nach émmer net déi bestoend

Grenzkontrolle lass an zweetens dauert et natierlech och eng Zäitchein, bis do en Urteel ass.

Mir sinn dofir der Meenung, datt sech och bei de Grenzkontrollen déi beschte Lösung net onbedéngt viru Gericht fanne léisst. Mir wëllen, datt dës Regierung weiderhin op den Dialog mat eisen Nopeschlännern setzt a parallel dozou déi formell Consultatioun bei der EU-Kommissiou ufreet, fir d'Proportionalitéit an d'Necessitéit vun de verlängerte respektiv permanente Grenzkontrollen ze préiven.

Dowéinst wäert ech de Kolleegen aus menger Fraktioun soen, dës Motioun net matzestëmmen. Schengen must stay alive!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Da kritt den Här Gusty Graas d'Wuert. An duerno ass et um Här Weidig, dann duerno um Här Sehovic, dem Här Clement an dem Här Baum. Här Graas, et ass un Iech.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Jo, dëst Joer feiere mer 40 Joer Schengen-Ofkommes. Dat sollt u sech e grouss Fest ginn, mee dat riskéiert allerdéngs, e Fest ze gi mat e puer negative Punkten. Dat ass schued.

Schengen ass eng vun deene ganz groussen Errungenschaften vun der Europäischer Unioun. Dat ass e Pilier vum Fonctionnement vun haut 27 Länner, woubäi net grad all Land jo am Schengen-Ofkommes dran ass, awer iwwert d'Europäisch Unioun eraus och nach aner Länner dra sinn. Et huet am Fong geholl déi ganz grouss Iddi émgesat vun der fräier Zirkulatioun, net némme vun de Wueren, mee och vun de Mënschen, fir sech kennēn iwwert d'Grenzen ewech ze deplacéieren.

Leider ass dat duerch eng Rei Decisiounen elo net méi de Fall. Fir d'éischt war et Däitschland, ech mengen, de 16. September d'lescht Joer. Dunn hunn eis franséisch Kolleegen nogezunn. Dat huet natierlech direkt eng Repercussioun och op eist Land gehat. Mir hunn dat direkt ze spiere kritt, mat virun allem de Grenzpendler.

Virun allem awer och op eis Ekonomie wäert dat sech negativ ausgewirkt hunn. Wat evident ass, ass, datt eis Regierung och op anere Kanäl natierlech géint déi Decisioun reklaméiert huet an och émmer erém drop higewisen huet, datt dat u sech net am Geesch ass vun engem vereenten Europa.

Mir haten hei op déser Plaz schonn e puermol déi Diskussiou gefouert an enger dach Serenitéit. Elo kénnt hei d'Propos vun eise sozialistesche Kolleegen, géint déi nach sozialistesch geféiert Regierung an Däitschland geriichtlech virzegoen. Ech mengen, dat muss ee sech awer trotzdem ee Moment méi genee iwwerleeën.

Wat heescht dat, geriichtlech virzegoe géint e Land, dat awer – dat muss een awer och hei soen – sech zénter dem Zweite Weltkrich extrem positiv entwéckelt huet am Interét vun engem vereenegten Europa, ...

(Interruption)

Pardon, pardon.

... am Interét vun engem vereenegten Europa, wou mir an deene leschte Joerzéngte ganz gutt Relatiounen opgebaut hunn. Ech mengen also, datt een zu désem Zäitpunkt net sollt esou e Schrëtt énnerhuefen.

Dat wéllt awer natierlech net heeschen, datt mer déi Decisioun net condamnéieren. Wann och elo schonn hei vun engem potenziellen neie Bundeskanzler



geschwat gëtt – loosst eis emol d'Walen ofwaarden –, deen déi selwecht Approche huet ...

(*Interruption*)

Jo, et muss een dat och an de Kontext setzen,ouni sech elo an den däitsche Walkampf anzemëschen. Et kënnt een awer net derlaanscht, datt hei natierlech eng gewësse Walkampfstëmmung matspillt.

Mee et wier fir eist Land, mengen ech, net vu Virdeel, wann een elo géing direkt op de Wee goe vu gerichtlechen Approachen. Dat mécht een net. Dat mécht een net mat Partner.

Hei geet ee fir d'éischt emol deen normale Wee an, wéi d'Madamm Weydert dat och richteg gesot huet, mir solle bei der Europäescher Kommissioun intervenéieren. Mir sollen do ganz kloer eis Positioun virleeën, ganz kloer drop hiwiesen, datt mer net domat d'accord sinn, mat deene Grenzkontrollen, déi e gewëssent Gëft si fir d'Schengener Oftkommes, quite datt, wéi gesot, de Schengener Kodex eng gewëssen Adaptatioun an eng gewëssen temporär Kontroll zouléisst.

Mee jiddefalls esou, wéi et elo virgesinn ass ... Ech sinn elo net Jurist, mee ech ginn dovun aus, datt dat juristesch ganz schwéier vertriebar ass. Mee zu dësem Zäitpunkt géing ech dann och, wéi gesot, menger Fraktioune hei proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen, well et net de Moment ass. Et ass net opportun, elo gerichtlech géint en aus eiser Siicht awer, jo, ganz wäertvollen, e ganz gudde Partner wéi Däitschland virzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. D'Wuert ass elo fir den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Däitschland, Frankräich, d'Belsch, Holland, Dänemark, Polen, Finnland, Schweden, Slovenien, all dës Länner hunn nees Grenzkontrollen.

Firwat maachen déi dat? Kee Mensch an och kee Politiker an dëse Länner wéll absichtlech am Stau stoen, souguer ech net. Dës néng Länner hunn nees ugefaangen ze kontrolléieren, well si op reell Problemer reagéieren. Si ignoréiere se net a verstoppen hire Kapp net am Sand, mee si probéieren, eppes ze maachen.

D'Realitéit ass, datt de Schenge-Raum am Moment leider net méi gutt fonctionéiert. Firwat? Wéinst der Asyl- a Migratiounspolitick iwwert déi lescht zéng Joer. Dës Politick huet leider systematesch iwwer Joren déi grouss Erfolge vum Schengen-Accord énnergruewen.

Une voix | Falsch!

M. Tom Weidig (ADR) | Ech soe „leider“, well och d'ADR e Fan vum Schenge-Raum ass. Zemoools fir e klengt Land wéi Lëtzeburg, mee och fir eis Grouss-rioune ass de Schenge-Raum wichteg. Mee fir datt Schenge funktionéiert, mussen d'Baussegrenze geschützt sinn, fir datt intern Kontrollen ewechfale können. An déi international agéierend Kriminalitéit an irregulär Migratioun mussen op allen Niveaue bekämpft ginn. Dat ass leider an de leschte Joren net passéiert.

Et stëmmt, datt dës Grenzkontrolle géint EU-Recht kéinte verstoussen, mee mat engem Recours léise mir genau null Problemer. Mir ignoréiere se némmen a stiechen de Kapp an de Sand.

Dës Motioun kritiséiert och de Friedrich Merz fir säi Virstouss fir méi Grenzkontrollen. Mee de Friedrich Merz kann d'Realitéit an Däitschland net méi

ignoréieren. Attentater all puer Wochen, méi héich Kriminalitéit, vill méi Attacke géint Minoritéiten.

Eréischt virun e puer Stonne war, no den Aussoe vum bayresche Ministerpresident Markus Söder, nees en Attentat zu München. Mir kënnen némmen hoffen, datt et keng Doudeger gi si respektiv datt déi méi wéi 25 Verletzter nees ganz gesond ginn.

Wann de Friedrich Merz all dést géif ignoréieren, da géif eng Partei nach méi Macht kréien, déi Dir nach manner wéllt wéi d'CDU.

Den neien EU-Pakt ass e Schrëtt an déi richteg Richtung. Mee als Land kann een och vill maachen. Politiker, déi Open-Border-Politick gemaach hunn, ginn a ville Länner wéi a Schweden an an Holland ofgewielt. An Dänemark maachen d'Sozialiste scho sät Laangem Realpolitick.

Ech hunn am Oktober virun Deputéierten aus allen europäesche Länner iwwert dat Theema geschwatt a vill Zoustëmmung kritt. Ech stelle fest, datt mir als ADR op deem Punkt an der politescher Mëtt an Europa sinn. Zweedausend ...

(*Interruption*)

M. Gilles Baum (DP) | Ma dat do gleeft der jo selwer net, ...

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass esou.

M. Gilles Baum (DP) | ... datt Dir an der politescher Mëtt an Europa sidd!

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass esou!

(*Interruption*)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | 2025 ass d'Joer vun de Veränderungen a ganz ville Länner hin zu méi Pragmatismus a méi Realismus. Wa mir d'Problemer ignoréieren an de Kapp an de Sand stiechen an e Recours maachen, dann isoléiere mir eis als Land émmer méi.

Mir brauchen déi aner an déi aner brauchen eis net. Ech widderhuelen dat: Mir brauchen déi aner an déi aner brauchen eis net!

(*Interruption*)

Dofir fanne mir et gutt, datt d'Regierung kee Recours wéllt maachen an de konstruktive Wee sicht, fir a bilaterale Gespréicher d'Suerge vun deenen anere Länner eescht ze huelen an ze verstoen a gemeinsam no Lésungen ze sichen.

Mir als ADR soen hinnen dofir Merci a wäerten dës Motioun selbstverständlich net matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Wa mer wierklich géinge constatéieren, dass déi Bannegrenzkontrollen eppes bréngen, dann ... Ech waarden haut nach op eng Preuve. Et gëtt an Däitschland eng sëlleg Etüden, Opriff vun de Policegewerkschaften an esou weider, déi allegueren soen: Et bréngt náisch, et kascht vill! Et kascht vill Ressourcen. An nach eng Kéier: Et bréngt náisch!

Wéi gesot, och an deem leschte Joer, sät der Reform vum Schengener Grenzkodex, déi dat iwwerhaapt eréischt méiglech mécht, d'Aféierung vun deenen temporäre Grenzkontrollen énner verschidde Konditiounen, wat ass da besser ginn zénterdeem, wou déi Grenzen zou sinn? Náisch! Et ass alles méi schlecht ginn. A virun allem an engem Land wéi

Lëtzeburg ass alles méi schlecht ginn, fir déi Leit, déi un de Grenze wunnen, fir déi Leit, déi hei schaffen, fir déi Leit vun hei, déi och gar emol eriwwer gi bei Frénn a Kolleggen, fir eis Entreprisen, wou d'Liwverketten émmer méi gestéiert ginn. Fir jidderee bréngt dat doten náisch!

An ech menge schonn, dass mer hei am Moment e kruiziale Moment erliewen. De Schengener Grenzkodex ass viru ronn engem Joer reforméiert ginn an huet déi dote Méiglechkeet iwwerhaapt eréischt geschaf.

Wat mer grad gesinn, ass d'Austeste vun de Limitte vun deem, wat méiglech ass. An dowéinst si mir iwwerzeegt, dass och elo de Moment ass, fir awer de Fanger an d'Luucht ze strecken an ze soen: Nee, mir sinn der Meenung, dass dat doten net méiglech ass, dass dat doten net an Europa gehiéert an dass dat och am Kader vum Grenzkodex, vum geltende Recht, net legal ass!

An dofir muss een e bësse Courage hunn. An ech sinn e bëssem erstaunt iwwert d'Majoritéit, den Här Premierminister, den Här Ausseminister. Bon, den Här Inneminister, ech wéll em dat souguer nach loessen, en ass e Maacher Jong. Ech mengen, déi Fro vun der Grenz, hie spiert dat an en huet e gewëssent Engagement do.

Mee ech vermëssen awer, dass Der déi lescht Konsequenz gitt, dass Der sot: „Mee nee, mir sinn net esou kleng, wéi den Här Weidig eis émmer erëm wéllt maachen. Mir sinn e Land an der Europäescher Unioun. Mir sinn en État fondateur. Mir stinn hanner Schengen, méi wéi all anert Land. A mir stinn och fir Schengen, méi wéi all anert Land an der Europäescher Unioun. An dowéinst si mer och bereet, op dat Äusserst ze goen!“

Wat ech bedaueren an däi heiter Debatt, ass, dass wann d'Majoritéit déi heite Motioun net matstëmmt, dann d'Signal no baussen ass: „Mee maacht weider, well et ass keen, dee sech wiert!“

An ech mengen, an dat ass eng Fro un den Här Inneminister, déi lescht Motioun, déi mer hei majoritairement gestëmmt hunn, huet d'Regierung opgefuerert, Etappen ze goen, an notamment eeben dat, wat am Grenzkodex virgesinn ass, déi Notifikatioun bei der Kommissioun, ze maachen. Et gouf eng Verlängerung annoncéiert. An dowéinst meng Fro un den Inneminister, ob dann elo d'Regierung schonn déi Schrëtt énnerholl huet, zu deene se sech verflucht huet hei virun der Chamber.

A wéi gesot, nach eng Kéier, mir musse bereet sinn, och hei bis op d'Äusserst ze goen an dann eebe mam Europäesche Gerichtshaff déi legal Grenzen ze zéien. Well am Moment gesi mer all Dag, dass se probéieren, dat émmer erëm e bëssem no baussen ze verschiven, wat nach machbar ass a wat legal ass. An et gëtt Zäit, dass e Land wéi Lëtzeburg sech deem entgéintetzt.

M. Claude Wiseler, Président | Villmoors merci. Dann ass d'Wuert fir den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleggen, d'Europäesch Kommissioun nennt de Schengen-Acquis – domadder mengen ech esouwuel den Traité, d'Konventioun, wéi och de Schengen-Espace – e Krounjuweel vun der europäescher Integration.

An un dësem Krounjuweel gëtt an deene leschte Joren a vu verschidde Länner scho sät iwwer zéng Joer massiv geseet. Et gëtt probéiert, all eenzelnen Zack do erauszebriechen, fir dee Krounjuweel esou moer wéi némme méiglech ze maachen.



Et erénnert ee sech haut e bëssen drun, wéi et muss viru 40 Joer gewiescht sinn, wéi de Schengen-Accord énnerschriwwé gouf. Deemools huet keen dru gegleeft, datt dee Schengen-Accord jee eng Kéier kéint Succès hunn. Et huet keen eenzege Minister sech getraut, deen Traité ze énnerschreiwen, mee et si Staatssekretären an anerer geschéckt ginn, fir en ze énnerschreiwen. Wat haut awer widderluecht ass. De Schengen-Accord ass e risege Succès gewiescht!

Milliarde vun interne Grenziwwerschreidunge gi pro Joer gemooss. Et hänkt dervun of, wéi eng Zuelen ee kuckt, mee mir schwätzé vun iergendwou ém déi zwou Milliarden EU-interne Mouvemerter pro Joer. Bal zwou Millionue Persounen ginn all Dag iwwer eng intern Grenz fir ze schaffen. Do weess Lëtzebuerg natierlech am beschten, wat dat bedeut.

Viru 15 Joer koum e Film an de Kino mam Danny Boon, „Rien à déclarer“, wou e bëssen de Geck gemaach gouf, wat géif geschéien, wann een awer vläicht erém géif Grenzen oprichten oder wat eebe geschitt, wann een d'Grenzen ofbaut. A mir hunn dat allegueren e bësse witzeg fonnt. Et konnt jo kee sech méi esou wierklech drun erénnernen, wéi et war, wéi et Grenzkontrolle gouf. Wat hätte mer geduecht, datt 15 Joer méi spéit déi Grenzkontrollen erém Realitéit géife ginn!

An ech hunn d'Gefill, datt mer där Realitéit e bësse fortlafen. Mir hunn hei en Differend mat Däitschland. Mir hunn och eventuell en Differend mat anere Länner, déi Grenzkontrolle kéinten aféieren. A fir esou Differenden ze léisen, gétt et Instanzen.

Ech deelen dem Meris Sehovic seng Analys, datt mer hei eng Verletzung vum Grenzkodex hunn. Punkt! Sou, elo hu mer déi Meenung. Däitschland huet eng aner Meenung. An ech hat awer bis elo keen heibannen héieren, deen der Meenung wär, dat wär keng Verletzung. Se hunn u sech einfach némme probéiert, dat net müssen ze thematiséieren.

Ma wann et en Differend gétt, dann hu mer u sech eng Gewaltentrennung, souguer um europäeschen Niveau, an déi Gewaltentrennung heescht Europäesche Gerichtshaff, dee praktescherweis némmen e puer Kilomeeter – net mol e puer Kilomeeter – wäit ewech um Kierchbierg steet. A wa mer deen Differend hunn, da sollte mer deen uruffen an da sollte mer do deen Differend kläre loessen. Vläicht hu mir Recht, vläicht hu si Recht. Op alle Fall hätte mer et da schwarz op wäiss.

An dofir sinn ech der Meenung, datt een déi Motioun hei sollt énnerstëtzen. An dofir wäerte mir se och matstëmmen. Villmoos merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert ass elo fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (dél Lénk) | Merci, Här President. Ech muss alt nees erém eng Kéier mat eppes ufánken, wat elo grad gesot ginn ass. Haut ass et en Attentat ginn zu München op eng Gewerkschaftsmanifestatioun vun der Gewerkschaft Verdi. Déi Gewerkschaft huet duerno een Appell gemaach: „Wannechgelift net instrumentaliséieren!“

An ech si ganz beim Här Cruchten, datt mer sollen a Gedanke bei den Affer sinn, awer et net sollen instrumentaliséieren, wat alt erém eng Kéier de Vertriebler vun der ADR versicht huet ze maachen an et an ee Kontext ze setze mat Grenzkontrollen. Dat geet net!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (dél Lénk) | Zweetens, mir hunn am November d'Diskussioun gehat, datt mer alleguer zu Schenge stinn, datt mer alleguer zu der Wichtegkeet vun den oppene Grenze stinn, der sozialer

Wichtegkeet, der mënschlecher Wichtegkeet, awer och der ekonomescher Wichtegkeet.

An dofir sinn ech bei all deenen, déi soen: „Mee mir befannen eis an engem rechtsstaatleche Raum a mer sinn hei um Niveau vum europäesche Recht.“ A wa mir alleguer der Meenung sinn, datt dat Recht violéiert ginn ass respektiv datt een Element, d'Proportionalitéit dovunner, net ginn ass – d'Proportionalitéit, dat ass d'Fro, wéi eng Mëttelen agesat ginn, fir wéi en Zil ze errechen –, mee da musse mer versichen, dat Recht op eng demokratesch, ziviliséiert Aart a Weis geltend ze maachen. An dat ass eeben déi Demarche, déi an déser Motioun proposéiert gétt. An dofir sinn ech och ganz derfir, datt een dee Wee soll goen, well dat ass och en zivilisatoresche Wee. Et ass e Wee, dee ganz vill Länner gaange sinn, ouni datt se doduerch Hostilitéiten zu anere Länner hunn. Mee et gétt eng énnerschiddlech Appreciation an et sinn d'Gerichter, déi dat sollen tranchéieren.

An dofir warnen ech awer virun däi Pist, déi awer elo e puermol opgemaach ginn ass vun der ADR, awer och vun der CSV, fir ze kucken, fir a bilaterale Verhandlungen iergendwéi eenzel Rechter fir Lëtzebuerg erauszeschloen. Well wien dat mécht, dee schléit implizitt den Nol an an de Sarg vu Schengen. Well wa mer dat bis gemaach hunn, mee da kénnt dat nächst Land an dat nächst Land an dat nächst Land. An da maache mer just nach bilateral Accorde mat eisen Noperen oder mat deene Länner, déi mer hunn, a mer verléieren de gesamten europäesche Kader. Ech warnen intensiv virdrun, dee Wee ze goe vun de bilaterale Verhandlungen an ech plädéieren derfir, datt mer probéieren, europäescht Recht geltend ze maachen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet den Här Inneminister d'Wuert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. A merci och nach eng Kéier, datt een déi Debatt iwwer Schengen hei am héijen Haus ka feieren.

Och der Regierung hir Gedanke si bei den Affer vu München. Wat do geschitt ass, ass ganz schlëmm. An ech sinn och ganz beim Här Baum a bei all deenen anere Parteien, déi der Meenung sinn, et sollt een net en Amalgamm maachen téschent Immigration an esou engem Attentat – nenne mer et beim Numm. Ech hunn dat oft genuch hei an der Chamber gesot an och op der europäescher Bün.

Kolleeginnen a Kollegen: Schengen must be alive. D'Schengen-Oftommes feiert dëst Joer 40 Joer. A mir hätte gär, datt et eng Feier gétt a keng Trauerfeier. Et däerde keng Grenze méi an de Käpp vun de Leit entstoen. D'Grenzen am Schenge-Raum däarf een am Fong just nach um Navi vum Auto gesinn an net méi am Häierz an an der Sél vun engem Europäer spieren.

Mir alleguer si Schengen, mir si keng Grenzregioun, mee mir sinn eng Groussregioun. An de Jean Monnet sot et: „Nous ne coalisons pas des États, nous unissons des hommes.“

Dir wësst et, an ech ginn net méi an d'Detailer, iwwer 230.000 Frontaliere kommen all Dag op Lëtzebuerg schaffen. A mir brauchen all déi Leit an deene verschiddene Secteuren, wichtige Secteuren, wéi am Domaine hospitalier, an der Finanzplaz oder an anere Secteuren, all déi Frontalier, wat d'ailleurs net némmen émmer just Ressortissanten aus deene Länner sinn, mee énner anerem och Lëtzebuerg, déi all Dag aus der Groussregioun heihinner schaffe kommen.

D'Anhale vum Schengen-Oftommes ass fir dës Regierung eng Prioritéit. An ech soen et nach eng Kéier: Mir fuerderen oppe Bannegrenzen an d'Ofschéierung vun de Baussegrenzen!

An ech hat gëschter eng Entrevue mam Kommissär Serafin, deen énner anerem zoustännig ass fir de Budget, an hunn em dat och nach eng Kéier wierklich kloer matgedeelt. An ech hat d'Impressioun, datt den Här Serafin, deen och aus enger Grenzregioun a Pole kénnt, dee Message verstanen huet.

A fir op dem Här Sehovic seng Froen ze äntworten: Jo, Dir hat an der leschter Motioun hei an der Chamber der Regierung eng Rei Iddien, Aufgabe mat op de Wee ginn. A mir hunn déi och erfëllt. Mir hu juristesches gekuckt, wat ee ka maachen. A mir kommen zur Schlussfollgerung, datt mer wäerte bei der Kommission reklaméieren.

Ech krut gëschter de Bréif vun der SPD-Inneministesch, datt déi Kontrollen nach eng Kéier verlängert ginn. Dee Bréif ass net némmen u Lëtzebuerg gaangen, mee un all d'Staaten, déi mat Däitschland eng Grenz hunn. A mir si juristesches zur Konklusioun komm, datt mir do wäerte reklaméieren. Dat ass juristesches a politesch e ganz seriösen Akt, wa mir als Land bei der Europäescher Kommission par rapport zu engem Memberstaat, wat och nach en Noperschaftsland ass, reklaméieren.

Mir sinn der Meenung, datt dat Argument vun der illegaler Immigration juristesches opgrond vum Schenge-Kodex net richteg ass. Do kann een opgrond vun enger Rei Evenementer temporär Kontrolle maachen, mee keng permanent Kontrollen.

D'ailleurs, Frankräich mécht och Kontrollen. Dat huet nach keen hei zu Lëtzebuerg gemierkt, well se net op den Autobunne sinn, well se och net op engem Point fixe sinn, mee well se de façons volatiles op verschidde Stroosse sinn, wat vun der Logik hier menger Meenung no och méi richteg ass. Well wann s de permanent op engem fixe Punkt Kontrolle méchs, da kritt och dee leschten Häipi et mat an da gétt einfach iwwer eng aner Bréck gefuer wéi déi op den Autobunnen oder d'Brécken, wou déi Kontrollen da fix installéiert sinn.

Mir hunn och zu Bréissel eis organiséiert mat „likeminded“ Memberstaaten, wéi dat esou schéin op Lëtzebuergesch heesch, déi och der Meenung sinn, datt ee keng Kontrollen am Schenge-Raum soll maachen. An do gétt um Beamtniveau oft zesummen diskutéiert.

A jo, ech kann och nach eng Kéier confirméieren, datt mer weider bei den däitschen Autoritéiten interveniéieren. Ech hunn et fir d'lescht nach viru knapps 14 Deeg zu Warschau gemaach. Ech hunn zum Beispill och elo rezent an der däitscher Press gelies, datt d'Ministerpresidentin aus dem Saarland, d'Madamm Rehlinger, SPD – däi gétt jo eng grouss Zukunft zu Berlin virausgesot – sech och ganz kloer öffentlech géint déi Kontrolle geäussert huet. An ech hoffen dann, datt, egal wien dann do an der Regierung herno an Däitschland sëtz – well mir brauchen egal wéi do eng stabill Regierung, dat ass och wichtig fir Europa –, mer dann erém mat de Féiss op de Buedem zréckkommen.

Dofir kann ech haut hei nach eng Kéier ganz kloer soen, datt déise Mount wäert eng schrëftlech Reklamatioun erausgoe vun der Regierung bei d'EU-Kommission, wou mer soen, datt dat Argument vun der illegaler Immigration juristesches eiser Meenung no net richteg ass, d'autant plus, well opgrond vun däi Politick, déi zurzäit richtegerweis gemaach gétt, fir d'illegal Immigration zu bekämpfen, d'illegal Immigration zum Deel zréckgaang ass. Dat ass e Fakt. D'Chiffere weisen dat. Eis Chifferen hei zu Lëtzebuerg



weisen dat, d'Chifferen um europäeschen Niveau weisen dat. Wann ech d'Chiffere vun Däitschland liesen an der Press, ass och do d'illegal Immigratioun zréckgaang.

Da muss d'Kommissioun analyséieren: Wat hunn déi Kontrolle bruecht a waren déi Kontrolle proportionell? Well némme wann déi Analys gemaach ginn ass, kann am Fong eng Reconductioun vun deene Kontrolle le cas échéant gemaach ginn.

A mir wäerten an deem Bréif d'Kommissioun och froen, datt se hei op den Terrain dat konkreet analysiere kénnt. Dat ass d'Position vun der Lëtzebuerger Regierung.

Gleeff mer, an der Regierung sétzen némmen euro-päesch iwwerzeugt Ministeren. Europa brauch e staarkt Lëtzebuerg an e staarkt Lëtzebuerg brauch e staarkt Europa! Dofir fanne mer déi Motioun elo net gutt, well e Recours beim Europäesche Gerichtshaff gefuerdert gëtt.

Ech soen Iech och einfach, an der Praxis bréngt et náisch! Well bis dee Recours dann eventuell beim Gericht verhandelt an en Urteel gespräch gëtt, da si méi wéi dräi Joer eriwwer. A laut Schenge-Kodex kénnen déi Kontrolle souwissou net méi wéi eng Gesamt-durée vun dräi Joer hunn, dräi Joer dauerent, soudatt et dann an deem Fall och Moutarde après dñer ass.

Mee gleeff mer, d'Engagement vun der Regierung fir „Schengen alive“ ass ginn a wäert bleiwen!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Minister. Dann hunn ech nach zwou Froen. Dir huelt déi un. Den Här Clement an dann den Här Sehovic.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Minister fir d'Erklärungen.

De Minister huet elo erkläert, datt d'Regierung keng Plainte wéilt maachen, well no dräi Joer automatesch den Delai souwissou iwwerschratt wär. Elo ass et awer esou, datt énner anererem d'„Deutsche Welle“, déi Iech och zitiert huet, am nämmliechten Artikel schreift, datt et verschidde Grenzkontrollen – elo net déi zwéischent Lëtzebuerg an Däitschland, mee anerer an der EU – scho sät iwwer zéng Joer gëtt an och do nach émmer náisch geschitt ass.

Dat heesch, wa mir elo soen, mir waarden, bis Däitschland vläicht dräi Joer laang Grenzkontrolle gemaach huet, éier mer dergéint virginn, well dann den Delai iwwerschratt ass, da verléiere mer u sech just Zäit. Dat heesch, ech verstinn net ganz, wéi dat d'Argument ass, fir net elo déi Plainte ze maachen. A wa se se dann ophiewen, da kann een nach émmer d'Plainte zréckzéien.

Dofir vläicht eng Erklärung, wéi Der dat gesitt, a virun allem, ob Der wësst, wéi eng Länner da scho sät méi wéi dräi Joer Verletzunge géint de Grenzkodex maachen.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also, ech weess elo net, wéi eng Länner méi laang wéi dräi Joer géingen eng Verletzung maachen, mee d'Legislatioun huet changéiert. De Schenge-Kodex ass 2024 reforméiert ginn a seet ganz kloer, an dat ass d'Differenz par rapport zur Legislatioun virdrun, datt wa Kontrolle sinn, se net méi laang wéi dräi Joer därfen dauerent.

M. Claude Wiseler, Président | Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, dat Argument vun der Dauer vun engem Gerichtsprozess ass Mumpitz, fir et mol éierlech ze soen! Och den Europäesche Gerichtshaff kennt eng Procédure accélérée. Dat ka vu béide Säite gefrot ginn. D'Cour ka se och selwer decidéieren. Bon, kommt, mir ginn net an den Detail do.

Meng Interpretatioun ass ganz einfach: Dir maacht heibannen, heiheem gären op Big Boys an dann uewen um grousse Parquet pisst Der awer da mat deene klengen Hénn! Dir traut Iech net esou rich-teg, ...

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Meris Sehovic (déi gréng) | An dat ass ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, Här Sehovic!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Entschöllegt.

An dann hätt ech awer eng Fro, well et war nach eng Informatioun, déi ech awer interessant fannen. Dir hutt gesot, Dir hätt eng „like-minded coalition“ op europäeschem Plang. Do wollt ech awer nofroen, wéi eng Länner do derbäi wieren.

Merci.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et si 16 Länner. Ech hunn elo d'Léscht net hei. Also, et ass bal ... Pole wäert och nach derbäikommen.

Just, ech sinn net d'accord, wat Der juristesch gesot hutt, well ech muss Iech do awer da leider beléieren.

Une voix | A!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dat wier e Recours, ...

(Brouhaha)

... dat wier e Recours en manquement, an do gëtt et keng Procédure accélérée.

A bei dem Europäesche Gerichtshaff sinn et bis elo och just zéng Procédures en manquement ginn téschent Staaten. Recours en manquement vun der Kommissioun géint e Staat, där gëtt et der jo méi oft, mee bis elo sinn et just zéng Recours en manquement vu Staate ginn, an dat ass eng Prozedur, wou keng Procédure accélérée virgesinn ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Innem-nister. Ech hunn nach eng Fro vum Här Keup an da komme mer zum Schluss.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, villmoors merci, Här Presi-dent. Et ass och net direkt eng Fro. Et ass einfach e bëssen eng Feststellung.

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup ...

M. Fred Keup (ADR) | Parole après ministre. Parole après ministre.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, mee hei si mer net an engem Debat. Hei si mer bei der Motioun, do-fir ...

M. Fred Keup (ADR) | Jo, da stellen ech eng Fro.

(Hilarité)

Da maache mer et sou.

M. Claude Wiseler, Président | Da stellt eng ganz kuerz Fro. Wannechgelift, Dir därfert awer och net de Geck mat eis maachen.

M. Fred Keup (ADR) | Ech sinn och ganz kuerz. Et ass jo awer esou, dass Dir gesot hutt, dass d'Grenzen net méi zu eisem Bild hei gehéiere sollen. A mir sinn eis do jo alleguer eens, dass dat esou hei ass op de lëtzebuergesche Grenzen. Mir sollten awer hei net vergiessen, wat de Schenge-Raum ass. De Schenge-Raum ass bannen oppe Grenzen an no baussen zoue Grenzen. Dat nennt een ... Zum Deel gëtt Schenge be-notzt als Synonym zu „Festung Europa“.

M. Claude Wiseler, Président | Wat ass Är Fro?

M. Fred Keup (ADR) | A meng Fro ass: Sidd Der da gewëllt, wierklich derfir ze suergen, dass d'Bausse-grenze vun Europa esou zou sinn, wéi de Schengen-Accord dat virgesäßt?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also wann Der gutt nogelauscht hutt, dann hutt Der héieren, datt ech gesot hunn, datt d'Baussegrenze müssen effektiv kontrolléiert ginn. Kee Land mécht sang Grenze komplett zou, ausser vläicht den amerika-nesche President. Well wann Der komplett zouraacht, dann hutt Der aner Problemer. All Land ass op en anert Land ugewisent, sief et reng mënschlech, sief et wirt-schaftlech, sief et aus anere Grénn. Mee wat muss ver-hennert ginn, ass, datt Leit, an dësem Fall vu baussen, an d'EÜ, an den Espace Schengen erakommen, déi do náischt verluer hunn. An ech hunn et oft genuch gesot, hei op der Chamberstribün wéi och dobaussen, wann ech Interviewe ginn hunn: Mir mussen den Asylpakt konsequenter émsetzen. Lëtzebuerg ass amgaang, dat ze maachen. A mir mussen och besonesch déi Instrumenter, déi mer haut hunn, all déi euro-päesch Schenge-Systemer – sief et Visa kontrolléieren, sief et den SIS, den Entry-Exit-System an och eis euro-päesch Visa-Politick – iwwerdenken. Dat sinn d'Instrumenter, déi do sinn, fir d'Baussegrenzen effektiv kénnen ze kontrolléieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Ech wollt als Au-teur vun der Motioun nach Stellung huelen zu den ... Ech hu keng Fro un Iech, Här Minister.

M. Claude Wiseler, Président | Am Prinzip ass den Debat zwar ofgeschloss, Här Cruchten. Mir kénnen net de ganzen Tour elo nach eng Kéier ufänken.

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Also ech hu mer extra zwou Minute gehalen, well ech der Meenung war, dass en Auteur vun enger Motioun awer nach kéint reagéieren op dat, wat déi aner Fraktiounen hei gesot hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Kuerz.

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Dofir hat ech mer wierklich zwou Minute gehalen. Ech maachen et ...

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Kuerz.

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Jo, ech maachen et net ze laang. Ech wollt dem Minister fir d'allér-éisch soen, dass ech em op kee Fall wéll virwerfen, dass e sech net wéilt asetze fir Schengen. Dat wär falsch, well mir wéissen, dass dat ém um Häerz läit. Ech mengen awer, wann ech awer esou héieren, aus wat fir enge Grénn mer elo hei déi Motioun net sollte stëmmen, da wonnert dat mech e bëssen.

Ech wéll fir d'éischt emol soen, dass et gutt ass, dass d'Regierung eigentlech dat elo émsetzt, wat an däri Motioun vum November gefuerdert gouf, námlech dass soll reklaméiert gi bei der Kommissioun an dass soll eng Koalitioun gesicht gi mat Länner, déi och concernéiert sinn, fir zesumme vläicht méi Poids ze hunn. Mir mengen eeben, dass et domadder elo net méi duergeet, wa mer héieren, dass et net méi einfach Kontrolle sinn, mee dass d'Kontrolle verlängert ginn, intensifiéiert ginn, ausgedeent ginn an och nach permanent solle sinn. Da si mer an engem anere Moment. An dofir si mer der Meenung, dass et mat deem léiwen Dialog mat eisen Noperen, mat deene mer gradesou frou si wéi Dir, net méi duergeet an dass mer musse leider op dat Instrument zréckgräifen, wat mer eeben dofir an der Europäescher Unioun hunn, an dat ass d'Cour de justice.

A wa mer Angscht hätten, dass Lëtzebuerg dat net géif gutt zu Gesicht stoen: Ech mengen, dass



jiddwereen an Europa Versteedemech dofir hätt. Lëtzebuerg als Grënnungsmember vun der Europäischer Unioun an als Grënnungsmember oder Grënnungssignataire vum Schengener Accord a Lëtzebuerg als Heemechtsland vu Schengen ... Ech mengen, dat géif jiddweree verstoen. An ech wéilt zum Schluss just soen, wa kee sech wiert, da ginn déi Grenzkontrollen émmer erém verlängert. Wa kee sech wiert, da ginn aus temporäre Grenzkontrolle permanenter, a wa kee sech wiert, da gëtt et émmer méi däi Grenzkontrollen an Europa an dann ass Schenge just nach fir an de Musée.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Domat wären dann d'Wuertmeldungen all erleedegt a mir géifen zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op.

Jo, ech hunn ... Ok, ech probéieren. Mer probéieren nach eng Kéier, ob den Ordinateur da geet hei.

(Hilarité)

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass domadder ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidor ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

5. Ordre du jour

An da wollt ech, éier mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, nach proposéieren, datt mer déi Motioun, déi d'Madamme Bofferding am Ufank vun der Sessioun hei deposéiert huet, als leschte Punkt op den Ordre du jour huelen, wann der domat d'accord sidd.

(Assentiment)

Dann ass dat esou akzeptéiert an da komme mer zum nächste Punkt.

6. 8430 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2019 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 2016/1624

Als drëtte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut steet de Projet de loi 8430, d'Émsetze vun engem europäesche Reglement, dat d'Tâche vun de Membere vun der Frontex-Ekipp encadréiert. Et ass e Riedemodell avec rapport et sans débat. D'Rapportrice huet 5 Minuten, d'Regierung eventuell 5 Minuten. An d'Madam Stéphanie Weydert als Rapportrice huet d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, mat désem Gesetzestext gi verschidden Dispositiounen vum EU-Reglement Nummer 2019/1896 vum Europaparlament an dem Conseil vum 13. November 2019 iwwert d'europäesch Grenzen- a Küstewuecht am lëtzebuergesche Recht verankert.

Dir wësst, EU-Reglementer appliziere sech direkt an alle Memberländer, nodeems se a Kraft getruede sinn, an dat ouni datt e Gesetz an de Memberländer néideg ass. Hei hu mer jo awer iwwerhaapt kee legale Kader zu Lëtzebuerg, soudatt mer dee mat désem Gesetz wäerte schafen.

D'Europäesch Agence fir Grenz- a Küstewuecht, allgemeng als Frontex bekannt, helleft den EU-Memberstaaten, déi operationell Aspekter vun der Gestioun vun de Baussegrenze vun der Europäescher Unioun ze organiséieren, an dat mat gemeinsamen Operationen a schnellen Interventiounen, dem Echange vun Daten a mat Risikoanalysen. Dat geschitt awer och iwwert den Opbau vu Relatiounen mat Drëttstaaten an d'Reckféierung vu Mënschen, déi vun engen Réckféierungentscheidung betraff sinn. Déi besot Veruerdnung ziilt och dorop of, datt Frontex e permanente Contingent u Personal kritt, fir all dës wichteg a villfälte Aufgaben ze erfëllen.

D'Veruerdnung huet zwee Ziler. Éischent geet et drëm, d'Mandat vun der Frontex ze stäärken, fir datt d'Baussegrenze vun der EU méi effikass kënne geréiert ginn, wat schonn zénter ville Joren e wichtige Sujet ass. Et geet och drëms, d'Reckféierung vu Mënsche besser ze organiséieren a méi effikass ze maachen, an dat am volle Respekt vun hire Grondrechter. D'Zil vun der Politick vun der Europäescher Unioun am Beräich vun der Gestioun vun de Baussegrenzen ass et, eng intégréiert europäesch Grenzgestioun op nationalem an op EU-Niveau auszeschaffen an émzeseten. Dést ass de Pendant vun der fräier Beweegung vun de Persounen innerhalb vun der Europäescher Unioun an dem Schenge-Raum an e fundamental Element am Beräich vun der Fräiheit, der Sécherheit an der Justiz.

Dat zweit Zil vun der Veruerdnung ass, d'Europäesch Unioun op migratoresch Erausfuerderungen an op méiglech zukünfte Problemer a Bedrounguen un de Baussegrenze virzebereeden. Dést geschitt énner annerem duerch d'Schafung vun engem permanente Contingent vun der Frontex. D'Veruerdnung erméigleicht et der Frontex, op Ufro vun de Memberstaaten hir Agenten direkt un d'Baussegrenze vum ufroende Memberstaat ze schécken. Eis fräi Zirkulation um Schenge-Raum ass just méiglech duerch déi effikass Gestioun vun de Baussegrenzen, an dat souwuel um nationale wéi och um EU-Niveau. Nëmmen duerch

geséchert Baussegrenze kënne mer an der EU eis Sécherheet an eis Fräiheit garantéieren. D'Veruerdnung dréit soumat zur Detektion, Preventioun a Bekämpfung vun der grenziwerschreidender Kriminalitéit un de Baussegrenze bai a suergt esou fir en héijen Niveau vu bannenzeger Sécherheet.

De Gesetzesprojet, ém deen et haut geet, soll d'Missionen an d'Aufgaben encadréieren, déi d'Membere vun den Ekippe vu Frontex zu Lëtzebuerg an der Eenheet vun der Police um Flughafen an der Direction générale de l'immigration hunn. Zu Lëtzebuerg wäerten d'Membere vun de Frontex-Ekippen ausschlisslech an der Gestioun an an der Kontroll vun de Baussegrenzen oder an der Énnerstëtzung am Beräich vun der Réckféierungen agesat ginn, wuel wëssend, dass de Findel eis eenzeg EU-Baussegrenz ass. Si féieren hir Aufgaben némmen op Instruktions vun der Presenz vun engem Member vum Policekader vun der Policeeenheit um Flughafen oder vun den Agenten aus der Direction générale de l'immigration aus.

De Gesetzesprojet reegelt och den Zugang vun de Membere vun der Frontex-Ekipp zu den nationalen, europäischen an internationales Datebanken, deenen hir Consultatioun fir d'Ausfierung vun de Missionen an den Aufgaben néideg ass. D'Artikle 84 a 85 vun der Europäescher Veruerdnung reegelen d'zivill a strofrechtlech Verantwortung vun deene Frontex-Leit, déi dann hei zu Lëtzebuerg am Asaz sinn.

De Gesetzesprojet gouf den 30. Juli d'lescht Joer vum Inneminister deposéiert an den 12. September an déi zoustänneg Interieurskommission verwisen. Just de Staatsrot huet den 12. November 2024 en Avis zum Text ofginn, huet désen approuvéiert, an dat mat e puer klengen textuellen a legisteschen Émformuléierungen. Den zoustännege Minister huet dunn de Gesetzesprojet den 8. Januar dëst Joer an der Chamberskommission presentéiert a bei däi Geleeënheit huet d'Kommission och den Avis vum Staatsrot analyséiert. An der Sétzung vun der Interieurskommission vum 5. Februar gouf ech zum Reporter vum Gesetzesprojet ernannt an an der selwechter Sétzung gouf mäi schrifftleche Rapport unanime ugeholl. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrifftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Weydert als Rapportrice villmoors Merci fir de schrifftlechen a fir de miéndleche Rapport.

Dat hei ass e Riedemodell avec rapport et sans débat. Ech gesinn, datt d'Regierung och net méi wëll d'Wuert huelen.

Da wäre mer um Schluss vun dëser Diskussioun ukomm a mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8430 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8430².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8430 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An domat ass de Vott dann ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 57 Jo-Stëmmen bei 3 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 57 Jo-Stëmme géint 3 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8430 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy



Arendt épouse Kemp), Mme Françoise Kemp (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par M. Charles Weiler), Nathalie Morgenhaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claire Delcourt), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidorci ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. 8253 – Projet de loi relative aux fiches d'hébergement et portant modification de :

1^o la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'Etat ;

2^o la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8253 iwwer eng Verbesserung vum System vun de Fiches d'hébergement fir Reesender. D'Riedezaït ass nom Basismodell festgeluecht: D'Rapportrice huet 10 Minuten, déi eenzel Fraktiouen a Sensibilité 5, d'Regierung 10. Ageschriwwen si schonn: den Här Ricardo Marques, den Här Claude Haagen, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8253 huet als Zil, de System vun de Fiches d'hébergement vun de Reesenden an den Iwwernuechtungssetablissementer wéi Hoteller, Campingen oder Jugendherbergen ze modernisieren.

Déi aktuell Reegelung, déi zanter 1929 a Krafft ass, verpflicht d'Établissements d'hébergement collectifs gradewéi déi touristesch a privat Hebergementer, e Gäschtergëster ze féieren an dësen un d'Police weiderzeleeden.

Laut dem Schengener Ofkommes sinn all d'Länner an der EU dozou verpflicht, verschidde Prozeduren en place ze setzen, fir all Ausläänner aus der EU oder aus Pays tiers, deen an enger touristescher Ênnerbréngungstruktur logiéiert, seng Identitéit ze préiwen, wéi och eng Fiche de déclaration auszeféllen.

Laut dem europäesche Reglement 692/2011 iwwert d'touristesches Statistiken, ass de Staat och dozou verpflicht, Eurostat verschidden Donnéeën iwwert d'Frequentatioun vun den Iwwernuechtungsstrukturen zu Lëtzebuerg ze iwwermëttelen.

Aktuell ginn dës Fichen nach um Pabeier ausgefellt an um Terrain gesät, dass se dacks net oder deelweis net richtig ausgefellt ginn oder net séier genuch weidergeleet ginn.

D'Geranté vun den Iwwernuechtungsstrukture be schwéiere sech och schonn zanter méi Laangem dorriwwer, dass d'Gestioun vun all dése Fichen einfach eng ze grouss Charge administrative mat sech bréngt.

An deem Senn soll dësen Text virun allem d'Effikasitét an d'Modernisierung vum aktuelle System vun de Fiches d'hébergement verbesseren. Heiduerch soll d'Sécherheet gestärkt ginn, well d'Police bei Bedarf d'Date méi effikass notze kann an de Statec soll och besser Statistiken zum Tourismus erstelle können.

Den Traitement an de Schutz vun de perséinlechen Donnéeë gehéieren hei zur héchster Prioritéit.

Här President, d'Haaptänderungen, déi mam virleidiende Projet de loi virgeholl ginn, si follgend:

Den Ament muss just den Haaptreesende vun engem Grupp eng Fiche d'hébergement ausfëllen. Dat heescht, dass aktuell och bei engem gréissere Grupp vun 20 bis 30 Leit just eng Persoun muss indiquéiert ginn. Esou ass et zimmlech schwéier, representativ Statistiken op d'Been ze stellen, an och a punkto Sécherheet stellt dëst eng Lacune duer. Mat dem neie Gesetzestext muss elo all Persoun, déi iwwer 15 Joer huet, eng Fiche d'hébergement ausfëllen.

Fir d'Gestioun vun all dése Fichen ze vereinfachen, gouf eng Applikatioun entwéckelt, fir d'Fichen an Zukunft méi séier a virun allem digital, dat heescht net méi op Pabeier, auszeféllen.

De System ass méi séier, notammt well déi nei Carte-d'identitéen op der Récksäit e Code hunn, dee vum Handy, engem Tablet, engem Computer ka geleys ginn an automatesch d'Donnéen op där rich-teger Plaz vun der Fiche ausfëllt, déi dann digital vum Client énnerschriwwen gëtt.

D'Touristen hu mam neie System awer och d'Méig-lechkeet, d'Fiche d'hébergement schonn am Virfeld vun hirer Rees online auszeféllen a se dann de Moment, wa se ukommen, ze énnerschreiven, fir ze ver-hënneren, datt sech beim Check-in laang Schlaange bilden.

Nodeems d'Fichen énnerschriwwen an ausgefellt gi sinn, gi se un en zentraliséierte Fichier énnert der Autoritéit vum Wirtschaftsministère (veuillez lire: Tourismusministère) geschéckt. Fir de Schutz vu perséinlechen Donnéeën ze garantéieren, kritt d'Police wéi och de Service de renseignement just Accès op dése Fichier, wann dësen am Kader vun engem Dossier pé-nal gefrot ass.

Am aktuelle Gesetz ass et nach esou, dass d'Fiches d'hébergement némmen 72 Stonne laang conser-véiert ginn. No désem Delai ass et deemno aktuell schwéier fir d'Police, den Openthalte vun enger ver-dächteger Persoun ze ermëttelen.

Mat dem neie Gesetz bleiben d'Donnéen sechs Méint laang am zentraliséierte Fichier gespächert, ier se automatesch an och definitiv aus dem Regéster geläsch ginn.

Den neien Text gesät dann och Sanktioune vir, wann ee keng Fiche d'hébergement ausfëllt oder déi néideg Informatiounen ze spéit an deen dofir bestëmmte Fichier weidergeleet ginn. D'Delaie sinn

déi follgend: Et huet ee 24 Stonnen Zäit, fir iwwert déi nei informatesch Applikatioun d'Fichen un de Ministère de l'Économie ze iwwermëttelen, a fénnef Deeg, fir verschidden Informatiounen un de Statec weiderzeginn.

Souwuel dat digitaalt Ausfälle vun de Fiches d'hébergement wéi och d'Iwwermëtteli vun dése setzt viraus, dass d'Hebergementsstrukture mat der néideger Hardware a Software ausgerüst sinn.

Dozou huet de Minister an der Kommissioun ugeknegt, dass déi kleng a métteilstännesch Betriber am Kader vum Programm „SME Packages – Digital“ solle begleit ginn, sief dat finanziell oder materiell, fir sech dat néidegt informatesch Ekipement unzeschafe respektiv op eng technesch Assistenz oder eng Formation initiale zréckzegräifen.

Här President, Kolleginnen a Kolleegen, d'Ekonomiekommissioun krut zu désem Gesetzesprojet sechs Avisen eran, jeeweils zwee Avise vum Staatsrot, der Chambre de Commerce an der CNPD.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis e puer Opposition-formell gemaach. De Staatsrot huet énner anerem a Fro gestallt, dass d'Fichë vun all Reesenden émmer automatesch un d'Police an den Noriichten-déngscts iwwermëttelt ginn, wat zu enger genereller an oncibléierter Surveillance féiere kéint.

D'Kommissioun huet dem Staatsrot senge Remarken an den Amendementer vum Text dann och Rechnung gedroen.

Am Avis complémentaire vum Staatsrot konnten alle guerten d'Oppositions formelles opgehewe ginn. An hirem Avis complémentaire énnersträicht déi héich Kierschaft, dass duerch déi verschidden Amendementer och déi privat Date vun de Reesende besser geschützt ginn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem éischten Avis d'Beméunge begréisst, fir de Prozess vun den Umeldungen ze vereinfachen an ze digitaliséieren. Si énnerstézt virun allem d'Mise en place vun enger gratis Applikatioun fir d'Transmissioun vun de Fichen.

D'Chambre de Commerce hat allerdéngs Bedenken, dass déi administrativ Charge nach émmer ze héich ass, an huet gefuerert, dass eng Umeldung pro Famill duergoe sollt. D'Handelskummer hat och, wéi de Staatsrot, déi automatesch Transmissioun vun den Donnéeën un d'Police an un de Statec a Fro gestallt.

An hirem Avis complémentaire huet dann och d'Handelskummer begréisst, dass verschidde vun hire Remarken duerch d'Amendementer an dése Gesetzestext agefloss sinn. Si huet awer nach émmer Kritik stoe gelooss – déi, déi ech virdru genannt hunn –, awer och, dass d'Sanktiounen an désem Projet ze héich wären.

Am Avis vun der CNPD huet dës haapsächlech fir Bedenken ausgedréckt, well de Gesetzestext ugangs déi systematesch Transmissioun vun den Donnéeën un d'Police virgesinn huet. D'CNPD huet dobäi énnerstrach, dass d'Recht op Privatliewen émmer misst respektéiert ginn an et net dierft zu enger oncibléierter Surveillance kommen. D'CNPD huet awer d'Reduktion vun der Konservéierungsdauer vun de Fichë vun zwielef op sechs Méint begréisst.

An hirem Avis complémentaire huet d'CNPD dann och den Encadrement vum Accès vun der Police a vun dem Service de renseignement op d'Fichë begréisst, huet awer weiderhin énnerstrach, wat déi zentraliséiert Gestioune vum Fichier d'hébergement ugeet, dass ee misst oppassen, dass d'Privatliewe vun all Eenzellen hei géif respektéiert ginn.



Fir all weider Detailer zum Fong vun dësem Projet de loi an och zu de sechs Avisen, déi mer erakruten, verweisen ech op mäi schrifftleche Rapport. An ech géif dann heimadder och den Accord zu dësem Projet de loi vun der Fraktioune vun der Demokratescher Partei ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Hartmann, fir Åre schrifftlechen a fir Åre mëndleche Rapport.

An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Ricardo Marques. Här Marques.

Discussion générale

M. Ricardo Marques (CSV) | Merci, Här President. An dësem Projet de loi geet et drëm, d'Fiche-d'hébergementen, déi d'Gäsch an eisen Hoteller a Jugendherbergen oder Gîtes touristiques mussen ausfüllen, ze digitaliséieren an hiert Fortschécken ze vereinfachen. Wat am Prinzip wéi eng einfach Aufgab kléngt, ass an der Réalitéit awer méi komplex. Komplex, well eng ganz Rei Acteuren involviert sinn, déi ganz énnerschiddelech Interessien a Prioritéiten hunn. Mat deene Fiché gi vill Informatiounen an Donnée gesammelt an dést fir multipel Zwecker.

Fir d'éischt den Exploitant vun enger Structure d'hébergement. Dee wéll wëssen, wie seng Gäscht sinn. Den Hotelier wéll dem Client en onkompliziéierten Check-in erméiglen, fir dee beschtméigleche Service ze bidden. An den Hotelier wéll och senge Flichten, wéi en dës Date stockéiert an iwwermëttelt, esou onkompliziéiert an esou mann zäitopwänneg wéi méiglech nokommen.

D'Police huet en Usproch op dës Donnéeën, fir am Kader vun hiren Ermëtlunge kennen nozevollzéien, wie sech wéini an eisem Land opgehalen huet. Ausserdeem ass et eng Verpflichtung am Kader vum Accord de Schengen, dës Donnéeën ofzeruffen. Bei Leit, déi an engem Hotel iwwernuechten, gëtt dës Informatioun iwwert déi Fiche d'hébergement gesammelt an iwwermëttelt.

Och de Statec wéll wëssen, wéi vill Leit hei am Land an engem Hotel oder an enger Jugendherberg iwwernuechten, fir déi relevant Statistiken ze erstellen. Dës ginn eis eng Iddi, wéi den Tourismus sech hei am Land entwéckelt a wat dëse Secteur ausmécht. Mat dësen Donnée kann d'Politick dann déi richteg Jalone setzen. Ausserdeem sammelt Eurostat d'Daten an d'EU-Memberstaaten hu sech dozou verflicht, se och ze liwweren.

An net ze vergiessen de Gaascht, deen no senger Urees dës Formalitéit esou séier wéi méiglech hannert sech wéll bréngen, fir zum Beispill op därischter Etapp vum Mullerthal Trail lassztréppelen, deen awer och gären hätt, dass seng perséinlech Donnée richteg traitéiert ginn.

Dowéinst huet d'CNPD sech dëse Gesetzestext ugekuckt an eng ganz Rei Verbesserungsvirschléi gemaach, fir datt d'Dateschutzreglementatioun och besser respektéiert gëtt. Am Esprit vun der Dateschutzreglementatioun war et der CNPD och wichteg, dass némmen déi Donnée gesammelt ginn, déi néideg sinn, an datt d'Acteuren, déi ech virdrun opgezielt hinn, just déi Donnée kréien, déi si fir hir Aufgab brauchen.

Och de Staatsrot huet a sengem Avis drop higewisen, datt den Traitement vun Donnéeën, virun allem den automateschen Transfert vun dësen un d'Police, net konform ass mam RGPD.

Dowéinst begrisse mir d'Léisung, déi fonnt gouf, fir d'Donnéeën op engem zentrale Fichier beim Tourismusministère unzesidelen, wou déi eenzel Acteuren dës kennen oprullen. An zwar just déi, déi se fir d'Expérîelle vun hiren Aufgabe brauchen. Dëse Komproméss ass och eng däitlech Vereinfachung fir den Exploitant, deen dës Donnéeën némmen op eng Plaz brauch ze verschécken. Hie kritt vum Staat dofir eng App zur Verfügung gestallt.

Ausserdeem huet de Wirtschaftsminister sech engagiert, eng Aide auszeschaffen, fir de Kleng- a Mëttelbetreiber aus dem Secteur énnert d'Äerm ze gräifen, fir sech mat deem néidegen informatesche Material dann ze ekipéieren.

Här President, dës Regierung ass kloer ugetrueden, fir an alle Beräicher eng Vereinfachung vun de Prozeduren erbäizefierer. Stéchwuert: Simplification administrative. De Gesetzesprojet an därf Form, wéi en deposéiert gouf, war deem Predikat net gerecht ginn. Dofir begrisse mir d'Verbesserungen, déi am Laf vun der Prozedur duerch verschidden Amendementer agefloss sinn. Domat erméigleche mir et, de Besoin vun allen Acteure gerecht ze ginn, ouni eis Betreiber aus dem Tourismussecteur ze vill ze belaaschten. An domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioune zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Marques. An dann ass d'Wuert fir den Här Claude Haagen. Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP-Fraktioune gëtt hiren Accord zu dësem Projet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ma merci, Här Haagen. D'Wuert huet elo den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Hartmann huet schonn dat meesch gesot. Mir stëmmen derfir, well hei kënnt eng administrativ Vereinfachung vum aktuelle System.

Ech wollt just zwou Saache soen.

Éischtens, eng Digitalisierung ass sénvvoll, mee wat passéiert, wann de System ausfällt oder Notzer e puer Deeg keen Internet hunn an hirem Hotel oder Camping? Ech maache mir e bësse Suergen, datt do keng Pabeiversioun am Noutfall virgesinn ass.

An dann zweetens, wéi och scho gesot gouf: D'Chambre de Commerce – ech mengen, och mam Input vu Camprilux – huet den aktuelle System kritiséiert am Verglach mam Ausland. D'Sanktiounen wären disproportionell an eis Sammlung vun Date wär och vill méi intrusiv wéi am Ausland. Mir deelen dës Suergen, mee mir wäerten de Projet awer matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déri gréng) | Merci, Här President. Ech ginn heimat den Accord vun deene Gréngen zu dësem Projet de loi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, u sech hunn ech näisch um Text auszeseten.

Et ass vläicht déi eng Fro, déi och an der Kommission net wierklech konnt derogéiert ginn: dat ass déi

Fro vun der Énnerschrëft. Ech hätt mer gewënscht, datt een eng Ouverture a Richtung eIDAS-konform digital Énnerschrëften dragehat hätt. Dat hätt a Beispill duerch Opleeë vum biometresche Pass kenne léisen. Do wären et sécher Piste ginn. Elo hu mer weiderhin déi manuscrive digitaliséiert Énnerschrëft, wat natierlich och erém nei Ekipermenter verlaangt, déi awer duerch Aidé kenne subventioniéiert ginn. Also, ech mengen, dat heiten ass nach net der Weisheit letzter Schluss, mee et ass awer e bedeutende Schrëtt an d'Zukunft, datt mer och an Zukunft déi Fiché kennen am Virus ausfëllen an net méi just um Pabeier.

A virun allem dateschutzrechtlech fannen ech et däitlech besser, datt se automatesch no sechs Méint gelässt ginn, anstatt datt iergendeen do muss manuell duerch Késchten a Késchte goen, fir dann déi sechs Méint al ze läschen oder ze schredderen. Dofir gi mir eisen Accord.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déri Lénk) | Merci, Här President. Och mir ginn eis Zoustëmmung zu dësem Text, sou wéi en iwwerschafft ginn ass, wéi en och an der Kommissioune dann iwwerschafft ginn ass. An der ursprénglecher Fassung hätte mer eis ganz, ganz schwéier domadder gedoen, notamment aus dateschutzrechtleche Grénn. De Staatsrot huet jo deementspriechend och eng Opposition formelle gemaach. Déi ass erausgeholl ginn ..., dee Passage ass èmgeännert ginn, soudatt mer elo an därf heiter Form och domadder liewe kënnten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lësch vun de Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, et ass e ganz wichtige Projet, fir virunzekommen. E Projet, iwwert dee mer schonn eng Zäitche schwätzen, well et geet hei drëm, op därf enger Säit eng Simplification administrative ze maachen. Et geet drëm, eng Digitalisatioun ze maachen. Awer virun allem geet et drëm, méi Kloerheet hei an dëse System eranzekréien, well mir wëssen, dass haut dat mat de Fichen, wou et eng Demarche op Guichet gëtt, fir déi Fiche-d'hébergementen hei auszefällen, net èmmer ganz einfach a ganz gutt fonctionéiert. Dofir hu mer ganz vill Feeler an de Fiche-d'hébergementen, wa se dann, zweetens, iwwerhaapt ausgefälilt ginn. An drëttens wölle mer also hei eng Simplification administrative maachen, wou ee véier Zorte vun Inscriptiounen ka maachen.

Éischtens, de Reesende kann am Virfeld vu sengem Voyage déi Fiche schonn ausfëllen, bevir en iwwerhaapt an den Hotel kënnt. Zweetens, wann en dohinner kënnt, da kann e ganz einfach dee Code, deen e souwuel op der Carte d'identité wéi um Pass huet, duerch en Apparat zéien, da gëtt d'Fiche automatesch ausgefälilt, eng zwou Donnéeën, dann ass se schonn ausgefälilt. Drëttens kann den Hotelier oder den Hebergeur selwer se sur place ausfëllen. Véiertens, de Reesende ka se sur place manuell an engem Programm ausfëllen, fir se dann eranzeginn, soudass ee gesäit, dass et méi einfach geet, wéi dat bis elo war, wou een also méi eng sécher Quell huet, wou och garantéiert ass, wou déi Zuelen higinn.

Well: „Firwat brauch een iwwerhaapt eng Fiche d'hébergement?“, kann ee sech d'Fro stellen. Éischtens,



fir de Statec, fir also ze gesinn, wéi vill Reesender et sinn, wéi vill Iwwernuechtungen et hei zu Lëtzebuerg gëtt, wou déi gemaach ginn, vu weem déi gemaach ginn. Zweetens, fir dass d'Police an den SRE och kënnen en Suivi maachen, wa Problemer géife bestoen. Dofir och, esou wéi d'Rapportrice et ganz genech erklärt huet, wéi laang déi solle kënne gespächert ginn, wat duerno domat geschitt a wéi se dann automatesch och kënne geläsch ginn.

Et ass also e Projet, deen op ganz villen Niveaue wichteg ass. D'Fro vun der Hëllefsstellung ass awer ganz kuerz ugeschwat ginn: Jo, et ass eng Demarche, déi scho färderdeg besteet um Guichet, déi mer also ganz ausgeschafft hunn.

Op där anerer Säit hu mer zu de Schnëttstellen, déi den Hebergeur gratis zur Verfügung gestallt kritt, awer och nach, esou wéi mer eis och an der Chamberskommissioun engagéiert hunn, eng Aide en place gesat. Eng Aide, déi iwwert den De-minimis ausbezaelt gëtt, souwuel fir d'Betriber wéi fir d'ASBLen an awer och d'Gemengen, déi allegueren d'Méiglechkeet hunn, iwwer e Voucher-System – esou e Fit 4 Digital-System am Fong – kënnen eng Aide vun 2.000 Euro ausbezaelt kréien, wa se sech wëlle konform setzen, dat heescht en iPad, e Laptop, wat och émmer kafen, et installéieren an dann och esou kënnen e Lecteur liesen an et esou kënnen en place setzen, soudass ee gesäit, dass déi Aide mat der Publikatioun vum Gesetz – dat wäert esou èm den 3. Mäerz sinn – dann och um Guichet.lu ze fanne wäert sinn. Also ab dem 3. Mäerz. Si wäert net haut de Métten drop sinn, well d'Gesetz jo eréischt en vigueur ass, wann et publizéiert ass, déi verschidden Demarchen huet. Dofir wäert et den 3. Mäerz dann en place sinn. Déi Aide wäert bis den 1. Oktober en place sinn, wou da jiddwereen d'Méiglechkeet huet, sech do konform ze setzen, fir dann déi Donnéeën esou ze kréien.

Wéi gesot, fir d'Betriber gëtt iwwert den De-minimis bei de Classes moyennes ausbezaelt. Op där anerer Säit kréien d'ASBLen, d'Gemengen iwwert den Tourismusministère, iwwert Subsiden déi Ausbezelung gemaach. Mee et ass ee Formulaire, soudass et do, wéi an allen Aiden, déi mer am Tourismusberäich hunn an an de Classes moyennes, eenheetlech, fir jiddweren d'nämmlech ass.

Ech soen en tout cas e grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung hei.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8253. Den Text stéet am Document parlementaire 8253⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8253 et dispense du second vote constitutionnel

An ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, infolgedessen keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par M. Ricardo Marques), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schauf, Marc

Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 8376 – Projet de loi portant :

1^o modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ;
2^o abrogation de la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil

Als nächste Punkt um Ordre du jour stéet de Projet de loi 8376, d'Émsetze vum EU-Reglement iwwer Produktsécherheet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, also dee selwechte Modell wéi vir-drün. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Claude Haagen, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet 8376 soll dat europäesch Reglement 2023/988 iwwert d'Sécherheet vun de Produiten an eist nationaalt Recht transposéieren. An dësem Reglement geet et dorëms, déi generell Sécherheet vu Konsumgidders ze garantéieren. Dést gëllt fir all d'Artikelen, ob se elo online oder an de Geschäfter verkauft ginn. D'Zil heivun ass haapsächlech, de Konsumenteschutz ze stäärken a gerecht Konkurrenzbedingunge fir d'Entreprisen innerhalb vun der Europäescher Unioun ze schafen, fir den europäesche Bannemaart ze stäärken.

Dést Reglement definéiert nei, kloer a prezis Kritäre fir d'Evaluatioun vun der Sécherheet vun de Produiten. Dést betréfft technesch Spezifikatiounen, d'Verpackung wéi och verschidde Charakteristiken, wann et èm d'Cybersécherheet geet. D'Produzenten, d'Importateuren, d'Distributeuren an

d'Online-Verkäfsplattformen mussen dëse Flichten no-komme fir ze garantéieren, dass némme sécher Produiten de Wee op de Maart fannen.

D'Transpositioun vun dësem EU-Reglement an dat nationaalt Gesetz soll och d'ILNAS, also d'Lëtzebuerg Institut fir Normalisatioun, Accreditatioun, Sécherheet a Qualitéit vu Produiten a Servicer, zum nationale Kontaktpunkt fir den europäesche System „Safety Gate“ designéieren, fréier och nach RAPEX genannt. Dëse Schnellwarnsystem gëtt dozou genutzt, Notifikatiounen iwwer gefeierlech Produiten, déi keng Liewensmëttel sinn, ze maachen an ze annoncéieren, wat fir eng Mesüren an deem Fall geholl ginn. Dái spezifesch Pouvoiren an Aufgaben, déi an dësem Reglement wéi och am EU-Reglement iwwert d'Maartiwverwaachung an d'Konformitéit vun de Produiten definéiert sinn, kritt d'ILNAS duerch dës Transpositioun zuugeschriwwen.

Och gesäit dëst Reglement vir, dass all Memberstaat déi néideg proportional an afschreckend Sanktiounen fir déi verschidde wirtschaftlech Acteuren en place setzt, falls se dës nei Obligationen net sollte respek téieren. Duerch dës Kontroll- a Sanktiounspouvoiren ass d'ILNAS an der Lag, Amendé vun zum Beispill 250 bis 15.000 Euro géint d'Fournisseure vun Online-Han-delsplattformen – „places de marché en ligne“, wéi et heescht – ze verhänken, déi sech net un déi definéiert Obligationen halen.

Schlussendlech ginn och nach verschidden terminolo-gesch Upassungen am Gesetz vum 4. Juli 2014 iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS gemaach, fir d'Kohärenz mat den neien Dispositiounen ze garantéieren.

Här President, léi alleguer, d'Wirtschaftskommis-sioun krut zu dësem Gesetzesprojet dräi Avisen eran. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 12. Juli 2024 keng Opposition formelle ugeschwat, mee just verschidde Prezisiounen oder Reformulatiounen virgeschloen. Dái héich Kierperschaft huet an hirem Avis complémentaire vum 10. Dezember 2024 déi parlementaresch Amendementer analyséiert, déi d'Kom-missioun als Äntwert op den éischten Avis formuléiert huet an dës begréisst.

D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 30. August 2024 eragerecht a konnt dëse Gesetzesrest approuvéieren ouni weider Remarken zum Inhalt.

Fir weider Detailer zum Fong an och den Avise ver-weiseen ech op de schrifteleche Rapport a ginn hei-madder den Accord vu menger Fraktiou zu dësem Text.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmoors merci, Här Arendt, fir Äre schriftelechen a fir Äre mëndleche Rap-port.

An d'Wuert geet elo un déi éischt ageschriwwen Ried-nerin, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Dank dem ganz detaillierte schriftelechen a mënd-leche Rapport vum Här Arendt kann ech da ganz kuerz sinn.

Fir eis als CSV ass et wichteg, dass d'Sécherheet vun de Produite garantéiert ass. An et ass och nach vill méi wichtig fir eis, doduerch, dass mer en Deel vum europäesche Bannemaart sinn a mir quasi alles importéieren, dass déi Reegelen, fir d'Sécherheet ze garantéieren, och an der EU iwwerall déi selwechte sinn. Mir begréissen, dass mat dësem Gesetzesprojet den ILNAS déi selwecht Pouvoire kritt, déi e brauch, fir dat heiten ze kontrolléieren, an dass en och



d'Méglechkeete kritt, fir ze sanktionéieren. An ech gi selbstverständlech den Accord vu menger Fraktiou.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Här Claude Haagen, et ass un Iech.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'LSAP-Fraktiou gëtt den Accord zu désem Projet de loi. Mir begréissen och, opgrond vum Bréif vum Konsumeteschesch, datt d'Reglement iwwert d'Recoursen och um Site vum ILNAS publiziert gëtt. An ech wollt de Minister awer nach froen, ob e schonn Nouvelles, Prezisiounen iwwert d'Mise en oeuvre vum Artikel 33 (4) huet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Mäi Mikro geet net méi haart. A dach, elo. Sou, mir stëmme mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ech stëmmen och mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Deem Rapport ass näischt derbäizefügen, dofir: Mir stëmmen dat mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat gesi mir geneesou.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat freet mech. Ech soen Iech villmools Merci. Domat ass d'Lësch vun de Riedner ofgeschloss.

D'Regierung wëll d'Wuert huelen. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Jo, et geet hei dorën, eebe grad déi wichtig Contrôlé vun dem Online och kënnen ze maachen. Et ass eng Direktiv, wou mer scho liicht en retard sinn, fir se émzeseten, dofir wëll ech och hei nach eng Kéier e grousse Merci soen, dass mer an der Kommissiou konnten esou gutt weiderkommen.

Et ass natierlech en direkte Lien tëschent déser Transpositioun wéi och op där anerer Säit d'Fro vum Digital Services Act, dee mer jo och amgaange sinn, an der Kommissiou ze traitiéieren. Ech mengen, dass mer grad mat där gudder Zesummenarbecht, déi mer an der EU hunn, et och fäerdegebréngen, op där enger Säit déi RAPEX-Lëschten, déi si grad ugeschwat gi sinn, an deen EU Safety Gate kënnne mat eranzehuelen, fir dass mer och do an der ganzer EU zur nämmelechter Zäit d'Informatiouen direkt kënnne matenee vergläichen, wat den Onlinehandel ugeet. Dat zesummen eeben elo mat der Protection des consommateurs ze kucken, fir och déi Informatiouen eriwwerzebréngen. Ech mengen, den Här Haagen ass kuerz dorop agaan-gen. Mir kruten nach en dernière minute, wéi de Reporter och gesot huet, an zwar de 24. Dezember nach en Avis énnert de Chréschtbeamche geluecht vun der ULC, déi nach eng Kéier eng Rétsch vu Froen opgeworf huet. Mir hunn och an der Chamberskommissiou do-riwwer geschwatt.

Eis Positioun ass ganz kloer: Mir sinn am Echange mat der ULC. Mir deelen déi Appreciatiouen, dass mer mussen esou breit wéi méglech och déi verschid-den Informatioune weiderginn. Dofir hu mer och en

Accord, dass mer et wäerten um Internet nach eng Kéier méi breet weisen. Parallel dozou schaffe mer mat der Kommissiou zesummen, wou mer nach eng Kéier froen, ob mer wierklech dee Passage do nach musse preziséieren am Text.

Wann dat esou ass, da wäerte mer dat och maachen. Mir mengen, dass dat net muss gemaach ginn. Mir froen awer nach eng Kéier no. Mee fir déi Transpositioun hei net a Gefor ze setzen, si mer frou, dass den Text esou ka gestëmmt ginn, mee et gëtt d'Vërspreiche vun der Regierung, dass mer nach eng Kéier zréckkommen, wann et muss gemaach ginn. Et ass am Interêt vum Text.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss a mir géif zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8376 kommen. Den Text stéet am Document parlementaire 8376⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8376 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp (par M. Maurice Bauer), MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par M. Ricardo Marques), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidor ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy (par Mme Alexandra Schoos), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Question élargie n° 32 de M. Laurent Mosar au sujet du secteur de la sidérurgie

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass déi erweidert Fro Nummer 32 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Stolindustrie. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minuten Zäit fir seng Haaptfro a seng Zousazfro, an d'Regierung huet 10 Minuten Zäit fir ze äntwerfen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President, l'éíf Kolleginen a Kollegen, wäert et an Zukunft nach e Stolwierk an Europa ginn? Dës Fro huet viru Kuerzem den Här Alain Le Grix de la Salle, senges Zeechens Chef vun ArcelorMittal a Frankräich, virun der Wirtschaftskommissiou vum franséische Parlement opgeworf. An den Här Le Grix de la Salle huet nach eppes gesot, wat ech Iech hei wëll zitéieren, well et mech awer trotzdem relativ staark beréiert huet.

E seet nämlech am Kontext vun der Stolproduktioun – ech zitéieren – : „Si l'Europe ne décide pas de protéger son marché de la concurrence déloyale, alors ce sont des pans entiers de notre industrie qui vont disparaître à brève échéance. Ce n'est pas du catastrophisme, c'est malheureusement la réalité pure et simple.“ Fir all déi Kollegen, déi vläicht och gëschter dem Chef vun der lëtzebuergescher ArcelorMittal, dem Här Reding, um 92,5 konnten nolauscheren: Den Här Reding huet eng änlech Analys vun der Situatioun vun der Stolindustrie an Europa gemaach.

Em wat geet et hei virun allem?

Natierlech an eischter Linn elo mol em déi ugedroten Importtaxen, notamment op Aluminium, vun der Administratioun Trump. Do gëtt vu 25 % geschwatt, wat natierlech katastrophal wier fir all d'europäesch Stolproduzenten. Dat ass awer némmin een Element.

Doniewent spiller nach émmer déi ganz héich Energiepräisser, ganz besonnesch natierlech de Präis vun der Elektrizitéit, mat, datt all d'Stolproduzenten an enger ganz schwiereger konkurrenzeller Situatioun sinn.

Deen drëtte Fait: 2026 – wat net méi ganz laang ass, nämlech d'nächst Joer – wäert och déi nei CO₂-Steier fir d'Entreprise voll spiller, wat och nach eng Kéier déi selwecht Entreprisen awer ganz staark wäert afkéttierieren. Dat sinn also alles Elementer, déi et am Moment net einfach maachen, iwwerhaapt weider kenne Stol an Europa ze produzéieren.

Dir hutt och matkritt, datt am Moment allméiglech Ru-meure lafen – ech soen, et sinn emol Rumeuren – vun Delokalisatiounen vu Stolproduzenten, notamment och ArcelorMittal, wou spekuléiert gëtt, déi kéinten an Zukunft eng grouss Entitéit an den USA opmaachen. Se kéinten eventuell och en Deel vun hiren Aktivitéiten an Indien delokaliséieren. Dat selwecht ass och de Fall fir aner Stolproduzenten innerhalb vun der Europäischer Unioun. Dëst ass also sécherlech eng Situatioun, déi ganz bedenklich ass, déi par ailleurs och net némme wäert d'Stolindustrie beréieren, mee, wéi den Här Le Grix de la Salle richtegerweis gesot huet, iwwerhaapt grouss Deeler vun der europäischer Energie.

Dowéinst wollt ech dem Här Wirtschaftsminister de Mëtte verschidde Froe stellen.

Fir d'alleréischt natierlech, wéi d'lëtzebuergesch Regierung zu där relativ schwiereger Situatioun vun der europäischer an och der lëtzebuergescher Stolindus-trie steet.

Zweetens: Wat ass ugeduecht vu Reaktioune par rapport zu deenen ugedroten Importtaxe vum Här Trump? Gëtt et eventuell do schonn Iddien, wéi een do kéint reagéieren?

Drëttens: déi héich Energiepräisser, déi am Moment och déi ganz Produzente staark beréieren. Wat ass do virgesinn?

Véiert Fro: Wéi geet et viru mat der CO₂-Tax fir industriell Betriben, déi d'nächst Joer, wéi gesot, soll a Krafft trieden?

Fënneftens: En anere Punkt, deen och nach émmer e Problem duerstelt, dat ass d'Konkurrenzrecht an der Europäischer Unioun. Wat ass do virgesinn?



An da sechstens: Kann de Wirtschaftsminister confirmeren, dass et effektiv Iddie von ArcelorMittal gëtt, Deeler vun der Stolindustrie ze delokaliséieren?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann huet, fir ze äntweren, d'Regierung d'Wuert. Här Wirtschaftsminister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Loosst mech, fir unzefänken, dem Här Mosar villmools Merci soe fir déi Fro, well et ass eng ganz wichteg Fro, net némmen am Kontext vun der Industrie zu Lëtzebuerg, net némmen am Kontext vun der Industriegeschicht vu Lëtzebuerg. Well wéi mer alleguerte wéissen, baséiert de Räichtum vum Land vun haut nach émmer op der Stolindustrie, déi am Moment a ganz grosse Schwierigkeete stécht – net némmen zu Lëtzebuerg, mee a ganz Europa.

A wat mer iwwert déi lescht Jore gesinn, ass, dass mer Rezessiounen haten, d'Baubranchen net esou gelaf sinn, wéi se dat sollten, och ganz vill Wierker weltwält Problemer hunn, Problemer, déi op därf enger Säit hausgemaach sinn. Dat si Problemer, wou ganz vill Ufuerderungen un europäesch Stolwierker gestallt ginn, déi se vläicht net op anere Kontinenten hunn, well mer dat als Gesellschaft wëllen. Well mer soen: „Mir wölle gréng Stol, dekarbonéierte Stol. Mir wölle déi eng Opfuerderung, déi aner Opfuerderung fir weiderzekommen.“

Duerno wäerte mer nach iwwer eng Direktiv schwätzen, d'CSDDD, déi ganz wichteg ass quant au fond, mengen ech, wou mer eis och alleguerten heibannen eens sinn, déi awer e weidere Schrétt ass, fir weider Reportingen ze maachen, Contrôlen ze maachen, de Reporting vum Contrôle, de Reporting nach eng Kéier doropshin ze maachen. Alles dat si Schwierigkeiten, mat deenen d'Industrie an Europa vill méi wéi am Ausland ze dinn huet, déi alleguerten enzel ganz richtig sinn, mee déi et an der Zomm awer ganz schwéier maache fir eis Industrie, an Europa nach ze funktionéieren.

Dofir gesi mer, dass mer zu Lëtzebuerg nach an e bëssem enger spezieller Situationsinn, well eppes muss ee verstoen: Et muss ee verstoen, dass et wichtig ass, dass besonnesch an der Stolindustrie – d'nämmelech awer och an aneren Industrien – permanent investéiert gëtt. An némmen Industrien, wou investéiert gëtt, sinn Industrien, déi muer nach kënnne funktionéieren. Némmen Industrien, déi muer kënnne funktionéieren, sinn Entreprisen, déi haut nach iergendwou Sue verdénge. Well déi Suen, déi d'Industrien haut verdénge, sinn d'Suen, déi se muer kënnen investéieren.

Wa se also haut – an den Här Mosar huet et richtig gesot – grouss Schwierigkeiten hu fir ze gesinn, ob se iwwerhaapt nach Sue verdéngen, stelle mir d'Fro: Këinne se muer investéieren? A wa se muer net kënnen investéieren, si se iwwermuer zou! Dat ass eng Realitéit, déi mer hei zu Lëtzebuerg gesinn, wou an d'Stolindustrie iwwert déi lescht Joren nach ganz vill investéiert ginn ass.

Dofir, mengen ech – um Radio huet den Här Reding et nach eng Kéier gesot –, gesi mer, dass mer op deene verschidde Stolwierker hei zu Lëtzebuerg nach de gréng Stol hunn, well et Elektrouewe gëtt, well Schrott verschafft gëtt. Dat heesch, mir hu kee klasseschen Héichuewe méi, wou déi verschidde Komponenten nach verschmolt ginn. Mir hunn hei de Schrott, deen also direkt verschafft gëtt, a gréng Stol, dee mat elektrescher Energie ka geholl ginn, wat awer némme méiglech ass, well iwwert déi lescht Joren ...

(Le bord supérieur du pupitre, sur lequel sont posées les mains de M. Lex Delles, se desserre soudainement.)

... immens vill investéiert ginn ass.

(Hilarité)

Ech hu mech um Pult ugehalen.

(Hilarité et brouaha)

M. Claude Wiseler, Président | Elo musse mer e wéine méi lues maachen hei.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Entschélllegt, Här President. Ech hunn eng Assurance, wann ech elo Äert Pult futti maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass an der Rei.

(Hilarité générale)

Mme Sam Tanson (déri gréng) | Et ass éischter fir un d'Chamber.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mee dat hei ass éischter fir de Schräiner an net fir d'Stolindustrie.

(Hilarité)

... gesi mer, dass awer ganz vill investéiert ginn ass an d'Stolindustrie a mer dofir eeben nach e kompetitiivt Émfeld fir eis Stolwierker hei zu Lëtzebuerg hunn. Neanmoins wësse mer awer, dass se viru ganz groussen Erousuerderunge steet, besonnesch a Marchéen, wou et ém wéine Valeur ajoutée geet. Dat heesch do schwätze mer vun Drot zum Beispill, deen nach hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, oder anere Komponente vu Stol, déi an de Béton gemaach ginn, fir de Béton armé ze maachen zum Beispill.

Dat sinn alles Produiten, déi am Stol produzéiert ginn zu Lëtzebuerg, wou awer eng ganz kleng Plus-value drop ass, déi also ganz séier net méi konkurrenzfähig kënnen hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn. Contrairement zu Palplanches, Tramsschinnen oder anere Saachen, wou mer a ganz anere Segmenter sinn, fir d'Produktioun ze hunn. Dofir ass et wichtig, dass émmer erém zu Lëtzebuerg vun der Stolindustrie investéiert gëtt, fir dass se muer nach ka produzéieren.

Dat nämmelech ass natierlech, an Dir hutt déi verschidde Defien ugeschwat: de CBAM zum Beispill ... D'Position vu Lëtzebuerg par rapport zum CBAM ass kloer. Mir sinn och amgaangen, zesumme mat Frankräich ze diskutéieren, fir de franséische Stolpaper ..., wat een domat ka maachen, fir sech déi Froen ze stellen: Wéi fuere mer am CBAM weider? Well de Risiko trotzdem besteet, sou wéi d'Organisation mondiale vum Commerce et och gesot huet, dass Fuite vu Carbone méiglech sinn. Ob een do déi verschidde Quotaen vu gratis CO₂-Emissiou恩swärter nach kann deelweis bääbehale fir Secteuren, wou d'Méiglechkeet besteet, dass Fuite vu Carbone gëtt, wat ganz wichteg wier fir d'Stolindustrie.

Well mer nämmelech gesinn, dass och am Ausland gréng Stol produzéiert gëtt, deen dann iwwer verschidde Weeër kann an d'EU erakommen. De Stol, deen net CO₂-neutral ass oder net sou propper ass, dee gëtt dann op de Marchéen ausserhalb vun Europa verkaf, soudass deen dann am Fong de Benefitiss vun engem Stolwierker ausserhalb vun der EU méicht a sou mat méi bëllege Präisser gréng Stol kann an d'EU aféieren.

D'Zuele vum Stol an der EU weisen et och ganz kloer: d'Produktioun geet erof, d'Importer gi steil no uewen. Dat heesch, mir gesinn, dass vill méi Stol importéiert gëtt, wéi dat nach virun 10, 20 Joer de Fall war, an dat net onbedéngt némme knaschtege Stol ass, mee dass mer och gréng Stol hunn, deen importéiert gëtt. Dofir ass de CBAM-Mechanismus eppes, wou mer musse ganz gutt dorobber oppassen,

well et ass eng Fro vun der Kompetitivitéit vun eise Wierker, déi mer an der EU hunn.

Par rapport zu den amerikanischen Taxen, déi annoncéiert gi sinn: Mir ware schon an därf Situations an der EU. Mir wéissen awer, dass mer als Lëtzebuerg, awer och als EU, vill méi Stol an Amerika exportéiere wéi mer importéieren, soudass een net einfach ka soen: „Majo, et ass gutt, mir äntwere mat deem nämmelechen erém zeréck.“ Sou einfach ass et och net.

Dat heesch, mir hunn zwee Weeér.

Deen een ass dee vun der Negociatioun, zu deem mer och als Lëtzebuerg stinn, dass mer diskutéieren: „Hei, wou ass de Problem? Kommt, mir schwätzte wéi normal Leit mateneen.“

Déi zweet Méiglechkeet ass eeben dann, d'Douanes-rechter och op verschidde Produiten ze maachen. Trotzdem ass déi preconiséiert Meenung vu Lëtzebuerg, als EU-Riposte dorop ze diskutéieren, ze negocierieren, wou mer da wierklich dobäi erauskommen.

Dir hutt vum Konkurrenzrecht geschwat. Mir waarden op den Avis vum Staatsrot. Deen ass énnerwee. Ech mengen, do schwätzzt Der d'Zersplitterung vu Leaderen a verschidde Industrien un. Lëtzebuerg ass e ganz trauregt Beispill. Recemment nach hu mer gesinn, dass eng Branche vun enger Stolaktivitéit am Süde vum Land, wou de Repreneur elo zougemaach huet, am Fong auserneegeschloe ginn ass vun der EU wéinst konkurrenzrechtliche Froen.

Dat kann et net sinn! Do ass d'EU a Fro gestallt. Do ass d'Konkurrenzrecht a Fro gestallt. Mir gesinn, wat et bruecht huet. Dat heesch, mir musse wierklich do mat dem EU-Recht oppassen, dass mer sou Saachen evitéieren, fir et kënnen ze maachen. Wéi gesot, mir waarden op den Avis vum Staatsrot. Mir rechnen awer, dass dee gläich wäert kommen. Da wäerte mer och an der Kommissiou eng Kéier dorriwwer schwätzten.

Zweeteschte Punkt: d'Delokalisierung. Mir ass et nach net bewosst, dass grouss Deeler vun der Stolindustrie vu Lëtzebuerg sollen delokaliséiert ginn. Et gëtt awer natierlech, sou wéi ech gesot hunn, verschidde Branchen an der Stolindustrie, wou hei zu Lëtzebuerg d'Plus-valué mat de Produiten, déi produzéiert ginn, net méi sou méiglech sinn.

Dat sinn eeben déi Stolelementer, déi an de Béton armé geluecht ginn, Baustol, Drot, wou sech d'Fro stellt, well eeben och do keng grouss Investissement waren. An do ass ganz ferm mäin Engagement, an, mengen ech, dat vun eis alleguerten, dass de Staat och d'Responsabilitéit huet, d'Entreprisen do ze énnerstétzten, dass se investéieren, dass se investéieren an nei Technologien, a kompetitiv Technologien, wou se d'Produktivitéit kënnen eropsetzen, fir dass mer och an Zukunft nach eng Stolindustrie hei zu Lëtzebuerg hunn. Dofir e ganz fermt Engagement!

Den Haaptproblem hunn ech elo awer nach net ugeschwat. Dat sinn d'Energiepräisser! Wa mer d'Energiepräisser an der EU net an de Gréff kréien, dann hu mer muer keng Industrie méi! D'Energiepräisser sinn e ganz wichtige Volet vun der Kompetitivitéit vun der Industrie. Wann an deene leschten 10, 20, 30 Joer en Industriebetrib op Lëtzebuerg komm war, da war et net némme wéinst deem schéine bloen Himmel an de schéine Wolleken, déi mer hunn, mee een Element waren d'Energiepräisser – wou mer awer émmer méi am europäesch Verglach u Kompetitivitéit verléieren.

Mir hu ganz kloer ganz grouss Differenzen. Par rapport zu Frankräich, Däitschland, der Belsch – eisen direkten Noperen – si mer nach ganz liicht méi bëllég



am Energiepräis, mee net méi vill, woubäi déi awer ganz aner Mäert hunn, op déi se kennen zréckgräfen; wat mir zu Lëtzebuerg net hunn.

Dat heescht ee vun den Haaptdefie vun der Stol-industrie zu Lëtzebuerg ass den Energiepräis. Wa mer et net färdegréngen, den Energiepräis an Zukunft erofzesetzen, dann ass d'Stolindustrie, d'nämm-lecht wéi déi ganz Industrie zu Lëtzebuerg, immens a Gefor! Dofir musse mer – mir müssen! – op der Energiesäit eppes maachen. Do gëtt et verschidde Moyenen, déi een do kann huelen. Mee ech mengen, do musse mer nach eng Kéier am Detail kucken, wat d'Méiglechkeete sinn, déi een als Staat huet.

Mee nach eng Kéier, als Energieminister an als Wirtschaftsminister soen ech: Wa mer bei der Energie net séier eppes maachen, wäerte mer zu Lëtzebuerg Industrien hunn, déi wäerten zouraachen, wat Honnerten, voire Dausenden Aarbeitsplätze wäert zu Lëtzebuerg kaschten! Mir gesinn et am Ausland, dass Industrien zouraachen. Mir gesinn et am Ausland, wat dat fir nefast sozial Follgen huet fir ganz Regionen vun eisen Nopeschlänner. Wa mer an den Energiepräisser also näischt maachen zu Lëtzebuerg, wäert d'Industrie och zu Lëtzebuerg ganz grouss Schwierigkeiten kréien!

Ech mengen, domat hunn ech den ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Net némme fir d'Industrie! Dat gëllt net némme fir d'Industrie, also d'Energiepräisser.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass elo keng Fro. Dat ass eng Remark. Dir braucht net drop ze änt-weren.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Also, et gëllt net némme fir d'Stolindustrie. Et gëllt och fir déi aner Industrien.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo. Et gëllt och fir d'Haushalter!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Evidemment! Mee mir schwätzen ... Mee hei ass awer elo eng Heure d'actualité iwwert d'Stolpräisser!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo! Dat ass just eng ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd Iech also eens an elo kann den Här Mosar nach eng Zousazfro stellen, wann en da wëllt.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, villmools merci, Här Minister. Dir maacht eng ganz, ganz richteg Analys, déi ech némme mat zwou Hänn kann énnerschreiwen. Notamment hutt Der och nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun den Energiepräisser higewisen. Ech wollt do awer nach eng Kéier eng Zousazfro stellen.

Et gëtt op der engen Säit natierlech d'Énnerscheeder an den Energiepräisser an der Europäischer Unioun: mir par rapport zu Frankräich, Däitschland an anere Länner. Mee da gëtt et awer och d'Énnerscheeder zwëscht der Europäischer Unioun an anere Länner, wou och d'Énnerscheeder immens grouss sinn.

Dat heescht, och wa mir elo relativ korrekt leie par rapport zu Frankräich, leie mir awer vläicht ganz schlecht par rapport zu China oder par rapport zu den USA. An do wollt ech Iech nach Kéier eng Zousazfro stellen: Wat ass do och virgesinn um Niveau vun der

Europäischer Unioun, fir dass iwwerhaapt d'Unioun an all hir Memberlännner an Zukunft méi kompetitiv Energiepräisser kréien?

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech mengen, dat doten ass eebe grad e ganz grouss Theema, wou mer op der engen Säit beim CBAM sinn.

Wat ass mat Energien, déi méi knaschteg produzéiert ginn – d'Kuelenenergie, déi nach selwer un d'Stol-industrie oder un aner Industrië gebonnen ass?

Op der anerer Säit gesi mer awer, dass d'Bezouschossunge vun Entreprisen op anere Kontinenter, an anere Länner ganz normal sinn a wou mer an eng Concurrence déloyale sinn.

Oder drëttens: Mir gesinn, dass sech einfach net u Reegelen, déi mir an Europa hunn, ... Europa setzt keng Reegele fir Asien oder fir Amerika fest, mee mir hunn an Europa Reegelen, déi et am Ausland net gëtt, wat also och do erém eng Kéier d'Kompetitivitéit vun eise Betriber an Europa a Fro stellt.

Dofir ass eebe grad de Carbon Border ee Moyen, fir kënne weiderzekommen, fir ze soen: „Majo, wann CO₂-Emissiouen hei an Europa gefrot ginn, ma da froe mer en contrepartie d'Käschte fir Importer op Produitten, déi dat aus dem Ausland hunn.“ Dat ass ee Moyen. Mee trotzdem ass et awer ganz schwéier – besonnesch bei den Energiepräisser, déi deelweis bezouschosst ginn, an der EU iwwer verschidde Moyenen a verschidde Länner, oder och ausserhalb vun der EU direkt un d'Betriber –, well mer do net direkt d'Gréffegkeet hunn, fir kennen den Entreprisen hei an Europa zur Säit ze stoen.

A grad an deenen Elementer musse mer eis Outile ginn. Well mir wëllen allegueren, wéi mer hei sätzen, an d'Industrie selwer och ... An et ass och nach eng Kéier vum Direkter vun Arcelor Lëtzebuerg gesot ginn, d'Industrie selwer wéilt dekarbonéieren! Mee dekarbonéieren heescht immens héich Investissementer, heescht immens héich Risiken, heescht immens héich Käschten.

An do musse mer eis an deem Krees beweegen, fir kennen op där engen Säit gréng Produitten ze produzéieren an der EU an déi och kënne kompetitiv um europäische Marché ze verkafen, an awer och ze exportéieren ausserhalb vum europäische Marché, well mer dat allegueren als Gesellschaft op der ganzer Welt brauchen.

Mir stinn zu de Klimaziler, allegueren, déi mer hei sinn. Mir kennen net weiderfueren, wéi mer dat bis elo gemaach hunn. Ma wa mer dat wierklech seriö mengen, da musse mer do och all an eng Richtung zéien. Mir gesinn – an ech hu virdrun e ganz kuerzen Exkurs gemaach iwwert de CBAM –, dass och um asiatesche Marché zum Beispill gréng Energien an der Stolindustrie benutzt ginn. Och do gëtt et gréng Stol, mee dee gëtt dann eebe geholl fir ze exportéieren zu engem bëlleger Präis, well se jo op anere Plazen den net gréng Stol nach kënne benotzen an dofir héich Präisser kréien. Wat awer kee Sënn méché ass, an an Europa ze produzéieren, well ech en net méi dierf produzéieren, ech kréien e jo guer net méi exportéiert. Dat heescht, do musse mer eis richteg beweegen, fir an Zukunft nach eng Industrie ze hunn.

Wat kann ee maachen? Ma selwer bei Ausschreibungen oppassen, dass mer dann de Stol am Bannemarché hunn. Well eng – fir mech déi wichtegst – Antwort, déi mer op d'americanesch Stroftaxen als Europa kënne ginn, dat ass, dass mer allegueren als Länner aus der EU zum Bannemarché stinn, zu engem geschlossene Marché stinn, an dee Marché an d'Wo-

leeën, wou mer soen: Mir hunn e ganz staarke Banne-marché!

An dat ass d'Antwort op allegueren déi Froen, déi mer vu baussen operluecht kréien, iwwert d'Douanestaxen am Stol, d'Chipfroen oder och d'Medezinn, also Health-tech an esou weider.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann dése Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

10. Motion de Mme Sam Tanson relative à la transposition de la directive „CSDDD“

(Motion déposée en séance publique n° 64 du 11 février 2025 – à consulter au compte rendu n°26/2023-2028 en page 43)

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass d'Motiuon vun der Madamm Sam Tanson iwwert d'Transpositioun vun der CSDDD-Direktiv. Madamm Tanson, Dir wëllt direkt eng Kéier d'Wuert huelen. Da kritt Dir et.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Ech hale mer nach e bëssen Zäit ...

M. Claude Wiseler, Président | Fir duerno. Ech hu mer dat bal geduecht. Da fuert emol lass.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Ech hu virun e puer Deeg déi Motiuon hei deposéiert, well mer an engem kompliziérte Kontext sinn, wou iwwer eng ganz laang Zäit en Text verhandelt ginn ass, deen extreem wichtig ass.

Ech hat et schonn en Dënschde rappeléiert, mee ech soen et elo nach eng Kéier en présence vum Minister, deen dat zwar bestëmmt weess, mee et ass extreem wichtig, dass een drìwwer nodenk, dass dat hei net just eng Technicitéit ass. Mee et geet dorëms, dass mir an Europa an hei am Land responsabel si fir dat, wat mir hei consomméieren. Dat heescht, et kann an eisen Aen net sinn, an do gouf et och eng laang Zäit Konsens drìwwer, dass wéinst Gidder, déi mir hei consomméieren, Mënschen, Kanner an d'Ëmwelt an aneren, meeschters vill méi aarme Länner, leiden an dass dat net iwwerpréift gëtt an dass dat net an déi ganz Chaîne mat erageholl gëtt.

Bon, elo wësse mer, dass eng Reform soll komme vun deem, wat ganz, ganz laang ausgehandelt ginn ass, wou mer vrou waren, dass endlech en Accord do war: de faméisen Omnibus-Text vun der Madamm von der Leyen, wou mer natierlech nach net wëssen, wat dran ass.

Ech hat d'Fro gestallt an der Justizkommission par rapport zu der CSRD-Direktiv. Do huet d'Ministesch gesot, dat wier elo on hold, quite dass deen Text jo am Fong prett wier, fir gestëmmt ze ginn. An ech hat awer och gefrot, wéi et heimat wär, mat der CSDDD-Direktiv, an do krut ech gesot, et géing dru geschafft ginn.

Ech hu mech e bëssen informéiert, wat an anere Parlamenten ass. Dat hollännescht Parlament, wou jo e bëssen eng aner Situations ass wéi déi, déi mir hei hunn – d'Regierung beriff sech jo gär dorobber – huet viru Kuerzem eng Motiuon ugeholl, déi eng änlech ass wéi déi, déi mir hei proposéieren, wou keng Maximal-fuerderungen dra sinn, wou ech och ganz bewosst net fuerderen, dass mer sollte vill méi wäit goen, mee einfach némme fuerderen, dass weider dru geschafft gëtt an datt mer am Fong och e Kalenner proposéiert kréien. An Dir kénnt eis bestëmmt och elo gläich



erklären, wou Der do dru sidd, wéini wat soll gemaach ginn.

Ech wollt an deem Kontext drun erënneren, dass och den OKaju nach virun e puer Deeg am Kontext vun dem Safer Internet Day rappeléiert huet, wéi eng Responsabilitéit mer hunn, notamment och par rapport zu de Kanner, wann et ém pornografesch Material geet, éischtens dat, dat si gesinn, mee och dat Material, dat am Fong Abuse vu Kanner publiziert. An dass dat heiten och e gudde Moyen ass, fir déi Holdingen, déi mer hei am Land hunn, ze responsabiliséieren, wat jo och e reputationelle Schued fir Lëtzebuerg duerstelle kann, onofhängeg vun all deene Schied, déi et souwisou uriicht par rapport zu de Kanner, déi concernéiert sinn, an zu deene Leit, déi dat kucken.

An dofir wär ech immens frou, wann d'Majoritéit hei géing mat op dee Wee goen, fir en Zeechen ze setzen, dass Der weider zu deem Text stitt, dorunner schafft an och kloer sot, wéini et hei zu wat kënnt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Wie wéllt heizou d'Wuert huelen? Den Här Mosar, d'Madamm Hartmann, den Här Fayot an den Här Weidig. Här Mosar.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wéll direkt soen, datt mir als Fraktioune natierlech ganz staark hannert deenen Objektiver vun der Direktiv CSDDD stinn, gradesou wéi mer och hannert der Direktiv CSRD stinn.

Allerdéngs hate mir virdrun eng laang Diskussioun hei iwwert d'Komplexitéit am Moment fir ganz vill industriell Betriber. Dat kéint een och op ganz vill aner Betriber ausdeenener. An eng vun deenen Erafuerderungen ass notamment déi, datt d'Reglementatioun extreem kompliziéiert ass.

Elo gëtt et eng Initiativ, an déi ass vun der Madamm Tanson hei ugeschwatt ginn, vun där neier Kommissiou vun der Madamm von der Leyen, déi elo proposéiert, en Omnibusgesetz ze maachen, dat u sech soll déi zwou Direktiven CSRD an CSDDD reggruppéieren. A wa meng Informatione richteg sinn, soll dat en Acte réglementaire ginn, deen an deenen nächste Wochen a vläicht souguer nach am Laf vun dësem Mount wäert kommen.

Mir haten déi Diskussioun an der Justizkommission an ech mengen, do hu mer eppes decidéiert, a mir gesinn dat eigentlech och ganz genau d'selwecht fir dës Direktiv: Wann deen Acte réglementaire fäerde ass, da solle mir direkt kucken, déi zwou Direktiven émzeseten. Mir sollen allerdéngs waarden, bis déi Texter virleien, well ech mengen, et wär kee gudde parlamentaresche Stil, elo iwwer eng Direktiv oder en Text vun enger Direktiv ofzestëmmen, wéssend, datt deen Text warscheinlech schonn émgeännert wäert gi sinn, wa mir hei den Text stëmmen.

An dofir géif ech soen, Madamm Tanson, wat meng Fraktioune betrëfft, wa mir an deen Invite do net géife schreiwen „déi aktuell Direktiv“, mee „déi kommend Direktiv Omnibus“, wann Der d'Regierung an d'Majoritéit opfuerdert, déi méiglechst schnell émzeseten, dann hutt Der eis op Årer Säit.

Dat dote kënne mer awer net stëmmen, well mer dat keng gutt parlamentaresch Aarbecht fannen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. A merci och de Kollegee vun deene Gréngen, déi dës Motioun zu der Liwwerkettendirektiv eraubreucht hunn.

Mir begréissen och den Inhalt vun Ärer Motioun an et ass wichteg, datt Lëtzebuerg sech och Ziler setzt. Dir hutt d'Problematiken ugeschwatt, dass och an den Entreprisen déi Prinzipie vun Nohaltegekeet, awer och de Respekt vun de Menscherechter agehale ginn.

Als Demokratesch Partei stoung mir émmer derhannert, dass mer e Liwwerkettegesetz brauchen an och den Devoir de vigilance an den Entreprise muss do sinn. An et muss och reagéiert ginn – an Dir hutt et ugeschwatt –, wann et ém Abusen, notamment vu Kanner, geet, oder eebe Situationsen, wou d'Menscherechter net agehale ginn.

Fir an der EU net mat 27 verschiddene Léisungen ze kommen an domadder och Kontradiktionen ze schafen, ass jo decidéiert ginn, dass ee vun dem EU-Niveau ausgeet, fir eng gemeinsam Sprooch an dësem Kontext ze schafen. An d'Demokratesch Partei, eise Vertrieder am Europaparlament, huet déi Liwwerkettendirektiv am Abrëll dést Joer an deem och Senn matgestëmmt.

Elo huet d'Europäesch Kommissioune ugekënnegt, si géifen d'Obligationen iwwert de Reporting nach eng Kéier iwwerschaffen. Dobäi geet et a priori ém eng Simplification administrative, an notamment doréms, verschidden Ufuerderungen un d'Realitéit unzepassen. Et géif ze komplex, ze laang Waardezäite fir Autorisationen an ze héich administrativ Hürde ginn, fir e Reporting ze erstellen, sou énner anerem d'Presidentin vun der EU-Kommissioune.

Am November gouf dofir dann och en neie Projet de règlement Omnibus ugekënnegt, deen elo Enn Februar op EU-Niveau soll virgestallt ginn.

Well dës Annonce gemaach ginn ass, a well mer och weiderhin op deen europäesche Kader wëlle pochen, och fir eis Reglementatioun, déi mer musse maachen, hei émzeseten, si mir als Demokratesch Partei der Meenung, dass mir dësen neie Projet de règlement hei sollten ofwaarden, an deem selwechte Senn, wéi mer dat am Fong och elo gemaach hunn, fir déi europäesch Basis ze hunn, an dann och do d'EU-Parlement schaffen ze loessen.

An aus dëse Grénn géif ech och der Fraktioune vun der Demokratescher Partei proposéieren, dës Motioun à ce stade net matzedroen. Net ouni awer nach eng Kéier ze soen, dass et eis immens wichtig ass, dass mer eis dee Kader do ginn, awer am Senn vun der Europäescher Unioun, dass mer dee Kader hunn, dee mer hei schafen, nodeems op EU-Niveau déi Reglementatioun hei nach eng Kéier diskutéiert gouf.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, mir énnerstëtzen dës Motioun. Mir sinn am Fong der Meenung, dass mer hei misste First Mover sinn, wat mer jo op villem anere Plazzen émmer gäre sinn, fir eis gutt ze positionéieren. Abee, och beim Liwwerkettegesetz solle mer am Fong wierklech à la pointe si vun dëser Émsetzung.

Mir hunn eis vill agesat an därf viregter Regierung, fir hei eng ambitiéis Direktiv ze kréieren. Déi ass elo do. An ech fäerten e bëssen, wann ech nolauschteren, wat beim Combat de la compétitivité um Programm steet oder och mat deem Omnibusgesetz, dass dat heiten elo méiglecherweis e bësse verwässert gëtt. Ech hoffen, dass dat net de Fall ass. Ech hoffen, dass et just eng Hëllef gëtt beim Reporting énnert dem Liwwerkettegesetz.

Mir wéissen, dass dat och eng Suerg ass vun den Entreprisen, dass se hei en ze vill grousse bürokra-teschén Opwand fäerten. Mee mir hätte gären, dass dat weidergeet. An ech mengen, dat ass och näischt aneres wéi dat, wat an dëser Motioun hei gefuerert gëtt: dass mer eis weider préparéiere fir d'Émsetzung vun dëser Direktiv.

Här Minister, Dir hutt den NCP bei Iech am Ministère. Dir hutt déi Leit, déi am Fong wierklech dat préparéieren an ech mengen, et ass am Fong an der Haapt-saach eng Invitatoun, dass mer elo net solle waarde bis zum Schluss, bis deen Text do ass, fir dat ze maachen, well do ass eng Viraarbecht, déi muss gemaach ginn.

Dës Woch huet d'Initiativ fir den Devoir de vigilance e Guide erausgi fir d'Transpositioun vun dëser Direktiv, dee mer och gutt fannen, dee mer och mat supportéieren. An ech mengen, dat sinn alles Elementer, déi hei müssen erafléissen.

Fir eis geet déi laangfristeg Kompetitivitéit vun den Entreprisen Hand an Hand mat Dekarbonisatioun, mat héije soziale Standarden an och mam Respekt vun de Menscherechter an de Liwwerketten. Déi kuerzfristeg Schwierigkeiten soll een net ausspille géint déi laangfristeg Efforten. Mir hunn elo just iwwert de Stol geschwatt: Dat ass ee vun deene Secteur-en, déi do concernéiert sinn. A mir mengen, dass et wichtig ass, dass mer hei virukommen.

A wéi gesot, dofir énnerstëtze mir dës Motioun och mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Am meeschte musse mir als Députéiert iwwert Theeme schwätzen, wou mir ni dra geschafft hunn. Ech hunn un esou änlechen Direktiven am Assurancesection geschafft an ech kennen do och d'Realitéiten an de Firmen, mee och bei deenen Institutounen, déi se musse kontrolléieren. An de Verdikt vun deene meeschten Experten ass relativ kloer: eng vill ze vill komplex Regulatioun a virun allem vill ze deier! A wat och nach derbäikënn ... Wa se wierklech en enorm groussen Impact hätt, da kéint ee jo soen: „Ok, vläicht ass et dat wäert.“ Mee oft huet se keen Impact. Se huet heiansdo souguer en negativen Impact, mat Greenwashing, mat enger Verzerrung vum Marché an esou weider.

A wat och ganz ganz wichtig ass: Den Draghi-Rapport ass jo erauskomm a mir stinn hannert deem. Den Draghi-Rapport wëllt jo och, dass d'EU all hir Regulatiounen op de Leescht soll huelen an och d'EU-Gesetzer soll ofspecken.

Ech mengen, et wär elo e Feeler, ier halt déi Initiativ Omnibus elo erauskënnt, scho séier ze probéieren, hei iergendeppe ze maachen. Kommt, mir waarden dat mol einfach of, well dat ass ganz wichtig. Regulatioun ass wichtig, mee mir brauche keng onnéideg Regulatioun, déi eis ekonomesch no hanne bréngt an déi och net vill Impact huet.

An dofir wäerte mir dergéint stëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann huet den Här Baum nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Et wäert Iech net wonneren: Mir gesinn dat anescht wéi de Virriedner.

Dat Liwwerkettegesetz huet entre-temps wierklech schonn e ganz laange Baart an et ass ganz laang an intensiv dorémd geronge ginn. Och hei an der Chamber hate mer – et ass nach kee Joer hier – eng langer Debatt dorriwwer.



An ech mengen, et geet am Fong ém näischt aneres wéi d'Fro vun der Kompetitivitéit op där enger Säit versus Mënscherechter, Sozialrechter op där anerer Säit. An et ass einfach esou: Wann ee wéll Verantwortung iwwerhuelen, mee da muss een dat och maachen!

Zu Lëtzebuerg ass vun deem Liwwerkettegesetz just eng awer iwwerschaubar Panoplie vun Entreprisé betraff. Dofir mengen ech, datt et grad wichteg wier, datt mer d'Aarbechte vun der Émsetzung onbedéngt virundreiwe müssen, wat net heescht, datt een déi Émsetzung elo tel quel muss maachen, mee déi Viraarbechten, déi dozou néideg sinn, déi muss een onofhängeg dovunner, wat déi aktuell Kommissiou weider decidéiert, virundreiwen.

An dat ass jo och dat, wat hei an der Motioun draaheet. Et geet net dréim, datt mer elo direkt mat engem Text hei an d'Chamber kommen, mee datt déi Aarbechten einfach weidergemaach giinn. Ech mengen, datt dat wichteg ass an datt et och e wichteg Signal wier, dat vu Lëtzebuerg kéint ausgoen. An duerfir énnerstétzte mir dat heiten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Sinn nach aner Wuertmeldungen dozou do? D'Regie rung huet nach d'Wuert gefrot. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Just ganz kuerz. Ech mengen, dass mer eis alleguerten eens sinn, dass et e wichtegen Text ass, dass mer e Liwwerkettentext brauchen. Et ass och ganz kloer, dass Lëtzebuerg derfir gestémmt huet, fir deen Text hei kënnen ze kreien.

All déi Saachen, déi d'Madamm Tanson opgezielt huet, déi musse kontrolléiert ginn, déi musse suiviert ginn. Dat gëtt och bei eis am Ministère gemaach. Den Här Fayot huet den NCP, den National Contact Point, ugeschwat, wou mer ganz iwwerschaubar heiansdo emol eppes gesot kréien.

Mee haaptsächlech geet et awer drëm, déi Transpositioun hei ze maachen. Déi gëtt och am Moment bei eis um Ministère gemaach. Am Dezember ware Kontakter mat de verschiddenen Organisatiounen vun der Zivilgesellschaft. Am Januar ware Rendez-vous mam Patronat, fir och de kënnen ze kucken, déi Transpositioun ze maachen.

Dat heescht, mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen. Mee trotzdem – an ech mengen, och do ass e breede Konsens hei – ass et kloer, dass mer elo mol waarden, bis mer deen Acte réglementaire hunn, fir eeben déi Simplification administrative ze kréien.

Mir hu virdrun iwwert d'Kompetitivitéit, iwwert d'Produktivitéit vun der Stolindustrie geschwät, vun deene verschiddenen Defien, déi et gëtt. Mee hei ass ganz kloer een Text, wou aus Froe vun der Simplification administrative verschidden Entreprisen erausgeholl gi sinn. Déi kleng, ganz kleng Betriber, sinn hei aus der Direktiv ganz erausgeholl ginn, well gesot ginn ass: Dat do ass einfach en onméglichechen administrativen Opwand, deen déi kleng Betriber iwwerhaapt guer net kënnen maachen!

Dofir ass et wichteg, wa mer wëllen e Liwwerkettegesetz richtege en place setzen, éischtens, dass mer eent an der ganzer EU hunn. Lëtzebuergesch Entreprisen an der Industrie, déi wëllen exportéieren ..., wou d'Entreprisé selwer et och froen. Hei ass et net d'Entreprisé géint iergendeen oder d'Zivilorganisatioun géint d'Entreprisen. Nee! Hei ass jiddweren op enger Linn. Et ass just d'Fro: Wéi? Wéi soll et émgesat ginn? A grad dofir waarde mer op den Acte

réglementaire fir déi Simplifikatioun, an da wäerte mer och schnellstméiglech heihinnerkommen.

Dat heescht, déi Motioun hei, ech versti se, mee ech kann Iech éischtens net e ganze Planning liwweren, well ech Iech dat zu dësem Moment net ka soen. Ech kann Iech just verspreichen, dass mer et séier maachen.

Zweetens si mer amgaangen, drun ze schaffen. Dofir brauche mer d'Motioun net, wéi ech elo grad gesot hunn, mee mir kommen domat virun. A wann déi verschidde Saachen do sinn, wäerte mer och schnellstméiglech an d'Kommissiou kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Wéllt d'Auteure nach Stellung huelen? Jo, Madamm Tanson, Dir hutt nach eng Minutt Zäit.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo. Merci, Här President. Merci och fir all déi Erklärungen.

Ech sinn net mat allem d'accord, wat elo gesot ginn ass. Fir déischt emol denken ech net, dass et e Widdersproch gëtt téschent Kompetitivitéit an dem Anhale vu Mënscherechter an dem Schutz vun der Émwelt a vum Klima. Ech denken, dass déi zwee Hand an Hand ginn.

An et gëtt glécklecherweis och eng ganz Rëtsch vun Entreprisen a groussen Entreprisen, déi dat ...

(*Interruption par M. Lex Delles*)

Nee, Dir hutt dat net gesot, Här Minister. Mee anerer hunn dat gesot!

... déi dat doten énnerstézzen.

Ech sinn awer och net d'accord mat Iech, wann Der sot, jiddweree wéilt dat selwecht, well och dat stëmmt net. Et gëtt vill Stëmmen, déi eebe grad der Meenung sinn ..., kuerzfristeg denken a just kucken, wat elo dat effikasst ass, elo haut, ouni de Muer ze iwwerleeën. Et gëtt därf leider och vill. An dat fannen ech ganz, ganz schwiereg.

A mir sinn och absolutt der Meenung, dass Simplifikatioun kënnne kommen, mee leider – dat, wat mer bis elo héieren hunn a wat ukléngt par rapport zu deem Omnibusgesetz – ass et do mat Simplifikatiounen net gedoen.

An natierlech, do ware mer jo och dermat d'accord, solle ganz kleng Entreprisen, wéi dat och elo de Fall ass, net direkt énnert déi Direktiv falen. Indirekt kann dat natierlech vlächt de Fall sinn, Stand haut. Mee et kann awer och net sinn, dass et herno esou verwässert gëtt, dass kee méi drénner fält, well dann ass d'Zil net erreecht. A wéi scho vu Verschiddenen haut hei ugeklongen ass: Et sinn der souwisou net vill zu Lëtzebuerg, déi géingen drénner falen.

Mir bedaueren, dass elo hei net d'Volontéit ass, dat heite mat ze énnerstézzen. Mir hoffen awer, dass Der weider aktiv dru schafft. An et géing mech natierlech interesséieren, dass mer eng Kéier en Echange driwwer hätten – d'Zivilgesellschaften hu jo hir Pabeieren op den Dësch geluecht –, wat Der dann elo vusäite zum Patronat zum Beispill do mat op de Wee krut.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung zu dësem Sujet.

Da géif ech proposéieren, datt mer dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreichet. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par M. Ricardo Marques), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Luc Emering), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

11. Motion de Mme Joëlle Welfring relative aux nouvelles orientations du Gouvernement belge en matière de l'énergie nucléaire

(Motion déposée en séance publique n° 64 du 11 février 2025 – à consulter au compte rendu n° 26/2023-2028 en page 47)

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass d'Motioun vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert déi nei bëlsch Richtlinn fir Atomenergie.

(*Interruption par Mme Joëlle Welfring*)

Madamm Welfring, Dir wéllt duerno schwätzen. Dir hat se gëschter schonn exposéiert.

Wie wéllt zu déser Motioun schwätzen? Den Här Boonen, d'Madamm Hartmann – loosst mech et just opschreiwen –, den Här Fayot, den Här Weidig, den Här Goergen an den Här Wagner. An dann zum Schluss nach, huuelen ech un, eng Kéier d'Madamm Welfring.

Dann ass et den Här Boonen, deen ufänkt.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Merci, Madamm Welfring, fir déi Motioun, wou Der déi nei Situations an der Bëlsch beschreift, dass d'Lafzäit vun den Atomkraftwierker soll verlängert ginn. Wat bedenklech ass, zemoools well si se wëllen ém zéng Jör méi laang verlängeren. E Wierk, wou de Bedreiver selwer seet, dass et mat Risike verbonnen ass respektiv dass et vun de Käschten hier net ze stemmen ass.

Déi Motioun ass ganz no bei enger Motioun, déi mer hei de 16. Mee gestémmt hunn, a sätdeem ass et och keng Ännernung ginn an der Positioun vun de Majoritéitsparteien. Mir sti weider zu deem, wat am Koalitionsaaccord steet, dass ee soll interveniéieren, do wou et geet, bei eisen Noperen, fir déi Wierker, bei



deene Sécherheetsbedenke sinn, genau ze suivéieren an och do ze intervenéieren, fir déi zouzemaachen.

Domat kenne mir als CSV dëser Motioun zoustëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. A merci och fir den Depot vun dëser Motioun zu den neien Developpementer vun der belscher Regierung a Saachen Atomenergie.

Wéi mir an eisem Walprogramm stoen haten, ass d'DP der Meenung, dass d'Atomenergie keng Optioun fir déi aktuell Problemer a Saachen Energiekris an och Klimakris ass.

Mir sinn och weiderhin der Meenung, dass et am Interêt vun der nationaler Sécherheet ass, eis Nopeschlänner ze encouragéieren, all d'Zentralen anzestellen. Dat ass an dem Koalitiounsaccord an ech mengen, Dir hutt et och an der Motioun zitéiert, an dem Koalitiounsaccord och esou festgehale ginn.

An eis Partei ass géint d'Atomenergie a wäert sech och beméien, fir dass mir an eisem direkten Ëmfeld ronderëm eist klengt Land keng nei Atomzentralen an och generell keng Atomzentrale méi stoe mussen hunn.

An deem Kader ass et natierlech besuergneserrend, wann dann och e weideren Noper, an hei och d'Belsch, an hirem Accord de coalition do opweist, datt e weiderhi wëll op déi Atomenergie setzen, an dëst, obwuel mir och hei zu Lëtzebuerg direkt Konsequenzen do kéint hu mat dem Bestoebleiwe vun deenen Atomzentralen. Dat geschitt eeben duerch déi annoncéiert Verlängerung vun der Lafzäit vun den Atomzentralen, déi an eiser direkter Proximitéit sinn.

An deem Senn begrissé mer déi Motioun, déi Der hei virbruecht hutt, a géifen och effektiv eis Régierung weider encouragéieren, dat, wat mer festgehalen hunn, ze maachen, nämlech souwuel déi belsch wéi awer dann och nach eng Kéier déi franséisch Noperen eeben ze encouragéieren, déi Zentrale séierstméiglech och zouzemaachen. A mir wëllen och heimaddere dann nach eng Kéier kloer der Régierung mat op de Wee ginn, datt se och déi Praktiken aus dem Ausland soll ofleenen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Mir hunn dës Motioun maténnerschriwwen, well mer effektiv och iwwerzeegt sinn, dass mer hei musse wierklech e ganz schaaren ..., en Zeeche setzen.

Ech si frou, dass mer hei an der Chamber esou e breede Konsens hu géint den Nucleaire, géint d'nucleaire Energie, wat eng obsoleet Energie ass. An et ass eng weider inquietant Evolutioun, déi ee ganz oft leider och bei ganz rietsche Regierunge gesäit, dass se an esou Energieträger weiderhin investéieren, dass se dorunner gleewen. An an der Belsch ass dat leider och elo net anesch.

An dofir fannen ech, dass et wichteg ass, hei ze reagéieren, och well ee weess, dass mer mat Tihange 3 esou en aalt Wierk och erëm eng Kéier net wäit vun eiser Grenz ewech hunn. Dofir énnerstëtzte mer dës Motioun als LSAP mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir si fir eng technologieopen Energiedpolitick. All Energiequell huet Pro a Kontra. Et ass kloer, datt al Atommeiler strikt Sécherheetskontrolle mussen hunn.

Op där anerer Säit ass awer och kloer, datt all déi Strukturen ofbezuelt sinn. An d'Energieproduktiou ass stabill an och zu engem ganz gudde Präs. Si hëlf-left virun allem och, den EU-Stromreseau ze stabiliséieren, wann alt erneierbar Energien zum Beispill net duer ginn.

A wat an eiser Situatioun och extreem wichteg ass: Si liwwert och méi Energie. Well de Problem ass, mir hunn an Europa net genuch Energiequellen, an do ass et wichteg, och déi ze hunn.

A mir wëllen och deenen anere Länner net virschloen, wat se ze maachen hunn. Mee wat och kloer ass: Mir sollte selbstverständliche mat all eisen Nopeschlänner schwätzen, fir eis anzesetze fir méi Sécherheet a méi Kooperatioun.

An dofir, well mer och wëlle soen, datt d'Sécherheet wichteg ass an datt mer musse mat den Nopeschlänner schwätzen, wäerte mer eis hei enthalten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir hu se maténnerschriwwen, well mer schonn émmer géint Atom waren an och émmer wäerte sinn. An do mécht et och keen Énnerscheid, Här Weidig, ob dat schonn ofbezuelt ass oder net.

Wann en onsécher ass an e flitt Iech ronderëm d'Ouren, hutt Der ganz wéineg vun Ärem Atommeiler, dee schonn ofbezuelt war. Also ech verstinn déi Logik net. Mee dat ass ... Ech mengen, Dir sidd proatom.

Et mécht mer e bësse Suergen, dass am Kanzlerduell och de Friedrich Merz net méi déi konsequent Position hat vun der Madamm Merkel, fir géint Atom ze sinn, an dass dat vläicht riskiéiert, an Däitschland awer erëm en Theema ze sinn, virun allem wann ee kuckt, wat eng CSU heiansdo esou vu sech gëtt, sou-dass mer déi ganz Diskussioun leider vläicht erëm eng Kéier och mat Däitschland féieren. Dann hu mer eis dräi Nopeschlänner.

Et ass awer och esou, dass Lëtzebuerg nach émmer och Atomstrom importéiert. Et ass schéin, dass mer anere Länner gären de béise Fanger weisen, mee da sollte mer als Land awer och ophalen, weiderhin esou e Strom ze kafen an ze importéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, mir freeën eis och, datt et quasi e Konsensus gëtt, fir dës Motioun ze énnerstëtzten.

Mir sinn natierlech och der Meenung, datt déi al Atomenergie u sech émmer méi obsoleet an douvn ofgesi fierchterlech geféierlech ass. Et ass och eng Energie, déi immens vill kascht, déi ouni öffentlech Suen net géif fonctionéieren. Si gëtt gedroen. Et gëtt e réelle Coût, dee vill méi héich ass, wéi ee mengt, deen indirekt ass. Dat schéngé Verschiddener ze vergiessen.

Wat och Verschiddener schéngé ze vergiessen, zemools wa se als Walslogan „Lëtzebuerg gären hunn“ hunn, dat ass: Wann an der Noperschaft vu Lëtzebuerg e GAU geschitt, e grösster anzunehmender Unfall, vun enger Atomzentral, dann ass d'Existenz vu Lëtzebuerg a Fro gestallt. Dat wëssé mer ganz genau.

Mir sinn all der Meenung, datt dat net soll geschéien. An dofir muss intervenéiert gi bei den Noperen. Bis op d'ADR, wéi de Bart De Wever et anscheinend lériwer huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Da gesinn ech, datt elo keng Wuertmeldung méi do

ass. Da kritt d'Auteure vun der Propositioun nach eng Kéier d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (dái gréng), auteure | Jo, merci, fir déi grouss, breet Zoustëmmung hei, bis op e puer Ausnamen.

Ech wëll op zwee Punkten nach eng Kéier agoen.

Virdrun ass gesot ginn, et géing an der Haaptsaach ém Reaktere goen, déi Sécherheetsproblemer duerstellen. Et geet net némmen dorën. Déi heite Motioun geet och doriwwer eraus ém de Bau vun neie Reakteren, och Reakteren, déi nei solle geplant ginn. An dat och aus gudde Grénn, well et eis tatsächlech an eng méi grouss Ofhängegekeet an Europa nach weiderhi bréngt. A gëschter huet de Premier hei op dëser Plaz och e Plädoyer gemaach fir eng verstärkten Onofhängegekeet vun Europa, och an Energiefroen, grad a Saachen Transition.

An ech denken, dat hei geet an déi falsch Richtung, wa mer hei op Atom wëlle setzen. An dat ass net némmen eng Meenung vu menger Partei, mee dat geet hei wierklech och doriwwer eraus, vun Experten a Saache Finanzsécherheet, wou esou Unterfangen ... nämlech d'Cour des comptes, déi ganz kloer seet, dass et eng Derive systématique net némme vun de Planungskallenner, mee och vun de Käschte gëtt. Dat heesch, dat seet eis wierklech schwarz op wäiss, dass mer mat där heiter Technik wierklech um Holzwee sinn. An dann, jo, dat äntwert dann och op déi Remark vun „ofbezuelt“.

An ech soen Iech dofir alleguer Merci fir Är Énnerstzung, well et geet wierklech hei ém, wéi gesot, eng méi grouss Sécherheet, eng méi grouss Onofhängegekeet. An et ass letztendlech och eng Saach vu Wäerter a vu Verantwortung.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss. An ech géing se opmaache fir de Vott.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 50 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, 5 Abstentiounen. Domat wär dës Motioun da mat 50 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 55 voix pour et 5 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par M. Ricardo Marques), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emerling, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) et M. Ben Polidor ;



Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

12. Motion de Mme Taina Bofferding relative à l'interruption volontaire de grossesse

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 45 de ce compte rendu)

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass déi Motiou, déi d'Madamm Taina Bofferding am Ufank vun der Sessioun vun haut de Mëtten erabruercht hat.

Madamm Bofferding, Dir hutt se expliziert. Mir loosse lo fir d'éischt déi aner schwätzen, da kritt Dir nach eng Kéier d'Wuert duerno.

Wie wëllt zu dëser Motiou d'Wuert ergräifen? D'Madamm Adehm, d'Madamm Tanson, d'Madamm Hartmann. Loosst mech opschreiwen, soss ... D'Madamm Tanson, den Här Baum, den Här Clement an den Här Keup. Ok. Madamm Adehm, fänkt Dir un, wanneghelift!

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech géif gären op zwee verschidde Punkte bei dëser Motiou agoen.

Éischtens, d'Form vun dëser Motiou. Ech fannen et äusserst speziell, dass mer haut de Mëttag eng Motiou deposéieren, déi vun der Madamm Lenert mat-énnerschriwwen ass, wuel wéssend, dass souwuel d'Madamm Deprez wéi och d'Madamm Lenert de Mëttag bei RTL sätzen, fir e Kloertext opzehuelen. Mir fannen dat vun der Form hier äusserst bedenklich, d'autant plus, well d'Madamm Deprez selwer viru mol net 48 Stonnen hei an der Chamber souz. Déi Motiou huet keen neien Ament an der Vue vun der LSAP, wat den Avortement ugeet.

Firwat musse mer déi just haut de Mëttag deposéieren, wou mer wéssen, dass d'Madamm Deprez net an der Lag ass, selwer dobäi ze sinn, wa mer driwwer diskutéieren?

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Diane Adehm (CSV) | Da kommen ech awer op den Inhalt vun der Motiou. Jo, Är Partei hat d'lescht Woch eng Pressekonferenz, wou se dat dote virbruecht huet. An ech mengen net, dass Der esou laang gebraucht hutt, fir déi Motiou ze schreiwen, bis haut de Mëttag.

(Brouhaha)

Komme mer op den Inhalt vun der Motiou! Et sinn eng Partie Punkten dran, iwwer déi mir bereet sinn, an der Kommissioune ze diskutéieren, wa mer iwwert deen heite Projet de loi diskutéiere wäerten.

Wat fir eis awer net zur Diskussioun stéet, dat ass, fir den Delai vum Avortement vun 12 op 14 Wochen eropzesetzen. Dat huet d'Ministesch kloer an däitlech gesot a mir stinn och do hannendrùn.

An duerfir proposéieren ech: Entweeder sidd Der domadder d'accord, dass mer se an d'Kommissioune huellen, fir iwwert déi aner Punkten ze diskutéieren, ausser deen, fir den Delai vun 12 op 14 Wochen

eropzesetzen, oder ech proposéiere soss menger Fraktioune, se ofzeleen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Fir d'Demokratesch Partei ass et selbstverständliche, dass eng Fra soll selwer entscheede können, ob si e Kand op d'Welt bréngt wéll oder net.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | An deem Senn ass och 2014 e ganz wichtige Gesetz hei an dësem héijen Haus gestëmmt ginn, dat och Lëtzebuerg dee Kader ginn huet, dee mer gebraucht hunn, fir eeben och esou Ofdreiungen an eeben engem legale Kader méiglech ze maachen.

Bon, Dir kënnt Iech erënneren, mir haten 2022 och hei schonn eng Diskussioun, nodeems d'Decisioun vum Supreme Court an Amerika erauskomm ass, déi da ville Fraen dës Fräiheit, d'Recht, iwwer hiren eegene Kierper decidéieren ze dierfen, geholl huet. An Dir hat och déi Dekreeter ugeschwat, déi elo geholl gi vun engem amerikanesche President. Déi ginn a genau déi selwecht Richtung.

Enn Juni 2022 hu mir an deem Senn och eng Resolutioun hei, déi ech selwer erabruercht hat, och gréiss-tendeels ugeholl, wou d'Chamber sech engagéiert huet, géint all Restriktiounen vun der legaler Ofdreiung virzegoen an d'Rechter vun de Fraen an och d'Souveränitéit iwwer hire Kierper oprechzeerhalen an och ze schützen. Zu dëser Resolutioun sti mir als Demokratesch Partei an notamment eeben zu dem Asaz fir d'Recht vun der Privatsphär an d'Selbstbestimmung vun der Fra.

An der Motiou, déi eis hei virläit vun de Kollege vun der LSAP, sinn eng ganz Rei Punkten dran, déi duerchaus Senn maachen, iwwert déi een och sollt diskutéieren. Ech denken un d'Formatioune vun dem Santéspersonal, awer och d'Erhiewe vu Statistiken zum Avortement, d'Zuele vum Planning familial, déi ... Et ass duerchaus gutt, dass dës Zuelen existéieren. Wéini awer dës Ofdreiung gemaach ginn, maache mir doducher awer net aus. Et mécht dohier an eisen Aen effektiv Senn, iwwer esou Statistiken nozedennen.

Den Haaptdiskussiounspunkt ass natierlech awer Är Suggestioun, de legalen Delai, wou ee kann ofdreiwen, vun zwielef op véierzeng Wochen eropzesetzen.

An dozou musse mir ... Et muss een d'Fro opwerfen, ob dat Eropsetze vum Delai elo d'Léisung ass op alle-gueruen déi Froen, déi Der am Fong och selwer vir-drün hei opgeworf hutt.

En éischte Schrott, dee gétt elo gemaach. An dofir ass och e Projet de loi vun der Santéministesch rezent deposéiert ginn, wou et net némmen drëms geet, déi Certificats de virginité ofzeschafen, mee och deen Délai de réflexion téschent der Consultation légale an dem Ofdreiungstermin emol ofzeschafen. Ech den-ken, dat ass en éischte Schrott, an et misst een och emol ofwaarden, wann dëst Gesetz gestëmmt ass, ob dat dann och nach weider seng Friichten dréit.

D'Statistiken hat ech ugeschwat. Déi sollt een och an eisen Aen ausbauen, fir eeeb genau ze gesinn: Wéini ginn hei Ofdreiung gemaach? An der wéiviller Woch gi se gemaach? A fir och festzestellen, wéi vill Ofdreiungen effektiv am Ausland gemaach ginn.

Wann d'Ofdreiungen an d'Luucht ginn, da musse mer eis awer vläicht aner Froe stellen. Mir missten eis

zum Beispill och Gedanke maachen èm déi Jonk. Déi Jonk schütze sech a priori net méi an deem selwechte Mooss.

Ass dann direkt d'Léisung eng Verlängerung vun dem Delai? Oder misste mer dann net méi nach iwwer Preventioun schwätzen an iwwer Opklärung vun eise Jugendelechen?

(Brouhaha)

Mir schwätzen hei an der Chamber oft iwwer Preventioun. Ech mengen, dass hei u sech den éischten Usaz och d'Preventioun an d'Opklärung notamment eebe vun deene Jonke misst sinn.

Dann: Campagnen. Ech mengen, d'Santéministesch huet och elo scho vill a Campagnen investéiert zu de Verhütungsmittel, och zu der Pëll fir duerno, awer och emol nach eng Kéier, fir ze rappeléieren, dass mer eng Clinique de l'avortement hunn. De CHL ass dës Clinique de l'avortement an dat ass bei ganz ville Leit net bekannt, och bei Fraen, déi dat net wéissen an déi dorobber weider müssen opmiersksam gemaach ginn. Natierlech muss et, an dat ass och ugeschwat ginn an Ärer Motiou, Ausname ginn, fir Avortemente kennen ze maachen, wann de Bëbee eng schlëmm Krankheet huet oder d'Mamm a Gefor ass, hir Ge-sondheet a Gefor ass, natierlech bei Viol, dass och do ka weider ofgedriwwen ginn. Mee déi Konditiounen hu mer och haut schonn an eisem Gesetz.

Weider Bedenke sinn de Risiko vu Komplikatiounen, deen an d'Luucht geet. Wat ee méi spéit ofdreibt, wat d'Komplikatiounen och fir d'Fra méi fortgeschritt kenne sinn. Da gétt et eethesch Diskussiounen. Dat ass eppes, do kann ee ganz, ganz laang driwwer diskutéieren, mee et gétt den Test, wou een ab der zénge Woch – jo, et ass schonn ab der zénge Woch! – ka feststellen, ob de Bëbee e Meedchen oder e Jong gétt.

Et ass awer och esou – an do schwätzen ech dann ep-pes un, wat awer och gesot gétt, och vum Terrain –, dass et Situations gétt, wou Familien, och duerch hir Kultur, wéi och émmer, méi frau sinn, entweeder e Meedchen oder e Jong ze kréien. Et ass eng Realitéit an ass dann do och d'Solutioun dovunner, dass mer den Delai eropsetzen? Misst een do net och vläicht aner Diskussiounen feieren?

Mir müssen och Frae schützen an et ass eis Flucht, d'Fraen net esou laang mat hirer Decisioun eleng ze loossen. Et ass eng schwéier Decisioun a wann den Delai méi laang gétt, mécht dat d'Situatioun vun der Fra, dës Decisioun ze huelen, net onbedéngt besser. Et ass och e psychologeschen Impakt op dës Fraen. An dann, ech hat se ugeschwat: natierlech déi Männerjäreg, déi mer hei schütze müssen, déi och an en Dilemma kommen, wa se nach a männerjäregem Alter enceinte ginn. Dës Frae musse mer dann och schützen.

Bon, bref, fir eis gétt u sech hei eng Diskussioun lancéiert, wou mer de Problem net un der Wuerzel paken. Mir müssen déi Diskussioun hei anescht ugoen. An dofir proposéieren ech menger Fraktioune, mat dem Deel iwwert den Delai d'Motiou net mat-zedroen, a fir de Rescht rapportéieren ech mech op d'Propositoun vun der Madamm Adehm.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmoors merci. Ech ka mech bei relativ Villem menge Virriedner, der Madamm Adehm, uschléissen, déi déi Saachen och räsonabel erklärert hunn. An och, dass ech och der Meenung sinn, dass esou eng Diskussioun wéi déi hei elo esou spontan haut dach awer e bëssen iwwert de Knéi



gebrach ass, obwuel et fir eis am Fong ganz einfach ass. Ech wëll zwee Punkten dozou soen.

Deen éischten ass: Effektiv ass et awer schonn e bësse schockant, dass et iwwer 1.000 Ofdreiwunge pro Joer hei zu Lëtzebuerg sinn. Wann Der dat wéilt aneschters ausdrécken, da wier dat: All siwent Kand gëtt also deemno ofgedriwwen – wat enorm ass! Mir mussen eis wierklech do Froe stellen, well dat ass awer sécherlech net grad d'Zeeche vun engem Succès.

An do, wou mer awer ganz kloer sinn, dat ass, dass mer net dermat d'accord sinn, deen Delai ze erhéijen. Do si mer ganz kloer dergéint an duerfir kënne mer dat heiten och net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci der LSAP fir dës ganz wichteg Motioun. Et ass net eppes, wat iwwert de Knéi gebrach ass. Et ass e fundamentale Sujet, bei deem, denken ech, et wichteg ass, dass ee sech als Chamber dozou positionéiert.

An et ass och leider am Joer 2025 net méi selbstverständliche, dass een als Fra däarf ofdreien, an dat wësse mer spéitstens sät 2022 an den USA, wou eigentlech eng Errungenschaft, déi sät de 70er-Joren duerch dat Iewescht Gericht befestegt war, a Fro gestallt ginn ass. An et ass och dunn, wou déi Diskussioun erém hei am Land ugaangen ass, wou och de Planning déi Fuerderunge gestallt huet, Fuerderungen, déi ech extreem positiv fommt hunn a wou ech och fonnt hunn, dass een deene misst noogoen. Mir haten déi och do-wéinster an eisem Walprogrammtext drastoen. En Deel vun deene stinn och hei an dëser Motioun. Dofir, vum Prinzip hier, fannen ech et absolut richtege, dass een heiriwwer diskutéiert.

Fir mech ass déi wichtegste Fro dat, dass mer et an eiser Verfassung sollte verankeren, vun deem, wat hei gefuerdert gëtt. Mir wäerten déi Debatt nach hei féieren, well eis Verfassung erém réckgängeg ze maachen, dat ass bedeitend méi komplizéiert wéi e Gesetz ze ännernen, an dann ass et méi selbstverständlich, wa mer d'Recht op Ofdreiwung an eiser Verfassung stoen hunn.

An ech wollt awer nach eppes soen zu eppes, wat émmer erém hei op den Dësch kënnt. D'Madamm Hartmann huet et och elo ugeschwat an ech war e bësse schockéiert, wéi ech no der Pressekonferenz vun der LSAP de Gynekolog héieren hunn erklären, et kéint een net deen Delai eropsetzen, well da géingen d'Fraen higoen an da géife se wéinst dem Geschlecht vun deem zukünftege Kand hiert Kand ofdreien.

Dat ass a mengen Ae wierklech e bëssen eng Frechheet vis-à-vis vun all deene Fraen, déi sech an däri Situations befannen. Et ass net eng Decisioun, déi een à la légère hëlt. Et ass och keen neie Problem. Et ass och d'Preventioun. Ech denken, natierlech kann een déi maachen, mee mir schwätzen iwwer Avortement sät et ... Sät éiweg gëtt et Avortement. Joer-zéngtelaang! Ons Mammen, ons Bomen hunn dofir gekämpft, dass mer elo dat Recht hunn, kënneñ ofzudreiwen, well virdrun d'Fraen énner schwierege Situations ofgedriwwen hunn an hiert Liewe geloossoen.

Dat heescht, elo hinzegeen an ze soen ... Natierlech gëtt et bestëmmt däri Fäll, wéi et vun allem Fäll gëtt, dass d'Leit ofdrewe wéinst dem Geschlecht, mee déi Méiglechkeet besteet haut schonn. A wann ee mat Gynekologe schwätzt, da soen déi engem och: „Een, deen haut dat dote wëll maachen, dee kann dat och haut scho maachen.“

A wann ech awer d'Rapporte vum Planning gesinn an ech gesinn, dass alljoers nach Frae müssen an d'Ausland goen, well se den Delai net kënnen anhalen, dann hu mer e Problem. An dee Problem kréie mer net duerch Preventioun behuewen, well och dat sinn oft da grad déi Populationen oder grad déi Fraen an deene Konditiounen, déi mer net errechen duerch all déi dote preventiv Moossnamen.

Dofir sinn ech der Meenung, dass wa mer jiddwerengem wëllen erlaben, a gudde Konditiounen ofzéreiwen, da solle mer dat heiten op d'mannst méi iwwerleeën, wéi just ze soen: „Nee, mir maachen dat net.“ Prioritéir fir eis ass wierklech d'Aschreibung an d'Verfassung, mee dofir wäerte mer hei nach eng Kéier driwwer diskutéieren.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och un d'LSAP, fir iwwert de Sujet wëllen ze diskutéieren. Ech si mam Prinzip immens averstan. Et ass e wichtige Sujet, a mir gesinn am Ausland, wéi wichteg et ass, datt mer dorriwwer diskutéieren.

Mee an der Form hunn ech awer e klenge Problem domadder, datt mer haut de Mëtten, um leschten Dag vun enger Chamberswoch, um leschten hallwen Dag vu fènnel Sessiounen, d'Motioun virgeluecht kréien, iwwert déi mer eis haut scho sollen op alle Punkte prönoncierer, well et eebe grad wichteg wär, datt mer eng Diskussioun dorriwwer féieren. Dofir wär och meng Virléift, datt mer géifen nach eng Kéier an der Kommissioun dorriwwer diskutéieren. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wann ech iwwert de Fong vun der Motioun diskutéieren ...

(Interruption)

Här President!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dir waart domat d'accord, dat haut um leschte Punkt vum Ordre du jour ze hunn. De President huet d'ganz Chamber gefrot.

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Här Clement, Dir schwätz elo weider.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, ech wëll Iech just eng Kéier eppes soen, Här Cruchten. Dat eent, dat ass: Mir kënneñ haut dorriwwer schwätzen an och dee Moment war fir mech kloer, datt ech hei géif mech histellen a soen, ech hätt am lénfsten, se géif an d'Kommissioun verwise ginn, an deementspriechend kann ech och domadder liewen, fir dat elo hei ze froen.

Ech wäert awer kuerz op de Fong agoen, well ech awer puer Saachen hei héieren hunn, wou ech awer bësse recherchéiert dozou hunn a mech schlau gemaach hunn an däri Zäit, déi mer haten, an dat ass déi ganz Fro vun der Sex selective termination of pregnancy, wéi een dat an der Wissenschaft nennt, nämlech ob tatsächlech hei Selektioun bedriwwen gëtt oder net.

An d'Wissenschaft, zumindest déi rezent Wissenschaft vun 2019 bis 2025, all d'Paperen, déi et dozou gëtt, kommen zur Konklusioun, datt et just anekdotesch Evidenz gëtt, datt et keng statistesch signifikant Veränderung am Ofdreiwungsverhale vun de jonke Fraen a Meedercher gëtt, also datt dat net den Haaptkritär ass.

Ech weess awer och, datt dat Ganzt eng immens eethesch Komponent huet. Fir mech perséinlech ass et ganz kloer, datt d'Recht vu Fraen op hiren eegene

Kierper muss héichgehal ginn. Dofir énnerstëtzten ech och, datt mer dat vill méi staark nach verankeren.

Ech kann awer net einfach sou a véier Stonnen, fènnel Stonnen all déi Diskussiounen och mat mir selwer féieren, an dofir wär ech vrou, wa mer déi Zäit hätten, fir eeben a Kommissiounen iwwer all déi eenzel Punkten ze diskutéieren.

Et steet ganz vill Guddes an däri Motioun an et wär schued, wa se herno géif hei rejétéiert ginn, well mer eis net kënneñ eens ginn, datt mer dorriwwer diskutéiere müssen, well genau dat musse mer maachen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Clement schwätz mat sech selwer an ass net eens. Ech schwätzte mam Här Wagner a mer sinn eis eens ...

(Hilarité)

... datt mer der Meenung sinn ...

M. Sven Clement (Piraten) | Also, mir sinn an der Position 1, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... datt mer der Meenung sinn, datt mer ...

(Brouaha et coups de cloche de la présidence)

... alles dat, wat hei an dëser Motioun gefrot ass, inhaltech énnerstëtzten. Ech verstinn awer och zu-mindest de Gedanken, datt, wann een néng Invitten huet an et hätt ee gär, datt een e gréisstméigleche Konsens kritt, de Wunsch do ass, datt een dat méi intensiv diskutéiert. Dat kann ech novollzéien a wier dofir vrou, wa mer se géifen – zumindest wann d'Majoritéit Jo seet, am anere Fall géif se se ofleenen – an der Kommissioun diskutéieren an och all déi Elementer, déi wéissenschaftlech Elementer, déi wéissenschaftsbaséiert Elementer, wou eventuell Froe sinn, wierklech kéint do diskutéieren. Dat géif ech mer wünschen. A sollt dat net de Fall sinn, wäert ech dat hei natierlech matstëmmen.

Ech géif mer awer wünschen, datt mer e gréisstméigleche Konsens op deene Froen hätten. Et geet ém e fundamentale Prinzip, de Prinzip vun der Selbstbestëmmung vun der Fra iwwer hire Kierper, an ech sinn evidenterweis och mat der Madamm Tanson averstanen, datt et wichteg wier, deem Prinzip och e konstitutionelle Rang ze ginn.

An – do sinn ech awer och bei der Madamm Hartmann – et geet net némmen ém Ofdreiwung, mee, an dat ass jo och Deel vun eiser Proposition, et geet och ém Verhütung. An och dee Prinzip muss kënneñ an der Verfassung seng Plaz fannen.

Déi Diskussioun wäerte mer hoffentlech och nach an der Kommissioun féieren. Et kommen nach Avisen dozou eran. Ech géif mer wünschen, datt mer déi inhaltech Diskussioun nach verdéiwe kënneñ an datt mer duerch d'Verdéiwing, duerch d'Opklärung, et kënneñ färdegbréngen, datt mer méi grouss Majoritéiten hei zesummekréien an datt mer, wann et eis ém d'Saach geet, inhaltech op deem Dossier virukommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet nach d'Auteure vun der Proposition d'Wuert, d'Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Just fir eng Kéier kloerzestellen: Mir schreive Motiounen sou, wéi mer et fir richteg halen, a mir deposéiere se och esou, wéi mer et fir richteg



halen. Ech mengen, do musse mer eis vu kengem hei eng Leçon erdedde loessen. Ech mengen, do si mer fräi, wéi all déi aner Fraktiouen och, dat ze maachen, wat mer wichteg fannen, fir dat dann op d'politesch Agenda ze bréngen.

(*Interruption*)

Déi Demande, déi elo vun e puer géaussert ginn ass, dass ee sech wéll méi mam Sujet auserneeseten, kann ech novollzéien, mee de President huet gefrot, dass dee Punkt nach haut géif um Enn eebe vun der Dagesuerdnung sinn.

Ech hunn awer keen héieren, dee gesot huet: „Hei, kenne mer dat aneschters maachen?“ Et ass och kee bei mech komm. Ech hätt mech deem net verschloss. Gäre sinn ech bereet, émmer ze diskutéieren, ...

(*Interruption*)

... wann de Wunsch dann do ass. Ech hu just e Problem domadder, fir et elo mat an d'Kommissioun ze huelen. Also, ech géif gären och an der Kommissioun driwwer diskutéieren. Ech hunn awer e Problem domadder, wa vun all eise Punkten hei een net zeréck-behale gétt. Entweeder diskutéiere mer iwwer alles ...

(*Interruption*)

... oder mir loessen et sinn. Entweeder wéllt Der diskutéieren ... Dir kénnt awer net soen: „O, do sinn e puer Punkten, déi mer gutt fannen. Déi diskutéiere mer an de Rescht diskutéiere mer net.“ Come on! Entweeder diskutéiere mer dat do elo ganz mat all deene Punkten, da si mer och bereet, dat an der Kommissioun mat Iech ze diskutéieren, oder mir loessen et sinn. Ech mengen, dat ass alles net fair, elo hei esou Revendicationen ze stellen.

Dann zum Contenu. Do wéllt ech op Verschiddener nach reagéieren.

D'Madamm Hartmann huet et elo e bëssen duergestellt, wéi wann d'Verlängerung vum Delai elo déi grouss Äntwert op déi Problemer wär. Nee, ass se absolutt net. Dofir hu mer jo eng Rëtsch vu Punkten. Mir hu sougter e ganze Fuerderungskatalog vun zéng Stéck op der Pressekonferenz presentéiert. Dir hutt vun der Preventioun geschwatt, dass et wichteg ass, bei deene Jonken unzeseten, och an der Education. Absolutt! Dat ass och eng vun de Revendicationen, déi mer hei hunn, eebe grad fir d'Preventioun ze stäärken an och bei der Education sexuelle et affective nach eng Schépp bâizeleeën. Dofir ass et eebe wichteg, dat och als Ganzt ze gesinn an net némme sech op deen Delai do ze fixéieren.

D'Madamm Tanson huet et richteg gesot: Et ass keng einfach Decisioun, déi een hei hëlt. Och ech war e bëssen iwwerrascht vun där Ausso an deem Interview vun deem Gynekolog. Dat ass awer keen neit Argument. Dat héiert een émmer erëm an deenen Debatten. Ech wéllt just soen, dass et Länner gétt, déi op déi 14 Woche gaange sinn an dat huet fonctionéiert. Do ass net op eemol, keng Anung, d'Welt énnergaangen an d'Fraen hu sech just némme um Geschlecht orientéiert an hunn een Avortement no deem aneren duerchgefouert. Ech fannen dat wierklich e falscht Argument, well et erénnert mech och e bëssen un déi Debatt, déi mer deemools hei haten, 2014, wou eeben d'Reform scho komm ass. Do sinn och Stëmmen haart ginn, déi gesot hunn: „O nee, d'Frae wäerten dat elo abuséieren! Déi wäerten elo alleguerter ronderémlafen a wäerten een Avortement no deem anere maachen.“ Dat wär elo dat neit Verhüttungsmëttel. Dat ass jo esou e Bullshit! Nee, eierlech.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Fir eis émmer do ze énnerstellen, mir wären net à même, selwer ze decidéieren. An nach eng Kéier: Dat ass eng ganz perséinlech Privatsaach, wou eigentlech de Staat sech erauszehalen huet. E soll just kucken, dass en d'Frae beschtméiglech epauléiert, ...

(*Brouhaha*)

... se énnerstétzzt, fir dat do ze maachen, dass den Acçèses garantéiert ass an dass dat, wat wierklich net émmer einfach Situatiounen sinn, ... fir se do beschtens ze énnerstézzen.

Här Keup, Dir hutt gesot, dat wär kee Succès. Ech weess net, wat Der domadder gemengt hutt. Dat ass och net schlëmm. Ech verstinn oft net, wat Der mengt, mee dat ass net weider dramatesch.

(*Brouhaha*)

Fir de Rescht sinn ech bereet, et mat an d'Kommissioun ze huelen. Gäre kenne mer doriwwer diskutéieren, mee dann awer iwwer allegueren déi do Punkten. Et kann net sinn, dass Der Iech hei Punkten eraussicht, déi Iech grad passen. Entweeder diskutéiere mer da wierklich oder mir loessen et sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo muss ech just wéissen, wat ech zum Vott soll stellen. Madamm Adehm, Dir wollt nach dozou eppes soen?

Mme Diane Adehm (CSV) | Nee, ech soen näisch méi dozou. Ech hu kloer virdrun eis Positioun duergeluecht. Mir sinn d'accord, fir iwwer all d'Punkten ze schwätzen, mee net, fir den Delai vun 12 op 14 Wochen eropzeseten. Entweeder eng Fra wéllt ofdreinen oder si wéllt net ofdreinen.

(*Interruption*)

An et sinn net déi zwou Wochen, déi se rette wäerten.

M. Georges Engel (LSAP) | Entweeder si geet an d'Kommissioun oder si geet net an d'Kommissioun.

M. Claude Wiseler, Président | Sou ...

Mme Diane Adehm (CSV) | Duerfir proposéieren ech: Wann ...

(*Interruption*)

... d'ganz Motioun esou zum Vott steet, da si mir der géint. Also proposéieren ech menger Fraktiouen, se ofzeleen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech wéllt elo dann d'Madamm Bofferding froen: Dir hutt elo d'Madamm Adehm héieren. Sidd Der bereet, datt mer hei ofstëmmen, ob se an d'Kommissioun soll goen oder net?

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Nee. D'Demande ass jo, dass ee Punkt erausgeholl gétt. Nee! Entweeder diskutéiere mer all d'Punkten oder mir diskutéieren net. Dir wéllt net diskutéieren. Da sot et ganz kloer!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Gutt, mee dann ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Här President ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, fir mech ass d'Situatioun elo kloer. Da sot mer ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, erlaabt mer, just ee Saz ze soen.

M. Claude Wiseler, Président | Ee Saz, Här ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech fannen dat aussergewéinlech, dass eng Chamber seet: „Mir wéllen net iwwert dee Punkt diskutéieren, well d'Ministesch enger anerer Meenung ass.“ Dat hunn ech selten an désem Haus hei erlief. Ech wéll dat awer gesot hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Sou. D'Situatioun ass also ganz ...

(*Brouhaha*)

Esou wéi ech d'Situatioun elo verstanen hunn, ass et ganz kloer. Et ass also keng Demande do, fir se an d'Kommissioun ze renvoyéieren, an da stëmme mer also iwwert déi Motioun of, esou wéi se elo ass. Dat ass d'Situatioun, esou wéi ech se verstanen hunn.

Vote sur la motion

Also maachen ech de Vott iwwert dës Motioun op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(*Brouhaha*)

An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Oui: 18, Non: 39 an Abstention: 3. Dës Motioun ass also mat 39 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmme bei 3 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Ricardo Marques), Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par M. Jean-Paul Schaaf), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schokmel) et M. Gérard Schokmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : Mme Corinne Cahen ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

An domat si mer dann um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm.

Déi nächst Sëtzunge si fir de 4., 5. a 6. Mäerz virgesinn.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.55 heures.)



Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page	Objet	Nº	Auteur	Page
Marchés publics en faveur du secteur de la construction	1457	Meris Sehovic, Sam Tanson	74	Alphabétisation en luxembourgeois	1568	Fred Keup	87
Placements d'enfants auprès de structures et de familles d'accueil	1494	Djuna Bernard, Sam Tanson	74	Harcèlement moral dans la fonction publique	1569	Gusty Graas, Fernand Etgen	87
Désamiantage de bâtiments existants	1533	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	75	Statistiques des CFL sur la ponctualité des trains	1570	Marc Goergen	87
Condamnation de la Suisse par la Cour européenne des droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	1537	Sven Clement	75	Cours de premiers secours	1571	Marc Goergen	88
Qualité des courants d'eau	1538	André Bauler, Luc Emering	76	Condamnations pour fraude fiscale et fraude fiscale aggravée	1572	Liz Braz	88
Contrôles de l'ITM dans le cadre des vendanges	1541	Georges Engel, Mars Di Bartolomeo	76	Traitement juridique des apatrides	1573	Dan Hardy	89
Détenteurs de diplômes de médecine obtenus dans un État hors UE	1547	Dan Biancalana	77	Digitalisation du notariat	1574	Sam Tanson	89
Programme national de dépistage du cancer du sein	1548	Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	78	Rénovation énergétique des bâtiments communaux	1575	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	89
Relations entre l'État et SES	1550	Marc Goergen	78	Mandats d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à l'encontre du Premier ministre israélien et de son ancien Ministre de la Défense	1577	Franz Fayot, Yves Cruchten	90
Bataillon belgo-luxembourgeois	1551	Tom Weidig	78	Intersection Rossmillen (CR335/CR338)	1578	Sven Clement	90
Accompagnement des élèves dans les bus scolaires	1553	Francine Closener, Claire Delcourt	79	Déforestation des forêts tropicales	1579	Jeff Engelen	91
Légalité et critères d'accès à la « Wanteraktiou »	1554	Marc Baum	79	Placement des nourrissons	1580	Ricardo Marques	91
Propos tenus lors de la conférence de presse concernant l'ouverture de la « Wanteraktiou »	1555	Marc Baum	80	Actes de soumission chimique	1581	Ricardo Marques	92
Partenariat entre Luxair et une association fondée par l'épouse du Grand-Duc Henri	1556	Marc Baum	81	Déplacement des juges d'instruction au Centre pénitentiaire Uerschterioraff	1582	Nathalie Morgenthaler	93
Potentiel de la charge bidirectionnelle	1557	Yves Cruchten, Georges Engel	81	Installation d'une nouvelle pharmacie à Weiswampach	1583	André Bauler	93
Désignation de diplômes universitaires	1558	David Wagner	82	Mise en place de registres nationaux supplémentaires pour des maladies majeures	1584	Mandy Minella, Gérard Schockmel	93
Article 25 de la loi communale quant au droit de poser au Collège des bourgmestre et échevins des questions relatives à l'administration de la commune	1559	Marc Goergen	83	Projet « Zesumme renovéieren »	1585	Joëlle Welfring	94
Bilan du régime d'aides aux entreprises à la protection de l'environnement	1560	Joëlle Welfring	84	« Rich Communication Services »	1586	Marc Goergen	95
Dérogations aux heures d'ouverture	1562	Charles Weiler, Marc Spautz	84	Intelligence artificielle dans la police	1587	Ben Polidori, Dan Biancalana	95
Personnel des offices sociaux	1563	Marc Goergen	84	Paris sportifs en ligne	1588	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	95
Ambiance de travail à l'administration communale de Contern	1564	Djuna Bernard, Meris Sehovic	85	Assistance juridique pour mineurs	1589	Marc Goergen	96
Avenir du système de paiement numérique Payconiq	1565	Dan Biancalana	85	Application de la TVA sur les honoraires des administrateurs d'une société anonyme	1590	Laurent Mosar	96
Contrôles de l'ITM effectués dans le secteur de la restauration	1566	Carole Hartmann, Corinne Cahen	85	Collecte don du sang au Luxembourg	1592	Sven Clement	96
Psychothérapie pour enfants et adolescents	1567	Djuna Bernard	86	Installation de bornes de recharge dans le cadre d'une copropriété	1593	Barbara Agostino	97
				Cours « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg »	1594	Djuna Bernard, Meris Sehovic	97
				Violences récentes contre le personnel pénitentiaire	1595	Sam Tanson	98
				Prise en charge des coûts liés aux funérailles de personnes sans famille proche	1596	André Bauler	98
				Fonds national de la recherche	1599	Joëlle Welfring	98



Marchés publics en faveur du secteur de la construction | Question 1457 (04/11/2024) de M. Meris Sehovic | Mme Sam Tanson (déi gréng)

Concernant la crise actuelle dans le secteur de la construction, l'investissement de la part de l'État constitue un des moyens pour soutenir voire relancer le secteur.

Notons que la législation en matière de marchés publics distingue dans son livre I^{er} et II entre « marchés publics de fournitures », « marchés publics de services » et « marchés publics de travaux ».

Dans son livre III, la législation distingue entre « marchés de fournitures, de travaux et de services », « marchés de travaux », « marchés de fournitures » et « marchés de services ».

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Les ministres peuvent-ils fournir des chiffres quant au nombre et au volume total en euros des « marchés publics de travaux », « marchés de fournitures, de travaux et de services » et de « marchés de travaux » passés par l'État dans les années 2018 à 2023, ventilés par année et par type de marché ?

2) Peuvent-ils aussi fournir les mêmes chiffres pour les mois janvier à octobre de l'année 2024 ?

Réponse (14/01/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Député(e)s s'enquérurent sur les marchés publics en faveur de la construction.

Les chiffres clés des administrations et fonds sous la tutelle du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics se présentent de la manière suivante à savoir qu'il s'agit notamment de l'Administration des ponts et chaussées, de l'Administration des bâtiments publics ainsi que du Fonds Belval et de la Société nationale des chemins de fer. (Les chiffres de Luxtram n'ont pas été considérés étant donné qu'ils ne sont pas imputables à 100 % à l'État).[†]

Il convient de préciser que le montant engagé se base sur une estimation budgétaire d'un projet. Ce montant sera adapté sur base de chiffres réels suivant devis.

Par montant liquidé on entend la somme payée sur base d'une facture (acomptes suivant avancement du chantier).

Le montant engagé pour un projet n'est pas nécessairement liquidé pendant la même année vu l'envergure et la durée de la plupart des marchés. Il faudra donc bien distinguer entre le montant prévu par l'estimation budgétaire d'un « projet » et du montant liquidé (soit par paiement d'une facture unique ; soit mensuellement, soit par tranches suivant l'avancement du « projet »).

Les présents chiffres ne tiennent pas compte des projets financés via la loi de garantie (comme p. ex. le bâtiment Jean Monnet 2).

Les factures/décomptes/acomptes des marchés en cours du mois de décembre 2024 ne seront disponibles qu'au cours des premiers mois de 2025 et se rajouteront aux montants liquidés de l'année 2024. Il en est de même en ce qui concerne les marchés publiés au mois de décembre 2024.

Pour l'année 2024, 45 projets ont été soumis aux commissions parlementaires compétentes dans le cadre des grands projets d'infrastructure. Parmi ceux-ci, les projets estimés plus élevés à 30 millions d'euros ont fait l'objet d'un débat d'orientation en séance

publique, aboutissant à l'adoption d'une motion afférente. Ces projets incluent notamment 6 projets de l'Administration des bâtiments publics, 5 projets de l'Administration des ponts et chaussées, 6 projets des CFL et 2 projets du Fonds Belval.

De plus, 9 lois de financement ont été votées en 2024.[†]

3 projets de loi devraient être prochainement adoptés.[†]

Placements d'enfants auprès de structures et de familles d'accueil | Question 1494 (11/11/2024) de Mme Djuna Bernard | Mme Sam Tanson (déi gréng)

D'Reforme vum Jugendschutz a Jugendstrofrecht gehéieren zu de wichtigste Gesetzesprojekten am Beräich Kanner a Jugend, déi am Laf vun dëser Legislaturperiode sollen ofgeschloss ginn. Ënnert annerem sollen d'Modalitéit vu Placementer gereegelt ginn. Fir déi parlamentaresch Aarbechte ronderém d'Reformen optimal kënne virzubereeden an ze begleeden, sinn eng Rei vun Informatiounen néideg.

An dësem Kontext erlabe mir eis, follgend Froen zu de Placementer a Familien un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an un d'Madamm Justizministesch ze stellen:

1. Bekennt sech d'Regierung zum prinzipiellen Engagement fir eng progressiv Eliminéierung vum Placement an Institutiounen a fir e Placement a Fleegefamilien?

2. Wéi vill Fleegefamille gëtt et aktuell zu Lëtzebuerg? Wéi huet sech dës Zuel iwwert déi lescht zéng Joer entwéckelt?

3. Wéi huet sech d'Zuel vu Placementer a Fleegefamilien an de leschten zéng Joer entwéckelt?

4. Wéi huet sech d'Zuel vun de Kuerzzäitplacementer a Fleegefamilien an der selwechter Zäit entwéckelt?

5. Wat war déi duerchschnëttlech Dauer vun engem Placement an enger Fleegefamill iwwert déi lescht fënnef Joren?

6. Wéi vill Réckféierungen aus enger Fleegefamill bei déi biologesch Famill goufen an de leschten zéng Joer probéiert? Wéi vill dovunner waren definitiv? Wéi laang hunn d'Reckféierungen, déi net erfollegräch waren, an der Moyenne gedauert?

7. Mussen d'Fleegefamille reegelméisseg u Formatiounen deelhuefen? Wéi ass de Suivi vum Office national de l'enfance (ONE) oder eventuellen Agent-e-s régional-a bei de Fleegefamilien ugeduecht? Wéi kann eng Qualitéitskontroll assuréiert ginn?

8. Ginn d'Fleegefamilien op d'Konzept vun der „sécherheitsorientierter Praxis“ (SOP) sensibiliséiert?

Zu de Placementer a Strukturen erlabe mir eis, de Ministere follgend Froen ze stellen:

1. Wéi vill Institutiounen gëtt et insgesamt am Kleng-kand-Beräich, am Kannerberäich an am Jugendwunnen? Wat ass den Duerchschnëttstaux vun der Beleeeung?

2. Wéi huet sech dës Zuel iwwert déi lescht zéng Joer entwéckelt?

3. Wéi huet sech d'Zuel vu Placementer an Institutiounen an de leschten zéng Joer entwéckelt?

4. Wéi huet sech d'Zuel vun de Kuerzzäit-Placementer an Institutiounen an der selwechter Zäit entwéckelt?

5. Wat war déi duerchschnëttlech Dauer vun engem Placement an enger Institutioun iwwert déi lescht fënnef Joren?

6. Wéi vill Réckféierungen aus enger Institutiuon bei déi biologesch Famill goufen an de leschten zéng Joer probéiert? Wéi vill dovunner waren definitiv? Wéi laang hunn d'Reckféierungen, déi net erfollegräch waren, an der Moyenne gedauert?

7. No wéi enge pedagogesche Methode gëtt mat de Kanner a mat den Eltere geschafft? Ass d'SOP, déi vum ONE favoriséiert Method? Wa jo – gëtt dës an de Formatiounen a bei der Qualitéitsentwécklung vermettelt an encouragéiert?

Réponse (13/01/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Placementer a Familljen

ad 1. D'Approche vun der Regierung ass et, präventiv Moossnamen an intensiv ambulant Familljenhëlf, Eñnerstëtzungs- a Schutzmoossnamen auszubauen. Doriwwer eraus gi méi kleng Strukture geplant an d'Fleegefamilje solle gestäerk ginn. De Gesetzesprojet Nr. 7994 (Projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles) gesäßt an dësem Kontext vir, d'Aktivitéit vum Accueil en famille ze reforméieren a laangfristeg ze promouvéieren, fir dësem Engagement an der Kontinuitéit gerecht ze ginn.

Prinzipiell bekennen sech d'Regierung derzou, déi Moossnamen unzwendend, déi de Kanner a Jonken hiren individuelle Besoinen entspriechen, hir Sécherheet garantéieren an hiert Wuelbefannen énnertëzzen. Fir déi Kanner oder Jonker, fir déi d'Sécherheet an der Famill net garantéiert ka ginn, gi stationär Hëlfsmoossnamen ugebueden.

ad 2. D'Zuel vu Fleegefamiljen zu Lëtzebuerg.[†]

ad 3. D'Zuel vu placéierte Kanner a Fleegefamiljen.[†]

ad 4. D'Donnéeë vun de Kuerzzäitplacementer a Fleegefamilje ginn net systematesch vum Office national de l'enfance (ONE) erhuewen, well den ONE d'Dauer vun de Placementer net bestëmmt.

ad 5. Der Regierung leie keng Donnéeë vir iwwert déi duerchschnëttlech Dauer vun engem Placement an enger Fleegefamill. Dës Dauer variéiert a Funktioun vun der Situatioun vum Kand an der Famill a gëtt net automatesch erfasst. Fir déi duerchschnëttlech Dauer vun engem Placement an enger Fleegefamill ze ermëttelen, misst manuell Verifikatiounen an all eenzelnem Dossier gemaach ginn, wou et an de leschte fënnef Joer zu engem Placement an enger Fleegefamill komm ass.

ad 6. Der Regierung leie keng Zuele vir, wéi vill Réckféierungen aus enger Fleegefamill bei déi biologesch Famill an de leschten 10 Joer probéiert goufen a wéi laang déi net erfollegräch Réckféierunge gedauert hunn.

ad 7. D'Fleegefamiljen engagéieren sech duerch de Règlement grand-ducal du 22 août 2019 portant modification du règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour jeunes adultes et familles en détresse, all Joer op d'mannst 12 Stonne Weiderbildung an/oder Supervisioun ze maachen.

D'Fleegefamilje gi reegelméisseg vun engem agréierte Service d'accompagnement suivéiert. Dëse Suivi an Encadrement besteet aus mindestens sechs Stonne pro Trimester a pro Famill.

De Gesetzesprojet Nr. 7994 (Projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles) gesäßt d'Schafe vun enger Maison de l'accueil en famille vir. Hir zukünfteg Missioune



wieren énner anerem d'Auswiel an d'Virbereedung vun de Fleegefamillje souwéi d'Organisatioun vun der Weiderbildung an der Supervisioun fir Fleegefamilljen a Professioneller.

An deem Projet de loi sinn och Agente virgesinn, fir d'Qualitéit vun den Déngschter an de Strukturen an der Kanner- a Familljenhëlf systematesch ze iwverwaachen an ze garantéieren, datt déi den definieréte Qualitéitsstandarden entspreechen. Duerch hir Roll sollen déi Agenten eng kontinuéierlech Verbesserung vun de Servicer garantéieren, fir esou op déi individuell Bedierfnesser vu Kanner, Jugendlechen a jonken Erwuessen esouwéi hire Familljen op eng professionell a qualitativ héichwäerteg Manéier ze äntwerzen.

ad 8. D'Formatioune vun de Fleegefamillje ginn iwvert eng Agence de formation assuréiert, déi eng breet Pallett vu wichtegen Inhalter ofdeckt, fir de Fleegefamilljen dat néidegt Wëssen a Kompetenzen an d'Hand ze ginn. D'Fleegeeltiere kréien e breeden Knowhow mat op de Wee, fir op d'Besoine vun de Kanner kënnen anzegoen an hinnen e séchert a stabill Liewensémfeld ze bidden. An dése Formatione gëtt énnert anerem spezifesch Wëssen iwver Bindung vermettelt, inklusiv wéi eng sécher Bindung opgebaut gëtt a wéi een net séchert Bindungsverhalen erkennt a versteet. Weiderhi léieren d'Fleegefamilljen d'Grondlage vun der Traumapädagogik, fir dat Verhale vun traumatisierte Kanner besser ze verstoen an hinen Hëllef a Sécherheet ze bidden. Wäert gëtt och op d'Resilienzförderung geluecht, fir datt d'Fleegefamillje besser mat Krisen a erausfuerenderem Verhale kënnen émgoen a Léisunge fannen. Zousätzlech gi positiv Kommunikatiounstrategie vermettelt, déi hëllefen, Krisen ze deseskaliéieren oder ze vermeiden. All déi verschidde Formatioune stëmme mat der lénings- a ressourcenorientéierter Approche vun der SOP iwvereneen.

Placementer a Strukturen

ad 1. Zu désem Zäitpunkt kënne follgend Strukturen opgezielt ginn.[†]

Am Beräich vum Accueil en formule de logement encadré (SLEMO) (16–27 ans) gëtt et aktuell 503 Plazien.

Op Basis vun de leschten disponibelen Donnéeën ass den Duerchschnëttaux vun der Belebung fir 2023 déi follgend.[†]

ad 2. Den informatesche System erlaabt et net, dës Donnéeën erauszezéien an op dës Dauer auszurechnen.

ad 3. D'Zuel vu placéierte Kanner an Institutiounen huet sech wéi follgend entwéckelt.[†]

ad 4. Dës Donnéeë ginn net systematesch vum Office national de l'enfance (ONE) erhuewen, well den ONE d'Dauer vun de Placementer net bestëmmst.

ad 5. Der Regierung leie keng Donnéeë vir iwvert déi duerchschnëttelech Dauer vun engem Placement an enger Institutioun. Dës Dauer variéiert a Funktioun vun der Situations vum Kand an der Famill a gëtt net automatesch erfasst. Fir déi duerchschnëttelech Dauer vun engem Placement an enger Institutioun ze ermëttelen, misste manuell Verifikatiounen an all eenzelnem Dossier gemaach ginn, wou et an de leschte fénnef Joer zu engem Placement an enger Institutioun komm ass.

ad 6. Der Regierung leie keng Zuele vir, wéi vill Réckféierungen aus enger Institutioun bei déi biologesch Famill an de leschten 10 Joer probéiert goufen a wéi laang déi net erfollegräich Réckféierunge gedauert hunn.

ad 7. Den nationale Rahmenplan der Kinder- und Familienhilfe definiert d'Grondlage fir d'Haltung an d'pädagogesch Aarbecht an der Kanner- a Familljenhëlf a beriffet sech op déi grouss Prinzipie vun der Internationaler Konventioun vun de Kannerrechter an definieré gemeinsam Handlungsfelder, déi als Grondlag fir d'Beruffspraktiken a fir eng iwvergräifend Evaluatioun dénge sollen.

D'Handlungsfelder vun der Kanner- a Familljenhëlf hunn als Zil, d'Wuel an d'Sécherheet vum Kand (Intérêt supérieur de l'enfant) ze garantéieren an d'Familljen dodranner ze énnerstëtzen. E wichtegen Aspekt ass d'Participatioun vun de Kanner, Jugendlechen a jonken Erwuessen esouwéi hirer Famill. Si sollen aktiv an d'Decisiounsprozesser agebonne ginn, fir datt hir Perspektiven a Besoine respektéiert a berécksichtegt ginn. D'Selbstbestëmmung vun de Kanner an hire Famillje spiller dobäi eng zentral Roll, andeems hir Fäegkeet gestärkt soll ginn, iwver hir eege Situations ze entscheiden. Gläichzäiteg gëtt Resilienz geférdert, fir datt Kanner an hir Familljen an der Lag sinn, och mat schwieregen a belaaschtende Situations émzegoen. En anere wichtegen Aspekt ass d'Förderung vu sozioemotionale Kompetenzen, déi de Kanner hellef, hir Emotiounen ze reguléieren a stabill Bezieüungen an hirer sozialer Ëmgéigend opzebauen. Zousätzlech gëtt besonnesch Wäert op d'Förderung vun den Elterekompetenzen geluecht, fir hir Roll op eng positiv a stäerkend Manéier kënnen ze erfëllen. D'Bezéitung a Bezieüungskontinuitéit sinn zentral Elementer, well stabill Bindunge mat de wichtigeste Bezugspersounen essentiel fir d'Entwicklung vum Kand sinn. An désem Kontext gi strateegesch Momenter besonnesch berécksichtegt. D'Gestaltung vu Schlësselmomenter, wéi den Ufank oder Beendegung vun der Hëllefsmoosnam, Momenter vu Krisen oder Transitionen, ass vun entscheidender Bedeutung. An dése Phase gëtt sech mam Kand, dem Jugendlechen oder dem jonken Erwuessen a senger Famill esouwéi dem professionellen Netzwerk ronderëm si zesummesgesat. De Jonken esouwéi der Famill hir Meenungen a Besoine gi gehéiert a berücksichtegt, a si ginn aktiv an d'Sich no Léisunge mat agebonnen.

An Zesummenarbecht mat der Formatiounsgagence gëtt e Formatiounskatalog erstallt, dee speziell op d'Besoine vun de Prestatairen aus der Aide à l'enfance et à la famille ofgestëmmt ass.

D'Konzept vun der SOP enthält all dës Elementer an ass déi vum ONE favoriséiert Method. Am ONE gouf SOP als lénings-, ressourcen- a sécherheetsorientéiert Method implementéiert, déi virun allem op d'Participatioun vun der Famill setzt, an dës gëtt an de Formatiounen a bei der Qualitéitsentwicklung vermettelt an encouragéiert.

Désamiantage de bâtiments existants | Question 1533 (19/11/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Étant donné les efforts de désamiantage de bâtiments existants, les quantités de cette fibre minérale nocive pour la santé (p. ex. cancer du poumon, pathologies respiratoires) vont augmenter. En effet, on en retrouve un peu partout (plaques ondulées en ciment, ardoises Eternit, isolations) et l'élimination de ces déchets n'est pas sans poser problèmes.

1) Nous aimeraisons dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement si son ministère dispose d'un inventaire respectivement d'une estimation sur la présence de l'amiante dans des constructions luxembourgeoises.

2) Comment les déchets contenant de l'amiante sont traités respectivement éliminés actuellement ?

3) Quelles sont les capacités nationales en la matière ?

4) Quelle est la part transférée à l'étranger et le cas échéant dans quels pays ?

Réponse (13/01/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Selon les dispositions de l'article 26, paragraphe (3) de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les différents matériaux utilisés dans l'ouvrage à démolir doivent être identifiés et répertoriés dans un inventaire préalablement à toute déconstruction, ceci dans le but d'un enlèvement et d'une collecte séparés des différents matériaux en vue de leur traitement respectif. Seules les quantités d'amiante en cas de démolition y sont reprises. Cet inventaire qui fait partie des obligations réglementaires du maître d'ouvrage, doit être établi lors du démantèlement d'un bâtiment et présenté à l'Administration de l'environnement sur simple demande.

L'Administration de l'environnement ne dispose pas d'un inventaire centralisé permettant de répertorier la totalité des quantités d'amiante présentes dans le patrimoine bâti au Luxembourg. Tel qu'il ressort de la réponse à la question 4 des données relatives aux quantités de déchets d'amiante transférées depuis les chantiers de construction luxembourgeois sont toutefois disponibles.

ad 2) Il n'existe pour l'heure pas de capacités nationales de traitement ou d'élimination de déchets d'amiante.

ad 3) La totalité des déchets d'amiante générés sur les chantiers luxembourgeois est transférée à l'étranger pour être mis dans des décharges spécialement conçues pour accueillir ce type de déchet.

ad 4) Comme indiqué ci-dessus et en l'absence d'installations spécialisées sur le territoire national, les déchets contenant de l'amiante sont transférés vers des infrastructures adaptées situées dans les pays voisins. Ces transferts s'élèvent à un total annuel d'environ 6.000 tonnes. Actuellement, les déchets d'amiante sont principalement transférés en France, mais également en Allemagne et en Belgique, où ces déchets sont traités ou éliminés conformément aux réglementations en vigueur.

Condamnation de la Suisse par la Cour européenne des droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le changement climatique | Question 1537 (19/11/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 9. Abrëll 2024 huet den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter d'Schwäiz wéinst Verletzung vun de Mënscherechter verurteelt. Et ass déi éische Kéier, datt d'ECHR e Staat verurteelt huet, well dësen net genuch géint de Klimawandel géif handelen a soumat de Schutz vun de Mënscherechter géif blesséieren. D'Urteil vum ECHR verbënnt domat de Schutz vun de Mënscherechter mat Moosname géint de Klimawandel.

Den Émwelt-, Klima- a Biodiversitétsminister hätt nom Urteil ausgedréckt, datt hien den Text vum Urteil an intern Etudé wéilt iwverdroen, fir d'Konsequenze fir de Grand-Duché respektiv d'Verantwortung vum Ministère ze ermëttelen a wat opgrond vun désem Urteil misst émgesat ginn. D'Vereenegung Seniors for climate Luxembourg hätt Enn Mee an Ufank Juli Bréiwer dozou un de Minister geschéckt, huet bis elo awer nach keng Äntwert kritt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Émwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:



1. Huet de Ministère antësch d'Urteel vum ECHR analyséiert? Wat fir Konsequenze goufe fir Lëtzebuerg aus désem Urteel gezunn?

2. Ass de Minister der Meenung, dass Lëtzebuerg genuch géint de Klimawandel mécht a soumat net riskiéiert, fir duerch eng änlech Klo virum ECHR ze verléieren?

- Wa jo, wourop baséiert de Minister dës Aschätzung?

- Wann nee, wat fir eng weider Mesurë si geplangt, fir am Kader vun désem Urteel ze garantéieren, dass d'Mesurë géint de Klimawandel am Aklang mat de Mënscherechter sinn?

Réponse (13/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Et sief op d'Äntwert op d'parlementaresch Fro N° 1526 zum selwechte Sujet verwisen.

Qualité des courants d'eau | Question 1538 (19/11/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Lors d'une interview récente avec un représentant de l'Association luxembourgeoise des services d'eau (ALUSEAU), il a été précisé que la qualité de l'eau de nos rivières et ruisseaux varie d'une région à l'autre et que le risque de pollution(s) est toujours présent. Il a également été noté que la modernisation des stations de dépollution est une tâche exigeante afin de s'adapter régulièrement aux défis en la matière.

Dans ce contexte, nous aimeraisons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelle est l'évolution de la qualité de nos courants d'eau depuis 2019 et quels sont les principaux polluants identifiés ?

2) Que peut-on dire en particulier sur la présence de drogues de tout genre dans ces eaux résiduaires ?

3) Quels sont ou seraient les coins du pays les plus concernés par cette problématique ?

4) Dans le cadre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), existe-t-il des partenariats avec nos pays voisins pour assurer la gestion des pollutions transfrontalières des courants d'eau, surtout en vue du développement de nouveaux quartiers ?

Réponse (20/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Publié en 2022, le troisième plan de gestion de district hydrographique pour la période 2021-2027¹ présente l'évolution de l'état des cours d'eau au Luxembourg en tenant compte des données de surveillance collectées jusqu'en 2021. Le plan de gestion contient notamment une description générale des caractéristiques des cours d'eau et des eaux souterraines, un résumé des pressions et des incidences importantes de l'activité humaine sur l'état des eaux, ainsi qu'un programme des mesures nécessaires en vue d'atteindre le bon état des eaux.

En 2021, aucun des cours d'eau n'atteignait un bon état écologique respectivement chimique. Comme présenté dans le troisième plan de gestion, les principaux « polluants » qui causent la non-atteinte d'un bon état écologique des cours d'eau sont les nutriments (le phosphore total, l'orthophosphate, l'ammonium, les nitrates et les nitrites). Pour l'état chimique, les dépassements, empêchant l'atteinte d'un bon état,

sont dus aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), au fluoranthène, aux polybromodiphényléthers (PBDE) et au mercure. Ces polluants se retrouvent dans l'eau ou dans les organismes aquatiques.

Bien que nombreuses mesures aient été réalisées, leurs effets ne sont pas immédiatement reflétés dans l'évaluation de l'état global des cours d'eau. Il est dès lors primordial de continuer à multiplier les efforts collectifs avec toutes les parties prenantes en mettant en œuvre les mesures prévues par le programme de mesures du troisième plan de gestion, afin de poursuivre l'amélioration de la qualité des cours d'eau.

ad 2) La surveillance de stupéfiants dans les eaux résiduaires urbaines ne tombe pas dans le champ d'application de la directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (2024/2019) et ces paramètres ne sont dès lors pas mesurés par les communes et syndicats intercommunaux de dépollution des eaux résiduaires.

Quelques informations sont néanmoins disponibles à la suite de projets européens, notamment l'étude Score réalisée en 2023 par l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies. Les résultats observés au niveau des stations d'épuration luxembourgeoises dans le cadre de cette étude ont été précisés dans les réponses à la question parlementaire n° 0526 du 25 mars 2024.

ad 3) Référence est faite aux réponses à la question parlementaire n° 0526 du 25 mars 2024 et aux réponses à la question parlementaire n° 0581 du 5 avril 2024.

ad 4) Le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg (PNEC) ne traite pas de sujets liés à la protection et à la pollution transfrontalière des ressources en eau.

Dans le secteur de l'eau, le Luxembourg coopère avec les pays voisins de différentes manières. Le Luxembourg est notamment membre de plusieurs commissions fluviales internationales, à savoir la Commission internationale pour la protection du Rhin, la Commission internationale pour la protection de la Moselle et de la Sarre ainsi que de la Commission internationale de la Meuse. Ces commissions facilitent des échanges réguliers entre le Luxembourg et les pays voisins concernant la gestion de l'eau. En cas de pollution accidentelle, des plans d'alerte et d'avertissement internationaux ont été établis, garantissant ainsi la communication entre les pays concernés en cas de pollution transfrontalière.

À cela s'ajoute que le Luxembourg est membre de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux, surnommée « Convention sur l'eau des Nations Unies ». La Convention sur l'eau des Nations Unies exige notamment des parties membres qu'elles préviennent, contrôlent et réduisent l'impact transfrontalier, qu'elles utilisent les eaux transfrontalières de manière raisonnable et équitable et qu'elles assurent leur gestion durable. En vertu de cette convention, les parties riveraines des mêmes eaux transfrontalières doivent coopérer en concluant des accords spécifiques et en créant des organes communs.

Contrôles de l'ITM dans le cadre des vendanges | Question 1541 (19/11/2024) de **M. Georges Engel** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Les vendanges font appel à de nombreux travailleurs saisonniers. Cela s'accompagne de certaines exigences légales en matière de droit du travail, tant pour les viticulteurs que pour les travailleurs saisonniers. Certains

aspects ont déjà été abordés dans le cadre du Wäibaudësch 2024. Le 18 juillet 2024, Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture a présenté un compte rendu détaillé du Wäibaudësch 2024 du 11 juillet 2024 à la Commission parlementaire de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture. Madame la Ministre a notamment expliqué qu'une demande aurait été formulée pour l'établissement d'un guichet unique où les vigneron pourraient trouver toutes les informations pertinentes. La ministre a assuré qu'un guide complet regroupant les informations essentielles sur le droit du travail, l'ITM et le logement serait élaboré et disponible sur les portails des ministères concernés et de l'ITM d'ici septembre 2024.

Un autre sujet discuté lors du Wäibaudësch 2024 a été le Plan d'organisation du travail (POT). Les viticulteurs regrettent que les entreprises de moins de 15 employés permanents doivent élaborer un POT. Ils considèrent le POT comme une charge administrative importante et demandent à en être exemptés.

Dès lors, nous aimeraisons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de contrôles l'ITM a-t-elle effectué cette année dans le cadre des vendanges ?

2) Qu'est-ce qui a été remarqué lors des contrôles cette année ? Combien d'amendes ont été dressées et pour quel montant ?

3) Qu'en est-il du guide annoncé pour septembre ?

4) Compte tenu de l'exonération du POT souhaitée par les viticulteurs et de la dérogation à cette obligation déjà existante dans le secteur Horeca, comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les conséquences éventuelles d'une telle modification de la législation pour les travailleurs saisonniers concernés ?

5) Monsieur le Ministre a-t-il pris des mesures concrètes cette année pour répondre aux demandes des viticulteurs ou des travailleurs saisonniers ? Dans quelle mesure les efforts entrepris par l'ancien Gouvernement pour simplifier les charges administratives ont-ils été poursuivis ?

Réponse (09/12/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Cette année l'ITM a contrôlé 44 viticulteurs et 343 salariés, dont 315 travailleurs saisonniers.

ad 2) Un employeur a occupé un ressortissant de pays tiers sans autorisation de travail et un deuxième employeur a occupé deux ressortissants de pays tiers sans autorisation de travail.

Une cessation de travail a été prononcée à l'égard de ces trois ressortissants de pays tiers et une amende administrative de 10.000 euros par ressortissant de pays tiers a été infligée à l'encontre des deux employeurs.

Les dossiers de 36 entreprises, qui ont été demandées de produire les documents sociaux tels que par exemple les copies des contrats de travail, des fiches de salaires, des preuves de paiement ainsi que des registres relatifs à la durée de travail sont actuellement en cours de traitement.

En cas de constatation d'irrégularités, les entreprises concernées obtiennent un délai pour se régulariser.

ad 3) L'Institut viti-vinicole, en collaboration avec l'ITM, le Centre commun de la sécurité sociale, l'Administration des contributions directes, le Service de santé au travail multisectoriel et l'Agence pour le développement de l'emploi, a établi un guide à destination des viticulteurs.

¹ [https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-\(2021-2027\)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion/document-final.html](https://eau.gouvernement.lu/fr/administration/directives/Directive-cadre-sur-leau/3e-cycle-(2021-2027)/elaboration-du-3e-plan-de-gestion/document-final.html)



Ce guide « Leitfaden zur Beschäftigung saisonaler Arbeitskräfte im Weinbau, Obstbau, Gartenbau und Landwirtschaft » regroupe notamment les informations essentielles sur le droit du travail.

Il a été publié sur le site du « Landwirtschaftsportal » et de l'ITM.

<https://agriculture.public.lu/de/betrieb/recht-steuern-und-soziales/arbeitsrecht.html>

<https://itm.public.lu/fr/actualites/focus/2024/10/guide-viticuliteurs.html>

ad 4) Les dispositions relatives à la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ne prévoient pas expressément l'obligation d'établir un plan d'organisation du travail pour pouvoir profiter de la flexibilisation du temps de travail dans le cadre d'une période de référence pour les salariés qui accomplissent un travail d'une nature manuelle.

Par conséquent, les entreprises du secteur de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ne sont tenues d'établir un plan d'organisation du travail que pour les salariés qui accomplissent un travail d'une nature, sinon exclusivement, du moins principalement intellectuelle, si elles veulent profiter de la flexibilisation du temps de travail pour compte de ces salariés dans le cadre d'une période de référence.

Il s'avère dès lors qu'une modification de la législation existante en ce qui concerne le Plan d'organisation du travail n'est pas nécessaire pour compte des travailleurs saisonniers.

ad 5) Toutes les informations, y compris les formulaires à télécharger et des FAQ, réclamées par les viticulteurs ou les travailleurs saisonniers, sont mises à leur disposition tant sur le site du « Landwirtschaftsportal » que sur celui de l'ITM.

<https://agriculture.public.lu/de/betrieb/recht-steuern-und-soziales/arbeitsrecht.html>

<https://itm.public.lu/fr/actualites/focus/2024/10/guide-viticuliteurs.html>

Tant les employeurs que les salariés peuvent s'adresser à l'ITM, soit par téléphone au 247-76100, soit par courrier ou courriel moyennant l'adresse mail contact@itm.etat.lu ou bien en se rendant dans un des quatre guichets qui se situent à Strassen, Esch-sur-Alzette, Diekirch ou Wiltz.

<https://itm.public.lu/fr/support/contact.html>

Détenteurs de diplômes de médecine obtenus dans un État hors UE | Question 1547 (20/11/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Sans les professionnels de santé formés à l'étranger, le système de santé luxembourgeois ne pourrait fonctionner. Pour les professionnels de santé formés dans des pays ne faisant pas partie de l'Union européenne, il peut cependant être difficile d'obtenir une autorisation d'exercer au Luxembourg. Comme expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 6525, les détenteurs de diplômes de médecine obtenus dans un État hors UE doivent obtenir auparavant une reconnaissance de leur diplôme dans un autre État membre. Ceci est un préalable pour pouvoir demander une autorisation d'exercer au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Ces dix dernières années, quel est le nombre de médecins ayant été diplômés dans des pays en dehors de l'Union européenne et qui, après avoir obtenu une reconnaissance de leur diplôme dans un autre État membre, exercent désormais au Luxembourg ?

2) Est-ce que la mise en place d'un programme de reconnaissance de certaines spécialités, dans lequel le médecin requérant une autorisation d'exercer travaillerait quelques années sous supervision, est envisageable ? Le cas échéant, serait-il possible d'impliquer à ce processus les hôpitaux luxembourgeois qui agissent comme « Lehrkrankenhäuser » ? Les accords de formation existant ainsi entre les hôpitaux luxembourgeois et certaines universités étrangères pourraient-ils profiter aux personnes désireuses de faire reconnaître leur diplôme au Luxembourg ?

3) Concernant la reconnaissance de diplômes de santé non réglementés au niveau européen, selon quels critères ces dossiers sont-ils analysés ? Comment est-il procédé à l'évaluation des compétences des candidats ?

4) Quel est le nombre de professionnels de santé inscrits à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), ayant une formation dans le domaine de la santé, mais ne pouvant pas exercer au Luxembourg ? Un suivi spécifique est-il proposé à ces personnes par l'ADEM ?

5) Étant donné que le niveau de langue B2 en français ou en allemand est nécessaire pour exercer en tant que médecin au Luxembourg, des dispositions sont-elles prévues pour favoriser l'apprentissage des personnes formées dans des pays tiers et désireuses d'obtenir une autorisation d'exercer au Luxembourg ? Face au manque de personnel de santé, existe-t-il des programmes d'apprentissage intensifs de langues pour ce secteur ? Le cas échéant, la mise en place de tels programmes est-elle envisagée ?

Réponse (14/01/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Les conditions d'accès aux professions du domaine de la santé – y compris le contrôle du diplôme – sont vérifiées par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale en amont de la délivrance de l'autorisation d'exercer. Les données relatives au pays d'obtention du titre de formation ne sont actuellement pas enregistrées dans le registre professionnel des personnes autorisées à exercer. Dans le cadre de la refonte en cours du Registre digital des professions de santé, il est prévu que ces données soient dorénavant recensées pour toutes les nouvelles demandes d'autorisation d'exercer.

ad 2) L'idée de mettre en place un « programme » de reconnaissance de certaines spécialités dans lequel le médecin requérant une autorisation d'exercer travaillerait sous supervision exigerait, à l'instar des dispositions législatives introduites par la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg dans les spécialités neurologie, oncologie médicale et médecine générale, que des dispositions prévoient en détail pour chaque spécialité médicale non reconnue les parcours de formation en termes de durée, contenu de la formation, lieux de stage, proportion entre formation clinique et formation théorique, ainsi que les acquis d'apprentissage soient introduites pour les formations de spécialisation qui ne sont pas offertes par l'Université du Luxembourg. Ainsi par exemple, dans le cadre de la procédure de reconnaissance de diplômes de médecine générale obtenus dans des pays non UE,

certains intervenants du programme d'études menant au diplôme d'études spécialisées en médecine dans la discipline de la médecine générale collaborent activement dans le jury d'examen mis en place dans le cadre de cette procédure de reconnaissance. Ils permettent ainsi d'assurer que les candidats titulaires d'un diplôme de médecine générale obtenu dans un pays non UE disposent des compétences professionnelles nécessaires à l'exercice de la médecine générale.

À signaler que conformément à l'accord de coalition 2023-2028, la liste des spécialités médicales offertes par l'Université du Luxembourg sera élargie par des formations en pédiatrie et psychiatrie, ce qui permettra par conséquence également la reconnaissance de diplômes non UE obtenus dans ces spécialités. Deux groupes de travail mis en place par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur commenceraient leurs travaux début 2025 en vue de l'élaboration d'un avant-projet de loi.

En ce qui concerne les accords de formation mentionnés par l'honorable Député, il y a lieu de signaler que ceux-ci s'appliquent principalement dans le cadre de la formation initiale en médecine (formation de base et formation de spécialisation) et ne visent pas les procédures de reconnaissance des qualifications professionnelles non UE qui sont des procédures nationales propres à chaque pays.

En effet, l'article 2, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles exclut de facto un « outsourcing » des stages cliniques en ce qu'il impose des critères pour la primo-reconnaissance de qualifications professionnelles en médecine obtenues en dehors de l'Union européenne imposant un suivi par les autorités compétentes qui ne peut être garanti en cas de stages à l'étranger.

ad 3) En ce qui concerne la reconnaissance de diplômes de professions de santé non réglementées au niveau européen, il y a lieu de distinguer entre trois hypothèses. Premièrement les professions réglementées du domaine de la santé dites « non sectorielles », deuxièmement les professions du domaine de la santé réglementées au Luxembourg, mais non pas dans l'État membre d'origine, et troisièmement des professions du domaine de la santé non réglementées au Luxembourg.

En ce qui concerne la première hypothèse, il y a lieu de signaler que la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, telle qu'elle a été modifiée, transposée en droit national par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, prévoit plusieurs professions dites « sectorielles » pour lesquelles les critères de formation ont été harmonisés et qui permettent aux titulaires des diplômes afférents d'obtenir une reconnaissance automatique de leurs qualifications dans les autres États membres. Il s'agit des professions suivantes : médecin, médecin-dentiste, médecin-vétérinaire, pharmacien, infirmier en soins généraux, sage-femme et architecte.

Pour ces diplômes, une évaluation des qualifications n'est en principe pas nécessaire en ce que ces diplômes sont reconnus automatiquement en vue de l'accès aux professions afférentes (cf. article 21 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles).

En ce qui concerne la deuxième hypothèse, il y a lieu de signaler que la directive 2005/36/CE a mis en place le « système général » de reconnaissance des qualifications professionnelles à travers son article 10 pour toutes les professions réglementées « non sectorielles ». L'évaluation au titre du « système général »



s'articule autour de la comparaison du profil professionnel du demandeur avec le profil professionnel de la profession réglementée afférente tel que défini dans les lois et règlements portant réglementation de la profession.

Concrètement, cela implique que le profil professionnel du demandeur, consistant dans sa formation initiale, ses expériences professionnelles et d'éventuelles formations continues, est comparé avec le profil professionnel déterminé par la réglementation de la profession en termes de contenus de la formation et en termes d'activités réservées. En substance, il est contrôlé que le candidat puisse poser tous les actes professionnels nécessaires à l'exercice de sa profession.

Ce système général s'applique aussi bien dans l'hypothèse où la profession est réglementée dans l'Etat d'origine et au Luxembourg que dans l'hypothèse où la profession n'est pas réglementée dans l'Etat d'origine, mais qu'elle l'est au Luxembourg. En cas de profession réglementée au Luxembourg, sans réglementation dans l'Etat d'origine, il est exigé du demandeur en sus de prouver qu'il a licitement exercé cette profession pendant au moins une année au cours des dix dernières années dans l'Etat d'origine.

Concernant la troisième hypothèse, c'est-à-dire lorsque la profession du domaine de la santé n'est pas réglementée au Luxembourg, il y a lieu de signaler que le demandeur n'a pas besoin d'obtenir une reconnaissance des qualifications professionnelles préalable. Il doit néanmoins veiller, sous peine de poursuites pénales pour exercice illégal, à ne pas poser d'actes tombant dans le champ d'application d'activités réservées à une profession réglementée du domaine de la santé au Luxembourg.

ad 4) Concernant le taux de chômage des professionnels de la santé, il y a lieu de signaler que l'ADEM compte à ce jour environ 200 personnes inscrites disposant d'un diplôme d'une profession du domaine de la santé (infirmiers, médecins, laborantins, psychologues, ergothérapeutes, orthophonistes, sage-femmes, masseurs-kinésithérapeutes, etc.) délivré par un Etat non membre de l'Union européenne et qui ne disposent pas d'un droit d'exercer au Luxembourg. La moitié de ces personnes déclarent disposer des connaissances linguistiques requises pour les professions de santé à savoir un niveau d'allemand ou de français au niveau B2.

L'ADEM informe les demandeurs d'emploi concernés sur les procédures à suivre pour demander une éventuelle reconnaissance de leur diplôme et le droit d'exercer. Si une telle reconnaissance n'est pas possible, l'ADEM essaie de les réorienter vers d'autres métiers. Ainsi, une partie de ces personnes a entamé ou achevé avec succès une telle reconversion professionnelle.

ad 5) Le Centre de formation De Widong propose actuellement un programme d'apprentissage de langues axé sur la communication avec les patients et en équipe. Cette formation s'adresse aux professionnels de santé, médecins, étudiants en médecine ou tout autre acteur du secteur médical ou paramédical au contact avec la patientèle.

Programme national de dépistage du cancer du sein | Question 1548 (20/11/2024) de Mme Claire Delcourt | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Depuis le 1^{er} juillet 2024, le Programme national de dépistage du cancer du sein s'adresse aux femmes à partir de 45 ans, contre 50 ans auparavant. Dans le

contexte de cette initiative louable, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de personnes supplémentaires sont désormais potentiellement bénéficiaires du Programme mammographie ? Quel ordre (âge, alphabet ou autre) a été déterminé pour convoquer les femmes entre 45 et 50 ans, désormais éligibles pour participer au programme ?

2) Ce nombre supplémentaire de femmes éligibles a-t-il eu des conséquences sur les rendez-vous octroyés aux femmes ayant eu 50 ans en 2024 ? Doivent-elles attendre plus longtemps pour obtenir leur première lettre d'invitation dans le cadre du programme de dépistage ? De manière générale, les lettres d'invitations aux personnes faisant d'ores et déjà parties du programme ont-elles dû être envoyées de manière plus espacée suite à cette extension ?

3) Quel a été jusqu'ici le taux de participation des femmes nouvellement éligibles entre 45 et 50 ans ? A-t-on constaté une différence par rapport aux personnes qui ont eu leur première invitation à 50 ans, avant l'extension du programme ?

4) Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0301, Madame la Ministre indique que le temps d'attente pour examens mammographiques urgents a pu être réduit de manière significative. Quelle est l'évolution du temps d'attente pour une mammographie pour une patiente qui n'est ni dans une situation d'urgence, ni dans le Programme mammographie ?

Réponse (13/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Selon les estimations issues des données Statec 2024, 36.600 femmes supplémentaires sont âgées entre 45 et 49 ans, voire entre 70 et 74 ans de sorte qu'elles sont dorénavant potentiellement bénéficiaires du Programme mammographie.²

Il a été décidé de répartir les invitations des nouvelles bénéficiaires potentielles sur 2 ans afin que fin 2025 toutes les nouvelles bénéficiaires potentielles aient été invitées. La répartition a été faite par année et mois de naissance. Les femmes sont invitées le mois précédent leur anniversaire, les années de naissance impaires sont invitées en 2024 et les années paires en 2025.

Les femmes âgées entre 50 et 69 ans sont invitées selon les mêmes modalités qu'avant la modification de la tranche d'âge en respectant l'intervalle de 23 mois entre deux invitations.

ad 2) Les conséquences en termes de délais sur l'obtention d'un rendez-vous pour les femmes de 50 ans en particulier tout comme les conséquences sur les délais d'obtention d'un rendez-vous en général, ne peuvent pas être déterminées en particulier étant donné que l'âge des patientes n'est pas pris en compte pour l'établissement des statistiques sur les délais. Par ailleurs, les dernières données établies par l'Observatoire national de la santé, selon une méthodologie uniforme pour tous les services de mammographie, peuvent être consultées en ligne sous :

<https://obs.gouvernement.lu/fr/publications/carte-santitaire-2023-fascicule3.html>

Au regard de ce nombre supplémentaire de femmes éligibles, les femmes ayant atteint les 50 ans en 2024 ont reçu leur invitation sans aucune modification de délai par rapport à l'organisation du programme avant modification de la tranche d'âge. Ces femmes ont reçu

leur première invitation 1 mois avant leur 50^e anniversaire.

L'intervalle entre deux invitations pour participer au dépistage n'a pas été modifié. Les femmes reçoivent donc une invitation tous les 23 mois selon deux cas de figure :

- soit entre deux invitations (si pas de participation)
- soit entre une mammographie et l'invitation suivante (si participation).

ad 3) Nous ne disposons pas encore de données sur le taux de participation de la catégorie d'âge 45 à 50 ans.

ad 4) Le tableau [†] ci-dessous reprend la durée des délais d'attente que les 4 centres hospitaliers ont transmis à la Direction de la santé à la date du 8 janvier 2025.

Relations entre l'Etat et SES | Question 1550 (20/11/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wéi d'SES matdeelt, solle weltwäit Aarbechtsplazen ofgebaut ginn. Och zu Lëtzeburg wäerten am Back Office Aarbechtsplazen ofgebaut ginn, wéi ee „Wort“-Artikel vum 23. Oktober mellt. D'SES deelt mat:

„Die Entscheidungen werden hier in Luxemburg getroffen. Hier werden wir immer eine große Anzahl von Mitarbeitern haben.“

De Lëtzebuerger Staat ass duerch seng Aktienundeeier och am Verwaltungsrot vun der SES vertrueden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Fro stellen:

- Wéi eng Geschäftsbezüge existieren tüschen der SES an de Verwaltung beim Lëtzebuerger Staat a wéi vill Suen hunn déi verschidde Verwaltungen heifir ausginn? (Oplëschung vu Kontrakter no Ministère)

Réponse (17/12/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

D'Defense huet Kontrakter mat der SES fir Satellite-Kapazitéiten a fir Servicer fir Satellite-Buedemstationen. D'Kooperatioun huet e Kontrakt mat der SES fir de Service emergency.lu. Dës Lösung gëtt a Krisengebäider agesat, fir déi néideg Kommunikatiounsservice an enger Noutfallsituatioun erëm hierzestellen.

Fir dës Kontrakter huet de Staat am Joer 2024 8,8 Milliounen Euro ausginn.

Bataillon belgo-luxembourgeois | Question 1551 (20/11/2024) de M. Tom Weidig (ADR)

De 14. November 2024 gouf de Gesetzesentwurf 8389 an der Chamber mat 52 zu 7 Stëmmen ugeholl. D'Madamm Minister huet an der Stellungnam vun der Régierung behaapt, iwwer de belsch-lëtzebuergesche Bataillioun wier am Virfeld vun dëser Ofstëmmung an der Chamber schonn dacks debattéiert ginn.

An dësem Kontext géing ech der Madamm Verdeedigungminister gär follgend Froe stellen:

1. Op wéi engen Datumer stoung de belsch-lëtzebuergesche Bataillioun um Ordre du jour, fir debattéiert ze ginn?
2. Gouf et eng Diskussioun mat enger Ofstëmmung zur Schafung vum Bataillioun?
3. Hutt Dir en internt Dokument, wéi de Bataillioun en détail funktionéiere soll, dat Dir der Chamber kënnt ginn?
4. Wa keent existéiert, wéini kënnt et?

² Pour la catégorie des 70 à 74 ans il faut noter que les femmes concernées étaient déjà visées par les invitations des années précédentes étant donné qu'elles n'avaient pas encore atteint l'âge de 70 ans selon l'année de mise en place du programme.



5. Kéint d'Madamm Minister der Chamber d'Ofkommes tëschent dem deemolege Verdeedegungsmiester Bausch a senger belscher Amtskolleegin zur Verfügung stellen, fir dëst ze debattéieren an eventuell réckwierkend zur Ofstëmmung ze bréngen an ze verëffentlechen?

Réponse (24/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

Ech wëll énnersträichen, dass de belsch-lëtzebuer-gesche Batailloun reegelméisseg an der Chamber an an der zoustänneger Kommission debattéiert gouf, sief et notamment an der Chamberskommission vum 14. Januar 2021 iwwert den NATO Planifikatiounsprozess, sief et am Kader vum Gesetz fir d'Acquisition vum CLRV (7852), dem neien Arméisgesetz (N° 7880), bei der Virstellung vun de Lignes directrices fir 2035, dem aktuelle Regierungsprogramm an an diverse parlementareschen Ufroen, souwéi an enger mëndlecher Ufro vum Députéierte Fernand Kartheiser den 8. Juli 2021.

Dee rezentsten Debat wor de 14. November 2024, wou de Gesetzesprojet 8389 mat 52 Jo-Stëmmen approuvéiert gouf. Deen Dag stoung net némnen d'Acquisition vun den zukünftege Gefierer fir de binationale Kampfopklärungsbaailoun zum Vott, mee och d'Émsetzung vum Batailloun gouf debattéiert, well dës Gefierer een essenzielle Bestanddeel vun dësem Projet duerstellen.

D'Ofkommes iwwert de Batailloun, dat mäi Virgänger énnerschriwwen huet, ass och am Gesetzesprojet 8389 an an de Kommissionssätzungen erwäant ginn.

Wat d'Sëtzunge betréfft, an däer de Batailloun thematiséiert gouf, verweisen ech un d'Servicer an den Internetsite vun der Chamber, op deem d'Procès-verballe vun de Kommissionssëtzunge verëffentlecht ginn.

Wéi am Fall vun der gemeinsamer A400M-Unitiéit, gëtt och de Batailloun etappeweis opgestallt. Et gëtt intern Aarbechtsdokumenter, déi zesumme mat der Belsch ausgeschafft ginn, mee déi aktuell awer nach net Opschluss iwwert dat detailliéert Funktionéiere vum Batailloun ginn. Ëm 2030 wäerten déi éischt Elementer stoen an asetzbar sinn, fir de Batailloun no 2032 komplett asazfæg ze maachen. Leschten Enns soll dése Batailloun d'selwecht funktionéiere wéi all Batailloun vun enger NATO-Arméi.

.....

Accompagnement des élèves dans les bus scolaires | Question 1553 (20/11/2024) de **Mme Francine Closener** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Am Rapport annuel vun 2024 vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) kann een op de Säiten 266 an 267 liesen, dass et um Niveau vun den internationale Schoulen aktuell Problemer gëtt, fir en adäquat Accompagnement vun de Schülerinnen aus dem Fondamental an de Schoulbussen ze organiséieren. D'Schoulen an d'Gemeinde befannen sech an engem Flou juridique a sichen egee Léisungen, während weider de Bildungs- nach den Transportministère op dem Ombudsman seng Interventioun reagéiert soll hunn, fir eng Verbesserung vun der Situation ze erzilen.

Dem Rapport no, soll déi aktuell Situation schonn zu méi wéi engem geféierleche Virfall gefouert hinn. Konkreet heescht et am Rapport:

L'absence d'accompagnement adéquat a entraîné de nombreux incidents mettant en danger la sécurité des élèves. Parmi les cas signalés, on note des élèves s'endormant et manquant leur arrêt, restant bloqués

dans le bus, ne portant pas leur ceinture de sécurité, recourant à des actes de violences ou encore étant exposés à des adultes étrangers montant dans le bus.

An deem Kontext wéilte mir dem Minister fir Education, Kanner a Jugend an der Ministesch fir Mobilitéit gäre follgend Froe stellen:

- Wéini hunn de Bildungsministère an de Mobilitéitsministère d'Recommandatioun vum OKaju erhalten, aus deenen ervirgeet, dass et e Problem gëtt beim Accompagnement vun de Primärschüler-innen aus den internationale Schoulen an de Bussen?

- Wisou huet d'Regierung bis elo net reagéiert?

- Wäert d'Regierung d'Recommandatioun vum OKaju émsetzen, fir esou séier wéi méiglech sécherzestellen, dass d'Accompagnement am Bus adäquat assuréiert gëtt?

- Bis wéini ass mat enger Verbesserung vun der aktueller Situation ze rechnen?

Réponse (20/01/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am Géigesaz zum Enseignement fondamental an de Gemengeschoulen, ass d'Situatioun an de staatlechen internationale Schoule vill méi divers, wann et ém de Schoultransport geet. D'Schüler kommen dacks aus ganz énnerschiddleche Regionne vum Land, an den Transport gëtt iwwer énnerschiddlech Weeër assuréiert. Eltere bréngen d'Kanner selwer an d'Schoul, verschidde Gemengen, an deenen d'international Schoulen ugesideilt sinn, klamme mat eran an d'Organisation vum Schoultransport an de Mobilitéitsministère organiséiert zousätzlech Buslinnen, déi déi international éffentlech Schoulen desservéieren. Et gëtt och Elteren, déi hir Kanner mam regulären éffentlechen Transport fuere loassen, fir an eng international éffentlech Schoul gefouert ze ginn.

Dem Mobilitéitsministère an dem Bildungsministère ass et wichteg, datt déi international éffentlech Schoule vun enger gudder Offer a punto éffentlechen Transport kënne profitéieren. Allerdéngs wäert dëst och an Zukunft net dozou féieren, datt alle Cas-de-figuré wäert kënne Rechnung gedroe ginn.

Wat den Accompagnement beim Schoultransport ubelaangt, esou ass dése gereegelt iwwert de Règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique. Den Artikel 17.5.01 beseat, datt: „Les responsables, en collaboration avec toutes les instances et personnes intéressées et concernées, prendront les mesures nécessaires propres à garantir la discipline et l'ordre dans l'autobus scolaire et aux arrêts, en vue notamment de la prévention des turbulences, bousculades et autre mauvais comportement pouvant constituer des risques d'accident et des facteurs d'insécurité pour les personnes.“

Dës Mesure kënnen iwwert en zousätzlechen Accom-pagnateur assuréiert ginn, mee mussen awer net.

Den Educatiounsministère huet e Consultatiounsprozess mat den éffentlechen Europaschoulen ugefaange fir erauszfannen, ob déi vum OKaju beschriwwen Schwieregkeete weiderhi bestinn, a wäert zesumme mat de concernéierte Schoulen, le cas échéant, déi adequat Léisungen dorop fannen.

.....

Légalité et critères d'accès à la « Wanteraktiou » | Question 1554 (21/11/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Cette année, le service humanitaire « Wanteraktiou » (WAK) n'accueillera plus, exception faite des périodes pendant lesquelles il fera moins de 0 degrés, des personnes présentes sur le territoire luxembourgeois depuis moins de 3 mois, pour plus de 3 nuits consécutives. En outre, il est aussi annoncé que chaque personne ne consentant pas au règlement interne et à la procédure de collecte de ses données personnelles n'aura pas accès à la WAK.

À ce titre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Sur quelle base légale cette décision repose-t-elle ?

2) Quelles mesures ont été prises afin de s'assurer que la collecte et l'utilisation des données personnelles des utilisateurs de la WAK est conforme au RGPD ? Un utilisateur des services de la WAK a-t-il la possibilité de s'opposer partiellement à la collecte de ses données personnelles sans être sanctionné par une interdiction d'entrée ?

3) Est-ce qu'un citoyen de l'Union européenne récemment arrivé sur le territoire luxembourgeois et souhaitant faire usage de son droit de résidence de 3 mois sera éloigné de force du territoire national ?

À quel montant sont estimés les coûts pour reconduire les personnes interdites d'entrée au WAK dans leur pays d'origine ?

4) Comment est-ce que les responsables de la WAK identifieront les personnes présentes sur le territoire depuis moins de 3 mois ?

L'utilisation de la WAK sera-t-elle interdite aux citoyens luxembourgeois revenant d'un long séjour à l'étranger ?

5) Les ressortissants de pays tiers seront-ils reconduits aux frontières de l'Union européenne ?

Dans l'affirmative, comment garantir le respect du principe de non-refoulement et l'identification des personnes ayant introduit une demande de protection internationale dans l'Union européenne ou y ayant un droit de séjour ?

6) Comment la conformité de cette mesure avec le principe de non-discrimination dans la distribution de l'aide humanitaire sera-t-elle assurée ?

7) La reconduite de familles présentes sur le territoire pendant moins de 3 mois dans leur pays d'origine est-elle envisagée ?

Dans l'affirmative, comment la préservation de l'intérêt supérieur des enfants concernés sera-t-elle assurée ?

Réponse (15/01/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

L'association sans but lucratif Dräieck, constituée le 23 octobre 2020, a comme objet social la gestion de structures d'urgence pour offrir principalement un hébergement temporaire et des services de bas seuil à la population au Luxembourg ayant des besoins humanitaires et en complément à d'autres services d'orientation sociale.

Dans le cadre de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant la relation entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, la Dräieck ASBL a obtenu un agrément définitif pour l'exercice de l'activité de sa « Structure d'urgence multifonctionnelle » en date du 26 juillet 2022 (n° A/2020/26/5(a)).

Une convention est conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, et la Dräieck ASBL conformément à la loi précitée. Ladite convention détermine les rôles respectifs



des parties et précise que la Dräieck ASBL a la charge de la gestion de la structure d'urgence multifonctionnelle incluant l'organisation et la gestion de l'Action Hiver (Wanteraktiou-WAK).

Concernant l'utilisation des données personnelles des bénéficiaires de la « Wanteraktiou », le ministère et la Dräieck ASBL, traitent, chacun en tant que responsable de ses propres traitements, les données à caractère personnel conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après le « RGPD »).

Il incombe dès lors à l'organisme gestionnaire de se conformer aux dispositions du RGPD. Le transfert de données à caractère personnel par la Dräieck ASBL au ministère dans le cadre des finalités prévues aux chapitres 1^{er} et 2 de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ci-après « loi ASFT ») et de la convention conclue entre la Dräieck ASBL et le ministère, se fait d'un responsable du traitement à un autre.

La Dräieck ASBL communique au ministère la population cible, ainsi que les critères et la procédure d'admission, pour validation conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur.

Le règlement d'ordre intérieur est établi par l'organisme gestionnaire conformément à l'article 18 du règlement grand-ducal du 9 janvier 2001 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants. Le non-respect du règlement d'ordre intérieur, selon la gravité des faits, peut entraîner une exclusion de la « Wanteraktiou ». Il convient cependant de souligner que ce règlement d'ordre intérieur vise principalement à garantir la sécurité et le respect mutuel entre les bénéficiaires. Le gestionnaire est responsable de sanctionner le non-respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur.

Il convient également de souligner que, d'après la Dräieck ASBL, le refus de communiquer des données personnelles ne constitue pas un critère d'exclusion de la « Wanteraktiou ». L'inscription est cependant obligatoire afin de respecter les dispositions prévues en matière de sécurité, notamment au niveau de la procédure d'évacuation incendie (art. 16 règlement grand-ducal précité).

Pour les personnes issues d'un pays tiers qui souhaitent retourner dans leur pays d'origine, la Dräieck ASBL collabore avec la Direction de l'immigration et l'Organisation internationale pour les migrants (OIM). Pour ce qui est des personnes qui bénéficient de droits sociaux dans un autre pays membre de l'Union européenne, la Dräieck ASBL peut couvrir le coût d'un ticket de train ou de bus, à condition que les organismes précités ne puissent intervenir et que le demandeur ne dispose pas de moyens financiers propres. Le ministère ne peut toutefois pas fournir d'informations précises sur les coûts, ceux-ci varient en fonction du moyen de transport utilisé.

Pour les citoyens luxembourgeois en difficulté à l'étranger, une procédure de rapatriement peut être organisée via les ambassades et consulats luxembourgeois. Si un citoyen luxembourgeois souhaite revenir par ses propres moyens au Grand-Duché de Luxembourg et ne

dispose pas d'une solution de logement, il peut accéder à tous les services dédiés aux personnes sans abri, y compris la « Wanteraktiou ».

Lors de l'inscription, il est demandé aux bénéficiaires si c'est leur première inscription auprès de la « Wanteraktiou », afin que les règles de fonctionnement et d'ordre intérieur puissent leur être expliquées. Leur durée de séjour au Luxembourg est également renseignée. Les nouveaux bénéficiaires résidant plus de trois mois au Luxembourg peuvent attester de leur présence par tout document disponible, notamment une attestation de fréquentation d'un service social. Il convient également de préciser que chaque bénéficiaire de la « Wanteraktiou » signe un contrat d'hébergement, conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal précité.

La « Wanteraktiou » offre un accueil d'urgence à des adultes en situation de sans-abrisme et n'est pas appropriée pour accueillir des mineurs. Toutefois, lorsqu'une famille avec enfants se présente à la « Wanteraktiou » le soir, elle y sera accueillie en urgence et logée dans une chambre plus adaptée, le temps de trouver une solution adéquate. La Dräieck ASBL collabore à cet effet avec l'Office national de l'enfance (ONE), les offices sociaux, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) ou encore d'autres associations concernées et signale la présence de mineurs au parquet de la jeunesse.

Propos tenus lors de la conférence de presse concernant l'ouverture de la « Wanteraktiou » | Question 1555 (21/11/2024) de M. Marc Baum (délégué Lénk)

Lors de la récente conférence de presse marquant l'ouverture de la « Wanteraktiou » (WAK), Monsieur le Ministre a évoqué des éléments qui soulèvent des interrogations quant à leurs sources et fondements. Dans ce contexte, il est essentiel de garantir que les nouvelles mesures d'accueil mises en œuvre reposent sur des données vérifiées et non sur des spéculations ou des rumeurs. De plus, il est primordial d'assurer que l'accès inconditionnel aux services de la WAK reste intact et que les principes fondamentaux de cette initiative soient préservés.

À ce titre, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut fournir un aperçu de l'évolution des bénéficiaires de la WAK depuis sa création ?

Peut-il distinguer entre la capacité d'accueil (nombre de lits disponibles), l'occupation réelle et le nombre d'individus ayant eu recours à ces services depuis sa création ?

2) Est-il avéré que des personnes ayant un contrat de travail (CDI, CDD, saisonnier, temps plein, temps partiel) utilisent les services de la WAK ?

Si cela se confirme, peut-il fournir des données chiffrées sur ce phénomène pour les trois dernières années ?

Quels moyens sont utilisés pour collecter et vérifier ces informations ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre peut indiquer combien de personnes demandant une protection internationale ont bénéficié d'un hébergement dans le cadre de la WAK cette année, ainsi que lors des trois années précédentes ?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre peut préciser la source exacte des informations tirées d'un journal d'Europe de l'Est, mentionnées comme argument pour

justifier une prétendue incitation à venir au Luxembourg afin de bénéficier des aides hivernales ?

5) La WAK dispose-t-elle des aménagements procéduraux et matériels nécessaires pour accueillir des familles, des femmes, ainsi que des mineurs non accompagnés et des mineurs demandant une protection internationale ?

Pouvez-vous expliquer en détail comment ces trois catégories de bénéficiaires sont prises en charge et encadrées au sein de la WAK ?

Réponse (15/01/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

L'Action Hiver a été créée le 1^{er} décembre 2001, après le constat que le Centre accueil et solidarité, regroupant 3 projets, à savoir le foyer de nuit « Ulysse », le foyer « Long séjour » et le centre de jour « Téistuff beim Benoît », risquait de dépasser sa capacité d'accueil.

Les possibilités d'hébergement pendant l'Action Hiver ont évolué dès sa conception, acceptant tous les locaux mis à disposition par des administrations communales et d'autres partenaires. Ainsi, de 2008 à 2011, l'Action Hiver disposait de 77 lits, distribués sur plusieurs locaux. Lors de l'édition 2011-2012, plusieurs associations ont également mis à disposition des lits, cependant le nombre total des lits n'a pas été déterminé à l'époque.

Depuis l'édition 2012-2013, la Wanteraktiou (WAK) dispose d'un local unique grâce à la mise à disposition par la société lux-Airport d'un bâtiment désaffecté sis au numéro 2b, route de Trèves au Findel, pouvant accueillir 180 personnes.

Finalement, depuis l'édition 2019-2020, la WAK a lieu dans la structure d'urgence multifonctionnelle, sise au numéro 12, beim Haff au Findel, et dispose de 250 lits. Depuis décembre 2023, la capacité d'accueil de la WAK peut cependant être augmentée à 300 lits, lors d'un afflux important de nouveaux bénéficiaires.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des inscriptions de la WAK depuis sa création en 2001. À noter que le foyer de jour n'a été ouvert qu'en 2014, ce qui explique la hausse des inscriptions depuis cette date.

Il y a lieu de rappeler que les principes fondamentaux de la WAK restent inchangés depuis sa création, à savoir d'assurer qu'aucune personne en situation de sans-abrisme au Luxembourg ne soit victime d'hypothermie par période de grand froid.

En ce qui concerne les travailleurs ayant bénéficié de la WAK au cours des 3 dernières éditions, la Dräieck ASBL a compté 102 travailleurs lors de l'édition 2021-2022, 218 travailleurs lors de l'édition 2022-2023 et 59 travailleurs lors de l'édition 2023-2024. Le type de contrat de travail est demandé de manière systématique lors de l'inscription à la WAK, toutefois le bénéficiaire n'est pas obligé de divulguer ces données s'il ne le souhaite pas.

La Dräieck ASBL n'a recensé les données concernant les demandeurs de protection internationale (DPI) qu'à partir de l'édition de la WAK 2023-2024. En 2023-2024, parmi les 2.352 inscriptions, 173 DPI ont été accueillis provisoirement en attendant qu'un lit se libère au Centre de primo-accueil de l'Office national de l'accueil.

Il y a lieu d'insister que la WAK n'est pas une structure adaptée pour l'accueil d'enfants mineurs dans la mesure où les infrastructures ne sont pas adaptées à leurs besoins et où elle consiste en une action humanitaire en faveur des personnes sans-abri. Une partie du public accueilli présente des problématiques sociales importantes et multiples. Lorsque des familles avec



mineurs et des mineurs non accompagnés se présentent à la WAK pendant le soir, ils y sont cependant accueillis. En effet, la structure d'urgence multifonctionnelle dispose de 6 chambres familiales pour faire à une telle éventualité. En outre, une procédure particulière est mise en place afin de veiller à la protection des mineurs. Ainsi, les repas sont amenés dans la chambre familiale et un horaire est mis en place pour l'utilisation des douches.

L'aile dans laquelle se trouvent les chambres familiales dispose d'une salle de bain séparée de celles utilisées par les autres bénéficiaires de la WAK. Par ailleurs, la coordination de terrain de la WAK s'efforce immédiatement de trouver une solution adéquate pour les familles et les mineurs non accompagnés en collaboration étroite avec l'Office national de l'enfance (ONE), les offices sociaux, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) ou encore d'autres associations concernées. Les mineurs non accompagnés souhaitant introduire une demande de protection internationale sont pris en charge par le Centre de primo-accueil de l'ONE à Hesperange.

Partenariat entre Luxair et une association fondée par l'épouse du Grand-Duc Henri | Question 1556 (21/11/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

« Stand Speak Rise Up! » est une ASBL fondée en 2019 par l'épouse du Grand-Duc Henri, Maria Teresa, pour lutter contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux filles dans les environnements fragiles tels que les zones de guerre et de conflit.

Il apparaît que cette association s'est récemment engagée dans un partenariat avec Luxair. Dans le cadre de ce partenariat, la société luxembourgeoise de navigation aérienne a appliqué une livrée spéciale sur un avion de type De Havilland Q400 affichant notamment le logo et le nom de « Stand Speak Rise Up! ». Par ailleurs, Luxair compte également sensibiliser ses employés et passagers par le biais d'actions ciblées autour de la cause défendue par l'association et a publié une vidéo sur son site web affichant le logo de Luxair à côté de celui de « Stand Speak Rise Up! ». L'avion sera dévoilé le samedi 23 novembre en présence de l'épouse du Grand-Duc et de l'équipe de l'association.

À cet endroit, il convient de rappeler que lors de la constitution de la Maison du Grand-Duc en 2020 suite aux conclusions du rapport du représentant spécial du Premier ministre auprès de la Cour grand-ducale (communément appelé rapport Waringo), il a été opéré une séparation stricte entre les activités privées et les missions officielles de la famille grand-ducale. Les actions philanthropiques de la famille grand-ducale ont explicitement été identifiées comme relevant du domaine privé ne comportant aucun lien avec l'État luxembourgeois.

Étant donné que l'État est indirectement l'actionnaire majoritaire de la compagnie aérienne Luxair, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que les frais liés à l'exécution du partenariat susmentionné entre l'association « Stand Speak Rise Up! » et Luxair ont été entièrement ou partiellement pris en charge par la compagnie aérienne Luxair ? Dans l'affirmatif, pouvez-vous me renseigner du montant pris en charge par Luxair ?

2) Pouvez-vous me détailler le processus décisionnel au sein de Luxair qui a mené à la décision de Luxair d'engager le partenariat avec cette association précise ? Est-ce que Madame la Ministre a donné son accord à ce partenariat, respectivement en a-t-elle été

informée en amont de la conclusion formelle du partenariat ?

3) Quels critères ont été à la base de la décision de Luxair d'engager le partenariat avec cette association précise ? Est-ce qu'il y a eu un appel à projets public et non discriminatoire à l'attention des associations luxembourgeoises pour la mise en place d'une campagne de sensibilisation ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

4) Est-ce que Luxair compte lancer d'autres partenariats en matière de sensibilisation pour des causes philanthropiques à l'avenir et si oui, pouvez-vous m'informer des intentions de Luxair dans ce domaine et des conditions qui permettent aux associations philanthropiques d'accéder à un tel partenariat ?

En complément, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

5) Monsieur le Premier ministre a-t-il été informé du projet de partenariat entre Luxair et l'association « Stand Speak Rise Up! » en amont de la conclusion formelle du partenariat ? Si oui, pouvez-vous me dire quand et sous quelles conditions vous en avez pris connaissance ?

6) Monsieur le Premier ministre n'est-il pas d'avis que ce partenariat pourra être interprété comme un soutien direct de l'État luxembourgeois à l'association philanthropique de la famille grand-ducale ?

7) Monsieur le Premier ministre est-il d'accord avec l'affirmation que les activités philanthropiques de la famille grand-ducale relèvent du domaine privé de celle-ci, qu'elles ne comportent aucun lien direct avec l'État luxembourgeois et qu'elles ne doivent pas bénéficier d'un traitement préférentiel de la part de l'État luxembourgeois ? Dans la négative, pouvez-vous m'exposer votre point de vue à ce sujet ?

Réponse (28/11/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

L'honorable Député s'enquiert sur le partenariat entre l'association « Stand Speak Rise Up! » et la compagnie aérienne Luxair.

Les informations qui suivent nous ont été communiquées par Luxair.

Luxair, en tant qu'entreprise responsable, s'engage activement dans des initiatives de responsabilité sociétale et environnementale (RSE), intégrées dans une démarche ESG (environnementale, sociale et de gouvernance), pour soutenir des causes sociales et promouvoir des valeurs fondamentales telles que l'inclusion, la solidarité et la lutte contre les discriminations. Depuis 2020, des projets concrets et variés sont développés, reflétant la volonté de la compagnie aérienne d'agir pour le bien-être des communautés qu'elle sert.

En 2020, Luxair a marqué son engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes en participant à l'Orange Week. La livrée d'un avion a été modifiée en partenariat avec « Femmes en détresse » pour sensibiliser à cette cause cruciale, accompagnée de la promotion du hashtag #Orangezlemonde. Cette initiative visait à attirer l'attention sur une problématique universelle et à encourager le dialogue.

En 2021, Luxair a renforcé son soutien à la communauté LGBTQIA+ en lançant un avion aux couleurs de la Pride, en collaboration avec « Rosa Lëtzeburg ». Ce geste s'est accompagné de séminaires internes destinés à sensibiliser ses collaborateurs et à encourager une culture inclusive au sein de l'entreprise.

En 2022, le partenariat avec « Think Pink » s'est concrétisé par le lancement d'une livrée rose pour

promouvoir le dépistage du cancer du sein. Des webinaires ont également été organisés pour informer et sensibiliser les employés, tout en lançant des produits solidaires dont les bénéfices ont été reversés à l'association. La même année, la compagnie aérienne a collaboré avec « Télévie » pour soutenir la recherche contre le cancer, en lançant une collection capsule avec l'artiste luxembourgeois Sumo. Les bénéfices de cette campagne, ainsi que les dons collectés auprès des passagers lors de la réservation de leurs vols, ont été intégralement reversés à la recherche médicale.

En 2023, cet engagement s'est poursuivi avec la « Fondatioun Kriibskrank Kanner », à travers l'initiative du « pull moche de Noël ». Les bénéfices des ventes ont permis de soutenir les enfants atteints de cancer. En complément, des événements ont été organisés afin d'offrir à ces enfants et à leurs familles une découverte des métiers de l'aviation, créant des moments d'évasion et de rêve. Parallèlement, des projets locaux et internationaux ont été soutenus, notamment avec « Rock Against Cancer » et l'ONGD « Guiden a Scouten fir eng Welt », en sponsorisant des événements et en facilitant le transport de matériel humanitaire.

En 2024, Luxair s'est associée à « Stand Speak Rise Up! », une association reconnue d'utilité publique en vertu de l'article 26-2 de la loi modifiée du 21 avril 1928. Ce partenariat reflète l'engagement de l'entreprise à défendre les droits des femmes et des filles victimes de violences, en amplifiant les voix des survivantes et en sensibilisant le public à une cause universelle. La violence contre les femmes reste trop souvent invisible, même au Luxembourg. Luxair souhaite aider à briser ce silence.

Pour Luxair, ce partenariat avec « Stand Speak Rise Up! » incarne l'essence de sa mission. L'impact n'est pas mesuré par les moyens financiers investis, mais par la visibilité et le soutien qu'il apporte à une cause essentielle. Il s'inscrit dans la stratégie ESG de l'entreprise et témoigne de son engagement à utiliser sa plateforme pour sensibiliser, éduquer et inspirer un changement durable. Luxair souligne par ailleurs qu'aucun transfert d'argent avec l'association « Stand Speak Rise Up! » n'a été effectué dans le cadre de cette campagne.

Enfin, il n'appartient pas à l'État, même s'il est actionnaire dans Luxair, de s'immiscer dans la gestion courante d'une société commerciale et le ministère n'est par conséquent pas impliqué dans la sélection ou l'organisation de campagnes de ce genre.

Toutefois, les valeurs véhiculées par Luxair, à travers ces campagnes, sont parfaitement en ligne avec la politique gouvernementale.

Potentiel de la charge bidirectionnelle | Question 1557 (21/11/2024) de M. Yves Cruchten | M. Georges Engel (LSAP)

D'Energiereform ass voll amgaangen an d'Infrastruktur muss deementspreechend ugepasst ginn. Dëi nei Tarifikatioun vum Stromnetz ass just een Zeeche vu villen, dass de Reseau vun haut net fir d'Technik vu muer adaptéiert ass. E grosse Faktor spillet heibäi d'Elektromobilität. Bis 2030 sollen d'Elektroautoen iwwerdeems 49 % vum nationale Fuerpark ausmaachen. D'E-Gefierer verbrauchen awer net just Strom, se kënnen och als Energiespäicher genutzt ginn. Hei keint dofir déi bidirektionale Luedetechnologie eng grouss Roll spilen. Den E-Auto kann – wann d'Infrastruktur et erlaabt – fir verschidden Zwecker Energie fräiginn. Sou schwätzet ee vu Vehicle-to-Device (V2D), Vehicle-to-Home (V2H) oder Vehicle-to-Grid (V2G). Fir d'Energiereform kann de V2H a Verbindung



mat enger Fotovoltaikanlag interessant sinn. Op der anerer Säit kéint de Support vu V2G Spätzten am Stromnetz offidieren. Generell kéinten d'E-Autoen an Zukunft eng wichteg Roll fir national Energiespächere spiller.

An deem Zesummenhang welle mir follgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus an un d'Madamm Ministesch fir Mobilität an öffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi eng Iwwerleeunge gëtt et an de Ministère zum Potenzial vun der Späicherkapazitéit vu E-Autoen? Wat sinn d'Erausforderungen, notamment fir V2G ze erméiglen?

2. Gëtt et eng Strategie, fir V2G systematesch ze énnerstëtzen?

3. Gouf et Gespréicher mat Acteuren aus Frankräich oder Groussbritannien, wou V2G scho méiglech ass?

4. Gouf et Gespréicher mat de concernéierten nationalen Acteuren? Wa jo, wat ass dobäi erauskomm?

5. Huet d'Regierung wèles, V2H méi ze encouragéieren? Wa jo, wéi?

Réponse (18/12/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Vehicle-to-Grid (V2G) ass e Konzept, dat erméiglecht, d'Späicherkapazitéit vun der Batterie vun engem Elektroauto ze noten, fir d'Stromnetz ze énnerstëtzen. Dëst andeems zum Beispill a Phase mat engem Iwwerschoss u produzéiertem Strom aus erneierbare Quellen, dës Energie téschegespächert gëtt, oder während Héichlaaschtzäiten d'Energie aus der Batterie zréck an d'Netz geliwwert gëtt.

Vehicle-to-Home (V2H) basiert op engem änleche Prinzip, mä um Niveau vun engem Gebai. D'Batterie vum Gefier ka genotzt ginn, fir d'Autoconsommation vun enger Fotovoltaik-Anlag ze erhéijen, andeems méi ee groussen Undeel vum produzéierte Strom selwer benutzt gëtt. D'Potenzial fir esou Uwendungsfall ass grouss a wäert an Zukunft mat engem weider wuessenden Undeel u Stromproduktion aus erneierbare Quelle weider wuessen.

Eng vun de gréissten Erausforderunge vum V2G a V2H ass d'Sécherstelle vun enger intelligenter Kommunikatioun téschent all den Equipementer, virun allem dem Elektroauto an der Luedstation. Heifir ass et wichtig, op standardiséiert Kommunikatiounsprotokoller zeréckzegräfen. Némme sou kann d'Kompatibilitéit vun Equipementer vu verschiddene Fabrikante garantéiert ginn, wat entscheidend ass, fir V2G a V2H an engem groussen Ausmooss auszubauen.

D'ISO-Norm 15118 ass en internationale Standard, deen d'Kommunikatiouns-Schnëttstell téscht Elektroautoen an dem Stromnetz definéiert an domat dat bidirectionnell Lueden an Entlueden erméiglecht. 2022 gouf den Deel 20, deen d'V2G Kommunikatioun definéiert, nei erstallt an désen neie Standard erméiglecht, énnert anerem, eng besser Kommunikatioun téschent dem Elektroauto an der Luedstation, fir esou déi gespächert Energie zréck an d'Netz liwweren ze können.

Et gëtt eng Rei Elektroautoen, déi haut scho bidirectionnell Lueden erlaben. D'Unzel ass awer nach limitiéiert a meeschents ass dëst némme mat enger Gläichstroum-Luedborn méiglech, well dës déi uewen ernimmen ISO-Norm oft scho respektéieren. Wieselstroum-Wallboxen, déi de Gros vun der privater Luedinfrastruktur ausmaachen, gëtt et der momentan wéineg um Marché.

ad 2. D'Europäesch Kommissioun huet rezent proposiert³, datt all nei öffentlech zugänglech an och privat Luedstationen ab Ufank 2027 kompatibel mat der Norm ISO 15118-20 musse sinn. Wann dës Propos ugehol gëtt, géif dat sécherstellen, datt spéitsents ab 2027 all nei an ersate Luedstationen, sief et Gläichstroum- oder Wiesselstroum-Bornen, prett fir V2G a V2H sinn.

Zousätzlech huet den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) eng Etude an Optrag ginn, fir énnert anerem ze analyseieren, awéiwäit bidirectionnell Lueden zur Reduktioun vun de Käschte fir d'Notzer an d'Netz bäidréit an den Undeel vum Strom aus erneierbaren Energiequellen am Stromsystem erhéicht. Dës Analys soll all dräi Joer widderholl ginn.

ad 3. a 4. Vusäite vun der Regierung gouf et zu déser Thematik keng Gespréicher mat anere Länner. D'Projeten, déi an de genannte Länner bis elo duerchgefouert goufen, sinn awer zum gréissten Deel Pilotprojeten.

Wéi uewen erklärt, ginn éischter d'Entwicklungen op europäeschem Niveau ofgewaart. Mat nationalen Acteuren, wéi beispillsweis de Bedreiwer vu privaten an öffentlech zugängleche Luedstationen, huet awer schonn en éischen Austausch iwwer d'Thematik V2G a V2H stattfonnt.

ad 5. D'Regierung suivéiert déi aktuell Entwicklungen am Beräich V2H a V2G am Detail an analysiert, awéiwäit V2H Konzepte kënnen zousätzlech énnerstëtzzt an encouragéiert ginn.

Désignation de diplômes universitaires | Question 1558 (21/11/2024) de **M. David Wagner** (déri Lénk)

Selon plusieurs articles de presse, une communication interne de votre ministère interdirait désormais à l'Université du Luxembourg d'utiliser la désignation anglaise « Bachelor of Science » et « Master of Science » pour les diplômes obtenus notamment en psychologie et en éducation.

Or, la suppression de la mention « of Science » ne laisse plus clairement entrevoir que le diplôme a été décerné pour l'accomplissement d'études à caractère scientifique. Ce détail peut significativement impacter les évolutions de carrière des étudiants en question. En effet, il est généralement admis que les diplômes « of Science » sont perçus tant à échelle nationale qu'internationale comme adaptés notamment aux domaines de l'ingénierie, de la santé, de la recherche scientifique, du domaine empirico-scientifique de la psychologie et de l'informatique. Un diplôme « of Science » est ici considéré comme un atout.

Pour ce qui est du domaine de la psychologie, la quasi-totalité des États membres de l'UE et des États tiers délivrent des masters « of Science » à leurs étudiants en psychologie et considèrent l'obtention d'un Bachelor « of Science » comme conditio sine qua non pour accepter les étudiants au sein de leurs universités.

À la lumière de ces considérations, j'entends poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Madame la Ministre peut-elle énumérer les formations concernées par cette communication interne ?

2) La qualification des diplômes aura-t-elle un impact sur le montant des subsides octroyées à la recherche dans les domaines concernés ?

³ https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/14346-Alternative-fuels-infrastructure-standards-wireless-recharging-electric-roads-vehicle-grid-communication-hydrogen_en

3) Un diplôme « of Science » sera-t-il reconnu aux diplômés des universités étrangères européennes qui disposent d'un « Bachelor of Science » ou « Master of Science » et qui souhaitent faire homologuer leur diplôme ?

4) Dans l'affirmative, comment la discrimination ainsi opérée entre citoyens de l'Union européenne usant de leur droit à la libre circulation afin d'étudier au Luxembourg et ceux l'exerçant pour étudier dans un autre pays membre de l'UE se justifie-t-elle ?

5) Dans la négative, quelles mesures ont été prises afin de s'assurer que la non-reconnaissance ne constitue pas une violation de la directive 2005/36/CE sur la reconnaissance des diplômes ainsi qu'une entrave injustifiée à la liberté de circulation ?

6) Des pays tels que l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suisse, la Suède, le Canada et la Finlande ferment l'accès à leur master en psychologie aux détenteurs des diplômes autres que « of Science ». La mesure annoncée est-elle susceptible de priver les étudiants actuellement inscrits au Bachelor en psychologie de leur possibilité de se former dans ces pays ?

Réponse (28/11/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

L'honorable Député soulève un certain nombre de questions concernant les titres et les diplômes délivrés par l'Université du Luxembourg, et notamment l'utilisation de l'ajout « of Science » dans la désignation de certains programmes d'études menant aux grades de bachelor et de master.

À ce sujet, il convient de préciser de prime abord que des ajouts tels que la mention « of Science » n'étaient à aucun moment prévus dans la nomenclature luxembourgeoise des qualifications et des titres académiques. De telles mentions ne figurent ni dans la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, ni dans la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, ni dans la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur. Surtout, elles ne sont pas prévues dans le Cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ), tel que défini à l'article 69 de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. De fait, aux niveaux 6 et 7 du CLQ figurent respectivement les qualifications de « bachelor » et de « master », sans ajout ou mention supplémentaire spécifique, ni en langue anglaise, ni d'ailleurs dans toute autre langue.

En vertu de la loi précitée du 27 juin 2018, l'université doit définir, pour chaque programme d'études menant au grade de bachelor ou de master, un certain nombre d'éléments concernant entre autres la dénomination, les contenus, les objectifs, les acquis d'apprentissage, le plan d'études et les modalités d'évaluation. Ces éléments sont censés figurer au règlement des études, lequel doit être approuvé par le ministre compétent. C'est dans ce contexte qu'il a été signalé à l'université que des ajouts tels que « of Science » ne sont pas prévus par la nomenclature luxembourgeoise et que l'université a été invitée à se doter d'une démarche visant à s'y conformer.

Selon les informations fournies par l'université, sept programmes ont utilisé la dénomination « of Science » en 2023-2024 et sont donc concernés par la mise en conformité. Il s'agit en l'occurrence des programmes suivants : Bachelor of Science in Psychology, Master of Science in Quantitative Economics & Finance, Master of Science in Psychology, Master of Science in Finance and Economics, Master of Science in Physics, Master of Science in Engineering – Sustainable Product Creation,



Master of Science in Civil Engineering – Megastructure Engineering with Sustainable Resources.

Une telle mise en conformité est en effet devenue d'autant plus importante que la loi précitée du 21 juillet 2023 comporte des dispositions concernant la protection des titres et des grades académiques délivrés dans le cadre des programmes d'études de l'Université du Luxembourg et des programmes d'études accrédités par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Dans ce contexte, il est désormais essentiel que l'université et les autres prestataires reconnus s'en tiennent strictement aux libellés exacts des titres protégés tels qu'ancrés dans la nomenclature luxembourgeoise et qu'ils renoncent partant à tout ajout, que ce soit en langue anglaise ou dans toute autre langue, derrière les grades académiques.

La qualification des diplômes ne saurait avoir un impact sur le montant des subsides octroyés à la recherche dans les domaines concernés, d'autant qu'il s'agit d'une mise en conformité avec la nomenclature et la législation nationales.

Concernant le questionnement de l'honorable Député au sujet des principes appliqués dans le cadre de la procédure de reconnaissance de diplômes universitaires étrangers, il convient de préciser tout d'abord qu'au Luxembourg, la reconnaissance académique d'un titre étranger relevant de l'enseignement supérieur est conférée via l'inscription dudit titre au Registre des titres de formation, section de l'enseignement supérieur – la procédure d'homologation concernant uniquement les diplômes étrangers en droit en vue de l'accès aux cours complémentaires en droit luxembourgeois. Un diplôme étranger est inscrit au Registre des titres de formation s'il s'agit d'un titre final d'enseignement supérieur, qui sanctionne un cycle complet d'études, et si le diplôme a été délivré conformément aux lois et règlements relatifs à l'enseignement supérieur de l'État où le titre a été délivré. En d'autres termes, tout diplôme étranger qui est reconnu comme titre académique par les autorités compétentes du pays de délivrance bénéficie de la reconnaissance académique au Luxembourg. Ainsi, un « Bachelor of Science » ou un « Master of Science » reconnu par les autorités compétentes du pays de délivrance comme titre académique relevant du système d'enseignement supérieur dudit pays peut effectivement bénéficier de la reconnaissance académique au Luxembourg. Cet état de fait ne constitue nullement une discrimination envers les détenteurs d'un titre provenant d'un pays dont la nomenclature ne prévoit pas des ajouts tels que « of Science »/« of Arts ». De fait, dans le cadre du processus de Bologne est appliqué le principe selon lequel tous les programmes d'études reconnus par les autorités nationales compétentes comme menant à un grade académique donné sont considérés comme équivalents. Ainsi, même si certains pays, essentiellement anglo-saxons et germanophones, ont ancré les ajouts « of Science »/« of Arts » dans leur nomenclature et leur cadre légal, cela ne signifie pas que les diplômes s'inscrivant dans le processus de Bologne délivrés par des pays qui n'ont pas prévu ces mentions ne seraient pas reconnus comme équivalents, ou vice-versa.

À préciser en outre que l'organisation de l'enseignement supérieur et partant la définition de la nomenclature des titres académiques constitue une compétence nationale des États membres de l'Union européenne. La directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, évoquée par l'honorable Député, ne concerne pas la procédure de la reconnaissance académique des diplômes, mais la procédure de la reconnaissance des qualifications professionnelles en vue de l'accès à des professions réglementées.

Pour ce qui est de la question relative à la reconnaissance internationale des diplômes, il convient de souligner que la suppression de la mention « of Science » ne correspond nullement à une dévalorisation des formations et des diplômes concernés, le contenu de ces programmes d'études n'ayant par ailleurs pas été modifié. À préciser dans ce contexte que des informations relatives au contenu et à l'approche visée dans le cadre d'un programme d'études peuvent être fournies, de manière beaucoup plus précise et détaillée, dans le supplément au diplôme, qui, en vertu de la législation en vigueur, est obligatoirement délivré avec le diplôme et décrit les connaissances et compétences acquises par le détenteur.

Comme évoqué ci-dessus, les ajouts « of Science »/« of Arts » sont ancrés essentiellement dans la nomenclature et le cadre légal des pays anglo-saxons et germanophones, sans que cette pratique ne soit généralisée dans l'espace européen. Dans les pays qui prévoient les ajouts « of Science »/« of Arts », ces derniers sont inextricablement liés, et la proposition de faire usage de l'un ou l'autre d'entre eux en relation avec un programme d'études donné fait en principe l'objet d'une évaluation externe, souvent dans le cadre d'une procédure d'accréditation, lors de laquelle est vérifié si l'ajout visé est justifié.

S'agissant de la reconnaissance de diplômes étrangers par les pays dont la nomenclature prévoit les ajouts visés, comme expliqué ci-dessus, l'existence ou non de l'ajout « of Science »/« of Arts » dans la nomenclature des titres et grades académiques n'a aucune incidence directe sur la reconnaissance des diplômes s'inscrivant dans le processus de Bologne. En vertu de ces principes, les pays mentionnés par l'honorable Député ne sauraient refuser de manière générale la reconnaissance académique, en termes de niveau d'études, de diplômes délivrés en bonne et due forme par l'Université du Luxembourg.

Il est vrai toutefois qu'en matière d'admission à des programmes d'études, chaque pays et même chaque établissement d'enseignement supérieur peut définir de manière autonome une procédure visant à vérifier que le candidat remplit, outre les conditions générales en termes de diplômes antérieurs, des conditions spécifiques en vue de suivre le programme concerné. Il est toutefois difficilement concevable que des candidats soient écartés d'office dans le cadre d'une telle procédure d'admission sur base du simple fait que leur diplôme antérieur ne comporte pas la mention « of Science », alors qu'il provient d'un pays dont la nomenclature ne prévoit pas cet ajout. Comme évoqué ci-dessus, dans ce cas, il est d'usage de se reporter également au supplément au diplôme, qui fournit non seulement une description précise des connaissances et compétences du détenteur, mais aussi du contenu et de l'approche visée dans le cadre du programme d'études concerné. À noter dans ce contexte que l'Université du Luxembourg et les autres acteurs reconnus de l'enseignement supérieur luxembourgeois se voient mettre à disposition par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur un modèle standardisé de supplément au diplôme. Ce modèle national est basé sur le modèle élaboré par la Commission européenne, le Conseil de l'Europe et l'Unesco, ce qui est susceptible de lui assurer une vaste reconnaissance internationale. Enfin, en cas de doutes ou de questions, les autorités ou les universités étrangères peuvent s'adresser via le réseau ENIC-NARIC au Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, dont le Service Registry des titres fait office de NARIC (National Information Centre) (<https://www.enic-naric.net/page-Luxembourg>). Cette pratique est désormais largement répandue parmi tous les pays adhérant à ce vaste réseau (<https://www.enic-naric.net/>).

.....

Article 25 de la loi communale quant au droit de poser au Collège des bourgmestre et échevins des questions relatives à l'administration de la commune | Question 1559 (21/11/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Gemengegesetz regelt gréisstendeels, wéi de politesche Pouvoir an enger Gemeng organiséert ass. De Gemengerot, gewielt vun de Bierger:innen a Bierger aus der Gemeng, bestëmmt souverän iwwert d'Verwaltung vu senger Gemeng. De Gemengerot kontrolléiert och d'Verwaltung vun der Gemeng. Eng Méiglechkeet, déi dem Gemengeconseiller dofir zur Verfügung stéet, ass den Artikel 25 vum Gemengegesetz, deen et him/hir erlaabt, fir schréftlech Froen un de Buergermeeschter a Schäfferot ze stellen.

„Art. 25. Les membres du conseil ont le droit de poser au Collège des bourgmestre et échevins des questions relatives à l'administration de la commune. Il y est répondu par écrit dans le mois ou oralement lors de la première réunion utile du conseil communal, le tout dans la forme et de la manière prévues au règlement d'ordre intérieur.“

An enger mir bekannter Gemeng krute verschidde Gemengeconseiller op Froen, déi si op Basis vum Artikel 25 gestallt hunn, follgend Äntwert vum Buergermeeschter a Schäfferot:

„Mir maachen Iech opmierksam, datt déi aner vun Ären uewe genannte Froen an de Ressort vum Buergermeeschter eleng falen a soumat net vum Artikel 25 betraff sinn.“

Dës Äntwert ass problematisch, well se als Konsequenz huet, dass de Gemengeconseiller seng Kontrollfunktioun vis-à-vis vun der Gemengeverwaltung net méi kann ausüben. Effektiv falen eng ganz Rei vun Entscheidungen, wéi zum Beispill d'Baugeneemegungen oder d'Sécherheet, énnert d'Kompetenz vum Buergermeeschter. Wann de Gemengeconseiller keng Informatiouen zu dësen Entscheidunge kritt, da léisst een der Gemengeverwaltung fräi Hand an et riskéiert een, dass d'Aktivitéité vum Buergermeeschter net méi duerch ee legitimmt demokratescht Organ kontrolléiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. „Mir maachen Iech opmierksam, datt déi aner vun Ären uewe genannte Froen an de Ressort vum Buergermeeschter eleng falen a soumat net vum Artikel 25 betraff sinn.“

– Ass den Inneminister der Meenung, dass den Artikel 25 duergeet, fir d'Kompetenze vum Buergermeeschter ze befroen?

– Falls nee, wéi een aneren Artikel kann ee Gemengeconseiller invoquéieren, fir d'Aktivitéité vum Buergermeeschter ze befroen an ze kontrolléieren?

2. Den Artikel 38 vum Gemengegesetz leet fest: „Le Collège des bourgmestre et échevins de chaque commune se compose d'un bourgmestre et de deux échevins.“

Ass de Buergermeeschter als Deel vum Collège des bourgmestre et échevins ze consideréieren oder net?

Réponse (09/12/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Den Artikel 25 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäßt vir: „Les membres du conseil ont le droit de poser au Collège des bourgmestre et échevins des questions relatives à l'administration de la commune.[...].“

D'Froen, déi ee Member vum Gemengerot dem Schäfferot als Exekutivorgan vun der Gemeng dierf



stellen, betreffen exklusiv dem Schäfferot säi Kompetenzberäich.

De Buergermeeschter huet och eege Kompetenzen. Hie steet awer net ènnert der Kontroll vum Gemengerot, mee gëtt engersäits vum Inneminister kontrolléiert, wat d'Police administrative ugeet, an anersäits vu sou gutt dem Inneminister wéi den administrative Juridictioun bei verschiddene vu sengen Akten.

EE Member vum Gemengerot kann dofir net op Basis vum Artikel 25 vum Gemengesetz eng Fro stellen, déi d'Ausübe vun der Fonctioun vum Buergermeeschter betrëfft.

ad 2. Op Basis vum Artikel 38 vum ofgeännerte Gemengesetz vum 13. Dezember 1988 ass de Buergermeeschter als Member vum Schäfferot ze consideréieren: „Le Collège des bourgmestre et échevins de chaque commune se compose d'un bourgmestre et de deux échevins.“

Bilan du régime d'aides aux entreprises à la protection de l'environnement | Question 1560 (21/11/2024) de Mme Joëlle Welfring (déri gréng)

Selon les dispositions de la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement, l'Etat accorde des aides à l'investissement aux entreprises notamment en faveur de l'efficacité énergétique, de la protection de l'environnement, de l'adaptation anticipée aux futures normes européennes, du recyclage et du réemploi des déchets et des énergies renouvelables.

Selon les rapports annuels du Ministère de l'Économie, le ministère a accordé entre 2018 et 2023 au total 172,7 millions d'euros d'aides financières dans le cadre de ce régime.⁴

Dans la réponse à la question parlementaire n° 4570 du 29 juin 2021, le Ministre de l'Économie avait fourni des chiffres plus détaillés concernant le régime d'aides en question.

Dans ce contexte, je voudrais avoir des informations actualisées de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Concernant le régime d'aides aux entreprises régi par la loi du 15 décembre 2017 précitée, Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres détaillés sur les demandes reçues et accordées ainsi que les montants déboursés ventilés par catégorie d'aide (efficacité énergétique, études environnementales, investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets,...) pour chaque année depuis l'entrée en vigueur du régime d'aide en question ainsi que pour l'ensemble de la période 2018-2023 ? Peut-il aussi fournir des données détaillées quant à la répartition des secteurs d'activité (codes NACE) et de la taille des entreprises (bilan, nombre de salariés) qui ont pu profiter des aides en question ?

2) Monsieur le Ministre peut-il aussi déjà fournir des chiffres pour les mois janvier à novembre de 2024 ?

3) Afin d'évaluer l'impact du régime d'aides en question, Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres quant aux émissions carbone ou autres externalités négatives réduites par le financement de projets depuis l'entrée en vigueur du régime d'aide en question ?

Réponse (12/12/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

⁴ Selon les rapports annuels du Ministère de l'Économie, l'Etat a accordé 29,1 millions d'euros en 2018, 11,4 millions d'euros en 2019, 9,32 millions d'euros en 2020, 21,95 millions en 2021, 23,09 millions en 2022 et 77,84 millions en 2023.

De manière générale, la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement (ci-après « loi relative à la protection de l'environnement ») connaît du succès. Le montant total des investissements soutenus entre le 1^{er} janvier 2018 et le 25 novembre 2024 s'élève à 1.068,4 millions d'euros, pour un total d'aides d'Etat octroyées à hauteur de 215,2 millions d'euros.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée sur la protection de l'environnement, les projets cofinancés correspondent à quelque 2.293 GWh d'énergie renouvelable produite par an et à quelque 1.065.037 tonnes de CO₂ économisées. Pour les seuls projets en matière d'efficacité énergétique, depuis la publication de la loi et à travers les projets cofinancés, quelque 312,8 GWh d'énergie et quelque 363.924 tonnes de CO₂ peuvent être économisés par année.

Le tableau⁵ ci-dessous reprend par année et par type d'aide le nombre de demandes reçues dans le cadre de la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement.

Au total 500 demandes ont été recevables à une aide d'Etat en matière de protection de l'environnement depuis l'entrée en vigueur du régime. Il n'est toutefois pas judicieux de raisonner uniquement en nombre de demandes, étant donné qu'un seul projet ou programme d'investissement peut couvrir une panoplie de mesures, chacune à évaluer par rapport à ses propres mérites quant à la protection de l'environnement.

On constate une forte augmentation des demandes d'aides depuis la fin de la crise du Covid en 2022. Cela s'explique par le lancement du Programme Fit 4 Sustainability⁶, qui encourage les entreprises à entreprendre des bilans énergétiques avec des taux d'aide attractifs, ainsi que par la mise en place d'appels à projets pour l'installation de panneaux photovoltaïques⁶, avec un appel lancé chaque année depuis 2022.

Le tableau⁷ ci-après présente la répartition sectorielle des demandes d'aides sur base du code NACE de l'entreprise requérante, il en ressort que la plupart des projets sont menés par des entreprises des secteurs de l'énergie et de l'industrie manufacturière.

Le tableau⁸ ci-après reprend les chiffres détaillés concernant les montants d'aide octroyés par type d'aide au cours des dernières années.

Il faut tenir compte du fait que les projets environnementaux sont d'une complexité variable et que la phase de réalisation d'un projet peut s'étendre sur une durée allant jusqu'à 5 ans. L'ampleur des investissements varie également en fonction de la taille de l'entreprise requérante.

Le montant d'aide octroyée des projets avisés favorablement se compose majoritairement, à hauteur de deux tiers, de projets de production d'énergie renouvelable. Les projets liés à l'efficacité énergétique représentent un peu moins de 18 %, tandis que les projets visant à permettre aux entreprises de dépasser les normes environnementales de l'Union européenne, ou d'améliorer le niveau de protection de l'environnement en l'absence de telles normes, constituent 11 % du montant d'aide octroyée des projets avisés favorablement.

Concernant le recyclage et le réemploi des déchets, la Commission européenne impose des critères d'éligibilité stricts. Ces critères incluent l'exigence que le

recyclage et le réemploi concernent des déchets générés par des entreprises tierces et qu'ils dépassent l'état de l'art technique. Ces conditions excluent les projets dans lesquels les entreprises souhaitent recycler leurs propres déchets en utilisant des technologies potentiellement moins innovantes.

On observe clairement qu'avec l'arrivée d'appels à projets stratégiques, comme les deux appels pour les panneaux photovoltaïques en 2023, le montant des aides octroyées a significativement augmenté. En effet, près de 30 millions d'euros ont été attribués dans le cadre de ces deux appels à projets. De plus, comme mentionné précédemment, l'attractivité des études environnementales s'est renforcée grâce au Programme Fit 4 Sustainability, ce qui a contribué à l'augmentation du montant des aides octroyées.

Pour l'année 2024, les subventions liées aux projets de panneaux photovoltaïques ne figurent pas encore dans le tableau ci-dessus, car ces projets n'ont pas encore été avisés. Cependant, d'autres projets majeurs ont bénéficié d'un soutien financier, témoignant de la volonté croissante des entreprises d'investir dans des sources d'énergie renouvelable.

Dérogations aux heures d'ouverture | Question 1562 (21/11/2024) de M. Charles Weiler | M. Marc Spautz (CSV)

Les commerces de détail sont soumis à des heures de fermeture obligatoires pendant lesquelles l'accès des clients aux magasins est interdit. Ce principe connaît toutefois des exceptions puisque le Ministère de l'Économie peut accorder des dérogations certains dimanches et jours fériés légaux.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

- En 2024, combien de communes et d'unions commerciales ont sollicité une dérogation auprès du Ministère de l'Économie pour ouvrir leurs commerces de détail le dimanche et/ou un jour férié légal ?
• Comment a évolué le nombre de ces demandes depuis 2010 ?

- En 2024, combien d'entreprises ont sollicité une dérogation pour une ouverture en nocturne ?
• Comment a évolué le nombre de ces demandes depuis 2010 ?

Réponse (17/12/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Ci-dessous un tableau reprenant les demandes soumises par des communes ou des fédérations au cours des années 2010 à 2024, pour l'ouverture des dimanches et jours fériés légaux au-delà des heures de fermeture légale dans le secteur du commerce de détail. Pour les jours fériés du 1^{er} janvier, 1^{er} mai (exception pour certaines communes), 25 et 26 décembre aucune dérogation ne peut être demandée.⁸

Les demandes de dérogations pour ouvertures nocturnes par des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat sur les années 2012 à 2024 sont reprises dans le tableau⁹ ci-dessous.

Ces données sont disponibles uniquement depuis 2012, suivant la loi du 21 juillet 2012 modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat.

Personnel des offices sociaux | Question 1563 (21/11/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

⁵ Nombre de demandes Fit 4 Sustainability soumises par année.

⁶ Nombre de demandes soumises dans le cadre de l'appel à projet PV par année.



Am Artikel 23 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Sozialhöllefen ass virgesinn, dass de Staat an d'Gemengen sech d'Käschte vum Office social zu 50 % deelen. Dës Énnerstëtzung gouf am Gesetz esou gereegelt, dass d'maximal staatlech Bäihöllef eng sozial Aarbechtsplatz pro 6.000 Awunner an enger Gemeng fir d'Personnel d'encadrement émfaasst an eng hallef Aarbechtsplatz fir d'administratiiv Personal.

Jee no Gemeng stellt sech d'Fro, ob 3 bis 4 Personen bei Honnerte Fäll an deels komplexen Dossieren duerginn, fir d'Aarbecht proper kennen ze bewältegen. Et ass och esou, dass d'Gemengen net d'selwecht sinn an eng Gemeng bei gläicher Bevölkerungszuel vill méi Fäll an den Offices sociaux huet, wéi eng aner.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

- Ass dës Regierung sech bewosst, dass déi sozial Situations téschent de Gemengen hei am Land énnerschiddlech ass an eng Gemeng bei gläicher Awunnerzuel vill méi Dossieren am Office social muss traitéieren, ewéi eng aner Gemeng?
- Falls jo, wäert d'Regierung Upassungen um Gesetz maachen, fir d'Gemenge bei de Personalkäschten an den Offices sociaux méi ze énnerstëzzen, onofhängeg vun der Awunnerzuel?
- Falls nee, firwat net?

Réponse (16/01/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

D'Regierung ass sech der beschriwwener Problematik bewosst. Aus désem Grond gesäßt de Koalitiounsaccord 2023–2028 eng Upassung vum Gesetz iwwer d'Sozialhöllef vir. Sou wäert de Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil d'Méiglechkeet studéieren, e sozioekonomeschen Index fir d'Berechnung vum Personalschlüssel vun den Offices sociaux anzeféieren. Dës Aarbechte sollen an enker Zesummenarbecht mat den Offices sociaux duerchgefouert ginn.

An deem Kader sief och drun erénnert, dass de Personalschlüssel vun den Offices sociaux schonn op den 1. Januar 2023 ugepasst gouf, fir dës weider ze stärken, a si bei der Ausféierung vun hire Missiouinen zousätzlech ze énnerstëzzen. Sou gouf de Personalschlüssel ém 50 % an d'Lucht gesat, d. h. vun 1 Sozialbetreuungsosten (Personnel d'encadrement social) an 0,5 Administratiounsposten (Personnel administratif) pro 6.000 Awunner op 1,5 Sozialbetreuungsosten an 0,75 Administratiounsposten pro 6.000 Awunner.

Des Weideren ass virgesinn, am Laf vum Joer 2025 d'Ekippe vun den Offices sociaux, déi sech ém sozial Wunnprojekte këmmeren, mat zousätzleche Posten ze verstärken. Déi genee Modalitéiten heiu sinn de Moment amgaangen ausgeschafft ze ginn.

Ambiance de travail à l'administration communale de Contern | Question 1564 (22/11/2024) de **Mme Djuna Bernard** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Mëtt September hunn d'Gewerkschaft OGBL an d'Oppositionsparteien aus der Gemeng Conter hir Suergen a Froen iwwert dat schlecht Aarbechtsklima an der Verwaltung vun dëser Gemeng éffentlech thematiséiert. D'Gewerkschaft huet erkläert, dass ze vill Leeschungsdrock, souwéi ze wéineg Wäertschätzung an Énnerstëtzung zu Frustratioun, Gesondheetsproblemer an enger héijer Fluktuation beim Personal géife féieren.

Als Äntwert op eis QP N° 1308 zu dëser Situations huet den Här Inneminister confirméiert, dass hie souwuel eng Entrevue mat der Madame Buergermeeschter vu Conter, wéi eng Entrevue mam Schäfferot a mam Syndikat OGBL geplangt hätt. Zur gläicher Zäit huet den Här Inneminister awer och erklärt, dass den Inneministère keng Kompetenz fir d'Personnalverwaltung vun de Gemengen huet.

Déi beseten Entrevuen hu laut Berichter an der nationaler Press métterweil stattfonnt, an, obwuel et keng kloer Äntworte vusäite vum Inneministère ginn hätt, hätt dësen awer offréiert, eng Mediatioun an d'Wheeër ze leeden.

An dësem Kontext erlabe mir eis et, follgend Froen un den Här Inneminister ze stellen:

1. Wéi eng Analys mécht den Här Inneminister vun der diskutéierter Situation a wéi eng Conclusiounen zitt den Här Inneminister no den zwou Entrevuen, déi am Laf vun de leschte Woche stattfonnt hunn?
2. A wéi engem Kader fénnt déi an der Press annoncéiert Mediatioun statt a wéi eng Partieie sinn un der Mediatioun bedeelegt?
3. Wéi eng Roll wäert den Här Inneminister respektiv seng Servicer an der Mediatiounsprozédur respektiv dem weideren Opschaffe vun de Konflikter op der Conternier Gemeng spillen?

Réponse (29/11/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Den 12. November huet am Ministère eng Entrevue téscht dem Schäfferot vun der Gemeng Conter an enger Delegatioun vum OGBL a Présenz vu Vertrieb vum Inneministère stattfonnt. Bei der Entrevue hu bëid Parteien hir Bereetschaft zum Ausdruck bruecht, den aktuelle Litige am Interêt esouwuel vun der Aarbecht am Déngscht vun de Bierger ewéi och dem Gemengepersonal bázzeleeën.

An deem Zesummenhang gouf deenen zwou Partieie vun de Servicer vum Ministère eng extern Mediatioun virgeschloen.

D'Gemenggesetz gëtt dem Inneminister eng Rëtsch Kompetenzen, fir d'Gestioun vun de Gemengenaffaieren duerch déi verschidde Gemengenautoritéiten ze surveiller. Dës Kompetenzen als Kontrollorgan erlaben et dem Inneminister an dësem konkreete Fall net, als Mediateur téscht de Gemengenautoritéiten an hirem Personal ze intervenéieren.

Avenir du système de paiement numérique Payconiq | Question 1565 (22/11/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le système Payconiq, largement utilisé au Luxembourg pour les paiements entre particuliers et les paiements chez les commerçants, joue un rôle clé dans l'écosystème des paiements numériques du pays. Cependant, un article récent paru dans « L'Écho » a mis en lumière le lancement de Wero, une initiative européenne pilotée par l'European Payments Initiative (EPI) visant à uniformiser les paiements transfrontaliers dans l'Union européenne. Selon cet article, Payconiq devrait progressivement disparaître en Belgique à partir de 2025, remplacé par Wero après une période de cohabitation. Ce changement pourrait avoir des implications importantes pour les utilisateurs et les commerçants luxembourgeois qui se reposent sur Payconiq pour des paiements rapides, faciles et interopérables. Dès lors, il est impératif de comprendre si et comment le Luxembourg anticipe cette transition et les efforts déjà entrepris à ce sujet.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Les banques luxembourgeoises ont-elles déjà entamé les procédures nécessaires pour intégrer le système Wero dans leurs services bancaires ?

2) Le Gouvernement a-t-il connaissance d'une date ou d'un échéancier précis pour un éventuel switch des utilisateurs de Payconiq vers Wero au Luxembourg ?

3) Combien d'utilisateurs actifs de Payconiq sont actuellement recensés au Luxembourg, et quelle proportion représente cette solution par rapport aux autres moyens de paiements électroniques utilisés dans le pays ?

4) Des consultations sont-elles prévues avec les parties prenantes, telles que les banques ou les commerçants, pour assurer une transition en douceur de Payconiq vers Wero ?

Réponse (16/12/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

L'honorabile Député s'enquiert au sujet de changements éventuels dans l'écosystème des paiements numériques du pays et plus particulièrement au sujet d'un « switch » des utilisateurs de Payconiq vers Wero.

Il y a lieu de noter à cet égard que le Ministère des Finances ne dispose en général pas d'informations sur la politique commerciale d'établissements financiers et il ne lui appartient pas de s'immiscer dans celle-ci. Le Ministère des Finances ne dispose par ailleurs pas non plus d'informations au sujet de la part de marché des acteurs cités par l'honorabile Député au Luxembourg.

En ce qui concerne l'adoption des paiements peer-to-peer (P2P) à Luxembourg, selon l'étude SPACE de la Banque centrale européenne de 2022 sur les comportements en matière de paiements des consommateurs en Europe et avec un échantillon luxembourgeois, 25 % des résidents luxembourgeois seraient effectués via le mobile (par rapport à 10 % pour la moyenne européenne) et 34 % de la valeur des transactions seraient effectuées via ce mode de paiement (par rapport à 11 % pour la moyenne européenne).

Contrôles de l'ITM effectués dans le secteur de la restauration | Question 1566 (22/11/2024) de **Mme Carole Hartmann** | **Mme Corinne Cahen** (DP)

Dans un article du 18 novembre 2024, de graves accusations ont été formulées à l'encontre de l'Inspection du travail et des mines (ITM). En effet, d'après les citations dans ce reportage, le secteur de la restauration se plaint de graves difficultés dans ses interactions avec l'ITM. Les contrôles effectués par l'ITM seraient souvent perçus comme intrusifs, avec un recours systématique aux sanctions plutôt qu'un accompagnement destiné à aider les entreprises à se conformer aux exigences du droit du travail.

Pourtant, lors d'une commission parlementaire en novembre, le directeur de l'ITM avait affirmé que l'assistance et la prévention constituaient des priorités pour l'ITM. Monsieur le Ministre du Travail avait aussi répondu dans le cadre d'une question élargie que l'ITM ne prononcerait pas directement des sanctions, mais que son rôle était celui d'accompagner les entreprises et de les conseiller.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de contrôles ont été réalisés par l'ITM dans le secteur de la restauration au cours des cinq dernières années ?

2) Dans combien de cas une mesure d'accompagnement et/ou de conseil a été mise en œuvre par l'ITM ?



Quelles sont ces mesures d'accompagnement et/ou de conseil ?

3) Dans combien de cas, suite au contrôle, un avertissement préalable a été donné, accompagné d'une demande de mise en conformité ?

4) Combien de fois un délai supplémentaire a été accordé pour se conformer aux obligations légales ?

5) Combien de sanctions ont été immédiatement prononcées à la suite d'un contrôle dans ce secteur ?

6) Combien de recours ont été déposés contre des décisions prises par l'ITM ?

7) Combien de sanctions infligées ont finalement été annulées par l'ITM et combien ont été réduites ?

8) Combien de collaborateurs de l'ITM ont déjà été sensibilisés aux pratiques de prévention pour les entreprises ?

9) Quand les agents de l'ITM recevront-ils une formation dédiée à une approche proactive de prévention ?

10) Quand sera créé le Service de prévention, annoncé par Monsieur le Ministre le 26 juin 2024, au sein de l'ITM ?

11) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faut certes respecter les lois, mais prendre en compte aussi les besoins des salariés, qui sont différents dans le secteur de la restauration que dans d'autres secteurs ? Monsieur le Ministre pense-t-il légitimer, notamment en ce qui concerne les coupures, afin que les salariés puissent s'organiser en fonction de leurs besoins concernant d'un côté le temps de travail et de leur vie privée ?

Réponse (14/01/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Au cours des cinq dernières années l'ITM a effectué les contrôles suivants dans le secteur de l'Horeca.[†]

ad 2) En ce qui concerne les mesures d'accompagnement et/ou de conseil, l'ITM fournit aux employeurs et aux salariés des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail.

Dans le cadre de la prévention, l'ITM assume une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels.

Dans ce contexte, l'ITM informe et sensibilise les employeurs et les salariés sur les risques professionnels et les mesures de prévention en organisant des sessions d'information ainsi que des formations en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, en participant à des conférences ou tables rondes organisées par les entreprises ou les partenaires sociaux, et en leur mettant à disposition des brochures d'information, des questions-réponses ainsi que des modèles de contrats ou de registres sur son site Internet aux fins de les aider à se conformer par rapport aux obligations qui leur sont applicables et d'éviter ainsi des sanctions.

L'ITM organise également des campagnes de sensibilisation sur des questions spécifiques liées aux conditions de travail et à la sécurité et à la santé au travail.

En 2023, l'ITM a réalisé une campagne de sensibilisation concernant les stages et les jobs pour les élèves et étudiants pour les informer et les encourager à tirer pleinement parti des opportunités qui leurs permettent d'acquérir des compétences pratiques en entreprise et pour faire connaître aux employeurs les règles leur permettant d'embaucher ces jeunes.

En date du 3 juin 2024, les représentants de l'Horeca ont organisé avec l'ITM une séance d'information en

matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail.

En 2024, l'ITM a organisé une campagne de sensibilisation en ce qui concerne les changements apportés par la nouvelle loi du 24 juillet 2024 qui transpose la directive européenne sur des conditions de travail transparentes et prévisibles.

Dans le cadre des inspections, l'ITM propose aux employeurs et aux salariés des mesures spécifiques pour réduire les risques professionnels et encourage les employeurs à adopter de bonnes pratiques de sécurité et santé au travail, souvent basées sur des exemples de mesures efficaces introduites par d'autres employeurs.

L'ITM propose également aux employeurs des consultations individuelles ou des visites-conseil pour les aider à identifier et à mettre en œuvre des mesures de prévention adaptées à leurs besoins spécifiques.

L'objectif principal de l'ITM est d'agir en partenaire des employeurs et des salariés, en favorisant un accompagnement préventif et pédagogique, tout en garantissant le respect des lois sociales. Cela permet d'instaurer un climat de confiance et d'éviter des situations contentieuses.

Au cours des cinq dernières années l'ITM a répondu à ces demandes d'informations en ce qui concerne le secteur de l'Horeca.[†]

ad 3) Au cours des cinq dernières années, les demandes de mise en conformité suivantes ont été réalisées suite au contrôle.[†]

ad 4) Les données relatives à l'accord d'un délai supplémentaire pour se conformer aux obligations légales ne sont actuellement pas enregistrées.

ad 5) Ce n'est qu'en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (sans titre de séjour) ou en situation irrégulière (sans autorisation de travail) que des sanctions sont immédiatement prononcées en cas de constatation de telles infractions.

Dans ce contexte, les sanctions suivantes ont été immédiatement prononcées à la suite d'un contrôle dans le secteur de l'Horeca.[†]

En matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, des demandes de mise en conformité sont toujours notifiées aux employeurs. Ce n'est que pour les cas où les employeurs ne donnent pas suite à celles-ci.

Les sanctions suivantes ont été prononcées à la suite d'une demande de mise en conformité restée sans suite de la part de l'employeur dans le secteur de l'Horeca.[†]

ad 6) Au cours des cinq dernières années, les recours contentieux suivants ont été déposés contre des décisions prises par l'ITM dans le secteur de l'Horeca.[†]

ad 7) Les sanctions suivantes ont été infligées, annulées et réduites dans le secteur de l'Horeca.[†]

ad 8) Chaque agent de l'ITM, à son arrivée, suit une formation de base notamment au niveau de la prévention.

Au 31 décembre 2023, tous les agents en relation avec les administrés, comme par exemple les inspecteurs, ont été formés en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail et sensibilisés aux pratiques de prévention pour les entreprises.

ad 9) Voir réponse à la question n° 8.

ad 10) Le Service de prévention, comme invoqué dans le cadre de la question élargie du 26 juin 2024, sera mis en place au cours de l'année 2025 pour garantir encore plus de proactivité.

ad 11) Dans le processus d'élaboration du dispositif légal encadrant le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, les besoins de ce secteur dans sa globalité ont été pris en compte.

Ainsi, pour les salariés occupés dans ce secteur le Code du travail⁷ précise que l'horaire de travail journalier ne peut être entrecoupé que d'une seule période de repos non rémunérée. Cette période de repos, ou « coupure de service », ne peut excéder 3 heures.

Exceptionnellement cette période de repos non rémunérée peut être portée à 4 heures maximum pour les entreprises dont le régime de travail l'exige. Pour pouvoir bénéficier de cette exception, les entreprises doivent en faire une demande soit pour tout leur personnel, soit pour une partie de leur personnel.

Dans ce contexte le règlement grand-ducal applicable prévoit que cette demande doit être dûment motivée et à introduire auprès de l'ITM. Si une délégation du personnel existe au sein de l'entreprise, son avis doit être joint à la demande. Pour les entreprises ayant moins de quinze salariés, la demande doit contenir l'avis de tous les salariés de l'entreprise travaillant sous le régime de la coupure.

Sur base de ces éléments, l'ITM émet un avis et le Ministre du Travail statue sur base de cet avis.

Ainsi, la procédure mise en place pour porter la durée maximale de la coupure à 4 heures prend d'ores et déjà en compte l'avis des salariés ou de la délégation du personnel. Par ce biais, les salariés participent à la définition de la coupure de leur temps de travail afin qu'ils puissent mieux organiser leur vie privée en conséquence.

De plus, le principe et son exception délimitent clairement le maximum du temps de coupure accordé.

Par le biais de cette procédure, un total de 182 demandes d'exception ont été réceptionnées par le Ministère du Travail depuis le 31 mars 2021.

Par ailleurs le Code du travail mentionne que cette coupure de service peut être augmentée ou réduite par convention collective de travail.⁸

À l'heure actuelle le Ministre du Travail n'envisage pas d'entamer de modification spécifique de la durée de travail dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration.

Psychothérapie pour enfants et adolescents | Question 1567 (22/11/2024) de Mme Djuna Bernard (délégué)

Depuis le 1^{er} février 2023, la psychothérapie pour les patient.e.s n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans est remboursée à 100 %. Le cadre législatif actuel ne permet cependant pas la délivrance d'un agrément aux psychothérapeutes pour enfants ou adolescents, empêchant ainsi les professionnels de cette spécialité d'exercer spécifiquement avec ce public.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle expliquer les raisons pour lesquelles les études menant à un diplôme de psychothérapeute pour enfants ou adolescents ne sont pas reconnues ?

2) Madame la Ministre compte-t-elle adapter le cadre réglementaire afin de permettre aux professionnels de cette spécialité d'obtenir un agrément pour exercer spécifiquement avec ce public ?

⁷ Article L. 212-7 du Code du travail.

⁸ Article L. 212-7 alinéa 2 du Code du travail



3) Un calendrier pour la mise en place de cette adaptation est-il envisagé ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

4) Le ministère considère-t-il que le manque de reconnaissance officielle pour la psychothérapie pour enfants et adolescents pourrait nuire à la qualité et à l'accessibilité des soins psychothérapeutiques pour cette population spécifique ?

Réponse (23/12/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) En ce qui concerne la reconnaissance des qualifications professionnelles en vue de l'accès à la profession de psychothérapeute, il est constant que certaines formations en psychothérapie spécialisées sur la prise en charge d'enfants et d'adolescents ne sont pas reconnues directement.

En effet, cette procédure de reconnaissance s'inscrit dans le contexte de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et pré suppose une comparaison du profil professionnel (contenu des études et activités réservées apprises) du requérant avec celui de la profession de psychothérapeute tel que retenu dans la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute.

À travers cette comparaison, il doit être assuré que le requérant dispose des connaissances nécessaires pour réaliser l'ensemble des activités réservées prévues dans la loi modifiée de 2015 précitée.

Cette loi stipule, entre autres, qu'« aux fins de la présente loi, on entend par "psychothérapeute" toute personne physique qui utilise, dans le cadre de son activité professionnelle, la méthode thérapeutique qui fait exclusivement appel à des moyens psychologiques reconnus afin de traiter les troubles mentaux chez l'adulte, l'adolescent et l'enfant ».

Par conséquent, une reconnaissance directe d'une qualification professionnelle dans le domaine de la psychothérapie n'est possible qu'à condition que les études du requérant aient porté sur la prise en charge de l'enfant, de l'adolescent et de l'adulte.

Or, les formations spécialisées dans le domaine de la psychothérapie infantile et/ou adolescente n'ont pour partie pas porté sur la prise en charge du patient adulte, patient pouvant néanmoins présenter des pathologies différentes de celles du patient mineur.

Voilà pourquoi ces qualifications professionnelles ne sont généralement pas reconnues directement, mais leur reconnaissance est subordonnée, conformément à la loi précitée de 2016, à l'accomplissement préalable avec succès d'une mesure compensatoire tendant à démontrer que le requérant a pu combler cette lacune. Une telle mesure compensatoire peut prendre la forme d'un stage d'adaptation ou d'une épreuve d'aptitude.

Concrètement, l'on ne saurait dès lors parler d'un refus de reconnaissance d'une telle qualification, mais plutôt d'une reconnaissance soumise à certaines conditions.

À noter que le nombre de personnes concernées reste plutôt limité par rapport à l'ensemble des demandes de reconnaissance des qualifications professionnelles en vue de l'accès à la profession de psychothérapeute, et que jusqu'à présent trois candidats ont passé avec succès cette mesure compensatoire et ont obtenu la reconnaissance de leur titre de formation (100 % des candidats ayant essayé de passer la mesure compensatoire).

ad 2) et 3) La possibilité d'une reconnaissance directe des formations spécialisées sur la prise en charge

d'enfants et d'adolescents sera étudiée dans le cadre plus général d'une adaptation envisagée de certaines dispositions de la loi modifiée du 14 juillet 2015 précitée. Par conséquent, il est impossible d'indiquer à ce stade un calendrier précis pour l'introduction d'une réglementation spécifique concernant la reconnaissance des formations spécialisées sur la prise en charge d'enfants et d'adolescents.

ad 4) Étant donné que les titulaires d'une formation en psychothérapie spécialisée sur la prise en charge d'enfants et d'adolescents peuvent accéder à la profession de psychothérapeute par le biais d'une mesure compensatoire (cf. réponse la question 1) et que jusqu'à présent tous les candidats ont passé avec succès cette mesure, l'impact de l'impossibilité d'une reconnaissance directe de cette spécialisation semble limité.

Alphabétisation en luxembourgeois | Question 1568 (22/11/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Däitsch war joerhonnertelaang déi eenzeg Alphabetisierungssprooch zu Lëtzebuerg. Aktuell sicht de Schoulministère awer aus diverse Grënn no alternativen Alphabetisierungsméglechkeeten.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Huet de Ministère an deene leschten zéng Joer Etüden an Evaluatiounen an Optrag ginn, déi sech mat Lëtzebuergesch als eenheetlech oder alternativ Alphabetisierungssprooch fir eist Land beschäftegen?
2. Wa jo, kann den Här Minister d'Resultater vun deenen Etüde virstellen?
3. Goufe Pilotprojeten envisagéiert, fir Lëtzebueresch als Alphabetisierungssprooch ze testen?

Réponse (19/12/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Wéi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro richteg festhält, ass d'Alphabetisierung op Däitsch zanter laanger Zäit am effentleche Lëtzebuerger Schoulsystem verankert. Dëst erklärt sech duerch déi vill Iwwerschneidung téschent der Lëtzebuerger an der däitscher Sprooch, duerch déi d'Lëtzebuergesch eng Bréckefunktioun am Kontext vum Léiere vun der däitscher Sprooch duerstell. Zegutt kénnt d'Alphabetisierung op Däitsch virun allem deene Kanner, deenen hir éischt Sprooch Lëtzebuergesch oder Däitsch ass, an eng Alphabetisierung op Lëtzebuergesch an dem effentleche Lëtzebuerger Grondschoulen ass doduerch net virgesinn.

Duerch déi an de leschte Joerzéngte verstärkten Heterogenität vun de Mammesprooche vun de Kanner an eisem Schoulsystem gräift eng reng Alphabetisierung op Däitsch allerdéngs ze kuerz. Aus désem Grond riicht sech de Projet ALPHA - Zesumme wuesse mat enger Alphabetisierung op Franséisch virun allem un déi Kanner, deenen hir éischt Sprooch weeder Lëtzebuergesch nach eng germanesch Sprooch ass respektiv deenen hire soziokulturellen Hannergrond dorop schléisst, datt déi franséisch Alphabetisierung hir schoulesch Reussite énnerstëtzzt.

Harcèlement moral dans la fonction publique | Question 1569 (22/11/2024) de **M. Gusty Graas | M. Fernand Etgen** (DP)

« Selon les estimations de la Chambre des Salariés, 18 % des agents travaillant pour l'Etat dans le secteur public ont déjà été victimes de harcèlement moral sur leur lieu de travail. Cependant, les instruments

disponibles pour assister les victimes de harcèlement moral dans la fonction publique restent limités. En particulier, une commission spéciale indépendante en matière de harcèlement de la fonction publique n'est plus en service depuis qu'elle a été déclarée anticonstitutionnelle en 2014 parce qu'elle n'était pas accessible aux agents communaux. »

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Quelle est votre analyse de la situation actuelle en matière de harcèlement moral dans la fonction publique ? Quelles tendances ou évolutions principales observez-vous ?
- Quelles mesures concrètes le ministre envisage-t-il pour lutter efficacement contre le phénomène du harcèlement moral dans la fonction publique ?

- L'ancienne commission spéciale, déclarée anticonstitutionnelle en 2014, influence-t-elle vos réflexions ou actions concernant le harcèlement moral dans la fonction publique ? Envisagez-vous de modifier les textes de loi pour lever l'anticonstitutionnalité et rétablir cette commission en tant qu'instance indépendante ?

Réponse (23/12/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

En ce qui concerne la question d'une commission spéciale en tant qu'instance indépendante, il s'est avéré au fil du temps que l'introduction d'une procédure en parallèle à la procédure disciplinaire n'est pas la solution la plus efficace et risque d'ailleurs de prolonger inutilement la durée de traitement de ces cas. Il est à souligner que le harcèlement est la qualification juridique d'un comportement fautif, mais qui ne peut être constaté qu'à la fin d'une procédure objective. Or, comme pour tout comportement fautif présumé, le Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire doit être saisi. Ce dernier mène à une enquête à charge et à décharge de l'agent présumé fautif et transmet, s'il y a lieu, le dossier au conseil de discipline.

Ceci étant, des analyses seront menées par mes services en 2025 pour évaluer les forces et faiblesses du cadre procédural actuel et l'accent sera également mis sur des mesures de prévention.

Statistiques des CFL sur la ponctualité des trains | Question 1570 (22/11/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'CFL publizéiere monatlech Statistiken iwwert Ausfäll a Verspäidunge vun den Zich op hirem Site. An der Äntwert op d'Fro N° 1257 verweist d'Ministesch op de Site <https://www.cfl.lu/fr-fr/punctuality>.

Jo, hei fénnt een den Detail zu de Verspäidunge fir déi verschidden Zuchstrecken. Et fénnt een awer net dat, wat an der leschter Fro gefrot gouf:

„Dés Statistike spigelen awer net wierklich den Im-pakt op d'Leit, déi schaffe ginn, an d'Schüler, erém. Interessant wier et z. B. ze kucken, wéi d'Zuelen an der Woch téschent 6.00 an 9.00 Auer respektiv 16.00 an 19.00 Auer sinn.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Erhiewen a sammelen d'CFL d'Donnéeën iwwert Verspäidunge vun Zich an Zichausfäll, baséierend op der Auerzäit?
 - Falls jo, wou kann de Public dës Donnéeën no-kucken?
 - Falls nee, ass et méiglech, dass d'CFL dës Datesätz, esou wéi dat deelweis am Ausland gemaach gëtt, effentlech publizéieren?



2. Wéi vill Zich hate Verspéidunge wärend de Spëtzestonnen (6.00–9.00 a 16.00–19.00)?

3. Wéi vill Zich sinn net gefuer ginn, duerch Suppresiounen, Deelsuppressiounen oder goufe provisoresh aus dem Farplang erausgeholl?

Ginn dës Donnéeë spezifesch fir d'Spëtzestonnen erfaasst a publizéiert?

4. Veréffentlechen d'CFL d'Donnéeën och ènnert engem anere Format wéi PDF?

Falls jo, wou?

Réponse (18/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Statistike vun den CFL iwwert d'Pénktlechkeet vun den Zich.

D'Erhiewen an d'Sammele vun Donnéeën iwwert Verspéidunge vun Zich an Zuchausfäll, basierend op der Auerzäit, gi fir intern Pénktlechkeetsanalysen duerchgefouert. D'CFL, ewéi de groussen Deel vun den Eisebunngesellschaften, publizieren dës allerdéngs net reegelméisseg. Et gëtt, notamment, keng lännerruwvergräifend harmoniséiert Reegelen an dësem Beräich a Lëtzebuerg huet e proportional héijen Undeel un transnationalen Zuchverbindungen, wat d'Vergläichbarkeet vun Donnéeë schwéier mécht.

D'Donnéeën zu der Haaptverkéierszäit si bei der SNCB (Société nationale des chemins de fer belges) effektiv an enger aggregéierter Form verfügbar. D'CFL publizéieren dës allerdéngs net reegelméisseg.

D'CFL definéieren d'Spëtzestonn moies vu 7.00–9.00 Auer an owes vu 17.00–19.00 Auer, jee no Arrivée vum Zuch (Zäit um Grenzpunkt fir d'Zich, déi aus dem Land erausfueren). No dëser Definitioun bedréit d'Pénktlechkeet zu der Haaptverkéierszäit vu méindes bis freides ouni Feierdeeg vu Januar bis Oktober 2024 86,9 %.

Wéi op der Internetsät vun den CFL ènnert dem Link: <https://www.cfl.lu/fr-fr/punctuality> uginn, berécksichtegt d'Pénktlechkeet, sou wéi se éffentlech duergestallt ass, schonn déi suppriméiert an deelsuppriméiert Zich.

Am Joer 2024 (Januar bis Oktober) haten d'CFL eng global Pénktlechkeet vun 90,9 %. Vu 1.000 geplangten Zich waren der deemno 909 pénktlech, 62 verspéit, 9 deelsuppriméiert an 20 ganz suppriméiert.

Et sief och unzemierken, dass dës Definitioun däitlech méi restriktiv ass, wéi bei all den Nopeschreseauen. Am Pénktlechkeetsindikator vun der Deutschen Bahn (DB) an am Haapt-Pénktlechkeetsindikator vun der SNCB ginn d'Ausfäll net consideréiert. D'SNCF (Société nationale des chemins de fer français) hält d'Ausfäll an hire Pénktlechkeetsstatistiken op, awer een Zuch gëllt nëmmen dann als ausgefall, wann en um Virdag um 16.00 Auer (SNCF) entplangt gouf.

Bei den CFL bezéien all d'Indicateuren och d'Verspéidunge géintiwwer dem geplangte Fuerplang aus dem Ausland an.

All dës Donnéeë ginn erfaasst, mee net publizéiert a si just am PDF-Format disponibel.

An der Antwort op d'Fro N° 0929 hat d'Regierung geantwort, dass si u Moosname schaffen, fir dass méi Leit sollen Éischt Hëllef léieren, zum Beispill am Sport oder an der Schoul. Aktuell ass et esou, dass an der Schoul, mee och a Betreibungsstrukturen, den Éischt-Hëllef-Cours fir d'Léierpersonal oder Educateuren net obligatoresch ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Fro stellen:

– Wäert d'Regierung sech dofir aseten, fir d'Éischt-Hëllef-Courses am Bildungsberäich souwéi an de Kanternbetreibungsstrukturen obligatoresch ze maachen?

- Falls jo, kréien d'Employéen d'Méiglechkeet, fir Formatione wärend hirer Aarbechtszäit ze maachen?
- Falls nee, firwat net?

Réponse (20/01/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Enseignement fondamental

Déi gesetzlech Bestëmmungen, déi am Artikel 6 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental festgehale sinn, präziséieren, datt ee Kandidat, fir als Fonctionnaire-Stagiaire zougelooß ze ginn, ènnert anerem eng „attestation de formation de base en matière de secourisme“ muss virleeën.

An der Circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée gëtt all Joer widderholl, datt d'Personal am Enseignement fondamental seng Kenntnisser am Beräich vun der Éischt Hëllef aktuell hale soll.

Entspréchend Formatione ginn iwwer den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) organiséiert. Dës Formatione ginn den Absolventen am Kader vun der obligatorescher Weiderbildung ugerechent.

Enseignement secondaire

Am Enseignement secondaire gëtt éischter op d'Fräiwëllekeet gesat: Éischt-Hëllef-Coursé ginn hei am Kader vun der Formation continue uegebueden a kënnen an d'Urechnung vun de Stonnen afléissen, déi laut Gesetz musse geleescht ginn.

De Prinzip vun der Fräiwëllekeet gëllt och fir d'Schüler: De Regierungsprogramm gesäit vir, datt d'Offer vun de Coursé soll staark erweidert ginn: „L'offre des cours de premiers secours sera élargie sur l'ensemble du territoire, afin de garantir à chaque élève la possibilité d'y participer dans le cadre de cours à option.“

Kannerbetreibungsstrukturen

An de Betreibungs a Bildungsservicer, souwuel vun de jonke Kanner wéi och vun de Schoulkanner, muss zu all Moment vun den Éffnungszäite mindestens eng Persoun präsent sinn, déi een Éischt-Hëllef-Cours ofgeschloss huet. Dëst entspréicht den Ufuerderunge vun der ITM (Prescriptions de sécurité et de santé types ITM-SST 1514.3 an ITM-SST 1524.2, Artikel 14.1.5).

Den Éischt-Hëllef-Cours kann am Kader vun den obligatoresche Weiderbildungen unerkannt ginn. An deem Fall kann d'Formation wärend den Aarbechtszäite vum Encadrementspersonal absolviert ginn.

Laut Artikel 3 (3) 7 vum Gesetz iwwer d'Aarbecht vun den Dageselteren (Loi du 21 juillet 2023 portant modification de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale) ass en Éischt-Hëllef-Cours eng vun de Konditiounen, fir en Agrement ausgestallt ze kréien.

.....

Condamnations pour fraude fiscale et fraude fiscale aggravée | Question 1572 (22/11/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

À la suite de la question parlementaire n° 0878 de juin 2024, portant sur le nombre de jugements par accord en matière de fraude fiscale aggravée, je souhaiterais obtenir des précisions concernant le nombre total de condamnations pour fraude fiscale et fraude fiscale aggravée au cours des dix dernières années.

À cet effet, je prie Madame la Ministre de la Justice de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1) Combien de condamnations pénales en première instance ont été prononcées au cours des dix dernières années pour fraude fiscale et fraude fiscale aggravée ? Comment ces chiffres ont-ils évolué au fil des années ?

2) Parmi ces condamnations, combien ont fait l'objet d'une procédure d'appel ? Combien de décisions ont été confirmées ou modifiées en deuxième instance ?

3) Quelle est la somme totale des montants éludés par les fraudes fiscales jugées entre 2014 et 2024 ? Quelle proportion de ces montants a été récupérée par l'État ?

4) Combien de peines d'emprisonnement ont été prononcées dans ces affaires ? Existe-t-il des cas de peines avec sursis ou des aménagements spécifiques dans l'exécution des peines ?

5) Combien de récidivistes ont été identifiés parmi les personnes condamnées pour fraude fiscale et fraude fiscale aggravée ?

6) Quel est le nombre actuel de dossiers relatifs à des suspicions de fraude fiscale en attente de traitement ou d'instruction au sein du parquet général ?

Réponse (19/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Les chiffres relatifs aux condamnations pénales prononcées en première instance pour fraude fiscale (aggravée) au cours des dix dernières années ressortent du tableau[†] suivant.

Il est à noter que les chiffres fournis reposent sur les jugements prononcés par les chambres correctionnelles des tribunaux d'arrondissement en matière de tentative de fraude fiscale (aggravée), de fraude fiscale (aggravée), de tentative d'escroquerie fiscale et d'escroquerie fiscale, en relation avec les impositions qui sont du ressort de l'Administration des contributions directes (ci-après « ACD ») et de l'Administration de l'enregistrement et des domaines (« ci-après AED »).

ad 2) Parmi les 106 jugements précités, seuls quatre ont fait l'objet d'une procédure d'appel. Dans une affaire, un acquittement prononcé en première instance a été confirmé en appel. Dans deux affaires, la peine a été modifiée et dans la quatrième affaire le prévenu a été acquitté en instance d'appel.

ad 3) La somme totale des montants éludés par les fraudes fiscales jugées (c'est-à-dire ayant fait l'objet d'une condamnation en première instance) entre 2014 et 2024 ainsi qu'une ventilation par année ressortent du tableau[†] suivant.

Quant aux montants d'impôts recouvrés, il est à noter que les parquets ne disposent pas d'une vue d'ensemble sur les montants recouvrés par les deux administrations fiscales concernées, alors que le recouvrement est de leur compétence exclusive. Les chiffres présentés dans le tableau[†] ci-dessous sont donc ceux dont les parquets ont connaissance, dans la mesure où ils résultent de jugements sur accord (dont le bénéfice est réservé aux prévenus ayant réglé intégralement le montant des impôts éludés) et de condamnations à des peines de confiscation.

Cours de premiers secours | Question 1571 (22/11/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wien Éischt Hëllef leeschte kann, dee ka Liewe retten. Leit, déi een Éischt-Hëllef-Cours gemaach hunn, léieren déi richteg Reflexer an Handlungen an Noutsituatiounen. Et wier dofir sënnvoll, dass jiddereen an eiser Gesellschaft op d'mannst eng Kéier am Liewen esou een Éischt-Hëllef-Cours gemaach hätt.



Pour être complet, les montants des amendes prononcées par les autorités judiciaires peuvent également être précisés comme suit.[†]

ad 4) Les chiffres relatifs aux condamnations à des peines d'emprisonnement, avec une ventilation des peines d'emprisonnement ferme, des peines d'emprisonnement assorties du sursis simple et des peines d'emprisonnement assorties d'un sursis probatoire ressortent du tableau[†] suivant.

ad 5) Aucune des personnes condamnées n'est à considérer comme récidiviste au sens des articles 54 et suivants du Code pénal.

ad 6) À l'heure actuelle, 16 dossiers sont en cours d'analyse au Parquet de Luxembourg.

Il y a lieu de noter toutefois que de nombreux dossiers dénoncés aux parquets par les administrations fiscales ne sont pas (encore) en état pour qu'il soit procédé à une enquête judiciaire, dans la mesure où l'imposition n'est pas définitive en raison d'un recours pendant devant les juridictions administratives.

Traitemet juridique des apatrides | Question 1573 (22/11/2024) de M. Dan Hardy (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 1088 vum honorabelen Députéierte Fred Keup no staatlose Prisonéier huet d'Regierung op d'Fro vun der Feststellung vun der Nationalitéit é. a. dat hei geschriwwen: „Dozou muss erklärt ginn, dass bei enger strofrechtecher Enquête, der Verurteilung a beim Untrétt vun der Prisongsstrof d'Nationalitéit vun der concernéierter Persoun an eischter Linn festgestallt gëtt, unhand vun den Identitéitspabeieren, déi déi concernéiert Persoun virweise kann. Och gëtt am nationale Persouneregester (Répertoire national des personnes physiques – RNPP) nogekuckt, an déi Informatioun, déi zu deem Moment am RNPP stieet, gëtt da gebraucht. Weeder d'Justizautoritéiten nach d'Prisongsverwaltung stellen zu deem Moment weider Nofuerschungen un, falls d'Nationalitéit vun där Persoun zu deem Moment als ‚inconnue‘ am RNPP renseigniert gëtt.“

A weider schreift d'Regierung fir déi Zäit nom Enn vun der Prisongsstrof: „D'Generaldirektiou vun der Immigratioun geet allen Indizien op méiglech Hierkonftslänner no a probéiert déi Persounen iwwer déi zoustänneg Konsulater ze identifizéieren. Wann dat net geléngt oder déi jeeweileg Konsulater net mattschaffen, muss déi Persoun aus dem Centre de rétentio entlooss ginn.“

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi enger rechtliche Strof setzt sech dës Persoun aus, wann se sech weigert, mat der zoustänneger Institutioun ze kooperéieren an der Feststellung vun hirer legaler Identitéit?

2. Falls eng rechtliche Strof applikabel ass, wéi dacks ass se och agesat ginn? Wéi dacks war dat téschen 2013 an 2023 de Fall?

3. Op der Basis vu wéi enger legaler Identitéit gëtt dës Persoun viru Geriicht verurteelt?

4. Op der Basis vu wéi enger legaler Identitéit kann dës Persoun sech hei am Land ophalen an hiren Alldag (Umeldung vun enger Adress, Bankkont, Fürschäin asw.) organiséieren?

5. Kënnen op der Basis vun enger fiktiv zugewisener respektiv onbekannter Identitéit hei am Land Sozialleeschungen oder aner staatliche Zouwendungen empfaange ginn?

Réponse (02/01/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. An dësem Fall ass keng rechtliche Strof applikabel.

ad 3. D'Persoun gëtt énnert däi Identitéit verurteelt, déi d'Police konnt feststellen. Am Fall, wou d'Persoun natierlech eng falsch Identitéit ugëtt, gëtt dës falsch Identitéit och viru Geriicht benotzt.

ad 4. Persounen, déi aus dem Centre de rétentio entlooss ginn, ouni bei der Feststellung vun hirer Identitéit kooperéiert ze hunn, hu keng legal Identitéit, fir hiren Alldag ze organiséieren a kënnen zum Beispill kee „certificat de résidence“ kréien. Si kënnen och keng Demarché maachen, bei deenen ee gütleg Identitéitsdokument gefrot ass.

ad 5. D'Konditiounen, fir op staatliche Leeschungen zréckzegräifen, sinn an de jeeweilege Gesetzter gereegelt, dorënner, ob d'Leeschung un d'Virweise vun engem gütlegem Identitéitsdokument gebonnen ass. Wann eng Persoun keng staatliche Zouwendungen empfanke kann, well si dës Konditioun net erfëllt, dann huet dës Persoun d'Méiglechkeet, sech un ON-Gen oder Associatiounen ze wennen, déi hire Support offréieren.

Digitalisation du notariat | Question 1574 (25/11/2024) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

La loi du 7 juillet 2023 transpose la directive (UE) 2019/1151, qui modifie la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils numériques dans le droit des sociétés. Cette loi introduit la possibilité de constituer des sociétés entièrement en ligne et permet l'établissement d'actes notariés sous format électronique, y compris à distance, sans nécessiter la présence physique des parties, sauf dans certains cas spécifiques.

La loi crée une plateforme d'échange électronique pour le notariat, qui centralise les interactions liées à ces actes numériques. Elle intègre également des conditions de sécurité renforcées, comme l'utilisation de signatures électroniques qualifiées pour valider les actes.

Or, selon nos informations, la procédure pour l'utilisation de la signature électronique serait très lourde.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Comment se présente de manière générale le fonctionnement de la nouvelle plateforme d'échange électronique dans la pratique quotidienne des notaires ?

2) Madame la Ministre a-t-elle pu recueillir des témoignages par rapport à l'utilisation de la signature électronique ? Est-ce qu'une adaptation de la procédure est envisagée et endéans quels délais celle-ci pourrait-elle être implémentée ?

3) Est-ce qu'une évaluation du fonctionnement et de l'utilisation de la plateforme est programmée ? Quels indicateurs seront utilisés pour évaluer l'efficacité et l'impact de cette plateforme sur le fonctionnement du notariat et la simplification des démarches administratives ?

Réponse (23/12/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) La plateforme d'échange est en ligne depuis le 2 novembre 2023. La Chambre des Notaires est, d'une manière générale, satisfaite de cette première année de « up and running » de l'outil. Plus précisément, pour ce qui est de la première année d'utilisation, la

plateforme était avant tout conçue, mise en place et gérée pour assurer le dépôt électronique des actes notariés auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

Toutefois, des évolutions importantes de la plateforme restent à réaliser afin d'assurer que celle-ci devienne un véritable outil quotidien, moderne et efficace des études notariales comme une meilleure gestion de la rédaction des actes notariés, une amélioration de l'ergonomie de la plateforme ou l'interconnexion de la plateforme avec d'autres services étatiques.

ad 2) et 3) La signature électronique est une condition sine qua non du dépôt électronique des actes notariés auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA. L'utilisation de la signature électronique à cette fin ne pose pas de problème.

Après consultation de la Chambre des Notaires, celle-ci est d'avis qu'il serait utile de revoir l'ensemble des dispositions régissant respectivement le dépôt électronique, le fonctionnement et la gestion de la plateforme d'échange du notariat et qu'il faut alors profiter pleinement des expériences d'utilisation qui ont été faites depuis le go-live de l'outil, il y a un an.

Ces expériences d'utilisation de la plateforme font l'objet d'une enquête de satisfaction que la Chambre des Notaires mène actuellement auprès des études notariales.

En plus, il a déjà été proposé à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA de soumettre la plateforme d'échange à un audit intégral.

Rénovation énergétique des bâtiments communaux | Question 1575 (25/11/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. Meris Sehovic (déi gréng)

Dans le cadre de la nouvelle directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments adoptée en avril 2024, des règles supplémentaires ont été établies pour tous les bâtiments publics, avec l'objectif de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et la consommation énergétique des bâtiments de l'Union européenne d'ici à 2030. Conjointement, la nouvelle directive européenne relative à l'efficacité énergétique introduit une nouvelle obligation de rénovation de 3 % par an des bâtiments appartenant ou occupés par des organismes publics, notamment les communes. Pour accompagner cette transition, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) prévoit l'élaboration d'une stratégie de décarbonation spécifique pour les administrations étatiques, ainsi que la prise en compte du besoin en ressources supplémentaires au niveau du secteur public lors de la transposition en droit national de la directive susvisée.

Selon la réponse à la question parlementaire n° 1373, le budget actuel consacré aux travaux de rénovation des bâtiments publics, y compris l'assainissement énergétique, s'élève à 80-85 millions d'euros par an. Parmi les outils disponibles pour soutenir les communes dans leurs projets de rénovation, on retrouve le Pacte Climat 2.0, qui propose un catalogue de mesures ainsi que l'accompagnement par des conseillers.ères climat spécialisés.es.

Cependant, une contradiction émerge dans les objectifs fixés par le Gouvernement dans l'accord de coalition 2023-2028 et ceux de la mise à jour du PNEC. Alors que l'accord de coalition ambitionne une neutralité climatique de toutes les administrations publiques, y inclus les communes, en 2030, la mesure n° 109 du PNEC fixe cet objectif pour 2040. Cette incohérence soulève des questions sur la clarté et la faisabilité des politiques publiques, d'autant plus que l'objectif de



2030 nécessiterait une accélération majeure des efforts, notamment en termes de rénovation énergétique et de mobilisation de ressources financières et de personnelles.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Comment le Gouvernement justifie-t-il l'écart entre l'objectif de neutralité climatique des administrations publiques fixé pour 2030 dans l'accord de coalition et celui de 2040 prévu dans le PNEC ? À quelle échéance le Gouvernement prévoit-il d'atteindre la neutralité climatique des administrations publiques, dont les bâtiments communaux ?

2) Au-delà du Pacte Climat 2.0, par quels moyens et dispositifs les communes sont-elles actuellement soutenues et accompagnées dans leurs projets de rénovation énergétique ?

3) Comment le Gouvernement envisage-t-il d'adapter son soutien aux communes pour la rénovation énergétique des bâtiments publics en tenant compte du nombre de bâtiments à rénover dans chaque commune et des possibilités financières propres à chacune d'elles ? Quels mécanismes supplémentaires seront mis en place pour accompagner les communes dans leurs travaux de rénovation énergétique au cours des prochaines années, et quelles seront les échéances à cet égard ?

4) Combien de communes ont déjà élaboré un plan de rénovation à moyen et long terme pour l'ensemble de leurs bâtiments présentant un potentiel d'économie d'énergie ?

5) Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils indiquer quel est le taux annuel actuel de rénovation énergétique des bâtiments communaux ?

6) Quelle proportion du budget de 80 à 85 millions que l'Etat consacre actuellement à la rénovation énergétique des bâtiments publics sera attribuée au soutien financier des travaux de rénovation entrepris par les communes ?

Réponse (23/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les objectifs de neutralité climatique définis dans l'accord de coalition « Neutralité climatique des administrations étatiques en 2030 » et dans la mesure n° 109 de la mise à jour du PNEC « Stratégie de décarbonation poursuivant l'objectif de la neutralité climatique de l'administration étatique dès 2040 » concernent spécifiquement et exclusivement l'administration étatique ; les communes et les bâtiments communaux n'étant pas ciblés.

Le Gouvernement prévoit d'atteindre la neutralité climatique des administrations étatiques en 2040, tel que spécifié dans la mesure n° 109 de la mise à jour du PNEC et dotera, dans la mesure du possible, tous les bâtiments publics (de l'Etat) d'installations photovoltaïques jusqu'en 2030 et accélérera davantage leur assainissement énergétique, en vue de leur neutralité climatique, tout en tenant compte des exigences de la directive européenne relative à l'efficacité énergétique et de la directive sur la performance énergétique des bâtiments.

Le Pacte Climat conclu avec les communes incitera les administrations communales à poursuivre des efforts similaires.

ad 2) À côté des régimes d'aides financières en matière d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables à disposition des communes, le Pacte Climat 2.0 est l'outil central de soutien et d'accompagnement des communes dans leurs efforts dans le cadre des objectifs du PNEC, dont les projets de rénovation énergétique.

La Klima-Agence, en tant que pôle de compétences en matière d'énergie et de climat, assure la gestion du Pacte Climat et l'assistance technique. Elle fait office d'interlocuteur principal et prend en charge la majeure partie des démarches pour soutenir et accompagner les communes. Le Pacte Climat évolue constamment afin de répondre au mieux aux besoins des communes.

À cela s'ajoute que des conseillers de base et des conseillers spécialisés « rénovation énergétique » sont mis à disposition pour accompagner les communes dans le contexte spécifique des rénovations.

ad 3) Les deux régimes d'aides financières concernant respectivement les bâtiments fonctionnels et les bâtiments utilisés à des fins d'habitation (« Klimabonus Wunnen »), de même que certaines aides proposées par les parties obligées (fournisseurs d'électricité et de gaz naturel) dans le cadre du mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique, ciblent les rénovations énergétiques des bâtiments communaux. Ces régimes d'aides sont mis à jour régulièrement pour optimiser le soutien aux communes.

L'outil de suivi et de planification principal pour les démarches de rénovation énergétique des bâtiments communaux est la plateforme « Enercoach » mise à disposition et gérée par Klima-Agence dans le cadre du Pacte Climat. Cet outil évoluera substantiellement avec le développement du nouvel « Enercoach 3.0 ». Cette nouvelle plateforme prendra en compte les futures exigences émanant de la nouvelle directive européenne relative à l'efficacité énergétique (notamment l'article 6 introduisant une obligation de rénovation pour les bâtiments publics) et la nouvelle directive sur la performance énergétique des bâtiments (ces deux directives sont actuellement en cours de transposition au niveau national).

ad 4) Dans le cadre du Pacte Climat, la mesure 2.1.3. « Concept de rénovation » encourage les communes à élaborer des concepts de rénovation détaillés pour les bâtiments communaux, y compris un plan d'action.

Une analyse réalisée par la Klima-Agence au niveau de cette mesure parmi les 89 communes actuellement certifiées Pacte Climat montre que deux tiers des communes disposent d'un concept de rénovation pour leurs bâtiments communaux. De plus, un tiers de ces communes certifiées a entre-temps développé un plan d'action en vue de la réalisation de mesures dans ce contexte.

Grâce au logiciel de comptabilité énergétique « Enercoach », la commune bénéficie d'une vue d'ensemble complète et précise de la consommation énergétique de ses bâtiments.

ad 5) Depuis le lancement du Pacte Climat en 2012, les consommations énergétiques des infrastructures communales sont saisies par les administrations communales dans le logiciel de comptabilité énergétique « Enercoach ».

D'une manière générale Klima-Agence peut constater une tendance décroissante de la consommation énergétique des bâtiments communaux sur la période entière du programme.

Comme évoqué au niveau de la réponse à la troisième question, la nouvelle version de l'outil « Enercoach » permettra à l'avenir – sur base d'une méthodologie nationale calibrée avec les critères des directives

europeennes concernées – un suivi national intégré de l'évolution du taux de rénovation énergétique des bâtiments communaux.

ad 6) Le budget de 80 à 85 millions d'euros repris dans la réponse à la QP 1373 concerne la rénovation énergétique des bâtiments publics appartenant à l'Etat.

Les travaux de rénovation entrepris par les communes sont budgétisés au niveau communal et sont supportés par les régimes d'aides financières mentionnés ci-dessus (voir réponse à la question 3).

Mandats d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à l'encontre du Premier ministre israélien et de son ancien Ministre de la Défense | Question 1577 (25/11/2024) de M. Franz Fayot | M. Yves Cruchten (LSAP)

La Cour pénale internationale (CPI) a émis, le jeudi 21 novembre, des mandats d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, à l'encontre du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et de son ancien Ministre de la Défense Yoav Gallant. Ces mandats d'arrêt avaient été demandés en mai par le procureur Karim Khan.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Le Luxembourg ayant signé le statut de Rome, le Gouvernement se conformera-t-il à cette décision et assistera la CPI dans la mise en œuvre de ces mandats d'arrêt si jamais Monsieur Netanyahu ou Monsieur Gallant devaient se déplacer à ou transiter par le Luxembourg ?

– Comment le Gouvernement évalue-t-il la décision de la CPI ?

Réponse (23/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Luxembourg a pris note de la décision de la Cour pénale internationale d'émettre des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, l'ancien Ministre de la Défense, Yoav Gallant et le chef de la branche armée du Hamas, Mohammed Deif, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. En tant qu'État partie au Statut de Rome, le Luxembourg attache une importance primordiale au respect de l'indépendance et de l'impartialité de la CPI, et appliquera l'ensemble de ses obligations découlant du Statut de Rome.

Intersection Rossmillen (CR335/CR338) | Question 1578 (26/11/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Kräzung Rossmille verbënnt déi véier Dierfer Hengesch, Bénzelt, Wäiswampech a Clief. Op déser Kräzung koum et an der Vergaangenheet scho méi dacks zu Accidenter. Dowéinst gouf nach ènnert dem viregte Minister Bausch eng Sécherheetsetüd an Optrag ginn. Nach am September 2024 koum et zu engem schwéieren Accident, bei deem och de Rettungshelikopter am Asaz war. Vill Automobilist:innen empfannen d'Kräzung als geféierlech. Déi genannten Etüd kennt zu engem anere Resultat: „Das Unfallgeschehen am Knotenpunkt ist als gering einzuschätzen. Lediglich 5 Unfälle mit Personenschäden innerhalb des 6 Jahres Zeitraums 2013–2018.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Sinn d'Resultater vun der Sécherheetsetüd un déi betraffe Gemeng weidergeleet ginn?



- Wa jo, wéini war dat de Fall?

- Wann nee, firwat war dat bis elo nach net de Fall?

2. An der Antwort op d'Fro N° 1388 schreift d'Ministesch: „Et ass virgesinn, d'Kräzung reegelkonform émzebauan an den Automobilisten*innen um CR338 d'Virfaart ze ginn.“

Wat genee ass mat dem reegelkonformen Émbaue vun der Kräzung gemengt, ausser der erwänner Ännierung vun der Virfaart?

3. Eis gouf zoudedroen, dass vu verschidde Vertrieber aus der concernéierter Gemeng aner Léisunge favoriséiert ginn. An hiren Ae wär de Bau vun engem Rond-point déi bescht Léisung. Esou géif eng ze héich Vitess vun Automobilist:innen evitéert ginn, et géif zu enger besserer Iwwersicht fir alleguer d'Automobilist:innen an domat och zu manner Accidenter féieren.

Gouf de Bau vun engem Rond-point consideréiert, fir esou d'Verkéierssituatioun fir all d'Automobilist:inne méi iwwersichtlech ze maachen, den Trafick ofzubremsen, ouni dësen awer komplett zum Stellstand ze bréngen? Goufen Etüden duerchgefouert, déi feststellen, dass e Rond-point op der déser Plaz net méiglech ass? Wa jo, aus wat fir enge Grénn ass de Bau vun engem Rond-point net méiglech?

4. Eng aner Léisung wär d'Installatioun vu Roude Luuchten. Net wáit vun der Kräzung ewech sinn elektronesch Leitungen, iwwert déi d'Luuchte mat Strom versuergt kéinte ginn.

Gouf de Bau vu Roude Luuchte consideréiert, fir esou d'Verkéierssituatioun fir all d'Automobilist:inne méi iwwersichtlech ze maachen an den Trafick ofzubremsen? Goufen Etüden duerchgefouert, déi feststellen, dass Rout Luuchten op déser Plaz net méiglech sinn? Wa jo, aus wat fir enge Grénn ass d'Opstelle vu Roude Luuchten net méiglech?

5. Laut de Vertrieber aus der concernéierter Gemeng baséiert d'Propos, fir d'Virfaartsreegelen ze ännieren, op engem Vorschlag vu Ponts et chaussées Dikrech. Vertrieber aus der concernéierter Gemeng no kéint dat awer zu engem grousse Sécherheitsproblem op der Streck ginn, well Persounen, déi an Zukunft a Richtung Hengesch respектив Bénzelt furen, mat méi héijer respектив ze héijer Vitess furen, well si opgrond vun der neier Virfaartsreegel net méi missten ofbremsen.

Ass d'Ministesch der Meenung, dass eng Ännierung vun de Virfaartsreegelen hei wierklech zu manner Accidenter an esou zu enger besserer Sécherheet bändréitet?

6. Laut de Resultater vun der Sécherheetsetüd ass d'Kräzung manner geféierlech, wéi vill Automobilist:innen dat empfanden. „Das Unfallgeschehen am Knotenpunkt ist als gering einzuschätzen. Lediglich 5 Unfälle mit Personenschäden innerhalb des 6 Jahres Zeitraums 2013–2018.“

Wéi vill Accidenter mat Materialschued gouf et op déser Kräzung zénter 2013?

Réponse (20/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert de Projet vun der Ëmgestaltung vum Kräizungsberäch téscht dem CR338 an dem CR335 op der Héicht vun der Rossmillen.

D'Resultater vun der Sécherheetsetüd goufen net direkt un déi betraffe Gemeng weidergeleet, well d'Strooss Deel vum Staatsreséau ass an dofir vun der Stroossebauverwaltung geréiert géit. Déi betraffe Kräzung fält deemno énnert de Kompetenzberäch vum Staat, wat d'Koordinatioun a Planung ugeet.

Ausserdeem läit déi Kräzung ausseruerts, esou datt och d'Reglementéierung vum Verkéier an den Zoustännegkeetsberäch vum Staat fält.

D'RAL, oder Richtlinien für die Anlage von Landstraßen, speziell den Deel RAL-K (Knotenpunkte), sinn eng wichteg Basis fir d'Plangen an den Ausbau vu Kräizungen op Landstroossen. Dës Richtlinie gi benotzt, fir d'Gestaltung vu Kräizungen ze standariséieren, sou dass de Verkéier méi sécher an effizient duerch dës Beräicher geleet ka ginn.

Wat déi verschidde Léisungsusätz ubelaangt, esou huet um Ufank vum Projet d'Stroossebauverwaltung och d'Méiglechkeet vun engem Kreesverkéier a Beträuecht gezunn. Allerdéngs mécht d'topografesch Situations d'Realiséierung vun engem Rond-point schwierig. Op der Säit vum CR338 a Richtung Hengesch erschwéiert d'Neigung vun der Achs, kombinéiert mat de bestoenden Haiser an de Weieren, eng adequat Adaptatioun. Op der Säit no Bénzelt klémmt den Terrain direkt un, wat bedeitend Agréffer an d'Natur néideg géif maachen an eng grouss Zuel un Upassunge verlaagt.

Aus dëse Grénn, an am Senn vum Schutz vun der Natur an der Vermeidung vun iwwerméssege baulichen Adaptatiounen, schléit d'Stroossebauverwaltung vir, eng Léisung mat enger Ännierung vun der Virfaart ze favoriséieren.

Och d'Installatioun vu Roude Luuchten op déser Plaz gëtt net als eng effikass Léisung ugesinn.

Wéinst dem niddrege Verkéiersopkommes op désem Punkt wier de Risiko héich, dass d'Automobilisten*innen d'Luuchten ignoréieren, well se dës eventuell als iwwerflëssempfanden. Dës Léisung riskéiert dofir méi Geforen ervirzeruffen, wéi se tatsächlech zur Sécherheet bändroe géif.

Dann ass et och esou, dass d'Ännierung vun der Virfaart de Problem vun der limitéierter Siichtwält fir de Verkéier um CR338, dee sech mam CR335 kräizt, cibléiert. Dës nei Situations stellt deemno eng weesentlech Verbesserung vun der Sécherheet am Verglach zur viregter Situation duer. Zousätzlech ass am Projet och eng Reduktionsvun der maximal erlaabter Geschwindigkeit op 70 Kilomeeter an der Stonn virgesinn.

Déi genannte Sécherheetsetüd huet zénter 2013 insgesamt 6 Accidenter feststelle kënnen, dovunner 4 mat Liicht- an 2 mat Schwéierverletzten (bei 3 Accidenter ware Motorrieder beträff). Dës Zuele baséieren op den Opzeichnungen vun der groussherzoglecher Police.

Et ass dobäi ze bemierken, dass Accidenter, an deenen et glécklecherweis némme zu Materialschued komm ass, net integral statistesch erfasst kenne ginn. Dat aus dem ganz einfache Grond, dass an esou Fäll net émmer d'Police op d'Plaz geruff gétt, an d'Automobilist:innen dëst énnert sech klären.

Déforestation des forêts tropicales | Question 1579 (26/11/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Antwort op déi dréngend parlamentaresch Fro Nummer 1524 zum EU-Reglement iwwert d'Ofholze vun de Reebëscher schreift den Här Ëmweltminister, datt et lo ganz wichteg wier, fir d'Propos, d'Applikatioun vum Text ee Joer no hanner ze verréckelen, zäitno unzehuelen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung nach gär dës Nofro stellen:

- Wéi eng Moosnamen huet d'Regierung bis ewell geholl, fir d'Beträiber bei der Ëmsetzung vun deem Reglement ze énnerten?
- Wéi géif d'Regierung dat zousätzlech Joer notzen, fir d'Beträiber bei der Ëmsetzung vun deem Reglement

ze énnerten, falls d'Propos vun der Verlängerung ugeholl géit?

3. Wéi eng Moosname géif d'Regierung huelen, fir eis Beträiber ze énnerten, falls d'Propos, d'Applikatioun vum Text ze verréckelen, net méi am Delai ugeholl géit?

Réponse (20/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Regierung wollt de finalen Text vum Reglement ofwaarden a wéini dése géif applikabel ginn, fir konkreet Moosnamen ze huelen. De Règlement (UE) 2024/3234 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 modifiant le règlement (UE) 2023/1115 en ce qui concerne les dispositions relatives à la date d'application ass den 23. Dezember 2024 publiziert ginn.

D'Reglement „EUDR“ wäert elo am Prinzip ab dem 30. Dezember 2025 fir grouss a méttelgrouss Beträiber gëllen, an ab dem 30. Juni 2026 fir Mikro- a kleng Beträiber, also 12 Méint méi spéit wéi ursprénglech geplant.

ad 2. D'Reglement gesäßt eng fakultativ Énnertzung vun de Memberstaate fir d'Beträiber vir. D'Regierung wëll doriwwer eraus d'Beträiber énnerten an ass aktuell an enger Concertationsphas. Soublé konkreet Moosname feststinn, wäert d'Regierung d'Beträiber doriwwer informéieren.

ad 3. D'Propos, d'Applikatioun vum Text ze verréckelen, ass am Delai ugeholl ginn.

Placement des nourrissons | Question 1580 (26/11/2024) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

Aus dem Joresrapport vum Ombudsmann fir Kanner a Jugendlecher geet ervir, dass den OKaju sech selwer saiséiert huet, fir eng Analys iwwert de Placement vu klenge Kanner am Alter vun 0–4 Joer ze maachen.

Am Kader vu besoter Analys huet den OKaju verschidden Acteure vum Terrain kontaktéiert, wéi zum Beispill Personal, dat den Accueil an Encadrement vun de Kanner garantéiert, mee awer och d'Representanté vun der DG AEF vum Educationministère.

Sou ass den OKaju zum virleefgege Resultat komm, dass de Placement vu klenge Kanner net optimal ass, fir op de Gesondheets- a Gefillszoustand vun de Kanner anzeugen. Sou kënnt den OKaju virleefeg zum Entschloss, dass de Placement vu klenge Kanner géint d'Rechter vun der Gesondheet an Entwécklung geet an domat déi vulnerabelst Schicht vun der Gesellschaft a Gefor ass⁹.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Educationminister stellen:

- Wéi vill Kanner am Alter vun 0–4 Joer sinn den Ament a staatlechen oder privaten Institutione plácéiert a wat sinn déi heefgst Grénn?
 - Wéi eng Héllefsmoosname géitt et aktuell, fir Famillen ze stärken a fir eventuell Placeanter ze verhënneren, fir dass d'Bindung stabiliséiert ka ginn?
 - Wéi eng weider Héllefsmoosnamen an nei Konzepten, enviséagiert de MENJE auszubauen?
- Réponse** (15/01/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

⁹ OKaju Rapport annuel 2024 p. 264–265



ad 1. Follgend Zuelen dokumentéieren d'Zuel vun de Placementer vu Kanner am Alter von 0-3 Joer am Accueil de base de moins de 3 ans a Strukturen aus dem Beräich vun der Kanner- a Jugendhëllef. D'Zuel vun de Placementer a staatlechen oder privaten Institutione vu Kanner am Alter von 3-4 Joer kann net spezifesch dokumentéiert ginn, well si an de Statistike vun der Alterskategorie vun iwwer 3 Joer (bis 18 Joer) gefouert ginn:

- 6 Kanner am Alter von 0-3 Joer sinn den Ament a staatlechen Institutione placéiert.
- 38 Kanner am Alter von 0-3 Joer sinn den Ament a privaten Institutione placéiert.
- 46 Kanner am Alter von 0-3 Joer sinn den Ament an enger Fleegefamill placéiert.

Déi heefgst Grënn, déi sou e Placement néideg maachen, sinn:

- Schwéier a seriö Mësshandlungen (kierperlech, sexuell, psychologesch).
- Schwéier Vernalissegunge vun de Besoine vun engem klenge Kand.
- Onfægkeet, fir d'Besoine vun engem klenge Kand ze erkennen oder drop ze reagéieren.
- Onfægkeet, fir de Kanner e stabillen a séchere Kader ze bidden an d'Kanner ze stimuléieren.
- Schwéier Drogesucht/Ofhängegkeet.
- Kompletten Abandon vun de Kanner.

ad 2. Den Office national de l'enfance (ONE) bitt eng breet Pallett u präventive Moosnamen un, déi flexibel op d'Besoine vu Familljen agestallt sinn, fir d'Wuel vum Kand an d'Familljestabilitéit ze férderen.

Wichteg an der Präventiou ass eng familljenënnerstëtzend Offer (Familljebildung): Sou bitt den Eltereforum zesumme mat Partnerinstitutionen eng variabel a personaliséiert Ênnerstëtzung un. Dést beinhalt Familljebildungsprogrammer a speziell Offeren, fir d'Elteren an hirer Roll kënnen ze énnerstëzzen.

Eng aner Ressource ass d'Mediatoun. Hei gëtt a Konfliktsituionen vermettelt, wann Elteren sech net eens ginn. D'Zil ass èmmer, fir am Interêt vum Kand Léisungen ze fannen, déi d'familiär Bindung stäerken.

Fir Familljen, déi mat Momenter vun Iwwerfuerdeung ze kämpfen hunn, bitt den ONE verschidden ambulant Hëllefen a Form vun enger Ênnerstëtzung an der Organisations vum Haushalt duerch eng Aide sociofamiliale un. Jee no Besoin vun der Famill kann dës Ênnerstëtzung an der Intensitéit énnerschiddlech sinn. Et handelt sech hei èm eng ambulant Intervention an der Famill, déi d'Elteren énnerstëzt, fir Erzéitungskompetenze stäerkt an esou e Bindungs- ofbroch téschent Elteren a Kand duerch en eventuell Placement verhënnert. Dës Hëllefsmoosnam viséiert soumat prioritär d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vum Kand a senger Famill.

Fir jonk Elteren, déi zousätzlech Begleedung brauchen, gëtt d'Méiglechkeet vun enger ambulanter Begleedung an enger Wunnstruktur ugebueden, wou si zäitweileg mat hirem Kand liewe können. Hei kreie si Ênnerstëtzung an der Erzéitung an Hëllef bei der Entwécklung vun der néideger Selbstännegkeet.

Jee no Besoin ass et méiglech, verschidde Moosnamen ze kombinéieren, fir der Famill eng Ênnerstëtzung unzubidden, déi op si an op hir Besoine passt.

Dëse systemesche Kader soll sécherstellen, datt all Famill déi néideg Hëllef kritt, fir d'Stabilitéit, d'Sécherheet an d'Wuel vum Kand ze garantéieren.

ad 3. Als neie Projet stellt d'Integrativ Familljenhëllef (IF) en innovativen Ausbau vun der ambulanter Familljenhëllef an e flexibelt Konzept vun ambulanter a stationärer Hëllef duer. Dës systemesch

Ênnerstëtzungsmaosnam ass zäitlech begrenzt a kombinéiert stationär, semi-stationär an ambulant Wochen, fir Famillje mat graven Erzéungsproblemer ze énnerstëzzen, fir Elterekompetenzen ze stäerken, fir e Placement vun hire Kanner ze verhënnernen, oder no enger Frieménnerbréngung erém an der Famill ze integréieren.

Esou solle Bindungsofbréch téschent Elteren a Kanner vermidde ginn an hir Relatioun gestäerkt ginn. D'IF setzt op eng holistesches Approche, déi d'Eltere-kompetenz fèrdert, d'familiär Bezéiunge stäerkt a lésungsorientéiert Methoden asezzt, fir déi existent Ressourcen an de Familljen nohalteg ze aktivieren. D'Virdeeler vun dësem flexibelen an nohaltege Konzept leien an der präventiver Vermeidung vun ausserfamiliären Ênnerbréngungen, enger individuell ugepasster Begleedung an der Förderung vun der Eegeverantwortung vun de Familljememberen.

Fir Placementer ze verhënnernen a Kanner an hirem gewinnten Ëmfeld ze loossen, ass et wichtig, d'Bezuchspersounen an hirer Erzéungsroll ze énnerstëzzen an ze stäerken. Dofir sollen déi ambulant Hëllefe weider ausgebaut ginn.

Actes de soumission chimique | Question 1581 (26/11/2024) de M. Ricardo Marques (CSV)

Dans le cadre de la semaine pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (« Orange Week »), beaucoup d'actions et de manifestations ont eu lieu au Luxembourg pour dénoncer des faits qui sont, malheureusement, toujours d'actualité. Il y a surtout lieu de ne pas laisser la place à la honte des nombreuses victimes. Le phénomène des actes de soumission chimique, par exemple, ciblant majoritairement les femmes, reste une problématique préoccupante. En effet, dans beaucoup de pays, cette pratique connaît une forte augmentation ces dernières années.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice, Madame le Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Quel est le nombre de plaintes déposées pour des actes de soumission chimique ?
- 2) Quelles mesures de sensibilisation le Gouvernement a-t-il déjà mises en place ou entend-il mettre en place pour lutter contre ces actes de soumission ?
- 3) Quelles mesures d'aide sont prévues pour accompagner les victimes, tant immédiatement après l'agression que sur le long terme ?

Réponse (06/01/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Il faut d'abord souligner qu'il est extrêmement difficile de prouver l'administration de telles substances, dès lors qu'elles ne sont détectables que pendant quelques heures dans le sang, voire dans les urines. Étant donné que les plaintes, notamment en matière d'infractions sexuelles, ne sont souvent faites qu'à une date ultérieure, la preuve ne peut plus être rapportée.

La soumission chimique est invoquée par des victimes d'infractions sexuelles (viols, atteintes à l'intégrité sexuelle) pour expliquer l'absence de consentement de leur part. Comme elle ne constitue pas une circonstance aggravante de ces incriminations, mais une circonstance factuelle, elle n'est actuellement pas enregistrée en tant que telle dans la base de données

JU-CHA et il n'est donc pas possible de produire des statistiques dans ce contexte spécifique.

Néanmoins, le Code pénal réprime dans les articles 402 à 405 l'administration de substances de nature à altérer gravement la santé. La soumission chimique est susceptible de tomber sous le coup de cette qualification pénale. Des vérifications de la part du Service statistiques ont permis de montrer que les procès-verbaux en cause concernent effectivement des plaintes de victimes qui se plaignent que l'on leur aurait mis quelque chose dans leur boisson à leur insu (« gouttes KO »).

Ci-dessous les chiffres afférents. ↑

ad 2) La violence fondée sur le genre, qui peut également être perpétrée sous forme d'actes de soumission chimique, est une préoccupation du Gouvernement dans le cadre de ses efforts de lutter activement contre ces formes de violence. Des personnes de tout genre, majeures et mineures, sont à risque de subir de tels actes dans leur vie quotidienne, à l'école, au travail, dans leur famille et au moment des loisirs.

La soumission chimique a été abordée en 2023 lors de la campagne de prévention « Carnaval » organisée par la Police grand-ducale et il est envisagé de la rethématiser à l'occasion de la campagne en 2025. Le site Internet de la police contient en outre une page dédiée aux risques liés aux « gouttes KO » avec des conseils préventifs. En plus, la thématique fait partie des programmes de prévention dispensés par les services de prévention régionaux dans différents cycles de l'enseignement fondamental et pendant certaines années de l'enseignement secondaire dans le but d'y atteindre le public cible en termes de prévention par rapport à cette problématique.

Le site violence.lu renseigne sur les différentes formes de violence fondées sur le genre, propose des définitions pour les différents types de violence couvertes par la Convention d'Istanbul et informe sur les dispositions légales en vigueur au Luxembourg. Ce site offre des informations sur le réseau national des acteurs prenant en charge les victimes de violences.

Le Luxembourg a en outre mis en place un large réseau d'acteurs pour venir en aide aux victimes de violences. Les gestionnaires conventionnés avec le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (ci-après MEGA) offrent ainsi une assistance sociale intégrale et une prise en charge psychosociale des victimes de violences et des personnes en détresse.

À côté de ces acteurs, il convient de noter que le Planning Familial prend en charge les personnes ayant subi des violences (sexuelles, physiques, psychologiques, de genre). Le guide sur la santé affective et sexuelle des jeunes « Let's Talk about Sex! » du Cesas aborde, lui aussi, les droits sexuels et des informations portant sur les violences, dont celles perpétrées avec des substances narcotiques.

ad 3) Plusieurs mesures d'aide sont à la disposition des victimes de ce genre d'infractions. Sur le plan médical, les victimes peuvent s'adresser aux services d'urgences ou à leur médecin traitant pour une prise en charge immédiate et adaptée à chaque situation spécifique.

Comme indiqué à la question 2, le Planning Familial offre la possibilité d'une prise en charge médicale et/ou psychologique, indépendamment du temps écoulé depuis les faits. Afin d'informer et de sensibiliser davantage le grand public sur la problématique, le Planning Familial prévoit de relancer prochainement sa distribution de protections pour verre « Drink Watch ».

Les victimes de ce genre d'infractions peuvent aussi être assistées par le Service d'aide aux victimes (SAV)



du SCAS. Un suivi psychothérapeutique gratuit est donc possible auprès de ce service immédiatement après les faits. Ce suivi peut être continué à moyen, voire à long terme. La victime bénéficie aussi d'un accompagnement de la part du SAV dans le cadre d'un éventuel procès pénal faisant suite à l'infraction subie.

L'équipe de l'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO), composée de médecins spécialistes soumis au secret médical, offre la possibilité de faire établir une documentation avec une conservation des traces des violences corporelles et sexuelles subies par les victimes adultes. Si la victime décide de porter plainte par la suite, les échantillons préservés par l'UMEDO peuvent faire l'objet d'une analyse et permettre ainsi, le cas échéant, de rapporter la preuve d'une éventuelle soumission chimique.

Au-delà du réseau d'aide en place et des services offrant un accompagnement des victimes, le MEGA, en collaboration avec le Ministère de la Justice, le Ministère des Affaires intérieures et le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, est actuellement en train de développer deux projets phares du programme gouvernemental :

- La mise en place d'un « Centre national pour victimes de violences » pour toute victime de violence, qui offre à part d'un accueil bienveillant, une information, une orientation et une prise en charge globale dans quatre piliers : médical, psychologique, juridique et policier.

Ce projet d'envergure nationale sera mis en place en étroite concertation avec des partenaires ministériels, institutionnels et opérationnels et lancé sous forme d'un projet pilote au printemps 2025. Le centre offrira un service d'aide complémentaire pour victimes de violences, y inclus des victimes de soumissions chimiques.

- L'élaboration d'un plan d'action national de lutte contre toutes les formes de violences fondées sur le genre se basant sur les quatre piliers de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe : prévention, protection, poursuite et politiques coordonnées.

Ce plan permettra le renforcement du dispositif de lutte contre toute forme de violence fondée sur le genre, y compris un meilleur ciblage des activités d'information, de sensibilisation et de prévention implémentées sur le terrain.

Déplacement des juges d'instruction au Centre pénitentiaire Uerschterhaff | Question 1582 (27/11/2024) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

Wéi aus der Antwort op d'parlementaresch Fro N° 1366 ervirgeet, ass d'Unité de garde et d'appui opérationnel vun der Police grand-ducale enger Iwwerlaaschtung ausgesat, déi é. a. duerch de Gefaangenentransport zustane komm ass. Op Ufro no, huet d'Madamm Justizministesch bestätigt, dass Alternativen zum Gefaangenentransport gesicht ginn, fir dësen ze reduzéieren.

Wéi aus enger Motioune vum 22. Abrëll 2008 vum Ge-mengerot vu Suessem ervirgeet, huet den deemolege Justizminister sech an engem Bréif vum 17. Dezember 2007 engagéiert, dass d'Untersuchungsrichter-innen sech an de CPU (Centre pénitentiaire Uerschterhaff) déplacéieren, v. a. wann et sech èm geféierlech Ge-faangener handelt.

Et stellt sech awer a Realitéit eraus, dass an deene meeschte Fäll de Gefaangene bei de Palais de justice gefouert gëtt an d'Untersuchungsrichter-innen an deene mannste Fäll sech an d'Untersuchungshaft déplacéieren.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. A wéi enge Fäll déplacéieren sech Untersuchungsrichter-innen an de Prisong oder d'Untersuchungshaft? Huet d'Madamm Justizministesch Zuelen, déi Déplacementer beleezéen?

2. Kéint fir de Justizministère an Zukunft den Déplacement vun den Untersuchungsrichter-innen an de Prisong oder an d'Untersuchungshaft als Alternativ zum Gefaangenentransport gesi ginn?

Réponse (23/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. De Code de procédure pénale gesäit vir, dass d'Untersuchungsrichter d'Depositoun, d'Auditoun an den Interrogatoire iwwer Visiokonferenz kënne maachen. Et bleift awer d'Entscheidung vun de Riichter, op de Moyen vun der Visiokonferenz zerék-zegräffen.

Aktuell déplacéieren sech d'Untersuchungsrichter just a ganz exceptionnelle Fäll, sief et, wann d'Persoun, déi verhéiert muss ginn, schwéier krank ass, oder, wann déi Persoun als extreem geféierlech ageschat gëtt.

Bis elo hu sech d'Untersuchungsrichter véiermol an de Centre pénitentiaire Uerschterhaff déplacéiert.

ad 2. Esouwuel d'Visiokonferenz, wéi och den Déplacement an de Prisong sinn eng Alternativ zum Gefaangenentransport.

Beim Déplacement ass just wichteg ze bedenken, dass, wann den Untersuchungsrichter sech an de Prisong déplacéiert, et net némmen hien ass, deen sech dohinner déplacéiert, mee och säi Greffier, den Affekot vun der Persoun, déi verhéiert gëtt, an eventuell en Interpret. Déi Leit sinn dee Moment net disponibel, fir nach weider Affairen um Gericht ze behan-delen an déi Affairë ginn dann nees op eng spéider Audienz verluecht.

Installation d'une nouvelle pharmacie à Weiswampach | Question 1583 (27/11/2024) de M. André Bauler (DP)

À l'heure qu'il est, le canton de Clervaux compte quatre pharmacies. Or, il me revient que le Gouvernement envisageait d'installer une officine supplémentaire sur le territoire de la commune de Weiswampach.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- Madame la Ministre, peut-elle informer sur la création d'une éventuelle officine supplémentaire dans la partie septentrionale du pays ? Dans l'affirmative, quelles en seraient les raisons ?

- Pour quand au plus tard cette nouvelle pharmacie pourrait-elle offrir ses services au grand public ?

- La création d'une nouvelle pharmacie permettrait-elle d'améliorer enfin le service des gardes dans le nord du pays en réduisant notamment les distances à parcourir par les citoyens de la « Nordspätz » ?

Réponse (13/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

La procédure de création d'une nouvelle concession de pharmacie sur le territoire de la commune de Weiswampach vient d'être finalisée. Compte tenu notamment de l'essor démographique, de l'accès à un axe de transport majeur (N7) et de la présence de cabinets médicaux dans la commune de Weiswampach,

une nouvelle concession de pharmacie a pu être créée sur le territoire de celle-ci.

Un délai maximal quant à l'ouverture de la nouvelle pharmacie ne peut être raisonnablement avancé à ce stade de la procédure, alors qu'il ne sera fixé qu'au moment de l'attribution de la nouvelle concession de pharmacie au candidat qui se classera en rang utile parmi les pharmaciens intéressés et en fonction des travaux relatifs à la mise en place du local et des infrastructures nécessaires à l'exploitation de la pharmacie.

L'article 38 du Code de déontologie des pharmaciens édicté par le Collège médical dispose que : « Pour l'organisation du service de garde sur l'ensemble du territoire, un plan fonctionnel établi collégialement entre pharmaciens est soumis pour approbation au Ministère de la Santé. » Sur cette base, le Syndicat des pharmaciens luxembourgeois est en charge d'établir un plan de gardes des pharmacies établies sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Ce plan de garde essaie notamment de respecter, dans la mesure du possible, le critère de la distance à parcourir pour accéder à la pharmacie de garde.

Mise en place de registres nationaux supplémentaires pour des maladies majeures | Question 1584 (27/11/2024) de Mme Mandy Minella | M. Gérard Schockmel (DP)

Le Registre national du cancer (RNC) offre la possibilité de rassembler un grand nombre de données autour du cancer, de son traitement et du pronostique. Ce registre permet ainsi d'établir un historique complet sur l'évolution des différentes formes de cancer au Luxembourg et sur l'efficacité de leurs traitements.

Néanmoins, les maladies cardio-neuro-vasculaires représentent au Luxembourg, la première cause de mortalité. En effet, en 2022, le registre des causes de décès de la Direction de la santé a enregistré 1.104 décès au Grand-Duché ayant pour cause des maladies de l'appareil circulatoire, représentant ainsi 25,8 % de la totalité des décès. Pour réduire ces chiffres, l'établissement d'un registre national sur les maladies cardio-neuro-vasculaires, suivant les exemples allemands et français, pourrait permettre la mise en place d'une prévention et d'un dépistage, mais également d'une prise en charge plus rapide et plus efficace.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Est-il prévu, éventuellement dans le cadre du Plan national pour les maladies cardio-neurovasculaires, de lancer une initiative visant à créer un registre national dédié à la collecte et à l'analyse de données sur la santé cardio-neuro-vasculaire ?

- 2) Est-il envisageable que le Luxembourg mette en place des registres pour d'autres maladies majeures, comme en Allemagne, afin de garantir une meilleure prévention, de faciliter le diagnostic et d'améliorer la prise en charge du patient ?

- 3) Un tel registre pourrait-il être accessible aux services de secours (CGDIS) pour garantir un traitement rapide et approprié aux besoins médicaux des patients ?

Réponse (03/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

- ad 1) et 2) Une politique moderne de santé publique doit se baser sur des données de santé objectives et de qualité. Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale reconnaît l'importance des registres pour assurer le suivi de l'évolution des pathologies majeures (e. g., les maladies cardio-neuro-vasculaires) qui représentent un enjeu important pour la santé de la population.



Afin de permettre une analyse structurée des données de santé à travers des registres nationaux, le ministère travaille actuellement à la mise en place d'un cadre juridique adapté permettant la création de telles registres de maladies.

ad 3) Il convient de distinguer les niveaux d'utilisation des données en santé (à savoir primaire, secondaire ou tertiaire). En effet, un registre de maladies tel que mentionné ci-dessus vise typiquement une utilisation secondaire (c.-à-d. à des fins de santé publique) et tertiaire (c.-à-d. pour la recherche et l'innovation) des données. Pour ces finalités, les registres ne se construisent donc pas en « temps réel », mais nécessitent des collectes de données parfois complexes, à partir de sources multiples et variées, suivies d'un regroupement et d'une vérification de la qualité de ces données. Afin de pouvoir servir immédiatement pour les soins des patients (utilisation primaire), a fortiori en cas de soins urgents, l'accès aux données médicales du patient dans le cadre d'un dossier médical informatisé est nécessaire.

Projet « Zesumme renovéieren » | Question 1585 (27/11/2024) de Mme Joëlle Welfring (déri gréng)

La Ville de Differdange, avec le soutien des ministères de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, ainsi que de la Klima-Agence et de l'INPA, a lancé le projet « Zesumme renovéieren » en avril 2023. Ce projet vise à promouvoir l'efficacité énergétique en encourageant la rénovation des maisons existantes et en réduisant la consommation d'énergie des habitant.e.s. Le projet repose sur une approche structurée, identifiant les typologies des bâtiments par adresse afin de proposer un accompagnement personnalisé adapté aux besoins spécifiques de chaque bâtiment. Les propriétaires de Differdange bénéficient d'un soutien renforcé pour mener à bien la rénovation énergétique de leur habitation, avec l'aide d'un.e gestionnaire de quartier qui les accompagne tout au long du processus. Un catalogue « prêt-à-rénover » a également été élaboré, mettant en avant les avantages de la rénovation énergétique et proposant des exemples adaptés aux types de bâtiments les plus courants dans les quartiers de la ville.

Le projet fait partie du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (n° 328), et s'intègre également dans le contexte des mesures n° 316 et n° 327 concernant la stratégie nationale de rénovation à long terme, ainsi que la création d'une entité nationale d'accompagnement de la rénovation énergétique, et développées par l'ancien Gouvernement. L'objectif principal de ce projet pilote est d'accroître le taux de rénovations dans les quartiers les plus favorables à la rénovation énergétique, en mettant l'accent sur la rénovation profonde. Le dispositif prévoit une intensification des conseils et de l'accompagnement pour maximiser l'impact des travaux entrepris. En parallèle, le projet inclut un volet de sensibilisation et d'information, offrant des services de conseil renforcés et un soutien spécifique pour les démarches liées aux demandes d'aides « Klimabonus ». Les enseignements tirés de cette initiative serviront à développer une approche standardisée à l'échelle nationale, afin de mobiliser le potentiel de rénovation dans d'autres communes et régions. La phase d'inscription des habitant.e.s s'est clôturée le 22 novembre 2024.

Dans ce contexte et en guise de suite à mes demandes dans le cadre des réunions de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité au cours de cette année, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME,

de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Combien de propriétaires se sont inscrits au programme « Zesumme renovéieren » avant la clôture de la phase d'inscription ?
- 2) Quels défis ont été rencontrés pendant la mise en œuvre du projet, en particulier concernant la mobilisation des propriétaires ?
- 3) Quelles conclusions préliminaires Messieurs les Ministres tirent-ils du projet à ce stade ?
- 4) Quel est le potentiel estimé en termes de gains d'efficacité énergétique grâce aux rénovations énergétiques prévues dans le cadre du projet ?
- 5) D'autres quartiers ont-ils déjà été identifiés en vue d'une possible extension ou standardisation au niveau national du projet ?
- 6) Quels outils et indicateurs ont été mis en place pour évaluer l'impact et le succès du projet à court et long terme ?
- 7) Sur base de ces enseignements, quel est le calendrier envisagé pour lancer l'entité nationale d'accompagnement de la rénovation énergétique ?

- 8) Quels seront les objectifs prioritaires de cette entité et quels sont les étapes et les moyens prévus pour les atteindre ?

Réponse (16/01/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Depuis le lancement du projet « Zesumme renovéieren » en avril 2023, 197 ménages se sont inscrits pour profiter de l'accompagnement spécifique en matière de rénovation énergétique. La clôture de la phase d'inscription du projet pilote de Klima-Agence et de la Ville de Differdange était le 22 novembre 2024.

ad 2) Le projet pilote a comme vocation d'aider et d'accompagner les propriétaires de logements à Differdange de manière proactive et directe, afin de rendre les opportunités ainsi que les différentes étapes liées à la rénovation énergétique aussi accessibles que possible.

Lors de la phase de mobilisation initiale des propriétaires, une campagne de communication reposant sur différents canaux de communication digitaux et traditionnels a été mise en place. Celle-ci comprenait notamment la distribution de cartes postales spécifiques, adaptées à la typologie de chaque bâtiment, à 4.000 ménages.

Afin de couvrir l'ensemble des acteurs potentiellement intéressés par des projets de rénovation énergétique, les filiales de banques présentes au niveau local ont été informées sur les détails du projet. Un échange étroit avec les secteurs et acteurs concernés, notamment la FCCE (Fédération des conseillers et certificateurs énergétiques), l'OAI (Ordre des architectes et ingénieurs-conseils), la Chambre des Métiers et la Fédération des artisans a eu lieu tout au long du projet.

Au-delà de ces actions ciblées, réalisées en amont, dans le cadre de deux séances d'information publiques, ainsi que de deux visites de quartiers pour les citoyens, le site www.zesummerenoveieren.lu permet de consulter en permanence des fiches informatives spécifiques à chaque type de bâtiment. Ces fiches résument non seulement le potentiel de rénovation (et d'extension de la surface habitable), mais indiquent également les mesures de subventionnement communales et nationales (Klimabonus) applicables, ou encore la compatibilité des mesures avec la protection du

patrimoine en coopération avec l'INPA (Institut national pour le patrimoine national).

D'une manière générale, les différents moyens déployés pour mobiliser les propriétaires se sont montrés très efficaces. Dans la continuité de l'accompagnement des ménages intéressés en vue de la concrétisation de leurs projets, l'approche personnalisée de l'accompagnement et de la facilitation par rapport aux différents acteurs (commune, banques, conseillers en énergie professionnels, INPA, ...) a été maintenue comme fil conducteur du déploiement du projet, grâce à l'intervention d'une „Quartiersmanagerin“ de Klima-Agence.

Afin de mieux comprendre les raisons de désistement des propriétaires initialement intéressés par la réalisation de projets de rénovation, Klima-Agence a mandaté le LISER (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research) pour réaliser une étude qualitative dont les résultats sont attendus pour début 2025.

ad 3) Bien qu'une évaluation intermédiaire du projet pilote « Zesumme renovéieren » ait déjà révélé des conclusions positives quant au succès de la démarche dans son ensemble, il est trop tôt pour dresser un bilan définitif du projet.

Parmi les éléments positifs, on peut déjà citer l'approche de communication et d'accompagnement directe et proactive, la présence et le rôle de la « Quartiersmanagerin », la coordination entre les différents acteurs intervenant tout au long des projets de rénovation, la création d'un langage commun sur les mesures prioritaires à réaliser – reposant sur une typologie des bâtiments – ainsi que l'engagement conséquent des responsables communaux.

ad 4) Le potentiel d'efficacité énergétique se rapporte à la réduction du besoin en chaleur de chauffage (« Heizwärmbedarf »). Le potentiel d'économie d'énergie varie en fonction de la typologie du bâtiment et dans le cadre du projet pilote à Differdange, ce potentiel a été estimé pour un grand nombre de typologies¹⁰ et différentes mesures d'isolation. En moyenne pour les typologies analysées à Differdange, le potentiel d'économie d'énergie est présenté dans le tableau ↑ suivant.

L'objectif du projet est qu'au moins 25 % des 197 participants, soit environ 50 propriétaires de maisons d'habitation, réalisent une ou plusieurs mesures d'isolation. À ce jour, 30 participants ont passé commande à un artisan pour réaliser une ou plusieurs mesures d'isolation. Un bilan détaillé est prévu pour la fin du projet en 2025, quand le nombre de mesures mises en œuvre par objet sera connu.

ad 5) Actuellement, Klima-Agence est en train d'établir un guide d'identification des types de bâtiments au Grand-Duché de Luxembourg afin de préparer une extension de l'approche « Zesumme renovéieren » à l'échelle nationale. En se basant sur les expériences positives menées à Differdange, l'objectif est, à terme, de viser toutes les maisons unifamiliales construites avant 1996.

Dans cette perspective, un déploiement progressif de l'approche permettra de couvrir, étape par étape et en collaboration étroite avec les communes ainsi que les secteurs concernés, l'ensemble du territoire national. Cette extension reposera principalement sur la valorisation des synergies avec les instruments du Pacte Climat et sur une méthodologie permettant de prendre en compte les différentes situations de départ et les ressources disponibles au niveau communal et régional.

ad 6) Actuellement, les indicateurs du projet de Klima-Agence sont définis comme suit. ↑

¹⁰ Voir <https://www.klima-agence.lu/fr/type-de-batiments> pour les différentes typologies analysées.



ad 7) Comme indiqué dans les réponses aux questions précédentes, le projet pilote à Differdange n'est pas encore finalisé, et un bilan final, comprenant une évaluation de la pertinence des différents instruments de l'approche, sera établi d'ici fin 2025.

Au vu des premières conclusions intermédiaires positives du projet « Zesumme renovéieren », un déploiement national progressif de la démarche à moyen terme semble opportun. Cela permettrait aux autres communes et régions de profiter de l'offre et de s'engager davantage dans la promotion de la rénovation énergétique des bâtiments résidentiels, dans le cadre du Pacte Climat.

En ce qui concerne la réalisation de la mesure n° 327 « Entité nationale d'accompagnement de la rénovation énergétique » du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), le Gouvernement se prononcera plus en détail sur l'approche retenue, sur la base des résultats finaux du projet mené à Differdange.

ad 8) La mesure n° 327 « Entité nationale d'accompagnement de la rénovation énergétique » du PNEC précise que « [...] l'objectif principal consiste dans l'assistance structurée et complète des propriétaires de bâtiments résidentiels à faible performance énergétique, au niveau de l'identification des potentiels d'amélioration, de la planification, du financement (tenant en compte tous les mécanismes d'aides existants) et de la réalisation des mesures de rénovation énergétique, de décarbonation et de mise en œuvre d'installations photovoltaïques. L'initiative cible tous les propriétaires de bâtiments résidentiels (mis en location ou non) qui s'engagent à réaliser ce type de travaux. »

Comme indiqué dans la réponse à la question précédente, l'approche finale retenue sera déterminée au cours de l'année, sur la base des expériences et des conclusions tirées du projet « Zesumme renovéieren », en concertation étroite avec les secteurs concernés.

« Rich Communication Services » | Question 1586 (27/11/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Virun der massiver Entwécklung vum Internet war d'SMS d'Hauptform, mat deem Norichten téschten Handye verschéckt goufen. D'Technologien hunn sech weiderentwéckelt an d'Kapazitéiten, fir méi Donnéeën an aner Daten-Typen (Biller, Videoen) ze verschécken, si massiv ausgebaut ginn, soudass d'SMS hautzedaags némminen nach wéineg genotzt gëtt. Dést zum Virdeel vu verschidde grousse Firmen, déi sech an der Kommunikatioun vun Donnéeën ee grousse Maartundeele geséchert hunn, wat natierlech och Risike mat sech bréngt.

Zénter 2007 gëtt un engem „neien“ oppene Format fir d'Verschécke vun Norichte geschafft, wat mam RCS (Rich Communication Services) mëttlerweil och a ville Länner a plattformiwwergräifend disponibel ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Gëtt den RCS schonns zu Lëtzebuerg ugebueden?
2. Sinn d'Operateure verflicht, fir den RCS unzebidden?
3. Wéi eng Aussichten huet d'Implementatioun an d'Notzung vum RCS zu Lëtzebuerg?

Réponse (20/12/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

RCS (Rich Communication Services) ass eng Initiativ aus dem Joer 2007 vun der GSMA (Groupe Speciale

Mobile Association, den Zesummeschloss vun de mobilien Telecom Operateuren), fir d'Funktionalitéite vun den traditionelle Messaging-Servicer SMS resp. MMS auszubauen. Aktuell gëtt RCS vun Android-Geräter éunnerstëtzzt, Apple supportéiert RCS ab dem iOS 18. Well d'Émsetzung fir d'Operateuren awer net esou einfach ass, wéi een dat unhuele kéint an och mat neie Käschte verbonnen ass, a well d'Messaging Apps mëttlerweil weesentlech besser an deelweis méi sécher Kommunikatiouns-Méiglechkeete bidden, huet RCS sech bis elo net duerchgesat. D'Telekom Operateure sinn net verflicht, RCS unzebidden.

Intelligence artificielle dans la police | Question 1587 (28/11/2024) de M. Ben Polidori | M. Dan Biancalana (LSAP)

An engem rezenten Artikel vum „Luxemburger Wort“ ass d'Fro opgeworf ginn, ob d'KI d'Policearbecht méi schnell a besser maache géif. D'Policearbecht erfuerdet net némminen een Asaz um Terrain, mee och sëlleq administrativ Aufgaben, déi Zäit ewechhuelen. Zäit, déi villächter kéint fir Terrainsaarbecht genutzt ginn. Dorauser entsteet dann de Gedanken, datt d'KI eng effikass Énnerstëtzung, besonnesch am administrative Beräich, kéint sinn. Aus désem Artikel geet ausserdeem ervir, datt eng aktiv Notzung vu KI duerch d'Police nach net a Lëtzebuerg bekannt ass. Bei der Berichterstattung gëtt anscheinend awer op gratis KI-Tools wéi DeepL oder ChatGPT zeréckgegraff. Dést werft Froe beim Dateschutz op.

An deem Kader hätte mir vum Här Inneminister gär Äntwerten op déi follgend Froen:

1. Wat ass dem Här Minister seng Positioun iwwert een aktiivt Notzé vu KI bei der Police? Nieft dem administrative Beräich, kéint een d'KI och bei der Bilderkennung fir d'Sich vun Täter notzen?
2. Ass eng käschtelflichteg KI schonn am Asaz bei der Police? Wann net, wisou nach net? Wa jo, wéi genee gëtt d'KI genutzt?
3. Wat sinn d'Geforen, déi bei der Notzung vu KI bei der Policearbecht kéinten entstoen? Wat sinn d'Avantagen, déi d'Polizisten an hirer Aarbecht kéinten hunn?

Réponse (11/12/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Dës Regierung wëll eng modern Police opbauen an d'Digitalisierung virundreiwen¹¹. D'KI kann der Police Opportunitéite bidden, fir an Zukunft méi zäiteffizient ze schaffen. Et muss evaluéiert ginn, a wéi enge Beräicher d'KI fir d'Police kann e konkreeten Notzen hunn.

Dat kéint beispillsweis bei der Bilderkennung am Kader vun der Sich no Täter de Fall sinn, wa gréisser Fotodateie müssen ausgewäert ginn.

Heibäi ginn natierlech Sécherheet, Fiabilitéit an Data-protection als éisicht Prioritéit berücksichtegt.

ad 2. Aktuell sinn eng limitéiert Unzuel u käschtelflichtege KI-Lizenzen am Beräich Iwwersetzung a Nummereschéld-Erkennung am Asaz. Dës KI gëtt z. B. op der Scan-App benutzt, déi d'Polizisten op hirem Déngschthandy installéiert hunn, an déi et hinnen erlaabt, d'Placke vun engem Auto bei enger Verkéierskontroll ze kontrolléieren.

ad 3. Bei enger falscher Benotzung vun oppene KI-Systemer am Internet géing de Risiko bestoen, dass sensibel Donnéeën aus Police-Dokumenter an den Ëmlaf kommen.

Ënnert anerem aus deem Grond lafe schonn aktuell an der Police eng Rei Projeten, wou et drëms geet, fir de Polizisten d'Beneficer vun der KI an engem gesécherten Emfeld an am Aklang mat der aktueller Gesetzgebung zur Verfügung ze stellen. Sou gëtt z. B. mat Europol zesummen un engem policeinternen Chatbot geschafft, deen éunner anerem och als Iwwersetzungstool ka benutzt ginn.

Duerch eng fachgerecht Benotzung vun der KI kann dem Polizist seng Aarbecht am Alldag vereinfacht ginn, sief dat bei redaktionellen Tächen, oder bei der Auswärtung vun Dateien.

Paris sportifs en ligne | Question 1588 (28/11/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

D'Lëtzebuerger Nationallotterie huet viru Kuerzem mat der Aféierung vun Online-Sportswetten eng nei Aktivitéit lancéiert. Dës Wette kënnen op ongefér 40 national an international Sportaarten ofgeschloss ginn.

Dës Neierung gëtt vun der Loterie nationale als „grousse Schrëtt géint dat illegaal Glücksspill“ gelueft an als „Abenteuer“ duergestallt.

Mir géifen dofir gäre vun der Madamm Justizminesch, dem Här Sportsminister an dem Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil wëssen:

1. Hunn d'Ministeren eng Geneemegung fir dëst Glücksspill ginn?
2. Wéi gesinn déi ugekënnegt „Sensibilisierungs- a Preventiounsmoosnamen“ aus?
3. Ass sech d'Regierung bewosst, zu wat fir Misär Spillsucht féiere kann, a wat gesait d'Regierung vir, fir dorop ze reagéieren?

Réponse (02/01/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Georges Mischo, Ministre des Sports | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Loterie nationale huet eng Geneemegung fir d'Glücksspill iwwer d„Loi modifiée du 22 mai 2009 relative à l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie nationale“. Den Artikel 9 vum Gesetz gesäit vir, datt d'Loterie nationale Sportswetten iwwer hiert Distributiounsnets oder online bedreiwe kann.

„La Loterie nationale :

1. organise, selon des méthodes commerciales, toutes formes de loteries et de paris relatifs aux épreuves sportives en conformité avec la législation applicable ;
2. opère un réseau commercial de distribution de produits de toute forme de loteries et de paris relatifs aux épreuves sportives, y compris par recours aux outils de la société de l'information.“

D'Gesetz vun 2009 verlaangt keng weider Autorisation oder Geneemegung. Et ass keen Accord vun Ministère néideg, wann d'Loterie nationale nei Spiller- oder Wettaktivitéiten aféiere wëll, déi d'Konditiounen respektéieren, wéi se am Gesetz vun 2009 festgeluecht sinn, wéi zum Beispill loteriesport.lu.

ad 2. an 3. D'Aféierung vu loteriesport.lu erlaabt et, de Spiller eng Plattform fir Sportswetten unzebidden, déi vun engem lokalen, legalen, unerkannten a responsabele Bedreiver geleet gëtt, a gläichzäiteg e séchert an zouverlísseg Spillëmfeld garantéiert.

¹¹ Accord de coalition, chapitre Sécurité intérieure, digitalisation



Fir dëst Ziel ze erreechen, huet d'Loterie nationale verschidde Moossnamen an Initiativen émgesat, fir sécher a responsabel Wetten ze garantéieren:

Transparenz: D'Loterie nationale informéiert d'Spiller iwwer déi real Gewënnchancen an, ganz besonnesch, warnt si virun der Héicht vun der Warscheinlechkeet, hiert Asazgeld ze verléieren. Dës Informatiouen gëtt zur Verfügung gestallt duerch d'Publikatioun vun Dokumenten an Notizen, déi zu all Moment zougänglech sinn, wéi z. B. d'Reglementer fir all Spill oder Wett, Warnungen an allgemeng Konditiounen, déi op de Plattformen vun der Loterie nationale publiziert ginn.

Informatiouen iwwer d'Risike vun Ofhängigkeit: D'Loterie nationale warnt d'Spiller virun den ekonomeschen, sozialen a psychologesche Risiken, déi mat enger Spillsucht verbonne sinn. Dés Warnunge fénnet een an de Mentiounen um Site, an den allgemenge Konditiounen, an de Reglementer vu Spiller oder Wetten, souwéi op enger spezieller Säit vum Site loterie.lu.

Responsabelt Spill „by design“: D'Risiken, déi mam responsabele Spill verbonne sinn, ginn duerch d'Loterie nationale scho bei der Conceptioun vun engem neie Produit berücksichtegt an driwwer eraus fir déi ganz Liewensdauer.

Zesummenarbecht mat spezialiséierten Associatiounen: D'Loterie nationale schafft mat zoustännegen Autoritéiten an Associatiounen zesummen, déi am Beräich vun der Prävention an dem Kampf géint d'Spillsucht aktiv sinn.

Asaz vu Spilllimiten: D'Loterie nationale setzt Grenzen op d'Wetten an Asätz vun de Spiller, fir hir Spillpraktik an déi gesate Montanten ze limitéieren. Si encouragéiert och all Spiller, déi e Kont op hirer Wettplattform hunn, hir euge Limitte selwer festzeleeën.

Staatleche Statut: D'Loterie nationale gëtt vun der Æuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte geréiert, enger öffentlecher Institution, déi énner der Opsicht vum Premier Minister steet. Si ass doduerch net dem finanziellen Drock vu privaten Aktionären ausgesat. Si huet de Monopol am Beräich vu Spiller a Wetten zu Lëtzebuerg (ausser dem Casino 2000). Esou huet si d'Verflichtung, de Spiller sécher an eethesch Offeren unzebidden.

Kampf géint Bedruch a Kriminalitéit: D'Loterie nationale assdeen eenzege legale Bedreiver vu Spiller a Wetten zu Lëtzebuerg. Fir en transparent an zouverlässeg Spill- a Wettémfeld ze garantéieren, schafft si mat zouverlässegen an unerkannte Partneren am Beräich vun de Glécks- a Sportswetten zesummen. D'Suen, déi gewonne ginn, gi komplett un d'Spiller ausbezuelt a ginn net ongerefäerdegt agesammelt oder behalen.

Assistance juridique pour mineurs | Question 1589 (28/11/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den Artikel 18 vum Jugendschutzgesetz gesäßt vir, dass de Mannerjäregen, seng Elteren oder d'Personnen, déi d'Garde hunn, een Affekot fir d'Kand kënnen bestëmmen oder beim Jugendriichter ufroen, dass een zur Verfügung gestallt gëtt:

„Art. 18. Le mineur, ses parents, tuteur ou autres personnes qui en ont la garde peuvent faire choix d'un conseil ou demander au juge de la jeunesse qu'il leur en soit désigné un d'office.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1.

– Ginn d'Kanner, d'Elteren oder d'Personne mat der Garde vum Kand systematesch iwwert hiert d'Recht, een Affekot ze bestëmmen, informéiert

– Wéi eng Moosname goufen opgestallt, fir dës Informationen un all d'Parteien ze kommunizéieren?

– Wéi eng weider Moosname sinn ugeduecht, fir dass d'Parteie besser iwwert hir Rechter informéiert ginn, grad a Fäll, wou d'Konflikter méi schwierig sinn?

2. Am Fall, wou ee Mannerjäregen op d'Decisioun vum Jugendriichter een Affekot zougesprach krut, behalen déi am Artikel 18 genannte Persounen d'Recht, fir den Affekot ze wiesselen?

Réponse (24/12/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. Den Artikel 18 vum Jugendschutzgesetz gesäßt vir, dass sech d'Parteie virum Jugendgericht duerch een Affekot vun hirem Choix assistéiere kënnen loosen. Si kënnen och de Jugendriichter froen, hinnen en Affekot ze nennen.

A konfliktuell Fäll nennt de Jugendriichter oft vu sech aus een Affekot bevir d'Affär iwwerhaapt an d'Sëtzung kënnnt an och ouni dass d'Parteien eng däraarteg Ufro un d'Jugendgericht gestallt henn.

An Entrevuë mam Jugendriichter an och an de Sëtzunge vum Jugendgericht ginn d'Parteie reegelméisseg op dëst Recht higewisen. Elteren, déi um Jugendgericht uruffen, kréien dës Informatiouen och vum Greffier matgedeelt.

Et handelt sech heibäi ém e Recht an net ém eng Obligation, esou dass d'Parteien net gezwonge sinn, vun engem Affekot assistéiert ze ginn, wa si dat net wëllen.

D'Affekoten, déi vum Jugendriichter genannt ginn, hunn an der Reegel d'Formatioun zum Kanneraffekot ofgeschloss. Falls d'Parteien e spezifeschen Affekot genannt wëlle kréien, deen dës Formatioun eventuell net ofgeschloss huet, da gëtt dësen Affekot och op Wonsch vun de Parteie vum Jugendriichter genannt.

ad 2. Am Fall, wou de Jugendriichter een Affekot fir ee Mannerjäregen genannt huet, kann de Remplacement vum Affekot gefrot ginn. Fir dass de Jugendriichter dësem Remplacement zoustëmmt, muss awer e Grond do sinn, firwat de genannten Affekot remplacéiert soll ginn. Dëst kann zum Beispill de Fall sinn, wann d'Chimie téscht dem Mannerjäregen an dem Affekot net stëmmt.

Application de la TVA sur les honoraires des administrateurs d'une société anonyme | Question 1590 (28/11/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Le 22 novembre 2024, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a rendu une décision définitive concernant l'application de la TVA sur les honoraires des administrateurs dans le cas TP. Cette décision a validé l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 21 décembre 2023, qui stipule qu'une personne physique agissant en tant qu'administrateur d'une société commerciale enregistrée en tant que société anonyme (SA) n'est pas un assujetti à la TVA. Cependant, plusieurs incertitudes demeurent quant à la portée et à l'impact de cette décision sur les administrateurs d'autres types de sociétés et sur l'application générale de la TVA dans ce contexte.

Dans ce contexte, j'aîmerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre peut-il préciser si la décision du tribunal d'arrondissement de Luxembourg du 22 novembre 2024 est applicable uniquement aux administrateurs de sociétés anonymes publiques, ou si elle constitue une décision de principe qui s'applique

également à tous les administrateurs, indépendamment du type de société concernée.

– Quelles mesures le ministre envisage-t-il pour clarifier et formaliser le non-assujettissement à la TVA des honoraires des administrateurs dans la législation nationale, à la lumière de cette décision judiciaire ?

Réponse (17/12/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

En réponse à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne C-288/22 du 21 décembre 2023 et au jugement du tribunal d'arrondissement de Luxembourg du 22 novembre 2024, l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) a publié le 11 décembre 2024 sa circulaire n° 781-2 qui apporte des clarifications en matière d'assujettissement à la TVA d'un membre du conseil d'administration d'une société anonyme de droit luxembourgeois.

Il y est notamment précisé que l'AED n'entend pas « limiter les conséquences [des décisions judiciaires précédentes] aux seuls dirigeants de sociétés anonymes ». En effet, en vertu du principe de neutralité de la TVA, les critères dégagés par les décisions judiciaires, ceux-ci sont applicables à tous les dirigeants, personne physique ou personne morale, indépendamment du type de société concernée. Une adaptation du cadre légal n'est à ce stade pas jugée nécessaire.

Collecte don du sang au Luxembourg | Question 1592 (28/11/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Gestioun vun der Blutspend zu Lëtzebuerg stécht an enger Phas vu grousse Veränderungen. D'Regierung huet rezent annoncéiert, en „établissement public“ ze schafen, fir d'Blutspend ze koordinéieren, wat d'Fro iwwert d'Ausschlosskrüttäre fir Männer, déi Sex mat Männer hunn (MSM), nees an de Fokus réckelt. Zénter 2021 kënnen MSM zwar Plasma spenden, awer fir d'Vollblutspend gëtt nach émmer eng 12-Méint-Enthaltsamkeetsperiod gefuerdert.

An eisem Nopeschland Frankräich goufen d'Ausschlosskrüttäre fir MSM am Mäerz 2022 ofgeschaft, an d'Bewäertung vum Risiko gëtt elo op Basis vum individuelle Verhale gemaach. Mat der geplanter Reform vun der Blutspend zu Lëtzebuerg ass et wichtig ze verstoen, wéi d'Regierung dës Thematik an Zukunft wëll ugoen, besonnesch well déi aktuell Praxis vun enger kategoriescher Ausgrenzung vun MSM als Diskriminéierung ka betreucht ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi gesäßt d'Gesondheetsministesch d'aktuell Praxis vun der 12-Méint-Enthaltsamkeetspflicht fir MSM am Kontext vun de wëssenschaftlechen Erkenntnissen an dem Prinzip vun der Netdiskriminéierung?

2. Besteet d'Méiglechkeet, am Kader vun der Schaffung vum „établissement public“ fir d'Blutspend, d'Ausschlosskrüttäre fir MSM ze iwwerschaffen an op eng individuell Risikobewäertung émzestellen?

3. Gëtt et Simulatiounen oder Impaktstudien iwwert d'Auswirkungen op d' Verfügbarkeet vu Blutreserven, wann d'Ausschlosskrüttäre fir MSM géifen adaptéiert ginn?

4. Wéi eng Rolle spiller d'Haftungsproben an d'Assurance bei der aktueller Praxis, a wéi géif sech dëst änneren am Kader vum neien „établissement public“?

Réponse (03/01/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Dee Sujet wäert ee vun den Diskussiounspunkte sinn, déi mir am Detail mat de Responsable vun der Croix-Rouge wäerten uschwätzen ab Januar.



ad 2. Dat ass eng vun de Problematiken, déi dozou gefouert hunn, fir an d'Aen ze faassen, d'Aktivitéité vum CTS an een Établissement public ze iwwerférien.

ad 3. Souwält de Ministère informéiert ass, gëtt et keng Simulatiounen oder Impaktstudien zu désem Sujet.

ad 4. De Centre de transfusion sanguine (CTS) vum Roude Kräiz muss, op Basis vum Gesetz (Loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine) eng Assurance ofschléissen, déi d'Risiken ofdeckt, déi am Kader vun der Blutspend kënnent entstoën.

Och wa Bluttransfusiounen énner extreem strenge Sécherheetsbedéngungen duerchgefouert ginn, énnerleien dès Aktivitéiten émmer engem Reschtrisko, dee just bis e gewéssene Montant ofgedeckt ass. An esou engem Fall kéint d'Rout Kräiz staark impaktéiert ginn, vu dass de CTS keng eegestänneg Entitéit ass, mee en integralen Deel vum Roude Kräiz, dat deemno mat haftbar wier.

Fir de Fall wou d'Aktivitéité vum CTS, wat eng „mission de service public“ duerstellt, awer engem Établissement public géif iwwerdroe ginn, appliziéiert sech, wat d'Haftungsbedéngungen ubelaangt, d'Gesetz vum 1. September 1988 (Loi relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques), deem och d'Établissements publics énnerleien.

Installation de bornes de recharge dans le cadre d'une copropriété | Question 1593 (28/11/2024) de Mme Barbara Agostino (DP)

Afin de favoriser la transition des moteurs à combustion vers les moteurs électriques, il est primordial que des infrastructures adaptées soient accessibles à tous les citoyens. Néanmoins, dans les copropriétés, l'installation d'une borne de recharge peut se heurter à la réticence de certains copropriétaires. Actuellement, pour procéder à l'aménagement d'une borne, la demande du propriétaire doit obtenir une majorité simple lors d'une assemblée générale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Comment Monsieur le Ministre peut-il s'assurer que les copropriétaires réticents ne bloquent pas indûment les projets d'installation, tout en respectant les droits de chacun ?

2) Comment Monsieur le Ministre entend-il accompagner les copropriétaires et les syndicats dans la sensibilisation et la mobilisation en faveur de l'installation de bornes de recharge, afin de lever les éventuelles réticences ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il une évolution législative pour simplifier davantage le processus d'installation des bornes de recharge dans les copropriétés, afin de faciliter la transition énergétique et de répondre aux attentes des citoyens souhaitant adopter des véhicules électriques ?

Réponse (27/12/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) En application de la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâties (ci-après « la Loi »), un copropriétaire qui entend procéder à l'aménagement d'une borne de recharge au sein d'une copropriété des immeubles bâties est obligé de passer par le syndicat qui doit prendre une décision

favorable en assemblée générale des copropriétaires au sens de l'article 16 de la Loi.

L'article 16, alinéa 1^{er}, point f) dispose ainsi que les décisions concernant les travaux de réalisation d'infrastructures dans les parties communes en préparation pour l'installation de gaines techniques sont adoptées à la majorité absolue, c'est-à-dire à la majorité des voix de tous les copropriétaires. Cette disposition fut introduite dans la Loi par la loi du 30 juin 2022 modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâties aux fins d'introduire un fonds de travaux, dans le but de promouvoir justement la rénovation, de façon générale, et plus particulièrement la rénovation énergétique de ces immeubles. L'article 16, alinéa 1^{er}, point f) vise dès lors inter alia l'installation de points de charge pour des véhicules électriques, promouvant par-là l'électromobilité au sein des copropriétés.

S'il est vrai que l'installation d'une borne de recharge pourrait ainsi se heurter à la réticence de certains copropriétaires, la loi actuelle permet encore au copropriétaire, désireux de procéder à l'aménagement d'une borne de recharge de se référer à l'article 16, alinéa 1^{er}, point b) de la Loi. Celui-ci vise les décisions concernant l'autorisation à donner à certains copropriétaires d'effectuer à leurs frais des travaux affectant les parties communes et soumet celles-ci à la majorité de tous les millénaires.

Cette même disposition dote le copropriétaire – qui se voit confronté à un refus du syndicat – de l'option de s'adresser au juge qui peut alors autoriser le copropriétaire à exécuter tout de même ces travaux sous condition qu'ils ne sont pas de nature à nuire à la solidité ou à l'esthétique de l'immeuble, ou à gêner les autres copropriétaires.

La Loi réserve dès lors la possibilité pour le copropriétaire de passer outre le refus des autres copropriétaires si le refus n'est pas justifié et que cela a été constaté par le juge.

D'autant plus, et afin de faciliter l'équipement des nouveaux bâtiments d'habitation avec des infrastructures de charge, il convient de rappeler que le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2021 relatif à la performance énergétique des bâtiments stipule que les emplacements de stationnement des nouveaux bâtiments d'habitation doivent être pourvus d'un précablage. Par ailleurs, pour les habitations multifamiliales, l'installation d'un système collectif de gestion intelligente de la charge, est aussi obligatoire.

ad 2) Concernant l'accompagnement des copropriétaires et des syndicats à travers la sensibilisation et la mobilisation en faveur de l'installation de bornes de recharge, il y a lieu de mentionner notamment le rôle important de Klima-Agence qui a comme mission de soutenir tous les acteurs de la société dans leur engagement pour la protection du climat et la transition énergétique. En tant que G.I.E, Klima-Agence met en œuvre son expertise, sur demande, des particuliers, des communes, des professionnels et des institutions pour mieux les accompagner, les sensibiliser aux problématiques concernées, dont par exemple l'achat de véhicules électriques ou l'installation de bornes de charges. De plus, Klima-Agence développe son offre pour les résidences afin d'aider les copropriétaires, les syndics ainsi que les prestataires de services dans leurs démarches pour la mise en œuvre d'une infrastructure de charge dans les bâtiments résidentiels. Parmi les outils et supports, les acteurs concernés pourront trouver notamment un guide pratique pour l'installation de bornes de charge dans les résidences et pourront prochainement découvrir l'évolution du comparateur de

bornes et de système de gestion dont le lancement est prévu pour janvier 2025.

ad 3) Quant à la question de savoir si une évolution législative est envisagée pour simplifier davantage le processus d'installation des bornes de recharge dans les copropriétés, il est souligné que l'accord de coalition vise spécifiquement l'encouragement et la facilitation de l'installation de stations de charge privées. À la lumière de cet objectif, le Gouvernement explore actuellement différentes pistes afin de remédier aux situations de blocage.

En outre, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire a prévu de relancer d'ici le début de l'année 2025 le Groupe de travail – Copropriété regroupant des représentants de différentes administrations publiques, du Groupement des syndics professionnels du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que d'autres acteurs importants ayant un lien direct ou indirect avec les copropriétés. Le but du relancement dudit Groupe de travail étant de reprendre les échanges avec ces différents acteurs en vue d'une réforme profonde de la Loi.

Il est prévu de revoir dans ce cadre également les règles de vote en assemblée générale dans le but de les adapter, le cas échéant, aux enjeux actuels, telle la transition énergétique.

Cours « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg » | Question 1594 (28/11/2024) de Mme Djuna Bernard | M. Meris Sehovic (désigné)

Dans le cadre de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, les cours « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg » constituent une étape essentielle pour transmettre aux candidat.e.s des connaissances fondamentales sur l'histoire, les institutions et les valeurs du pays. Cependant, plusieurs observations soulèvent des questions quant à l'efficacité et à l'accessibilité de ces cours, notamment en raison de l'absence d'un cadre linguistique clair dans la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise. Selon les informations disponibles sur le site Internet men.public.lu, les cours sont actuellement dispensés en langue véhiculaire luxembourgeoise/allemande, française et anglaise.

Dans ce contexte, nous voudrions dès lors demander les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Sur quels critères se fonde le choix des langues d'enseignement ? Est-ce qu'un recensement des besoins est effectué auprès des candidat.e.s pour déterminer les langues d'enseignement ?

2) Combien de candidat.e.s suivent les différents cours en fonction de la langue d'enseignement ?

3) Quels mécanismes sont en place pour garantir que tout.e.s les participant.e.s comprennent effectivement les contenus des cours, notamment ceux qui ne maîtrisent aucune des langues d'enseignement actuelles ?

4) Le Gouvernement a-t-il prévu une évaluation des cours « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg » pour mesurer leur efficacité dans le processus d'intégration ainsi que la pertinence du choix des langues véhiculaires des cours ?

Réponse (10/01/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les critères de choix des langues d'enseignement pour les cours et l'examen « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg » reposent sur l'article 16 (3) de



la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et sur l'article 2 du règlement grand-ducal du 7 avril 2017. Cet article stipule que ces cours et examens sont organisés dans les langues administratives définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, à savoir le luxembourgeois, le français et l'allemand, ainsi qu'en langue anglaise, reconnue comme une langue internationale facilitant l'intégration.

Ces cours et examens se déroulent, suivant les besoins, dans différentes régions du pays, afin de garantir leur accessibilité au plus grand nombre de participants. Les statistiques des sessions précédentes permettent d'ajuster les offres en fonction des demandes, tout en respectant les dispositions légales en matière de langues d'enseignement.

ad 2) Le tableau et le graphique ci-dessous[†] illustrent la répartition et l'évolution du nombre de participants aux cours « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg » selon la langue d'enseignement sur les trois dernières années scolaires.

ad 3) L'article 16 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et le règlement grand-ducal du 7 avril 2017 portant organisation des cours et de l'examen « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg » définissent l'organisation de ces cours et examens, en précisant notamment les langues d'enseignement et les modalités de remise d'attestation basée sur la fréquentation. Aucun critère minimum ou condition préalable n'est imposé pour l'inscription, afin de respecter le droit d'accéder à la nationalité luxembourgeoise, qui est conditionné à une résidence d'au moins cinq ans au Luxembourg.

Un mécanisme mis en place est la possibilité pour les candidats de suivre les cours en langue anglaise, bien que celle-ci ne soit pas une langue officielle, afin de garantir l'accessibilité au plus grand nombre de candidats.

ad 4) Les besoins linguistiques des candidats sont régulièrement analysés à travers les statistiques de participation, permettant des ajustements progressifs et adaptés à la demande, tout en respectant les dispositions légales en matière de langues d'enseignement.

Violences récentes contre le personnel pénitentiaire | Question 1595 (28/11/2024) de Mme Sam Tanson (délégué)

Selon des articles de presse, un incident grave s'est produit hier au Centre pénitentiaire de Givenich, lors duquel un détenu aurait violemment agressé plusieurs membres du personnel pénitentiaire, causant des blessures importantes. Selon les informations disponibles, l'un des agents a été gravement blessé et se trouve actuellement en soins intensifs. Selon l'Association des agents pénitentiaires (AAP) cet incident s'inscrit dans un contexte plus large d'agressions répétées contre le personnel dans plusieurs établissements pénitentiaires.

Dans ce cadre, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre peut-elle donner des détails supplémentaires sur les circonstances exactes de l'incident à Givenich ?

2) Quelles mesures immédiates ont été prises pour garantir la sécurité des membres du personnel dans cet établissement et dans les autres prisons du pays ?

3) Disposez-vous de statistiques récentes sur les agressions contre le personnel pénitentiaire au Luxembourg, et quelles tendances peuvent être observées à cet égard ?

4) Est-ce que des mesures concrètes sont envisagées pour sécuriser les conditions de travail des agents pénitentiaires ?

Réponse (04/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1), 2) et 4) Le déroulement des faits exacts fait actuellement l'objet d'une instruction judiciaire.

Une analyse interne détaillée de cet incident est prévue et aura pour objectif d'identifier d'éventuelles pistes d'amélioration des protocoles en vigueur, afin de renforcer encore davantage la sécurité des membres du personnel pénitentiaire.

La sécurité intérieure des centres pénitentiaires est en principe garantie par le respect des dispositions de service internes et leur application méticuleuse. Un large dispositif de surveillance par caméras a été mis en place couvrant de très larges parties des centres pénitentiaires. Tous les agents ont reçu une formation en matière de déescalation et de self-defense. Toute personne entrant en contact avec des détenus est équipée d'un émetteur radio qui dispose en même temps d'une fonction « alarme ».

Des moyens coercitifs peuvent être autorisés en cas de nécessité.

Des équipes du groupe d'intervention pénitentiaire (GRIP) sont présents sur les sites du Centre pénitentiaire Uerschterhaff (CPU) et du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) 24h/24. Les membres du GRIP sont spécialement formés pour faire face à des situations dangereuses et difficiles en milieu pénitentiaire. Ils disposent à cet effet d'un équipement de protection et d'intervention adapté et spécifique.

Il n'est cependant jamais possible de faire abstraction du facteur humain et partant également de l'imprévisibilité totale des actions des détenus. Il est un fait que les agents pénitentiaires, de même que tous les autres intervenants en contact direct avec des détenus, sont exposés à un risque réel.

L'Administration pénitentiaire met en œuvre l'ensemble des moyens disponibles afin de garantir la sécurité interne des centres pénitentiaires que ce soit au niveau du recrutement, de la formation, de l'équipement ou des moyens techniques en place.

Par ailleurs, l'Administration pénitentiaire informe systématiquement les autorités judiciaires lorsqu'il y a lieu de croire qu'une infraction ait pu être commise par un ou plusieurs détenus. Chaque cas est en sus poursuivi disciplinairement en interne.

La sécurité et le bien-être des agents pénitentiaires sont et resteront une priorité absolue pour le Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) et les autres centres pénitentiaires du Luxembourg. Toutes les mesures nécessaires continueront à être prises pour prévenir et, autant que possible, éviter de tels incidents à l'avenir.

Il est important de souligner que les agents sur place ont réagi de manière très professionnelle malgré la situation exigeante de sorte qu'ils ont très vite pu contrôler la situation et rétablir l'ordre. La sûreté et l'ordre public n'étaient à aucun moment en danger.

ad 3) Statistiques du CPG relatives aux agressions physiques contre le personnel au cours des trois dernières années :

- 2022 : 3 incidents
- 2023 : 0 incident
- 2024 : 2 incidents

Statistiques du CPU relatives aux agressions physiques contre le personnel depuis l'ouverture :

- 2023 : 11 incidents dont 3 bousculades, 3 crachats, 5 blessures pendant des interventions, 1 tentative de l'un des incidents précités

- 2024 : 8 incidents dont 2 morsures, 2 crachats, 2 bousculades et 2 blessures pendant des interventions, 4 tentatives de l'un des incidents précités

Statistiques du CPL relatives aux agressions physiques contre le personnel depuis 2020 :

- 2020 : 10 agressions d'un membre du personnel, 2 tentatives d'agression d'un membre du personnel
- 2021 : 11 agressions d'un membre du personnel, 2 coups et blessures à un membre du personnel, 3 tentatives d'agression d'un membre du personnel
- 2022 : 17 agressions d'un membre du personnel, 2 bousculades d'un membre du personnel, 1 blessure involontaire d'un membre du personnel, 6 tentatives d'agression d'un membre du personnel
- 2023 : 8 agressions d'un membre du personnel, 2 bousculades d'un membre du personnel, 1 blessure involontaire d'un membre du personnel, 1 tentative d'agression d'un membre du personnel
- 2024 : 2 agressions d'un membre du personnel, 3 bousculades d'un membre du personnel

Prise en charge des coûts liés aux funérailles de personnes sans famille proche | Question 1596 (28/11/2024) de M. André Bauer (DP)

A verschiddenen däitsche Stied ass an de leschten 10 Joer d'Zuel vun de verstuerwene Leit, déi keng Famill méi hunn, staark eropgaang. Zu München war 2013 all 23. Begriefnes fir ee Verstuerwenen ouni direkt Famill. 2023 war et schonn all 15. Begriefnes. Dat heescht konkreet, datt déi beträffe Gemengen d'Begegnungen selwer en charge müssen huelen an déi respektiv Onkäschten ze droen hunn.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister follend Froe stellen:

- Wéi huet sech hei am Land d'Zuel vun de Stierffäll vu Persounen, déi ouni direkt Nokommen oder Famill sinn, zanter 2014 entwéckelt?

- Wéi deelen sech déi Stierffäll jee no Kanton op?

- Gëtt et Statistiken iwwer den Alter, d'Geschlecht an d'Nationalitéit vun dese Persounen?

Réponse (11/12/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

D'Stierffäll musste beim Officier de l'état civil op de Gemengen deklaréiert ginn.

Den Inneministère huet keng landeswäit Donnéeën zu der Zuel vun de Stierffäll oder zu der Familljesituatioun vun de Verstuerwenen, well déi Donnéeën net am Inneministère enregistréiert ginn.

Fonds national de la recherche | Question 1599 (28/11/2024) de Mme Joëlle Welfring (déléguée)

En date du 23 décembre 2023, le Fonds national de la recherche a annoncé le départ de son secrétaire général, qui aurait été à la recherche de nouveaux défis. Après 11 mois, le FNR vient de publier récemment un appel à candidatures pour un.e nouveau.e secrétaire général.e. Alors que la nomination relève des attributions du conseil d'administration du FNR, ce dernier a fait appel à une entreprise spécialisée en ressources humaines pour l'appel à candidatures. Il est à noter que le délai imparti pour la remise des candidatures n'est que de trois semaines, alors que le poste en question est un mandat d'envergure importante pour lequel plus d'un.e chercheur.se éligible pourrait avoir besoin d'un certain temps de réflexion.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Dans le programme gouvernemental 2023-2028, une réforme du cadre légal du Fonds national de la recherche est prévue afin de « mieux répondre aux besoins des institutions de recherche ». D'aucuns se demandent si la position du FNR dans le paysage de la recherche au Luxembourg en sera affaiblie. En effet, la note au formateur formulée par le FNR et datée du 13 octobre 2023 exprime la conviction qu'il « importe de maintenir le financement centralisé de l'excellence en recherche fondamentale par le biais du Fonds national de la recherche ».

Dans ma question parlementaire n° 0298 du 7 février 2024, j'avais demandé à Madame la Ministre si la réforme de la loi organique du FNR telle que prévue affaiblira effectivement la position du FNR. Alors qu'elle n'a pas donné de réponse directe à cette question, elle a souligné que les travaux afférents « impliqueront également les autres parties prenantes intéressées ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Le conseil d'administration a-t-il désigné ou désignera-t-il un comité de sélection pour la nomination du respectivement de la nouveau.e secrétaire général.e ? Dans l'affirmative, quelle est la composition du comité ?

2) Pourquoi le délai pour la remise des candidatures n'est-il que de trois semaines ?

3) Quelle est la procédure exacte pour la présélection des candidat.e.s, pour les interviews ainsi que pour le choix final d'un.e nouveau.e secrétaire général.e ? Qui sera en charge des différentes étapes et quel est le calendrier prévu ?

4) Quelles sont les raisons pour la vacance prolongée du poste de secrétaire général.e du FNR ?

5) Quel est l'état d'avancement du projet de loi portant réforme du FNR ? Quand sera-t-il déposé ?

6) Comment le FNR a-t-il été impliqué dans l'élaboration du projet de loi en l'absence d'un secrétaire général permanent ?

7) Le/la nouveau.e secrétaire général.e aura-t-il/elle la possibilité d'intervenir dans l'élaboration du texte avant son dépôt ?

8) Quelles sont les « autres parties prenantes intéressées » impliquées dans les travaux de préparation du projet de loi ? Dans quel cadre les échanges ont-ils lieu ?

9) Madame la Ministre peut-elle, de manière sommaire, dresser un inventaire des revendications principales des différents acteurs impliqués ?

Réponse (18/12/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse au questionnement de l'honorable Députée relativ à la procédure de recrutement d'un nouveau secrétaire général du Fonds national de la recherche (FNR), je peux préciser que le conseil d'administration du FNR a désigné un comité de sélection qui comporte les membres du comité de nomination et de rémunération du FNR, lequel est composé de trois membres du conseil d'administration du FNR, auxquels s'ajoutent deux experts externes internationaux.

Un délai de trois semaines pour le dépôt des candidatures est tout à fait usuel dans le secteur public et privé, d'autant plus que dans le cas présent une procédure d'appel direct à candidatures est encore en cours. La procédure exacte de sélection prévoit une réception et un tri des candidatures, l'élaboration d'une liste longue sur la base de critères d'éligibilité, l'élaboration

d'une liste courte de candidats qui seront vus par le comité de sélection, la proposition d'un ou de plusieurs candidats au conseil d'administration du FNR et la décision par ce même conseil. Il est prévu de finir la procédure jusqu'au troisième trimestre 2025.

La vacance prolongée du poste de secrétaire général s'explique par le fait qu'une nouvelle loi pour le FNR est en cours d'élaboration et qu'il était opportun d'avoir une vision claire du profil prévu pour le secrétaire général dans cette nouvelle loi en vue d'assurer une cohérence entre la publication de poste actuelle et la nouvelle loi dont le dépôt est prévu pour le premier semestre 2025.

Le FNR était impliqué dans l'élaboration du projet de loi par le biais de son conseil d'administration et avec l'appui de la secrétaire générale faisant fonction, des discussions ayant eu lieu lors des réunions du conseil d'administration qui étaient en partie dédiées au sujet. Vu les délais pour le recrutement et les délais pour le dépôt du projet de loi, le nouveau secrétaire général ne pourra probablement pas intervenir dans le projet de loi.

Les autres parties prenantes intéressées sont l'Université du Luxembourg et les trois centres de recherche publics. Les échanges avec ces parties prenantes ont eu lieu dans le cadre du comité de coordination stratégique qui réunit ces acteurs, le FNR et le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur à des intervalles réguliers. Les acteurs de la recherche ont notamment évoqué que le FNR doit être à même de contribuer à l'excellence scientifique dans l'écosystème national, qu'il doit être flexible dans la mise en place, dans l'adaptation et la révision régulière de ses programmes, que sa programmation doit pouvoir se baser sur des échanges réguliers avec les acteurs de la recherche et qu'un financement adéquat du FNR par le Gouvernement doit être assuré.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronischer Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfülle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. År Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](https://www.facebook.com/chd.lu) [@](https://www.instagram.com/chd.lu)

PERIODIQUE

POST
LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799